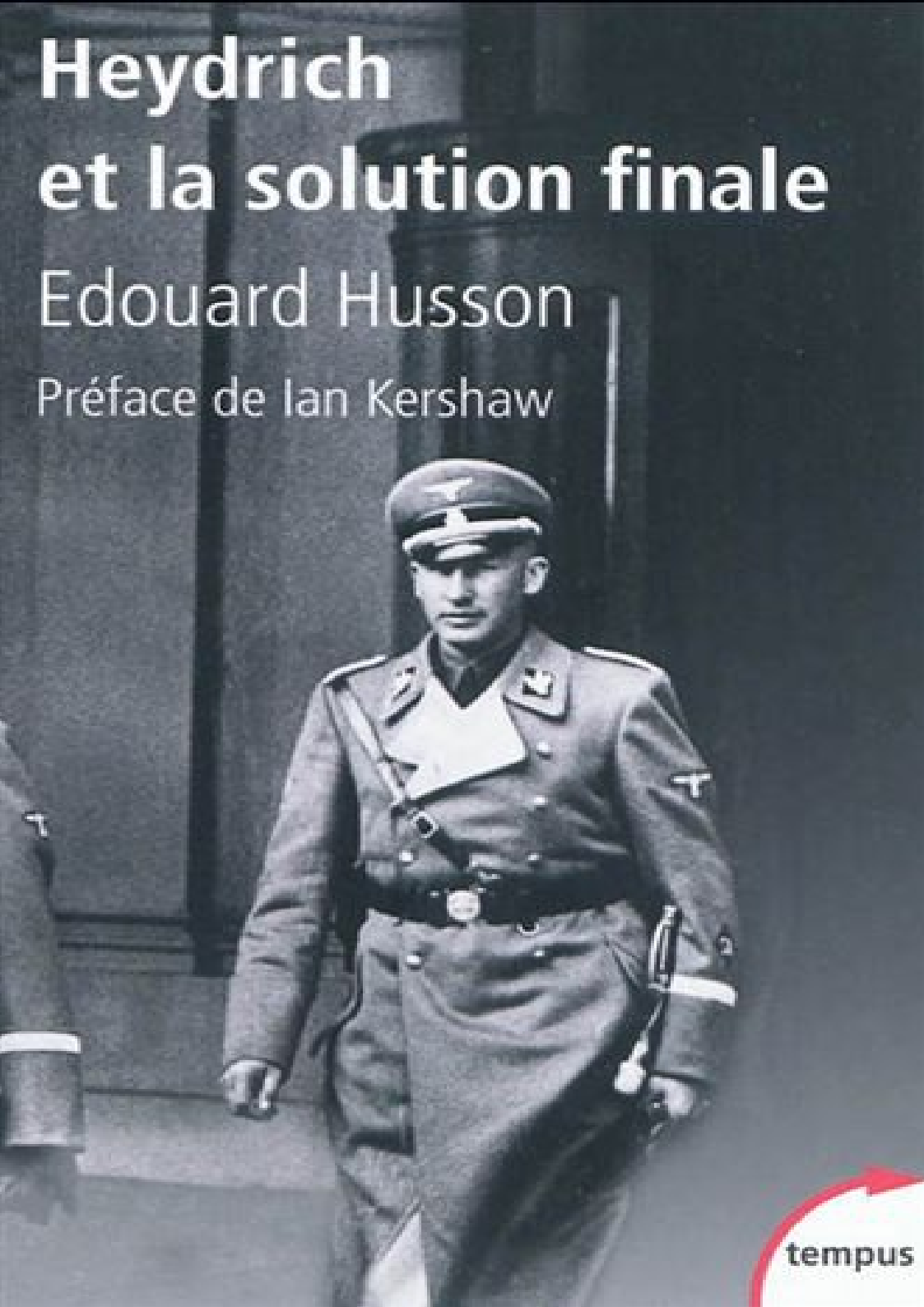
Heydrich et la solution finale

Edouard Husson

Préface de Ian Kershaw



tempus

Edouard Husson

HEYDRICH ET LA SOLUTION FINALE

Préface de Ian Kershaw
Postface de Jean-Paul Bled

PERRIN

Photo de couverture :

Reinhard Heydrich SS-Obergruppenführer,
devant l'hôtel Metropol de Vienne, future siège de la Gestapo, le 12 mars 1938.

© Ullstein Bild / Roger-Viollet

© Perrin, 2008

A la mémoire de Guglielmo Ferrero
En hommage à René Girard

Préface

de Ian KERSHAW

Ces vingt dernières années, les travaux ont été nombreux concernant la mise en place du génocide des Juifs, et beaucoup sont excellents. C'est la raison pour laquelle il est difficile de donner aujourd'hui une contribution originale dans ce champ de recherche. Qu'Edouard Husson y soit parvenu témoigne de ses remarquables qualités d'historien.

Les interprétations varient considérablement quant à la question de savoir quand et comment le génocide a été mis en œuvre et des historiens de grand talent se sont efforcés d'y répondre. La question du processus de décision et le rythme de la (des) décision(s) ont occupé une grande partie des débats. Des réponses définitives sont quasiment impossibles dans un certain nombre de cas, étant donné la nature des sources, dont les lacunes reflètent non seulement la langue camouflée des nazis mais aussi la destruction délibérée d'un certain nombre de preuves par les acteurs nazis du génocide. Edouard Husson a soumis à la fois la considérable littérature historique sur le sujet et les sources, avec tous les problèmes qu'elles posent et la complexité qui les caractérise, à l'examen le plus rigoureux qui ait été mené jusqu'ici. Sa maîtrise des nuances qui caractérisent les controverses entre historiens est

exemplaire (et la sûreté et l'originalité de son jugement impressionnantes). Cette maîtrise est combinée à une enquête, méticuleusement menée, de déconstruction des sources. En procédant comme il le fait, il parvient à des conclusions véritablement originales.

L'interprétation d'Edouard Husson est centrée sur le rôle de Heydrich dans la marche à la « solution finale de la question juive ». Pourtant, il ne s'agit pas d'une biographie de Heydrich. La pauvreté des sources représente l'obstacle majeur à une telle approche. Heydrich est le centre de l'étude, non pas tant de manière biographique – il reste un individu étrangement « anonyme » – qu'au sens où cet individu mystérieux mais central est saisi à travers la reconstitution de son action, dont il est montré qu'elle a joué un rôle essentiel – peut-être le rôle essentiel – dans l'accélération donnée à la mise en œuvre du génocide. A côté du rôle joué par Heydrich, le travail fait clairement ressortir celui, très important, de son chef hiérarchique, Himmler. Mais derrière les deux hommes on voit ressortir, chapitre après chapitre, la force motrice du processus génocidaire : le rôle de Hitler lui-même, sans qui rien ne se serait passé. Edouard Husson utilise à travers toute son étude la notion de « travail dans le sens de la volonté du Führer » en même temps que celle, qui n'a pas perdu de son efficacité interprétative, de caractéristiques « féodales » des structures du Reich : la description des rapports entre Hitler et les « vassaux » qui sont liés à lui par une loyauté personnelle permet d'illustrer le mode de fonctionnement de Heydrich (et des autres principaux acteurs du régime). Grâce à l'utilisation convaincante qu'il fait de ces concepts, Edouard Husson fait ressortir le caractère dépassé de la vieille opposition entre « intentionnalisme » et « structuralisme » (ou « fonctionnalisme ») et montre comment les mots d'ordre idéologiques de la direction du régime, formulés,

habituellement, sur un mode indirect par Hitler, servaient à mettre en branle et à légitimer les initiatives à différents niveaux du régime, à commencer par celles de Heydrich lui-même.

Edouard Husson apporte des éléments novateurs à la littérature historique existante sur deux points décisifs.

Le premier d'entre eux – crucial pour l'ensemble de l'étude – est la manière dont il est capable, grâce à une analyse très précise des textes, d'établir un lien entre la formulation du procès-verbal de la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 et plusieurs versions antérieures du travail de planification du « traitement à réserver aux Juifs » effectué par Heydrich. Edouard Husson propose une analyse magistrale de divers documents essentiels : non seulement le texte de Wannsee mais aussi les « Directives pour le traitement de la question juive » (il est très convaincant quand il démontre que des morceaux du texte sont antérieurs à août 1941, la date habituellement donnée par les historiens), le mandat confié par Göring à Heydrich le 31 juillet 1941 (un document essentiel dans la plupart des interprétations historiques), le mémorandum peu connu de Dannecker, daté du 21 janvier 1941, et la lettre adressée par Heydrich à Ribbentrop le 24 juin 1940. L'auteur réussit ainsi à montrer l'existence d'une pensée intrinsèquement génocidaire depuis l'été 1940 chez le chef de la Police de sécurité lorsqu'il planifie la déportation des Juifs d'Europe. Le sens de la conférence de Wannsee devient clair comme jamais auparavant dans la littérature historique : le procès-verbal apparaît comme un maillon essentiel dans une chaîne qui remonte à l'été 1940, et la partie centrale du texte comme un camouflage renvoyant à la forme donnée par Heydrich à ses projets un an plus tôt, en janvier 1941. Les termes du procès-verbal renvoient

essentiellement à un projet de déportation qui correspondait à un état antérieur de la politique antijuive, en deçà de la politique réellement menée en janvier 1942, laquelle était le résultat d'une modification substantielle de l'environnement (la fin de la guerre étant désormais repoussée dans un avenir indéterminé).

Le second élément novateur de l'étude d'Edouard Husson est la date qu'il propose (début novembre 1941) pour l'« ordre » (ou l'« autorisation » ou l'indication sans ambiguïté donnée par Hitler que le moment était venu) de passer à un génocide immédiat des Juifs de toute l'Europe, non plus seulement de ceux d'Union soviétique. Etant donné les lacunes des sources, cette date reste de l'ordre de l'hypothèse, comme celles avancées par d'autres historiens. Mais beaucoup d'éléments plaident en sa faveur, en particulier, d'une part, l'accumulation des indices rassemblés, qui suggèrent une accélération décisive du processus de tuerie à ce moment précis et, d'autre part, le rapport qui existe avec la date du 9 novembre (1918), que Hitler ressassait depuis deux décennies comme celle du déclenchement de la révolution allemande, à la fin de la Première Guerre mondiale, révolution mise en œuvre, selon lui, par les « criminels de novembre » (directement assimilables, à ses yeux, aux Juifs). Edouard Husson, pour étayer son point de vue, fait, en particulier, un usage excellent de la répétition par Hitler, autour de novembre 1941, de sa sinistre « prophétie », formulée pour la première fois en janvier 1939, selon laquelle une nouvelle guerre mondiale déboucherait sur l'anéantissement des Juifs. Il est hautement probable que c'est en novembre 1941, alors que l'on s'orientait vers une nouvelle guerre mondiale à part entière et que les tueries des Juifs gagnaient en intensité dans différentes régions, qu'a été donné un ordre (ou une autorisation) de déclencher la « solution finale » sous la forme

que nous lui connaissons. Au moment de la conférence de Wannsee, on était passé du « plan Heydrich » originel de janvier 1941, qui prévoyait l'« évacuation » des Juifs d'Europe vers les zones désertiques de l'Union soviétique (dont les Juifs auraient été préalablement exterminés), à la coordination immédiate de leur extermination dans des camps en construction sur le territoire, accessible lui, de la Pologne occupée.

Ces deux nouvelles interprétations (ou réinterprétations) sont à replacer dans un cadre général d'analyse où l'extermination des Juifs d'Europe est envisagée comme une partie d'un objectif génocidaire plus global de « remodelage racial » du continent européen (comme dans le « Plan général pour l'Est » de 1941). L'ensemble donne une étude impressionnante.

Ian KERSHAW,
professeur à l'université de Sheffield.

Introduction de la nouvelle edition

Hitler et la polycratie nazie

I.

La genèse de l'extermination des Juifs d'Europe par les nazis est complexe à reconstituer, surtout si l'on manque de précision dans les termes employés. Le lecteur prendra garde à la différence, tout au long du texte, entre « solution finale de la question juive en Europe », qui renvoie au projet élaboré par les nazis – en particulier par Reinhard Heydrich – de déportation généralisée des Juifs d'Europe, qui serait suivie d'une extinction plus ou moins rapide des individus concernés, projet qui constituait encore, apparemment, le cœur des discussions à la conférence de Wannsee tenue le 20 janvier 1942, et « judéocide », terme que nous utilisons pour désigner la mise à mort immédiate pour la majorité des Juifs d'Europe, sans l'étape intermédiaire du « travail forcé », assassinat qui commence, pour les Juifs soviétiques, dès la fin juin 1941 et qui concerne, progressivement, toutes les autres régions de l'Europe occupée ou dominée par les nazis, à partir de septembre 1941.

Le premier cercle des dirigeants nazis avait d'abord imaginé, au printemps 1941, que la « solution finale de la

question juive en Europe » commencerait dès l'effondrement de l'Union soviétique, c'est-à-dire à l'automne 1941, puisque la victoire contre l'Armée rouge était une question de trois mois au maximum. La mise à mort la plus rapide possible des Juifs soviétiques dans les territoires immédiatement conquis par la Wehrmacht à l'été 1941 n'était pas contradictoire avec la notion de « solution finale » postérieure à l'opération Barbarossa (nom de code de la campagne qui commence le 22 juin 1941), puisqu'elle devait aider à obtenir le plus rapidement possible la victoire contre l'Union soviétique : les Juifs soviétiques n'étaient-ils pas le terreau dans lequel s'enracinait le « judéo-bolchevisme » ? Ne s'agissait-il pas de porter à « la juiverie financière internationale », en détruisant son instrument de subversion des peuples européens, le « judéo-bolchevisme », un « coup dont elle ne se remettra[it] pas » ?

Les principaux dirigeants nazis, et au premier chef Adolf Hitler, rêvaient, au printemps 1941, de susciter un bouleversement complet des rapports de force dans le monde. La défaite de l'Union soviétique, non seulement convaincrait la Grande-Bretagne de saisir la proposition d'accord formulée par Hitler dès Mein Kampf – l'Angleterre laissait l'Allemagne conquérir l'Europe et le Reich respectait l'Empire britannique –, mais elle permettrait aussi à l'Allemagne victorieuse de mettre en œuvre en toute impunité son projet de déportation généralisée des Juifs d'Europe vers les territoires conquis, dans un but d'« extermination par le travail », première étape de ce « plan général pour l'Est », ce Generalplan Ost dont une mouture avait été élaborée à l'été 1941, et qui liait intimement l'occupation de l'Europe orientale par les Allemands et la déportation génocidaire vers l'ancienne Union soviétique de plusieurs dizaines de millions de personnes : Juifs, Slaves, Tsiganes.

Que se passa-t-il lorsque la réalité commença à s'imposer

aux idéologues nazis ? Telle est la question centrale à laquelle la présente étude voudrait répondre. Le lecteur ne sera pas surpris si on lui révèle d'emblée que les nazis tentèrent de faire triompher leur utopie sur le réel. Le totalitarisme n'est pas seulement question de maîtrise absolue des rouages du pouvoir : on est dans la logique totalitaire lorsque les représentants d'un régime politique veulent à tout prix imposer leur vision des choses à la réalité, cela dût-il passer par la condamnation à mort de millions d'individus. Dans le cas qui nous occupe, nous allons montrer comment la logique du judéocide, c'est-à-dire de l'extermination immédiate et généralisée des Juifs de l'Europe sous domination nazie, avant même que la guerre soit finie, logique qui ne concernait au départ que les Juifs soviétiques, s'est progressivement substituée à celle de la « solution finale de la question juive en Europe », au point que cette dernière expression n'a plus été utilisée par les nazis que pour camoufler le génocide immédiat à partir de l'été 1942.

Pour étudier le passage du génocide lent qu'impliquait la « solution finale de la question juive en Europe », définie avant l'opération Barbarossa, au génocide immédiat que fut le judéocide tel que nous le connaissons, rien de mieux que de placer au centre de l'analyse un événement finalement mal connu, comme tous ceux que l'on mentionne en ayant l'impression d'en maîtriser le sens : la conférence de Wannsee, qui s'est tenue dans les environs de Berlin le 20 janvier 1942. Le procès-verbal de la conférence est souvent cité. Mais notre sentiment est qu'il n'a jamais été analysé jusqu'au bout.

L'authenticité du document n'est pas en question, ni son contenu, ni sa datation. Et pourtant, personne, à notre connaissance, n'a rendu compte du décalage existant, à première vue, entre la description qui est donnée dans le procès-verbal du processus de « solution finale » et le degré d'avancement du judéocide au moment où se tient la réunion.

II.

Il y a un « mystère Wannsee ». Nous avons tous appris que la réunion qui se tint le 20 janvier 1942 dans une villa luxueuse sur les bords d'un lac, dans la banlieue de Berlin, représenta une étape décisive dans le processus qui aboutit à l'extermination de six millions de Juifs européens durant la Seconde Guerre mondiale. Les manuels que nous avons eus à l'école étaient même formels : c'est lors de la conférence de Wannsee qu'aurait été décidé ce que les nazis appelaient la « solution finale de la question juive ».

Si l'on a tellement parlé de cette conférence, c'est entre autres raisons parce que nous est parvenu le compte rendu qui en fut rédigé par Adolf Eichmann (1906-1962), à la demande de celui qui avait convoqué la réunion, Reinhard Heydrich, à la fois chef de la Sipo, la Sicherheitspolizei, police de sécurité du Reich, et du SD, le Sicherheitsdienst, service de renseignements de la SS. Mais si nous nous attendons à trouver un texte qui rende compte de ce qui était déjà en cours en janvier 1942, à savoir l'extermination des Juifs d'Europe, nous serons déçus.

Le texte parle essentiellement d'un projet de déportation généralisée des Juifs d'Europe vers l'Est du continent ; et lorsqu'il aborde ouvertement la question de la mort des Juifs, il le fait au futur. Or, à cette époque, les victimes des Einsatzgruppen, les « groupes d'intervention » de la SS, et des autres unités de la police ou de la Waffen-SS qui massacraient les Juifs en Union soviétique, se comptaient déjà en centaines de milliers ; le centre d'extermination de Chełmno avait commencé à fonctionner ; celui de Bełzec était en construction. Pourtant le procès-verbal de la conférence parle à peine des massacres en cours. Et, au contraire, il consacre un long développement à une question qui nous paraît, avec le recul de l'histoire, secondaire : la possibilité de remettre en cause les

lois de Nuremberg pour inclure dans la « solution finale » les individus qui n'avaient qu'un grand-parent juif.

Adolf Eichmann, durant le procès qui aboutit à sa condamnation à mort, en 1961, à Jérusalem, affirma que l'on avait ouvertement parlé de mise à mort systématique lors de la conférence de Wannsee, sans le mentionner dans le procès-verbal puisque l'élimination physique des Juifs d'Europe relevait du secret d'Etat[1]. Mais cela ne répond pas à la question de savoir pourquoi le procès-verbal de la conférence aurait choisi de camoufler la réalité derrière un projet de déportation généralisée, qui aurait lieu « après la victoire » contre l'Union soviétique, éventuellement vers le territoire de cette dernière. Le but de la conférence, tous les historiens en sont d'accord, était de faire accepter par des hauts fonctionnaires éventuellement récalcitrants l'autorité du RSHA, le Reichssicherheitshauptamt, le Bureau central de la sécurité du Reich dirigé par Heydrich, sur la « solution finale de la question juive ». Mais pourquoi avoir fait passer la « potion amère » que certains durent avaler ce jour-là grâce à ce projet précisément ?

Heydrich, chargé depuis de longs mois par Hitler de l'organisation de la « solution finale de la question juive », a-t-il animé une discussion sur un projet déjà élaboré, éventuellement connu des participants, et qui aurait été assorti, lors de la réunion, des commentaires appropriés ? Si tel était le cas, quand un tel projet de déportation généralisée des Juifs d'Europe avait-il été formulé ? Quand a-t-il été abandonné au profit du processus d'extermination que nous connaissons ? Comment peut-il apparaître comme encore suffisamment crédible pour être présenté lors de la conférence de Wannsee, alors que l'extermination a commencé, dans certaines régions d'Europe, au mois de juillet ? Peut-on imaginer que des projets différents aient été menés suivant les zones géographiques ? Mais dans ce cas, la conférence de

Wannsee avait-elle pour simple ambition d'uniformiser un processus ? Et comment Heydrich pouvait-il convaincre, dans ce cas, d'aller vers plus de radicalité ?

Peut-être le rôle spécifique de Reinhard Heydrich n'a-t-il pas été suffisamment exploré jusqu'à aujourd'hui[2]. Cet homme énigmatique, né en 1904 et mort des suites d'un attentat perpétré contre lui par deux résistants tchécoslovaques, le 27 mai 1942 à Prague, était porteur à la fois d'un antisémitisme viscéral et, malheureusement pour ses victimes, d'un don inné du management. Dans sa brève existence, il a eu le temps de fonder les services secrets de la SS (en 1931), d'aider Heinrich Himmler à prendre le contrôle de toute la police du Reich, de prendre lui-même la direction de la police politique et de bâtir, à partir de 1936-1937, un véritable « ministère de la terreur », qui prit le nom, à l'automne 1939, de Bureau central de la sécurité du Reich.

De 1936 à sa mort, Heydrich contribua de façon essentielle, avec Heinrich Himmler, à faire de la SS l'instance en charge de la politique antijuive du III^{e} Reich. Ce n'est donc pas un hasard s'il fut l'organisateur de la conférence de Wannsee. Encore reste-t-il à décrire le plus précisément possible quel fut son rôle, par comparaison avec les autres acteurs essentiels du processus génocidaire.

Le présent travail se concentre en particulier sur le rôle joué par Reinhard Heydrich dans le petit cercle des individus qui, autour du Führer, ont décidé de déclencher le judéocide en 1941-1942. Il y a en effet un autre aspect remarquable du « mystère Wannsee ». S'il est vrai que cette conférence a joué un rôle décisif dans la cristallisation du processus d'élimination physique de six millions de Juifs européens, pourquoi fut-elle présidée par Reinhard Heydrich et non par son supérieur hiérarchique Heinrich Himmler ni même par le Führer en personne ? A moins d'en conclure que, finalement, la conférence de Wannsee ne fut pas si importante que cela, on

est confronté au problème de la prise de décision sous le III^e^ Reich, souvent opaque, particulièrement lorsque l'on examine la genèse du judéocide. Cette opacité a plusieurs causes, qu'il faut énumérer brièvement avant d'en venir au cœur du sujet.

III.

Depuis des années, les historiens tentent de saisir la manière dont le Führer s'y est pris pour amener le régime qu'il avait construit et la société aux destinées de laquelle il présidait à commettre des crimes aussi monstrueux que le judéocide ou la mise à mort de plus de trois millions de prisonniers de guerre soviétiques. Hitler est toujours au centre du processus de décision, et pourtant il semble tout faire pour rester insaisissable.

Dans la nuit du 13 au 14 octobre 1941, le Führer expliquait à ceux qui partageaient sa table :

> Personne ne doit pouvoir m'opposer un texte de ma main. Je suis d'ailleurs d'avis, dans une époque où l'on dispose de moyens tels que le train, l'auto et l'avion, qu'il vaut beaucoup mieux se rencontrer que s'écrire, du moins lorsqu'il s'agit d'affaires d'une importance capitale[3].

Nous verrons que ce n'était pas un hasard si Hitler tenait un tel propos à cette date[4]. En même temps, cette déclaration du dictateur n'est compréhensible que si elle est confrontée à un certain nombre de pièces d'archives. C'est la difficulté, pour les historiens qui doivent retracer le processus de décision du génocide des Juifs. Il faut se contenter du niveau immédiatement inférieur, celui des subordonnés directs du dictateur, pour commencer à disposer de nombreuses traces écrites.

Mais, se sont demandé certains historiens, avons-nous affaire, lorsque nous lisons des ordres rédigés par Heinrich

Himmler, Hermann Göring (1893-1946) ou Reinhard Heydrich, à des décisions qui remontent toujours au Führer lui-même ? Hitler était connu pour se désintéresser du détail des dossiers, détester les longues réunions et refuser de passer, à la différence de Joseph Staline (1879-1953), de longues heures derrière un bureau. Ce même 13 octobre 1941, Hitler lui-même avouait comme il aimait déléguer :

> Que m'arriverait-il si je n'avais autour de moi des hommes qui ont toute ma confiance pour exécuter le travail dont je ne puis me charger ? Des hommes durs et qui agissent aussi énergiquement que je le ferais moi-même. Le meilleur, pour moi, est celui qui me décharge le plus, celui qui sait prendre à ma place quatre-vingt-quinze décisions sur cent. Naturellement, il y a toujours des cas où je dois décider en dernier ressort[5].

Cependant, le Führer ajoutait aussitôt :

> Je ne saurais dire que, durant cette guerre, le sentiment que je ne suis pas indispensable se soit fortifié en moi. Il est certain que sans moi les décisions auxquelles nous devons aujourd'hui notre existence n'eussent pas été prises[6].

Comment ne pas appliquer de tels propos au domaine qui est le plus important pour les nazis, et pour Hitler lui-même, la « solution finale de la question juive » ? Nous aurons l'occasion de le voir à plusieurs reprises : Hitler ne se contentait pas de déléguer. Il affectionnait le style allusif, les instructions vagues mais radicales dans leur contenu et, surtout, incitant d'autres que lui à agir. Le dictateur était si sûr de son autorité et de son prestige qu'il préférait suggérer qu'ordonner directement.

De façon intéressante, Eichmann, lors de ses interrogatoires en Israël, a décrit le style de commandement de Himmler concernant la « question juive » dans des termes qui peuvent tout autant s'appliquer à Hitler :

> Il suffisait d'une brève phrase de Himmler, d'une brève indication transmise à son aide de camp, à un membre de son état-

> major personnel, au chef de la Sicherheitspolizei, à un haut responsable de la SS et de la police, lorsque ces individus lui rendaient visite à son état-major de campagne en temps de guerre ou bien à son bureau en temps de paix : cet ordre, aussi bref fût-il, déclenchait dans les services concernés (les services centraux) un flot de travaux, de réunions, d'efforts pour obtenir l'absence d'objections, pour obtenir un « accord fondamental » d'autres services, hors de la police de sécurité, services dont il fallait toujours recueillir l'avis et obtenir l'acquiescement, car on ne pouvait pas les court-circuiter. C'est cela qui prenait le plus de temps au Referat IV B 4 et aux autres départements de la police de sécurité[7].

C'est pourquoi l'historien doit s'attacher à lire très attentivement les diverses déclarations du Führer – et celles de Himmler –, pour voir si elles n'ont pas un rapport avec des décisions qui sont prises dans les échelons intermédiaires ou inférieurs de la chaîne de commandement au même moment.

Frustrés de ne pas pouvoir lire aussi clairement qu'ils l'auraient souhaité, même a posteriori, dans le jeu de Hitler, des historiens, ces quarante dernières années, ont eu tendance à en conclure que, finalement, les intentions de Hitler ou ses éventuelles instructions avaient peu d'importance pour comprendre la genèse du génocide des Juifs[8]. Une tendance s'est même clairement affirmée : plus une décision génocidaire fut prise bas dans la hiérarchie, plus on lui accorde d'importance dans le processus de décision[9]. Poussée jusqu'au bout, une telle idée revient à faire de la direction du régime une simple « superstructure » uniquement là pour entériner les initiatives de la base.

Autant on ne peut que se réjouir du soin avec lequel de nombreux historiens ont montré comment, régionalement, le génocide avait été mis en œuvre[10], autant il faut refuser l'idée selon laquelle l'histoire du judéocide vue d'en bas en révélerait finalement plus qu'une histoire de la direction du régime. Adolf Eichmann lui-même, comme nous venons de le voir, donnait une première piste d'interprétation possible en soulignant

combien cela prenait du temps, après qu'un bref ordre était venu d'en haut, de mettre sur pied une application pratique à laquelle d'autres instances du parti ou les services moins nazifiés de l'Etat pouvaient toujours mettre des bâtons dans les roues. Aussi lacunaire soit-elle, la documentation qui nous est parvenue reflète forcément l'asymétrie entre la brièveté des ordres et le caractère laborieux des délibérations entre services.

Il est impensable qu'un crime politique d'une telle ampleur que le judéocide, mis en œuvre dans un espace de temps aussi court, n'ait pas été d'abord un processus dirigé depuis Berlin. Comme nous le verrons, il n'est pas possible de minorer le rôle du dictateur ni l'importance de l'idéologie dans la mise en place du processus. Il n'est pas possible non plus de réduire l'émergence du judéocide à un simple processus de radicalisation des différentes instances du régime, toutes en rivalité les unes avec les autres, et sombrant, de surenchère en surenchère, dans la violence absolue.

Il reste que l'historien, s'il est respectueux des documents et des témoignages qui sont à sa disposition, ne peut pas faire comme si les rivalités entre instances du III^{e} Reich n'avaient joué aucun rôle dans la mise en œuvre du judéocide. Il ne peut pas ignorer non plus la question du rôle des décideurs régionaux dans l'émergence du judéocide. Mais peut-être ces faits incontestables auraient-ils moins étonné les historiens s'ils avaient pris le temps de lire les déclarations de Hitler lui-même à ce sujet.

Les Libres propos sur la guerre et la paix de Hitler, notés pendant toute une partie de la guerre, avec son accord, lors des déjeuners ou des dîners et des conversations nocturnes qu'il avait, contiennent une véritable doctrine du système de commandement qu'il entend mettre en place pour la mise en œuvre des politiques qui lui tiennent le plus à cœur. Dans la nuit du 24 au 25 juillet 1941, le dictateur déclarait par

exemple :

> C'est merveilleux de voir comme nos Gauleiter[11] sont partout sur la brèche[12].

Une semaine plus tard, il opposait les vrais nazis aux fonctionnaires :

> Nos fonctionnaires craignent plus que tout l'initiative – et puis ces façons qu'ils ont, de ronds-de-cuir rivés à leur siège ! [...] [N]ous avons dans l'armée beaucoup plus de souplesse que dans les secteurs civils. Et cela malgré des soldes insuffisantes[13] !

L'allusion à la Wehrmacht n'est pas un hasard. Nous avons affaire, en l'occurrence, à une tradition dont les nazis ont hérité. Lorsqu'ils se demandèrent comment il était possible de susciter dans l'armée prussienne l'équivalent de « l'esprit révolutionnaire » qui animait les armées napoléoniennes, les réformateurs prussiens des années 1806-1813 forgèrent la notion de « liberté prussienne »[14]. Désormais, les ordres donnés se limiteraient à un cadrage établi au début de la bataille. Pourvu qu'il en respectât l'orientation fondamentale, le subordonné n'aurait plus besoin d'en référer en permanence à ses supérieurs lorsqu'en plein combat il faudrait s'adapter à une situation imprévue, réagir à un événement non envisagé au sommet de la hiérarchie ou bien exigeant une parade trop rapide pour prendre le temps d'un aller-retour aux divers échelons de commandement[15].

Comme beaucoup d'admirateurs de la Prusse, Hitler jugeait qu'on ne pouvait pas imaginer plus inapproprié à la conduite d'une guerre que l'état d'esprit de ceux qu'il appelait, avec un grand mépris, « les fonctionnaires » :

> Leur idée fixe est que la législation doit être la même pour tout le Reich. Pourquoi pas une réglementation différente pour chaque partie du Reich ? Ils s'imaginent que mieux vaut une réglementation mauvaise, mais uniforme, qu'une bonne réglementation qui tiendrait compte des

circonstances particulières. Or il importe simplement que les dirigeants supérieurs aient une vue d'ensemble sur l'activité de l'administration et en tiennent tous les fils.

La Wehrmacht accorde la plus haute distinction à celui qui, agissant contre un ordre, sauve une situation par son discernement et son esprit de décision. Dans l'administration, le fait de ne pas exécuter un ordre est l'objet d'une sanction capitale. L'administration ignore l'exception. C'est pourquoi elle manque du courage indispensable à ceux qui doivent assumer des responsabilités[16].

Cette analyse s'applique parfaitement au comportement des individus qui mettent en œuvre la politique antijuive. Elle repose sur trois éléments essentiels, soulignés par nous dans la longue citation du dictateur :

1. la politique antijuive n'a pas été menée, pour la période qui nous intéresse, avec un objectif d'uniformité dans la mise en œuvre.

2. Les plus hauts responsables de cette politique, au fur et à mesure qu'elle se radicalisa, s'efforcèrent d'en tenir de plus en plus tous les fils.

3. Les supérieurs hiérarchiques attendaient de leurs subordonnés une capacité d'initiative peu commune, selon le principe de la « liberté dans l'ordre ».

Hitler jugeait de telles qualités indispensables à la police des territoires qui allaient être conquis aux dépens de l'Union soviétique :

Une circonstance favorable, en vue des changements de méthodes qui s'imposent, c'est que nous allons avoir un continent à diriger. Là, les différentes positions du soleil nous interdiront l'uniformité !

En maints endroits, avec une poignée d'hommes, nous devons contrôler d'immenses régions. Aussi la police y est-elle constamment sur le qui-vive. Quelle chance, à ce propos, de pouvoir compter sur les hommes du Parti[17] !

IV.

Le 25 septembre 1940, Adolf Hitler et Martin Bormann (1900-1945), à cette époque directeur de cabinet de Rudolf Hess (1894-1987), reçurent Robert Wagner et Josef Bürckel, Gauleiter, respectivement, du pays de Bade et de la Sarre. Le dictateur leur indiqua qu'à l'Est (dans la Pologne conquise) les Gauleiter avaient la « nécessaire liberté de mouvement » pour remplir la tâche qui leur avait été confiée, « avec un libre choix des moyens » – il devait donc en être de même à l'Ouest. La tâche principale qui incombait aux deux hommes était la germanisation de l'Alsace-Lorraine dans les dix prochaines années ; le Führer expliqua à ses deux interlocuteurs qu'il ne leur demanderait pas a posteriori quelles méthodes ils auraient appliquées pour atteindre leur but. La conversation porta, entre autres sujets, sur la question de savoir comment on pouvait rendre les territoires concernés « vides de juifs » (« judenrein »)[18]. Suite à cette conversation, un processus de « germanisation » de l'Alsace-Lorraine et du pays de Bade, c'est-à-dire d'expulsion des « non-Aryens » fut mis en œuvre, entre juillet et décembre 1940 : il concerna plus de 100 000 individus, dont des milliers de Juifs[19].

Entre Hitler et les deux Gauleiter, la conversation n'aurait vraisemblablement jamais laissé de trace écrite si les hauts dirigeants SS ne s'étaient pas adressés à la chancellerie du Führer pour en savoir plus sur une politique de germanisation conduite à leur insu.

Il est effectivement intéressant de constater qu'à l'été 1940 la SS n'a pas encore acquis le monopole de la persécution des Juifs et, même, que Hitler ne s'oppose pas aux initiatives de deux Gauleiter qui veulent montrer leur capacité à « travailler dans le sens de la volonté du Führer[20] », alors même qu'il a indiqué depuis longtemps, comme nous le verrons, le prix qu'il accorde à la politique antijuive de la SS. Précisément, le mandat confié à la SS, et plus particulièrement

à Heydrich, depuis qu'en janvier 1939 Göring l'avait chargé de coordonner l'émigration forcée des Juifs du Reich, n'était pas un privilège intouchable. Heydrich, et avec lui Himmler, devaient apporter en permanence la preuve qu'ils étaient les plus efficaces en matière de politique antijuive.

De ce point de vue, la conférence de Wannsee et, plus généralement, le mois de janvier 1942, représentèrent le couronnement d'une lutte acharnée, globalement remportée, à cette date, par la SS et son « ministère de la terreur », le RSHA. Au moment où, comme nous le verrons, Hitler avait fait connaître sa volonté d'extermination immédiate et systématique des Juifs d'Europe, il disposait d'un instrument de coordination de la politique antijuive.

L'un des objectifs de notre travail est de montrer combien le procès-verbal de la conférence de Wannsee donne l'une des clés pour comprendre comment Himmler et Heydrich avaient finalement imposé leur autorité sur le processus d'extermination, en parfaite conformité avec la « volonté du Führer ».

V.

Comment nier l'importance du travail d'analyse fourni non seulement par Kurt Pätzold[21], Christian Gerlach[22] et Mark Roseman[23], qui ont consacré des ouvrages irremplaçables à l'interprétation de la conférence de Wannsee, mais aussi par Andreas Hillgruber[24], Hans Mommsen[25], Philippe Burrin[26], Richard Breitman[27], Christopher Browning[28], Peter Longerich[29], Götz Aly[30], Florent Brayard[31], qui ont proposé des interprétations détaillées du processus de décision qui mène au judéocide ? La présente étude leur doit plusieurs éléments d'analyse essentiels. L'impulsion initiale donnée à notre travail est venue d'un entretien mené, en 1999, avec Eberhard Jäckel, à Stuttgart, sur la question de savoir pourquoi

Reinhard Heydrich avait convoqué la conférence de Wannsee. Et nous espérons être en mesure de répondre aux questions que le professeur Jäckel nous avait suggéré d'explorer alors[32].

On a parlé d'une école « intentionnaliste », qui insiste sur la nécessité de dater précocement la décision génocidaire, avant même le début de la campagne contre l'Union soviétique ; et d'une école « fonctionnaliste » ou « structuraliste », pour laquelle la décision n'est vraiment définitivement prise qu'au début de l'été 1942, lorsque le centre d'extermination d'Auschwitz se met à fonctionner[33]. Le régime nazi n'a jamais fonctionné comme un pouvoir totalement centralisé et aux hiérarchies d'emblée identifiables. Prêter attention au rôle de Reinhard Heydrich dans le processus de décision nazi permet d'entrer dans la complexité des structures du III^e^ Reich. Il est possible de montrer comment un individu particulièrement doué et pervers – qui a trente-sept ans au moment de la conférence de Wannsee – a joué un rôle décisif dans la mise en œuvre du plan de « solution finale » ; comment il s'est conquis progressivement une marge d'autonomie au sein du III^e^ Reich, pour s'affirmer comme l'un des principaux acteurs du génocide ; mais aussi quelles étaient les limites à son pouvoir, comment celui-ci était constamment menacé d'être remis en cause par la concurrence acharnée que se livraient les principaux acteurs du régime.

Si l'on tient compte des intuitions justes et des acquis de l'école fonctionnaliste, l'approche intentionnaliste doit être précisée : les intentions des différents acteurs du régime doivent en permanence être analysées – sans se limiter à celles de Hitler ; il s'agit de montrer, pour chaque événement, quels ont été les rôles respectifs joués par Göring, Himmler, Goebbels, Heydrich et les autres[34]. Certes, tous définissent leurs intentions respectives en fonction de Mein Kampf et des propos actuels, récents ou plus anciens du Führer. Mais comme ce dernier reste volontairement dans le vague concernant la

mise en œuvre de ses objectifs, ses fidèles disposent d'une marge de manœuvre importante concernant les « solutions pratiques » qui doivent traduire en actes les mots d'ordre du dictateur. Chacun se met, comme l'a identifié Ian Kershaw, à « travailler dans le sens de la volonté du Führer » ; chacun peut prétendre qu'il est plus apte que les autres en la matière. Hitler ne laisse pas se mettre en place seulement, en l'occurrence, un système du divide ut imperes ; au-delà du renforcement de son propre pouvoir, il s'agit de sélectionner les « meilleurs nationaux-socialistes », l'avant-garde du « Reich de mille ans »[35]. Si l'on prête attention, comme Hans Mommsen, à la radicalisation permanente des politiques du régime qu'induit un tel système, il faut ajouter que ce n'est pas un hasard si le renforcement permanent de la violence atteint l'objectif fixé d'emblée : Hitler ne se lasse jamais de répéter, chaque fois qu'il le juge approprié, quel but doit viser son mouvement, dans les années 1920-1933, puis l'Etat, toujours plus vampirisé par les nazis, après la prise du pouvoir.

Les lieutenants de Hitler, Heydrich au premier chef, étaient tous conscients que la « question juive » était un domaine où il était décisif de faire reconnaître ses « capacités » par le Führer. Et ce dernier se contentait de galvaniser leurs énergies, stimulant par ses diatribes, toujours plus radicales à partir de septembre 1936, leur sens de l'initiative et leur inventivité en matière de moyens de persécution des Juifs puis d'organisation du judéocide lui-même. La confrontation avec les sources nous a convaincus que les historiens fonctionnalistes avaient raison de souligner l'importance des initiatives, à tous les niveaux de décision, de la « radicalisation cumulative de la violence » (Hans Mommsen) qui mène au génocide, mais qu'ils avaient tort d'en conclure que la seule concurrence entre les acteurs du régime pouvait produire quelque chose d'aussi complexe à organiser, dans un laps de temps aussi court, que la mise à mort de millions d'individus.

Non seulement il faut faire place à la notion de planification – et on n'a jamais dépassé, de ce point de vue, les analyses proposées par Raul Hilberg dans son histoire de La Destruction des Juifs d'Europe[36] –, mais il est nécessaire d'étudier de près les mécanismes de stabilisation des rivalités entre dirigeants nazis. Nous ne connaissons rien de plus éclairant, à cet égard, que les outils forgés par Robert Koehl, grand connaisseur de l'histoire de la SS et de la planification en son sein des déplacements de populations, dans un article souvent cité mais rarement exploité, sur « les aspects féodaux du nazisme[37] ».

Les dirigeants nazis se constituaient chacun une clientèle et, s'ils se livraient une concurrence acharnée, ils s'efforçaient de faire entériner régulièrement les rapports de force du moment par leurs concurrents et leurs supérieurs dans des « pactes » remis en cause dès qu'il leur semblait que le rapport de force changeait en leur faveur ou qu'une déclaration de Hitler leur offrait une brèche dans laquelle s'engouffrer pour prendre de l'avance sur leurs concurrents. Et c'est bien la conclusion qu'il faut tirer de l'examen approfondi des sources, celles dont on disposait déjà à l'époque où la controverse entre intentionnalistes et fonctionnalistes faisait rage et celles qui ont été rendues disponibles par l'ouverture des archives de l'ancien Empire soviétique : Hitler n'est en aucun cas ce « dictateur faible » dont avait parlé Hans Mommsen au plus fort de la polémique. L'attention au fonctionnement spécifique du régime hitlérien, qui le distingue du totalitarisme mussolinien ou stalinien, en particulier l'accent mis sur la décentralisation de la mise en œuvre de ce qui a été décidé au sommet, n'est pas séparable de l'affirmation que rien, dans le régime, ne peut se faire sans l'aval du Führer et même qu'il est responsable, la plupart du temps, des radicalisations successives. Ceci est particulièrement visible dans le cas de la politique qui mène au judéocide.

VI.

Il faut cependant immédiatement préciser que l'emprise de Hitler sur le régime signifie certes qu'une cohérence existe de 1933 à 1945, mais en aucun cas elle n'est un gage de rationalité, comme tendrait à le faire croire l'approche intentionnaliste[38]. Le futur dictateur a soumis, au plus tard en 1918, ses capacités d'analyse rationnelle des événements à son ressentiment universel. Tant que le monde est comme il l'imagine – soumis à la volonté de puissance de « l'Allemagne » telle qu'il cherche à la modeler – Hitler déploie une activité politique dont l'habileté a surpris quasiment tous les contemporains. Mais dès que le monde extérieur refuse de se soumettre à tous les caprices du Führer, alors monte en lui une rage destructrice qui subordonne entièrement ses capacités d'analyse à ses passions personnelles. Le national-socialisme est un existentialisme idéologique. Le 9 novembre 1918, Hitler a vu s'effondrer son rêve de victoire et de domination pour l'Allemagne en Europe. Comme l'Allemagne était à ses yeux infaillible, il a fallu qu'elle soit vaincue par des forces maléfiques. Le « Juif » est l'ennemi acharné et suprême d'une Allemagne qu'il prive de la domination en Europe – et à terme dans le monde[39].

Les historiens se sont souvent demandé quand Hitler était devenu l'antisémite exterminateur que nous connaissons. Beaucoup d'indices donnent à penser que les idées du futur dictateur se sont fixées dès sa période viennoise[40]. Et c'est sans aucun doute l'hypothèse la plus satisfaisante pour rendre compte de son évolution ultérieure. En effet, les idées, aussi radicales eussent-elles été, n'auraient pas suffi. Pour leur donner une dynamique destructrice, il a fallu l'effondrement momentané du rêve pangermaniste en novembre 1918, suivi de sa renaissance sous une forme plus radicale encore,

accompagnée de la décision d'entrer en politique. De même, l'échec du putsch de novembre 1923 fut suivi, chez Hitler, d'une dépression puis d'un redressement accompagné de la conviction que désormais il n'était plus seulement « le précurseur » du futur « sauveur » de l'Allemagne, mais ce « sauveur » lui-même. Les échecs ont toujours été suivis, chez Hitler, de radicalisations idéologiques plus marquées les unes que les autres, qui étaient autant de fuites devant une réalité toujours plus hostile.

C'est parce qu'il avait des certitudes si établies avant et pendant la guerre que le choc de la fin 1918 fut si terrible. En fait, Hitler ne s'est jamais remis de l'effondrement, à la fin de la Première Guerre mondiale, de ce à quoi il croyait. Une fois déclenchée une nouvelle guerre, Hitler fit tout pour repousser le plus longtemps possible le moment de la « mobilisation totale ». Au fond, il redoutait une réédition de l'expérience de la Première Guerre mondiale car il savait bien que l'Allemagne n'avait pas tenu le choc de la première et que c'est pour cela qu'elle avait perdu en 1917-1918. Lorsqu'il fut fêté comme le sauveur de la paix après la signature des accords de Munich, Hitler mesura bien tout ce qui le séparait des Allemands. Et ce n'est pas un hasard si le pogrom de la Nuit de cristal fut déclenché avec son aval dans les semaines qui suivirent. De même, la décision du judéocide intervint, comme nous le verrons, quand commença à se poser la question de la « mobilisation totale ».

Tout au long des vingt-cinq ans de son activité politique, Hitler a été rongé par l'angoisse jamais éteinte qui s'était emparée de lui en novembre 1918 : l'Allemagne n'était pas à la hauteur de ses rêves. Sa vie n'avait en fait aucun sens. Les années qui séparent l'effondrement nerveux à l'hôpital de Pasewalk le 11 novembre 1918 du suicide dans le bunker le 30 avril 1945 sont habitées par une construction idéologique qui ne peut jamais totalement faire taire l'angoisse de fond.

Habité par la haine, le désespoir et le sentiment de l'absurde, Adolf Hitler trouve une issue pratique, motivée par la haine : l'explication de la défaite de l'Allemagne par l'action maléfique des « Juifs » lui permet de laisser libre cours à ses passions sans sombrer immédiatement dans l'autodestruction, elle lui permet de déployer, pour le malheur de l'Europe, sa volonté de puissance. L'angoisse est toujours là, comme en témoignent l'antisémitisme permanent et la montée en puissance de la persécution des Juifs, même au moment de réussite diplomatique et militaire. Le retournement géopolitique de l'automne 1941, défavorable à l'Allemagne, est cependant le moment d'un déchaînement de passions qui restaient jusque-là contenues, relativement, par les succès. Hitler joue son va-tout non en développant une stratégie plus adaptée, plus rationnelle, mais au contraire en sombrant définitivement dans l'irrationnel : la multiplication des adversaires et l'ordre de mise à mort « avant la fin de la guerre » de tous les Juifs d'Europe.

L'idéologie antisémite radicale rend provisoirement cohérent un comportement en fait profondément irrationnel – et cause la mort de millions d'individus. Hitler est bien le moteur du système et il galvanise les énergies dans un but génocidaire. Partageant dès l'origine avec leur Führer l'expérience traumatisante de 1918, et tendant à expliquer comme lui la défaite apparemment inexplicable de l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale, les dirigeants nazis accompagnent la radicalisation de la persécution des Juifs, ils y contribuent et confortent par là même Hitler dans sa volonté « fanatique » de réussir là où le Reich wilhelmien a échoué.

Ainsi nous faut-il à la fois réaffirmer, contre certains points de vue fonctionnalistes extrêmes, la présence du dictateur au cœur de toutes les radicalisations du régime et rappeler aux historiens intentionnalistes que la centralité de l'idéologie et son effet mobilisateur sont l'envers du triomphe

de l'irrationalité. A la différence de plusieurs des historiens du processus de décision génocidaire, qui isolent la genèse du judéocide de son contexte géopolitique, nous montrerons qu'il faut toujours avoir en tête, lorsqu'on analyse ce processus, les considérations stratégiques successives qui furent celles de Hitler entre novembre 1938 et novembre 1941. La question de la « stratégie hitlérienne » en 1940-1941, étudiée par Andreas Hillgruber dès les années 1960 dans une étude qui reste aujourd'hui inégalée[41], n'est pas moins importante que celle de la « radicalisation cumulative de la violence » au sein du système.

Nous prenons au sérieux, dans le présent travail, les résultats de tous nos prédécesseurs, et nous essayons de les intégrer dans une synthèse satisfaisante.

– Nous serons d'accord avec Andreas Hillgruber et Richard Breitman pour dire que la planification du judéocide est inséparable de celle de la guerre contre l'Union soviétique, et même qu'une décision d'extermination a été prise avant le 22 juin 1941, mais, à la différence des deux historiens, nous pensons qu'elle concernait seulement les Juifs soviétiques, pas l'ensemble des Juifs d'Europe.

– Nous sommes d'accord avec Philippe Burrin et Christopher Browning qu'il se produit un changement essentiel à la fin de l'été 1941 et au début de l'automne, mais nous ne pensons pas que ce soit déjà la décision de mettre à mort immédiatement les Juifs d'Europe dans leur ensemble – seulement de faire démarrer le « plan Heydrich » de déportation généralisée des Juifs d'Europe hors Union soviétique sans attendre la victoire de la Wehrmacht contre celle-ci.

– Nous sommes d'accord avec Christian Gerlach sur le fait que l'analyse de la conférence de Wannsee donne une clé décisive d'interprétation du processus de décision et que le fait qu'elle ait dû se tenir à l'origine le 9 décembre 1941 et qu'elle

ait été repoussée en raison de l'entrée en guerre des Etats-Unis contre le Japon est fondamental ; mais nous pensons que Gerlach inverse l'ordre des facteurs : l'entrée en guerre des Etats-Unis ne pousse pas Hitler à décider du « judéocide », elle lui donne le prétexte pour faire connaître et donner une impulsion décisive à une décision prise courant novembre : non seulement il faut mettre en œuvre la « solution finale » avant la fin de la guerre contre l'Union soviétique mais, tant que l'on ne dispose pas du territoire approprié pour parquer la main-d'œuvre concentrationnaire, la « solution finale » implique de tuer sans plus attendre le maximum de Juifs – comme en Union soviétique depuis la fin juillet.

– Nous sommes d'accord avec Peter Longerich et Florent Brayard pour voir dans la mort de Heydrich en juin 1942 le facteur déclenchant, chez les dirigeants nazis, d'une accélération du processus génocidaire, mais il s'est moins agi d'une nouvelle décision que de la confirmation de celle qui avait été prise par Hitler dans le mois qui précède la déclaration de guerre aux Etats-Unis du 11 décembre 1941 – l'élimination du maximum de Juifs dans l'ensemble de l'Europe, et non plus dans la seule Union soviétique, hic et nunc, permettrait à l'Allemagne d'éviter un nouveau « 9 novembre 1918 », une nouvelle défaite orchestrée par les Juifs.

– Nous nous appuierons, enfin, sur les nombreuses études de la mise en œuvre du judéocide au niveau régional pour montrer que la délégation de larges prérogatives en matière « exécutive » aux responsables locaux a rendu possible l'accélération du processus génocidaire souhaité au sommet du régime.

VII.

Le lecteur comprendra vite que, pour chacune des thèses

formulées ci-dessus, le procès-verbal de la conférence de Wannsee constitue un point de repère fondamental et fournit même de nombreuses clés d'explication. Si l'on songe que sans doute 80 % des pièces d'archives qui nous seraient nécessaires pour reconstituer le processus de décision ont été, intentionnellement ou non, détruites à la fin de la guerre, le procès-verbal de Wannsee représente l'équivalent de l'indice décisif dans une enquête policière. Le hasard a même fait que ce document ayant survécu aux destructions de pièces à conviction et aux bombardements est particulièrement riche en informations.

Le président de la réunion de Wannsee, Reinhard Heydrich, était doué d'un esprit de synthèse particulièrement développé. Il avait une obsession de la planification que nous verrons à l'œuvre tout au long de cette étude. L'un des éléments les plus essentiels de sa contribution au judéocide est son souci de proposer à Himmler, Göring et Hitler un plan d'ensemble de la déportation des Juifs d'Europe qui permettrait la mise en œuvre rapide du projet hitlérien de « solution finale ».

Il se trouve que Heydrich n'était pas seulement un « technocrate de l'extermination » (Charles Sydnor[42]), pas seulement « l'architecte de la solution finale », pour reprendre une expression appliquée par Richard Breitman à Himmler, mais sans doute plus appropriée concernant le chef du RSHA[43]. Il était aussi un homme de pouvoir à l'instinct particulièrement aiguisé : et il avait la souplesse d'esprit nécessaire pour adapter son plan en permanence à l'évolution de la guerre et à celle des projets hitlériens concernant les Juifs. C'est ce qui explique que Heydrich se soit imposé début 1942 comme l'homme clé, au côté de Himmler, du passage d'un projet de « génocide lent » à la planification d'un génocide immédiat, à laquelle il travaillait d'arrache-pied lorsque deux résistants tchécoslovaques mirent fin à ses jours, à la fin du

printemps 1942.

Malheureusement pour les victimes du judéocide, la disparition de Heydrich ne signifia pas un ralentissement des événements mais une accélération. Il avait largement contribué à mettre en place, plus que d'autres, les structures d'une « administration de combat » des ennemis du Reich, le Reichssicherheitshauptamt, le Bureau central de la sécurité du Reich, qui pouvait survivre à la disparition de son fondateur.

1
« Le refoulement des Juifs hors du territoire d'implantation du peuple allemand[1] »

Les premières années de persécution (1933-1937)

I.

Le 16 septembre 1919, Adolf Hitler écrivait à un certain Adolf Gemlich :

> Pour commencer, il faut dire que la juiverie est dans tous les cas une race et non une communauté religieuse. [...] L'antisémitisme, sous sa forme purement émotionnelle, ne pourra déboucher que sur des pogroms. L'antisémitisme rationnel, lui, doit au contraire mener à la lutte juridique planifiée contre les Juifs, afin de leur retirer leurs privilèges [...]. Mais nous ne devons jamais perdre de vue l'objectif ultime [d'un tel antisémitisme rationnel] : l'élimination complète des Juifs[44].

Il s'agit du premier témoignage explicite de l'antisémitisme de Hitler dont nous disposions. L'intention du futur dictateur y est déjà formulée dans les termes qui seront ceux de Mein Kampf puis des années de pouvoir : l'opposition

entre un antisémitisme émotionnel et un antisémitisme d'Etat planifié ; la vision claire d'un mouvement d'abolition, par la loi, de l'émancipation réalisée depuis le XIX^e siècle sous l'influence de la Révolution française ; enfin, l'idée selon laquelle les Juifs devront disparaître de l'espace dominé par l'Allemagne. Si l'on avait des doutes sur la violence, dans la bouche de Hitler, du terme Entfernung, que nous rendons par « élimination », il suffit de se souvenir de ce que Hitler déclarait, un peu plus de six mois après sa lettre à Gemlich, dans un discours prononcé à Munich le 6 avril 1920[45] :

> Nous ne voulons pas être des antisémites émotionnels, qui cherchent à susciter une atmosphère de pogrom. Nous sommes pour notre part habités jusqu'au fond de l'âme par la volonté inébranlable de saisir le mal à la racine et de l'extirper radicalement[46]. Pour atteindre notre but, tous les moyens seront bons, dussions-nous passer un pacte avec le diable.

Comme l'a montré Philippe Burrin, voici une vingtaine d'années, dans son ouvrage sur Hitler et les Juifs[47], il est important de retenir que Hitler a toujours eu deux perspectives en tête. D'une part celle d'une expulsion progressive des Juifs d'Allemagne et des pays dominés par elle. Elle impliquait la coopération des autres nations et nous verrons que Hitler a, un certain temps, jugé envisageable de rallier la communauté internationale à l'idée de répartir entre différents pays d'accueil les Juifs expulsés du Reich. D'autre part, parallèlement, une vision beaucoup plus brutale, explicitement génocidaire, dans le cas où la « solution pacifique » et concertée échouerait.

Comme Hitler ne séparait pas la « question juive » de l'ensemble de son projet de domination pour l'Allemagne sur le continent européen, cela signifie que tout obstacle mis à sa politique en général entraînerait une radicalisation de la politique antijuive. Plus l'Allemagne se trouverait dans une

situation difficile, plus elle procéderait brutalement. Dans Mein Kampf, Hitler exposait, dès 1924, son état d'esprit dans une situation de guerre :

> Si, au début de la guerre et au cours de celle-ci, on avait directement exposé aux gaz asphyxiants de l'ennemi, ne serait-ce qu'une seule fois, douze ou quinze mille de ces Hébreux corrupteurs du peuple, au lieu d'exposer sur le champ de bataille des centaines de milliers de nos meilleurs travailleurs de toutes les couches sociales et de tous les métiers, alors les millions d'hommes que nous avons sacrifiés au front ne seraient pas morts en vain[48].

Un épisode survenu en 1932 en apprend beaucoup sur la psychologie des dirigeants hitlériens et le rôle de l'antisémitisme dans leur comportement. Alors qu'après une percée spectaculaire aux élections de juillet, Hitler était en mesure d'accéder à la chancellerie et négociait avec l'entourage du président Hindenburg, cinq SA avaient, le 10 août, battu à mort un sympathisant communiste. Devant ce témoignage de la violence nazie, Hindenburg ferma à Hitler, provisoirement, la porte de la chancellerie ; puis un tribunal condamna à mort les cinq assassins SA. Non seulement Hitler se solidarisa avec les accusés en parlant d'un « verdict incroyable et criminel » et du devoir de lutter « contre un gouvernement autorisant une telle aberration » mais il laissa Joseph Goebbels donner libre cours à une tirade antisémite dans Der Angriff :

> Les Juifs sont coupables ! Les Juifs sont coupables, le châtiment arrive [...]. L'heure viendra où le ministère public aura d'autres tâches que de protéger les traîtres au peuple contre la colère du peuple. Ne l'oubliez jamais, camarades ! Dites-le-vous mille fois par jour, pour que cela vous suive dans vos rêves les plus profonds : les Juifs sont coupables ! Et ils n'échapperont pas au châtiment qu'ils méritent[49].

Commentant cet extrait, Saul Friedländer écrit : « Sous l'emprise de la frustration, Hitler avait jeté le masque de

respectabilité qu'il s'était imposé et laissé libre cours à sa fureur. Toutefois, durant ces mêmes semaines de l'été et de l'automne 1932, refusant de recourir à la force pour renverser le régime, il poursuivit ses tractations et ses manœuvres pour parvenir à ses fins. On vit apparaître ici, avec une clarté inquiétante, une personnalité où le calcul froid et la rage aveugle coexistent et peuvent s'exprimer presque simultanément, une troisième composante – le fanatisme idéologique – complétant ce portrait psychologique[50]. » Pour l'historien israélien, ces trois composantes donnent la clé des décisions hitlériennes les plus importantes, en particulier en matière de persécution des Juifs : « Chez lui, l'interaction entre fanatisme et pragmatisme est constante : l'obsession idéologique ne fléchit pas, mais les considérations d'ordre tactique peuvent la brider. Parfois, cependant, la rage incontrôlée – déclenchée par un obstacle quelconque, une menace, une défaite – prédomine, balayant toute considération réaliste. Alors, nourrie par l'élan irrépressible du fanatisme idéologique, la fureur destructrice explose dans une pulsion effrénée de destruction et de mort[51]. »

Si beaucoup d'observateurs avaient été impressionnés par une interview apparemment modérée en matière d'antisémitisme donnée par Hitler en 1930 au *Times*, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, sir Horace Rumbold ou le consul général américain George S. Messersmith faisaient preuve de plus de perspicacité ; le premier, lorsqu'il écrivait à Londres « que Herr Hitler est personnellement responsable de la politique antijuive du gouvernement allemand, et que ce serait une erreur d'y voir l'action d'excités qu'il a du mal à contenir » ; le second, lorsqu'il expliquait à son gouvernement que Hitler était « le véritable chef du mouvement antijuif. Il est à même d'aborder raisonnablement plusieurs sujets, mais, sur celui-ci, il ne peut que se montrer véhément et plein de préventions »[52].

II.

En arrivant au pouvoir, les nazis avaient reçu de la part de Hitler des directives à la fois très générales et très brutales. Concernant la « question juive », Hitler serait rarement plus précis dans le choix des moyens pour atteindre l'objectif. Mais, dès février 1920, le parti nazi avait publié un programme en vingt-cinq points, dont les clauses concernant la « question juive » constituaient une sorte de feuille de route pour les premiers temps au pouvoir :

> [...] 4. Ne peut être citoyen que celui qui appartient au peuple. Appartient au peuple la personne qui est de sang allemand, quelle que soit sa confession. Aucun Juif ne peut, par conséquent, être membre du peuple allemand. [...]
>
> 5. Celui qui n'a pas la citoyenneté est un invité en Allemagne et il est soumis à la juridiction des étrangers.
>
> 6. Le droit de décider de la direction et des lois de l'Etat ne peut revenir qu'à un citoyen. C'est pourquoi nous demandons que toute fonction publique, quelle qu'elle soit, au niveau du Reich, du Land ou de la commune, ne puisse être exercée que par des citoyens. [...]
>
> 7. Nous demandons que l'Etat donne la priorité au soutien de la profession et du niveau de vie des citoyens. S'il n'est pas possible de nourrir toute la population de l'Etat, les ressortissants des nations étrangères (les non-citoyens) doivent quitter le Reich.
>
> 8. Toute nouvelle immigration de non-Allemands doit être interdite. Nous demandons que tous les non-Allemands qui sont venus s'installer en Allemagne depuis le 2 août 1914 soient contraints à quitter immédiatement le Reich. [...]
>
> 24. Le parti combat l'esprit matérialiste juif en nous et en dehors de nous[53].

Outre le fait que ce programme était d'une part largement inspiré par l'antisémitisme des courants conservateurs et nationalistes d'avant la Première Guerre mondiale[54] et d'autre part fortement ancré dans l'expérience, non surmontée, de la guerre perdue, en particulier l'allusion à la sous-alimentation due au blocus, qui a cassé le moral de la

population en 1917-1918, on peut rattacher plusieurs des étapes de la persécution des années 1933-1939 au programme du parti nazi, inchangé depuis son adoption en 1920 : l'exclusion des Juifs de la fonction publique (article 6) ; les autodafés (article 24) ; la privation des droits civiques (articles 4 et 5) ; la confiscation des biens juifs (article 7) ; l'émigration forcée (article 8). Telles sont en effet les étapes que suivit la persécution entre 1933 et 1939.

Même si Hitler avait déclaré à maintes reprises ne pas vouloir susciter un antisémitisme de pogroms, il n'en désapprouvait pas la violence, au contraire : il trouvait qu'elle n'était pas suffisamment efficace. Provisoirement, cependant, les agressions contre les Juifs avaient leur rôle à jouer. Plusieurs vagues de violences se déchaînèrent, lancées par les SA, entre 1933 et 1938. Des troubles contre les commerces juifs commencèrent dès le 6 mars 1933, lendemain des élections au Reichstag[55].

Hitler devait tenir compte du fait que, depuis 1930, un frein avait été mis à la propagande antisémite afin de rendre le parti respectable. Et puis les SA, qui n'étaient pas forcément l'organisation la plus antisémite du parti, avaient été frustrés par l'absence de « seconde révolution ». Jusqu'en novembre 1938, le parti autorisa, de façon régulière, les brutalités d'une partie de ses militants, y encourageant même les SA pour les détourner de s'en prendre à l'alliance que le parti avait passée avec les élites conservatrices[56].

Joseph Goebbels était le membre de l'entourage immédiat de Hitler qui se sentait le plus à l'aise face à ce type de violences, souvent animées par le désir de s'emparer des biens des Juifs – ce qui ramenait Goebbels à ses racines de nationaliste socialiste. Comme Gauleiter de Berlin dès la fin des années 1920, il avait développé des campagnes de presse d'une violence inouïe dans l'hebdomadaire (plus tard un quotidien) qu'il avait créé, Der Angriff ; en particulier, il s'était

acharné sur le vice-président de la police de Berlin, Bernhard Weiss, qu'il avait affublé du surnom d'« Isidor[57] ». Les campagnes de diffamation orchestrées par Goebbels furent permanentes, de 1927 à 1933. Après cette date, il disposa de l'appareil d'Etat pour multiplier ses invectives et ses incitations à la violence, voire au meurtre ; il encouragea régulièrement les attaques contre les magasins et les intimidations. C'est lui qui orchestra le boycott général du 1er avril 1933 qui présida aux attaques contre les artistes juifs d'avril 1933, aux autodafés de mai 1933, aux vagues de violence de l'année 1935 ou qui lança, nous y reviendrons, le pogrom national de novembre 1938, à chaque fois sous le contrôle de Hitler[58].

A peine les élections du 5 mars 1933 étaient-elles passées que des violences contre les Juifs se déchaînèrent. Dès le 9 mars, des SA arrêtèrent des dizaines de Juifs d'Europe de l'Est à Berlin. « Les Ostjuden, qui de tout temps furent les premières cibles de l'antisémitisme allemand, furent aussi les premiers à être envoyés dans les camps de concentration en tant que Juifs[59]. » Il est intéressant de remarquer que c'est le même jour que le chef de la chancellerie, Heinrich Lammers, transmit une requête de Hitler au ministre de l'Intérieur du Reich, Wilhelm Frick, lui demandant de mettre en place une législation s'opposant à l'immigration des Ostjuden, interrompant les processus de naturalisation et autorisant leur éventuelle expulsion[60].

Dès la mi-mars, des SA imposaient des fermetures de magasins, faisaient irruption dans les tribunaux pour empêcher des avocats ou magistrats juifs d'exercer ou bien même entraient chez des Juifs pour les molester[61]. La première victime recensée fut Otto Selz, un homme d'affaires bavarois abattu près de Landshut, vraisemblablement par un commando SA[62].

Les premiers déchaînements d'antisémitisme suscitèrent

des protestations à l'étranger, en particulier dans la presse américaine. La communauté internationale réagit vivement, comme jamais plus elle ne le ferait, au point que certains représentants du judaïsme allemand demandèrent à leurs coreligionnaires étrangers de modérer leurs gouvernements respectifs pour ne pas agraver la persécution. Hitler se vit renforcé dans sa croyance qu'il existait une « conspiration internationale » contre l'Allemagne[63]. Pourtant, il s'agit d'un feu de paille. Ce que Hitler ne pouvait pas savoir, c'est que, sauf de la part du Vatican, le plus fort des protestations était passé[64]. En tout cas, c'est pour résister à ce qui lui semblait une confirmation de sa vision antisémite du monde qu'il ordonna le boycott du début avril, d'abord prévu pour durer plusieurs jours mais que les nazis réduisirent à un jour (1er avril 1933) quand les gouvernements britannique et américain se furent engagés à faire cesser l'« agitation antiallemande » chez eux[65].

Au printemps 1933, les pays occidentaux auraient vraisemblablement eu les moyens de briser économiquement les nazis et de favoriser les tendances plus modérées au sein des élites allemandes. A cette époque, l'économie allemande était encore très dépendante des exportations de ses entreprises industrielles. Le boycott des produits allemands auquel avaient appelé les organisations juives américaines fit suffisamment peur à Hitler pour qu'il ne prolongeât ni ne renouvelât immédiatement une opération comme celle d'avril 1933[66]. Les actes ne suivant pas, les protestations véhémentes contre la judéophobie du régime nazi confirmèrent simplement Hitler dans son idée préconçue d'une connivence entre Washington ou Londres et « la juiverie financière[67] ».

Le boycott du 1er avril 1933 fut porté, en même temps que par Goebbels et les SA, par la Nationalsozialistische Betriebszellenorganisation[68], le Kampfbund für den

gewerblichen Mittelstand, par Julius Streicher (1885-1946), Gauleiter de Franconie et éditeur de Der Stürmer, par Heinrich Himmler et par des juristes comme Hans Frank (1900-1946) ou Roland Freisler (1893-1945), deux personnages clés dans l'architecture de la future conférence de Wannsee. S'il fut un succès d'intimidation de l'étranger, le boycott reçut en revanche un accueil mitigé de la population allemande. Non pas que la société ait pris la défense des Juifs pour des raisons morales ; mais l'opération apparaissait économiquement absurde – ainsi les employés chrétiens de grands magasins possédés par des Juifs à Aix-la-Chapelle formèrent-ils un collectif pour protester contre une mesure qui mettait en danger 14 000 emplois « aryens »[69].

III.

Comme Hitler l'avait expliqué dès 1919, c'est la mise en place d'une législation antijuive qui lui importait le plus, dès le début de l'exercice du pouvoir.

On commença par promulguer une série d'interdictions professionnelles : exclusion de la fonction publique (7 avril 1933), dont Wilhelm Frick était l'instigateur, et qui fut promulguée dans le contexte d'intimidation créé par le boycott du 1er avril ; les dispositions de la loi furent étendues aux juges, aux professeurs de l'enseignement primaire et secondaire, aux universitaires et aux notaires ; interdiction d'exercer le métier d'avocat (7 avril 1933) ; interdiction pour les médecins de se rattacher à une caisse d'assurance maladie (22 avril 1933) ; interdiction de travailler dans le droit des brevets (22 avril 1933) ; d'exercer le métier de conseiller fiscal (6 mai 1933) ; de dentiste rattaché à une caisse d'assurance maladie (2 juin 1933). Le 25 avril 1933 fut introduit un numerus clausus pour les étudiants juifs[70].

« Les lois d'avril et leurs décrets additionnels

contraignirent donc au moins deux millions de fonctionnaires et des dizaines de milliers d'avocats, médecins, étudiants et bien d'autres à rassembler la masse de documents susceptibles de prouver leur ascendance aryenne. Une démarche qui, à son tour, transforma des dizaines de milliers de prêtres, pasteurs, employés de l'état civil et archivistes en enquêteurs et dispensateurs de ces vitales attestations de pureté de sang incontestable ; bon gré, mal gré, ceux-ci devinrent les rouages d'un appareil bureaucratique racial, désormais investi d'un travail d'investigations, de recherches tatillonnes et d'exclusion[71]. » Un cadre juridique existait, qui liait les élites conservatrices et le nouveau pouvoir nazi, la population, le parti et le Führer. Ce dernier se réservait la possibilité de modérer les processus, pour des raisons pragmatiques, ainsi lorsqu'il demanda que l'on fasse preuve de modération concernant les médecins juifs, vu le nombre de patients impliqués[72].

Durant les premières années du régime, « la bureaucratie d'Etat conservatrice devança parfois les positions nazies » en matière de persécution. Dès le printemps 1933 fut créé au ministère des Affaires étrangères un Referat D III in der Abteilung Deutschland (« section D III du département Allemagne ») qui devait coordonner la politique antijuive du ministère et dont on ne saurait sous-estimer l'importance quant à la dynamique antijuive du régime, que la concurrence entre instances toujours plus judéophobes ne cessa de radicaliser[73]. Le ministère de l'Intérieur prussien et celui du Reich rivalisaient d'ardeur, quant à eux, en matière d'antisémitisme.

Le « citoyen du Reich » (Reichsbürger) était un ressortissant de l'Etat de « sang allemand » ou « apparenté » dont le comportement prouvait qu'il était apte et désireux de servir le peuple allemand et le Reich. Lui seul disposait de tous les droits civiques. Un Juif était un individu ayant trois

grands-parents de race juive ; il était exclu du titre de Reichsbürger et donc de la fonction publique. Les grands-parents étaient juifs s'ils appartenaient à la confession juive. Avec deux grands-parents juifs, on était juif si l'on était de confession juive ou bien si le conjoint était juif. Sinon l'on était désigné comme « Mischling[74] » (métis).

Dès le départ, les nazis les plus militants avaient voulu imposer que fût considéré comme Juif toute personne ayant au moins un de ses grands-parents juif. Nous verrons pourtant comment, à la conférence de Wannsee encore, il était difficile de remettre en question le statut de « métis » et d'imposer les définitions les plus radicales – en partie parce que Hitler hésitait entre pousser jusqu'au bout la logique de son système et tenir compte du besoin en hommes de la Wehrmacht.

En septembre 1935, la loi de Nuremberg sur « l'honneur de la race » interdit les mariages entre Allemands juifs et non-juifs ; les simples relations sexuelles seraient punies. Les Mischlinge à deux grands-parents juifs devaient demander une autorisation pour épouser un Mischling ayant un de ses grands-parents juif ou un non-Juif. La loi sur la citoyenneté excluait les Juifs du statut de « citoyen du Reich[75] ».

IV.

La lente genèse des lois de Nuremberg, depuis 1933, permet de comprendre beaucoup de choses sur le fonctionnement du régime nazi en matière de persécution contre les Juifs. C'est dès septembre 1933 que Hanns Kerrl (1887-1941), ministre de la Justice de Prusse, et son Staatssekretär Freisler avaient suggéré, dans un mémorandum intitulé Droit pénal national-socialiste, que les relations sexuelles entre « Juif » et « Aryen », sanctionnées par le mariage ou non, soient tenues pour des « délits passibles de sanctions, commis contre l'honneur de la race et mettant la

race en péril[76] ». La proposition avait été indirectement appuyée par Hitler lorsque, dans une réunion devant les Gauleiter, le 28 septembre 1933, il avait émis le souhait de voir « définir une loi sur la citoyenneté » qui permît « de prendre de nouvelles mesures, plus sévères[77] ».

Cependant, Hitler ne prenait jamais d'initiatives concrètes lui-même en matière de politique antijuive. Une fois définie son intention, il laissait ses lieutenants lui faire des propositions car, d'une part, il voulait les amener à inventer eux-mêmes les moyens pratiques de la persécution, d'autre part, il n'entendait pas perdre, au cas où la société hésiterait à suivre une politique extrémiste, la possibilité d'apparaître en modérateur[78]. Ainsi, en juin 1933, Hitler accepta-t-il que l'Etat aille à la rescousse de la chaîne Hertie, menacée de faillite, bien que ce fût une « entreprise juive », à cause des emplois qui étaient à la clé. En ce qui concernait une loi sur la citoyenneté, il était prêt à laisser mûrir la situation ; il avait, en particulier en matière de politique étrangère, suffisamment de questions à faire avancer avant de penser à la « solution de la question juive » en Allemagne. Et puis, illusion hitlérienne, il fallait, pour éviter que l'étranger fasse à nouveau pression sur l'Allemagne à propos des Juifs, laisser à la communauté internationale le temps de comprendre que ce n'était pas la « direction du régime », c'était « le peuple », le Volk, qui s'en prenait aux Juifs : le dictateur espérait que l'exemple d'une « avant-garde » antisémite en Allemagne susciterait des émules dans d'autres pays[79].

Entre septembre 1933 et septembre 1935, moment des lois racistes de Nuremberg, les esprits mûrirent lentement. Au ministère de l'Intérieur, on commença à répandre l'idée selon laquelle il était possible d'invoquer la « loi sur la restauration de la fonction publique » pour refuser, comme fonctionnaire d'état-civil, de marier un « Juif » et un « Aryen ». « La pression ne cessant de monter » depuis la base, « Frick

annonça le 26 juillet 1935 que, puisqu'on aborderait la question de la validité légale des "mariages entre Aryens et non-Aryens" dans un proche avenir, ces unions seraient "différées jusqu'à nouvel ordre"[80]. » Des juristes s'emparèrent alors de la question pour poser la question de la dissolution des mariages existants entre « Aryens » et « non-Aryens ». Leurs réflexions furent relayées par des magistrats qui n'appartenaient pas forcément au parti mais qui étaient « déterminés à isoler les Juifs de la société[81] ».

Roland Freisler intervint au nom du ministère de la Justice, pour canaliser le chaos juridique qui menaçait, en soulignant que certes la loi allemande reconnaissait le divorce pour tort causé par l'un des conjoints, mais qu'il était difficile d'assimiler la race à un préjudice ; le préalable était une loi « pour l'honneur et la protection de la race[82] ». C'est une constante sous le IIIe Reich : l'intervention du législateur – qui, au fur et à mesure, se confond de plus en plus avec le dictateur lui-même –, a toujours pour prétexte de canaliser la violence et elle permet de mettre en place une violence plus redoutable encore puisque couverte par la loi. Comme l'avait dit Goebbels à l'été 1932, l'Etat était là désormais pour identifier et canaliser la « colère du peuple ». A partir du début de l'année 1935, la presse rapporta de plus en plus de cas de « mariages mixtes » ou de liaisons qui scandalisaient, affirmait-on, l'opinion. Le journal de la SS, Das Schwarze Korps, s'immisça dans la polémique le 10 avril 1935 en réclamant jusqu'à quinze ans d'emprisonnement pour le partenaire allemand dans un « couple mixte »[83].

Dans les mois qui précédèrent le congrès de Nuremberg, des manifestations « populaires » eurent lieu à Stuttgart et ailleurs en Allemagne pour protester contre « la souillure de la race »[84]. Plus généralement, les « dossiers du Centralverein[85], désormais accessibles au Sonderarchiv à Moscou, parlent d'actes antisémites permanents au niveau local, de

vandalisme, de destructions de magasins juifs, de souffrances morales infligées à leurs propriétaires, de menaces proférées à l'égard des clients aryens à qui l'on promettait une mention dans le Stürmer. En 1935, "les digues furent rompues". La base du parti exprimait son mécontentement, largement encouragée par le Stürmer, à propos de la "mollesse" de la persécution des Juifs, et les violences locales se multiplièrent. Tandis que la loi sur le rétablissement du service militaire interdisait celui-ci aux Juifs et que, fin mai 1935, une conférence interministérielle dirigée par Wilhelm Stuckart, Staatssekretär au ministère de l'Intérieur, se terminait sans réponse claire à la question de savoir comment expulser les Juifs de la vie économique, Berlin connaissait une forte agitation antisémite[86] » encouragée par son Gauleiter, Goebbels.

Le 15 juillet 1935, le Kurfürstendamm connut un début de pogrom[87] – comme cela avait été le cas à Munich en mai[88] – contre les tenanciers de magasins juifs. L'agitation avait commencé à la fin du mois de juin, à l'instigation de la Hitlerjugend puis des militants d'autres organisations du parti s'en étaient mêlés. Suivant un schéma qui serait définitivement éprouvé lors du pogrom national de novembre 1938, la police « s'interposa » pour rétablir l'ordre[89] – le rapport écrit plus tard par la Gestapo précisant, de manière quelque peu exagérée, que les policiers avaient ainsi « suscité l'incompréhension de la plus grande partie de la population ». Le 16 juillet 1935, Reinhard Heydrich adressa, à la demande de Himmler, un rapport à la chancellerie du Reich sur les incidents antisémites à Berlin et dans le reste du pays[90] :

> Les rapports qui ne cessent d'affluer de l'ensemble du Reich sur des manifestations d'hostilité aux Juifs permettent de comprendre que se répand sur l'ensemble du territoire du Reich un mécontentement de plus en plus grand quant à l'absence d'unité dans les actions contre la

> juiverie. La partie du peuple allemand qui est informée en matière de race croit pouvoir dire que les mesures prises jusque-là sans publicité contre les Juifs ne sont pas suffisantes et qu'il est nécessaire d'agir de manière plus drastique.

Le 8 août, les journaux Der Angriff et Völkischer Beobachter publièrent un texte de Kurt Daluege, chef de l'Ordnungspolizei (police de la circulation, police ordinaire et administration de la police), qui affirmait que les Juifs étaient majoritaires parmi les délinquants : dans la concurrence entre branches de la police, sous la Führung de Himmler, Daluege, qui avait espéré l'emporter sur Heydrich en 1933-1934, se livrait à une surenchère idéologique vis-à-vis de celui-ci[91]. Heydrich et ses services diffusèrent le 17 août un état des lieux[92] dans lequel la violence de type pogromique contre les Juifs était condamnée dans ses résultats – non dans ses intentions. Il était nécessaire, poursuivait le rapport, de « régler d'en haut la question juive » et, dans ce but, le Sicherheitsdienst de Heydrich réclamait des lois sur la citoyenneté, la liberté de déplacement et le marquage des magasins « aryens ». Heydrich allait avec énergie dans le sens du vent : au début du mois, Wilhelm Frick, le ministre de l'Intérieur, avait annoncé une législation concernant les Juifs[93].

Le 20 août, le ministre de l'Economie, Hjalmar Schacht, invita à une conférence de coordination où se retrouvèrent, autour de lui et de quelques-uns de ses collaborateurs, Wilhelm Frick, Franz Gürtner (1881-1941), ministre de la Justice du Reich, Lutz Schwerin von Krosigk (1887-1977), ministre des Finances du Reich, Bernhard Rust (1883-1945), ministre de l'Education du Reich, le ministre des Finances prussien, Johannes Popitz (1884-1945), Adolf Wagner (1890-1944), Gauleiter et ministre de l'Intérieur de Bavière, des Staatssekretäre (Bernhard von Bülow (1885-1936) de l'Auswärtiges Amt, Johannes Krohn du ministère du Travail,

Herbert Backe (1896-1947) du ministère de l'Agriculture), Haeger, directeur au ministère de la Propagande, un haut fonctionnaire du ministère des Transports[94], ainsi qu'un représentant de Rudolf Hess, le Reichsleiter Walter Gross (1904-1945) du Rassepolitische Amt du parti, et, surtout, Reinhard Heydrich et un autre représentant du SD (Gerhard Eilers).

Dirigeant la réunion, Schacht demanda que l'on mît fin à l'anarchie qui régnait jusque-là. Il avait, dit-il, entendu parler d'affamer les Juifs en les privant d'accéder aux magasins d'alimentation. Il jugeait qu'il s'agissait d'une « barbarie sans nom ». Antisémite qui se voulait digne aux yeux de ses amis banquiers du monde anglo-saxon[95], Schacht ajoutait : « J'ai vécu durant trente ans avec des Juifs et c'est moi qui ai reçu, durant ces trente ans, de l'argent d'eux, pas le contraire. Mais les méthodes actuelles sont indéfendables. Il faut remettre de l'ordre dans le chaos ambiant et rien d'autre ne doit être entrepris tant que ce système n'aura pas été mis en place. » Selon le rapport du siège central de la Gestapo rédigé après la réunion, celle-ci se perdit largement dans des discussions de détails jusqu'à ce que Reinhard Heydrich intervienne, à la fin de la réunion.

Il est significatif qu'un autre rapport sur la réunion, celui fait par la Reichskanzlei, n'ait pas mentionné Heydrich, qui était peu connu à l'époque au sein du régime. Et pourtant, on ne saurait trop insister sur l'importance de sa participation et de son intervention lors d'une réunion qui, dans la structure, pose le principe des réunions interministérielles sur la question juive dont Wannsee représentera le couronnement. Le 20 janvier 1942, Reinhard Heydrich mènera la discussion ; le 20 août 1935, Schacht pensait pouvoir encore parler en maître et Heydrich n'était pas encore vraiment pris au sérieux par les participants, et pourtant, ce jour-là, il tint, si l'on en croit ses propres services, les propos les plus radicaux, parlant

« d'extirper complètement l'influence des Juifs », d'éduquer convenablement en matière de Weltanschauung les camarades du parti et du Volk, d'interdire les « mariages mixtes », de punir la « souillure de la race », d'instituer un droit d'exception pour les Juifs, de limiter leur liberté de circulation et de leur interdire l'accès aux grandes villes.

Dans un mémorandum adressé aux participants à la réunion et daté du 9 septembre 1935[96], Heydrich saisissait l'occasion d'une objection faite par Schacht à ses propres propositions et précisait qu'il n'avait pas l'intention, en suggérant de limiter la liberté de mouvement des Juifs, de pousser, comme le croyait le ministre, à la constitution de ghettos, mais au contraire d'empêcher le regroupement des Juifs dans les grandes villes. « Une semaine avant la promulgation des lois racistes lors du congrès du parti, Heydrich avait proposé d'orienter la persécution des Juifs non seulement en anticipant sur les intentions des lois de Nuremberg, mais sur des directives et des pratiques policières qui ne seraient mises en place que deux à trois ans plus tard[97]. Pourtant, les exigences de Heydrich ne dépassaient pas l'horizon qui avait été tracé dans le programme du parti nazi de 1920. Hitler lui-même avait, en 1919, fait la distinction entre deux phases de la persécution des Juifs : les Juifs devraient d'abord être transformés en étrangers par la loi ; ensuite seulement ils seraient "expulsés". Heydrich ne faisait, dans sa lettre, que radicaliser la vision d'une société d'apartheid[98] dans laquelle les Juifs étaient considérés comme des parasites qui n'étaient pas les bienvenus, sans prendre déjà en considération la "deuxième phase", celle de "l'expulsion"[99], sinon en exprimant, à la fin de son texte, l'espoir que la politique qu'il préconisait encouragerait les Juifs au sionisme ou à l'émigration. »

Comme le souligne Michael Wildt, la réunion du 20 août 1935 est l'un des éléments qui contredisent l'interprétation qui

a eu cours un temps chez les historiens[100] selon laquelle les lois de Nuremberg auraient été décidées dans l'improvisation. L'agitation du parti, autorisée par Hitler et contrôlée par Goebbels, puis la reprise en main de la situation par l'administration ministérielle, la Gestapo et le SD avaient préparé ensemble le terrain au législateur. Et même si une partie de la société allemande[101] – y compris un certain nombre de Juifs[102] – exprima son soulagement de voir la situation clarifiée après la promulgation de la « loi sur la citoyenneté dans le Reich » et de la « loi de protection du sang allemand[103] », tandis qu'une autre partie marquait sa désapprobation, il ne fait pas de doute « que l'isolement social et la honte morale imprimée aux Juifs, inscrits dans une loi – qui répondait à des critères purement biologiques –, ont représenté un encouragement considérable, sur le plan psychologique, à la direction du parti, désireuse de radicaliser la persécution parce que les lois de Nuremberg ne représentaient qu'une étape, à leurs yeux, dans la persécution des Juifs[104] ».

V.

Hitler avait laissé les plus radicaux du régime se mobiliser, chacun à leur manière, et il avait cueilli, à Nuremberg, le fruit quand il était mûr, en jouant le parti et l'administration l'un contre l'autre[105]. La « question juive » avait pu être réveillée, en 1935 – après que la Nuit des longs couteaux et la tentative manquée d'Anschluss, en 1934, avaient tendu les relations entre l'Allemagne et la communauté internationale –, dans un contexte de plus en plus favorable : réintroduction non contestée du service militaire en mars 1935 ; accord naval avec la Grande-Bretagne en juin 1935 ; rapprochement avec l'Italie fasciste à l'automne 1935 ; remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936[106]. A

l'intérieur, le réarmement avait ramené le plein emploi et, lors des Jeux Olympiques de 1936, Hitler put donner au monde l'image d'une Allemagne apaisée, ordonnée et prospère. Les invités ne purent ou ne voulurent rien voir de la ségrégation des Juifs – que le parti s'efforçait, le temps d'un été, de rendre discrète[107].

De façon significative, à la différence de ce qui se passerait en novembre 1938, il n'y eut pas de représailles déclenchées contre les Juifs allemands après que le représentant du parti nazi en Suisse, Wilhelm Gustloff, eut été assassiné le 5 février 1936, à la veille de l'inauguration des Jeux Olympiques d'hiver, par un étudiant en médecine juif, David Frankfurter. Mais ce n'était que tactique : Hitler prit la parole à l'enterrement de Gustloff pour évoquer les sombres jours de novembre 1918, lorsque l'Allemagne « était mortellement poignardée chez elle[108] ». Et le 6 novembre 1936 encore, Goebbels confiait à son journal, en réaction à une publication de l'écrivain Emil Ludwig qui faisait l'éloge de Frankfurter :

> Cette peste juive doit être supprimée. Totalement. Rien ne doit en rester[109].

Le 12 juin 1936, Hitler faisait désavouer par Martin Bormann l'antisémitisme tapageur du Stürmer[110] qui commençait à faire du tort à la réputation du parti. Parallèlement, le même jour, une instruction de Heydrich prévoyait que les Juifs ayant enfreint les lois de Nuremberg soient envoyés en camp de concentration[111]. Progressivement, la police politique et le SD, capables de mettre en œuvre l'antisémitisme « rationnel », la judéophobie d'Etat que Hitler réclamait depuis Mein Kampf, s'emparaient de la « question juive ». Le 20 juin 1936, la police et la SS étaient définitivement unifiées sous la direction de Himmler[112]. Ce dernier était en mesure de jouer un rôle majeur – avec son principal lieutenant Heydrich – dans la persécution des Juifs,

au moment où elle entrait dans une nouvelle phase.

Lors de la prise du pouvoir en 1933, Himmler, Reichsführer SS, avait été écarté d'un poste berlinois et avait dû se contenter de la police bavaroise. La police politique bavaroise avait été confiée à Heydrich. Au départ, la politique antijuive de cette dernière ne se distinguait pas de celle des autres Länder. Elle fut d'abord relativement secondaire à côté de la lutte contre les « ennemis politiques[113] ». Elle avait consisté, essentiellement, à interdire les organisations juives non religieuses, à surveiller les associations cultuelles, à soumettre les individus à des contrôles d'identité fréquents, à leur confisquer leurs papiers, mais aussi à intervenir pour substituer une autre politique aux désordres causés par les SA et les autres activistes antijuifs du parti[114].

C'est dans le domaine de l'organisation de la violence que Himmler avait tôt imprimé sa marque. Il avait installé à Dachau un camp de concentration dont le règlement très strict devait progressivement servir de modèle pour l'ensemble de l'Allemagne – loin des « camps sauvages » des SA. Les tâches y étaient strictement réparties : la police politique arrêtait et remettait les détenus à l'administration SS du camp. Les SS du camp devaient s'interdire tout sadisme et cela valait aussi pour les détenus juifs, au demeurant relativement peu nombreux dans la première phase de l'histoire du camp[115].

Les violences contre les Juifs étaient nombreuses en Bavière, comme ailleurs dans le Reich, mais elles entraient mieux qu'ailleurs dans le cadre établi par Hitler dans Mein Kampf, celui d'un antisémitisme « rationnel » – ainsi le Reichsführer SS avait-il dès 1934 imposé à la police politique bavaroise une violence politique précisément ciblée contre les organisations juives : dissolution des organisations « juives allemandes », sauf l'association des anciens combattants juifs d'obédience nationaliste allemande et quelques groupes de jeunes contre la promesse de ne pas faire de politique[116] ;

surveillance du Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens et des associations à base confessionnelle invitées à collaborer avec l'Etat pour encadrer la population juive[117] ; encouragement aux groupes sionistes[118]. C'est sans doute la raison pour laquelle, après que Himmler s'était progressivement emparé des polices politiques de tous les Länder – sauf la Prusse – et avait été en mesure, dès le printemps 1934, de contester à Göring la direction de la Gestapo de Prusse, Hitler avait tranché en sa faveur contre le ministre de l'Intérieur de Prusse.

Dans sa conquête de l'appareil policier allemand, Himmler avait eu la chance d'être épaulé par Reinhard Heydrich. Celui-ci réunissait sous les ordres de Himmler le Sicherheitsdienst, service de renseignements de la SS qu'il avait fondé en 1931 et dont il faisait progressivement un observatoire des ennemis du Volk, du peuple allemand défini selon des critères racistes, la Gestapo, police politique, et la Kripo, police de lutte contre la criminalité ; ces deux dernières étaient regroupées sous le nom de police de sécurité, Sipo, et Heydrich fut désigné jusqu'en 1939 comme Chef der Sipo und des SD, chef de la police de sécurité et du service de sécurité.

Dès mai 1934, le SD avait produit un document fondamental qui formulait la ligne directrice de la politique de Heydrich : « La politique menée envers les Juifs doit aboutir à leur émigration totale », annonçait d'emblée l'auteur du document qui, dès cette époque, se faisait peu d'illusions sur la disposition des « pays de culture » à accueillir massivement des Juifs ou sur la possibilité de l'émigration vers un « Etat juif ». Comme l'Allemagne ne pouvait exercer qu'une influence limitée sur la situation internationale, « l'objectif principal devait être d'éveiller et d'entretenir le sentiment que la situation actuelle est transitoire. Il faut restreindre les facilités de vie pour les Juifs – et pas seulement sur le plan

économique ». Ils devaient ne plus voir dans l'Allemagne qu'« un pays où ils n'ont aucun avenir ». L'auteur poursuivait en critiquant les « méthodes des antisémites agitateurs de rue », non pour se plaindre de leur violence, mais de la relative inefficacité de celle-ci quant au but poursuivi : « Contre des rats, ce n'est pas le revolver mais le poison et le gaz auxquels on a recours. » Les Juifs avaient le choix entre quitter l'Allemagne ou être exterminés. Le SD avait très tôt assimilé l'alternative que le Führer proposait aux Juifs[119].

Au fur et à mesure que Himmler et Heydrich affirmaient leur autorité sur l'appareil policier qu'ils avaient conquis, le SD imposait ses principes. Les polices politiques de l'ensemble du Reich se rallièrent au principe d'un harcèlement des organisations juives autres que les associations sionistes[120].

Les violences relevant du pogrom, l'apartheid législatif et les intimidations de la police politique, tout aurait dû conduire les Juifs, selon Hitler, à partir d'Allemagne. Sur les 500 000 Juifs, environ, qui habitaient dans le pays au 30 janvier 1933 (0,7 % de la population), 130 000 avaient quitté le pays fin 1937. Cependant, la politique économique du régime allait contre une émigration massive des Juifs d'Allemagne.

VI.

La Reichsbank était tenue par ses statuts de procurer aux émigrants les devises dont ils avaient besoin pour pouvoir remplir les conditions posées par leurs pays d'accueil respectifs. Mais si des familles juives aisées avaient émigré en masse d'Allemagne en 1933 et 1934, cela aurait eu des conséquences catastrophiques sur les réserves en devises de la Reichsbank. Selon les estimations [qui avaient été faites], le montant des biens des Juifs allemands s'élevait à au moins 8 milliards de marks en 1933. Même si une modeste part seulement de cette somme avait dû être mobilisée, cela aurait

largement dépassé les capacités de la Reichsbank [...] Selon un rapport détaillé de [cette institution], la perte en devises du fait de l'émigration entre janvier 1933 et juin 1935 représentait une contre-valeur de 132 millions de Reichsmark, dont 124,8 étaient le fait d'émigrants juifs. Le point culminant de cette sortie de devises avait été atteint en octobre 1933, avec 11 millions de marks. Dans la première moitié de 1934, la somme s'était élevée à 6 millions de marks par mois. Comme la somme totale des réserves en devises de la Reichsbank s'élevait à 100 millions de marks à peine, une telle hémorragie n'était pas acceptable[121].

Malgré l'aggravation permanente de leur sort, les Juifs pouvaient être dissuadés de partir par le prélèvement de 25 % au titre de « l'impôt de fuite hors du Reich » qui pesait sur les émigrants disposant d'un patrimoine supérieur à 50 000 RM ou percevant un revenu annuel supérieur à 20 000 RM. S'ils voulaient transférer des capitaux à l'étranger, les émigrants devaient déposer la somme à la Golddiskontbank et un pourcentage de plus en plus important fut retenu en amont du transfert : 20 % en janvier 1934 ; 68 % dès juin 1935[122].

« De fait, l'évaporation des devises par émigration fut largement ralentie par de telles mesures. A l'été 1935, les pertes mensuelles de la Reichsbank se réduisaient à deux millions de Reichsmark. Pourtant, le résultat net était contradictoire : car au lieu d'encourager, comme souhaité, à l'émigration, le III^{e} Reich contraignait à présent toute personne qui voulait quitter le pays à s'acquitter d'un impôt très élevé. La conséquence était prévisible : à peine la vague de violence qui avait suivi la "prise du pouvoir" par Hitler était-elle retombée, que l'émigration juive se réduisait à "seulement" 23 000 personnes en 1934 et 21 000 en 1935[123] », après un chiffre de 37 000 en 1933.

La violence retombant, beaucoup de Juifs ne pouvaient

imaginer les intentions réelles des nazis[124] et ils se coulaient dans la situation qu'avait créée le régime. Ils multipliaient les activités communautaires. Mais, pour échapper à la surveillance de la Gestapo, beaucoup de réunions, y compris celles du Centralverein, se déroulaient chez des particuliers, rendant à la police politique la surveillance quasi impossible[125]. Bien des activités étaient aussi reportées au dimanche et aux jours fériés chrétiens[126]. La Gestapo se plaignait aussi d'une diffusion de l'usage de l'hébreu qui servait non à rallier au sionisme les Juifs allemands, mais à échapper à la surveillance de la police[127].

Après le congrès de Nuremberg, sous l'impulsion de Hitler, la législation antijuive connut un nouvel essor[128]. A partir de la fin 1935, en même temps que les interdictions déjà promulguées étaient réitérées (21 décembre 1935), une nouvelle vague d'interdictions professionnelles fut déclenchée : contre les pharmaciens (en mars 1936) ; interdiction fut faite aux Juifs de tenir ou de travailler dans des salles de vente (5 février 1938) ; d'exercer une activité commerciale ou financière (juillet 1938) ; à des femmes juives d'exercer le métier de sage-femme (21 décembre 1938), de nourrice (15 novembre 1939), d'aide médicale (17 février 1940). Le troisième décret additionnel à la loi sur la citoyenneté du Reich (juin 1938) avait défini ce qu'était « une entreprise juive ». Le quatrième (juillet 1938) interdisait définitivement l'exercice de la médecine aux Juifs ; Hitler, qui l'avait promulgué en plein festival de Bayreuth, était désormais loin de la prudence de 1933. Le cinquième décret additionnel, interdisant aux Juifs toute profession juridique, fut promulgué le 13 octobre 1938.

Si, malgré le durcissement de la législation discriminatoire, les Juifs ne voulaient pas partir[129], si eux-mêmes et l'ensemble de la société semblaient voir dans les lois de Nuremberg un aboutissement, Hitler et les principaux dirigeants nazis ne l'entendaient pas de cette oreille. Deux

mois à peine après le congrès de Nuremberg de 1935, Himmler dénonçait « le Juif ! Ce peuple composé des déjections de tous les peuples et de toutes les nations de cette planète sur lesquels il a imprimé les traits de son sang juif, ce peuple dont le but est la domination du monde, dont le souffle est la destruction, dont la volonté est l'extermination, dont la religion est l'athéisme, dont l'idéologie est le bolchevisme ! ». Au congrès de Nuremberg de septembre 1936, Goebbels dénonça « le saccage sans scrupule et la dissolution de toute norme et de toute culture dans le dessein diabolique d'opérer la destruction totale de toutes les nations », qui ne pouvait « germer que dans le cerveau des Juifs »[130].

Le thème du complot juif, infiniment ressassé, imprégna toujours plus les comportements jusqu'à la base du parti. Ainsi le chef de la Gestapo du district de Hildesheim expliquait-il, le 23 octobre 1935, que les magasins de chaussures juifs sabotaient volontairement tout le secteur en refusant de se fournir auprès de fournisseurs « aryens » ; puis, cinq jours plus tard, que la hausse locale du prix de la viande était une « attaque délibérée des Juifs pour provoquer l'agitation et le mécontentement au sein de la population[131] ». Ailleurs, c'était la promulgation des lois de Nuremberg qui avait fait monter le nombre des dénonciations pour « souillure de la race », faisant croire à la recrudescence des « attaques juives » contre l'Allemagne[132]. De divers côtés dans le parti, on se plaignait de ce que la population n'était pas assez hostile aux Juifs, de ce que les Juifs n'avaient pas perdu toute fonction économique et de ce que les interdictions provisoires de se réunir signifiées aux organisations juives n'empêchaient jamais la reprise de leurs activités[133].

La conclusion tirée par les instances du Reich était la nécessité d'accélérer l'émigration. Comme Hitler avait indiqué, depuis l'été 1935, qu'il souhaitait une radicalisation de la lutte contre les Juifs, les différents acteurs de la politique antijuive

se mirent à « travailler dans le sens de la volonté du Führer » en poussant au départ des Juifs d'Allemagne. Le 29 septembre 1936, Wilhelm Stuckart organisa une réunion avec plusieurs hauts fonctionnaires de son ministère ainsi que des représentants du ministère de l'Economie et du Bureau du représentant du Führer (Rudolf Hess). « L'accord sans faille des participants durant la conférence fut d'autant plus remarquable que le Bureau du représentant du Führer incarnait la ligne du parti, que le ministère de l'Intérieur – bien que dirigé par le nazi Wilhelm Frick – exprimait souvent des positions à mi-chemin entre celles du parti et celles de la bureaucratie d'Etat conservatrice, et que le ministère de l'Economie, encore coiffé par Hjalmar Schacht, s'affichait comme résolument conservateur[134]. » C'est Stuckart qui résuma l'esprit de la réunion lorsqu'il déclara : « En définitive, il faudra envisager l'émigration forcée[135]. »

Un tel consensus permettait au SD, l'institution qui avait la première formulé de manière radicale l'objectif de l'émigration, de tenter de jouer un rôle pilote[136]. En mai 1937, Heydrich envoya Adolf Eichmann à Breslau, en Haute-Silésie : le 15 juillet 1937 expirait l'accord qui avait été signé en 1922, sous la protection de la Société des Nations, concernant la protection des minorités en Haute-Silésie après le référendum de mars 1921. Suivant l'expression d'Eichmann lui-même, on avait « la possibilité de prendre en main le problème juif dans sa totalité[137] ». Il s'agissait de recenser tous les Juifs, d'arrêter les personnalités de la communauté juive, d'interdire les associations communautaires, d'empêcher la vente de biens fonciers juifs à des Polonais aux dépens des « Allemands » ; le SD était ainsi la première organisation du Reich à prendre en main la « question juive » dans une région jusque-là préservée des débordements du reste du Reich par un accord international. Heydrich jugeait enfin très important de disposer d'un poste d'observation pour surveiller les Juifs de

Tchécoslovaquie et de Pologne. Quand un territoire était à conquérir aux principes antijuifs du national-socialisme, Heydrich entendait que le SD, instrument de lutte idéologique contre les « ennemis du peuple », y joue le rôle dirigeant.

Fort du succès de cette mission, Eichmann fut chargé, avec Herbert Hagen, de voir s'il y avait moyen d'accélérer l'émigration des Juifs d'Allemagne vers la Palestine. Alors qu'il était très difficile aux Juifs d'émigrer vers les autres pays d'Europe ou les Etats-Unis, entre 1933 et 1936 la Palestine avait accueilli 50 000 personnes, soit plus de Juifs allemands que tout autre pays. A l'été 1933, le ministère de l'Economie du Reich avait conclu un accord avec des organisations juives qui autorisait un transfert de capitaux juifs vers la Palestine contre l'achat par les Juifs de Palestine de produits allemands, et donc permettait une émigration effective : « Le système fonctionnait comme suit : les Juifs allemands désireux d'émigrer versaient de l'argent sur des comptes ouverts à Berlin et recevaient en échange des certificats qui donnaient l'assurance qu'ils possédaient suffisamment de livres palestiniennes pour avoir droit aux visas convoités [permettant d'entrer en Palestine][138]. Hanotea[139] utilisait alors l'argent déposé sur les comptes berlinois pour acheter des marchandises allemandes à exporter en Palestine. Aussitôt que ces produits étaient vendus à des clients juifs ou arabes, le montant était restitué aux émigrants en livres palestiniennes[140]. » Les émigrants emportèrent ainsi 106 millions de Reichsmark pour lesquels ils reçurent 5,5 millions de livres palestiniennes. Le bilan de ces transferts laissait donc 65 % des biens qu'ils avaient transférés aux émigrants, le taux de change entre le Reichsmark et la livre palestinienne étant de 12,5 pour 1. C'était sans comparaison avec ce qui se produisait pour les autres migrants.

Bien entendu, il fallait rapporter ces chiffres aux plus de 300 000 Juifs qui n'avaient pas encore émigré d'Allemagne –

et au rôle somme toute marginal joué par la Palestine dans les exportations allemandes. Néanmoins, l'objectif du SD était d'intensifier la politique d'émigration vers la Palestine car il fallait éviter, comme l'avait dit le rapport déjà cité de 1934, que les Juifs émigrent vers des « pays de culture » dont ils pourraient retourner les moyens d'information et les capacités économiques contre l'Allemagne[141]. Des contacts furent pris à Berlin avec un représentant de l'organisation militaire sioniste Haganah[142]. Puis Eichmann et Hagen se rendirent à Haïfa sans réussir à établir de liaison avec leur contact puis ils allèrent au Caire où on les fit attendre deux semaines sans leur accorder de nouveau visa d'entrée en Palestine[143]. L'échec de cette tentative était loin de déplaire à d'autres instances du régime comme le Referat III du ministère des Affaires étrangères, depuis toujours hostile à la constitution d'un Etat juif en Palestine, susceptible de renforcer le judaïsme partout dans le monde comme l'Etat du Vatican permettait aux catholiques d'être confortés dans chacune des nations où ils vivaient. Une circulaire du ministère des Affaires étrangères à tous les postes diplomatiques, rédigée le 22 juin 1937, au moment où Eichmann et Hagen préparaient secrètement leur mission en Palestine, déclarait que « l'Allemagne avait le plus grand intérêt à maintenir l'éclatement de la juiverie. Car la question juive ne sera pas encore résolue pour l'Allemagne après que tous les ressortissants de la race juive auront cessé d'habiter en Allemagne[144] ».

VI.

On identifiait ainsi une contradiction de la politique nazie, qui d'une part poussait les Juifs à l'émigration et d'autre part la rendait pratiquement difficile. A l'été 1938, le Sicherheitsdienst essaya en vain de convaincre le ministère des Finances du Reich d'alléger la « taxe sur la fuite » pour faciliter

l'émigration des Juifs. Or, loin d'accéder à sa demande, le ministère continua à augmenter le taux de cette taxe : en 1935, on en était encore à 68 %, fin 1936 on était passé à 81 %, en juin 1938 à 90 % et, en 1940, le chiffre atteint serait de 96 %[145]. Une telle évolution ne pouvait pas se produire sans l'aval de Hitler, qui donc laissait contrebalancer la politique du SD par celle d'autres instances.

La contradiction que nous relevons était ancrée dans la vision, elle-même contradictoire, des Juifs : « race inférieure » et ennemi suprême de l'Allemagne. Fallait-il les laisser partir au risque de renforcer les ennemis du Reich, alors que Hitler poussait de plus en plus loin ses provocations en politique étrangère ? Et puis c'était la marche à la guerre qui expliquait l'incapacité des nazis à trouver une « solution allemande de la question juive ». L'expulsion des Juifs du Reich était l'un des éléments de la préparation de la guerre. En même temps qu'il avait définitivement confié à Himmler les polices du Reich, Hitler avait nommé Göring ministre responsable du Vierjahresplan (Plan de quatre ans) qui devait préparer l'économie allemande à mener la conquête de « l'espace vital » à l'Est. Mais si les Juifs partaient, ils emportaient avec eux des capitaux qui feraient cruellement défaut au régime en train de développer une économie de guerre – parce qu'il était persuadé qu'aucun compromis n'était possible avec la « juiverie internationale ». Donc les Juifs devaient payer une « taxe de départ » qui de fait les dissuadait de partir – la taxe monta à 81 % en octobre 1936 ; 96 % à partir de septembre 1939 (dit page précédente). En bref, la politique antijuive des nazis parcourait un cercle vicieux.

La présence des Juifs apparaissait au Führer comme un danger dans la mesure où, agents de la « juiverie internationale » – dans son versant capitaliste et dans son versant communiste –, ils pouvaient saboter le plan secret de l'Allemagne. Cependant, aussi prudent fût-il, Hitler aurait

progressivement à se découvrir, et il espérait que les Juifs du Reich pourraient lui servir d'otage pour résister aux pressions des gouvernements étrangers – à partir du moment où ils s'opposeraient à la politique allemande, ce serait la preuve qu'ils étaient manipulés par les « Juifs ». Hitler espérait en outre que la mobilisation contre la menace juive dans le monde ouvrirait les yeux d'un certain nombre de ressortissants d'autres pays et susciterait des alliés à l'Allemagne. Enfin, dernier élément essentiel, plus l'Allemagne orientait son économie vers la guerre, plus elle vivait en autarcie, plus elle avait des besoins urgents de financement interne. La confiscation des biens juifs était essentielle, moins pour pouvoir financer l'économie de guerre en tant que telle que pour pouvoir couvrir provisoirement la création artificielle de monnaie que requérait cet effort de guerre. La sortie des capitaux juifs en cas d'émigration massive aurait été une catastrophe pour l'Allemagne de plus en plus à court de devises.

Himmler et Göring avaient été rivaux au moment de la conquête par le premier du commandement des polices du Reich. A présent, ils allaient devenir les plus intimes collaborateurs de Hitler en matière de politique antijuive et leur coopération serait en quelque sorte concrétisée par le poids grandissant de Reinhard Heydrich, leur chargé de mission commun pour la « question juive ». L'idéologie triomphait au cœur du mémorandum que Hitler avait rédigé durant l'été 1936 – en même temps que se déroulaient les Jeux Olympiques – pour dresser les objectifs de l'orientation complète, dans les quatre ans à venir, de l'économie vers la guerre :

> Depuis le début de la Révolution française, le monde s'est précipité vers un nouveau conflit, dont la résolution la plus extrême a pour nom bolchevisme, mais dont le contenu et le but sont la suppression de toutes les couches de la société qui ont donné jusqu'ici

ses dirigeants à l'humanité et leur remplacement par la juiverie internationale[146].

Au congrès de Nuremberg de 1937, le 13 septembre, Hitler développa la même vision mais en insistant sur le danger bolchevique. En pleine guerre d'Espagne, alors qu'une partie de l'opinion française avait développé une forte hostilité au Front populaire, tandis que l'Europe apprenait avec effarement l'existence des procès staliniens, Hitler tentait de neutraliser l'hostilité éventuelle de la « communauté des nations civilisées européennes » envers l'expansionnisme allemand à venir. Heydrich, toujours prompt à se couler dans la pensée du Führer, lui faisait écho dans une note secrète intitulée L'Etat actuel de la recherche sur l'Est :

> L'importance de l'Est et surtout de l'Union soviétique tient au fait que ce territoire a été conquis par le bolchevisme juif et qu'il est devenu la base principale de sa lutte contre l'Allemagne nationale-socialiste ; même les forces non bolcheviques qui sont aussi des ennemies du national-socialisme voient dans l'Union soviétique l'arme la plus efficace contre le national-socialisme[147].

L'épisode le plus révélateur de l'année 1937 s'était pourtant déroulé pratiquement six mois avant le congrès de Nuremberg et nous allons nous y arrêter un instant, car il nous donnera une clé pour beaucoup d'analyses ultérieures. Au début de cette année, un mouvement de pression de la base du parti se manifestait à nouveau, comme en 1935. Un certain nombre de militants souhaitaient que soient installées des pancartes « magasins allemands ». Hitler jugeait l'initiative inopportune et il le dit ouvertement lors d'un discours qu'il tint le 29 avril 1937. Prenant comme prétexte l'article d'une feuille locale du parti où il avait trouvé la formule « nous exigeons le marquage des magasins juifs », il commença par en accabler l'auteur :

> Que signifie ce « nous exigeons » ? Je vous demande au nom de

> qui on exige ? Qui peut donner l'ordre ? Moi, et moi seul ! Ainsi ce monsieur, ce rédacteur exige, au nom de ses lecteurs, que je le fasse. Je voudrais d'abord préciser ceci : bien avant que ce rédacteur ait eu la moindre idée sur la question juive, je l'avais déjà étudiée à fond ; ensuite, voici deux, trois ans que le problème d'une signalisation spéciale des commerces juifs est à l'examen, et il se résoudra un jour de lui-même, d'une façon ou d'une autre[148].

Un extrait de ce genre devrait, de notre point de vue, clore définitivement le débat entre intentionnalistes et fonctionnalistes. L'histoire du III^e^ Reich est remplie d'initiatives de la base mais personne dans le Reich n'a jamais contraint Hitler à quoi que ce soit. Son autorité était absolue et devait rester incontestée. Nous avions vu Heydrich, en septembre 1935, évoquer le thème du marquage des commerces juifs et le Führer entendait montrer qu'il était toujours au courant du moindre détail de ce qui était discuté dans la hiérarchie du parti. En revanche, et il le disait dans cet extraordinaire condensé, il n'aimait pas non plus devoir intervenir dans les détails. Il aimait laisser ses subordonnés immédiats arriver à une solution pratique ; tel est le sens de la formule « le problème se résoudra de lui-même, d'une façon ou d'une autre ».

La suite du discours hitlérien était tout aussi intéressante : « Et laissez-moi ajouter ceci : le but final de notre politique nous apparaît clairement à tous. » Après avoir réaffirmé son autorité, Hitler réintégrait le nazi zélé qu'il avait fustigé à la communauté du parti. Il prononçait une formule d'autant plus mobilisatrice qu'elle était sibylline. Hitler, après avoir rappelé le Führerprinzip, confirmait qu'il encourageait les initiatives de la base, au service de l'objectif de l'Entfernung der Juden (« l'éloignement des Juifs » ?), auquel il avait toujours pris garde à ne jamais donner un contenu concret, de manière à stimuler conjointement l'adhésion à l'objectif et l'imagination pratique de ses subordonnés. Mais le Führer

croyait bon de préciser qu'il se réservait toujours le choix du moment :

> Je veille perpétuellement à ne pas faire un pas en avant pour ensuite reculer, ni prendre une mesure qui puisse nous faire du tort. Vous savez que je vais toujours jusqu'à l'extrême limite de ce qu'on peut risquer, mais que je ne franchis jamais cette limite.

L'auditeur n'était pourtant pas au bout de ses surprises. Hitler continuait en expliquant :

> Je ne veux pas forcer tout de suite l'ennemi à combattre ! Je ne dis pas « lutter » parce que je veux me battre, mais je dis : « Je veux t'anéantir ! » Alors je pourrai manœuvrer assez habilement pour t'acculer en sorte que tu ne réussisses pas à décocher un seul coup ; c'est alors que tu seras poignardé en plein cœur !

L'enregistrement de ce discours secret survécut à la guerre. A cet instant Hitler hurle à tue-tête. Puis, dans un spasme, les trois derniers mots explosent : « Das ist es ! » (« Voilà ! »). Suivent des applaudissements frénétiques de l'auditoire[149].

Rappel sarcastique de son autorité incontestable, aveu de son goût pour la délégation dans l'exécution pratique des décisions, expression d'objectifs vagues dans la formulation et radicaux dans l'intention, prudence tactique mais, pour finir, explosion de haine propre à galvaniser les énergies destructrices et désir exterminateur qui emporte l'orateur lui-même : il est rare que l'on voie Hitler dévoiler à ce point l'envers du décor.

I. Sauf mention contraire, les citations servant de titres de chapitres sont tirées du procès-verbal de la conférence de Wannsee.

2
« Renforcer et planifier l'accélération de l'émigration des Juifs hors des territoires du Reich »

Du rattachement forcé de l'Autriche à la Nuit de cristal

I.

Le 5 novembre 1937, Hitler avait fait connaître à un certain nombre d'officiers supérieurs et généraux, de diplomates et d'experts économiques son intention de déclencher « au plus tard en 1943-1945 » la guerre pour la conquête de l'espace vital[150]. Dans l'immédiat, il envisageait de profiter de la faiblesse des démocraties occidentales pour réintégrer au Reich la minorité « allemande » de Tchécoslovaquie et l'Autriche. En fait, cela signifiait que le dictateur inaugurait une nouvelle étape de son action. Il se sentait assez fort pour sortir du compromis avec les conservateurs et entraîner l'Allemagne dans une politique proprement nazie.

A la fin de l'année 1937, Hjalmar Schacht, ministre de l'Economie depuis mai 1934, fut contraint à la démission[151] ; au

début de l'année 1938, ce fut le tour de Konstantin von Neurath, ministre des Affaires étrangères, et du ministre de la Défense, le général von Blomberg[152]. Reinhard Heydrich aida le Führer à forger de fausses accusations d'homosexualité contre le commandant en chef de l'armée, le général von Fritsch[153], et Hitler prit de fait le commandement des forces armées.

C'est avec l'Anschluss que l'on commence d'observer la dialectique tragique qui se répète ensuite en Pologne et en Union soviétique : l'expansion territoriale du Reich fait augmenter le nombre de Juifs sous domination nazie et rend leur persécution d'autant plus probable que le contexte guerrier de l'expansion rend plus faciles à instaurer les mesures d'exception. 190 000 Juifs supplémentaires passèrent, avec l'Anschluss, sous la domination du Reich.

Dans le cas spécifique de l'Autriche jouait un autre élément. Hitler revenait dans le pays qu'il avait quitté en 1912 et où ses préjugés avaient trouvé leur première formulation. Du fait de l'éclatement de l'Empire austro-hongrois, 93 % des Juifs d'Autriche vivaient à Vienne, où ils représentaient 9,4 % de la population.

Enfin, il faut mentionner la disposition relativement plus grande de la population autrichienne, en particulier à Vienne, à encourager la persécution par les nazis – l'antisémitisme avait été l'un des plus grands motifs de vulnérabilité à la propagande nazie des Autrichiens sous le régime de Dollfuss et Schuschnigg. Elle martelait que la dictature chrétienne-sociale était sous « influence juive[154] ». Dans la nuit précédant l'invasion des troupes du Reich, une amorce de pogrom eut lieu à Vienne et dans d'autres villes d'Autriche[155]. Les violences durèrent ensuite plusieurs semaines. « La foule se délectait de spectacles dégradants : usant de menaces et de coups, d'innombrables crapules de tout acabit, en uniforme du parti ou arborant un brassard improvisé marqué du svastika, dépouillaient les Juifs, terrifiés, impuissants, de leur argent,

bijoux, mobilier, voitures, appartements et commerces[156]. » Des SA tuèrent froidement le président du conseil d'administration de la Kreditanstalt et le directeur général de la Pulverfabrik (produits chimiques). Quelques semaines plus tard, la Deutsche Bank confisquait la Kreditanstalt – contrôlée par les Rothschild – et IG Farben finissait d'absorber Pulverfabrik[157].

Les Juifs furent d'emblée exclus du vote pour le référendum sur le rattachement de l'Autriche au Reich, qui se tint le 10 avril 1938. En quelques semaines, toute la législation allemande contre les Juifs avait été introduite dans le pays, suivant un procédé de simple transfert législatif imaginé en Haute-Silésie et qui serait appliqué par la suite aux Sudètes, au protectorat de Bohême-Moravie, puis aux territoires polonais « incorporés ».

Une grande partie des entreprises tenues par des Juifs fut immédiatement confisquée. Simultanément, on entreprit de s'emparer des logements juifs dans tout le pays, en particulier à Vienne[158].

Il y avait eu des brutalités venues de la base du mouvement nazi et d'une minorité de la population en Allemagne mais pas au degré que connut l'Autriche dans les semaines qui suivirent l'Anschluss. Pour Heydrich, il s'agissait d'une aubaine, et dès le 17 mars, il écrivait à Josef Bürckel, commissaire au rattachement de l'Autriche au Reich, que la Gestapo allait intervenir contre les nationaux-socialistes qui s'étaient permis « ces derniers jours de lancer [contre les Juifs] des attaques de grande envergure avec un total manque de discipline[159] ». En fait, les violences désordonnées ne cessèrent pas immédiatement, des SS se mêlant d'ailleurs aux SA, et conduisirent à une première vague d'expulsions non contrôlées de Juifs vers la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Hongrie (plusieurs milliers de personnes)[160].

Dès l'entrée des troupes allemandes, un

Sonderkommando (commando spécial) du Referat II 112 du SD avait commencé son travail à Vienne. Herbert Hagen était arrivé à Vienne le 12 mars et il resta sur place jusqu'au 11 avril. Eichmann l'avait rejoint le 16 mars[161]. La tâche du Sonderkommando était d'arrêter un certain nombre de fonctionnaires juifs dont la liste avait été dressée préalablement à l'invasion et de confisquer les archives d'organisations juives et de particuliers[162]. Le SD pensait avoir ainsi largement de quoi alimenter les preuves du « complot juif international » contre l'Allemagne[163]. Il n'était pas le seul à en être persuadé : Rosenberg, vieux compagnon du Führer, qui l'avait laissé s'emparer de la coordination idéologique au sein du régime, voulait offrir au congrès du parti de septembre 1938 une exposition portant sur « le sort de l'Europe à l'Est » et il s'adressa à la Gestapo de Vienne pour savoir si dans les archives saisies, en particulier les archives Rothschild, on trouverait la preuve que les Juifs de l'Est étaient en contact avec le monde industriel d'une part et les marxistes d'autre part ; Albert Hartl (1904-1982), de la Gestapo à Vienne, fit répondre qu'aucun document de ce type n'avait été saisi[164]. Un rapport interne du SD raconte comment Julius Streicher, le rédacteur en chef du Stürmer, demanda à Himmler d'ouvrir les archives Rothschild de Vienne pour contribuer à un « travail historique monumental sur les Juifs, la criminalité juive et la législation juive en Allemagne, d'hier à aujourd'hui » ; Himmler accepta, à condition qu'un représentant du SD fût là lors de la consultation[165].

Mais ce qui importa dès le départ à Heydrich et Eichmann, ce fut d'exploiter l'atmosphère créée par les désordres des antisémites de rue pour imposer l'autorité du SD sur la politique antijuive. Après la Haute-Silésie, l'Autriche était la deuxième étape de cette « conquête de l'Est » à l'occasion de laquelle les hommes de Heydrich allaient s'efforcer d'imposer leur autorité sur la « question juive ». Dès

la mi-avril, un mois après son arrivée, Eichmann autorisa à nouveau certaines organisations juives : la Israelitische Kultusgemeinde, représentation du judaïsme, le Zionistischer Landesverband für Österreich et l'Agudat Israel, association du judaïsme orthodoxe[166]. Le directeur administratif de la Kultusgemeinde, Josef Löwenherz, dut immédiatement se mettre au service de la politique d'émigration forcée que Heydrich voulait mettre en place. Celle-ci devait être financée par les Juifs eux-mêmes et la Kultusgemeinde dut verser immédiatement plusieurs centaines de milliers de Reichsmark.

Eichmann écrivait à Hagen le 8 mai 1938 : « J'espère être sous peu en possession des annuaires juifs des Etats voisins que je vous ferai suivre » – toujours l'obsession nazie des ramifications internationales du « complot juif ». « Je les juge d'une grande aide. Toutes les organisations juives d'Autriche ont reçu l'ordre d'établir des rapports hebdomadaires. Ils iront aux experts concernés du II 112 dans chaque cas, et aux divers bureaux. Les rapports se subdiviseront en rapport de situation et rapport d'activités. Ils devront être remis toutes les semaines, le lundi à Vienne, le mercredi dans les provinces. J'espère être en mesure de vous envoyer les premiers demain. Le premier numéro de la Rundschau sioniste doit paraître vendredi prochain. Je me suis fait envoyer le numéro zéro et m'occupe en ce moment de le censurer, tâche ennuyeuse s'il en est. Vous le recevrez aussi, bien sûr. Le moment venu, j'en ferai "mon journal" jusqu'à un certain point. » Eichmann exigeait que 20 000 Juifs pauvres aient émigré entre le 1er mai 1938 et le 1er mai 1939[167].

En fait, Heydrich, pour qui « le problème n'était pas de faire partir les Juifs riches mais de se débarrasser de la racaille[168] », fut en mesure d'annoncer, à la conférence du ministère de l'Air du 12 novembre 1938, dont nous reparlerons, que 50 000 Juifs avaient déjà quitté l'Autriche[169],

chiffre qui avait doublé en mai 1939. Dès août 1938, le département II 112 du SD-Oberabschnitt Österreich était devenu, après accord entre Josef Bürckel et Heydrich, la Zentralstelle für jüdische Auswanderung (« Centrale de l'émigration juive »), installée dans l'ancien palais Rothschild ; Eichmann reçut le titre de conseiller aux Affaires juives auprès de l'inspecteur de la police de Sécurité et du SD en Autriche Franz Walter Stahlecker[170]. La demande de Josef Löwenherz de ne plus avoir affaire qu'à un seul interlocuteur allemand – au lieu de multiples instances qui menaient chacune leur politique antijuive – avait été aussitôt exploitée par les hommes de Heydrich. Fin août, Herbert Hagen revint à Vienne pour rassembler les éléments d'un rapport à Heydrich sur la Zentralstelle. Il y insista sur le gain de temps pour l'obtention des papiers par les Juifs que représentait la centralisation de la procédure et sur le fait que la Zentralstelle assurait que « la ligne du Sicherheitsdienst [était] appliquée, sans qu'un autre service ait la possibilité ou l'autorisation pour se mêler de façon décisive [de la question juive][171] ».

« L'objectif de centraliser la politique antijuive entre les mains du SD avait été largement atteint en Autriche. Les expériences que purent faire Eichmann et ses hommes, mais aussi le Bureau central du SD avec la Zentralstelle de Vienne nouvellement constituée, furent d'une importance décisive pour la suite des événements[172]. » Hagen proposa à Heydrich, début novembre, de fonder une Centrale de l'émigration dans ce qu'on appelait désormais « Vieux Reich » (Altreich)[173]. Heydrich l'annota le 10 novembre, au lendemain de la Nuit de cristal, par l'indication que le SD et le Gestapa devaient faire une proposition allant dans ce sens, non seulement pour le Vieux Reich mais pour la région des Sudètes[174].

II.

La politique de persécution fut menée en Autriche avec moins de précautions qu'en Allemagne. Selon Eichmann, c'est à cette époque que l'on utilisa pour la première fois l'expression « solution finale de la question juive[175] ». La privation des droits civiques, la confiscation des biens, la ségrégation sociale étaient conduites au pas de charge. La concentration de la population juive à Vienne facilitait le processus et les nazis y virent pour la première fois comme la concentration des populations juives était une condition préalable à la mise en place d'un « antisémitisme rationnel » et non plus seulement « émotionnel », selon la distinction hitlérienne. Inaugurant une politique de « ghettoïsation » qui serait reprise et amplifiée en Pologne puis en Union soviétique, Himmler ordonna, en octobre 1938, de regrouper à Vienne tous les Juifs d'Autriche qui n'avaient pas encore émigré. Adolf Eichmann mit par exemple en place avec Odilo Globocnik (1904-1945), Gauleiter du Bas-Danube, la déportation de 10 000 Juifs habitant la banlieue de Vienne. Fin octobre, il rendit visite aux responsables locaux du Sicherheitsdienst, leur demandant de faire « avertir les Juifs, par les antennes locales de la Gestapo, qu'ils devaient avoir quitté le pays au 15 décembre 1938 ou résider à Vienne le 31 [décembre] 1938[176] ».

Pour forcer les Juifs à l'émigration, il fut procédé à un certain nombre d'arrestations. Le printemps et l'été 1938 virent l'arrestation de plusieurs milliers de Juifs, qu'on accusa, par exemple, d'avoir enfreint les lois racistes de Nuremberg. Ils furent envoyés en camp de concentration – la plupart à Dachau – et un certain nombre d'entre eux périrent de mauvais traitements. De façon significative, c'est aussi à propos des Juifs autrichiens que fut imaginée – mais non réalisée – une formule que Heydrich reprit par la suite à son compte : en octobre 1938, Walter Rafelsberger, responsable de l'aryanisation de l'économie autrichienne, suggéra de créer

trois camps de concentration pouvant chacun accueillir 10 000 Juifs, qui seraient situés dans des zones inhabitées, principalement des terrains sablonneux et marécageux ; les camps fourniraient du travail aux Juifs mis au chômage par les lois antisémites et « l'aryanisation » du capital juif[177].

Plus on s'éloignait du territoire allemand, entre 1938 et 1941, plus la persécution des Juifs était menée radicalement. La première étape de l'expansionnisme allemand en Autriche eut un effet en retour d'accélération de la persécution des Juifs dans le Reich[178]. Comme pour marquer ce passage à une nouvelle étape, en juin 1938, sur ordre de Heydrich, 10 000 asociaux furent arrêtés par la Kripo et envoyés en camp de concentration : parmi eux, 1 500 Juifs, qui furent conduits à Buchenwald[179].

Au début de 1938, les Juifs allemands avaient dû rendre leurs passeports. Il n'en était attribué de nouveaux qu'en cas d'émigration. En juillet 1938, le ministère de l'Intérieur obligea les Juifs à se faire établir avant la fin de l'année une carte d'identité spéciale. En août de la même année, un décret rédigé par Hans Globke fit savoir que tout Juif ne portant pas un prénom « typique » – une liste était jointe – devait ajouter Israël ou Sarah à son nom[180]. Dès la fin mars, le SD remettait à la chancellerie du Reich un mémorandum sur les Mischlinge (« métis ») dans la fonction publique, dans l'espoir de pouvoir contribuer à une radicalisation de la législation[181].

« L'aryanisation » des biens juifs en Autriche fut le prétexte à l'accélération du même processus de pillage en Allemagne – les avoirs juifs avaient fondu de moitié entre 1933 et 1937[182]. Par ordonnance du 26 avril 1938, tous les Juifs durent déclarer leurs revenus quand leur patrimoine, en Allemagne et à l'étranger, représentait plus de 5 000 RM. L'aliénation d'un bien entre Juifs devait faire l'objet d'une autorisation administrative. Les entreprises juives devaient être inscrites dans un registre spécial et le ministère de

l'Economie commença d'imaginer de marquer les entreprises juives – définies le 14 juin 1938 dans le troisième décret additionnel à la loi sur « la citoyenneté du Reich » – et leurs produits d'un signe « distinctif ». Dans les jours suivants, les activistes du parti – SA, SS en civil, membres de la Hitlerjugend, membre du DAF (Front allemand du travail) – passèrent à l'action, par exemple à Berlin. Au début de l'automne 1938, on commença à planifier la confiscation des biens immobiliers possédés par des Juifs.

« La vague d'aryanisation forcée » qui s'ensuivit, souvent relayée par des désordres suscités à la base du parti, en particulier sous l'impulsion de Goebbels à Berlin[183], « mit fin au comportement relativement modéré qu'affichaient jusque-là les grandes compagnies. Les nouvelles incitations économiques, la pression du parti, la disparition du modeste contrepoids conservateur (qu'avait incarné Schacht) effacèrent toute différence entre le brutal accaparement de la canaille et la courtoisie des élites[184] ». A part les sommes financières en jeu, il n'y avait plus grande différence entre ces membres de la Hitlerjugend qu'une journaliste américaine vit fracasser les vitrines d'une bijouterie à Berlin en juin 1938 en criant « Au diable la racaille juive[185] ! » et le Vorstand de la Dresdner Bank qui perçut une commission de 2 % sur la vente des commerces juifs dont elle s'occupa, gagnant ainsi plusieurs millions de Reichsmark entre 1937 et 1940[186]. Göring, avec ses relations, ses manières apparemment policées et sa brutalité foncière, avait largement contribué à la corruption des élites et, en plein pillage, le 14 octobre 1938, il annonça que la dernière phase du processus d'aryanisation des biens juifs allait commencer. Et, comme dans le cas de l'incendie du Reichstag, le régime saisit le prétexte du pogrom national de novembre 1938 pour mettre en branle la dernière vague du vol collectif.

III.

Début 1938, Heydrich fit publier un décret expulsant cinq cents Juifs de nationalité soviétique, à la demande de la Wilhelmstrasse qui voulait des représailles après que l'Union soviétique avait fait expulser des citoyens allemands[187]. Comme Moscou ne voulait pas reprendre ces citoyens soviétiques, Heydrich ordonna, le 28 mai 1938, d'interner les hommes en camp de concentration. A la même époque, des arrêtés d'expulsion visèrent aussi les Juifs roumains se trouvant sur le territoire allemand. Et la Gestapo se mit à expulser plus systématiquement des Juifs d'Autriche[188].

L'annexion des Sudètes conduisit à une radicalisation supplémentaire. Les Juifs de la région furent immédiatement expulsés vers ce qui restait de la Tchécoslovaquie. Les autorités tchécoslovaques refusèrent de les accueillir et les malheureux expulsés furent, pour certains, dirigés vers la frontière hongroise. Finalement, plusieurs milliers de personnes furent installées dans un camp de personnes déplacées dans un no man's land entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Hitler avait demandé à Ribbentrop de préparer, en plus, l'expulsion de 27 000 Juifs tchèques vivant en Autriche[189].

Victimes d'exactions de la base du parti nazi ou anticipant sur la violence dont ils pourraient être victimes, en particulier si les expulsions de la Gestapo se multipliaient, de nombreux Juifs autrichiens tentaient de fuir alors que les pays européens leur fermaient de plus en plus leurs frontières. Ainsi la Suisse avait-elle envoyé en septembre 1938 une délégation négocier avec Werner Best, chef du Gestapa[1], l'introduction d'un « J » dans les passeports des Juifs voulant émigrer[190]. Le procès-verbal de la réunion tenue par le Conseil fédéral suisse, six mois plus tôt, le 28 mars 1938, qui avait motivé le refus de la Suisse d'accueillir massivement des Juifs fuyant la persécution

en Allemagne ou en Autriche, mérite d'être partiellement cité, car il était représentatif de l'état d'esprit qui régnait alors dans la plupart des pays – et anticipait sur l'échec de la conférence d'Evian en juillet 1938 :

> En raison des mesures déjà prises ou en préparation dans d'autres pays contre l'afflux de réfugiés autrichiens, nous nous trouvons dans une situation délicate. Il est clair que la Suisse ne peut être qu'un pays de transit pour les réfugiés d'Allemagne et d'Autriche. Outre la situation de notre marché du travail, la proportion excessive d'étrangers à l'heure actuelle nous oblige à adopter des mesures de défense rigoureuses contre le séjour prolongé de ces éléments. Si nous ne voulons pas créer de base à un mouvement antisémite qui serait indigne de notre pays, nous devons nous défendre de toutes nos forces, quitte à nous montrer inflexibles, si nécessaire, contre l'immigration de Juifs étrangers, surtout de l'Est[191].

De tous les pays qui auraient pu accueillir des Juifs, c'est la Pologne qui, à cette époque, s'y refusait le plus farouchement ; elle souhaitait même faire partir les Juifs de chez elle, même si c'était moins brutalement que l'Allemagne nazie[192]. Ce n'est pas, comme on le dit souvent, une forme d'antijudaïsme chrétien qui jouait le premier rôle. Le christianisme polonais était traversé de courants contradictoires, comme le montrait une lettre pastorale du primat de Pologne diffusée au début de 1937, qui juxtaposait des préjugés judéophobes traditionnels et l'interdiction signifiée aux chrétiens polonais de maltraiter les Juifs – d'autant plus, sous-entendait le prélat, que ce serait faire le jeu de l'Allemagne[193]. C'était le nationalisme qui poussait à l'antisémitisme. Etat resurgi en 1919 de l'effondrement de trois empires, la Pologne était un ensemble multinational. Plus les frontières de l'Etat étaient étendues – et la Pologne aspirait à retrouver des frontières « historiques » –, moins la nation polonaise réussissait à y dominer les autres.

Dans le cas des Juifs de Pologne, l'hostilité éprouvée par

une partie des nationalistes polonais était exacerbée par le fait que, dans ce pays encore majoritairement rural, les Juifs étaient une population aux deux tiers urbaine. S'ils représentaient environ 10 % de la population totale, ils constituaient 30 % de la population de Varsovie, Cracovie et Łódź ; 40 % de celle de Grodno ; 60 % de celle de Pinsk[194]. L'hostilité d'une partie des nationalistes était accrue par le fait que les Juifs jouaient un rôle important dans la vie politique et aussi par le fait qu'ils préféraient parler le yiddish au polonais. S'y ajoutait l'antibolchevisme qui faisait assimiler le mouvement socialiste du Bund (Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, Pologne et Russie, mouvement socialiste créé en 1897 à Vilnius, opposé au sionisme) au communisme russe.

Sous l'effet de la crise économique et de la montée des tensions en Europe, on assista, dans les années 1930 à une droitisation de la vie politique polonaise, le gouvernement dit « des colonels » se rapprochant du fascisme polonais en train de naître au sein du parti national-démocrate Endek où l'on plaidait pour l'émigration forcée des Juifs en Palestine, l'adoption d'un quota juif dans les universités, et qui laissait se déployer un antisémitisme de rue sur le mode des SA. De fait, non seulement une politique officieuse de numerus clausus fit diminuer de moitié le nombre des étudiants juifs entre 1928 et 1938, mais aussi, dans certaines régions eurent lieu des boycotts de commerces juifs et on recensa, en 1935 et 1936, au moins cent cinquante pogroms.

Soumis à la pression de l'extrême droite polonaise, le gouvernement essaya de redonner vie, au milieu des années 1930, à une idée dont l'antisémite Paul de Lagarde avait eu la paternité dans les années 1880 : l'installation des Juifs à Madagascar. En janvier 1937, des négociations s'engagèrent même entre le gouvernement français de Léon Blum et le gouvernement polonais, puisque Madagascar était une colonie

française. Une mission d'étude fut envoyée dans l'île, composée de trois Polonais, dont deux juifs. Ces derniers firent un rapport pessimiste sur les possibilités d'installation d'une population juive nombreuse sur l'île. Mais le gouvernement polonais écouta l'avis favorable du troisième membre, non juif, de la commission et des négociations furent entamées en 1938 avec le gouvernement français, qui n'aboutirent pas.

Cet épisode a joué un rôle important dans la gestation du « projet Madagascar » des nazis, dont nous reparlerons plus loin. Le 5 mars 1938, un collaborateur de Heydrich écrivait à Adolf Eichmann :

> Veuillez réunir sans tarder les éléments d'un mémorandum qui devra être élaboré à l'attention de C.[195] avec la collaboration de II B4[196]. Le mémorandum doit montrer clairement que, sur sa base actuelle (l'émigration), la question juive ne peut pas être résolue (problèmes de financement, etc.) et que nous devons donc commencer à envisager une solution internationale, comme il s'en négocie déjà entre la Pologne et la France[197].

Ce document est important non seulement parce qu'il nous révèle l'origine d'une des versions intermédiaires de la « solution de la question juive » imaginée par les nazis, mais aussi parce qu'il témoigne de la conscience qu'avait Heydrich des impasses de la politique antijuive des nazis à partir du moment où les autres pays d'Europe et les nations du continent américain refusaient d'accueillir massivement des réfugiés juifs. Ainsi voyait-on des Juifs autrichiens se réfugier dans le pays de Bade pour fuir la persécution en Autriche[198].

Le 28 mars 1938, les associations cultuelles juives se voyaient retirer leur statut de « corporation de droit public » et les avantages fiscaux qu'elles en avaient retirés. Elles perdaient de fait les moyens de financer, entre autres choses, l'émigration des Juifs les plus pauvres. Mais, de façon plus étonnante, quelques semaines plus tôt Reinhard Heydrich avait décidé de dissoudre la principale organisation

représentant le sionisme en Allemagne, la Staatszionistische Organisation, contre toute la politique menée jusqu'ici[199]. C'était une réaction au fait que l'Allemagne était de plus en plus embarrassée par la politique du gouvernement polonais qui semblait désormais vouloir, autant que Berlin, trouver une « solution de la question juive » chez elle, grâce à un accord international autour de l'émigration des Juifs, soit vers la Palestine, soit vers un territoire « colonial ».

Un temps, le gouvernement polonais avait espéré une coopération avec le Reich, une coalition des forces pour profiter de la neutralité bienveillante de la France et des Etats-Unis en faveur de l'émigration organisée des Juifs de Pologne vers la Palestine ou vers une colonie en Afrique, pour surmonter l'opposition de la Grande-Bretagne[200]. L'Anschluss avait changé la donne : l'Allemagne semblait vouloir prendre de vitesse la Pologne ; elle avait recours à des méthodes si brutales qu'elle offrait un prétexte supplémentaire à la Grande-Bretagne pour refuser d'ouvrir, sous la pression, les vannes de l'immigration juive en Palestine. Le 31 mars 1938, en réaction à l'Anschluss, le parlement polonais avait voté une loi autorisant à priver de sa citoyenneté polonaise un ressortissant polonais vivant à l'étranger. Puis, en octobre 1938, le gouvernement annonça l'annulation des passeports de ses ressortissants à l'étranger qui n'auraient pas obtenu une autorisation spéciale d'entrée en Pologne avant la fin du mois[201].

Le 26 octobre 1938, pour devancer la perte de leur nationalité par les Juifs polonais résidant en Allemagne, Himmler avait ordonné à la police d'arrêter tous les hommes juifs de nationalité polonaise se trouvant sur le sol allemand et de les expulser vers la Pologne avant le 29 octobre minuit[202]. Seuls les hommes étaient officiellement arrêtés, mais Himmler et Heydrich savaient bien que les femmes et les enfants suivraient plutôt que d'être privés des moyens de vivre en

Allemagne. Environ 16 000 Juifs polonais furent regroupés par les troupes de Himmler et transportés jusqu'à Zbaszyn où on leur fit traverser la rivière marquant la frontière entre les deux pays. Les gardes-frontières polonais refoulèrent les expulsés puis, comme les Allemands ne voulaient pas les reprendre, les enfermèrent dans un camp proche de Zbaszyn[203].

IV.

Le 7 novembre 1938 au matin Herszel Grynszpan, dont les parents et la sœur avaient été de la sorte expulsés puis refoulés, déchargea un revolver sur un diplomate de l'ambassade d'Allemagne à Paris, Ernst vom Rath, qui succomba deux jours plus tard à ses blessures[204].

L'attentat était le prétexte idéal pour les responsables nazis qui voulaient s'en prendre aux Juifs dans l'ensemble du Reich. La presse allemande reçut pour instruction de mentionner qu'il s'agissait du deuxième attentat commis par un Juif contre un responsable allemand, preuve de l'existence d'une conspiration de la « juiverie mondiale » contre l'Allemagne. Lorsque David Frankfurter avait assassiné Wilhelm Gustloff, Hitler avait empêché que l'on entreprît quoi que ce soit mais, peu de temps après, dans la directive instituant le Plan de quatre ans, le dictateur avait réclamé une loi qui « tiendrait l'ensemble de la juiverie allemande pour responsable de tous les dommages infligés individuellement par les membres de cette bande de criminels à l'économie allemande et donc au peuple allemand[205] ». Hitler avait précisé qu'il s'agirait de faire payer les Juifs pour l'assassinat de Gustloff. Comme précédemment, le Führer avait laissé mûrir la situation. A présent, la frustration de la base, privée de sa vengeance en 1936, le resserrement de l'appareil législatif antijuif, l'avidité croissante des voleurs de biens juifs, le

sentiment, dans l'entourage de Himmler et Heydrich que la politique d'émigration forcée était dans une impasse, toutes ces tendances convergeaient pour demander au dictateur de passer à l'action.

L'idée d'un pogrom avait lentement mûri depuis qu'en janvier 1937 un mémorandum du SD, vraisemblablement rédigé par Eichmann, l'avait envisagé[206] et Hagen, à Vienne, en octobre 1938, avait vanté les « émeutes populaires » si l'on voulait résoudre « la question juive », par exemple en Slovaquie, proche de l'Autriche[207]. Peu avant l'Anschluss, déjà, en février 1938, des rumeurs concernant un pogrom imminent étaient parvenues jusqu'en Palestine[208]. Des troubles avaient eu lieu à partir du début juin : non seulement des destructions de magasins, mais aussi des incendies de synagogues (le 9 juin à Munich ; le 10 août à Nuremberg)[209].

Le 8 novembre, le Völkischer Beobachter avait publié un éditorial menaçant : l'attentat de Paris allait provoquer un changement d'attitude de l'Allemagne vis-à-vis des Juifs. Des violences spontanées éclatèrent dans plusieurs villes d'Allemagne[210]. Pourtant rien n'était encore décidé par Hitler, qui ne fit aucune allusion à l'attentat dans le discours qu'il prononça le 8 novembre au soir. Goebbels lui-même ne dit rien dans son journal à la date du 9 novembre. Etait-ce dissimulation de la part du dictateur et de son ministre de la Propagande[211] ?

Nous préférons l'analyse selon laquelle ni Hitler ni Goebbels n'avaient besoin de planifier quoi que ce soit : il suffisait d'une allumette pour que le feu prenne tant il y avait de matière combustible[212]. Plusieurs émeutes antijuives avaient éclaté suscitées par la base du parti. Ajoutons que, d'une part, si plan il y avait eu, il n'aurait été élaboré que depuis le 7 novembre, et que, d'autre part, aucune trace n'est restée d'une préparation quelconque de l'événement. Le fonctionnement du III^{e} Reich est celui de la « mobilisation

permanente », qui rend les individus disponibles à la moindre occasion.

Le 9 novembre 1938, on apprit dans l'après-midi la mort de vom Rath. Goebbels obtint le soir de Hitler une autorisation de déclencher une action. Puis il prononça un discours dans lequel il expliquait que le Führer ne souhaitait pas que le parti organisât quoi que ce fût ; mais qu'il ne s'opposerait pas à la « colère du peuple[213] ».

Les historiens, souvent, ne voient que rhétorique dans cette déclaration. Mais, comme souvent dans les déclarations des chefs nazis, il faut respecter le texte : Hitler n'était pas à l'origine du « pogrom national ». Celui-ci faisait partie de l'arsenal de mesures imaginées chez les agitateurs du parti en matière de politique antijuive. Il s'agissait d'accomplir, cette fois de façon coordonnée, ce qui s'était déroulé, de manière récurrente, dans différentes régions du Reich. Et le ministre de la Propagande a sans doute saisi l'occasion d'accomplir ce qu'il pensait être le couronnement de l'agitation amorcée en 1933 avec le boycott des magasins juifs (1er avril 1933)[214]. En même temps, il aurait été impensable de déclencher un tel pogrom national sans l'aval de Hitler, comme il l'indiquait dans son journal :

> Je vais à la réception du parti dans l'ancien Hôtel de Ville. Formidable animation. J'explique l'affaire au Führer. Il décide : on laissera les manifestations se poursuivre. On rappellera la police. Pour une fois, les Juifs doivent tâter de la colère populaire. C'est juste. Je donne immédiatement les directives correspondantes à la police et au parti.

Les témoins de la scène ont rapporté que, même observée à distance, la discussion entre Goebbels et Hitler fut animée, plus véhémente que ce qu'en dit le ministre de la Propagande dans son journal[215]. On peut imaginer, de la part du dictateur, à la fois une bouffée de rage antisémite et le souci de contrôler

l'événement. En même temps, Hitler, comme lors de l'incendie du Reichstag, mutatis mutandis, avait saisi immédiatement l'occasion qui s'offrait à lui.

Goebbels, qui avait menacé dès le 19 septembre 1930 de déclencher un pogrom si un dirigeant nazi était la cible d'une agression[216], et qui avait été frustré d'une telle vengeance après l'assassinat de Gustloff, jubilait lorsqu'il rapporta dans son journal comment les synagogues brûlaient à Munich et ailleurs. Il y a, dans son récit, du Néron contemplant l'incendie de Rome :

> Je veux rentrer à l'hôtel et je vois l'[embrasement] sanglant du ciel. La synagogue brûle. On éteint juste ce qu'il faut pour protéger les immeubles voisins. Sinon, tout doit brûler. Les informations affluent du Reich entier : cinquante, puis soixante-dix synagogues sont en flammes. Le Führer a ordonné l'arrestation immédiate de 20 000 à 30 000 Juifs. A Berlin, cinq, puis quinze synagogues réduites en cendre. [...] Comme on me reconduit en voiture à l'hôtel, des vitres volent en éclats. Bravo ! Bravo ! Les synagogues flambent comme de grosses cahutes décrépies[217].

Le lendemain, le ministre de la Propagande écrivait :

> Hier : Berlin. Dans cette ville, tout le monde a fait un travail fantastique ; incendie sur incendie. Excellente façon de procéder. Je prépare des instructions pour faire cesser l'action. Cela suffit pour l'instant. La populace risque d'envahir la scène ; dans tout le pays les synagogues sont réduites en cendres. J'en informe le Führer à l'Osteria. Il est d'accord sur tout. Ses idées sont extrêmement radicales et combatives.

Et il ajoute :

> Moyennant de légers changements, Hitler approuve mon décret sur la fin des actions. Le Führer prévoit des mesures très rigoureuses contre les Juifs. Ils doivent remettre eux-mêmes leurs commerces en état. Les compagnies d'assurance ne leur verseront rien. Ensuite, le Führer veut l'expropriation graduelle des entreprises juives. Je donne en secret les instructions nécessaires[218].

Pour nous qui connaissons d'autres sources sur le déroulement des événements et le contenu de la réunion qui eut lieu le 12 novembre au ministère de l'Air sous la présidence de Göring, le résumé de Goebbels fait la part trop belle à son auteur[219]. Certes Hitler l'avait laissé déclencher le pogrom, mais il avait ensuite demandé à la police de l'encadrer très strictement et c'est Göring qui était chargé de mettre en œuvre les modalités de la confiscation des biens juifs dont Hitler avait défini les contours à Goebbels[220].

Le 8 novembre 1938, Himmler avait convoqué les trente Gruppen- et Obergruppenführer[221] de la SS à Munich pour une réunion l'après-midi. Il y fut question de l'attitude de la SS face à la « question juive ». L'attentat de Grynszpan ne fut pas mentionné par Himmler. Il formula un programme pour la décennie à venir dans laquelle, expliquait-il[222], auraient lieu « des affrontements d'une violence inouïe. Il ne s'agit pas seulement du combat contre les nations, qui sont simplement manipulées par nos ennemis ; il s'agit du combat idéologique contre tous les Juifs, tous les francs-maçons, tous les marxistes et toutes les Eglises du monde. Ces forces savent – et je considère les Juifs comme leur élément moteur, comme le principe négatif même –, elles savent que si l'Allemagne et l'Italie ne sont pas détruites, c'est elles qui le seront. La conclusion est simple. Le Juif ne peut se maintenir en Allemagne. C'est une question d'années. Nous les chasserons en nombre de plus en plus grand et avec une brutalité sans exemple. L'Italie suit le même chemin et la Pologne elle aussi refuse les Juifs, elle a entrepris la même lutte vitale[223] ».

Tout en disant cela, Himmler ne faisait certainement pas allusion au pogrom, dont la SS et la police reçurent l'ordre de se tenir à l'écart – même si des SS y participèrent, en civil, à titre individuel. Lorsque Hitler couvrit de son autorité le déclenchement du pogrom, cela déconcerta Himmler dans un premier temps. Il dicta les remarques suivantes à l'un de ses

collaborateurs, à propos de la nuit du déclenchement du pogrom :

> Je suppose que c'est à la mégalomanie de Goebbels – dont je suis conscient depuis longtemps – et à sa stupidité qu'on doit le déclenchement d'une telle opération à l'heure où la situation diplomatique est particulièrement délicate[224].

Le Reichsführer SS aussi se trompait sur les intentions de Hitler. Ce dernier avait créé la situation internationale que Himmler qualifiait de « délicate » et, même si le dictateur en mesurait les risques, il la souhaitait telle. Et seule une atmosphère de crise semblait propice au Führer pour résoudre la « question juive » dans les territoires sous autorité du gouvernement du Reich.

En fait, on peut penser que dans l'esprit de Hitler, le pogrom national avait une fonction bien précise. La liesse populaire, lors de son retour à Berlin, après la conférence de Munich, l'avait profondément déçu[225]. Il n'aimait pas être fêté pour avoir sauvé la paix. La médiation de Mussolini l'avait privé d'une opération militaire. Si les Allemands n'étaient pas disposés à faire la guerre, Hitler entendait montrer qu'il ne renonçait en rien à la virulence idéologique de son programme. Les puissances occidentales, également, devaient comprendre que Munich n'avait été qu'une pause. Enfin, en accélérant la persécution des Juifs, Hitler allait mettre la Pologne au pied du mur : il allait lui proposer de résoudre en commun « la question juive » en Europe centrale en échange de quelques concessions territoriales qu'elle devrait faire au Reich[226]. Comme toujours chez Hitler, l'antisémitisme était le révélateur des intentions les plus profondes.

Ajoutons, pour finir sur l'état d'esprit de Hitler, qu'il ne lui était certainement pas indifférent que vom Rath fût mort un 9 novembre, jour anniversaire de l'effondrement du Kaiserreich. Les « criminels de novembre » avaient frappé une

nouvelle fois[227].

Pourtant, Himmler ne se trompait pas sur un point. Goebbels était pour le moins mégalomane lorsqu'il s'attribuait le pouvoir de donner des ordres à la police. Certes, en tant que Gauleiter de Berlin, il avait, au mois d'avril 1938, commandé au président de la police berlinoise un plan de persécution des Juifs de la ville. Et c'était le bureau de la Gestapo de Berlin qui lui avait proposé toute une série de mesures : cartes d'identité spécifiques pour les Juifs ; suppression de « l'école obligatoire » pour les enfants juifs, marquage des magasins, compartiments spéciaux pour les Juifs dans les transports publics, interdiction de pénétrer dans les parcs publics[228]. Mais précisément il n'y avait aucun encouragement à des actions du genre des pogroms. Et même, la SS et la police avaient reçu ordre de Hitler lui-même de mettre fin aux débordements berlinois dans la deuxième quinzaine de juin. De plus, le SD avait critiqué le schéma de la Gestapo berlinoise comme n'incluant pas suffisamment la perspective de l'émigration[229]. Il est vrai que Heydrich savait bien, aussi, comment il voulait exploiter les désordres suscités par les antisémites de rue, ainsi qu'il l'avait indiqué à plusieurs proches collaborateurs le 1er juin 1938 : tout incident créé par les agitateurs du parti devait conduire à des arrestations de Juifs et à leur envoi en camp de concentration[230].

C'est bien au Reichsführer SS que Hitler, après avoir laissé Goebbels déclencher le pogrom, confia le soin de contenir les débordements, d'en canaliser l'énergie destructrice pour la faire fructifier en une criminalité d'Etat.

Dès 23 h 30, le 9 novembre, Hitler, qui se trouvait dans son appartement privé de Munich en compagnie du Reichsführer SS, avait donné l'ordre aux SS de ne pas participer aux violences qui avaient été déclenchées : l'organisation devait « rester neutre[231] ». Une heure plus tard

environ, Himmler s'était entretenu avec Heydrich au téléphone, puis des instructions avaient été envoyées au SD et à la Gestapo. Elles étaient destinées à encadrer très strictement les violences : les biens allemands devaient être protégés ; les biens juifs pouvaient être détruits mais non pillés ; on ne devait pas s'en prendre aux étrangers (même aux Juifs étrangers !) ; les archives des synagogues devaient être transférées au SD ; enfin on devrait arrêter un certain nombre de Juifs – en priorité des hommes riches et pas trop âgés : « Au moment de leur arrestation, on devra contacter aussitôt les camps de concentration appropriés, afin de les y faire interner dans les plus brefs délais. Il faudra veiller tout spécialement à ce que les Juifs arrêtés dans le cadre de ces instructions ne soient pas maltraités[232]. » L'objectif immédiat était d'extorquer de l'argent aux Juifs arrêtés pour les contraindre à financer l'émigration des Juifs pauvres. L'objectif ultime restait de faire partir les Juifs d'Allemagne.

V.

Heydrich se tint informé très précisément du déroulement des événements, dont il dressa le bilan définitif le 12 novembre lors de la réunion au ministère de l'Air : sept mille cinq cents magasins et cent soixante-dix-sept synagogues avaient été détruits, les dégâts se comptaient en centaines de millions de Reichsmark, huit cents scènes de pillage avaient été recensées. Heydrich donnait le chiffre de trente-cinq morts – en fait il y en eut quatre-vingt-onze[233].

Un tel bilan révélait que la police politique n'avait pas aussi bien maîtrisé les événements que ce qu'avait ordonné Heydrich. Lors d'un aparté, au début de la réunion, Göring déclara à Heydrich : « J'aurais préféré que vous tuiez deux cents Juifs mais qu'il n'y ait pas eu une telle destruction de valeur[234]. »

Cent personnes, en particulier des hauts fonctionnaires et des hauts dirigeants du parti, mais aussi des « experts », avaient été convoquées en ce 12 novembre 1938 en un lieu symbolique du réarmement de l'Allemagne, dont Göring était l'une des figures clé[235]. La persécution des Juifs et le réarmement allemand avaient progressé de concert. Göring, qui présidait la séance, commença en invoquant le mandat qu'il avait reçu du Führer :

> Messieurs [...] j'ai reçu de Bormann, directeur de cabinet du représentant du Führer, une lettre écrite sur les instructions du Führer, selon laquelle la question juive doit être traitée désormais de façon centralisée et réglée d'une manière ou d'une autre. Par un coup de téléphone que j'ai reçu hier du Führer, j'ai été de nouveau chargé de coordonner les grandes mesures qu'il convient de prendre maintenant.

Et il précisa bientôt :

> Puisque le problème est essentiellement un problème économique général, c'est là qu'il faut mettre la pression.

En bref, on allait pouvoir confisquer massivement et beaucoup plus rapidement que prévu les « biens juifs ».

Un représentant des sociétés d'assurances avait été convoqué[236]. Il lui fut signifié que les dégâts ne seraient pas remboursés aux victimes mais versés dans les caisses de l'Etat – pour récupérer la valeur qui s'était évaporée en même temps que se succédaient incendies, destructions et pillages. En plus, les Juifs allemands étaient appelés à verser un milliard de marks. L'économie fermée du III^{e} Reich avait en permanence besoin de moyens pour couvrir l'émission monétaire, afin d'éviter que l'inflation, le gonflement de fait de la masse monétaire, devînt incontrôlable[237].

Ensuite on en vint à la question de la confiscation des biens juifs[238]. Göring annonça que toutes les activités commerciales juives devraient avoir cessé avant le 1er janvier

1939.

Plus importante peut-être encore que le transfert forcé des biens était, dans la perspective de Göring et de bien des experts, la « rationalisation » économique qui devait en résulter : « La conférence s'orienta, dans ses décisions, sur l'expérience acquise dans l'Autriche "agrégée" à l'Allemagne depuis le printemps de cette même année [1938], telle que la présenta [...] Hans Fischböck, le ministre de l'Economie et du Travail autrichien, venu à Berlin pour l'occasion. Selon les calculs du Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit (Mission du Reich pour la soutenabilité économique), 90 % des entreprises juives en Autriche devaient être fermées et 10 %, simplement revendues [...] – un modèle qui fut repris quelques jours plus tard à Berlin et qui guida l'action, par la suite, des autorités d'occupation allemandes en Tchécoslovaquie, en Pologne ou aux Pays-Bas[239]. »

Goebbels n'entendait pas se voir déposséder de la « question juive ». Il proposa d'abord, pour abonder dans le sens du Reichsmarschall, que les Juifs dussent faire raser les synagogues brûlées ou endommagées à leurs propres frais. Puis il ressortit quelques-unes des mesures qui lui avaient été soufflées six mois plus tôt par la Gestapo de Berlin – compartiments spéciaux pour les Juifs dans les trains ; interdiction des parcs publics aux Juifs ; exclusion des enfants juifs des écoles « allemandes » –, assorties de propositions de son cru : interdiction définitive, pour les Juifs, d'assister aux spectacles en même temps que les « Aryens » ; interdiction d'accès aux forêts.

Par ses réactions aux propositions de Goebbels, Göring montra la vulgarité et la brutalité abjectes qui le caractérisaient : il proposa de faire voyager les Juifs dans les toilettes des trains ; il envisagea d'ouvrir certaines parties des forêts aux Juifs en ayant préalablement « introduit des animaux leur ressemblant ». Quand le ministre de la

Propagande eut fini de parler, le Reichsmarschall proposa de passer à la discussion d'autres « mesures policières, culturelles et de propagande afin de ne pas perdre une minute et que, cette semaine, pif-paf, les Juifs se fassent chauffer les oreilles, une gifle après l'autre ».

Heydrich prit alors la parole : il défendit l'idée qu'au-delà de la confiscation des biens juifs, la priorité devait rester celle du départ des Juifs du Reich. Il fallait prendre modèle sur ce qui venait d'être fait en Autriche. Heydrich souligna que c'était la coopération entre l'équipe d'Eichmann, le ministère de l'Economie et quelques organisations internationales qui avait permis une émigration juive d'Autriche proportionnellement bien plus importante, dans les quelques mois qui avaient suivi l'Anschluss, que celle qui s'était déroulée parallèlement dans le Vieux Reich. Il fallait créer dans le Reich – au sens des frontières de 1937 – une centrale de l'immigration[240].

Göring donna son accord, même si la sortie de devises qu'entraînerait l'émigration l'inquiétait. Elle devrait être compensée par des retenues bien plus importantes sur le patrimoine des émigrants. Pour le reste, Göring allait dans le sens de Heydrich et de la SS : « Si, jusqu'à la nuit du pogrom, rivalités et conflits de compétences avaient caractérisé le traitement de la "question juive", cela changea du tout au tout avec le 12 novembre 1938. [...] Désormais, les mesures prises contre les Juifs furent coordonnées au sein de l'Autorité du Plan de quatre ans [Vierjahresplanbehörde]. Erich Neumann, Staatssekretär pour les questions de devises et les "missions spéciales d'ordre économique général" fut doté des compétences appropriées. Tout ce qui concerna l'expulsion des Juifs et plus tard l'extermination fut transmis avec régularité par l'Autorité du Plan de quatre ans à l'Office central de la sécurité du Reich[241]. »

Il serait cependant erroné d'en rester au seul constat d'une convergence décisive entre Göring et Heydrich lors de

cette réunion. Il y eut aussi des désaccords entre les deux hommes. Après avoir souligné qu'au rythme de l'émigration en cours il faudrait huit à dix ans pour rendre l'Allemagne « judenrein », Heydrich proposa de faire porter un insigne spécial par les Juifs. Göring objecta qu'il vaudrait mieux rassembler la population dans des ghettos, ce à quoi Heydrich répondit qu'ils deviendraient des « nids de criminels » et que la police ne serait pas en mesure de les surveiller[242]. Le chef de la Sipo et du SD finit en énumérant à son tour des mesures discriminatoires – retrait du permis de conduire, interdiction d'accès aux quartiers des ministères, aux hôpitaux – dont certaines avaient déjà été citées par Goebbels – interdiction d'accès aux centres culturels, aux stations balnéaires… C'était pour lui une manière de rappeler que le SD et la Gestapo avaient la haute main sur ces politiques discriminatoires.

On cite peu souvent la conclusion de la réunion par Göring. Il raconta que, le 9 novembre, Hitler lui avait confié son intention de « mettre au défi les démocraties d'accueillir les Juifs ». La réunion du 12 novembre 1938 se termina par l'évocation d'une « solution territoriale » – Madagascar, l'Amérique du Nord – mais aussi par cette formule de Göring, qui donne à penser que Hitler avait rôdé devant lui la teneur de son discours du 30 janvier suivant :

> Si un conflit extérieur devait éclater dans un futur prévisible, il est évident qu'en Allemagne nous penserions d'abord et avant tout à régler une bonne fois nos comptes avec les Juifs.

En même temps que Hitler commençait à préciser ses intentions, une coopération se mettait en place, qui devait être décisive pour la planification de la « solution finale de la question juive ». Entre 1933 et 1937, Hitler était peu intervenu dans la « question juive ». Puis, soudain, en 1938, l'Anschluss avait permis de mettre en place la « solution de la question juive » par l'émigration forcée dans la patrie du

dictateur ; et la Nuit de cristal permettait de généraliser à l'ensemble du Reich l'accélération du double processus « d'aryanisation » et d'émigration forcée.

La Nuit de cristal fut ainsi l'occasion de faire advenir, sous l'impulsion de Göring et de Himmler, le déplacement du centre de gravité dans l'appareil de persécution. Désormais, on retirait le traitement de la « question juive » au parti et aux agitateurs de rue pour le confier à la SS[243]. En ne donnant qu'un accord partiel à Goebbels et en confiant à la SS l'encadrement du pogrom, Hitler avait indiqué où allait sa préférence. L'Etat SS, cette « administration combattante », devait se substituer à l'Etat hérité de la Prusse et de l'Empire pour aller beaucoup plus loin que lui dans la persécution des Juifs. La rationalisation de l'antisémitisme, que Hitler appelait de ses vœux depuis 1919 au moins, demandait de nouvelles générations de policiers, d'administrateurs, de juristes, qui fussent en même temps des « soldats politiques ». Peut-être l'analyse désormais classique de la marche vers le judéocide par Raul Hilberg sous-estime-t-elle le saut qualitatif que représenta la prise en main par la SS de la coordination de la persécution à partir de novembre 1938[244].

Hitler avait eu à l'occasion de la Nuit de cristal un sondage, à l'échelle nationale, des réactions de la population face aux persécutions du régime. Ce n'était pas le fait des persécutions qui choquait, mais leurs modalités. Il y avait eu trop de vitrines cassées et de bruit dans les rues. Un tel désordre était contraire aux « vertus allemandes »[245]. Hitler, Himmler et Heydrich en tirèrent la conclusion que la SS assurerait la discrétion requise par la population tout en réalisant les objectifs véritables du parti.

Les mesures discutées lors de la réunion du 12 novembre furent pour la plupart mises en œuvre. Les Juifs furent contraints de vendre rapidement leurs biens. Le 15 novembre, les enfants juifs furent chassés des écoles. Le 19 novembre,

toute aide sociale fut retirée aux Juifs. Le 28 novembre, le ministère de l'Intérieur donna la possibilité aux présidents des Länder d'interdire certains espaces publics aux Juifs. Le 3 décembre, les Juifs se virent retirer leur permis de conduire[246].

En revanche, Hitler ne trancha ni en faveur de Göring ni en faveur de Heydrich sur la question du « port d'un insigne ou du regroupement dans des ghettos ». Le 6 décembre, Göring prononça un discours devant les Gauleiter[247] dans lequel il expliqua pourtant que c'était Hitler en personne qui avait refusé le port d'un insigne infamant par les Juifs, ce qui était l'occasion, pour le Reichsmarschall, d'invoquer à son avantage l'autorité absolue de Hitler sur la question juive :

> Sur ce point [l'éventuel port d'un insigne], messieurs, le Führer a notifié son interdiction, il a fait connaître sa volonté, il a donné un ordre. [...] Quand il s'agit de l'autorité du Führer, il est clair qu'il n'y a rien à changer ni à interpréter.

L'objectif de Göring était en effet moins de s'imposer à Heydrich sur un point particulier – alors qu'ils allaient largement collaborer dans les semaines suivantes concernant la persécution des Juifs – que de reprendre la main totalement sur le processus de spoliation des Juifs. Les biens confisqués par les Gauleiter devaient être restitués pour pouvoir financer l'effort de guerre à venir : « Le parti n'a pas à se lancer dans les affaires. [...] La direction d'un Gau ne peut pas créer de bureau d'aryanisation. [...] Le Führer a défini les orientations suivantes : il est évident que l'aryanisation doit se faire localement car l'Etat ne peut pas s'en charger lui-même [...] mais les profits de toutes les mesures d'aryanisation reviennent uniquement et exclusivement au Reich, c'est-à-dire à son représentant habilité, le ministre des Finances du Reich, et à personne d'autre dans le Reich ; c'est seulement ainsi que le programme de réarmement du Führer pourra être

mené à bien. »

Göring finit ce jour-là en rappelant l'objectif principal en 1939 : « En tête de toutes nos considérations et mesures, il y a l'idée de transférer les Juifs aussi vite et aussi efficacement que possible dans des pays étrangers, d'accélérer l'émigration par toutes les pressions imaginables et d'écarter tout ce qui s'oppose à cette émigration. »

I. Bureau central de la Gestapo.

3
« Plus seulement un problème allemand »

La « prophétie » du 30 janvier 1939

I.

Début 1936, Walther Darré prononçait un discours devant des fonctionnaires de l'organisation qui coordonnait l'activité agricole et agroalimentaire du Reich, le Reichsnährstand. Ce service avait réussi, dans les années précédentes, à maintenir les prix agricoles à 10 à 15 % au-dessus de la moyenne mondiale et pourtant, malgré cette incitation à la production, l'agriculture allemande ne réussissait pas à nourrir le pays. Loin de l'idéal d'indépendance alimentaire, l'Allemagne devait importer des céréales pour compenser deux ans de mauvaises récoltes. Or, ce jour-là, Darré révéla à ses auditeurs les intentions profondes du régime :

> L'espace naturel de colonisation du peuple allemand est la région qui va de l'est de la frontière du Reich à l'Oural, limité au sud par le Caucase, la mer Caspienne, la mer Noire et la ligne de séparation des eaux qui sépare le bassin méditerranéen de la mer Baltique et de la mer du Nord. Nous coloniserons cet espace, en respectant la loi immuable selon laquelle le peuple le plus capable a le droit de conquérir et posséder la tanière d'un peuple moins capable[248].

Disposer d'un espace vital continental, telle était l'obsession des nazis, à commencer par Hitler lui-même qui déclarait lors de son discours de clôture à Nuremberg en 1938 : « Ils se plaignent, dans ces démocraties, de l'insondable cruauté manifestée par l'Allemagne – et l'Italie aussi maintenant – dans ses efforts pour se débarrasser des Juifs. En général, tous ces grands empires démocratiques ne comptent que quelques habitants au kilomètre carré, alors que depuis des décennies l'Allemagne laisse entrer des centaines et des milliers de Juifs sans même sourciller[249]. »

Dans le discours que nous venons de citer, Walther Darré déclarait, après avoir évoqué la conquête de « l'espace vital » : « Dans moins de dix ans, la carte politique de l'Europe aura changé[250]. » Le 5 novembre 1937, selon le procès-verbal Hossbach[251], Hitler avait annoncé qu'il voulait entreprendre la « conquête de l'espace vital » au plus tard en 1943-1945. Pour lui, le temps jouait contre l'Allemagne. Le national-socialisme subordonnait le temps à l'acquisition de l'espace : il procédait, de ce point de vue, à l'inverse de ce que Lénine avait défini à Brest-Litovsk pour le communisme, qui devait au besoin « troquer l'espace contre le temps ». Pour Hitler, au contraire, il fallait brûler les étapes afin de conquérir l'espace dont son empire avait besoin.

Hitler était un enfant de l'âge des grands « démystificateurs » de la culture de langue allemande, ainsi que l'on a nommé Marx, Nietzsche et Freud[252]. Dans son désœuvrement à Vienne, puis ensuite à Munich, avant et après la Première Guerre mondiale, il avait absorbé toute une littérature qui expliquait l'histoire par des facteurs matériels. Ce n'étaient pas la religion ou les principes de l'humanisme qui expliquaient l'histoire européenne, c'était l'avidité avec laquelle les peuples européens luttaient pour agrandir leur « espace vital ». Comme le marxisme expliquait tout par la lutte des classes, l'hitlérisme ramenait l'expansion occidentale

aux guerres, aux famines, aux déplacements de population, aux génocides, même, qu'elle avait entraînés sur les cinq continents[253].

Dans Mein Kampf, Hitler s'était plaint de ce que l'Allemagne n'avait pas d'empire colonial comme la France ou la Grande-Bretagne[254]. Dans son Deuxième Livre, tiré des notes qui lui avaient servi, en 1928, à polémiquer avec Stresemann durant la campagne pour les élections au Reichstag, il insistait sur ce qui était le secret, selon lui, de cette civilisation américaine qui fascinait tant ses compatriotes depuis les années 1920 : le mode de vie américain n'était possible que du fait de l'espace continental à disposition et de l'autosuffisance économique qu'il rendait possible. Selon le dictateur, si l'Allemagne voulait être une grande puissance, si elle voulait sauver la « culture européenne », et la « race germanique », elle devait se doter d'un espace à la taille des Etats-Unis, autarcique sur le plan des ressources économiques. Elle ne pouvait le conquérir qu'à l'Est de l'Europe.

Pour le dictateur nazi, l'occupation de l'espace est-européen s'accompagnerait naturellement de massacres, de déportations et d'asservissement des populations. Fasciné par les Etats-Unis, il faisait souvent référence au massacre des Indiens comme correspondant aux lois de l'histoire. Européen de naissance, il n'avait qu'à puiser dans l'histoire du continent la différence – et la coexistence depuis le Moyen Age – entre le bellum christianum et le bellum romanum[255]. Habité par les ressentiments de l'histoire récente de l'Allemagne, il dénonçait l'hypocrisie des puissances impériales qui refusaient à sa patrie d'adoption d'acquérir l'espace nécessaire au statut de grande puissance qui lui revenait.

II.

Pour Hitler, l'Allemagne avait donc droit à la conquête d'un « espace vital », « à l'Est ». Quelles forces pouvaient s'y opposer ? Sûrement pas les peuples de ces régions, qu'il considérait comme des « sous-hommes » pour la plupart d'entre eux. La puissance russe, plus particulièrement ? Selon Hitler, la Russie avait été forte quand elle était dirigée par des élites de « sang allemand » ; elle était à présent « pourrie » par le « judéo-bolchevisme ». Les « Juifs » étaient, selon Hitler, l'obstacle principal à l'expansion allemande.

Cependant, Hitler distinguait : quand les Juifs avançaient « à visage découvert », comme en Union soviétique, il était, du point de vue de Hitler, possible de les affronter victorieusement. Le dictateur se glorifiait d'avoir empêché le « bolchevisme » de s'emparer de l'Allemagne. Mais il redoutait beaucoup plus ce que pourraient entreprendre les « Juifs de Wall Street » pour l'empêcher de réaliser son projet de politique étrangère. Hitler redoutait particulièrement la conjonction de la « juiverie financière » et des « judéo-bolcheviques » pour s'opposer à la conquête de « l'espace vital »[256].

En 1936, il avait suggéré à Nuremberg une alliance de tous les Européens contre le « judéo-bolchevisme ». L'ennemi n'était-il pas suffisamment évident pour rallier l'Europe à la politique hitlérienne ? Hitler avait suggéré aux Européens de se mobiliser contre le danger qui pesait, à leurs portes, sur les peuples de culture. Or son appel au rassemblement des Européens contre le « judéo-bolchevisme » semblait n'avoir que peu d'effet. Certes, il se développait en France un courant qui pensait « plutôt Hitler que Blum » ; le parti de l'appeasement était assez fort en Grande-Bretagne ; le « bolchevisme » avait été contenu en Espagne. Mais Hitler voyait aussi émerger des adversaires de sa politique d'expansion en Europe[257].

Et, surtout, une fois réélu, fin 1936, Roosevelt semblait

vouloir se mêler des affaires européennes. Il avait proposé une nouvelle conférence de la paix où l'on parlerait du désarmement, d'une éventuelle nouvelle répartition des colonies et du contrôle, à l'échelle internationale, des matières premières ; il avait en même temps, en octobre 1937, adressé un avertissement clair au Japon, mais ainsi formulé qu'il pouvait être dirigé aussi contre l'Italie ou l'Allemagne[258].

C'est la Grande-Bretagne qui avait fait échouer le projet de conférence de Roosevelt, car elle ne voulait pas entendre parler de négociation sur les colonies. Mais Hitler était encore plus farouchement opposé à une telle perspective. Il savait bien que les Etats-Unis avaient les moyens, comme « Etat-continent » de peser, comme aucune autre puissance, pour rétablir un ordre international[259]. Certes, le premier « ordre américain », celui des années 1924-1928, dont avait un temps bénéficié la république de Weimar, avait échoué à se stabiliser à la fin des années 1920, mais Roosevelt semblait déterminé à reconstruire l'ordre international. Or, sans l'effondrement de l'organisation économique du monde, entre 1929 et 1933, jamais Hitler n'aurait pris le pouvoir. Et le dictateur qui voulait conquérir « l'espace vital » à l'Est savait bien qu'il n'avait pas sa place dans une nouvelle donne animée par les Etats-Unis.

On sous-estime, généralement, l'obsession américaine de Hitler, sa perception précoce de la puissance des Etats-Unis et sa conviction quant au rôle qu'ils pourraient jouer pour empêcher l'Allemagne de se déployer comme une grande puissance continentale. Le dictateur ne sous-estimait pas la puissance américaine, à la différence de sa mauvaise évaluation de la puissance soviétique. « Les Juifs de Wall Street » agissaient de façon plus camouflée que ceux de Moscou. Ils avaient attiré beaucoup d'« Aryens » avant de les soumettre à la loi du melting-pot. Mais parce que les Etats-Unis étaient en proie à la lutte entre « Juifs » et « Aryens », et qu'ils étaient dotés déjà de leur « espace vital », leur potentiel

matériel, bien manié par « les Juifs » – si le « noyau aryen » ne prenait pas conscience du danger –, pouvait, selon lui, interdire à l'Allemagne d'accéder au même statut qu'eux[260].

Le dictateur ne surestimait pas la puissance américaine, qu'il savait considérable, mais l'hostilité qu'il pensait que lui portaient d'emblée les Etats-Unis[261]. Certes, les relations économiques entre Berlin et Washington avaient été très tendues depuis l'arrivée des nazis au pouvoir. Dans la phase où les contours de la politique allemande n'étaient pas encore définitivement fixés, l'Allemagne avait mal pris la dévaluation unilatérale et l'instauration d'un protectionnisme commercial pratiquées par Roosevelt après son élection, au moment où Hitler s'installait au pouvoir. Hjalmar Schacht avait alors, avec l'accord de Hitler, annoncé que l'Allemagne ne rembourserait pas les crédits qu'elle avait contractés dans les années 1920. Surtout, l'Allemagne avait instauré un système qui contingentait les importations en fonction des priorités nationales et permettait un strict contrôle des sorties de devises. Cependant, même s'il appelait Schacht « the bastard[262] », Roosevelt ne se serait certainement jamais opposé à l'intégration d'une Allemagne fasciste, mais restant pacifique, dans le nouvel ordre international qu'il souhaitait voir advenir – surtout si la Grande-Bretagne passait un accord avec l'Allemagne[263]. Il avait proposé, à l'été 1936, en accord avec la France, une renégociation des taux de change pour faire redémarrer le commerce international[264]. Et autant les Etats-Unis menaçaient l'Allemagne de représailles commerciales si elle continuait sa politique de contingentement des importations, autant la reprise des échanges internationaux qui se dessinait en 1936 pouvait être l'occasion pour une Allemagne moins « autarcique » d'écouler à l'étranger une partie croissante de sa production.

En Allemagne, à la même époque, des représentants des milieux économiques – non seulement Schacht, mais aussi Carl

Goerdeler, futur chef de la résistance conservatrice, les patrons Albert Vögler[265], Robert Bosch[266] et Hermann Bücher[267] – plaidaient pour une dévaluation du Reichsmark et l'adhésion à un nouvel ordre économique cogéré avec les puissances occidentales. Hitler avait vivement écarté une telle perspective à l'été 1936 dans son « mémorandum sur le Plan de quatre ans » où il annonçait au contraire son intention de trouver une « solution définitive » aux contraintes de vie pesant sur le peuple allemand sous la forme d'un « accroissement de l'espace vital ». Pour cela, l'armée allemande devait être « prête à entrer en guerre » dans les quatre ans qui suivraient et l'économie allemande, à cette même échéance, être prête à porter un conflit. Retenons bien, au passage, la date de l'été 1940[268].

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que Hitler détestait autant le libéralisme appliqué aux relations internationales que le bolchevisme. Il ne voulait pas de la concertation internationale, de la négociation – il avait toujours été incapable de prospérer dans une telle atmosphère. Il y avait, à ses yeux, un point commun entre le libéralisme et le socialisme : le refus de la hiérarchie entre les hommes et entre les peuples. Hitler rejetait l'un comme l'autre, qualifiés de « juifs ». Le bolchevisme, c'était un libéralisme qui avait laissé tomber le masque de l'hypocrisie. Hitler ne voulait pas entrer dans une logique ou, au nom de principes humanitaires, on le détournerait ou on l'empêcherait de conquérir « l'espace vital ». Et s'il ne le conquérait pas, le communisme étendrait son influence à toute l'Europe car il n'y avait que l'Allemagne qui fût assez forte pour s'opposer à lui. Ce n'était d'ailleurs pas un hasard que Roosevelt veuille établir un nouvel ordre international : c'était pour assurer le triomphe du bolchevisme en Europe et, après cela, livrer les peuples de culture européens à la « juiverie financière ». La boucle du raisonnement idéologique était bouclée[269].

Refuser absolument de s'intégrer à un nouvel ordre international, le dictateur le sentait bien, lui vaudrait l'hostilité foncière du président américain. Au-delà même de la personne de Roosevelt, les Etats-Unis verraient certainement d'un mauvais œil la constitution d'une puissance continentale rivale – et surtout refusant toute concertation avec les Etats-Unis. Un affrontement entre l'Allemagne et les Etats-Unis était, selon Hitler, inéluctable ; la seule question était de savoir quand il éclaterait. Il est probable que lorsque le dictateur disait que la guerre avec les Etats-Unis serait l'affaire de la prochaine génération, il cherchait à se rassurer. Comme tout nationaliste allemand, Hitler se rappelait comment et avec quelle force la grande puissance pacifique était intervenue dans la guerre contre l'Allemagne, aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France, en 1917. Il redoutait que cela se reproduise[270].

Mais Hitler pensait avoir la parade. Il connaissait les ressorts cachés de l'histoire. Les Etats-Unis avaient été fondés par des Aryens et largement peuplés par des émigrants allemands. S'ils avaient progressivement accepté le melting-pot, s'ils étaient entrés en guerre contre l'Allemagne durant la Première Guerre mondiale, c'est que les principes « aryens » étaient combattus, là-bas aussi, par « l'influence juive ». C'est même aux Etats-Unis que s'était installé l'un des pôles de la « juiverie internationale », la « juiverie financière ».

« Juif » était le capitalisme financier qui avait causé la grande dépression ; « juifs » étaient les principes d'un nouvel ordre international selon Roosevelt. Le dictateur était convaincu de la connivence entre « Wall Street » et les « bolcheviques européens » pour l'empêcher de réaliser son projet d'hégémonie européenne : Roosevelt et Léon Blum ne s'étaient-ils pas rejoints sur l'idée de créer un nouvel ordre monétaire au début de l'été 1936 ?

La réponse de Hitler à ceux qui lui recommandaient

d'accepter et de contribuer à la reconstruction d'un ordre monétaire international avait été de confier à Göring la direction du Plan de quatre ans mais aussi, fait moins connu, à Heydrich la création d'un Bureau de récupération forcée des devises (Reichsfahndungsamt) qui devait traquer le moindre dollar, la moindre livre, la moindre pièce d'or dérobée à l'économie nationale[271]. Et il n'était pas fortuit que dans son mémorandum sur le Plan de quatre ans, nous l'avons vu, Hitler ait réclamé « une loi permettant de faire assumer à toute la juiverie tous les dégâts causés par des Juifs à l'économie allemande et par là même au peuple allemand[272] ».

Les « aryanisations » de la Nuit de cristal avaient permis de « faire assumer à l'ensemble de la juiverie les dégâts causés [...] au peuple allemand ». Göring avait mis en œuvre les moyens de confisquer les biens juifs, mais aussi les polices d'assurance et, en plus, une indemnité de un milliard de marks pour les « dommages causés par les Juifs ». « Le ministère des Finances avait un tel besoin de cet argent qu'il convainquit un consortium de banques de verser une avance au Reich contre la garantie d'un remboursement sur les dommages et intérêts que les Juifs allaient verser[273]. » Même si Göring s'était plaint, le 12 novembre 1938, des trois millions de marks qu'il allait falloir débourser en devises pour « remplacer le verre belge des vitrines des magasins », la vérité est que l'Etat récupéra, dans les trois ans qui suivirent la Nuit de cristal, aux dépens des seuls Juifs allemands, plusieurs milliards de Reichsmark, qu'il s'agît des polices d'assurance, de l'indemnité exigée, de l'« impôt sur la fuite », de la vente des biens immobiliers ou de l'argent laissé sur leurs comptes par les émigrants et de la transformation du produit de l'« aryanisation » en obligations d'Etat. Un transfert massif s'était opéré au profit des caisses de l'Etat, qui permettait de gagner quelques mois de financement de l'économie militarisée en attendant le profit des conquêtes[274].

La Nuit de cristal avait – et c'était sans doute le plus important pour Hitler – largement ravivé les tensions entre l'Allemagne et les Etats-Unis : l'ambassadeur d'Allemagne à Washington avait été accablé de protestations ; les Etats-Unis avaient rappelé leur ambassadeur ; et ils avaient été sur le point d'instaurer des tarifs douaniers punitifs sur les exportations allemandes. L'opinion britannique aussi avait réagi avec hostilité[275]. Cela ne pouvait que contenter le dictateur qui avait voulu faire comprendre par cet événement, moins de deux mois après les accords de Munich, qu'il ne passerait aucun compromis sur le long terme avec ceux qui l'empêcheraient de réaliser son projet expansionniste. Les protestations américaines confirmaient l'« influence juive » dans ce pays et Hitler pensait disposer désormais d'un moyen de pression sur la « juiverie » aux Etats-Unis.

Hitler faisait une lecture sélective de la politique américaine. Il ignorait tout ce qui prouvait l'impuissance de Roosevelt – surtout si le parti de l'appeasement l'emportait en Grande-Bretagne[276]. En revanche, il avait été frappé d'une part par la levée, aux Etats-Unis, des restrictions concernant les ventes d'armes à une autre puissance ; frappé aussi par l'accord commercial américano-britannique du 2 novembre 1938[277] – au point que l'on peut se demander si cet événement n'a pas été, autant que l'assassinat de vom Rath, la raison pour laquelle il accepta le déclenchement du pogrom de novembre 1938.

III.

L'antisémitisme avait un effet compensateur. Hitler avait bien conscience des difficultés de sa propre politique. Aussi déterminé était-il à engager l'Allemagne dans une logique de guerre, il devait bien constater que l'autarcie était difficile à mettre en œuvre – en 1937, le contingentement des

importations d'acier avait empêché la Wehrmacht de faire fabriquer autant d'armement qu'elle l'aurait souhaité – et, le 5 novembre 1937, Hitler avait implicitement envisagé un autre Plan de quatre ans lorsqu'il avait parlé de déclencher la guerre en 1943-1945. Il fallait aussi tenir compte du fait que depuis 1936 les puissances occidentales réarmaient[278]. Dans cette perspective, l'agitation permanente de la « question juive » permettait de maintenir la mobilisation des esprits en Allemagne en attendant la guerre, en même temps qu'elle devait dissuader les autres pays d'entraver les préliminaires à la conquête de « l'espace vital ».

Göring était l'artisan d'une économie entièrement tournée vers la guerre mais il était sensible aux arguments des conservateurs (Schacht, le général Ludwig Beck (1880-1944), le ministre des Finances von Krosigk)[279] qui insistaient sur la probabilité d'une entrée en guerre des Etats-Unis aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne. Aussi le Reichsmarschall restait-il soucieux de ne pas déclencher la guerre prématurément[280] et il réfléchissait aux moyens de réussir la politique d'émigration forcée. Le 29 novembre 1938, Göring avait fait savoir à Hugo Rothenberg, Juif danois, qu'il soutiendrait l'organisation d'un plan de financement de l'émigration des Juifs où la communauté internationale porterait l'essentiel de la charge[281].

En même temps, lorsque son interlocuteur lui répondit qu'il était peu probable que l'on gagne beaucoup de gens à cette idée, Göring rétorqua que l'Allemagne pourrait envisager d'autres traitements que l'émigration[282] – sans que l'on puisse dire si le second de Hitler cultivait dès cette époque, comme son Führer, une intention génocidaire ou s'il s'agissait chez lui de brandir une menace voilée pour arriver à ses fins.

A cette époque, semble-t-il, Göring pensait avant tout à utiliser le processus d'Evian, du nom de la conférence qui s'était tenue dans cette petite ville des Alpes françaises entre

le 6 et le 13 juillet 1938, à l'initiative des Etats-Unis et de la France. Un comité international des réfugiés avait été fondé au terme de la conférence d'Evian, à laquelle avaient participé trente-deux pays et trente-neuf « organisations non gouvernementales[283] ». Tant que Hitler ne s'y opposait pas, Göring cherchait à explorer un mode de « solution de la question juive » que l'Allemagne avait jusque-là tourné en ridicule : la coopération internationale pour l'accueil des Juifs expulsés du Reich[284]. Trouver une « solution internationale de la question juive en Allemagne » aurait été un moyen d'apaiser les conflits entre le Reich et ses voisins – sauf la Pologne.

Hitler ne s'opposa pas non plus, dans un premier temps, aux initiatives de Hjalmar Schacht, l'ancien ministre de l'Economie du III^e^ Reich, qui était encore président de la Reichsbank[285]. En décembre 1938, Schacht se rendit à Londres et y rencontra George Rublee, le président du comité d'Evian : il lui proposa l'émigration de 150 000 Juifs allemands âgés de quinze à quarante-cinq ans, en trois ans, leurs familles pouvant les rejoindre. 200 000 Juifs resteraient en Allemagne (comme otages) ; les autorités allemandes administreraient les biens juifs sous tutelle. Les émigrants pourraient utiliser un quart de ce patrimoine pour acheter à des entreprises allemandes les produits de première nécessité, des produits de luxe ou des biens d'investissement, mais un comité étranger devrait supporter l'essentiel des coûts de la réinstallation des Juifs[286].

Il est étonnant de voir comme Schacht, en quasi-disgrâce, faisait tout pour « travailler dans le sens de la volonté du Führer ». Sa construction reposait, comme chez Hitler, sur la vision profondément antisémite d'une ramification de la « haute finance juive internationale » dont on espérait qu'elle se mobiliserait pour financer l'émigration des Juifs. Mais la « juiverie financière » n'existait que dans la tête des dirigeants du Reich et il fut d'emblée évident qu'il serait difficile de

constituer un comité tel que Schacht le proposait.

Confronté à la réalité, Hitler puisait des explications dans l'idéologie : Schacht avait été imprudent ; la « juiverie » voulait au contraire empêcher l'Allemagne d'expulser ses Juifs afin qu'ils y sèment le désordre et l'empêchent de réussir la préparation de la guerre. Les jours de Schacht à un poste de responsabilité étaient comptés[287]. Rublee vint à Berlin en janvier 1939 pour négocier avec Schacht et, lors de leur dernière conversation, le 19 janvier, l'Américain eut nettement l'impression que son partenaire allemand n'avait pas les mains libres pour négocier[288]. Le lendemain, Schacht abandonna son poste de président de la banque centrale allemande. La raison profonde de sa démission forcée remontait à l'été 1936, lorsqu'il avait pris parti pour une dévaluation du Reichsmark, c'est-à-dire en fait pour une réintégration de l'Allemagne dans les échanges internationaux et donc pour un ralentissement de l'effort de réarmement.

Schacht avait réitéré cette analyse au lendemain de l'annexion des Sudètes dans le dernier rapport qu'il avait rédigé comme président de la Reichsbank[289]. Hitler pouvait-il, en dernier ressort, laisser négocier plus longtemps, sur la « question juive », un homme qui n'épousait pas ses objectifs ultimes, refusant de prendre les moyens de financer la politique d'expansion vers l'est du Reich[290] ? Les négociations continuèrent, le successeur de Schacht étant Helmut Wohlthat[291], collaborateur de Göring à l'Autorité du Plan de quatre ans. Un accord fut finalement conclu, sans grande portée, qui prévoyait que les deux parties prendraient des initiatives. Après la négociation, Göring estima qu'il avait six mois de temps pour arriver à un accord définitif. Mais Hitler ne reprit pas à son compte le projet élaboré car la situation diplomatique en Europe se détériorait. L'attachement forcené du Führer à son objectif de domination de l'Europe continentale ne pouvait que rendre aléatoire un compromis avec la

communauté internationale pour faciliter l'émigration des Juifs : ils devenaient des otages entre les mains du dictateur.

Dans ce sens, on peut dire que la « solution de la question juive dans le Reich » relevait d'une sorte d'utopie hitlérienne : elle surviendrait dans le cas, le moins probable, où les puissances accepteraient toutes les exigences diplomatiques de Hitler. Le plus probable était, dès cette époque, le basculement vers le génocide, et ceci d'autant plus que, la période suivant les accords de Munich l'avait bien montré, Hitler souhaitait la guerre. Elle était indispensable à la formation de l'homme nouveau du national-socialisme[292]. Dans tous les cas, les Juifs d'Allemagne et d'Europe étaient en grand danger.

La montée de la crise internationale révélait l'indifférence profonde des démocraties au sort possible des Juifs européens en cas de guerre. En mai 1939, Roosevelt rencontra des représentants de la communauté juive américaine et des organisations de réfugiés. Il se dit partisan d'accepter une transaction financière. Mais il ne voulait pas qu'elle soit réalisée avec de l'argent du gouvernement américain[293] et il ne voulait pas que les Juifs concernés émigrassent vers les Etats-Unis[294].

L'égoïsme et l'aveuglement des démocraties n'encourageaient-ils pas les intentions génocidaires de Hitler ? Celui-ci, au moment de commencer la guerre, ne pouvait qu'être inquiet de constater qu'il avait échoué dans ses tentatives d'expulser les Juifs d'Allemagne : les Juifs demeuraient, pour Hitler, les agents d'une subversion qui avait poussé le Reich à demander l'armistice en 1918. Il était donc dangereux aux yeux de cet antisémite enragé que des Juifs habitassent sur le territoire du Reich durant le conflit.

Au sein de la SS, face à ce « danger subversif », on prônait, en tout cas, une solution radicale de la « question juive ». Le 24 novembre 1938, Das Schwarze Korps (Le Corps noir), journal de l'organisation, affirmait que l'« ordre noir »

entendait mener sa propre action antijuive et l'imposer comme la politique appropriée[295]. En écho aux positions défendues par Heydrich une dizaine de jours plus tôt, la constitution des ghettos était présentée comme une simple étape : on y verrait proliférer la criminalité, le bolchevisme et, « arrivés à un tel stade d'évolution, nous nous verrions placés devant la dure nécessiter d'extirper la criminalité juive comme nous extirpons les délinquants de toutes sortes dans notre Etat, où règne l'ordre, c'est-à-dire avec le feu et l'épée. Le résultat en serait la fin effective et définitive de la juiverie en Allemagne, son anéantissement complet ».

Le journal voyait encore la possibilité d'une solution internationale. Il envisageait aussi la fondation d'un « Etat juif ». Mais il menaçait : l'Allemagne en viendrait à agir unilatéralement pour résoudre son « problème juif » si cela était nécessaire. Déjà les Meldungen aus dem Reich du SD du mois d'août 1938 avaient affirmé que la conférence d'Evian avait servi à « montrer au monde entier que le problème juif n'était nullement le seul fait de l'Allemagne, mais une question de politique mondiale brûlante[296] ».

Dès l'automne 1938, le SD avait défendu le point de vue qu'il faudrait être arrivé à une « liquidation définitive de la question juive » avant toute entrée en guerre de l'Allemagne. Dans un mémorandum rédigé par Herbert Hagen et diffusé à la mi-janvier 1939, on trouvait une description détaillée prétendument exacte de ce que les nazis appelaient la « juiverie internationale ». Le texte constatait que les démocraties ne voulaient pas accueillir de réfugiés juifs : c'était que les Juifs eux-mêmes ne voulaient pas quitter un pays comme l'Allemagne, qu'ils pouvaient mettre en danger par leur présence. Désormais, c'était confirmé, le SD se méfiait aussi de l'émigration vers la Palestine, car elle revenait à encourager la création d'une sorte de « Vatican » des Juifs. « Tous les liens institutionnels et personnels au sein du

judaïsme, qui couvrent tous les pays, convergent dans les organisations coiffant l'Internationale juive[297]. »

Au moment où elle s'affirmait comme un acteur essentiel de la politique antijuive, la SS soulignait que les Juifs ne pouvaient pas rester en Allemagne. L'élément d'alternative à l'émigration forcée était donc l'élimination physique. Mais il faut faire attention. Ce que la plupart des nazis souhaitaient, au moment où ces formules furent prononcées, c'était le départ des Juifs d'Allemagne, d'Autriche et du protectorat de Bohême-Moravie. Quand certains d'entre eux, en particulier au sein de la SS, parlaient d'une « extermination » à cette époque, elle ne pouvait concerner que les Juifs allemands. Seul Hitler envisageait une guerre européenne – donc, pour l'antisémite qu'il était, inévitablement mondiale à terme. Le dictateur pouvait au moins imaginer, dans ce cas, un massacre de grande ampleur des Juifs d'Europe. On en était encore au stade de l'intention mais elle était clairement génocidaire.

A la même époque, sans doute plus lucide que le président des Etats-Unis, le consul général américain à Berlin, Raymond Geist, se disait, dans une lettre à son gouvernement du 5 décembre 1938, convaincu que les nazis avaient le projet d'« exterminer les Juifs[298] ». Etant donné que, dès le 22 janvier 1939, le diplomate américain était en mesure de communiquer à son gouvernement, avec huit jours d'avance, le contenu du discours que Hitler s'apprêtait à prononcer pour le sixième anniversaire de son arrivée au pouvoir, on ne peut que prêter attention à son opinion[299].

« Il devenait de plus en plus évident que Hitler et ceux qui appliquaient ses décisions dans le régime nazi n'envisageaient plus la tension grandissante entre le III^{e} Reich et les "puissances occidentales" seulement comme une épreuve de force traditionnelle, mais à travers la loupe de leur cosmologie antisémite. Pour le cercle des dirigeants nazis, la coalition internationale de forces suscitée par la [Nuit de cristal

et l'expansionnisme hitlérien] était la preuve évidente que la conjuration de la "juiverie mondiale" s'étendait au monde entier. De manière perverse, Göring, Heydrich et consorts semblent avoir vraiment cru que leurs succès en matière d'émigration accélérée n'avaient renforcé l'agitation de la "juiverie mondiale" contre l'Allemagne que parce que les Juifs émigrés avaient réussi, en pleurnichant et en se présentant comme des victimes, à faire baisser l'antisémitisme dans les pays qui les avaient accueillis[300]. » Si l'augmentation du nombre de Juifs dans un pays ne faisait pas automatiquement augmenter l'antisémitisme, c'était que la « juiverie » avait réussi, pensaient les nazis, en particulier grâce à sa propagande dans la presse qu'elle possédait, à jeter les différents pays d'accueil dans une guerre contre l'Allemagne.

A l'instar de leur chef, les principaux responsables nazis étaient convaincus que la « juiverie internationale » avait une influence de premier ordre sous la présidence de Roosevelt : « Depuis 1938, la "question juive" était constamment assimilée par les dirigeants du III^{e} Reich, quand ils parlaient de la politique internationale, aux Etats-Unis. Le boycott des produits allemands auquel avaient appelé, au début des années 1930, des Juifs américains, avait pavé la voie à cet amalgame. Que Roosevelt ait déclenché le processus d'Evian et qu'il se soit mêlé des affaires de Palestine, cela renforçait les nationaux-socialistes dans leur représentation démente d'une "conspiration juive mondiale"[301]. » La radicalité des protestations après la Nuit de cristal[302] avait renforcé cette vision des choses. Dans le discours sur l'« Etat de l'Union » du 4 janvier 1939, Roosevelt avait dénoncé les Etats d'où la « démocratie et la religion avaient disparu », tandis que le « respect de la parole donnée et la bonne foi cédaient la place, dans les relations internationales, à l'ambition criante et à la brutalité ».

Il ne lui était pas nécessaire de préciser de qui il parlait

pour être compris de la presse allemande, pour qui Roosevelt était l'instrument du « capital juif », ou du ministère des Affaires étrangères qui, dans une note du 25 janvier 1939, présentait les Etats-Unis comme le « quartier général de la juiverie internationale ». Mais ce fut Hitler lui-même qui se chargea de répondre à Roosevelt.

IV.

Le 30 janvier 1939, Hitler célébrait le sixième anniversaire de son arrivée au pouvoir. A cette occasion, il prononça le soir devant le Reichstag un discours sur lequel il devait souvent revenir par la suite[303], parce que, disait-il, il y avait formulé une « prophétie[304] » :

> [J]'aimerais profiter de ce jour, qui n'est pas seulement remarquable pour nous Allemands : dans ma vie, j'ai souvent été prophète et, la plupart du temps, on ne m'a pas pris au sérieux. A l'époque de la conquête du pouvoir, c'est surtout le peuple juif qui a ri de mes prophéties, lorsque j'annonçais que j'assumerais la direction de l'Etat, et donc du peuple, en Allemagne, et que je résoudrais alors le problème juif. Je crois que le rire sonore qui était celui de la juiverie, à l'époque, lui est rentré dans la gorge.
>
> Je vais à nouveau être prophète, aujourd'hui : si la juiverie financière internationale, hors d'Europe et en Europe, réussissait à précipiter encore une fois les peuples dans une guerre mondiale, alors la conséquence n'en serait pas la bolchevisation de la terre et la victoire de la juiverie, mais l'anéantissement de la race juive en Europe.

Pour nous qui savons quelle a été la tragédie des Juifs d'Europe entre septembre 1939 et mai 1945, cela ne peut faire à première vue aucun doute. A neuf mois du déclenchement d'un conflit dont la responsabilité incomberait entièrement à l'Allemagne nazie, le Führer annonçait froidement son intention de faire porter la responsabilité de la guerre sur un groupe d'individus auxquels il attribuait, depuis le début de sa

carrière politique, les malheurs de l'Allemagne et de l'Europe : les Juifs vivant sur le continent européen. De fait, six ans plus tard, au moment où les chambres à gaz d'Auschwitz et les commandos de la « Shoah par balles » cessèrent d'accomplir leur œuvre de mort, six millions de Juifs européens avaient trouvé la mort[305].

Le lien entre la prophétie hitlérienne du 30 janvier 1939 et l'élimination physique de six millions d'individus est évident, trop évident même pour certains historiens, qui tendent à minimiser la portée de ce discours. Il est abusif, expliquent-ils, de tracer une ligne droite d'une déclaration, aussi fanatique et déterminée soit-elle, à un crime collectif aussi monstrueux que la Shoah. Hitler n'aurait jamais pu à lui seul décider de la mort de tant d'individus. Il a fallu le concours de centaines de milliers de complices et d'auxiliaires. Il a fallu la dynamique de violence intrinsèque au système[306].

En fait, il faut prendre garde, lorsque l'on examine la genèse du judéocide, à ne pas confondre trois étapes, ni à les amalgamer deux à deux. Trois moments ont marqué un crime aussi monstrueux. Il y eut d'abord l'expression d'une intention ; ensuite la gestation d'une décision ; enfin, la mise en œuvre de cette décision. Ces trois temps ont pu, d'ailleurs, se chevaucher partiellement. Mais ce qui nous occupe dans le présent chapitre, c'est l'expression d'une intention. Et personne ne peut contester qu'elle soit proprement génocidaire.

En fait, ce n'était pas la première fois que Hitler proférait une telle menace. Comme le rappelle Philippe Burrin[307] :

> – En 1931, Hitler aurait déclaré, « selon une source dont l'authenticité, il est vrai, est sujette à caution : "Nous avons beaucoup appris de la dernière guerre et dans l'avenir nous en tirerons les conséquences. [Ici Hitler se met brusquement en colère et continue avec véhémence :] Dans le cas où notre attitude légitime ne serait pas comprise et où le conflit armé aurait lieu à cause de la juiverie mondiale qui voudrait encore une fois faire tourner en arrière la roue

de l'histoire [...] alors ils seront écrasés"[308]. »

– Peu après la promulgation des lois de Nuremberg, le 25 septembre 1935, Hitler avait déclaré à Walter Gross, chef du Bureau de politique raciale du parti nazi, que si les lois de Nuremberg représentaient pour lui (en 1935) une stabilisation de la situation, une étape dans une politique qui devait procéder à pas comptés, en revanche, « dans le cas d'une guerre sur tous les fronts, il serait prêt à toutes les extrémités ».

Le 29 novembre 1937, c'était à Goebbels en particulier qu'il avait expliqué : « Les Juifs doivent partir d'Allemagne, en fait de toute l'Europe. Il y faudra peut-être du temps, mais cela doit se faire et se fera[309]. » Le 24 novembre 1938, le dictateur avait déclaré au ministre sud-africain de la Défense qui souhaitait mettre en place une émigration internationalement concertée des Juifs polonais et allemands : « Les Juifs disparaîtront un jour d'Europe[310]. »

Le 30 janvier 1939, pour la première fois, Hitler avait proféré en public une menace précise contre les Juifs d'Europe. Il reste des images de ce discours, où l'on peut voir le dictateur lire lentement la première partie de son texte, puis accélérer son débit de parole, avant de prononcer en regardant son public, d'une voix saccadée et rauque, le regard fixe, les mots « anéantissement de la race juive en Europe », déclenchant des applaudissements frénétiques[311]. Il y avait de quoi être d'autant plus étonné à première vue, que, le 20 septembre 1938, le dictateur avait envisagé devant l'ambassadeur de Pologne à Berlin une coopération entre l'Allemagne, la Roumanie et son pays pour envoyer les Juifs dans une colonie et il avait évoqué à nouveau le sujet devant le ministre polonais des Affaires étrangères, le 5 janvier 1939.

En fait, on était en plein dans le déploiement de l'alternative identifiée par Philippe Burrin : soit le Reich pouvait réaliser ses objectifs sans rencontrer de résistance à l'Ouest et il était possible de trouver une « solution territoriale » de la question juive ; soit il rencontrait des

oppositions et alors les Juifs seraient les premiers visés par ses représailles. L'historien suisse a repéré que, dès « [le] 21 mars 1933, peu après l'arrivée au pouvoir, un journal de Leipzig lançait cet avertissement : "Si une balle devait atteindre notre chef bien-aimé, tous les Juifs en Allemagne seraient immédiatement mis contre le mur et il en résulterait un bain de sang qui, dans son ampleur, dépasserait tout ce que le monde a jamais vu !" D'autres nazis parlaient, à la même époque, d'exterminer les Juifs allemands si les Français passaient la frontière ; ou annonçaient, en termes plus généraux, que si une armée étrangère venait à fouler le sol allemand, elle aurait à marcher sur les cadavres des Juifs. Hitler était sans doute exceptionnel par l'intensité pathologique de son antisémitisme. Il n'en faisait pas moins écho dans ses obsessions et ses attitudes à l'univers mental d'un certain nombre d'hommes qui, comme lui, avaient transféré à l'action politique les méthodes de la guerre et tiré du traumatisme de la défaite un imaginaire de violence apocalyptique, dont les Juifs étaient les cibles privilégiées[312] ».

Hitler élargissait son chantage antisémite à l'Europe entière en même temps qu'il actualisait une vieille menace. Le 21 janvier 1939, il avait parlé au ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères à la fois de l'anéantissement probable des Juifs d'Allemagne et de leur expulsion loin du Reich. Puis il avait ajouté que si les pays anglo-saxons ne coopéraient pas au transport des Juifs vers un territoire colonial, ils auraient leur mort sur la conscience[313]. Le discours prononcé par Adolf Hitler le 30 janvier 1939 marquait la transition entre deux étapes de la politique nazie de persécution puisqu'on n'y parlait plus de guerre franco-allemande mais de guerre mondiale.

V.

Dans la phase de préparation de l'Allemagne à l'épreuve de force pour la suprématie en Europe, le dictateur avait patronné une politique consistant à rendre l'Allemagne progressivement invivable pour les Juifs et à les pousser à l'émigration. Cette politique n'aurait pu fonctionner que si le reste du monde avait accepté d'accueillir les Juifs persécutés. Dans l'esprit de Hitler, il n'y avait aucune considération humanitaire : antisémite, il était convaincu que l'arrivée de Juifs allemands dans d'autres pays susciterait l'émergence de courants antisémites, donc favorables à l'Allemagne nazie. Forcer les Juifs à l'émigration, ce serait, par réaction, répandre l'antisémitisme dans le monde et créer une internationale des antisémites puissante, donc un monde favorable au Reich – sauf si les Juifs réussissaient à retourner l'opinion mondiale contre Berlin.

Chez le dictateur, on observait à cette époque une contradiction, qui ne serait jamais résolue, entre le désir de voir émerger, partout dans le monde, des régimes favorables à l'Allemagne et le souhait de conquérir un « espace vital ». Il voulait avoir à la fois la possibilité de mener une expansion qui bouleverserait profondément l'équilibre européen et mondial, tout en conservant l'amitié d'un grand nombre de peuples. Le discours du 30 janvier 1939 offrait une sorte de condensé de la pensée qui avait guidé la politique hitlérienne depuis six ans : en même temps qu'il formulait publiquement son intention génocidaire, le dictateur redisait son refus de rendre l'avenir du peuple allemand dépendant d'une économie ouverte et dans une architecture internationale et concertée renouvelée. L'envers de la mentalité autarcique, c'était que le moindre obstacle poussait à des positions extrêmes. Les entraves mises éventuellement par les Etats-Unis au développement du commerce avec l'Amérique latine étaient suffisantes pour faire dire à Hitler qu'il était prêt à mener un combat « à la vie et à la mort[314] ».

Le Reich était prêt à mener cette lutte, assurait Hitler, qui ajoutait pourtant :

> Le peuple allemand n'éprouve aucune haine contre l'Angleterre, les Etats-Unis ou la France. Il veut juste qu'on le laisse en paix. Et ces peuples sont régulièrement remontés contre l'Allemagne et le peuple allemand par leurs va-t-en-guerre juifs ou non-juifs.

Chez Hitler, les contradictions étaient toujours surmontées par le recours à l'antisémitisme. Il s'était d'abord convaincu lui-même que l'appel à une politique antijuive lui concilierait un maximum d'Etats. Mais comme personne n'entrait dans le jeu, Hitler s'était mis à penser que ceux qui n'étaient pas avec lui étaient du côté des Juifs. D'où l'idée, tout aussi illusoire mais beaucoup plus dangereuse encore pour les Juifs, que le fait de menacer de s'en prendre à eux permettrait d'avoir une influence sur les pays qui n'acceptaient pas l'expansion allemande. Mais dans une telle perspective, il était déconseillé de pousser à l'émigration des Juifs ; or c'était la politique que Hitler semblait continuer à souhaiter.

Il faut se représenter le monde que Hitler avait dans la tête, tel qu'à l'époque du discours ; Henri Rollin, historien des Protocoles des Sages de Sion dans les années 1930, le retrace[315]. Le chef du III^e^ Reich – on l'a dit – était convaincu de la possibilité de voir émerger une « Internationale brune[316] ». Rollin a établi le rôle essentiel de Russes blancs ou d'Allemands des pays Baltes dans le renforcement de l'antisémitisme hitlérien ; un antisémitisme de la fin du XIX^e^ siècle, fondé sur l'idée d'un pouvoir juif mondial occulte, dissolvant les Etats traditionnels d'abord par les principes du libéralisme puis, celui-ci engendrant une réaction socialiste, encourageant cette dernière pour affaiblir encore un peu plus les Etats qui devaient tomber comme un fruit mûr entre ses mains[317].

Comment expliquer le déclenchement de la Première

Guerre mondiale, la révolution libérale puis bolchevique en Russie, l'établissement de la république de Weimar, sinon par les menées « cohérentes » d'un « complot juif mondial » ? Hitler considérait qu'il avait empêché l'achèvement du processus en Allemagne en 1933 et il pensait qu'il avait pris la tête d'une contre-révolution mondiale qui ne manquerait pas de s'affirmer avec le temps, pourvu que l'Allemagne s'appliquât à la structurer.

On sous-estime généralement le travail de sape des souverainetés réalisé par différentes organisations nazies ; mais aussi comme la diffusion d'une propagande antisémite faisait partie de leur travail. Le ministère des Affaires étrangères, l'organisation du parti pour l'étranger (Auslandsorganisation), le département de politique étrangère du parti dirigé par Rosenberg, le bureau de Ribbentrop – avant qu'il ne devienne ministre –, le Sicherheitsdienst, en particulier, ne se contentaient pas de vouloir monter des Allemands de l'étranger contre leurs propres Etats. Parallèlement, ils s'efforçaient de structurer des partis de type fasciste et antisémite, surtout dans des pays où il n'y avait pas de germanophones pour faire surgir un mouvement favorable au Reich hitlérien[318]. La diffusion de la littérature antisémite était un élément fondamental de la « cinquième colonne » nazie. Par exemple, parallèlement au soutien apporté aux Allemands de Namibie, l'antisémitisme devait monter les Afrikanders contre la Grande-Bretagne « judaïsée[319] ». De même, au Brésil et en Argentine, les nazis avaient tenté de déborder des régimes à tendances fascistes en les faisant carrément basculer vers le nazisme[320].

Hitler continuait à espérer, début 1939, que, l'antisémitisme se diffusant de lui-même, les cartes internationales seraient redistribuées. N'y avait-il pas un potentiel antisémite aux Etats-Unis, susceptible de mettre Roosevelt en difficulté ? Le Japon ne justifiait-il pas ses

attaques contre la Chine par la nécessité de la protéger contre le bolchevisme et l'influence juive ? Le basculement de Mussolini vers l'antisémitisme en 1938 n'avait-il pas marqué son rapprochement de l'Allemagne ? Hitler espérait que l'antisémitisme lui permettrait de renforcer son influence sur Franco[321].

Enfin, élément essentiel, Hitler entendait prendre les Juifs d'Allemagne et d'Europe en otages face au « pouvoir juif mondial ». Le discours du 30 janvier 1939 est essentiellement adressé à Roosevelt, que les services de Goebbels avaient plusieurs fois qualifié de juif en dévoilant son « vrai nom : Rosenfeld ». Il s'agissait de faire pression sur lui, de le dissuader de se mêler des affaires européennes au moment où l'Allemagne nazie allait commencer sa conquête de l'« espace vital du peuple allemand ».

V.

Les démocraties ont laissé passer, à cette date, l'occasion de prendre le dictateur à son propre piège : en utilisant en faveur des victimes les mauvaises intentions de Hitler. En novembre 1938, si l'on faisait un bilan global, malgré la brutalité de la politique menée en Autriche, moins de la moitié des Juifs allemands et autrichiens avaient quitté le territoire du Reich. A cette date, 300 000 juifs avaient demandé un visa d'entrée aux Etats-Unis mais le nombre des entrées autorisées se montait à seulement 10 % de cet effectif. En 1938, les Etats-Unis n'avaient pas rempli les quotas prévus pour les Juifs allemands et autrichiens. En juillet 1938, un projet de loi qui aurait permis à 20 000 enfants juifs d'entrer dans le pays fut rejeté par le Sénat. On a en mémoire l'épisode du refus de laisser accoster le Saint Louis, qui transportait 936 émigrants juifs d'Allemagne[322].

Le décalage entre les principes humanistes et l'action

incitait Hitler, le 30 janvier 1939, au sarcasme :

> Je voudrais faire les remarques suivantes à propos de la question juive : c'est un spectacle absolument honteux de voir les démocraties, d'une part, dégouliner de pitié pour le pauvre peuple juif et, d'autre part, rester de marbre quand il s'agirait de remplir le devoir qui leur incombe évidemment, celui d'aider ce même peuple.

Bien entendu, l'hostilité radicale aux Juifs affleurait immédiatement :

> L'Allemagne a été assez bonne pour accueillir, des siècles durant, ces éléments, qui ne possédaient rien d'autre que des maladies contagieuses, politiques et biologiques. Ce que ce peuple possède aujourd'hui, il l'a acquis, par les pires manipulations, aux dépens du [...] peuple allemand.

Hitler justifiait *a posteriori* la Nuit de cristal :

> Nous ne faisons que réparer, aujourd'hui, ce que ce peuple a commis comme dégâts. Lorsque, naguère, le peuple allemand a été dépouillé de toute l'épargne accumulée par des décennies de travail, du fait de l'inflation déclenchée par les Juifs, lorsque le reste du monde a pris au peuple allemand le capital qu'il avait placé à l'étranger, lorsqu'on s'est emparé de nos possessions coloniales, de telles conceptions philanthropiques n'ont pas encombré l'esprit des responsables politiques dans les démocraties, elles n'ont joué aucune espèce de rôle.

Une constante du discours antisémite de Hitler est l'attribution aux juifs de toutes les difficultés traversées par l'Allemagne depuis 1918. Le 30 janvier 1939, il ne dérogea pas à la règle :

> Je peux assurer à ces messieurs, continua-t-il, que nous sommes complètement endurcis et dépourvus de toute attitude sentimentale par l'éducation brutale que les démocraties nous ont infligée quinze ans durant [...].

Versailles, les réparations, l'inflation, la grande crise

économique, mais aussi la république : voilà ce que les vainqueurs, selon Hitler, avaient imposé à l'Allemagne, contre son gré. Ils l'avaient fait, pensait le dictateur, sous l'influence, occulte ou déclarée, des Juifs. Les Juifs furent toujours pour Hitler un dénominateur commun à toutes les détestations dont il était porteur. Et, le 30 janvier 1939, il ajouta :

> L'Europe ne retrouvera pas la paix tant qu'elle ne sera pas débarrassée de la question juive.

Retenons que pour le dictateur allemand, une Europe unie ne pouvait être qu'une Europe sans Juifs. Nous verrons ressurgir cette formule à un moment décisif.

La paix dont le dictateur parlait était celle établie par la force des armes allemandes. Hitler souhaitait que l'Allemagne fût débarrassée de ses Juifs, parce qu'il était intimement convaincu que les Juifs étaient le seul vrai obstacle à l'acceptation par les autres peuples européens du principe de l'hégémonie allemande sur le continent.

> Il est bien possible, continua le Führer, que tôt ou tard l'unité se fasse en Europe sur ce problème, entre des nations qui, par ailleurs, n'auraient pas de motifs de s'entendre[323].

Hitler avait recours au principe, vieux comme l'humanité, du bouc émissaire, poussé à son paroxysme. Il n'avait qu'un ennemi suprême, « les Juifs ».

> Le peuple juif devra, comme les autres peuples, s'adonner à une activité solide et constructive ou bien il traversera, tôt ou tard, une tragédie sans équivalent.

Hitler se voyait en fait comme le rassembleur, derrière l'Allemagne, d'une internationale des antisémites, liguée à la fois contre la « finance juive » et le « judéo-bolchevisme » :

> Les peuples ne veulent plus mourir sur les champs de bataille pour que cette race internationale et sans enracinement s'enrichisse

> grâce à la guerre et apaise son esprit de vengeance vétéro-testamentaire. Le mot d'ordre juif : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » sera vaincu par une vérité plus forte : « Producteurs de toutes les nations, identifiez votre ennemi commun ! »

Tel était l'appel final de la partie antisémite d'un discours qui entendait faire comprendre à l'Europe et au monde que rien n'arrêterait le dictateur dans sa détermination à établir l'hégémonie allemande sur l'Europe. Et si les Etats « occidentaux » n'étaient pas prêts à partager avec lui le poids de la « question juive », alors Hitler se chargerait lui-même d'éliminer les Juifs d'Europe.

Comme Hitler avait de toute façon l'intention de faire la guerre pour asseoir la domination allemande, et comme les démocraties n'avaient aucunement l'intention – malgré les appels pressants du Vatican[324] – d'accueillir les Juifs persécutés du Reich ou de l'Autriche annexée, la menace hitlérienne apparaissait particulièrement redoutable.

En même temps, il ne faut pas faire dire plus à Hitler qu'il n'en dit ce jour-là. Le 9 novembre 1938 toujours, Hitler avait confirmé et précisé à Göring ce qu'il avait expliqué à l'ambassadeur de Pologne : il était intéressé par une « réinstallation » des Juifs à Madagascar et ferait une proposition dans ce sens aux pays occidentaux[325]. L'idée de Madagascar fut agitée jusqu'à la fin de l'année 1940[326]. A cette date encore, Hitler envisageait différentes « solutions de la question juive » et il n'excluait pas une « solution territoriale ». Or la déportation à Madagascar impliquait un accord avec les puissances occidentales, ne serait-ce que pour que la flotte de déportation allemande puisse librement accomplir sa sinistre besogne.

L'extermination d'un groupe humain, dénoncé par l'idéologie nazie au sein du Reich, n'était pas invraisemblable : dès l'automne 1939, à la faveur de la guerre, commença l'opération d'euthanasie. Ne peut-on pas imaginer une

élimination physique des Juifs allemands suite au déclenchement de la guerre ? Les hauts responsables de la SS y étaient prêts, mais non l'opinion. En plus, Hitler voulait garder les Juifs comme otages. Il est probable que si l'opération d'émigration forcée avait globalement réussi et si l'on avait assisté – était-ce, malheureusement, si invraisemblable ? – à une montée de l'antisémitisme dans différents pays, les nazis auraient songé sérieusement à éliminer les Juifs restés sur le territoire allemand. Mais surtout, en envahissant la Pologne, les nazis allaient se trouver confrontés à quatre à cinq fois plus de Juifs qu'il n'y en avait en Allemagne à leur arrivée au pouvoir[327]. De cette réalité émergea, en particulier dans la police de sécurité, l'idée d'une « solution européenne de la question juive ». Cependant, comme Hitler l'avait indiqué, seule une situation de guerre généralisée permettrait d'envisager une telle solution. En attendant, les instances du Reich se débattaient avec une impossible « solution de la question juive en Allemagne ».

Le 16 décembre 1938, une réunion destinée à préciser et commencer à mettre en œuvre la politique antijuive redéfinie le 12 novembre précédent rassembla Funk, ministre de l'Economie, Lammers, chef de la chancellerie du Reich, Helldorf, qui dirigeait la police de Berlin, et Heydrich, au ministère de l'Intérieur, en présence de Frick[328]. Ce type de réunions de coordination, dont Wannsee représenterait le point culminant, devenait permanent.

Le 24 janvier 1939 Heydrich était chargé par Göring d'organiser pour le Reich l'émigration forcée des Juifs[329]. Une Reichszentrale für jüdische Auswanderung était créée au sein du ministère de l'Intérieur, mais relevant de la seule autorité du chef du SD et de la Sipo et dirigée par Heinrich Müller, chef de la Gestapo. Il était « chargé d'élaborer une ligne d'action uniforme sur les points suivants : 1. Les mesures destinées à

préparer l'intensification de l'émigration des Juifs. 2. La filière d'émigration, en favorisant par exemple l'émigration des Juifs pauvres. 3. L'accélération de l'émigration dans les cas individuels[330] ».

Le lendemain, Heydrich prononçait un discours devant des hauts responsables SS[331] sur le danger juif, le danger de cette « éternelle sous-humanité ». Il y soulignait que l'expulsion des Juifs, à travers l'histoire, n'avait jamais fait que repousser la solution du problème. Himmler avait assisté à ce discours et il nota, dans son journal : « Esprit martial intérieur[332]. » Le régime était en guerre contre les Juifs.

Comme pour mieux refléter le basculement possible de la politique antijuive du régime, en mars 1939, Goebbels, toujours apte à se rallier à la politique qui avait la faveur de Hitler, parlait d'une « élimination totale » des Juifs : il précisait qu'elle se déroulerait de façon humaine en cas de paix – cette émigration forcée dont Heydrich avait reçu la charge –, de façon inhumaine en cas de guerre[333].

En avril 1939, Raymond Geistn, consul des Etats-Unis, faisait part de conversations qu'il avait eues avec Himmler et avec Heydrich[334]. Les principaux responsables SS envisageaient de mettre tous les Juifs capables de travailler dans des camps. Lorsqu'on aurait confisqué tous les biens juifs et isolé les individus en les soumettant à une pression sans équivalent, il faudrait se débarrasser brutalement du plus grand nombre possible. Retenons bien ce schéma : mise au travail des « Juifs aptes » et élimination des autres. Pour l'instant, l'élimination prenait les contours de l'expulsion. Après la guerre, il ajouterait avoir entendu en 1938 de Karl Hasselbacher, du département de lutte contre les Juifs et les francs-maçons au SD, que le régime nazi avait l'intention d'exterminer les Juifs restant dans le pays[335].

Le 11 février 1939 eut lieu la première séance de travail de la Centrale de l'émigration des Juifs :

> Heydrich déclara qu'il fallait naturellement s'opposer, en principe, à toute émigration illégale. Dans le cas de la Palestine, toutefois, la situation était telle que des transports illégaux en provenance d'autres pays européens, qui étaient eux-mêmes de simples pays de transit, y débarquaient, de sorte qu'en Allemagne on pouvait utiliser également cette possibilité, bien que sans participation officielle. Le conseiller Walter Hinrichs et le ministre Ernst Eisenlohr, qui représentaient les Affaires étrangères, n'y virent aucune objection et se dirent partisans d'exploiter toutes les occasions permettant de faire partir d'Allemagne ne fût-ce qu'un seul Juif[336].

Allant dans le sens de la « volonté du Führer », Heydrich cherchait à s'imposer comme le responsable de la « solution de la question juive ».

4
« Clarifier les questions de fond »

Reinhard Heydrich et la constitution du ministère des affaires policières du **Reich**

I.

Le discours du 30 janvier 1939 n'était pas seulement intéressant parce que Hitler y proclamait la force et la cohérence – folle – de ses convictions idéologiques les plus profondes. On y apprenait en outre que le Führer se réjouissait de voir émerger au sein du régime une instance qui se consacrait plus particulièrement à la persécution des Juifs. Et le dictateur, en la mentionnant dans son discours, montrait combien il attendait d'elle :

> La juiverie, en ce moment, réussit à mener ses intrigues dans certains Etats, sous le couvert d'une presse, d'un cinéma, d'une propagande radiophonique, de théâtres, de maisons d'édition, etc., qui sont entre ses mains. Mais si ce peuple réussissait à jeter encore une fois des millions d'individus dans un conflit absurde pour les nations et qui ne servirait que les intérêts du peuple juif, alors on constatera encore une fois l'efficacité d'un travail de renseignement qui a conduit à l'écrasement de la juiverie dans la seule Allemagne en l'espace de quelques années.

Et le Führer précisait, parlant des « institutions qui sont à même d'éclairer, si nécessaire, le reste du monde sur la nature d'une question qui est instinctivement perçue par beaucoup de peuples mais qui doit leur être présentée sous une forme scientifique[337] ».

Reinhard Heydrich était parmi les auditeurs de Hitler au Reichstag. Pour lui, aussi discrète fût-elle, la longue allusion de Hitler au travail qu'il avait effectué depuis 1933 était une consécration. Depuis plusieurs années en Allemagne, le Sicherheitsdienst, ou SD, service de renseignements de la SS, fondé par lui en 1931, avait forgé les outils du renseignement et du combat contre les « ennemis de l'Etat et du peuple ». Avec les années, le SD avait fait de la persécution des Juifs l'une de ses priorités. La mention que Hitler avait faite de l'institution du nouveau régime qui allait jouer un rôle décisif dans la mise en œuvre de la « solution finale » était d'autant plus importante pour Heydrich que le dictateur arbitrait de la sorte entre les différentes factions qui entendaient travailler dans le sens de la politique antijuive du Führer. A trente-cinq ans, Heydrich était confirmé par Hitler dans le rôle qu'avait défini Göring le 24 janvier 1939, celui de coordonnateur de la « solution de la question juive ». Plus précisément, le dictateur indiquait qu'il y avait à ses yeux plus important encore que la Reichszentrale : le travail de renseignement et d'identification des ramifications de la « juiverie internationale » qu'avait accompli le SD ; c'était ce travail qui légitimait le rôle désormais essentiel joué par Heydrich dans la politique antijuive. Comme toujours, Hitler avait procédé par allusions, mais en sachant très bien que ce qu'il venait de dire serait soupesé dans le moindre détail par tous les hommes du régime souhaitant jouer un rôle dans la « question juive ».

Reinhard Heydrich était né en 1904 à Halle[338], dans une famille de musiciens[339]. Son père, Bruno Heydrich, avait été ténor, spécialisé dans les opéras wagnériens. Il avait même été

invité à chanter à Bayreuth en 1890. Il fit une carrière assez réussie, où il avait chanté sur les scènes, entre autres, de Weimar, Magdeburg, Francfort, Brunswick, Prague et Vienne. Malgré sa réputation, Bruno Heydrich dut pourtant constater qu'il n'avait pas percé à Bayreuth[340] et il prit le parti de s'établir comme professeur de musique, en espérant pouvoir s'adonner à ses deux passions : diriger des orchestres et composer. Ayant épousé la fille d'Eugen Krantz, fondateur et directeur du conservatoire, à l'époque mondialement réputé, de Dresde, Bruno Heydrich put lui-même ouvrir un conservatoire à Halle, la ville natale de Haendel. C'est dans cette ville que naquirent ses trois enfants, Maria (1901), Reinhard et Heinz Siegfried (1906).

Les biographes aimeraient souvent expliquer la vie par l'enfance. Reinhard Heydrich serait devenu l'un des plus grands criminels de l'histoire de l'humanité parce que son père aurait été habité par le ressentiment de ne pas avoir fait une meilleure carrière ; sa mère, Elisabeth, aurait au fond considéré que, fille d'un professeur de musique établi et connu, elle faisait, en épousant Bruno Heydrich, un mariage en dessous de sa condition sociale – avec un protestant, qui plus est, alors qu'elle était catholique. Un père ambitieux et frustré, une mère insatisfaite et élevant ses enfants dans un catholicisme rigoriste. Et voilà comment on éduque un criminel d'Etat ! Le piège dans lequel tombent beaucoup de biographes est d'écrire la vie de leur sujet en partant de son dénouement. Si on avait demandé à un psychologue clairvoyant de donner quelques pistes sur l'évolution possible de Reinhard Heydrich et de son frère, Heinz Siegfried, à la veille de la Première Guerre mondiale ou même au lendemain de celle-ci, personne n'aurait pu prédire, malgré la force de caractère de l'un et le côté effacé de l'autre, l'ascension fulgurante du premier au sein d'un Etat totalitaire dans les années 1930 ni le suicide du second en novembre 1944 pour échapper à une enquête de la

Gestapo après qu'il eut procuré des papiers à des Juifs pour qu'ils pussent s'échapper vers le Danemark et la Suède – une autre version veut qu'il ait détourné des fonds de la Compagnie de propagande de la Wehrmacht, à laquelle il avait été affecté, pour acheter des vêtements à des prisonniers soviétiques qui travaillaient pour son unité[341].

Les recherches que nous avons menées dans les papiers personnels de Heydrich montrent l'inanité de bien des explications par l'enfance[342]. Rien ne vient confirmer la thèse d'une enfance dans une famille minée par le ressentiment. Reinhard a eu une enfance heureuse, un père qui avait fait un mariage le mettant suffisamment à l'abri de tout souci financier pour lui permettre de fonder un conservatoire ; Bruno Heydrich est resté dans l'histoire de la musique comme le compositeur, de second plan certes, d'une centaine d'œuvres[343]. La famille Heydrich devint rapidement une famille établie à Halle, jalousée même du fait de la réussite de Bruno et d'Elisabeth Heydrich, dont le conservatoire eut, à force de travail[344], un grand succès jusqu'en 1914[345]. Et, quand bien même on se plaît à insister sur l'arrogance de petit bourgeois arrivé de Bruno Heydrich[346] et sur la froideur et la distance de sa femme, catholique rigoriste, il serait ridicule de vouloir expliquer ainsi l'histoire de leur fils. Un témoin, anonyme, ancien camarade de classe de Heydrich, insistait d'ailleurs sur l'humour de Bruno Heydrich, ses talents de conteur, sa maîtrise impressionnante de plusieurs instruments et ses capacités d'administrateur de ce qui en une dizaine d'années était devenu une petite entreprise[347].

Ce qui est resté à Heydrich, toute sa vie, de son enfance, c'est un talent de violoniste, musicien doué selon les témoins, capable de susciter des émotions chez ses auditeurs[348]. Mais, dans les années du nazisme, Heydrich jouait surtout pour lui, en s'isolant[349], et nous voilà d'emblée confrontés à ce qui a sans doute détourné les historiens d'écrire sa biographie : il incarne

l'un des clichés concernant les SS, gens cultivés et assassins, émus par Mozart et capables d'ordonner des massacres de type génocidaire, qui ont poussé jusqu'au bout le paradoxe de la « patrie des poètes et des penseurs » (Heimat der Dichter und Denker) devenue celle « des juges et des bourreaux » (Heimat der Richter und Henker), pour reprendre une formule célèbre.

Bien entendu, l'univers nazi de Reinhard Heydrich a pu venir s'alimenter, en particulier, comme chez Hitler, à la source impure du wagnérisme, mélange de musique envoûtante, d'antisémitisme forcené[350], de néopaganisme germanique[351] et de christianisme gnostique[352]. Et il n'est pas indifférent de noter que Bruno Heydrich s'était spécialisé dans les rôles wagnériens ; qu'il composa des opéras en hommage au grand compositeur et que Heydrich avait pour premier prénom celui du héros d'un opéra de son père intitulé Amen et pour second prénom Tristan, allusion transparente.

Jusqu'au bout de son existence, Heydrich a témoigné une affection à l'artiste que fut son père, progressivement ruiné par la guerre puis par les crises économiques. La veille de l'attentat auquel il ne devait pas survivre, il faisait interpréter des œuvres de son père au Théâtre national de Prague[353]. Sur son lit de mort, il cita à Himmler venu lui rendre visite un extrait d'un livret d'opéra paternel[354]. La correspondance privée du début des années 1930 montre des relations devenues plus difficiles avec sa mère, non seulement parce que Elisabeth Heydrich reprochait à son fils de s'éloigner du catholicisme et avait été rebutée par la présence de nazis en uniforme à la cérémonie de mariage de son fils[355], mais aussi parce que, dans une situation financière catastrophique, ne réussissant pas à obtenir sa part d'héritage après la vente du conservatoire de son père à Dresde[356], elle se plaignait auprès de son fils qu'il ne jouât pas son rôle de chef de famille et ne soutînt pas mieux ses parents[357].

Ce type de tensions ne suffit cependant pas à expliquer que Heydrich ait détesté l'essentiel de ce à quoi avait cru sa mère : il fut un persécuteur constant de l'Eglise catholique – que Hitler devait modérer. On remarquera que, bien qu'il semble s'être mieux entendu avec son père qu'avec sa mère, il poursuivit aussi avec constance la franc-maçonnerie, alors que son père avait fait partie d'une loge[358]. De même, son antisémitisme est à envisager, nous allons y revenir, sur la toile de fond de la participation importante des Juifs allemands à la culture et à la création musicale de leur pays – et de la rumeur qui fit, après 1916, de Bruno Heydrich un Juif. Reinhard semble avoir poursuivi avec acharnement toute une partie du monde à proximité ou au sein duquel il avait grandi. Il avait eu une enfance heureuse dans une atmosphère de prospérité indéniable, tout cela s'était écroulé et il en attribuait la responsabilité à des « corps étrangers » dont ses parents ne s'étaient pas méfiés.

En 1935, devenu chef de la police politique du III^e^ Reich, Heydrich expliquait à l'historien et diplomate suisse Carl J. Burckhardt, chargé d'une mission internationale d'enquête sur les camps de concentration : « Les francs-maçons sont les instruments de la revanche juive ; tout au fond de leur temple, on trouve un gibet, dressé devant le Saint des Saints, lequel est dissimulé par un rideau noir et accessible seulement aux initiés ; derrière le rideau, il n'y a qu'un mot inscrit : "Yahvé", un nom qui en dit plus que tout le reste[359]. » Et le chef du SD d'ajouter, à cette époque, que si les francs-maçons l'emportaient dans leur lutte avec les nazis, alors ils s'adonneraient à des « orgies de cruauté » à côté de laquelle « la sévérité d'Adolf Hitler apparaîtra très mesurée ».

L'historien suisse n'était pas au bout de ses surprises puisque, deux jours après cette conversation, il eut droit à la visite guidée, par Heydrich lui-même, du « Musée de la franc-maçonnerie » au siège de la Gestapo, dans la Prinz-Albrecht-

Strasse. La première pièce, d'après le chef de la Gestapo, contenait la liste de « tous les francs-maçons du monde[360] ». La deuxième salle était sans fenêtres et tapissée de noir, dans une obscurité totale ; « Heydrich alluma une lumière violette et, lentement, toutes sortes d'objets de culte francs-maçons sortirent de l'ombre. Lui-même avait une pâleur cadavérique dans cette lumière blafarde et il traversa la pièce en parlant sur la conspiration mondiale, les degrés de l'initiation et, naturellement, les Juifs, situés au sommet de la hiérarchie, qui dirigeaient le tout dans le but de détruire toute vie. Puis venaient des pièces basses et étroites, toujours plus sombres, qu'on ne pouvait traverser qu'en se courbant, avec des squelettes qui bougeaient automatiquement et vous agrippaient aux épaules avec leurs mains ».

Le futur organisateur de la conférence de Wannsee faisant installer un train fantôme au siège de la Gestapo pour illustrer sa croyance dans la « conspiration juive internationale » ! Oskar Mazerath, le héros du Tambour de Günter Grass, reste enfant physiquement pour observer à loisir un monde d'adultes restés enfants psychiquement. Heydrich pourrait être l'un des personnages qu'il observe, muni à trente ans d'un pouvoir de vie et de mort sur des millions d'individus mais dont une partie de la personnalité semble avoir cessé de grandir au sortir de l'enfance – au moment où l'Allemagne en guerre voyait brisée une ascension qui avait paru jusque-là irrésistible.

II.

La Première Guerre mondiale a représenté en effet la véritable rupture dans l'histoire de la nation forgée par Bismarck. Emportée par la dynamique prodigieuse qui l'avait projetée, en quarante ans, aux premières places de l'économie mondiale, l'Allemagne industrielle était capable d'absorber

bien des chocs et de surmonter bien des tensions tant que la paix durait. Elle avait atteint un équilibre précaire mais réel, ce qu'on a appelé le Sonderweg[361], la voie allemande particulière dans la modernisation industrielle qui précède la Première Guerre mondiale : l'aristocratie foncière jouait un rôle politique actif et procédait à la modernisation de l'agriculture ; la paysannerie représentait encore 35 % de la population, malgré la puissance industrielle du pays ; et la bourgeoisie marquait son attachement aux valeurs reconstituées d'une ruralité d'Ancien Régime mythifiée (la « Kultur ») dont elle opposait le sens de la « communauté » (Gemeinschaft) aux sociétés atomisées (Gesellschaft) de l'Occident, vu comme individualiste, égalitaire et mû par l'intérêt financier plutôt que par le sens de l'honneur[362].

Impressionnés par le déchaînement de violence dont a été capable la société allemande entre 1914 et 1945, les historiens ont eu tendance, souvent, à tracer une ligne droite de l'époque bismarckienne à l'époque nazie. Sans vouloir cultiver le paradoxe, l'atmosphère du Stechlin, roman de Theodor Fontane, semble un point de vue au moins aussi approprié que l a Gesellschaftsgeschichte de Hans-Ulrich Wehler pour appréhender l'aristocratie prussienne des années 1890[363]. Ce dernier dépeint une caste aristocratique prussienne luttant désespérément pour sauver ses privilèges de classe à l'âge industriel, au risque d'aiguiller l'histoire allemande sur des « chemins qui ne mènent nulle part ». Mais, comment comprendre alors que, chez Fontane, la même classe sociale soit dépeinte sous un jour plutôt débonnaire, ou que l'aristocratie d'un ancien grand domaine de Poméranie s'accommode finalement avec humour de ce que son candidat perde une élection, au début des années 1890, sous l'effet de la poussée de la social-démocratie ? Le soir du vote, elle noie son chagrin, très relatif, dans du champagne, dont la dégustation permet de rendre hommage au voisin français dont il est dit

que lui aussi sait perdre dans l'honneur. Aucune peur sociale incontrôlée, aucune trace de haine d'un ennemi héréditaire chez ces Junker, aucune théorie de la conspiration non plus.

L'Allemagne des années 1890-1910 était-elle une société plus équilibrée que ce qu'en a dit l'historiographie des années 1970 et 1980 ? Le camarade de classe de Reinhard que nous avons déjà cité décrivait ainsi l'intérieur des Heydrich : « Il était d'un style bourgeois de bon aloi. On pouvait s'y sentir bien. L'ensemble respirait une certaine aisance. De belles pièces lambrissées, de belles assiettes d'ornement sur les murs, beaucoup d'argenterie et des couverts pour la table de belle facture. Dans le bâtiment de l'autre côté de la cour se trouvait une belle salle dotée d'une scène, qui avait été édifiée avec soin. J'y ai vu plusieurs fois se produire des débutantes et des débutants. Le maître des lieux, Bruno Heydrich, était toujours assis au piano à queue », avec son imposante stature (il pesait plus de 120 kilos)[364]. C'est un monde qui aspirait, comme ailleurs en Europe, à la paix, à l'ascension sociale et au bonheur individuel.

Certes, la bourgeoisie de l'époque wilhelmienne était fière de ce que l'Allemagne était capable de faire depuis Bismarck ; elle était fascinée par l'armée, et le jeune Reinhard était un garçon de son temps lorsqu'il s'enthousiasmait pour les parades du 75e régiment d'artillerie de campagne stationné à Halle ou lorsqu'il admirait les navires de la Marine impériale qui croisaient au large de Swinemünde, sur la mer Baltique, là où la famille passait les vacances d'été[365]. Mais cela le rendait-il différent de millions d'enfants britanniques ou français de la même époque ? Le culte de Napoléon dans la bourgeoisie française à la fin du XIXe siècle est-il moins répandu que celui de Frédéric II ou de Bismarck dans la bourgeoisie allemande de l'ère wilhelmienne ?

Plus caractéristique du Sonderweg était sans doute la fermentation idéologique du monde rural, d'autant plus enclin

à faire entendre sa voix qu'il restait puissant dans une société en pleine industrialisation, et dans lequel s'enracina, dans les années 1890, un nationalisme teinté d'antisémitisme[366]. Pour autant, il est difficile d'affirmer que les élites, rurales et industrielles, entraînaient plus le pays vers la guerre que les élites françaises ou britanniques, et a fortiori russes ou austro-hongroises. L'irrationalisme, l'antisémitisme, le racisme, l'impérialisme, le nationalisme, le militarisme étaient des tendances répandues dans une partie des élites européennes, comme l'a montré Hannah Arendt[367]. Mais il y avait aussi des tendances opposées, non moins puissantes, en Allemagne en particulier. Dans sa thèse sur les buts de guerre économiques des puissances durant la Première Guerre mondiale, Georges-Henri Soutou a dressé le tableau d'une élite économique et politique allemande qui, jusque tard dans le conflit, continue à penser l'après-guerre dans les termes d'une reconstruction de l'ordre libéral mondial[368].

Avant 1914, les élites allemandes profitaient de l'équilibre économique atteint grâce au protectionnisme modéré instauré sous Bismarck[369]. Celui-ci parti, en 1890, le dernier facteur déséquilibrant, la législation antisocialiste, avait été supprimé. Le monde ouvrier était représenté soit par le parti catholique soit par un parti socialiste où les thèses réformistes l'emportaient sur les thèses marxistes. L'institution par Bismarck, dès 1871, du suffrage universel avait été accompagnée d'une participation croissante aux élections. Et, en 1912, le SPD était devenu le premier parti représenté au Reichstag[370].

C'est Jean Jaurès qui a le mieux saisi l'atmosphère de l'Allemagne de cette époque, faisant écho à sa manière au diagnostic de Fontane. Grand connaisseur de l'Allemagne[371], il plaidait vigoureusement contre les tentations bellicistes en France – et en particulier contre l'alliance russe –, à partir de 1905, parce qu'il avait vu combien, au sein du Reich, le

mouvement vers la démocratie, qui profitait du parlementarisme de fait, sinon de droit, qu'avait mis en place Bismarck, avait besoin de la paix pour s'imposer aux forces réactionnaires. La guerre et la suppression des libertés à l'intérieur qui s'ensuivrait, expliquait Jaurès, permettraient aux Junker de réaffirmer leur autorité sur la société alors que, sans guerre, ils seraient confrontés à la montée irrésistible des idées et des pratiques politiques modernes. Et si par malheur une guerre devait éclater, c'en serait fini de la lutte de l'Internationale pour la paix : les socialistes allemands légitimeraient leur ralliement à l'impérialisme wilhelmien par l'opposition au régime des tsars.

Guillaume II était le fidèle reflet des contradictions de l'Allemagne de son époque[372]. Et ce n'est pas un paradoxe que Bruno Heydrich ait fait jouer l'un de ses opéras, intitulé Frieden (paix), pour le quarante-huitième anniversaire du monarque en 1907[373]. Le petit-fils de Guillaume Ier était aussi sincèrement épris de paix qu'il aimait diriger des parades militaires. Il pouvait être tour à tour l'ami des ouvriers et un défenseur acharné du suffrage censitaire pour l'élection au Landtag de Prusse. Il se voulait un monarque chrétien, réconciliateur des catholiques et des protestants, et s'enthousiasmait pour l'idée raciste d'une supériorité des peuples nordiques. Il provoquait la France à propos du Maroc en 1905 mais rêvait, deux ans plus tard – l'année de la représentation de Frieden –, de présider un grand congrès des puissances européennes qui mettrait fin aux rivalités coloniales. La multiplication des discours, l'incapacité à rester longtemps en place au même endroit, les bouffées de haine contre les Juifs – le souverain écrivit un jour qu'il avait envie de « gazer tous les Juifs[374] » – en font en quelque sorte une figure qui annonce Hitler mais, face à la guerre imminente, il se démena pour sauver la paix puis capitula, fataliste, devant la logique bureaucratique de la mobilisation des armées de

conscription qui, une fois mise en branle, ne pouvait plus être arrêtée[375].

La guerre n'aurait pas dû toucher plus que la moyenne la famille Heydrich : Bruno n'était plus mobilisable ; Reinhard et son frère ne l'étaient pas encore. Il se produisit cependant, en 1916, un événement qui bouleversa toutes les données. A force de travail, Bruno avait la fierté d'être enfin admis dans le Dictionnaire de la musique de Hugo Riemann, véritable Who's Who de la profession. Or, lorsqu'il ouvrit l'édition qui le citait pour la première fois, il lut : « Heydrich, Bruno (en fait Süss)… » Les rédacteurs du dictionnaire pensaient avoir découvert que Bruno Heydrich avait une ascendance juive[376]. Même si, suite à un procès, le contenu de la parenthèse fut retiré dans les éditions ultérieures, une rumeur était née.

Les origines de la méprise étaient facilement identifiables. La mère de Bruno, Ernestine Wilhelmine Lindner (1840-1923), s'était mariée, en secondes noces, après le décès du père de Bruno, Carl Heydrich (1837-1874), avec un M. Gustav Robert Süss (1853-1931), nom porté autant par des non-Juifs que des Juifs dans l'Allemagne wilhelmienne. La rumeur sur l'ascendance juive de la famille, une fois ancrée, fut impossible à éteindre. Elle fut colportée par des proches, qui se persuadèrent que Bruno avait l'« air juif » parce qu'il avait une apparence d'artiste – sur la photo accompagnant l'article du Lommatscher Anzeiger und Tagesblatt qui célèbre son soixante-cinquième anniversaire, il porte des lunettes qui lui donnent un air intellectuel ; il a le regard habité par le monde musical qu'il porte en lui, le cheveu bouclé et génial et le col cassé légèrement de travers[377] : dans l'Allemagne de 1840, on l'aurait qualifié de « romantique » ; en 1916, en pleine montée du nationalisme antisémite, on le traitait de « Juif ». L'association était facile à faire : le « Juif Süss ».

La rumeur accompagna Reinhard Heydrich au lycée puis quand il devint officier de marine. Elle était absurde, puisque

Bruno Heydrich était né en 1863 – à moins d'imaginer un mariage de sa mère avec un ancien amant. Pourtant, peu après la prise du pouvoir, avant que Heydrich eût fait établir son arbre généalogique pour la SS, un camarade du parti de Halle, jaloux de son ascension rapide, l'avait dénoncé comme Juif[378]. L'établissement de son arbre généalogique ne suffit d'ailleurs pas à faire taire la rumeur : en 1940 encore, Heydrich dut intenter un procès à un boulanger du nom de Pabst – qui fut condamné à un an de prison pour avoir colporté la légende. Après sa mort, Himmler amoindrit la réputation de son ancien adjoint en laissant courir la rumeur à nouveau[379] et en déclarant à son masseur qu'il avait ainsi « tenu » le chef du RSHA. Peut-être le Reichsführer SS voulait-il aussi attribuer une partie de la responsabilité du judéocide à un Juif, comme, après la guerre, Helmut Maurer, de l'Abwehr, Wilhelm Höttl, ancien officier du SD, Wilhelm Stuckart, directeur au ministère de l'Intérieur et participant de la conférence de Wannsee[380], ou des historiens[381] qui ont repris l'affirmation à leur compte. Mais l'enquête systématique menée par Karin Flachowsky dans les registres paroissiaux de Saxe a définitivement prouvé, si besoin était, que Heydrich n'avait aucune ascendance juive[382].

Que peut-on dire, finalement, de cet épisode ? Les historiens, à cause de l'affaire Dreyfus en France, de la figure de Karl Lüger en Autriche ou des pogroms dans la Russie des tsars, ont tendance à sous-estimer l'antisémitisme dans l'Allemagne wilhelmienne : la rumeur était partie, dans le cas qui nous intéresse, de l'information, exacte, selon laquelle Bruno Heydrich envoyait de temps en temps de l'argent par mandat à une Mme Süss.

Il est significatif que, dans le milieu musical de cette Allemagne, on ait voulu freiner l'ascension professionnelle de Bruno Heydrich en lui attribuant une ascendance juive. Richard Wagner avait donné à l'antisémitisme ses lettres de

noblesse dans la profession, sans pouvoir empêcher qu'elle fût un domaine où un certain nombre de Juifs assimilés réussissaient avec brio. Domaine par excellence de la culture allemande, le monde musical reflète peut-être mieux que d'autres les tensions inhérentes aux élites de l'époque bismarckienne et wilhelmienne, partagées entre l'idéal cosmopolite d'un Goethe ou d'un Beethoven et l'exaltation d'une « âme allemande » fermée aux influences étrangères. La guerre donna une impulsion décisive à ces tendances.

Si Bruno Heydrich avait été un antisémite marqué, il aurait d'emblée fait taire les insinuations de collègues envieux, agacés par son ascension sociale et le qualifiant d'arriviste. Mais il semblait dénué de tout préjugé – il avait des relations cordiales avec l'un de ses voisins juifs et, surtout, avec le maître de chant de la synagogue de Halle[383]. L'abattement qui fut celui de la famille face au « coup dur » de l'article du dictionnaire[384] confirme ce qu'on sait par ailleurs sur son option politique nationale-libérale, répandue dans la bourgeoisie allemande de cette époque. La crainte d'être assimilé aux Juifs témoigne de l'acceptation passive de la représentation imposée par les antisémites – terreau sur lequel la persécution des années 1933-1938 a prospéré[385].

La guerre a représenté une véritable rupture des relations entre les Juifs et les autres Allemands. Les historiens ont fait remarquer depuis longtemps que le premier conflit mondial a permis à la France de surmonter complètement l'affaire Dreyfus tandis qu'en Allemagne il a marqué l'amorce du cycle antisémite qui mène à 1933[386]. L'année où Bruno Heydrich était identifié comme prétendument Juif dans le dictionnaire de Riemann, l'état-major de l'armée prussienne commanda une étude pour réfuter un préjugé de plus en plus répandu sur le fait que les Juifs étaient des « planqués ». Or, bien que la rumeur fût infirmée par l'enquête, les résultats de celle-ci ne furent jamais publiés[387].

En tout état de cause, il paraît difficile de faire du souci de prouver qu'il n'était pas juif le moteur, chez Heydrich, d'un antisémitisme génocidaire. En revanche, on peut penser que, chez un individu viscéralement antisémite et doué d'une énergie destructrice comme l'était le chef du Sicherheitsdienst, la volonté de se laver de la rumeur a encore accru la haine qu'il portait aux Juifs. Face à ses camarades, quand il était jeune officier de marine, au début des années 1920, il semble avoir hésité entre la dérision (présenter son père comme le fils d'un Tsigane, tellement doué pour la musique qu'il avait été adopté par Carl Heydrich) et l'expression d'un antisémitisme virulent[388].

III.

La rumeur a pu être un temps reprise par les historiens parce que l'on ne sait pas grand-chose, en fait, de la maturation idéologique de Reinhard Heydrich. En particulier, personne n'est capable de retracer exactement l'histoire de son antisémitisme.

Prenons, par comparaison, Heinrich Himmler. Richard Breitman a pu reconstituer son parcours idéologique dès les années 1920 et retrouver, par exemple, l'édition de Mein Kampf où il avait, dès 1927, annoté en marge le passage où Hitler regrettait qu'on n'eût pas exposé des « intellectuels juifs » aux gaz de l'armée française en 1914[389]. De même, le journal de Goebbels nous permet de suivre, depuis le milieu des années 1920, un antisémitisme déjà bien ancré chez l'écrivain manqué quand il se rallie à Hitler[390]. Pour Reinhard Heydrich, rien d'aussi détaillé. On ne peut que reconstituer l'atmosphère dans laquelle il a grandi pour comprendre un peu mieux comment il est devenu l'un des antisémites les plus criminels de l'histoire.

Une fois passé l'enthousiasme du Burgfrieden, de l'union

sacrée, l'Allemagne, arrêtée net dans ce qui avait été avant guerre une dynamique irrésistible, confrontée à des difficultés économiques croissantes, se divisa toujours plus, socialement et politiquement[391]. L'unanimisme qui avait présidé au Sonderweg vola en éclats dans le monde paysan ; si, à l'inverse, le monde ouvrier profita apparemment de la guerre pour obtenir une législation sociale favorable, les élites économiques et politiques ne lui pardonnèrent ni les grèves de 1917-1918, ni les concessions qu'il leur avait arrachées au lendemain de l'armistice[392].

Dans une société humiliée par une défaite dont elle ne comprenait pas les causes, puisqu'en mars 1918 l'armée avait semblé au bord de la victoire – Bruno Heydrich n'en doutait toujours pas à quelques semaines de l'armistice –, appauvrie et affamée par le blocus, rongée depuis au moins 1916 par l'inflation, les Juifs devinrent un bouc émissaire facile[393]. Le camp conservateur et nationaliste aurait cependant été largement discrédité par la défaite si les Alliés n'avaient pas commis l'erreur de faire porter à toute l'Allemagne la responsabilité de la guerre : aux partis qui avaient souhaité une paix de compromis et transmis la demande d'armistice, comme aux partis nationalistes intransigeants[394].

Même au plus fort de l'ascension électorale du nazisme, les idées impériales-racistes et l'antisémitisme radical ne furent jamais majoritaires dans le pays[395]. L'humiliation du traité de Versailles suffit cependant pour constituer un terreau sur lequel prospérèrent le pangermanisme et la haine de la démocratie. Aux premières élections de Weimar, les partis qui soutenaient la démocratie avaient pourtant été largement majoritaires[396]. En refusant de jouer la carte des républicains contre les élites d'Ancien Régime, les Alliés privèrent rapidement les libéraux de gauche, le Zentrum catholique et surtout le SPD de la légitimité nécessaire. La droite antisémite put prospérer à la faveur de l'association entre « Weimar » et

la défaite[397]. Le bouleversement des repères causé par l'inflation puis le chômage consécutif à la Grande Dépression firent le reste.

En 1932, le parti nazi réussit à fédérer les conservateurs depuis l'extrême droite et disposait, avec 35 % des voix environ, des moyens d'imposer sa participation au pouvoir. Cependant, même après l'accession de Hitler à la chancellerie, dans l'atmosphère de terreur qui suivit l'incendie du Reichstag, les nazis n'obtinrent pas la majorité absolue. La dissimulation des réels objectifs du régime et l'exaltation du consensus national ont fait autant, sinon plus, que l'intimidation et la terreur, entre 1933 et 1939, pour entraîner la société allemande[398]. Les succès de la diplomatie d'intimidation des années 1935-1938 établirent définitivement la popularité de Hitler. En 1940, l'Allemagne, quasi unanime, fêta Hitler anéantisseur du traité de Versailles grâce à la victoire contre la France dans une guerre éclair[399].

Heydrich avait dix ans au moment de la déclaration de guerre de 1914, quatorze ans à la fin du conflit. Il appartenait à une génération trop jeune pour avoir combattu mais qui avait rêvé de la victoire, qui avait imaginé la guerre comme héroïque sans en éprouver les horreurs[400]. Reinhard fut touché par la nouvelle de la défaite en pleine adolescence, à l'âge où il pouvait se figurer un destin au service d'une nation devenue la première puissance d'Europe, sinon du monde.

Dans une chronique stimulante, l'historien Niall Ferguson a « décrit » ce qu'aurait été une Europe où l'Allemagne aurait gagné la Première Guerre mondiale[401] : « Si la Grande-Bretagne n'était pas entrée en guerre [en tout cas dans les premières semaines], l'Europe continentale aurait été transformée en quelque chose qui aurait beaucoup ressemblé à l'Union européenne d'aujourd'hui – mais sans la contraction massive de la puissance maritime de la Grande-Bretagne qui a résulté des deux guerres mondiales. Peut-être aussi

l'effondrement complet de la Russie dans les horreurs de la guerre civile et du bolchevisme aurait-il été évité [...]. Et il n'y aurait certainement pas eu non plus la grande ingérence de la puissance financière et militaire américaine que nous avons connue, qui a signifié effectivement la fin de la domination financière britannique dans le monde. Bien entendu, le fascisme aurait été pensable en Europe ; mais c'est en France plutôt qu'en Allemagne que les nationalistes radicaux auraient eu le plus de succès. On peut même imaginer que, en l'absence des tensions et des difficultés causées par la guerre mondiale, les inflations et déflations du début des années 1920 et du début des années 1930 n'auraient pas été aussi terribles. Si le Kaiser avait triomphé, Hitler aurait pu continuer sa vie d'artiste manqué et de soldat comblé dans une Europe centrale dominée par l'Allemagne, situation à laquelle il n'aurait pas pu trouver beaucoup à redire. »

Rappel utile : il ne faut jamais essentialiser les événements et les biographies. Reinhard Heydrich est devenu un criminel contre l'humanité dans une Allemagne qui avait totalement perdu ses repères politiques, économiques, sociaux, et, last but not least, moraux au cours de la Première Guerre mondiale et des deux crises économiques des années 1920. A envisager la suite de sa biographie, on peut imaginer Heydrich, dans une Europe wilhelmienne, devenant ce chimiste réputé qu'il ambitionnait d'être durant ses années au Reformgymnasium de Halle[402], puis, grâce à son don pour les langues[403], à son énergie[404] et à ses talents d'organisateur, accédant au Vorstand d'IG Farben après en avoir dirigé le bureau d'espionnage industriel – et chargé du développement de l'entreprise en Europe orientale et en Russie. On peut l'imaginer aussi, vu ses talents sportifs, obtenant la médaille d'or, individuellement et par équipe, au sabre et à l'épée, aux Jeux olympiques de 1936[405] et dédiant sa victoire au vieil empereur Guillaume II fêté par toute l'Europe comme un

souverain apaisé[406].

La défaite bouleversa le jeune Reinhard. Halle fut le siège d'un soulèvement d'extrême gauche en janvier 1919, qui réussit à imposer une autorité partielle sur la ville durant plusieurs semaines. Après qu'une grève générale des « rouges » eut échoué et suscité des contre-manifestations, le corps franc du général Maercker entra dans la ville le 1er mars 1919. Les révolutionnaires ne furent définitivement vaincus que le 5 mars, au terme de grandes violences[407]. Le général Maercker ordonna la formation d'un Freikorps Halle et d'une milice de défense de la ville. Le 6 mars, Reinhard se rendit, non loin de chez ses parents, au quartier général du commandant Lucius, qui avait la responsabilité du secteur centre[408]. Un an plus tard environ, deux autres documents témoignent de l'engagement de l'adolescent[409].

En mars 1920, en effet, après le putsch de Kapp, un nouveau soulèvement révolutionnaire se déclencha. Outre son engagement militant, Reinhard entra dans la Technische Nothilfe, qui s'occupa de maintenir les infrastructures et l'approvisionnement en énergie durant le temps des combats pour la maîtrise de la ville. Les affrontements de mai 1920 furent particulièrement violents puisqu'ils firent des centaines de victimes, en particulier lors du « dimanche sanglant de Halle » le 21 mars. Après que l'insurrection révolutionnaire eut été écrasée, Halle reçut le surnom de « cœur rouge sang d'Allemagne centrale[410] ».

Les corps francs furent l'un des premiers laboratoires du nazisme : leurs hommes, pour la plupart des soldats qui avaient refusé la démobilisation, étaient souvent extrêmement antisémites. On ne peut que spéculer sur la question de savoir si la répression des « ennemis du peuple » a inspiré Heydrich lorsque, à la fin des années 1930, il a commencé à former des Einsatzgruppen qui devaient éliminer un certain nombre d'individus « indésirables » dans les pays envahis.

En revanche, Friedrich Karl von Eberstein, fils de la marraine de Heydrich, témoigna après 1945[411] de l'intérêt que Heydrich portait, au début des années 1920, aux groupes völkisch ; il était devenu un « raciste fanatique », selon lui, dès le début des années 1920. Heydrich lui-même indiqua, en entrant à la SS, avoir adhéré au début des années 1920 au Deutscher Schutz- und Trutzbund, organisation qui arborait la croix gammée comme symbole et qui voyait dans l'« influence oppressante et délétère de la race juive la cause principale de l'effondrement » de 1918. Sans que l'on puisse en être certain, une carte postale lui suggérant une adhésion ferme se trouve dans ses papiers personnels au Bundesarchiv[412].

Que Heydrich ait adhéré dès cette époque à une pensée d'extrême droite pourrait s'expliquer par l'effondrement, entre 1914 et 1922, dans les années d'adolescence du garçon, du monde stable dans lequel il avait passé son enfance. La Première Guerre mondiale avait brisé la prospérité des parents de Reinhard, la fréquentation du conservatoire se réduisant considérablement en des temps de restriction. L'instabilité politique – en particulier à Halle –, la situation financière catastrophique de l'Allemagne des années d'inflation puis d'hyperinflation ruinèrent la famille. En juillet 1922, Bruno Heydrich, autrefois si fier de sa réussite, en était réduit à demander un soutien financier aux autorités municipales et, preuve de la situation désespérée, matérielle et psychologique, dans laquelle il se trouvait, il suppliait les destinataires de sa lettre que l'on n'accorde pas foi à la rumeur sur ses origines juives :

> Il faut énergiquement contredire ceux qui prétendent que le directeur et propriétaire de [ce conservatoire] est un Juif, qui a entassé des richesses avec cette école de musique. Il doit être bien clair que même à l'époque où [ce conservatoire] a le mieux marché, on n'y a jamais fait de profit[413].

Avant 1914 une rumeur ; pendant la guerre une calomnie ; après 1918 un refus de l'administration municipale de soutenir Bruno Heydrich sous prétexte qu'il est juif : la fausse information sur la prétendue ascendance juive de Heydrich sert d'illustration à l'histoire de l'antisémitisme en Allemagne dans la première moitié du XX^{e} siècle. Elle conduit à relativiser la question de savoir quand Heydrich est devenu l'idéologue que nous verrons à l'œuvre à partir de 1935. L'Allemagne du début des années 1920 baignait dans une telle atmosphère d'antisémitisme que Bruno Heydrich avait à se défendre contre des individus malveillants qui voulaient croire à son ascendance juive et l'accuser d'être un profiteur, donc lui refuser toute aide publique. On peut concevoir que le jeune Reinhard, qui avait dû se forger des repères dans une atmosphère aussi délétère et qui n'avait jamais éprouvé la moindre compassion pour le sort des Juifs, soit devenu un antisémite farouche, désireux de régler la « question juive » pour l'Allemagne et pour lui-même.

Au moment de se diriger vers un métier, après avoir fini ses études secondaires, Reinhard, dans une Allemagne qui avait perdu la guerre, humiliée par une France et une Grande-Bretagne qui surestimaient leur puissance, choisit en mars 1922 de devenir officier de marine. Le nationalisme était particulièrement fort dans cette arme, où l'on célébrait chaque année le souvenir de la seule bataille navale menée pendant la Première Guerre mondiale, le combat indécis du Jutland[414]. La fascination et la haine étaient mêlées envers la Grande-Bretagne. Il s'y ajoutait un très fort anticommunisme car la mutinerie des marins de Kiel avait marqué le départ de la révolution de novembre 1918.

On a raconté plus tard que Reinhard avait eu du mal à s'imposer parmi ses camarades – d'autant plus que circulait le bruit de ses origines juives. C'est à cette époque que, par goût du défi, il aurait commencé à développer systématiquement

des qualités sportives extraordinaires (en escrime, natation, équitation et athlétisme) qui lui firent atteindre un niveau olympique, au moins en escrime. Fasciné par les technologies modernes, Reinhard choisit, lorsqu'il fut devenu enseigne de vaisseau de 2e classe le 1er octobre 1926, d'être officier de transmission[415].

En 1924, à bord du croiseur Berlin, il fit la connaissance de Wilhelm Canaris, à l'époque capitaine de corvette, plus tard amiral et chef du contre-espionnage militaire sous le IIIe Reich. A part le fait que le jeune enseigne de vaisseau fut régulièrement invité à jouer du violon chez son supérieur, les opinions nationalistes et antidémocratiques de ce dernier, qui durent confirmer Reinhard dans les siennes, et le hasard qui les fit se retrouver professionnellement au milieu des années 1930, lorsque Heydrich fut devenu chef du Sicherheitsdienst, il est difficile d'évaluer l'importance de cette rencontre dans la carrière du jeune officier de marine[416].

Il est tout aussi difficile d'évaluer les liens de Heydrich avec l'extrême droite durant ses années dans la marine. Allaient-ils au-delà de l'échange d'idées dans un milieu très opposé à la République de Weimar et désireux de préparer une guerre de revanche contre l'ennemi anglais ? Le fils de sa marraine, Friedrich Karl von Eberstein, avec lequel il était en contact régulier, devint membre du parti nazi au milieu des années 1920, puis, en 1928, de la SS. Heydrich fit à Kiel la connaissance d'un étudiant en droit, Werner Mohr, qui avait fondé la section du parti et celle des SA dans sa ville natale d'Eutin, et qui avait des contacts avec une organisation d'extrême droite, la Marine noire du Reich, dirigée par l'ancien chef d'état-major de la flotte impériale, Adolf von Trotha. Reinhard Heydrich a-t-il suivi l'une des formations clandestines, interdites pour un officier ? A Wilhelmshaven, il fit la connaissance de Hermann Behrends, qui devait entrer

plus tard à son service dans la SS[417].

L'exclusion de Heydrich de la marine en 1931 aurait-elle à voir avec un militantisme politique interdit aux membres de la Reichswehr ? La question a été posée quelquefois, même si la raison habituellement donnée pour laquelle le jeune officier de marine fut rayé des cadres n'a aucune raison d'être mise en doute : passant devant une commission disciplinaire, parce qu'il avait fait une promesse de mariage non tenue à une pensionnaire de la Koloniale Frauenschule de Rendsburg dont le père connaissait l'amiral Erich Raeder, Heydrich ne montra aucun sens de l'honneur face au jury. L'amiral Raeder décida de l'exclure. Tous les dossiers concernant cette affaire ont été détruits dans les années 1930 par la Gestapo. On ne connaît même pas l'identité de la demoiselle offensée[418].

Le prétexte immédiat du procès avait été l'annonce des fiançailles de Heydrich avec Lina von Osten, la fille d'un petit noble désargenté du Holstein, qu'il épousa le 26 décembre 1931 dans un temple protestant sur l'île de Fehmarn. Au-dessus de l'autel avait été installée une croix gammée et le cortège de sortie se fit au son du Horst-Wessel-Lied[419]. Non seulement la jeune épouse de Heydrich venait d'une famille ralliée au nazisme, et un des cousins de Lina se vantait de ce que, sur l'île de Fehmarn, on ne rencontrait « ni serpents, ni taupes, ni Juifs[420] », mais Reinhard avait fait, le 14 juin 1931, la connaissance de Heinrich Himmler, qui l'avait engagé pour créer le service de renseignement de la SS.

IV.

Chassé de la marine à quelques mois de la fin de sa durée d'engagement, qui lui aurait donné droit à une pension, Reinhard Heydrich se retrouva au chômage, en pleine crise économique, alors qu'il était fiancé et que ses parents étaient confrontés au retrait du soutien de l'Etat à leur conservatoire.

Friedrich Karl von Eberstein avait organisé un rendez-vous avec le Reichsführer SS. Celui-ci, souffrant, aurait souhaité repousser le rendez-vous mais Reinhard força la porte de l'élevage de poulets de Himmler à Waldtrudering en Bavière. Impressionné par le physique « aryen » de son visiteur, Himmler lui demanda de dessiner l'organigramme d'un service secret pour la SS. Après la mort de Heydrich, Himmler a raconté qu'à l'époque il ne faisait pas la différence entre un officier de transmission et un officier de renseignement. Heydrich entra dans le jeu, élabora le schéma demandé et fut engagé[421].

L'homme qui l'engageait était à peine plus âgé que lui : il était né en 1900, fils du précepteur des enfants du dernier roi de Bavière[422]. Heinrich Himmler n'avait fait qu'une période de formation militaire à la fin de la Première Guerre mondiale, sans combattre, et le regrettait amèrement : durant toute sa carrière à la tête de la SS, il prendrait comme référence une armée prussienne qu'il idéalisait. Il avait été actif dans ces corps francs qui avaient fasciné le lycéen Heydrich. Dans les années 1920, Himmler ne put ni ne sut amorcer de perspective professionnelle sérieuse : outre les difficultés économiques accablant l'Allemagne, il se révéla un mauvais exploitant agricole, malgré sa passion pour le sujet. Himmler fut toute sa vie d'abord un intellectuel, antisémite et raciste passionné ; il fut ensuite un administrateur dans l'âme, doué d'un goût illimité pour l'organisation et d'un souci permanent du détail. Il commença rapidement à mettre ce talent au service de la SS après que, sur recommandation de Goebbels dont il était devenu le second, il eut été nommé chef de ladite SS, à laquelle Hitler voulait donner un nouvel essor.

Himmler avait l'esprit analytique. Le recrutement, quelque peu hasardeux à première vue[423], de Reinhard Heydrich était en fait un coup de maître car l'individu qu'il engageait allait, comme nous aurons maintes occasions de

l'illustrer, faire preuve d'un esprit de synthèse aussi développé que l'esprit d'analyse du Reichsführer SS[424].

Les historiens de l'immédiat après-guerre, colportant bien des rumeurs, comme celle de l'ascendance juive de Heydrich, ont aussi entretenu la légende d'une rivalité, éventuellement croissante, entre Himmler et Heydrich, et d'une détestation mutuelle au moment où Heydrich fut exécuté par la Résistance tchécoslovaque[425]. Rien, au cours des recherches que nous avons menées, en particulier dans les archives de Himmler, ne permet d'étayer ce point de vue. Disons d'emblée que les deux hommes étaient trop intelligents et savaient trop ce qu'ils se devaient mutuellement dans leur ascension vers le contrôle de l'appareil policier du Reich pour prendre le risque de s'affronter. Vu la concurrence entre subordonnés de Hitler, ils avaient besoin l'un de l'autre.

Ajoutons que Heydrich n'aurait pas pu affronter Himmler, s'il l'avait voulu, sans risquer de tout perdre. Le Reichsführer SS a toujours été sous-estimé et il faut toute la fatuité d'Ernst Jünger pour voir en lui un homme guère plus impressionnant qu'un « postier ». Himmler n'a jamais craint Heydrich, comme nous aurons l'occasion de l'expliquer en détail, car il a toujours pris soin d'encadrer et d'équilibrer par d'autres nominations le pouvoir de sa recrue. Un signe ne trompe pas : la déférence de Heydrich envers Himmler sur les photos, comme s'il s'était agi de son supérieur dans la marine : il se tient toujours à une distance respectueuse[426].

Bien entendu cela n'excluait pas les critiques, occasionnelles. En particulier, Heydrich avait du mal à supporter les élucubrations pseudo-religieuses du Reichsführer SS, par exemple lorsque celui-ci voulait le convaincre de l'intérêt de la Welteislehre[427], une théorie ésotérique sur les origines de l'humanité. Cela ne l'empêcha pas de partager profondément les préjugés idéologiques de Himmler. Quant à Himmler, il a attendu la mort de Heydrich pour commencer à

le critiquer[428] ou à diffuser la rumeur de son ascendance juive.

Dès le début de son travail à la tête du Sicherheitsdienst[429], la tâche de Heydrich était de rassembler les informations sur les ennemis du parti nazi – après la conquête du pouvoir, les ennemis du Volk. Peu porté à la spéculation, le créateur de la Police de sécurité nous a cependant laissé quelques témoignages de sa façon de penser[430]. Le plus significatif est Wandlungen unseres Kampfes (transformations de notre combat), qui date de 1935. Les Juifs y sont dénoncés comme les plus dangereux des ennemis de l'Allemagne, encore plus que les « jésuites » et les francs-maçons[431]. Le texte n'accorde pas encore à la « question juive » la priorité qu'elle aura, chez Heydrich, deux ans plus tard ; néanmoins, les « Juifs » y tirent les ficelles de tous les autres complots.

Obsédé par les conspirations, Heydrich était si méfiant qu'on le surnomma, en parodiant les grades de la SS, Oberverdachtschöpfer[432], le « Grand Créateur de soupçons ». Sa difficulté à s'arrêter de soupçonner est sans doute la raison pour laquelle, malgré des talents certains pour le renseignement, il ne semble jamais avoir été capable de surclasser les Britanniques ou les Soviétiques, ni même l'amiral Canaris[433].

Ce n'est pas parce qu'ils identifiaient avec une particulière obsession les ennemis idéologiques que Himmler et Heydrich finirent par faire du Sicherheitsdienst le principal service de renseignements à côté des organes militaires ; les services secrets pullulèrent originellement dans les années de la conquête du pouvoir : la direction du parti en Bavière, la SA avaient le leur ; à l'échelle du Reich, Göring, Goebbels, Ribbentrop développèrent leurs propres services de renseignements. C'est parce que, grâce à Himmler, ils réussirent à créer un amalgame original entre service de renseignements, SS et police qu'ils s'imposèrent progressivement[434].

Après avoir perdu l'un de ses hommes, retourné par la police, Heydrich se mit, en 1932, à recruter systématiquement – sur le modèle des services secrets britanniques – de jeunes et brillants diplômés de l'université, qui ne pouvaient être soupçonnés d'appartenir à un vulgaire service d'espionnage. Ils avaient peu de chances de trouver un emploi pendant la crise économique. Ainsi furent attirés Werner Best[435], né en 1903, qui devait aider Himmler et Heydrich à organiser la Gestapo ; Otto Ohlendorf[436], né en 1907, Franz Six[437], né en 1909, tous les deux prototypes des intellectuels de la SS et chefs d'Einsatzgruppen ou Einsatzkommandos ; Walter Schellenberg, né en 1910, l'homme du renseignement à l'étranger mais aussi l'un des concepteurs de l'« administration de combat » que voulait mettre en place Heydrich[438].

Lors de l'installation des nazis au pouvoir, Himmler ne réussit pas à se tailler la part du lion. Officiellement, la SS était encore une partie de la SA dirigée par Ernst Röhm ; Himmler ne faisait pas partie, vu son âge, de la génération des « anciens combattants » du parti. Le Reichsführer SS avait espéré être associé à la direction de la police prussienne par Göring – qui choisit plutôt un responsable SS berlinois, Kurt Daluege, nommé directeur au ministère de l'Intérieur de Prusse[439].

Tenus à distance par Göring, Himmler et Heydrich apprirent à faire un plein usage du rôle apparemment mineur que l'on avait confié au Reichsführer SS : la direction de la police bavaroise. Pour commencer, face à un gouvernement bavarois aussi récalcitrant qu'en 1923 à accepter la tutelle des nazis, c'est Heydrich qui assura la réception du télégramme de Berlin enjoignant à Munich de se soumettre, le 9 mars 1933, et mena ensuite tambour battant, avec Röhm (1887-1934), Franz Ritter von Epp (1868-1947), le Gauleiter Adolf Wagner (1890-1944) et Himmler, un véritable coup d'Etat[440]. Pour le parti qui avait manqué le putsch du 9 novembre 1923, c'était plus que symbolique.

Heydrich fut chargé de diriger la police politique sous l'autorité de Himmler, chef de la police, et d'Adolf Wagner, ministre de l'Intérieur de Bavière. A l'incitation de Wagner, Himmler créa, dès le 22 mars 1933, le camp de concentration de Dachau, où la SS devait, après le remplacement du premier commandant, Hilmar Wäckerle, par Theodor Eicke, faire régner parmi les gardiens une discipline à l'opposé de la brutalité et du sadisme des SA, dont les camps de concentration se multipliaient ailleurs en Allemagne. C'est la police politique qui décidait qui était envoyé dans le camp et qui en sortait mais son autorité s'arrêtait à la porte du camp. Heydrich ne réussit jamais, dans leurs neuf années communes à la direction de la police, à mettre en cause cette règle fixée par Himmler[441].

Le fonctionnement très précis des procédures permettait d'assurer une sorte de flux continu qui contribuait à intimider les adversaires : dans les neuf derniers mois de 1933, 16 500 personnes environ avaient été arrêtées et envoyées à Dachau, et 12 500 environ relâchées. Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur pour le Reich, eut beau se plaindre à Himmler du nombre de personnes arrêtées et envoyées en camp en Bavière, le Reichsführer SS n'entendait pas remettre en cause une méthode qui assurait sa réputation, jusqu'auprès de Hitler[442].

Progressivement, Himmler conquit la police politique de tous les Etats, sauf la Prusse, et en délégua à Heydrich la direction dans chacun des Länder. Sa titulature se lisait comme celle d'un seigneur de l'âge féodal qui étendait systématiquement son fief : en janvier 1934, il était chef de la police politique de Bavière, Lübeck, Hambourg, pays de Bade, Wurtemberg, Anhalt, Brême, Thuringe, Hesse, Brunswick, Oldenburg et Saxe[443]. Himmler et Heydrich avaient commencé par se faire un allié au sein du siège de la police politique prussienne – le Gestapoamt ou Gestapa –, le policier Arthur

Nebe, futur chef de la Kriminalpolizei et de l'Einsatzgruppe B. Munis d'informations de première main, ils avaient réussi à faire accepter par Göring une sorte d'ambassadeur de la SS auprès du Gestapa, Heinz Jost, un agent du SD, plus tard chef du VI^e^ bureau du RSHA (1939-1941) puis chef de l'Einsatzgruppe A. Lorsque Göring, ministre de l'Intérieur de Prusse, avait engagé une lutte qu'il pensait décisive avec Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur du Reich, Himmler avait pris parti pour ce dernier qui, en échange, l'avait aidé dans la conquête des polices des différents Etats. Himmler et Heydrich purent forcer Göring à s'asseoir à la table de négociation lorsque le chef du SD eut découvert un projet d'attentat contre Göring lui-même, ce que le Gestapa avait été incapable de faire[444].

Le 20 avril 1934, Himmler fut nommé inspecteur de la police politique prussienne et Heydrich reçut la direction de son administration centrale. Hitler avait besoin du soutien d'hommes neufs, qui n'appartenaient pas, comme Göring, à la génération des Alte Kämpfer, des anciens combattants, alors qu'il s'apprêtait à décapiter la SA. En juin 1934, Hitler entérina le nouveau rapport de force en faisant du SD le seul service de renseignements officiellement reconnu par le parti. Le régime nazi fonctionnait suivant un système d'unions personnelles des fonctions. Sous l'autorité de Heydrich, le SD et la Gestapo furent progressivement amalgamés sans que le second de Himmler ne se préoccupe dans un premier temps de supprimer d'un côté ou de l'autre les services qui faisaient doublon. La concurrence entre des SS et des policiers poursuivant le même objet permettrait la radicalisation constante de l'appareil de terreur himmlérien[445].

L'accord de 1934 entre Himmler et Göring, qui conduisit au partage du patronage de la Gestapo, ne résolut pas la question de savoir qui, de Himmler ou de Frick, dirigerait la

police de l'ensemble du Reich. Himmler et Heydrich pratiquèrent alors un renversement d'alliances, s'appuyant sur Göring contre Frick. Après un arbitrage du Führer, Frick dut accepter de nommer, le 17 juin 1936, Himmler chef de la police du Reich, sous la double responsabilité du ministre de l'Intérieur de Prusse (Göring) et du ministre de l'Intérieur du Reich. Heydrich se vit confirmer à la direction de la Gestapo ; il reçut en plus la direction de la police de lutte contre la criminalité, de la police des frontières et du contre-espionnage policier. Daluege, que Göring puis Frick avaient successivement essayé d'instrumentaliser contre Himmler, reçut l'Ordnungspolizei, qui n'était pas qu'un lot de consolation et dont il allait faire un instrument redoutable de la lutte génocidaire[446].

Quelques semaines après la constitution du nouvel appareil policier du Reich, Reinhard Heydrich publiait dans la revue Deutsches Recht un article intitulé « La lutte contre les ennemis de l'Etat » (Die Bekämpfung der Staatsfeinde)[447]. Il donnait à la fusion de la SS et de la police l'importance d'une césure historique. C'en était fini du libéralisme, mais on cessait aussi de mettre l'Etat au centre de la réflexion. Les ennemis à combattre ne devaient plus être considérés comme « ennemis de l'Etat » :

> [Le national-socialisme] ne part pas de l'Etat mais du peuple (Volk). Le Führer l'a déjà dit très clairement dans Mein Kampf. Il définit l'Etat comme un « moyen », comme une « institution au service de la race », pour la conservation et la prospérité d'une « communauté d'êtres qui partagent la même constitution physique et morale ». C'est pourquoi nous, les nationaux-socialistes, ne connaissons que l'ennemi du peuple (Volk). Il est toujours le même, éternellement égal à lui-même. Il est l'adversaire de la substance raciale, nationale et spirituelle de notre peuple.

Il était important qu'il y ait une « police d'Etat », mais au service du peuple racialement défini. La police, sans abîmer le

cadre existant de l'Etat, devait néanmoins se saisir de l'« idée nationale-socialiste », apprendre à identifier l'ennemi : « Les hommes de la police d'Etat doivent donc tous avoir la même attitude spirituelle. Ils doivent développer le sentiment qu'ils sont un corps fait pour le combat. »

Heydrich, lorsqu'il parlait de la police d'Etat, avait en tête non seulement la Gestapo mais la Kripo. Et il espérait pouvoir un jour écarter Daluege de la direction de l'Ordnungspolizei – attente qui ne fut jamais réalisée. Il appelait la police dans son ensemble à collaborer avec le SD, dont la tâche était précisément depuis sa fondation d'enquêter de façon approfondie sur les ennemis du national-socialisme, d'identifier toutes les ramifications de leurs complots et de poser les bases d'une « stratégie fondamentale pour la direction du mouvement et par la même occasion de l'Etat ».

Sur le plan des idées, l'amalgame ne devait pas poser de problèmes. Le travail d'intégration de la Gestapo proprement dite avait commencé dès 1934. En 1935, Werner Best écrivait dans une circulaire du Gestapa : « Un des principes les plus importants du parti nazi trouve son expression dans sa position sur la question de la race, en particulier dans son attitude envers la race juive[448]. »

C'est pour les hommes de la Kripo et de l'Ordnungspolizei qu'une formation homogène et systématique fut mise en place, dans l'esprit indiqué par Heydrich, sur la « question de la race » (Rassenkunde) et de la « persécution des Juifs » (Judentum)[449]. Le SS-Leitheft 3 publié en avril 1936 insistait sur le fait que « le Juif est l'ennemi le plus dangereux du peuple allemand », qui conduit à la « décomposition » des peuples, à la « souillure de la race », à la multiplication des complots (Protocoles des sages de Sion), des organisations secrètes (franc-maçonnerie, Eglises) et des idéologies (marxisme, bolchevisme, libéralisme, capitalisme, pacifisme). Le SD avait rédigé des parties entières sinon l'intégralité de ce

cahier[450]. L'ensemble de la police fut touché par des sessions régulières de formation avant et pendant la guerre – ce qui oblige à relativiser le portrait d'hommes de l'Ordnungspolizei peu endoctrinés, fait par Christopher Browning dans son étude du bataillon de police 101 de Hambourg[451]. Même si Heydrich n'obtint pas ce dont il rêvait, la direction de toute la police, que Himmler lui refusa toujours, il contribua de manière essentielle à faire des policiers de Daluege – avec la coopération de ce dernier – des « combattants idéologiques ».

Heydrich, donc, ne contrôlait pas toute la police. Cela n'empêcha pas Himmler de mettre en place une intégration progressive de la police dans la SS, dans laquelle le SD joua le rôle moteur, pour former progressivement un « corps de protection unifié de l'Etat au service du Reich national-socialiste ». En ce qui concernait la Sipo, le regroupement de la Gestapo et de la Kripo, non seulement les plus hauts gradés de la police qui ne l'étaient pas encore pouvaient devenir membres du SD, mais il était créé des inspecteurs de la Police de sécurité (Inspekteure der Sicherheitspolizei), pour la plupart pris parmi les cadres du SD, qui devaient coordonner l'action du SD, de la Gestapo et de la Kripo[452]. Progressivement, ce furent les hauts gradés de toute la police qui purent devenir membres de la SS après examen de leur aptitude par Himmler lui-même[453]. A la veille de la guerre, Werner Best parlait d'un « corps unifié de protection de l'Etat d'un nouveau genre[454] ».

Pour constituer le SD, Heydrich avait recruté des juristes et d'autres diplômés universitaires que l'on ne pouvait pas intégrer à la police aussi facilement que l'on faisait entrer des policiers dans la SS. Les juristes du SD appartenaient à cette génération, née vers 1905-1910 et ayant adhéré au parti nazi au début des années 1930, que l'historien Ulrich Herbert a magistralement décrite dans sa biographie de Werner Best, le « juriste de la Gestapo ». Cependant Heydrich ne voulait pas

simplement, comme le lui proposait Best, doter la Sicherheitspolizei des moyens juridiques de combattre les « ennemis du peuple » : il voulait créer une « administration de combat ». Avec Himmler, au fur et à mesure de l'expansion du Reich, il roda la formule des « groupes d'intervention de la SS et de la pôlice », les tristement célèbres Einsatzgruppen, au sein desquels les hommes du SD qui n'avaient pas ou peu d'expérience policière étaient appelés à tirer les conséquences pratiques de leur travail théorique sur l'ennemi idéologique. Comme le nota Heydrich en marge d'un document sur l'avenir de la Police de sécurité et du SD qui lui fut remis en février 1939 par Schellenberg : « Etablir des formes d'organisation qui empêchent le SD d'être devenu, dans cinquante ans, un repaire de fonctionnaires ! Maintien d'une ligne de combat[455]. » Heydrich travaillait « en direction du Führer ».

Le premier groupe d'intervention fut créé par le SD lors de l'invasion de l'Autriche. Officiellement, sa fonction, conforme au travail effectué par le SD depuis sa fondation, était de collecter le maximum d'informations sur les « organisations ennemies », essentiellement les loges maçonniques et les organisations juives[456]. Mais Adolf Eichmann se révéla immédiatement un agent selon les vœux de Heydrich. Il prit en main la coordination et la rationalisation de la politique de persécution contre les Juifs autrichiens en instituant la Centrale pour l'émigration des Juifs.

Pour la conquête des Sudètes puis de la Bohême-Moravie, plusieurs Einsatzkommandos furent constitués, qui avaient reçu des directives précises :

> Le SD suit, si possible immédiatement, les troupes qui entrent dans le pays et prend en main, conformément à ses tâches dans le Reich, la sécurisation de la vie politique et, simultanément, autant que possible, la sécurisation de toutes les entreprises nécessaires pour l'économie nationale et donc pour l'économie de guerre. [...] Dans le

> Reich, les mesures [exécutives] sont sous la responsabilité de la Gestapo. Le SD coopère. Les mesures [exécutives] dans le territoire occupé sont dirigées par un haut commandant du SD[457].

Ainsi l'expansion territoriale était-elle conçue par Heydrich comme le moyen de faire passer définitivement du côté du SD le commandement de la lutte contre les ennemis idéologiques.

La conquête de la Pologne devait permettre de concrétiser ce glissement puisque, dans les sept Einsatzgruppen qui furent alors mis sur pied, la majorité des dirigeants furent recrutés au sein du Sicherheitsdienst ; mais on prit également des hommes de la Gestapo et de la Kripo. « Surtout, la pratique des Einsatzgruppen alla bien au-delà de ce qui leur avait été fixé comme tâche au départ. L'instruction donnée par Hitler de "germaniser" les territoires polonais occidentaux annexés, de procéder à un "remembrement racial" et de "liquider" les milieux dirigeants polonais conduisit à des expulsions, déportations et meurtres en masse. [...] La pratique des Einsatzgruppen dépassa de loin la terreur que ces hommes avaient pratiquée auparavant comme membres de la Gestapo ou du SD. En Pologne, un certain nombre de chefs SS qui furent plus tard responsables de la "solution finale" apprirent à penser en termes de "grands espaces" et à enjamber les barrières de la civilisation[458]. »

Le Grundriss Nr.19 : Judentum publié par l'Arbeitsgemein-schaft für SS-Führeranwärter (communauté de travail pour les aspirants de la SS) présentait, à la veille de la guerre, les éléments d'alternative concernant la « solution de la question juive » :

– l'émigration en Palestine ou dans d'autres territoires (Kenya, Australie, Madagascar) ;

– l'« anéantissement » des Juifs – en référence directe au discours hitlérien du 30 janvier 1939[459].

« Malgré une représentation encore peu concrète de ce que l'on ferait en termes de "solution de la question juive", les perspectives esquissées par les "combattants idéologiques" de Himmler incluaient la possibilité du meurtre collectif des Juifs[460]. »

La carrière de Heydrich est encore dissimulée par un mythe, celui de l'homme qui aurait construit à lui seul l'appareil de répression et d'anéantissement du Reich. Si l'on en croit un biographe récent, Heydrich avait tous les fils en main, ce serait lui qui aurait inventé le système concentrationnaire, qui aurait mis en œuvre le judéocide dans son intégralité. « Le terroriste d'Etat Heydrich se propulsait partout où les visions remplies de haine de Hitler devenaient des actes sanglants concrets ; il était l'incitateur, le planificateur et l'organisateur[461]. » Il est sans doute plus exact de dire avec Eberhard Jäckel que Heydrich fut en permanence l'« exécutant actif[462] ».

Pour donner à Heydrich sa place exacte, nous évoquerons un extrait d'un film d'actualité pris lors de la visite de Hitler au Hradschin, le château de Prague, après le démantèlement de la Tchécoslovaquie, le 17 mars 1939[463]. Lorsqu'il arrive dans la cour du château, Hitler descend de sa voiture. Il est alors escorté, entre autres personnes, par Himmler et Heydrich. Soudain, un SS situé à la gauche de Heydrich suit la médiane et se rapproche de Hitler pour lui dire quelque chose à l'oreille. Le premier réflexe du chef de la Police de sécurité est d'empêcher l'intrus d'approcher le Führer. Il fait un geste pour l'intercepter, sans y réussir car il ne peut rompre le cortège, et l'on peut discerner à l'écran sa colère rentrée. Himmler se tourne alors vers Heydrich et lui indique que son intervention n'est pas nécessaire. Le chef du SD et de la Sipo obtempère et ravale sa colère.

De nombreux détails de cette courte scène sont révélateurs : la place de Heydrich, non loin du Führer mais

derrière Himmler, dont il respecte absolument l'autorité ; son énergie, son coup d'œil, sa disposition à intervenir pour protéger le Führer, la brutalité avec laquelle il est prêt à écarter rivaux ou intrus.

Gardons en tête cette image de Heydrich, exécutant zélé du Führer mais conscient des limites de ses capacités d'intervention et soumis à Himmler. C'est sa vraie place dans les institutions du Reich, décisive pour la dynamique de violence du régime mais enserrée dans un réseau de pouvoirs qui l'encadrent et le contiennent, malgré toute l'énergie qu'il déploie à accroître sa propre sphère de décision.

5
« Certains travaux préparatoires au déroulement de la solution finale »

L'**Aktion T4** : préhistoire du judéocide

I.

Hadamar, Grafeneck, Brandenburg, Hartheim, Sonnenstein, Bernburg : aucun de ces noms n'est ancré dans la mémoire collective de l'humanité au même titre que ceux d'Auschwitz ou de Treblinka. Pourtant, ce sont les noms des premiers centres d'anéantissement jamais inventés par les nazis. Y furent massacrés des malades et des handicapés, des aliénés et des dépressifs, des marginaux et des détenus de camps de concentration. Les premières chambres à gaz y furent mises en œuvre par le régime nazi. Elles ont servi, entre l'automne 1939 et l'été 1941, à tuer près de 70 000 personnes, essentiellement des Allemands, dont, suivant les critères du régime, « la vie était inutile[464] ».

La genèse de ce processus de tuerie nous intéresse à un double titre : parce qu'il nous est resté l'ordre que Hitler en donna, dès octobre 1939 ; et parce que Reinhard Heydrich fut impliqué dans la mise en œuvre du processus de tuerie.

Commencée en octobre 1939, la première phase de l'opération dite d'euthanasie fut poursuivie jusqu'au début de l'automne 1941. Elle était dirigée d'un bureau situé au n° 4 de la Tiergartenstrasse, à Berlin, d'où le nom de code donné à l'opération d'anéantissement : T4.

Lorsque l'Aktion T4 fut arrêtée dans des circonstances que nous évoquerons plus loin, son personnel n'eut pas longtemps à attendre pour être réemployé. Le 25 octobre 1941, Ernst Wetzel, chargé de la « question raciale » auprès du ministre des Territoires occupés de l'Est, Alfred Rosenberg, écrivait à Hinrich Lohse (1896-1964), Reichskommissar de l'Ostland, que l'on pourrait envisager bientôt de le débarrasser de « Juifs inaptes au travail ». En effet : « [...] M. Brack, Oberdienstleiter de la Chancellerie du Führer, a[vait] déjà fait savoir qu'il était prêt à aider à la fabrication des bâtiments et des installations de gazage. » Viktor Brack (1904-1948) avait assuré depuis l'automne 1939 toute l'administration de l'Aktion T4 du côté de la Führerkanzlei, de la Chancellerie du Führer. Et Wetzel ajoutait que « le Sturmbannführer Eichmann, spécialiste des questions juives au RSHA », était d'accord pour que le procédé soit employé à Riga ou à Minsk, où l'on prévoyait, à cette date, de mettre en place des camps de travail pour les Juifs déportés d'Allemagne[465].

Finalement, c'est plus au sud que furent envoyés, en novembre 1941, 100 fonctionnaires de l'Aktion T4, chargés de travailler, avec Odilo Globocnik (1904-1945) et Adolf Eichmann, à la conception et à l'édification de Bełzec en Pologne. Ils furent rejoints à la mi-décembre par le premier commandant du camp d'anéantissement, Christian Wirth (1885-1944), qui avait aidé à mettre au point les procédés de tuerie des malades et handicapés à Brandenburg en janvier 1940, puis occupé des fonctions administratives à Hadamar et à Hartheim[466]. Ils en étaient encore à la phase des tests lorsque se tint la conférence de Wannsee. Il s'agissait

d'intensifier les méthodes de tuerie qu'ils avaient pratiquées sur des malades mentaux. A la mi-mars 1942, le processus d'anéantissement de Bełzec fut mis en route pour les Juifs du Gouvernement général[467].

En fait, depuis le mois d'avril 1941, l'organisation T4 avait commencé à planifier une Aktion 14f13, dont la cible était la « population inapte au travail » des camps de concentration[468]. Comme dans le même temps cette notion commençait à être appliquée aux Juifs des ghettos polonais puis, à partir de l'automne, aux Juifs déportés du Reich, le processus d'euthanasie convergea avec la « solution finale de la question juive » pour donner naissance aux camps d'anéantissement. Bełzec, Sobibor et Treblinka eurent d'abord des commandants issus de l'Aktion T4 – et payés sur le budget de celle-ci[469].

Une autre institution, la Kriminalpolizei de Heydrich, n'était pas en reste. Au mois d'août 1941, Arthur Nebe (1894-1945), directeur du Reichskriminalpolizeiamt et chef de l'Einsatzgruppe B, et Albert Widmann, du Kriminaltechnisches Institut, qui avait mis au point les procédés de gazage pour les centres d'euthanasie en Allemagne, furent invités par Himmler à imaginer des procédés de tuerie autres que les fusillades, sur le territoire soviétique occupé, pour assassiner Juifs, Asiatiques, malades mentaux et handicapés ; Widmann mit progressivement au point des modèles de camion de gazage[470]. Dès la fin octobre 1941, Herbert Lange, de la Kripo, vint s'installer à Chełmno avec son commando SS qui avait effectué des tueries en Pologne, indépendamment de l'Aktion T4 mais dans le cadre de la politique d'euthanasie voulue par l e Führer. Les tueries commencèrent même plus tôt qu'à Bełzec, dès le 5 décembre 1941[471].

II.

C'est la guerre qui révéla le visage totalitaire du nazisme,

en créant les circonstances favorables à la mise en œuvre des plans génocidaires issus de la judéophobie, du racisme et de l'eugénisme. Le prétexte invoqué lorsque l'on commença à parler de l'euthanasie fut de « libérer des lits » pour les blessés de guerre. Il s'agissait aussi, selon une obsession du dictateur, qui serait poussée à son paroxysme lors de la campagne contre l'Union soviétique et de la mise à mort des prisonniers de guerre soviétiques[472], d'éliminer des bouches inutiles.

Il existe un texte signé de la main de Hitler, antidaté au 1er septembre 1939 – jour du déclenchement de la guerre contre la Pologne –, qui autorisait la mise en œuvre de l'euthanasie. Mais on a affaire, comme toujours sous le IIIe Reich, à un processus où des initiatives multiples furent prises dans le cadre fixé par le Führer puis progressivement coordonnées. En janvier 1939, comme cela s'était déjà produit à de nombreuses reprises, des parents s'étaient adressés au Führer – le courrier arrivait à sa « chancellerie personnelle[473] » –, demandant d'abréger les souffrances de leur enfant malformé, et le dictateur avait immédiatement chargé Karl Brandt, un de ses deux médecins personnels, et Philipp Bouhler, chef de cette chancellerie personnelle, non seulement de donner suite à cette requête, ce qui s'était déjà produit, mais de lancer un processus plus global de sélection et de mise à mort des « vies indignes d'être vécues ». Il est intéressant de voir la simultanéité de cet événement avec le discours au Reichstag annonçant le 30 janvier 1939 le génocide des Juifs d'Europe en cas de guerre.

Dès février 1939, Brandt et Bouhler rassemblèrent un groupe de médecins chargés d'imaginer une procédure d'élimination des enfants handicapés[474]. Bouhler élargit la procédure en instituant, en accord avec le ministère de l'Intérieur, un « Comité du Reich pour le recensement scientifique des souffrances héréditaires et congénitales graves », qui devait permettre de localiser tous les nouveau-

nés malformés (Reichsausschuss zur wissenschaftlichen Erfassung von erb- und analagebedingten schweren Leiden)[475]. « Travaillant en direction du Führer », le ministère de l'Intérieur ordonna, le 18 août 1939, un signalement, par les maternités et les services pédiatriques, de tous les enfants présentant un handicap âgés de moins de trois ans – officiellement à des fins statistiques[476].

Toujours au ministère de l'Intérieur, le secrétaire d'Etat à la Santé et, depuis avril 1939, à la suite de la mort de Gerhard Wagner, le nouveau Reichsärzteführer (Führer des médecins du Reich) Leonardo Conti (1900-1945) avait rapidement pris en main la question de l'élimination des handicapés adultes[477]. Dans le régime à exécution décentralisée des politiques que fut le III^{e} Reich, tout individu qui voulait accroître son pouvoir devait affirmer son autorité sur un sujet qui touchait au cœur de l'idéologie hitlérienne[478]. Bormann, chef de cabinet de Hess (et plus tard chef de la chancellerie du Parti) – et donc rival de Bouhler –, s'allia avec Leonardo Conti pour jouer lui aussi un rôle dans le processus[479]. La rivalité était d'autant plus forte que chacun des acteurs voulait apparaître comme celui qui travaillait le mieux « en direction du Führer » : une surenchère entre instances du parti et de l'Etat contribua à l'élargissement du cercle des individus concernés : après les enfants et les adultes handicapés, on s'en prit aussi à des malades atteints d'un cancer, de tuberculose ou d'artériosclérose.

Au mois de juillet, Hitler accepta d'organiser une réunion avec Conti, Bormann et Hans Heinrich Lammers, chef de la chancellerie du Reich (à ne pas confondre ni avec la Chancellerie du Führer ni avec celle du Parti), rencontre de laquelle Conti repartit avec la charge d'organiser l'euthanasie. Dès qu'ils eurent vent de la réunion, Bouhler et Viktor Brack, chef du Hauptamt II de la Chancellerie du Führer, jusque-là en charge du dossier, firent le siège de Hitler pour obtenir la

direction de l'ensemble. A la fin juillet 1939 – la date exacte ne peut pas être donnée car cette affaire ultra-secrète n'a pu être reconstituée que lors des procès d'après-guerre[480] – une petite vingtaine de personnes furent invitées par Bouhler à une réunion, pour la plupart des médecins, dont Werner Heyde. Il fut ouvertement question de mise à mort lors de cette réunion, comme à Wannsee, si l'on en croit Eichmann. Le prétexte officiel était de « libérer des lits » à cause de la guerre imminente. Dans les jours qui suivirent, Conti réussit à récupérer la coordination entre les médecins dirigeant le processus et le ministère de l'Intérieur. A cette occasion, un nouvel acteur entra en scène, qui nous intéresse particulièrement. Les méthodes d'assassinat furent en effet rapidement au centre des discussions et, comme les médecins refusaient la perspective d'administrer la mort par injection de poison, on en vint à l'idée d'asphyxier les victimes au monoxyde de carbone. C'est alors que Viktor Brack se tourna vers Himmler et que celui-ci chargea Heydrich et le Kriminaltechnisches Institut (KTI) de la Kripo de trouver les moyens techniques du meurtre.

III.

Le KTI avait été fondé en 1938, dans l'esprit de nazification de la Kripo que nous exposions plus haut, suivi, pendant la guerre, par le Kriminalbiologisches Institut (KBI, confié au médecin Ritter) et le Kriminalmedizinisches Institut (KMI)[481]. Dans ces trois instituts, et en particulier dans le KTI, « on trouvait étroitement unies capacités scientifiques et planification de l'anéantissement ; leur personnel était composé de jeunes chimistes, biologistes, médecins, qui étaient moins des policiers de lutte contre la criminalité que des scientifiques spécialisés dans l'étude des crimes, qui avaient une conception globale et extrême de leur mission consistant à

assurer la “pureté de la communauté de race allemande”[482] ». L’un d’eux était Albert Widmann, né en 1912, chimiste de formation. C’est lui que Nebe envoya, de la part de Heydrich, discuter les conditions techniques de l’assassinat des victimes de la future Aktion T4[483].

Les enquêtes judiciaires menées par les tribunaux du Land de Stuttgart et Düsseldorf ont permis de reconstituer, après la guerre, la mission confiée au jeune chimiste :

> Dès le stade de la planification, Nebe informa [...] l’accusé [Widmann] que l’euthanasie était une chose décidée et que le KTI y aurait une fonction de conseil. Lorsque [Widmann] lui demanda s’il s’agissait de tuer des animaux ou des hommes, Nebe écarta la question en indiquant qu’il ne s’agissait ni d’hommes ni d’animaux mais d’« animaux ayant une forme humaine ». Lorsque [Widmann] le lui demanda, Nebe indiqua que lui [Widmann] n’aurait à porter aucune responsabilité et que tout cela serait légalisé par une loi. Peu après, [Widmann] fut invité à se rendre à la Chancellerie du Führer, et il fut mis au courant par Brack des détails du programme d’euthanasie ; on lui demanda son expertise de chimiste en ce qui concernait les moyens à utiliser et la dose qui serait mortelle.
>
> Le débat porta sur la morphine, la scopolamine, l’acide prussique et le monoxyde de carbone. Comme [Widmann] avait eu à faire en détail avec un cas d’empoisonnement au monoxyde de carbone et qu’il s’y connaissait concernant l’effet du gaz et les traces qu’il laissait [...] il proposa donc à Brack d’utiliser le seul monoxyde de carbone pour tuer les malades mentaux concernés – et de mener si nécessaire une série d’expériences sur des animaux, auparavant, au KTI. Pour la mise en œuvre, il conseilla d’introduire le gaz de nuit dans les salles d’hôpital de manière à endormir dans la mort les malades mentaux concernés.
>
> Lors d’une deuxième discussion avec Brack à la Chancellerie du Führer, [Widmann] fut chargé, conformément à ce que lui avait dit Nebe, de prendre en main au nom du KTI la commande et la livraison des bouteilles de monoxyde de carbone car de telles commandes ne pouvaient pas être passées sans éveiller de soupçon par un bureau du parti, en particulier par la Chancellerie du Führer. C’est donc [Widmann] qui s’en chargea [...]. Il recevait des établissements d’euthanasie l’indication des quantités nécessaires et il passait les commandes de monoxyde de carbone en bouteille au nom du KTI chez

> [IG Farben] à Ludwigshafen [...]. Les factures étaient aussi réglées pro forma par le KTI et c'est Widmann qui signait[484].

Les responsables de T4 reprirent la proposition de Widmann mais suggérèrent de créer plutôt des « chambres à gaz » dans lesquelles les malades à assassiner seraient regroupés. Les premiers tests sur des êtres humains eurent lieu en décembre 1939 ou en janvier 1940 à Brandenburg[485]. Y étaient présents Bouhler, Brack, Conti et Widmann, qui dirigea l'opération du point de vue technique. Plus tard, lorsque les responsables de T4 voulurent essayer des produits qui avaient d'abord été écartés, Widmann fournit les substances voulues, comme la morphine, toujours en s'approvisionnant auprès d'IG Farben[486].

Nebe avait expliqué à Widmann que la Kripo n'avait qu'un rôle de conseil dans le processus d'euthanasie. Mais il était dans le tempérament de Heydrich de chercher à jouer un rôle important dans une question touchant au noyau de l'idéologie nazie. Max de Crinis, professeur de neurologie et de psychiatrie qui fut présent aux délibérations de l'été 1939, devait par la suite être intégré à l'équipe de l'Aktion T4 comme représentant de Heydrich. Le SD fut largement associé à la politique d'euthanasie puisque plusieurs de ses membres participèrent à la sélection des « malades indignes de vivre[487] ».

C'est dans la perspective d'une lutte entre les hommes de Hitler pour affirmer leur pouvoir sur un objectif fixé par le Führer, que l'on peut interpréter le souci de Bouhler d'obtenir un mandat qui confirmerait son autorité sur la question de l'élimination des adultes en même temps que des enfants. Heydrich procéderait de la même façon lorsqu'il irait voir Göring pour faire établir ou renouveler ses mandats concernant la coordination de la politique antijuive[488].

De façon instructive, lorsqu'à l'été 1939 il justifiait son

souci de rassembler entre ses mains la coordination du processus d'euthanasie, Bouhler expliquait qu'il « craignait la possibilité que, durant une guerre, des Gauleiter particuliers, çà et là, se saisissent du problème et mettent en œuvre [l'euthanasie] de manière incontrôlée dans leurs Gaue[489] ». De par l'autonomie des initiatives pratiques qu'il encourage, le Reich nazi est non moins constamment soucieux de coordinations centrales, d'harmonisation des processus de décision. Celles-ci se révèlent souvent incomplètes car les acteurs de base du régime ne cessent jamais de prendre des initiatives. Seul Hitler avait la capacité de les canaliser.

Par le mandat écrit pour l'euthanasie daté du 1er septembre 1939, Hitler ne fit qu'entériner un rapport de forces, qui lui convenait parfaitement puisque la rivalité entre ses lieutenants conduisait à une radicalisation permanente des méthodes au service d'un objectif d'élimination totalitaire que lui-même, comme Führer, avait formulé en lançant le processus. Et Bouhler ne parvint jamais à maîtriser l'ensemble du processus comme il en rêvait.

IV.

Comme Bouhler l'avait craint, le début de la guerre fut l'occasion d'initiatives pour lui incontrôlables. Ce fut précisément un Gauleiter, Franz Schwede-Coburg (1888-1966), l'un des plus vieux compagnons de Hitler, qui, sans doute parce qu'il s'était entretenu directement avec le Führer, décida de « vider » un certain nombre d'établissements médicaux de Poméranie de leurs « malades mentaux » – essentiellement pour accueillir des Volksdeutsche, des germanophones « rapatriés » dans le Reich à la suite du pacte germano-soviétique. Dès octobre 1939, il avait obtenu l'accord de Himmler pour fusiller les victimes. La « mission » fut confiée à Kurt Eimann[490]. « Le meurtre des malades mentaux

commença donc – comme l'anéantissement des Juifs – par des fusillades[491]. » La SS devint rapidement l'acteur majeur de l'euthanasie dans les territoires incorporés et dans le Gouvernement général.

L'organisation du Reichsführer SS fut bientôt à la pointe du processus de tuerie. Les premiers massacres eurent lieu à l'arme à feu, y compris la mitrailleuse[492]. Des unités mobiles de gazage (camions transportant des bouteilles de monoxyde de carbone) opérèrent bientôt parallèlement sous la direction du membre de la Kripo Herbert Lange, plus tard premier commandant de Chełmno. La SS contribuait ainsi à mettre sur pied les méthodes de tuerie qui seraient employées, moins de deux ans plus tard, contre les Juifs d'Union soviétique et de Pologne. Ces opérations menées par la SS en Pologne firent au moins 10 000 victimes (allemandes, polonaises et juives)[493], qu'il faut ajouter aux 70 000 victimes de la première phase de l'Aktion T4, la partie de l'euthanasie qui s'est déroulée sur le territoire du Reich. Comme dans le cas du judéocide, il y a eu en fait, pour l'euthanasie, deux processus parallèles de tuerie. Le plus connu, mis en place sous l'autorité de la Chancellerie du Führer, et celui mené par la SS au sein de l'« espace vital du peuple allemand » en voie d'être conquis. Et, comme pour le judéocide, les hommes de Heydrich assuraient la coordination des deux processus meurtriers parallèles. Lorsque l'opération T4 s'arrêta dans le Reich, à l'été 1941, elle continua à l'Est, en particulier en Union soviétique[494].

Le 9 octobre 1939, le ministère de l'Intérieur du Reich envoya des questionnaires à différents asiles psychiatriques concernant leurs patients sans leur donner d'autre motif que des « raisons économiques liées à la guerre » – comme pour le judéocide, la statistique était indispensable[495] mais aussi le secret entourait la mise à mort[496]. Les victimes furent ultérieurement sélectionnées à partir de ce questionnaire, en tenant compte d'un nombre de 65 000 à 70 000 personnes

qui devaient être tuées[497].

Le 9 octobre 1939 toujours, l'équipe de direction de l'Aktion T4 fut définitivement constituée. Viktor Brack était assisté par Werner Blankenburg, Hans Hefelmann et Reinhold Vorberg de la Chancellerie du Führer. Les deux médecins intégrés à l'équipe de direction étaient Werner Heyde et Paul Hermann Nitsche. Le ministère de l'Intérieur était représenté par deux médecins, Gerhard Bohne et Herbert Linden. Paul Werner représentait la Kripo, Max de Crinis le SD – si bien que Heydrich avait deux hommes à lui dans cet organe exécutif[498].

En ce qui concerne les malades allemands, les responsables nazis opéraient avec plus de prudence qu'en Pologne. La détermination était grande mais on ne pensait pas encore à un anéantissement total d'un groupe d'individus – 20 % des patients des institutions hospitalières devaient être éliminés pour « libérer des lits ». On craignait des réactions hostiles des familles, en particulier chez les chrétiens pratiquants – ce qui fut, on le sait, le cas[499] –, avec pour conséquence redoutable d'inciter les responsables du futur judéocide à respecter un silence absolu sur un secret d'Etat.

Au n° 4 de la Tiergartenstrasse étaient installées des organisations de camouflage : une « Communauté de travail du Reich pour les asiles » et une société de « transports des patients »[500]. Les futures victimes passaient généralement par des établissements intermédiaires, où elles attendaient quelques semaines avant d'être dirigées sur les centres de mise à mort[501]. Ceux-ci furent progressivement mis en place à partir du début 1940 :

– Entre février et décembre 1940, à Brandenburg, 9 772 personnes furent gazées à la suite de l'expérimentation de la chambre à gaz qui avait eu lieu quelques semaines plus tôt[502]. Outre des handicapés mentaux et des aliénés, des Juifs malades furent aussi gazés.

– Toujours en janvier 1940, à Grafeneck, dans un château

du Wurtemberg, près de Stuttgart, une autre chambre à gaz fut installée dans l'ancienne remise à voitures. Jusqu'en décembre 1940, elle fut le lieu de mise à mort de 9 839 personnes. L'opération T4 se déplaçait au fur et à mesure que les quotas de victimes étaient régionalement atteints.

– En Saxe, à Sonnenstein, près de Dresde, un lieu de mise à mort fut installé en mai 1940 ; 13 720 personnes y trouvèrent la mort jusqu'en août 1941.

– En Autriche, à Hartheim, près de Linz, entre mai 1940 et août 1941, 18 269 personnes furent gazées.

– A Bernburg (Anhalt), de l'automne 1940 jusqu'en août 1941, 8 601 personnes furent éliminées dans une chambre à gaz au monoxyde de carbone.

– Enfin, Hadamar fut installé en janvier 1941 avec le personnel de Grafeneck ; 10 072 personnes y furent mises à mort au monoxyde de carbone jusqu'au mois d'août 1941.

Nous allons reparler, au chapitre suivant, des meurtres commis en Pologne par les unités SS contre des représentants des élites polonaises. On est souvent surpris de la violence déchaînée dès le début de la guerre, en Pologne, d'autant plus que ce pays avait été l'allié du Reich jusqu'à la fin de l'année 1938. L'histoire du processus d'euthanasie montre non seulement que les nazis étaient disposés à tuer, en masse, avant même 1939, mais aussi que la guerre était attendue, par beaucoup, comme une libération des contraintes imposées par le temps de paix, qui fondent la civilisation. L'euthanasie avait commencé à être systématiquement planifiée, on ne saurait trop y insister, en même temps que le Führer menaçait les Juifs européens d'anéantissement en cas de guerre mondiale.

Euthanasie, « solution de la question juive » et guerre déclenchée par le régime national-socialiste étaient intimement liées, non seulement parce que l'idéologie les unissait mais parce que la radicalisation de l'une était

entraînée par la radicalisation des deux autres. Le Sonderkommando « Lange » n'avait pas reçu pour tâche, en Pologne, de tuer seulement des malades mentaux ou des handicapés, mais aussi des membres des élites polonaises et des Juifs.

Ainsi en mai 1940 fut-il envoyé à Soldau (Dzialdowo), dans le sud de la Prusse orientale, à proximité de la voie de chemin de fer qui allait de Varsovie à Danzig. C'était Wilhelm Koppe, Höherer SS- und Polizeiführer (HSSPF, haut responsable de la SS et de la police) pour la région du Wartheland, qui avait négocié avec le RSHA de Heydrich[503], dont dépendait « Lange », l'emploi du commando à des tâches d'« évacuation » et qui supervisa les « actions » : « Près de la gare, on a installé, dans une ancienne caserne, au mois de février précédent, un camp qui est utilisé successivement puis simultanément comme camp de transit, camp de détention et camp d'anéantissement pour tuer des membres des élites polonaises (y compris des prêtres), des Juifs et, finalement, également des malades mentaux. Selon les cas, les détenus sont désignés, au choix, comme ennemis de l'Etat, criminels ou asociaux, si bien qu'aucun obstacle ne se dresse jamais sur la route de meurtres arbitraires[504]. » En mai et en juin 1940, des malades mentaux furent amenés à Soldau, les bâtiments qu'ils occupaient devant servir de casernement soit à la SS soit à l'armée. Ils furent mis à mort par le Sonderkommando, entre le 21 mai et le 8 juin 1940, à raison de 40 victimes et trois heures par transport en camion à gaz. Durant cette période, 1 558 personnes furent tuées.

V.

Reinhard Heydrich est entré sans état d'âme dans la dynamique meurtrière du régime, non seulement sur le territoire d'un pays attaqué et asservi, nous allons y revenir,

mais, parallèlement, dans son propre pays, contre des individus qui ne pouvaient en aucun cas être présentés comme des combattants. Au fur et à mesure que la logique d'assassinat se développait, Heydrich essayait de peser de plus en plus sur elle en se servant de l'Aktion T4 pour mettre à mort d'autres catégories de victimes. Celui qui était devenu, en septembre 1939, chef du Reichssicherheitshauptamt (RSHA, Bureau central de la sécurité du Reich), nouveau nom de l'ensemble SD et Sipo, prit part aux réunions d'élaboration d'une loi sur l'euthanasie[505] – qui, en fait, ne vit jamais le jour car Hitler ne souhaitait pas alimenter la propagande de ses adversaires ni accroître encore l'opposition des chrétiens.

Si le ministère de la Justice avait réclamé une loi pour avoir un document à opposer aux protestations qui se multipliaient contre le processus d'assassinat en Allemagne[506], Heydrich, lui, souhaitait une loi pour pouvoir étendre les procédures de mise à mort à d'autres catégories de victimes. L'euthanasie, une politique d'assassinat qui ne touchait pas encore un groupe entier mais seulement une partie, devait entrer, selon les vues de Heydrich, dans la palette des outils de répression des « asociaux », au même titre que la stérilisation forcée et la « détention préventive » (Schutzhaft).

« Pour le RSHA, et en termes de génétique et d'hygiène raciale, il n'y avait pas de différence essentielle entre une maladie chronique et un comportement non conformiste ininterrompu. Le projet de loi reçut provisoirement un titre au contenu tout à fait explosif : loi sur l'euthanasie pour les individus incapables de vivre et étrangers à la communauté. Hans Hefelmann fit [plus tard] ce commentaire : "il était devenu clair [...] que Heydrich voulait inclure dans la loi des gens qu'on n'avait pas originellement prévu d'y faire figurer". Le lien semblait tout aussi évident aux médecins. Le docteur Irmfried Berbel, dont la carrière le mena du Bureau pour la Santé du Reich à Brandenburg, Bernburg et finalement

Treblinka, faisait ce commentaire : “Bien sûr, tous les criminels qui doivent être placés en détention sont concernés par cette loi”[507]. » En fait, avant même que le projet de loi ne soit abandonné, on avait renoncé à étendre le champ des individus concernés par la politique d’assassinat aussi loin que le souhaitait le chef du RSHA. C’est seulement la mise en place de l’Aktion 14f13, gazage des détenus « incapables de travailler » dans les camps de concentration, qui correspondrait aux critères suggérés par Heydrich.

Même si le chef du RSHA n’a pas obtenu gain de cause sur l’extension du nombre de catégories idéologiques concernées par la politique d’euthanasie, trois éléments sont importants à noter :

– Il a défini une politique qui fut finalement mise en œuvre non seulement dans les camps de concentration dès avril 1941 mais par les Einsatzgruppen lors de l’invasion de l’Union soviétique. Les victimes de ces unités placées sous la direction de Heydrich étaient non seulement les fonctionnaires communistes, les partisans et les Juifs mais aussi les « malades mentaux », les « criminels », les « asociaux ». Il est important de retenir ce point, qui nous aidera à mieux comprendre la politique décidée et menée durant l’été 1941.

– Sous l’influence des discussions sur le projet de loi inabouti, les responsables de l’Aktion T4 envisagèrent, dès le printemps 1940, de multiplier par deux le nombre des victimes[508]. S’il n’y a pas eu extension du nombre de catégories visées, il se produisait une intensification de la politique menée contre les groupes déjà désignés.

– Ce sont plus particulièrement les Juifs qui furent visés. En avril 1940, Herbert Linden, du ministère de l’Intérieur, avait lancé le recensement des patients juifs dans les établissements hospitaliers. On avait ensuite commencé à les regrouper puis à les gazer[509]. Le 30 août 1940, une circulaire du ministère de l’Intérieur avait ordonné le regroupement des

patients juifs de toute l'Allemagne dans un établissement unique[510]. Himmler avait assisté à deux réunions d'élaboration d'une telle politique, les 24 juillet et 6 août 1940[511]. Nous avons bien affaire à la préhistoire du judéocide.

– Faute de documents, on doit laisser une part à la spéculation mais il faut se demander dans quelle mesure la participation de Heydrich, en 1940, à l'élaboration d'une loi sur l'euthanasie et ses tentatives d'inclure des catégories comme les criminels ou les asociaux ne correspondaient pas à la planification de meurtres (sur de petits groupes) de Juifs en Pologne, avant même la préparation de Barbarossa.

VI.

Il est un dernier point qui mérite d'être signalé, et qui annonce lui aussi le judéocide. Une seule instance mobilisa précocement et efficacement contre les méthodes génocidaires des nazis : ce furent les Eglises. Mgr von Galen, qui dénonça le processus dans trois sermons dominicaux prononcés au mois d'août 1941, et toutes les personnalités catholiques ou protestantes qui l'avaient précédé, remportèrent une grande victoire puisque T4 fut considérablement freinée, alors que l'opération aurait sans doute été intensifiée à la faveur de la guerre contre l'Union soviétique[512].

Le SD de Reinhard Heydrich savait parfaitement où était l'adversaire le plus redoutable de l'idéologie du régime[513]. Pour le chef du RSHA, la politique nazie ne pouvait être mise en œuvre qu'à partir du moment où l'influence du christianisme aurait été brisée. C'était aussi l'avis de Himmler et de Hitler mais ce dernier avait choisi une politique attentiste, qui démobilisait l'Eglise et la poussait au compromis par manque d'opposition claire. Heydrich, lui, faisait partie, avec Bormann, Goebbels et Rosenberg, du groupe des antichrétiens les plus radicaux au sein de la direction du parti et il brûlait d'en

découdre – Hitler ne décourageant pas, ordinairement, les initiatives radicales[514].

La police politique bavaroise avait, sous les ordres de Heydrich, largement persécuté les organisations catholiques autorisées par le concordat de l'été 1933. Si l'on en croit le témoignage de Göring à Nuremberg, c'est à l'initiative de Heydrich qu'Erich Klausener, chef de l'Action catholique et qui avait amorcé une résistance politique au printemps 1934, avait été assassiné lors de la Nuit des longs couteaux[515]. En avril 1936, le chef de la Police de sécurité avait dénoncé comme un « chef-d'œuvre d'hypocrisie » la protestation de l'Eglise catholique contre la stérilisation forcée des malades mentaux et, puisant dans le registre anticlérical le plus classique, mais revu à la mode nazie, il accusait les mêmes membres du clergé qui protestaient contre l'eugénisme du régime de nuire « au peuple et à l'Etat », en particulier en dissimulant des devises au Reichsfahndungsamt qu'il dirigeait, organisme chargé de contrôler les mouvements de capitaux ou en se livrant à des turpitudes sexuelles[516]. Une série d'arrestations par la Gestapo et de procès avait suivi.

Au début de la guerre, Heydrich proposa d'arrêter toute une série de personnalités catholiques et de les envoyer en camp de concentration[517]. Il était persuadé de l'intensification des activités subversives des catholiques du fait de la guerre. Après les sermons de Mgr von Galen, il avait fallu que le dictateur dissuadât Heydrich de faire arrêter le prélat. Cependant, il s'agissait uniquement, aux yeux de Hitler, d'épargner provisoirement les catholiques allemands. Les élites catholiques polonaises étaient dès le début de la guerre, en même temps que des Juifs et des malades mentaux ou des handicapés, la cible des commandos meurtriers de Himmler et Heydrich.

Lorsque l'on se demande où Heydrich a trouvé l'énergie du meurtre de masse, dès les premières semaines de la

Seconde Guerre mondiale, sur le territoire polonais dépecé, il faut se souvenir de la manière dont, dans la SS, on cultivait l'apologie du meurtre. Celle-ci réclamait, sous la conduite du Führer, pour l'homme allemand, un « droit à tuer », un « droit au génocide », pourrait-on dire, qui était aussi un droit à effacer de la conscience allemande et européenne le commandement « Tu ne tueras point », l'injonction centrale du Décalogue commune aux Juifs et aux chrétiens[518]. L'euthanasie était un élément clé de la lutte à mort engagée par les nazis contre deux mille ans de civilisation judéo-chrétienne.

6
« Qui parle encore, aujourd'hui, de l'anéantissement des Arméniens ? » (A. Hitler, 22 août 1939)

Les massacres commis en Pologne par la **SS** et la police (septembre-novembre 1939)

I.

Le 9 novembre 1939, à Ostrow, chef-lieu au nord-est de Varsovie[519], un incendie éclata et se répandit rapidement car la majorité des maisons étaient construites en bois. Un fonctionnaire du parti nazi répandit aussitôt le bruit que les incendiaires étaient les Juifs de la ville. Dix hommes juifs étaient en train de combattre l'incendie qui menaçait leurs maisons. Des fonctionnaires du parti et de l'administration d'occupation, des policiers et des soldats se rassemblèrent et se mirent à battre les Juifs avec des bâtons ou des fouets habituellement destinés au dressage des chiens. Le lendemain, 10 novembre, tous les Juifs d'Ostrow furent arrêtés par des

hommes du bataillon de police de réserve n° 11 (de Königsberg). Comme la prison était surchargée, on enferma les Juifs dans la cave de la brasserie locale.

Le commandant du régiment de police « Varsovie », le colonel Brenner, avait été prévenu immédiatement. Il donna l'ordre à une section du bataillon de police 91 (de Kassel) de se rendre à Ostrow. Un jugement devait être rendu immédiatement et des Juifs exécutés. Lorsque les hommes du bataillon de police 91 arrivèrent sur place, le 11 novembre, ils constatèrent que des fosses avaient déjà été creusées. Aucune enquête ne fut finalement menée et il n'y eut même pas une parodie de jugement : les 364 Juifs furent tués au bord des fosses qui avaient été creusées. Il y avait 156 hommes et 208 femmes et enfants.

Quelques policiers refusèrent d'abord de tuer les bébés : eux au moins ne pouvaient pas être responsables de l'incendie. L'un des officiers de police leur rappela que trois jours plus tôt, le 8 novembre au soir, le Führer avait été la cible d'un attentat a u Bürgerbräukeller à Munich et il leur assura que « les commanditaires de l'attentat devaient être cherchés dans les cercles juifs ». D'autres policiers eurent moins de scrupules : un témoin se rappelle comment un policier arracha un nourrisson à sa mère et, tenant l'enfant sur un bras tendu, lui fit éclater le crâne d'une balle. Le 17 novembre, Himmler racontait avec satisfaction l'épisode au Führer[520]. Ses hommes avaient fait preuve d'initiative et avaient « travaillé en direction du Führer ».

Un an après la Nuit de cristal, des membres du parti et des hommes de Himmler mettaient en œuvre, sans que l'on ait trace d'un ordre venu d'en haut, un pogrom qui débouchait sur un assassinat organisé, par fusillade, comme il s'en produirait des dizaines de milliers en Union soviétique à partir de juin 1941. Un tel épisode complique l'analyse de l'historien. Il doit constater la réalisation d'un « microgénocide » sans

qu'aucun ordre direct soit venu du sommet du régime. Lorsque Himmler rapporte à Hitler l'épisode, c'est pour lui faire part de sa fierté d'une telle initiative prise par les hommes de Daluege – non pas les hommes de Heydrich mais ces « policiers ordinaires » dont Christopher Browning, dans son célèbre ouvrage Des hommes ordinaires, prétend qu'ils étaient, encore en 1942, en Pologne, peu conditionnés idéologiquement ! Mais quel est le rôle exact, alors, de la direction du régime ? Suivent-ils pour autant les événements, se contentent-ils de les canaliser ? Ne sont-ils pour rien dans ce qui se passe au niveau local ?

On ne passe pas en ligne droite d'un « microgénocide » comme celui d'Ostrow au judéocide généralisé des années 1941-1945. L'histoire que nous allons décrire dans les chapitres qui suivent est celle de la recherche, par les nazis, d'un cadre pour la « solution de la question juive en Europe » – en commençant par l'Union soviétique. Et, même quand ce cadre fut en place, au printemps 1941, nous verrons que, quelle que soit l'intention radicale formulée par le dictateur et quels que soient les ordres donnés par Himmler et Heydrich, il fallut encore un peu de temps pour que la multiplication et la diffusion des microgénocides débouche sur le génocide généralisé, celui des Juifs soviétiques. Il n'empêche : l'épisode d'Ostrow annonce déjà toutes les composantes de l'assassinat des Juifs tel qu'il se déroula deux ans plus tard en Union soviétique. En 1941-1942, le bataillon de police 91 massacra des Juifs et des prisonniers soviétiques dans la région de Bialystok. Le bataillon de police de réserve 11 garda d'abord le ghetto de Kaunas puis massacra des Juifs en Biélorussie[521].

D'emblée, l'épisode d'Ostrow témoigne de la violence de la guerre à l'Est que voulait mener le Führer. Lorsqu'il justifia la violence à venir durant la campagne de Pologne auprès de ses généraux réunis à l'Obersalzberg, le 22 août 1939, Hitler leur dit :

> Notre force tient à notre rapidité et notre brutalité. Gengis Khan a condamné à mort des millions de femmes et d'enfants, en toute conscience et d'un cœur léger. L'histoire ne se souvient que du grand fondateur d'Etat. Je me moque de ce que dit la faible civilisation ouest-européenne à mon propos. J'ai donné un ordre – et je fusillerai quiconque formulera une seule critique[522] : l'objectif de la guerre ne sera pas d'atteindre une ligne donnée mais d'anéantir physiquement l'adversaire. C'est pourquoi j'ai disposé – pour l'instant seulement à l'Est – mes unités à tête de mort ; elles ont reçu l'ordre de mettre à mort sans merci et sans pitié beaucoup d'hommes, de femmes et d'enfants d'ascendance et de langue polonaises. C'est la seule manière pour nous de conquérir l'espace vital dont nous aurons besoin. Qui parle encore, aujourd'hui, de l'anéantissement des Arméniens[523] ?

Cette citation est cruciale à un triple titre : elle établit d'abord, puisque son authenticité a été prouvée, que Hitler avait autorisé le massacre de civils polonais avant le début de la guerre[524] ; que les SS avaient reçu une mission spéciale, et que ces massacres seraient, comme dans le cas du génocide des Arméniens, suivis de déportations. Telle est la représentation qu'avaient dès cette époque les nazis les plus violents : des fusillades (en priorité des hommes comme dans le cas du génocide) puis des déportations forcées, se transformant en véritables « marches de la mort » vers des terres inhospitalières.

II.

« Durant la quinzaine qui précéda l'offensive, Hitler répéta plusieurs fois à ses généraux que leur mission n'était pas uniquement de vaincre l'armée polonaise et d'occuper des territoires ennemis jusqu'à une ligne de démarcation fixée d'avance. Il leur fit clairement comprendre que la défaite des troupes allemandes n'était que la condition préliminaire à l'assujettissement des troupes adverses[525]. »

Hitler avait besoin d'une guerre totale pour « détruire la classe dirigeante et dominante polonaise, étouffer la culture du

pays et réduire ses travailleurs en esclavage. [...] Avant l'offensive, le général de brigade Eduard Wagner, intendant général de la Wehrmacht, et Reinhard Heydrich, chef en second des services de sécurité, s'étaient entendus pour que des unités spéciales suivent de près la marche des troupes régulières, afin de combattre à l'arrière du front tous les éléments politiquement hostiles et dangereux. D'abord en Autriche, puis en Bohême-Moravie, l'armée avait pu voir à l'œuvre ces Einsatzgruppen, alors embryonnaires. Depuis, Himmler et Eicke avaient accru leur efficacité en leur faisant suivre un entraînement militaire et en les dotant de moyens de transport motorisés[526] ».

Le 31 juillet, avaient été fixées les tâches des Einsatzgruppen, qui devaient, dans le cadre de l'« entreprise Tannenberg » (Unternehmen Tannenberg), « combattre tous les ennemis du Reich et de l'Allemagne[527] ». A la fin août 1939, Heydrich et Best avaient effectivement négocié avec Eduard Wagner les conditions du rattachement des Einsatzgruppen à l a Wehrmacht[528], et obtenu qu'au moins 30 000 Polonais seraient enfermés dans les camps de concentration. Le chef d'état-major de l'armée de terre, Franz Halder, avait aussitôt protesté auprès de Göring[529]. Et, dans les mois suivants, les hauts responsables de la SS furent engagés dans une épreuve de force avec une partie du commandement de la Wehrmacht.

En fait, le discours de Hitler du 22 août 1939 rencontrait une forte résistance dans une partie du commandement – que bien entendu personne n'avait osé formuler devant le Führer. Canaris et Beck avaient fait passer une transcription à l'étranger en espérant que la mention du massacre des Arméniens émouvrait les dirigeants occidentaux qui auraient connaissance du texte.

Mais les unités SS auxquelles avait fait allusion Hitler étaient progressivement mises en place. Cinq Einsatzgruppen

(numérotés de I à V) avaient été formés au départ. Deux autres suivraient (Einsatzgruppe z.b.V et Einsatzgruppe VI). Parallèlement, Theodor Eicke avait reçu la charge d'entraîner la division SS Totenkopf (à tête de mort) à la perpétration de massacres du même type[530]. C'est d'ailleurs à cette unité que le dictateur avait expressément fait allusion mais Heydrich entendait travailler lui aussi « en direction du Führer ».

Les états-majors des Einsatzgruppen devaient reproduire en petit le Reichsicherheitshauptamt qui était en train d'être constitué dans sa version définitive. Chaque état-major regroupait 25 à 30 membres de la Kripo, de la Gestapo et du SD plus du personnel administratif. Ils constituaient trois sections : I. Administration. II. SD. III. Sipo. De même, les Einsatzkommandos qui constituaient les troupes de l'Einsatzgruppe regroupaient chacun environ 15 membres du SD, 60 hommes de la Sipo et 20 personnes pour l'administration et la technique[531].

Malgré l'instruction orale à laquelle Hitler faisait allusion le 22 août 1939, ni dans les instructions écrites internes à la SS, ni dans les conversations menées avec l'armée, il n'avait été question d'exécutions. Au contraire, le document du 31 juillet, rédigé par Best, interdisait les exécutions spontanées – mais Best, Ulrich Herbert l'a montré, était, à la différence de Himmler et Heydrich, préoccupé de garder des formes juridiques à l'action de la Sipo[532]. Pourtant, le 18 août 1939, une réunion des chefs des futurs commandos avait lieu à Berlin en présence de Himmler, Heydrich et Best. Selon l'un des participants, Lothar Beutel, chef de l'Einsatzgruppe IV, membre du SD, plus tard interrogé par les tribunaux allemands :

> Il nous fut communiqué que notre tâche était en premier lieu la sécurisation du territoire dans le dos de la troupe combattante. Nous avions donc à combattre et à neutraliser des mouvements et des

> groupes de résistance et assurer la sécurité pour les troupes qui allaient suivre. Les seules précisions qui nous furent données concernèrent le fait que, dans le cadre de la lutte contre des mouvements et des groupes de résistance, tout était permis, aussi bien les exécutions par fusillade que les arrestations. Les décisions sur les mesures à prendre furent communiquées aux organes exécutants, c'est-à-dire aux commandos sous la responsabilité de l'état-major [de chaque Einsatzgruppe]. Si je me rappelle bien, les chefs des Einsatzkommandos étaient aussi là. On ne parla pas, alors, de mesures spécifiques contre les élites intellectuelles polonaises (polnische Intelligenz). Mais il nous fut indiqué, et c'était bien évident, que le moteur des mouvements de résistance se trouvait dans les élites intellectuelles polonaises[533].

Une telle déclaration nous semble illustrer parfaitement la « liberté prussienne » adaptée au style de commandement hitlérien dont bénéficiaient les responsables des politiques génocidaires nazies. Une instruction relativement vague et radicale est donnée ; c'est au niveau de commandement inférieur qu'est confiée la responsabilité de l'application adaptée de l'instruction. Les commentaires accompagnant l'instruction sont formulés de manière à donner à réfléchir au subordonné, afin qu'il devienne un exécutant plein d'idées pratiques dans la mise en œuvre de la politique de son Führer. Ce style de commandement avait bien entendu un autre avantage : il permettait d'élargir le cercle des responsables du génocide, d'empêcher le commandement de l'armée ou toute autre institution héritée de l'Allemagne traditionnelle de bloquer le processus en paralysant le sommet du régime.

III.

Le 3 septembre 1939, comme souvent depuis l'incendie du Reichstag, un événement vint servir les nazis et ils ne se privèrent pas de l'exploiter immédiatement. Ce jour-là, l'armée polonaise en retraite et les habitants du lieu, d'après ce qu'on peut savoir des événements, tuèrent des Volksdeutsche à Bromberg (Bydgoszcs) mais il n'y avait rien

de prémédité et il n'y eut pas de « massacre[534] ». Himmler sauta pourtant sur l'occasion pour fixer par écrit la tâche des Einsatzgruppen :

> Des rebelles polonais qui sont pris sur le fait ou l'arme à la main doivent être immédiatement fusillés. Si des groupes plus imposants de rebelles sont faits prisonniers, je dois en être immédiatement informé pour pouvoir décider du sort des prisonniers [...]. Dans chaque territoire où sont passés des rebelles, il faut prendre en otage les responsables de l'administration polonaise (starostes, maires ou équivalents). Si l'on pense que, pour se défendre contre les rebelles, il est nécessaire de fusiller des otages, je dois en être immédiatement informé et je communiquerai ma décision[535].

Pour que Himmler ait formulé un ordre écrit aussi radical, il faut que le projet de fusiller des milliers de responsables des élites polonaises ait été formulé depuis un moment déjà – et nous avons vu, d'une part, que Hitler y avait fait allusion le 22 août et, d'autre part, qu'il avait été suggéré aux responsables des Einsatzgruppen quatre jours auparavant. Le Reichsführer SS avait saisi la première occasion pour élargir le domaine de légitimité de la SS face au commandement de la Wehrmacht.

Cependant, comme lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie, les unités mobiles de la SS et de la police étaient, aux termes de l'accord passé fin août avec le général Wagner, théoriquement subordonnées au commandement militaire et n'agissaient que sur ordre transmis par lui. Le Reichsführer SS, qui savait qu'il était couvert par Hitler[536], décida alors de mettre la Wehrmacht devant le fait accompli. Puisque les cinq Einsatzgruppen déjà créés étaient normalement liés par l'accord, Himmler décida d'en créer un sixième, l'Einsatzgruppe z(ur) b(esonderen) V(erwendung), composé de quatre bataillons de l'Ordnungspolizei et d'un Sonderkommando de 350 hommes de la Sipo et du SD qui

agirait, sous le commandement d'Udo von Woyrsch, en même temps que l'Einsatzgruppe IV. Parallèlement, Himmler organisait la coopération des trois régiments d'Eicke, qui dépendaient de lui directement, avec les Einsatzgruppen de Heydrich[537]. Par la suite, Himmler fit venir des régiments SS supplémentaires[538]. Une milice d'autodéfense de Volksdeutsche fut également formée[539].

Himmler, Heydrich et Eicke pouvaient espérer profiter du climat qui se répandait dans la Wehrmacht : la peur des « francs-tireurs ». Le 5 septembre 1939, Eduard Wagner notait dans son Journal : « Les difficultés [...] s'amoncellent. Horribles combats avec des bandits et des francs-tireurs, incertitude partout. La troupe n'y va pas de main morte[540]... » Et, le lendemain, il insistait sur l'importance des unités de police dans le combat contre ces « francs-tireurs[541] ». C'est d'ailleurs la Wehrmacht qui arrêta, à Bromberg, les premières victimes destinées à tomber sous les balles de l'Einsatzgruppe IV[542]. Et, dans la deuxième semaine de septembre, il y eut, sur ordre de la Wehrmacht, de nombreuses exécutions d'otages en représailles à des attaques, pour une fois réelles, de résistants[543].

Mais ce qui alimenta la polémique lancée par une partie du commandement de la Wehrmacht, c'est que les unités de la SS et de la police allèrent beaucoup plus loin dans les représailles durant les semaines suivantes. Au moins 300 Polonais furent assassinés le 12 septembre puis à nouveau 500 dans les jours suivants, sur ordre de Hitler, comme nous l'avons vu, transmis par Himmler[544]. Dans la seconde quinzaine de septembre, le régiment SS « Brandenburg » de Theodor Eicke fut envoyé par Himmler à Bromberg et dans les environs pour tuer des civils polonais. A partir du 24 septembre, ses hommes firent 800 victimes[545].

Au cours du mois de septembre, les unités de la SS et de

la police multiplièrent les assassinats collectifs de Juifs et de représentants de l'élite culturelle polonaise. Dans l'idéologie nazie, le passage d'une catégorie d'ennemis de l'Allemagne à l'autre était facile à effectuer, nous l'avons vu déjà dans le cas de la Kripo et de l'euthanasie. Le 4 septembre, 300 hommes et femmes, dont 180 Juifs, furent massacrés à Czestochowa ; la même unité assassina 180 civils le 12 septembre[546]. Les hommes de von Woyrsch tuèrent à Katowice, le 13 septembre, plusieurs centaines de personnes. A Bedzin, ils tuèrent au moins 100 personnes, dans les rues ou dans la synagogue, à laquelle ils mirent le feu, à la veille du Nouvel An juif ; des Polonais non juifs avaient été enfermés avec les Juifs dans le bâtiment qui brûlait ; des enfants se trouvaient parmi les victimes. Ils continuèrent à tuer plusieurs centaines de Juifs dans la région les jours suivants puis ils se déplacèrent plus à l'Est[547].

Alexandre Rossino est l'un des premiers historiens à avoir systématiquement recensé les massacres d'une unité particulière (l'Einsatzgruppe de von Woyrsch) au mois de septembre 1939[548]. Le fonctionnement qui sera celui des commandos mobiles de tuerie en 1941 en Union soviétique est déjà à l'œuvre : arrivée dans une localité, convocation des Juifs, recensement, imposition du port d'un signe distinctif (étoile de David), « sélection » d'un certain nombre de victimes que l'on emmène un peu à distance pour les fusiller. A la différence de ce qui se passera en Union soviétique, la majorité des Juifs sont humiliés, privés de leurs biens mais pas encore tués. Cependant, on soulignera deux autres parallèles avec l'histoire, mieux connue, des massacres en Union soviétique : d'abord le fait que, malgré l'objectif originellement donné de s'en prendre aux élites culturelles polonaises, ce sont de plus en plus des Juifs qui sont les victimes : il en ira de même dans le passage du massacre des communistes à celui, de plus en plus intensif, des Juifs, lors de l'invasion de l'Union

soviétique ; ensuite, l'augmentation régulière du nombre de victimes : à Przemysl, le 16 septembre, ce sont plus de 500 hommes juifs qui furent sélectionnés et tués[549].

IV.

Le 7 septembre 1939, Werner Best transmettait aux responsables des bureaux du Sicherheitshauptamt les instructions de Heydrich : « La couche dirigeante polonaise doit être autant que possible mise hors d'état de nuire. » Le compte rendu de la réunion ne parle ouvertement d'exécution que pour les « pillards polonais », un groupe certainement extensible à merci[550]. Deux jours plus tard, Franz Halder affirma à un collaborateur du chef du contre-espionnage militaire, l'amiral Canaris, que Hitler et Göring avaient l'intention d'« exterminer le peuple polonais ».

Canaris lui-même avait entendu rapporter que Heydrich était « très en colère contre l'armée – tout allait beaucoup trop lentement ! ! ! On recensait 200 exécutions par jour. Les tribunaux militaires travaillaient beaucoup trop lentement. Lui [Heydrich] allait rectifier cela. Les gens devaient être fusillés ou pendus immédiatement, sans jugement » ; ces propos furent ensuite rapportés en style direct par Helmuth Groscurth, officier de l'Abwehr : « Nous épargnerons les petites gens mais il faut tuer la noblesse, les popes et les Juifs. Lorsque nous serons entrés à Varsovie, je me mettrai d'accord avec l'armée sur le meilleur moyen de faire sortir tous ces gens de leur trou[551]. » Un autre témoin rapporte des propos identiques de Heydrich une semaine après le début de la campagne : « Leurs tribunaux ne sont absolument pas à la hauteur ; ils laissent les francs-tireurs s'échapper. Le Führer est hors de lui et vous en verrez les conséquences[552]. »

Si l'on en croit ces deux témoignages, Heydrich était dans un état de tension nerveuse extrême mais il formulait des

objectifs clairs. La notation concernant Hitler est intéressante parce qu'elle signifie que le dictateur aussi était inquiet – la France et l'Angleterre lui avaient déclaré la guerre le 3 septembre, le jour du « dimanche sanglant » de Bromberg. Pour les nazis tout se tenait toujours. Il fallait procéder à des tueries avec d'autant plus de rapidité et de brutalité que l'Allemagne était éventuellement menacée sur deux fronts. Pour Heydrich, comme pour Hitler, il n'y avait qu'un ennemi, qui se cachait derrière des adversaires d'apparence différente. Il n'était pas étonnant que le chef du Sicherheitshauptamt, auteur de Wandlungen unseres Kampfes (Les étapes de notre combat), ait ajouté les « Juifs » aux nobles et popes dans la catégorie des gens à exterminer. Non seulement Heydrich adhérait à toutes les théories de la conspiration que l'Europe avait imaginées depuis le milieu du XIX^e^ siècle mais il mettait le Juif au centre de tous les complots. Et la deuxième citation rapportée établissait un lien entre « Juifs » et « partisans » destiné à prospérer.

Le 12 septembre 1939, Canaris lui-même, venu protester auprès de Keitel, chef du haut commandement de la Wehrmacht (OKW), eut la surprise de voir Hitler entrer dans le compartiment où les deux hommes s'entretenaient ; le dictateur confirma ce qu'il avait dit le 22 août, en le précisant : il fallait éliminer les prêtres, la noblesse, les intellectuels et les Juifs – exactement dans les termes rapportés par Heydrich[553]. Hitler parla ensuite de « remembrement politique » (« politische Flurbreinigung »), c'est-à-dire d'importants déplacements de populations[554]. Prêtons attention à cet enchaînement : élimination des élites puis mise en œuvre de déportations massives, c'est le noyau des conceptions du dictateur et de ses collaborateurs les plus proches concernant l'Est.

Dans la seconde quinzaine de septembre le dictateur fit savoir qu'il avait l'intention de diviser la Pologne en trois[555]. Le

6 octobre 1939, précisant ses vues lors d'un discours devant le Reichstag, Hitler expliqua qu'il fallait mener une politique de germanisation : il s'agissait de dresser une frontière entre les Allemands et les Slaves ou les autres nationalités. De façon significative, le Führer ajouta qu'il faudrait procéder à un « essai de mise en ordre et de règlement de la question juive[556] ». Ces formules étaient encore vagues, mais elles alourdissaient un climat déjà mortifère pour les Juifs. Quelques jours plus tard, le dictateur déclara espérer que le travail forcé, la faim, les épidémies auraient raison de la population polonaise en l'espace de vingt ans[557] : la « solution finale de la question polonaise » ?

La radicalité des propos tenus par Hitler faisait écho à la brutalité des troupes SS. Une des raisons pour lesquelles, cependant, Hitler n'avait pas explicitement tourné contre les Juifs l'énergie des Einsatzgruppen tenait à sa conviction que la « juiverie internationale » saisirait toute occasion de mener une propagande antiallemande ; or on était en guerre, théoriquement, sur deux fronts. Le 14 septembre 1939 Heydrich avait expliqué aux chefs de bureau du Sicherheitshauptamt que Himmler soumettait toutes les propositions concernant la persécution des Juifs au Führer, du fait des possibles répercussions internationales[558].

Hitler faisait également attention à ne pas braquer inutilement les esprits en Allemagne. Certaines réactions de l'armée apprenaient au noyau radical du régime qu'il fallait être prudent : les esprits n'étaient pas encore prêts pour la mise en œuvre des objectifs les plus extrêmes du dictateur et de ceux qui avaient compris ses vrais objectifs. L'Einsatzgruppe z.b.V dut arrêter sur ordre de Himmler ses exactions contre les Juifs (synagogues brûlées, Juifs assassinés) après une plainte du général von Rundstedt adressée au Reichsführer SS[559]. Malgré les nouvelles discussions qui avaient eu lieu entre Heydrich et Wagner le

19 septembre 1939[560], et malgré la confirmation que Hitler avait donnée à von Brauchitsch, haut commandant de l'armée de terre, le 20 septembre 1939, que tous les ordres venaient de lui et qu'à l'avenir, pour le prouver, tous les ordres qu'il donnerait aux SS et à la police seraient portés à la connaissance du commandement[561], Heydrich avait eu le 22 septembre 1939 une entrevue orageuse avec le même von Brauchitsch, au cours de laquelle il accepta éventuellement de revoir à la baisse le nombre d'individus envoyés en camp de concentration ou exécutés, mais en aucun cas de remettre en cause le principe de telles actions[562].

V.

En pratique, Himmler et Heydrich continuèrent à agir comme s'ils n'avaient à rendre compte qu'à Hitler, qui avait, le 4 octobre, amnistié les auteurs d'« excès[563] ». Cela n'empêcha pas, à la fin octobre 1939, le général Blaskowitz, lorsqu'il prit le commandement des troupes d'occupation, d'essayer d'obtenir – mais c'était inefficace contre une prise de position définitive de Hitler datée du 17 octobre – que soient traduits en justice des responsables de la SS ou de la police qui avaient massacré des Polonais et des Juifs. La querelle entre une partie du commandement de la Wehrmacht dura jusqu'à la victoire contre la France, qui établit définitivement l'ascendant de Hitler sur les généraux[564].

Cela ne veut pas dire que le racisme et l'antisémitisme n'étaient pas répandus dans la Wehrmacht : les préjugés contre les Ostjuden, les « Juifs de l'Est », étaient fréquents dans la troupe et, si des protestations s'élevèrent contre la politique des SS, elles furent aussi liées à la peur de ne pas pouvoir contenir les envies de pogroms de certaines unités[565]. Par ailleurs, le commandement partageait largement la hantise des francs-tireurs et des agents subversifs qui était celle des

chefs nazis : lorsque Heydrich, en novembre 1939, voulut faire avancer un projet de « réserve juive » (au sens où les colons des Etats-Unis d'Amérique avaient constitué des réserves indiennes), certains officiers avouèrent leur peur de voir un « nid de bolcheviks » se former[566]. Mais il y eut aussi des unités et des responsables militaires pour encourager ou assister les politiques de déportation des Juifs vers le centre ou l'est de la Pologne à partir d'octobre 1939[567]. Il y en eut aussi pour tuer des Juifs de la même manière que les Einsatzgruppen[568]. Le commandement militaire était profondément divisé et cela profita finalement à Himmler et à Heydrich.

Mais, globalement, c'est au bolchevisme que bien des officiers assimilaient le nazisme lorsqu'ils entendaient parler des massacres auxquels les groupes d'intervention de la Police de sécurité se livraient contre des membres des élites polonaises et des Juifs. En l'occurrence, « bolchevique » signifiait contraire au comportement d'un Allemand.

En fait, Himmler et Heydrich eux-mêmes n'étaient pas insensibles à ce genre de considérations. Heydrich lui-même parla, en août et en novembre 1940 respectivement, de l'« anéantissement biologique » et des « méthodes bolcheviques » comme étrangers à la « culture » – et n'était-il pas, à ses propres yeux, lui le violoniste, fils de compositeur, un représentant éminent de la « culture allemande » ? Himmler donnait, lui, un sens différent au terme, comme le montre sa propre classification, exprimée dans un discours devant des industriels le 5 avril 1940[569]. Himmler distinguait entre : la méthode bolchevique, à laquelle il donnait un sens hitlérien, celui de mélange des races, et la méthode de Gengis Khan, c'est-à-dire l'élimination physique de peuples entiers – mais, précisait-il, et cela correspondait bien au comportement des groupes d'intervention en Pologne, on pouvait envisager, par « humanité », d'éliminer seulement les élites.

Mais le Reichsführer SS avouait sa préférence pour la « méthode allemande » consistant à « trier racialement » et « déporter le rebut », ce que Hitler avait prôné le 6 octobre de l'année précédente. C'est bien une politique « allemande » de « tri racial » que le Reichsführer SS et ses collaborateurs les plus immédiats avaient commencé à mettre en œuvre à partir de l'automne 1939.

Il est important, à ce moment de l'analyse, de noter l'idée selon laquelle la méthode la plus « allemande » serait la déportation – par opposition au massacre, « méthode asiatique ». C'est la raison pour laquelle le SD et la Sipo avaient commencé par travailler sur des projets d'émigration forcée dans les années 1930, puis se concentrèrent, entre l'automne 1939 et l'automne 1941, sur des projets de déportation générale des Juifs d'Europe. Mais Hitler l'avait dit dès 1920 : il était prêt à s'allier avec le diable pour se débarrasser des Juifs et, le 17 octobre 1939, parlant du « combat racial » à mener à l'Est, il répéta sa formule, évoquant un « travail diabolique[570] ». Le même jour, il réduisit définitivement à néant les protestations des officiers en créant une juridiction spéciale pour la SS, qui la faisait échapper à la justice militaire[571]. Ni lui ni ses lieutenants n'excluaient, dès cette date, de massacrer sur une échelle plus grande que les « microgénocides » commis par SS et police en Pologne. La disposition au massacre, l'intention génocidaire, était largement illustrée par le comportement des Einsatzgruppen.

Lors de la réunion des chefs de bureau du Sicherheitshauptamt du 21 septembre, Heydrich avait indiqué que « la future résistance en Pologne serait moins forte si le moins possible de membres de l'élite intellectuelle polonaise survivaient[572] ». Pas plus que Hitler, Heydrich n'éprouvait le besoin d'indiquer concrètement à ses hommes comment faire mourir les victimes désignées. C'était à eux de trouver les moyens appropriés. « Heydrich parlait [...] toujours de

manière assez dissimulée, il employait des formules mystérieuses. La plupart du temps il se contentait d'indiquer de vagues intentions », se souviendra, dans les années 1960, Emmanuel Schäfer, chef de l'Einsatzgruppe II[573].

Cependant, le 14 octobre 1939, Heydrich se fit plus précis, exigeant de ses hommes qu'ils en aient terminé avec la « liquidation des couches dirigeantes polonaises » avant le 1er novembre, date du passage de l'administration militaire à l'administration civile[574]. Non pas que Heydrich craignît une opposition de l'administration civile mais il était entendu qu'au moment de la division des territoires polonais occupés en « territoires incorporés au Reich » et « Gouvernement général », on passerait à la politique de l'« après-guerre », la politique de « remembrement politique » voulue par Hitler, la politique de déportation.

De fait, les exécutions connurent une intensification considérable tout au long du mois d'octobre. On estime qu'au mois de septembre les Einsatzgruppen et d'autres unités de la SS avaient déjà assassiné environ 20 000 personnes. Jusqu'au moment de leur sédentarisation, le 20 novembre, les Einsatzgruppen (au nombre de sept à la fin de cette période après la création de l'Einsatzgruppe VI dans la région de Posen[575]) massacrèrent encore 50 000 personnes environ. Mais il s'agit d'un champ encore peu défriché par les historiens, qui ont sous-estimé pendant longtemps la brutalité de la campagne de Pologne et donc manqué d'en tirer les enseignements pour l'histoire ultérieure.

Surtout, il faut bien comprendre – et c'est un autre parallèle à faire avec la guerre contre l'Union soviétique à partir de 1942 – que les massacres n'ont pas cessé au début de l'hiver 1939-1940[576]. En particulier, la persécution des élites intellectuelles, assassinées ou envoyées en camp de concentration, continua après la tristement célèbre arrestation des professeurs de l'université Jagellon de Cracovie[577]. On

estime que 57 % des avocats, 39 % des médecins, 29 % des universitaires, 27 % des membres du clergé ou des ordres religieux, 14 % des professeurs de l'enseignement secondaire, 5 % des instituteurs furent assassinés par les commandos de la SS et de la police[578]. Quand il s'agit des populations juives, les femmes et les enfants furent massacrés autant que les hommes, comme nous l'a montré l'exemple d'Ostrow.

Prenons malgré tout au sérieux le fait que Heydrich ait pu écrire, avec le recul, en juillet 1940, à Kurt Daluege, chef de l'Ordnungpolizei, que les ordres qu'avaient reçus les Einsatzgruppen étaient « extraordinairement radicaux (par exemple l'ordre de liquidation de nombreux représentants des élites polonaises, qui concernait des milliers de personnes)[579] [...] ». A cette époque, il considérait ces « actions » comme terminées et, effectivement, ce qui l'avait occupé principalement depuis le milieu de l'automne 1939 avait été la déportation de groupes entiers de population, y compris des Juifs. Les tueries de civils, en masse, faisaient partie de la guerre – ou bien elles concernaient, comme nous l'avons vu pour l'euthanasie, également amorcée sur le territoire polonais sous les ordres de Heydrich, des populations qui, par handicap ou maladie, étaient dans l'incapacité d'être déplacées.

Mais, dans l'esprit de Himmler ou de Heydrich, les massacres devaient rester limités et céder la place à une méthode « plus digne d'un Allemand », la déportation. L'hypocrisie et le caractère révulsant de cet état d'esprit sont évidents, vu qu'il s'agissait uniquement de substituer le génocide lent au génocide immédiat. Il faut cependant prendre au sérieux cette manière de raisonner car ce qui se passe en Pologne nous servira à éclairer les événements de l'année 1941 concernant l'Union soviétique et nous permettra de sortir de plusieurs débats dans lesquels les historiens se sont enlisés.

Enfin, il est un dernier élément qu'il faut souligner. A l'automne 1939, le sommet hitlérien de la chaîne de

commandement apparaît avec une clarté qui n'existera plus par la suite en Union soviétique, lorsque des politiques similaires, mais sur une échelle beaucoup plus grande, seront mises en œuvre. Le 22 août 1939, nous avons surpris le dictateur à parler ouvertement de massacres que nous qualifions de génocidaires. Dans le même ordre d'idées, il a informé lui-même, le 20 septembre, le commandement de l'armée de terre de déportations massives de population qui allaient suivre[580]. Les politiques partaient toujours de Hitler, même si ses subordonnés avaient pour mission d'imaginer les « solutions ». Il faudra s'en souvenir lorsque nous en viendrons, deux ans plus tard, à la définition de politiques pour lesquelles les interventions de Hitler seront moins visibles ou bien limitées au cercle de ses plus proches collaborateurs, sans qu'il prenne le soin d'informer l'armée.

Par décret signé de Heinrich Himmler et daté du 27 septembre 1940, le Hauptamt Sicherheitspolizei et le Sicherheitsdienst étaient définitivement fondus dans le Reichssicherheitshauptamt[581]. Michael Wildt a retracé le parcours des responsables des Einsatzgruppen en Pologne et fait remarquer que beaucoup d'entre eux sont venus ensuite diriger des départements ou des sections du RSHA[582] : Bruno Streckenbach, ancien responsable de la Gestapo de Hambourg qui avait dirigé l'Einsatzgruppe I, prit en juin 1940 la direction du 1er bureau du RSHA (la direction du personnel) et, comme tel, c'est lui qui choisit plus tard les membres des nouveaux Einsatzgruppen en URSS ; quatre de ses adjoints de l'Einsatgruppe I furent appelés ensuite à des directions de section au RSHA. Parmi le personnel dirigeant des Einsatzgruppen en Pologne, on recense une bonne dizaine de personnes qui devinrent les cadres du RSHA[583].

« La manière de procéder des Einsatzgruppen, dont le personnel dirigeant rejoignit en grande partie la direction du

RSHA peu après, dépassa de loin le degré de terreur que ces hommes avaient pu exercer auparavant comme directeurs de bureaux locaux de la Gestapo ou comme responsables du SD. En Pologne, Streckenbach et de nombreux autres responsables SS qui furent plus tard chargés de la solution finale apprirent à penser en termes de "grands espaces" et à renverser les barrières de la civilisation. C'est en Pologne que ces hommes ont fait l'expérience du meurtre de masse pour motifs racistes : la manière dont il fut effectué fait déjà penser aux fusillades massives qui auront lieu deux ans plus tard dans les territoires soviétiques occupés. Dans les pratiques de la Sipo et du SD, l'"engagement" en Pologne représente sans aucun doute une césure. [...] C'est l'apprentissage du meurtre de masse qui a représenté l'acte fondateur du Reichssicherheitshauptamt[584]. »

Mais, à l'époque où nous nous situons, la campagne contre l'Union soviétique n'était qu'un horizon lointain et la politique antijuive était prévue en termes de déportation. Au RSHA, c'est Eichmann qui était désormais l'homme clé du dispositif de Heydrich. En quatre ans environ, il avait effectué une ascension fulgurante : venu du secteur d'étude de l'ennemi franc-maçon au SD, il avait, grâce à la réussite de la Centrale d'émigration forcée des Juifs autrichiens, écarté l'idéologue antisémite Franz Six et neutralisé l'influence de Herbert Hagen, écartant ainsi les deux autres hommes forts de la « question juive » dans l'organisation. En décembre 1939, Heydrich le fit entrer dans la Gestapo, devenu le IV^{e} bureau du RSHA, pour qu'il exerce des responsabilités exécutives, celles de Räumungsbeauftragter, « chargé de mission pour l'évacuation »[585].

7
« Des solutions transitoires mais qui nous permettront d'acquérir des expériences pratiques »

La Pologne comme laboratoire de la « solution finale »

I.

Parallèlement aux exécutions de membres des élites polonaises et d'un certain nombre de Juifs jugés comme « dangereux », Heydrich pressait ses collaborateurs, dès la seconde quinzaine de septembre 1939, de prendre rapidement des mesures concernant la déportation de Polonais et de Juifs hors des territoires incorporés au Reich.

Le 19 septembre, Heydrich était invité à une réunion du Ministerrat für Reichsverteidigung, le « Conseil des ministres pour la défense du Reich », présidé depuis le début du conflit par Göring[586]. Il y fut question de la « composition de la population du futur territoire du Protectorat polonais et du lieu de résidence des Juifs vivant en Allemagne ». Avant la réunion, Heydrich avait rencontré le Generalquartiermeister

Wagner pour parler d'un territoire réservé aux Juifs dans la Pologne occupée. Dans son Journal, Wagner a noté : « [...] j'étais à 9 heures à Berlin pour une discussion très importante, nécessaire et sans ambiguïtés avec le chef du Sicherheitsdienst, le "célèbre" Gruppenführer Heydrich[587] » – allusion, sans aucun doute, aux débats qu'avaient suscités dans l'armée les propos tenus par Heydrich deux semaines plus tôt.

Le 21 septembre 1939, dans l'esprit du « tri racial » voulu par Hitler, Heydrich expliquait :

> La déportation des Juifs dans le Gau de langue étrangère, expulsion de l'autre côté de la ligne de démarcation, est autorisée par le Führer. Cependant, l'ensemble du processus doit être étalé sur un an. La solution du problème polonais [est] à traiter de façon différente, selon qu'il s'agisse de la couche dirigeante (élite intellectuelle polonaise) et de la couche inférieure des travailleurs polonais. Dans les territoires occupés, il reste au maximum 3 % des dirigeants politiques. Même ces 3 % doivent être mis hors d'état de nuire et menés en camps de concentration. [...] Les Polonais primitifs sont à incorporer comme travailleurs itinérants dans la chaîne de travail et seront progressivement déplacés des Gaue allemands dans le Gau de langue étrangère[588].

Concernant les Juifs et les Tsiganes, Heydrich définissait quatre objectifs :

> a) Les Juifs doivent être dirigés vers les villes aussi vite que possible.
>
> b) Les Juifs du Reich doivent prendre le chemin de la Pologne.
>
> c) Les 30 000 Tsiganes encore dans le Reich doivent aussi être acheminés vers la Pologne.
>
> d) Les Juifs doivent être systématiquement expulsés des territoires incorporés au Reich avec des wagons de marchandises.

Le chef de la Police de sécurité et du SD était passé de la préoccupation dominante de faire émigrer les Juifs du Reich à celle de les déporter, le plus rapidement possible, « vers l'Est » en même temps que les Ostjuden, dans des conditions

ouvertement envisagées comme inhumaines. Dès le printemps 1939, le SD avait commencé à travailler sur l'extension des méthodes d'expulsion rodées en Autriche et dans le Reich aux territoires qui seraient conquis sur la Pologne[589].

Le même jour, Heydrich rédigea une lettre passée dans l'histoire sous le nom de Schnellbrief (télégramme), adressée aux chefs des Einsatzgruppen, qui devait récapituler ce qui avait été dit à la réunion concernant les Juifs[590]. Il y distinguait (introduction) entre un « objectif final » (Endziel), la déportation des Juifs vivant dans les territoires incorporés et de ceux qui n'auraient pas encore quitté le Reich dans ses frontières d'août 1939, et les « étapes intermédiaires de la réalisation de cet objectif final ». La « première condition pour le but final est la concentration des Juifs de la campagne dans les grandes villes » (point I) ; les centres urbains concernés devaient être en même temps à proximité des voies de chemin de fer pour pouvoir à nouveau déporter les victimes ultérieurement ; seuls les Juifs de la région située à l'est de Cracovie n'étaient pas concernés par la mesure car, Heydrich ne le précisait pas, c'était alors le territoire de déportation ultime prévu. Le deuxième point (II) était la constitution de « conseils juifs » qui aidassent au recensement des populations juives et à la migration vers la ville des Juifs vivant à la campagne. Troisièmement (III), Heydrich réclamait de ses hommes une parfaite coopération avec l'administration civile et les autorités militaires. Quatrièmement (IV), les chefs des Einsatzgruppen devaient rapidement procurer à Heydrich des chiffres sur la population juive, les noms des villes de concentration retenues, et prévoir dès à présent une « aryanisation » des entreprises ou magasins juifs. Enfin, point V, Heydrich demandait aux responsables des Einsatzgruppen de commencer déjà à appliquer ses directives dans les secteurs où ils se trouvaient. Ce dernier point est très important à souligner car il complète l'analyse, proposée par

Michael Wildt, d'un Reichssischerheitshauptamt forgé dans les massacres de Pologne : il allait roder ses méthodes autant dans les tentatives d'organiser la déportation des Juifs et d'autres populations « plus à l'Est », que dans le massacre.

La politique antijuive de Heydrich et de ses hommes s'articula, en Pologne, suivant un double mouvement : inclusion de Juifs parmi les victimes des tueries perpétrées contre les membres de l'élite polonaise ; préparation d'une déportation généralisée vers le centre de l'ancienne Pologne, le plus à l'Est possible. La différence avec ce qui s'était passé dans le Reich, entre 1933 et 1939, c'est que les hommes de la SS et de la police étaient en première ligne des violences perpétrées contre les Juifs – que l'on eût affaire aux Ostjuden et non plus aux « Juifs allemands » jouait certainement un rôle (mais, rappelons-nous, le Schwarze Korps, journal de la SS, le 24 novembre 1938, envisageait froidement la mise à mort des Juifs allemands « par le fer et par le feu ») ; la similitude venait de ce que ces violences n'étaient pas pour eux une fin en soi : de même que le SD et la Sipo avaient, dans le Reich, œuvré sans relâche à l'émigration des Juifs, de même ils se voyaient à présent fixer pour tâche d'organiser la déportation des Juifs.

Le point VI du Schnellbrief indiquait que ce texte était envoyé au haut commandement de l'armée de terre, à Erich Neumann, de l'Autorité du Plan de quatre ans, à Wilhelm Stuckart, du ministère de l'Intérieur, à Landfried, Staatssekretär (directeur) au ministère de l'Economie[591], qui avaient participé, comme Heydrich, à la séance du Ministerrat für Reichsverteidigung du 19 septembre. Dan Michman fait justement remarquer la place centrale qu'acquiert alors ce Schnellbrief, entre le compte rendu de la réunion du 12 novembre 1938 qui avait suivi la Nuit de cristal, et celui de la conférence de Wannsee[592]. Stuckart et Neumann seront

d'ailleurs présents à Wannsee – tout comme Eichmann, également présent à la réunion du 21 septembre[593]. Il est tout à fait justifié de penser que Heydrich voulait affirmer l'autorité de la SS, et plus particulièrement de la Sipo et du SD, sur le processus, à condition de ne pas imaginer que le terme d'Endziel renvoie à la « solution finale » telle qu'elle a commencé en Pologne deux ans plus tard, sous la forme de l'extermination par le gaz. Il s'agissait de planifier provisoirement la « solution de la question juive » en Pologne et d'aider à la résolution de la « question juive dans le Reich ».

II.

Heydrich évoqua, le 22 septembre, un « Etat juif sous administration allemande près de Cracovie. On y mettra aussi tous les Tsiganes et autres indésirables[594] ». Eichmann et Franz Stahlecker, qui commandait la Sipo à Prague, avaient déjà commencé à préparer la déportation, vers cette région, des Juifs de Bohême-Moravie. Ils parlaient entre eux du futur Reservat en Pologne comme d'un territoire qui serait directement sous le contrôle de Heydrich – une idée qui aboutira, dans d'autres circonstances, à l'automne 1941.

Pour l'instant, cependant, les projets territoriaux n'étaient pas encore très fixés. Le 29 septembre, Hitler exposait à Rosenberg sa vision du nouvel espace que l'Allemagne avait conquis à l'Est :

> 1. Entre la Vistule et le Bug : toute la juiverie (y compris du Reich) et tous les éléments peu fiables. Sur la Vistule, un mur de l'Est (Ostwall) – encore plus solide qu'à l'Ouest. 2. A la frontière actuelle, une large ceinture de germanisation et de colonisation. Il se présente une grande tâche pour tout le peuple : créer un grenier à blé pour le Reich, une forte paysannerie, réinstaller de bons Allemands du monde entier. 3. Entre [Vistule et Bug] un Etat croupion polonais. L'avenir dira si, après des décennies, la ceinture de colonisation peut être avancée [vers l'Est][595].

Staline avait en effet, dans le cadre de l'application du pacte germano-soviétique, finalement demandé à conserver la Galicie orientale plutôt que la région entre Vistule et Bug.

Le 29 septembre toujours, Heydrich fit donc part à ses subordonnés d'un changement de localisation de la « réserve juive » vers la région de Lublin[596]. Et il ajouta, conformément à la politique souhaitée par Hitler, que des Polonais seraient aussi déportés vers ce « ghetto du Reich ». Pour mettre en œuvre la politique souhaitée par le dictateur, Himmler fut nommé Reichskommissar für die Festigung des deutschen Volktums (RKFdV, « commissaire du Reich pour le Renforcement de la race allemande ») – cette nouvelle fonction ne fut rendue publique que lorsque Hitler eut lui-même annoncé sa politique au Reichstag, le 6 octobre. Il fallait installer sur le territoire du Reich 1,2 million de Volksdeutsche qui devaient quitter la sphère d'influence soviétique du fait du pacte passé avec Staline le 23 août 1939[597]. La tâche qui allait revenir au RSHA était de déporter préalablement les Polonais et les Juifs des régions où l'on allait reloger les germanophones[598].

Dès le 6 octobre 1939, Eichmann avait reçu de Heinrich Müller, chef de la Gestapo, qui était désormais le IV^{e} bureau du RSHA, l'ordre de commencer à organiser la déportation de 70 000 Juifs de Haute-Silésie orientale[599]. Mais, curieusement, Eichmann se mit dans les jours qui suivirent à planifier la déportation des Juifs de Bohême-Moravie (prévue depuis la mi-septembre), d'Allemagne et d'Autriche en plus de ce que lui demandait Müller[600], conformément aux instructions données par Heydrich avant le 29 septembre.

Eichmann parla dès le 7 octobre 1939 de la déportation de 300 000 personnes[601]. En même temps, il avait largement conscience qu'il s'agissait d'une tâche bien différente de l'émigration forcée qu'il avait réussi à mettre en œuvre à Vienne en 1938 puis à Prague au printemps 1939. Il s'agissait,

disait-il, d'« accumuler des expériences afin de pouvoir ensuite, au vu de l'expérience accumulée, accomplir l'évacuation de masses plus importantes[602] », une formulation que l'on retrouve presque mot pour mot dans le procès-verbal de la conférence de Wannsee. Sans doute Eichmann avait-il adopté la manière de raisonner de Heydrich, consistant à distinguer entre des plans à court terme et un plan à long terme.

III.

Eichmann repéra un territoire de déportation à Nisko, au bord du San. Les deux premiers convois de déportés partirent, l'un de Kattowitz/Katowice (2 000 personnes) et l'autre de Mährisch-Ostrau (1 000 personnes), le 18 octobre. A peine étaient-ils arrivés, le 22 octobre, qu'Eichmann reçut l'ordre de faire cesser l'opération. Un convoi était déjà en route, depuis le 20 octobre, arrivant de Vienne ; Eichmann en laissa deux autres partir, malgré les ordres, l'un du Protectorat, l'autre de Vienne, mais ce fut tout[603].

Sur place, ce fut l'improvisation la plus totale et de nombreux déportés moururent. On était près de la ligne de démarcation germano-soviétique. Comme les baraquements dans lesquels on devait entasser les Juifs étaient bien insuffisants pour les loger, les gardes SS firent marcher des déportés viennois pendant des heures dans la pluie et dans la boue. Comme on était près de la frontière, a raconté un témoin, les SS commencèrent à tirer en hurlant : « Avancez ! Allez ! Toute personne qui dans une heure se trouvera encore dans un périmètre de 5 km à la ronde sera fusillée ; il en ira de même pour ceux qui voudront revenir à Nisko ! Traversez, allez voir vos frères rouges[604] ! » De fait, la plupart des déportés de ce convoi moururent d'épuisement quand ils ne réussirent pas à prendre les autorités soviétiques par surprise

et à franchir une ligne de démarcation encore peu étanche[605].

L'historien français Florent Brayard défend, dans un livre récent, la thèse selon laquelle le secret espoir des nazis aurait été d'expulser les Juifs du Reich et de Pologne vers l'Union soviétique, en échange des Volksdeutsche. En admettant même que l'on ait des preuves irréfutables de ce projet, il est certain que le régime stalinien n'y souscrivit pas[606].

Mais les enseignements à tirer d'un tel épisode concernent plutôt le processus de persécution et de mise à mort des Juifs en général. La déportation envisagée était bien évidemment, dès cette époque, d'ordre génocidaire. La scène que nous venons de décrire pourrait être tirée, en changeant le nom des bourreaux, le contenu (mais non la forme) de leurs accusations et l'identité des victimes, du génocide des Arméniens durant la Première Guerre mondiale. Non seulement il n'y avait pas vraiment d'alternative au judéocide mais l'ébauche d'une « solution organisée » débouchait sur le génocide.

Il reste cependant un élément à bien identifier : il avait été prévu, originellement, que des « commandos de travail » juifs construisent les baraques pour accueillir les convois de déportés. C'est d'ailleurs parce qu'ils n'avançaient pas assez vite (ils ne disposaient pas d'outils ni de matériaux appropriés) que l'on avait fait errer la plupart des autres déportés puis qu'on les avait abandonnés à leur sort. La vision de camps de travail réservés aux Juifs qui avait germé dans le cerveau de Walter Rafelsberger au moment de l'Anschluss[607] – Eichmann étant lui-même à Vienne – commençait à faire son chemin. Elle aboutirait à la formulation, contenue dans le procès-verbal de la conférence de Wannsee, des colonnes de Juifs « aptes au travail[608] ». Mais on voit aussi que ces camps de travail risquaient d'être improvisés et que d'emblée les déportés y mourraient nombreux.

Pourquoi Himmler et Heydrich avaient-ils arrêté

l'expérimentation de Nisko ? La déportation des Juifs de Prague ou de Vienne n'était plus la priorité. Pour pouvoir réinstaller les Volksdeutsche, il fallait d'abord déporter les Juifs des territoires polonais incorporés. Voilà un exemple flagrant où, dans le système de la « liberté prussienne », le subordonné est rappelé à l'ordre par ses supérieurs, parce que les initiatives qu'il a prises ne conviennent pas. Effectivement, entre les 7 et 22 octobre, Eichmann fut relativement peu en contact avec ses supérieurs hiérarchiques[609] ; il était pris d'une sorte de frénésie, agissant sans demander d'instructions et pensant travailler au mieux « en direction du Führer[610] ». Une autre situation caractéristique du régime nazi était d'ailleurs à l'œuvre : la pression des responsables locaux (à Prague, à Vienne) était forte pour qu'on les débarrasse de « leurs Juifs » le plus vite possible[611].

Eichmann avait voulu imprimer sa marque à la politique anti-juive à un moment où ni l'Autriche ni la Bohême-Moravie n'étaient plus au centre des débats. Dans tous les cas, Himmler avait pris une décision d'ordre pratique, qui n'était pas dirigée contre Eichmann lui-même. Peut-être même son action n'était-elle soumise qu'à un arrêt provisoire, en attendant, le 26 octobre, le passage de l'administration militaire à l'administration civile, dont on pouvait espérer qu'elle faciliterait la tâche de la SS : les militaires s'étaient en effet plaints à Hitler du projet de « réserve juive », le jugeant dangereux pour la sécurité du glacis qu'il était nécessaire d'établir par mesure de précaution vis-à-vis de l'URSS[612].

IV.

Hans Frank, le gouverneur général de Pologne, vieux compagnon du Führer dont il avait été l'avocat dans les années de conquête du pouvoir, n'était pas moins antisémite que les chefs de la SS. Dès le jour de son entrée en fonctions, le

26 octobre 1939, il publia un décret instaurant le travail forcé des Juifs dans le Gouvernement général[613]. Himmler, lui, donna l'ordre, le 30 octobre, de déporter d'ici la fin février 1940, à l'est de la Vistule, tous les Juifs des territoires incorporés au Reich[614]. Le III^e bureau du RSHA, dirigé par Otto Ohlendorf, créa une instance de coordination de la réinstallation et de la déportation appelée Sondergruppe III Einwanderung und Siedlung (Groupe spécial III immigration et colonisation). Bruno Streckenbach (avant de prendre la tête du I^er bureau du RSHA au printemps 1940) était chargé de la direction de la Sipo et du SD dans le Gouvernement général et Himmler lui confia la mission, le 8 novembre 1939, de diriger la « planification centrale de l'installation et de l'évacuation » (« Zentralplanung der Ansiedlung bzw. Evakuierung »)[615].

« Heydrich partait encore du principe, [au mois d'octobre], qu'il aurait à déporter 170 000 Juifs des territoires polonais annexés dans le Gouvernement général[616]. [A la mi-novembre], l'annexion [au Reich] des régions de Łódź et de la Dombrowa – un motif qui n'avait rien à voir avec la politique antijuive – faisait monter ce nombre à 550 000. En trois semaines, le nombre des Juifs à déporter avait donc été multiplié par trois tandis que le territoire de déportation, le Gouvernement général, avait rapetissé et avait perdu une part de son potentiel économique disproportionnée par rapport à ses besoins économiques[617]. »

En fait, Himmler et Heydrich, à la mi-novembre, espéraient encore réaliser les déportations concernant la Pologne conquise en l'espace de quatre mois. Un million de personnes, dont plus de 500 000 Juifs, seraient concernés[618]. Le 8 novembre 1939, Streckenbach, Frank et les Höhere SS- und Polizeiführer (HSSPF, hauts responsables de la SS et de la police) se rencontraient pour envisager la mise en route des déportations. Streckenbach en restait aux chiffres et aux

délais fixés par Himmler. Mais le HSSPF pour le Warthegau, Koppe, avait divisé par trois le nombre envisagé dans une lettre circulaire du 12 novembre[619]. Il fallait commencer par « 200 000 Polonais et 100 000 Juifs du Warthegau[620] ». Le début des déportations, prévu au 15 novembre, fut repoussé au 1er décembre. Mais, le 28 novembre, Heydrich envoya un message aux HSSPF du Gouvernement général et des territoires annexés au Reich pour indiquer que, du fait des problèmes logistiques considérables qui se posaient, un plan global de déportation serait développé, qui distinguerait entre des « plans à court terme » et le « plan à long terme » correspondant au « but final » dont il avait parlé le 21 septembre précédent[621]. Le premier « plan à court terme » concernerait seulement le Warthegau et 80 000 personnes[622].

Nous ne savons pas si ce « plan à long terme » a jamais connu une version officielle mais par chance nous disposons d'un papier rédigé, selon ce qu'on peut identifier, par le IIIe bureau du RSHA et intitulé « Fernplan der Umsiedlung in den Ostprovinzen » (« Plan à long terme de transplantation dans les provinces de l'Est »)[623]. Il s'agit d'un document fondamental, car on peut y déceler le germe de toutes les idées qui seront appliquées à l'Union soviétique dans le cadre du Generalplan Ost et aux Juifs d'Europe dans le plan de « solution finale » dont nous reparlerons. Il n'est malheureusement pas possible de le commenter ici en détail. Nous nous contenterons d'en rendre la structure générale et les résolutions concernant la « question juive ».

Le document commençait en parlant d'une « solution définitive des questions de population envisagées du point de vue de la race ». Mais il était question d'une opération qui « ne pouvait pas être accomplie en quelques mois » car il n'était pas possible de bouleverser complètement l'équilibre économique des régions envisagées. Ensuite étaient donnés les chiffres des

différents groupes de population, d'abord dans les « provinces de l'Est » puis dans le Gouvernement général. A propos des 600 000 Juifs environ qui étaient recensés dans les territoires annexés, l'auteur précisait : « La race juive se trouvant dans les provinces de l'Est est presque exclusivement située dans le district gouvernemental de Zichenau en Prusse occidentale et dans la ville de Lodsch [sic] et ses environs. »

Concernant le Gouvernement général, l'auteur du texte ne se contentait pas d'un recensement (1,5 à 2 millions de Juifs, sur 14 millions d'habitants) mais il réfléchissait à l'avenir :

> Etant donné que le Gouvernement général est le territoire qui recevrait les Polonais et les Juifs lors de leur évacuation des provinces de l'Est, il ne faut pas se contenter d'envisager les questions démographiques mais aussi la situation générale dans cette région. Il faut insister sur le fait que la situation alimentaire y est si défavorable que dès à présent de petites quantités de céréales de la réserve du Reich ont dû être mises à disposition. Il faut aussi se rappeler que, selon un ordre du Führer, les révoltes de la faim doivent être absolument évitées dans ces territoires.
>
> L'Oberkommando der Wehrmacht souhaiterait vivement, pour des raisons de stratégie, de sécurité et d'hygiène, que l'on ne fasse pas beaucoup augmenter le nombre des habitants du Gouvernement général. En particulier, l'Oberkommando der Wehrmacht ne souhaite pas qu'un regroupement de Juifs soit effectué à la hauteur de la frontière germano-soviétique. Les considérations de sécurité obligent à refuser, dans une certaine mesure, de faire augmenter la pression démographique dans le Gouvernement général, étant donné qu'une masse d'individus traînant leur existence dans les pires conditions possibles représenterait un terrain trop facile pour le bolchevisme. Si l'on continue d'envisager la situation, il ne faut pas oublier que c'est une région où les maladies contagieuses les plus diverses [...] ont toujours pris souche. Or un isolement strict des Allemands se trouvant dans le Gouvernement général [...], qui les protégerait contre tous les microbes, n'est pas possible dans les mauvaises conditions d'hygiène et de logement qui y règnent.

Le texte continuait en espérant que le départ des

Ukrainiens et des Biélorusses vers l'Union soviétique « dans les prochaines semaines » améliorerait la situation. L'auteur envisageait aussi que les Volksdeutsche du Gouvernement général et les Juifs ou les Polonais soient échangés.

La quatrième partie du texte s'interrogeait sur le besoin de main-d'œuvre de l'Altreich (du Reich dans ses frontières de 1937) et il rappelait qu'on y avait besoin de très nombreux travailleurs saisonniers de la terre, le Reichsnährstand (ministère nazi de l'alimentation) planifiant même l'emploi de 1,7 million de personnes. L'auteur du texte suggérait qu'on les prenne en priorité parmi les Polonais de l'Ouest, qui avaient toujours été sous domination allemande. Il soulignait aussi qu'il ne fallait pas affaiblir l'économie des territoires annexés, tant que l'on ne disposerait pas d'une population de Volksdeutsche assez fournie.

Avant même de passer au plan proprement dit, une série de réflexions servaient de conclusion :

> Le point de vue le plus fondamental lors de la transplantation des Polonais et des Juifs est la question de savoir comment empêcher l'activité politique de la race polonaise et de la race juive et comment empêcher le développement démographique très fort jusqu'à maintenant de la race polonaise et de la race juive.

De manière intéressante, le texte ne répondait pas à la seconde question, sans doute parce qu'elle aurait amené trop près de considérations ouvertement génocidaires. En revanche, l'auteur se souciait beaucoup de ce que les représentants de l'élite culturelle polonaise ne soient pas regroupés dans le Gouvernement général ou bien mélangés au reste de la population des travailleurs saisonniers employés dans l'Altreich. L'auteur développait aussi, dans cette partie conclusive, un lieu commun de la pensée raciste nazie, que nous retrouverons par exemple dans la bouche de Heydrich à Prague, fin 1941 : il fallait sélectionner les Polonais

germanisables ; quant aux autres :

> A l'occasion d'une telle sélection raciale parmi les Polonais, les éléments les moins valables pourraient en partie rester dans les provinces de l'Est comme travailleurs agricoles et ouvriers de l'industrie et ils seraient en partie expulsés vers le Gouvernement général. Là, les grands projets de construction pourraient être réalisés grâce à l'engagement de grandes colonies de travail constituées de cette main-d'œuvre[624].

Le texte se finissait par un plan, dont les « principes d'exécution » étaient fixés, avant les « propositions techniques » :

> Le but de la transplantation est la dépolonisation et le désenjuivement des provinces polonaises de l'Est.
>
> L'exécution doit se dérouler par étapes, pour éviter que les provinces de l'Est ne subissent des dommages économiques.
>
> 1. En premier, il faut envoyer dans le Gouvernement général les Juifs et les meneurs politiques polonais. (Service obligatoire pour les hommes de 18 à 60 ans.)
>
> 2. Les Polonais se trouvant dans les provinces de l'Est doivent être soumis à une sélection raciale.
>
> 3. Le besoin du Reich en main-d'œuvre, en particulier agricole, doit être assuré par des Polonais de bonne race, qui seront durablement installés dans le Reich, pour affaiblir la race polonaise. [...]
>
> 4. Dans les provinces de l'Est reste une certaine quantité de travailleurs polonais pour les basses tâches [...].
>
> 5. Les Polonais qui ne sont utiles ni dans le Reich ni dans les provinces de l'Est sont envoyés dans le Gouvernement général.

Quant aux précisions techniques :

> L'exécution technique doit se dérouler fondamentalement selon des plans partiels bien établis (le plan à long terme est progressivement réalisé en toute une série de plans à court terme), pour travailler en fonction des possibilités et éviter une réalisation précipitée.
>
> 1. La première mesure est d'envoyer les Juifs dans le Gouvernement général en commençant par l'Ouest[625] (ou le Nord). Il faut s'emparer immédiatement des hommes juifs âgés de 12 à 54 ans et les mettre dans des camps de travail fermés. De la même manière, les

anciens meneurs politiques polonais sont à faire partir sans prêter égard à leur qualité raciale. [...]

2. La deuxième étape est de mener à bien l'évaluation raciale des Polonais dans les provinces de l'Est. On propose, pour ce faire, de faire passer tous les Polonais par les Agences du travail. [...] On se contentera de différencier entre deux groupes, ceux qui seront « aptes à être envoyés dans le Reich » (désignation I) et ceux qui seront « non aptes à être envoyés dans le Reich » (désignation II) [...].

Le texte continuait en précisant la procédure et concluait sur les nécessités de la dépolonisation des provinces annexées mais, même quand il parlait des Polonais, il révélait des manières de penser qui prospéreront dans la « mentalité génocidaire » des nazis, pour aboutir à la sélection entre « aptes au travail » et « inaptes » devant les chambres à gaz. Non moins frappant est le fait que, si le texte parlait moins des Juifs que des autres Polonais, les Juifs, eux, étaient sans exception promis à la déportation vers le Gouvernement général.

Lorsque Heydrich écrivait, le 28 novembre : « Le plan à long terme est conçu [à Berlin] et il sera définitivement adopté après une discussion en ma présence », il avait très certainement en tête le texte que nous venons de citer. Si les objectifs désormais fixés par la centrale berlinoise étaient réduits, les premières déportations depuis l'échec de l'opération de Nisko eurent lieu dans la première quinzaine de décembre.

Du 1er au 17 décembre, 87 838 personnes furent déportées des régions polonaises occidentales annexées vers le Gouvernement général, dont tous les Juifs vivant dans la partie anciennement prussienne du Warthegau[626]. Les déportés furent entassés dans des wagons à bestiaux, souvent sans eau et sans nourriture, et, comme rien n'avait été prévu pour les reloger, ils durent attendre des jours dans les wagons, beaucoup mourant de froid. Dès le 25 novembre, dans un

discours qu'il avait prononcé à Radom, Hans Frank avait expliqué selon des notes conservées :

> [...] Faire du [Gouvernement général] un grand espace de concentration, y recevoir les Polonais et les Juifs, les répartir, les loger, cela doit être possible. 2,5-3 millions de Polonais et de Juifs, ils ne sont pas habitués à vivre proprement et de manière organisée. Plutôt abandonner ici les Polonais à l'anéantissement complet que de voir un Polonais rester en Allemagne[627].

Hans Frank décrivait la réalité : les plans de déportation du RSHA, si rationnelle fût leur apparence, ne pouvaient déboucher que sur un ou plusieurs génocides. Génocide lent et indirect, à la différence des fusillades des mois de septembre et d'octobre ; désormais la politique antijuive des SS se déploierait, d'abord en Europe centrale et orientale puis sur l'ensemble du continent occupé à partir de l'automne 1941, selon les termes de cette nouvelle alternative : génocide lent ou génocide immédiat.

V.

Ce qui caractérise la persécution des Juifs du côté du RSHA à partir du début de la guerre, c'est la fixation permanente de calendriers et le souci de les tenir coûte que coûte. Dans la Pologne annexée et occupée, début 1940, cela conduisait à revoir en permanence les objectifs à la baisse.

Une réunion des chefs de bureau du RSHA eut lieu le 19 décembre, et porta, entre autres choses, sur la question du maintien du projet d'une « réserve juive ». Des notes rédigées au sein du SD, pour la préparation de la réunion, donnaient un argument en faveur de la « réserve » :

> En matière de politique étrangère, une réserve serait un bon moyen de pression sur les puissances occidentales. Peut-être pourrait-on ainsi, lors des négociations de la fin de la guerre, poser la question de la solution mondiale[628].

Deux jours plus tard, le 21 décembre, Heydrich annonçait la nomination d'Eichmann au sein du IV^e^ bureau du RSHA, comme chargé des évacuations[629]. Visiblement, Heydrich souhaitait voir plus large que les simples problèmes polonais et disposer d'un service qui planifiât globalement la déportation des Juifs et des autres groupes « racialement inférieurs ». Le même jour, Heydrich faisait passer à ses collaborateurs un « deuxième plan à court terme » : 220 000 Polonais non juifs et environ 600 000 Juifs devaient être déportés. Il fallait commencer vers le 15 janvier et finir en avril. A la suite de la réunion du 19 décembre, le chef du RSHA indiqua que les déportés juifs ne devaient pas être parqués dans une réserve près de Lublin mais être répartis dans les districts du Gouvernement général.

« Au besoin, les Juifs de sexe masculin âgés de 18 à 60 ans environ doivent être regroupés en commandos de main-d'œuvre et mis au travail de façon appropriée. » D'une manière générale, il reprit de nombreuses formules visiblement inspirées du Fernplan que nous avons cité : le « nettoyage de l'Est allemand » devait être « mené selon un plan clairement conçu dans le moindre détail » ; c'est pourquoi « dans la question de l'évacuation des populations un plan à long terme a été conçu ». « Ce plan à long terme sera, au cas par cas, découpé en plans à court terme[630]. »

La question de la déportation des Juifs et des autres Polonais des territoires annexés ne laissait pas de répit à Himmler et ses collaborateurs, qui ne savaient pas comment faire face à l'afflux de germanophones rapatriés à réinstaller. Le 4 janvier 1940, Eichmann présidait une réunion « sur l'évacuation à venir immédiatement des Juifs et des Polonais[631] ». Elle rassemblait des représentants du RSHA dans les provinces polonaises occidentales annexées, des ministères de l'Economie, des Transports et des Finances ainsi que de la Haupttreuhandstelle Ost, l'organisme dirigé par Göring, chargé

de financer le rapatriement des germanophones – entre autres en confisquant les biens des Juifs et des Polonais expulsés. Eichmann parla d'un processus qui devait commencer le 25 janvier, « conformément aux ordres de Himmler », « et concernait, selon les calculs » des experts, 350 000 personnes (c'est-à-dire 250 000 de moins que ce que Heydrich avait dit le 21 décembre), uniquement des Juifs : 30 000 de la région de Zichenau, rattachée à la Prusse orientale ; 120 000 de Haute-Silésie ; 200 000 du Warthegau, en particulier de la région de Łódź . Si c'était possible, on déporterait, après cela, 80 000 à 90 000 Polonais du Warthegau[632].

Le 8 janvier 1940, une nouvelle réunion était tenue sous la présidence d'Eichmann. Himmler avait trouvé les résultats de la précédente insuffisants ; il ordonnait de « procéder de toute urgence à l'évacuation de tous les Juifs de la Pologne occidentale annexée[633] ». Et il ne renonçait pas à une évacuation massive de Polonais. Le compte rendu de la réunion juxtapose le constat 1) que « l'on a déjà dépassé les contingents » de déportés acceptés par Frank, que « les gens ont dû », dans les convois précédents, « attendre jusqu'à huit jours dans des wagons fermés sans rien de prévu pour faire leurs besoins » ; 2) que Himmler impose des chiffres très élevés de déportation ; 3) que rien n'est véritablement prêt pour accueillir les déportés dans le Gouvernement général.

A la mi-janvier, on put observer une évolution significative non pas dans un progrès des « déportations » mais dans une mutation de la planification elle-même. Devant la difficulté à tenir les objectifs, on prévoyait que les déportations dans le cadre du « deuxième plan à court terme » ne concerneraient que les Juifs, pas les autres Polonais. Les Juifs devenaient les cibles prioritaires d'un processus de déportation. Mais, quels que fussent les efforts déployés par Eichmann, les obstacles se multipliaient, en particulier parce que Himmler maintenait des objectifs de déportation très

élevés, sous la pression de l'afflux de Volksdeutsche[634], et parce que les nazis voulaient toujours imposer leurs conceptions, coûte que coûte, au réel[635].

Fin janvier, par exemple, en Poméranie, 30 000 Allemands des pays baltes, rapatriés, attendaient qu'on les relogeât mais rien n'était prêt pour les accueillir, tout comme pour des Allemands de Galicie. Il était logique, dans la perspective nazie, de vouloir intensifier le rythme des « évacuations » de Juifs, mais l'administration allemande dans le Gouvernement général refusait de recevoir des Juifs et des Polonais supplémentaires et le ministère des Transports refusait de mettre le moindre train à la disposition des convoyeurs[636]. Adolf Eichmann dut transformer le « deuxième plan à court terme » en « plan intermédiaire » au terme duquel, entre le 10 février et le 15 mars 1940, 40 128 Juifs et Polonais du Warthegau furent déportés, pour la plupart vers Varsovie. Là aussi, les conditions de transport furent épouvantables[637].

C'est pourquoi, dans son ouvrage « Endlösung » (Solution finale), l'historien allemand Götz Aly a pu écrire : « Ce qui apparaissait aux victimes de la déportation comme une efficacité cruelle de la bureaucratie de mise à mort avait une autre allure du point de vue des bourreaux. [...] L'activité de Himmler, Heydrich et Eichmann peut être décrite comme une série d'échecs successifs[638]. » De fait, le 23 janvier, au moment où Himmler s'efforçait en vain de réinstaller les Allemands des pays baltes, Goebbels notait dans son Journal : « Actuellement, Himmler déplace les populations. Pas toujours avec succès[639]. » Joie mauvaise (Schadenfreude) de celui qui avait été écarté par Himmler du cœur de la politique antisémite depuis l'accueil mitigé de la population allemande à la Nuit de cristal en novembre 1938.

Le 30 janvier 1940, Heydrich, sur instruction de Himmler, invitait les hauts responsables de la SS et de la police

(HSSPF) des territoires incorporés et du Gouvernement général, le gouverneur général adjoint Seyss-Inquart (1892-1946) mais aussi Eichmann, Theodor Dannecker, dont nous reparlerons, et Odilo Globocnik à une discussion au RSHA, autre étape importante sur le chemin de la conférence de Wannsee[640].

Heydrich commença, comme il le ferait à Wannsee, par invoquer les ordres du Führer. Puis il tenta de minimiser le conflit naissant entre la SS et Hans Frank : les plaintes qu'avait provoquées l'« évacuation » de 87 000 personnes dans le cadre du « premier plan à court terme » étaient venues de ce qu'on (Bruno Streckenbach) n'avait pas, du côté du RSHA, respecté les chiffres de déportation préalablement fixés. C'est la raison pour laquelle, expliquait-il, il avait institué la section IV D 4 (confiée à Adolf Eichmann, plus tard IV B 4). Il annonça ensuite, sans l'appeler par son nom, le « plan intermédiaire », version remaniée du « deuxième plan à court terme » : 40 000 Juifs et Polonais du Wartheland devaient être expulsés pour faire de la place aux Volksdeutsche des pays baltes. Ensuite, 120 000 Polonais des autres régions annexées devraient suivre au profit des Allemands de Volhynie. Koppe et Krüger, HSSPF respectivement du Wartheland et du Gouvernement général, intervinrent alors pour apporter des précisions, l'un sur la nécessité de ne pas désorganiser la vie rurale par des déportations prématurées, l'autre pour mentionner que 60 000 personnes avaient fui la zone soviétique pour s'installer dans le Gouvernement général. Koppe mentionna aussi que des camps de travail pour les Juifs avaient été créés dans le Wartheland, quand il fallait faire de la place aux germanophones rapatriés sans pouvoir encore déporter les Juifs.

Heydrich fit ensuite allusion, pour les hommes de ses services qui pouvaient comprendre, au Fernplan. Himmler, pour l'instant, ne voulait pas de sélection raciale parmi les

Polonais[641]. En revanche, le Reichsführer SS avait bien décidé d'envoyer entre 800 000 et un million de Polonais des territoires incorporés dans les camps de travail du Reich (en plus des prisonniers de guerre). Le reste devrait être déporté dans le Gouvernement général.

Après la déportation de 40 000 Juifs et Polonais du Warthegau puis de 120 000 Polonais des autres territoires annexés, viendrait le tour des Juifs restants dans les districts de l'Est et de 30 000 Tsiganes. Il fallait déjà planifier cette action, même si elle devait avoir lieu plus tard. Lorsque Krüger eut rappelé que l'armée avait besoin de terrains de manœuvre, qui nécessiteraient de déplacer 120 000 personnes au sein du Gouvernement général, Heydrich fit remarquer que la construction d'un mur de protection à la frontière germano-soviétique (Ostwall) et d'autres projets militaires allaient demander de disposer de plusieurs centaines de milliers d'hommes juifs dans des camps de concentration, leurs familles devant être accueillies par les Juifs vivant dans le Gouvernement général.

Ce que Heydrich venait d'exposer relevait de l'utopie au vu du manque de moyens du RSHA, des obstacles mis au transport des déportés par le Reichsverkehrministerium, le ministère des Transports, du refus grandissant de Frank d'accueillir les expulsés, de l'exiguïté même du territoire sur lequel on prévoyait de regrouper des centaines de milliers de personnes. Mais, chez Himmler comme chez lui, les adaptations nécessaires à la réalité (le « plan intermédiaire ») s'accompagnaient toujours de la réaffirmation frénétique d'objectifs gigantesques. Cela allait plus loin que la nécessité imposée par la réimplantation des germanophones. Comme l'avait formulé le Fernplan, il y avait bien une « solution définitive des questions raciales » qui constituait l'horizon de toute la politique menée par le RSHA. Lors de la réunion du 30 janvier, Heydrich avait esquissé des représentations

concrètes du travail forcé de centaines de milliers d'hommes juifs qui annonçaient le procès-verbal de la conférence de Wannsee (où les femmes seraient incluses comme force de travail). C'est précisément dans la mesure où, bon organisateur comme il était, Heydrich savait que les plans annoncés lors de la conférence du 30 janvier – le jour anniversaire de l'arrivée au pouvoir et un an après le discours de Hitler menaçant les Juifs européens de génocide en cas de guerre mondiale – étaient irréalistes qu'il devient révélateur qu'il ait tenu à les formuler ce jour-là.

VI.

En fait, derrière les apparences, ni Himmler ni Heydrich ne maîtrisaient la situation. Ils empilaient les plans de déportation mais, tant que Hitler ne mettrait pas son poids dans la balance, les responsables nazis se déchireraient. Or, phénomène crucial pour comprendre cette période et pour évaluer le rôle du Führer dans l'ensemble du processus qui mène au judéocide, Hitler n'intervenait pas. Et, même si Heydrich avait trouvé une raison d'être apparente au travail forcé des Juifs déportés, le gouverneur général, Hans Frank, n'était pas prêt à modifier ses propres plans, qui étaient de faire de son territoire un modèle pour les territoires occupés par les nazis. L'opposition relativement faible du représentant de Frank, Seyss-Inquart, à Heydrich lors de la réunion du 30 janvier 1940 (essentiellement sur la question des transports) ne reflétait pas l'hostilité croissante du gouverneur général à la politique de Himmler et Heydrich. Pour obtenir gain de cause, il en appela à Göring.

Le 12 février 1940, le Reichsmarschall convoqua Himmler, Frank et les Gauleiter des territoires frontaliers du Gouvernement général[642]. Il affirma que la priorité était au renforcement du potentiel de guerre. Et il donna tort à

Himmler, en se prononçant contre les mesures d'« évacuation » des Polonais. Cela nuirait à l'économie allemande. Il reconnut cependant qu'il fallait bien que le Gouvernement général accueillît des Juifs. Dans le compte rendu qu'il fit de la réunion à ses collaborateurs, Frank confia son impression d'avoir gagné la partie contre Himmler. Mais ce qui frappe un lecteur d'aujourd'hui, c'est que la violence se concentrait désormais en priorité sur les Juifs[643].

Le 19 février 1940, une semaine après la réunion de Karinhall, le chef du RSHA écrivit à Göring pour lui préciser que l'on avait bien pensé à la possibilité d'expulser « outre-mer » les Juifs que le Gouvernement général ne pouvait accueillir (première mention de ce qui deviendra le « plan Madagascar ») mais que ce n'était pas possible pour l'instant. Il fallait donc trouver le moyen de les envoyer dans le Gouvernement général. En revanche, il avait ordonné que les Juifs de Bohême-Moravie ne soient pas déportés vers le Gouvernement général, comme cela était envisagé depuis l'automne[644].

Le 29 février 1940, dans un discours secret, Himmler montra qu'il ne renonçait pas à ses plans d'« évacuation[645] ». En ce qui concernait les Juifs, il indiqua qu'ils pouvaient être déportés massivement dans le Gouvernement général. Cela dépendrait de la possibilité d'approvisionnement en nourriture, de l'existence d'espace pour les recevoir, et du transport. Il fallait maintenir un rythme de 6 000 à 7 000 personnes par mois. Il demandait aux Gauleiter de la patience : il faudrait quelque temps avant que leurs régions soient « libérées des Juifs ». Lui-même devait d'abord déporter un nombre important d'individus des provinces orientales de l'Allemagne, de l'Autriche et du Protectorat : 1,1 million de personnes étaient concernées. Ensuite viendrait le Vieux Reich (Altreich).

A la mi-mars, Frank se plaignit à nouveau auprès de

Göring des conditions catastrophiques dans lesquelles s'étaient accomplies les déportations du « plan intermédiaire ». Le Reichsmarschall interdit alors toute déportation supplémentaire sans sa permission et sans la preuve que Frank eût donné son accord[646] : la coordination des initiatives dans le système de la « liberté prussienne ».

« Des 350 000 Juifs du Reich, seulement 20 000 avaient été déportés au printemps 1940. Des 550 000 Juifs des territoires annexés, exactement 110 000, et des 30 000 Tsiganes du Reich, seulement 2 800. Malgré toute la terreur employée, malgré la violence déployée, malgré l'absence totale de scrupule, le projet, formulé à l'automne 1939, non seulement de "libérer de leurs Juifs" les nouveaux Gaue de l'Est mais de déporter les Juifs, les Tsiganes et les "asociaux" dans une réserve en Pologne n'avait pas pu être réalisé. [...] Pourtant, la conclusion tirée par le Reichssicherheitshauptamt ne fut pas l'abandon du projet ou le fait de le repousser à la période qui suivrait la fin de la guerre. Au contraire, il fallait continuer à planifier la "germanisation" des territoires polonais occidentaux tout comme celui de "libérer de ses Juifs" le Reich[647]. » Un décret du RSHA publié le 24 avril 1940 le répétait : « L'émigration juive du territoire du Reich doit être intensifiée même pendant la guerre. » Or, comme Heydrich, à peu près à la même époque, redoutait et même interdisait une émigration, non seulement vers les pays ennemis de l'Allemagne mais aussi (c'était un changement par rapport à 1937, année où il avait tenté d'établir des contacts avec des sionistes) vers la Palestine[648], le concepteur de la « solution de la question juive » tournait en rond. Et quand la question juive apparaissait « sans solution », les nazis, qui avaient eux-mêmes créé les problèmes qu'ils n'arrivaient pas à résoudre, avaient tendance à monter d'un cran dans la violence envers les persécutés.

VII.

La population juive avait été regroupée en attendant une déportation qui ne venait pas. Les responsables nazis se trouvaient devant d'immenses ghettos déjà constitués ou en voie de constitution, qui auraient dû n'être que des lieux de passage et qui devenaient des lieux de résidence prolongée puisque la direction du régime semblait abandonner l'idée d'une « réserve juive » dans les environs de Lublin. Début avril 1940, une rencontre eut lieu entre des représentants du ministère de l'Intérieur, du ministère des Finances, du ministère de l'Approvisionnement alimentaire (Reichsnährstand), de l'Autorité sur le Plan de quatre ans (dépendant de Göring) et du RSHA ; tous ensemble, ils devaient parler du ghetto de Łódź : ils réaffirmèrent le « caractère provisoire » du ghetto et s'entendirent pour faire pression, en commun avec Himmler et Heydrich, sur Göring et sur Frank, et prévoir dans un « plan global » (Gesamtplan) que « dans tous les cas l'évacuation du ghetto de Łódź aurait la priorité[649] ».

A la suite de cette réunion, le 30 avril, le ghetto de Łódź fut « scellé ». Les 160 000 Juifs enfermés devaient, au plus tard en octobre de l'année 1940, avoir été déportés dans le Gouvernement général[650]. Le plus frappant était que, dès cette époque, l'on n'envisageait pas plus dans l'administration civile que dans la SS de donner aux Juifs des conditions de vie décente. La conférence de Wannsee, aboutissement d'une longue série de réunions interministérielles, marquerait le sommet de cet état d'esprit. Dès décembre 1939, le président du gouvernement responsable du ghetto de Łódź avait indiqué, de manière terrible, que l'édification d'un ghetto n'était pas quelque chose de durable : « L'objectif final doit être, en tout cas, que nous brûlions sans hésiter ces germes de peste[651]. »

Un tel élément contribue à faire comprendre la genèse du judéocide en Pologne : si plus aucune perspective de déportation n'était ouverte, les Juifs étaient promis à la mort sur place. Comme l'indique Götz Aly : « Bien que les Juifs des territoires incorporés aient été, de fait, encore très peu déportés, leur situation se détériora de manière terrible. On pouvait observer que les Allemands ne traitaient pas de la même façon les Polonais et les Juifs qu'ils déportaient dans le Gouvernement général, en particulier du point de vue de l'expropriation matérielle. Elle toucha la population juive de manière incomparablement plus dure dès les premiers temps de l'occupation. L'expropriation totale des Juifs, le vol complet de leurs biens, de leurs habitations et même de leurs vêtements caractérisaient le programme de transplantation[652]. »

On lit par exemple dans un rapport de la Gestapo de Kattowitz/Katowice daté du 19 avril 1940 :

> Les biens des Juifs ont été largement confisqués par la Treuhandstelle ; les 100 000 Juifs environ du district gouvernemental de Kattowitz ont sombré progressivement dans la misère. Les communautés juives n'ont plus aucune ressource. Cette situation a conduit à la fermeture des cantines pour les pauvres et de toutes les institutions caritatives. Dans l'intérêt du maintien de l'ordre et surtout des conditions sanitaires pour les Allemands qui vivent dans la région, il faut absolument disposer des moyens financiers pour entretenir ces cantines et institutions caritatives jusqu'à la déportation[653]. »

Les Juifs déportés étaient, eux aussi, menacés par des pulsions meurtrières toujours plus fréquentes. Ainsi, le 14 février, le plus haut responsable de la SS et de la police, le SS- et Polizeiführer du district de Lublin, Odilo Globocnik, Gauleiter en Autriche après l'Anschluss, le futur coordinateur de l'Aktion Reinhard, déclarait à propos des « évacués » : « Les Juifs et les Polonais devraient se procurer eux-mêmes les

moyens de leur subsistance auprès de leurs compatriotes. Cela serait bien assez pour les Juifs. Si cela n'était pas le cas, il faut les laisser mourir de faim[654]. »

Au printemps 1940, Globocnik tenta même un assassinat plus rapide ; il attacha les uns aux autres des centaines de prisonniers et de Juifs, et voulut les noyer dans le Bug. Mais le fleuve était encore gelé et les hommes essayèrent de se réfugier sur l'autre rive, où commençait la zone soviétique d'occupation. Les Soviétiques refoulèrent les Juifs, peut-être parce qu'ils redoutaient par-dessus tout un projet allemand d'émigration forcée des Juifs de Pologne vers l'Union soviétique. Les Allemands tirèrent sur les Juifs refoulés. Les Soviétiques firent alors des trous dans la glace et les détenus se noyèrent effectivement[655].

Autre exemple, au retour d'une inspection dans le Gouvernement général, Seyss-Inquart, second de Frank et ami de Himmler, raconta qu'un fonctionnaire de district avait décrit son territoire comme approprié à une réserve juive, du fait de son caractère marécageux « qui conduirait éventuellement à la mort de nombreux Juifs[656] ».

Dès cette époque, donc, nous observons comment des responsables locaux poussent au meurtre de Juifs qui sont sous leur domination. Mais, dès cette époque aussi, l'exemple vient d'en haut. Le 20 novembre 1939, Himmler lui-même, agacé par les retards pris dans le programme de déportation, déclarait : « Il est grand temps que cette racaille soit poussée dans des ghettos, et ensuite introduisez des virus et laissez-les mourir[657]. »

Himmler et Heydrich auraient préféré déporter les Juifs vers des territoires où l'on n'aurait plus eu à se préoccuper d'eux, où l'on aurait pu les « laisser mourir » et attribuer à des causes naturelles (faim, calamité naturelle, épidémie) leur décès. Et l'on comprend que le début de la guerre avait signifié un changement fondamental. De nombreux Juifs avaient été,

et étaient encore, victimes de commandos de fusillade. Par ailleurs, ils n'avaient pas été invités à émigrer vers l'Union soviétique, puisque Staline n'en voulait pas – ni même vers les pays occidentaux, qui n'acceptaient que très peu de Juifs. On avait donc mis en place des déportations vers le Gouvernement général qui s'étaient déroulées dans des conditions épouvantables et qui débouchaient, de fait, souvent sur la mort : Varsovie, Łódź, Lublin étaient devenus synonymes, pour les Juifs qui y étaient entassés, de misère, d'épidémies et de confrontation quotidienne avec la mort[658]. Le choix était donc à présent entre le judéocide, génocide immédiat, déjà pratiqué de façon sporadique et les plans du RSHA, synonymes de génocide à terme.

La convergence, épisodique mais plus précoce que dans le Reich, entre la politique antijuive et le processus d'euthanasie sur le territoire polonais indique dans quelle direction on pouvait aller si, comme les handicapés ou les malades mentaux, les Juifs ne pouvaient plus se déplacer. Le 7 décembre 1939, on procéda à l'« évacuation » de la clinique psychiatrique de Gnesen dans le Wartheland. C'étaient des femmes juives. Elles furent éliminées dans un camion à gaz, selon les procédés déjà mis au point par la police de lutte contre la criminalité, la Kripo de Heydrich[659]. Le terme « évacuation » pouvait déboucher sur un processus de gazage où les bourreaux nazis assumaient la mise à mort des victimes.

L'intention génocidaire à l'encontre des Juifs était déjà largement répandue un an et demi après la « prophétie » hitlérienne du 30 janvier 1939, qui promettait le génocide en cas de guerre mondiale. Des pulsions meurtrières se déployaient, qui nous frappent aujourd'hui, même si la forme précise que prendrait le judéocide n'était pas claire. Le 30 juillet 1940, Himmler demandait à Friedrich Krüger, son représentant dans le Gouvernement général, de l'informer chaque semaine des progrès du fossé antichar (Panzergraben)

que des travailleurs forcés juifs construisaient à la ligne de démarcation germano-russe – selon une idée activement défendue et supervisée sur place par Globocnik[660]. Le Reichsführer SS prévoyait qu'en tout 2,5 millions de Juifs y seraient occupés.

Le 25 mai 1940, Himmler reçut l'approbation de Hitler pour un rapport sur les ressortissants des « races étrangères » qu'il avait remis au Führer trois jours plus tôt[661]. Le texte, inspiré à la fois par les travaux du III^e^ bureau du RSHA et par ceux de Konrad Meyer, qui venait de remettre au Reichsführer SS la première version du Generalplan Ost, le « plan général pour l'Est[662] », envisageait le « tri racial », essentiellement pour les Polonais. Il fallait empêcher que ne se formât un sentiment national polonais. Les enfants devaient se passer d'études secondaires, sauf pour les « enfants racialement purs » dont les parents pourraient s'adresser aux hauts responsables de la police et de la SS, les HSSPF, pour une scolarité allant au-delà de l'école primaire. Mais les parents devaient accepter que les enfants s'en aillent en Allemagne et y restent. Le commentaire qui accompagnait la proposition de Himmler est particulièrement instructif pour la question qui nous intéresse :

> Si cruel et tragique que soit chaque cas particulier, une telle méthode est la plus douce et la meilleure si l'on refuse, par conviction profonde, la méthode bolchevique de l'élimination physique d'un peuple comme contraire à la germanité et impossible.

Pour les Juifs non plus, le texte ne prévoyait pas d'élimination physique totale. Mais la rhétorique était infiniment plus violente que concernant les Polonais : il s'agissait d'« effacer » le concept de Juif « par la possibilité d'une émigration de tous les Juifs vers l'Afrique ou dans une autre colonie ».

Si l'intention était déjà génocidaire, il restait un moment

d'hésitation avant le passage à l'acte : à l'été 1940, Heydrich ferait écho à la formule de Himmler :

> Les Juifs sont nos ennemis vu notre conception de la race. Nous devons les éliminer. Un anéantissement biologique serait cependant indigne de l'Allemagne comme nation de haute culture. Après la victoire, nous demanderons par conséquent aux puissances ennemies de faire servir leur flotte à l'envoi des Juifs et de leurs effets à Madagascar.

8
Du « projet Madagascar » au « plan Heydrich »

I.

Chaque étape de l'expansion allemande représente une augmentation quantitative et qualitative de la violence exercée envers les Juifs. La persécution antisémite menée en Autriche après mars 1938 anticipait sur la radicalisation de novembre 1938 dans le Reich. L'occupation de la Pologne, les transferts de population qui s'ensuivirent et la ghettoïsation des communautés juives habituèrent les nazis à des méthodes de plus en plus brutales et à la détérioration de plus en plus rapide des conditions de vie des victimes. La campagne de France et la victoire militaire rapide qui s'ensuivit ouvrirent la perspective d'une « solution territoriale » par la déportation vers une colonie confisquée à la France. Une telle perspective, si elle avait abouti, aurait débouché sur la mort de nombreux déportés, sinon de la majorité d'entre eux.

Avant même la victoire sur les armées françaises, l'intensification de la guerre s'accompagna d'une barbarisation revendiquée du comportement. Le 30 mai 1940, lors de la réunion déjà citée, Frank avait déclaré, parlant des massacres déjà commis sur son territoire :

> Pour moi, il était horrible, ces derniers mois, de devoir sans cesse entendre ces voix qui s'élevaient au ministère de la Propagande, au ministère des Affaires étrangères, au ministère de l'Intérieur et même dans la Wehrmacht, qui disaient que le régime était meurtrier, qu'il fallait mettre fin à ces horreurs. Et il était évident qu'il nous fallait, dans ces circonstances, promettre de mettre fin à ces pratiques. Mais il n'était pas moins clair que, tant que les projecteurs du monde entier étaient braqués sur le territoire [où nous nous trouvons], il ne pouvait rien se produire ici sur une grande échelle. Depuis le 10 mai, les horreurs déversées par la propagande ennemie nous sont indifférentes. Nous devons saisir l'occasion. Si, à présent, à chaque minute et à chaque seconde, là-bas à l'Ouest, des milliers de porteurs du meilleur sang allemand sont sacrifiés, notre devoir de nationaux-socialistes est d'empêcher que la nation polonaise ne se soulève aux dépens de ces victimes allemandes[663].

Une telle déclaration concentre de nombreux lieux communs de la pensée hitlérienne, en particulier l'idée que les morts allemands doivent être vengés par d'autres victimes. L'on peut penser que celui qui avait été l'avocat du Führer avant janvier 1933 ne faisait que répéter ce qu'il entendait en haut lieu, et l'inquiétude du dictateur avait été grande avant de commencer la campagne de France. On allait affronter la première armée du monde (sur le papier). La notion de vengeance sacrificielle des morts allemands jouait un rôle essentiel, comme elle le ferait, plus fortement encore, dans les premiers mois de la campagne contre l'URSS.

La défaite des Pays-Bas, de la Belgique et celle, soudaine et inattendue, de la France, l'espoir de voir la Grande-Bretagne sortir du conflit aux conditions allemandes firent monter le nombre de victimes juives potentielles de la déportation à 4 millions d'individus environ. Sans que l'on puisse dire si c'est le mémorandum de Himmler de la fin mai qui l'avait inspiré, Hitler se mit à parler ouvertement de la déportation des Juifs à Madagascar après la signature de l'armistice avec la France. Le 18 juin 1940, accompagné de Ribbentrop, son ministre des Affaires étrangères depuis 1938,

il rencontra Mussolini et Ciano. Ribbentrop parla d'une « colonie juive à Madagascar sous surveillance française », Hitler d'un « Etat juif à Madagascar »[664]. Le dictateur évoqua aussi le projet le 20 juin 1940 devant l'amiral Raeder[665].

Une quinzaine de jours plus tôt, Franz Rademacher, chargé de la question juive au ministère des Affaires étrangères (Bureau D III du département Allemagne), avait en fait proposé à Ribbentrop trois « solutions ». Soit tous les Juifs étaient « chassés d'Europe ». Soit l'on déportait les Juifs d'Europe occidentale à Madagascar et l'on gardait les Juifs d'Europe centrale comme un moyen de pression sur les Juifs américains. Soit l'on édifiait un « foyer national juif » en Palestine[666].

Mais ce schéma était sans aucun doute en retard sur les intentions de Hitler et des plus radicaux du régime. Sans que l'on puisse savoir comment il avait pris connaissance du projet du ministère des Affaires étrangères, le 24 juin 1940 Heydrich envoya une lettre à Ribbentrop[667] :

> Le Generalfeldmarschall [Göring], en sa qualité de responsable du Plan de quatre ans, m'a chargé de l'exécution de la politique d'émigration des Juifs de tout le territoire du Reich. Dans la période qui a suivi, il a été possible, au milieu d'énormes difficultés, même pendant la guerre, de continuer avec succès la politique d'émigration des Juifs. Depuis que mes services ont pris en charge leur mission sur ce point le 1er janvier 1939, plus de 200 000 Juifs ont émigré du territoire du Reich. Le problème global – il s'agit déjà d'environ 3,25 millions de Juifs dans les territoires qui sont aujourd'hui sous la souveraineté de l'Allemagne – ne peut plus être résolu par l'émigration[668]. Une solution finale territoriale devient donc nécessaire. Je vous prie de bien vouloir m'associer aux discussions à venir qui porteraient sur la solution finale de la question juive.

Dans cette lettre, Heydrich était déjà très proche des formules qui seraient mises dans sa bouche dans le procès-verbal de la conférence de Wannsee. Non seulement il voulait faire oublier les difficultés à maîtriser la situation polonaise,

mais il essayait de reprendre la main grâce à la radicalité de ses vues. Affirmer que 3 millions d'individus au moins ne pouvaient pas « émigrer », c'était exclure d'emblée la première possibilité évoquée par Rademacher, celle de « faire partir » les Juifs d'Europe. Avec son instinct politique acéré, Heydrich se gardait pourtant bien de prononcer le nom de Madagascar. Il fallait donner l'impression qu'il avait eu l'idée lui-même – et, après tout, Himmler avait, selon nos connaissances documentaires, parlé le premier, au printemps 1940, de la déportation des Juifs vers une colonie africaine. Mais surtout le chef du RSHA déplaçait le débat sur son terrain : il renommait le « plan Madagascar » « solution finale de la question juive ». En ayant recours à ce terme qui était en germe dans le Fernplan de novembre 1939, Heydrich ne restait pas prisonnier du plan « Madagascar » : il y aurait peut-être à proposer un autre projet dans les mois suivants, d'autant plus que, comme il le soulignait, l'expansion du Reich n'était pas finie. En tout cas, sur le plan des idées, il se réaffirmait comme le plus radical dans la recherche d'une « solution de la question juive ».

A première vue, le ministère des Affaires étrangères n'avait pas l'intention de se laisser déposséder du dossier. Comme la mise en place de l'euthanasie à l'automne 1939, la conception du plan « Madagascar » donnait lieu, en ce début d'été 1940, à une furieuse concurrence entre différentes institutions au sein du régime. Début juillet 1940, le ministère des Affaires étrangères publiait coup sur coup deux textes élaborés par Rademacher[669], dont un Plan zur Lösung der Judenfrage (« Plan de solution de la question juive »), le 2 juillet. Le projet supposait que les Français et les autres « étrangers » de l'île soient expulsés ; les Malgaches resteraient. L'Allemagne exercerait un mandat sur l'île, qu'elle contrôlerait grâce à sa marine. L'île serait administrée par un gouverneur de police directement sous les ordres du

Reichsführer SS.

Voilà le cas typique qui divise, faute de documents, les chercheurs en histoire du III^e Reich. Un historien de l'école intentionnaliste verra dans cet élément la preuve qu'en fait tout le processus était dirigé depuis le début par Hitler et qu'il n'y avait que marginalement les phénomènes de concurrence dont nous parlions plus haut ; il y avait plutôt coopération entre le ministère des Affaires étrangères et la SS. Il est certain que l'autorité de Himmler était déjà suffisamment redoutable à cette époque, et son rôle dans la « solution de la question juive » suffisamment évident pour que personne n'ose lui déclarer la guerre sur ce terrain. Ajoutons qu'il avait été l'un des premiers, sinon le premier, nous l'avons vu, à suggérer que les Juifs d'Europe sous domination allemande fussent massivement déportés vers un territoire africain. Mais rien n'empêche de penser que la mention du Reichsführer SS dans ce texte était le résultat de la pression exercée par Heydrich sur le ministère des Affaires étrangères, depuis que Ribbentrop avait reçu sa lettre du 24 juin. Le fonctionnement habituel du III^e Reich rend même cette hypothèse très probable. Et la suite du texte ressemble à l'insertion d'un extrait d'un mémorandum rédigé par les services de Heydrich :

> La solution Madagascar signifie, du point de vue allemand, la création d'un grand ghetto. Seule la Police de sécurité a l'expérience nécessaire dans ce domaine ; elle a les moyens d'empêcher une fuite de l'île. Elle a aussi l'expérience pour exercer éventuellement les mesures punitives qui seraient rendues nécessaires par les mesures hostiles que les Juifs des Etats-Unis pourraient prendre contre l'Allemagne. Elle connaît déjà précisément les Juifs de par la surveillance qu'elle exerce sur eux sur notre territoire. La Police de sécurité aurait aussi à assurer le transport vers l'île. Si l'on voulait en plus placer l'île sous administration coloniale, cela produirait un chevauchement de compétences inutile ; surtout, du point de vue de la propagande, il serait difficile de conduire les Juifs des Etats-Unis à reconnaître sans

> protester le traitement officiel des Juifs comme un peuple colonisé. Au contraire, la solution spéciale du mandat juif tel que nous venons de le définir est facile à justifier à coups de propagande.

Il est rare qu'un ministère fasse preuve d'abnégation au sein d'un gouvernement au point, non seulement, de s'effacer devant un autre mais aussi d'expliquer pourquoi il est moins apte que son rival à exercer ses prérogatives dans son propre domaine de compétence. Il semble bien que le document du 2 juillet soit le résultat de discussions auxquelles Heydrich s'était invité par sa lettre du 24 juin.

Ensuite reprenait le cours des idées originellement défendues par le ministère des Affaires étrangères. Il s'agissait de créer une banque dotée d'un conseil d'administration européen, dans laquelle seraient déposés tous les biens des Juifs, qui serviraient à financer leur vie sur l'île. S'ils ne suffisaient pas, des crédits leur seraient accordés. Vu l'ampleur des confiscations dans le Reich et des pillages en Pologne, cela voulait dire qu'en fait les Juifs seraient à la merci du Reich et pourraient être progressivement asphyxiés économiquement. Cette partie avait très certainement été discutée avec Göring. Et le ministère de l'Intérieur avait aussi, certainement, été associé à la concertation : les Juifs n'obtiendraient pas la « citoyenneté d'Etat » allemande et ils perdraient même leurs différentes nationalités sur l'île. La fin du texte reprenait une idée défendue depuis longtemps par le ministère des Affaires étrangères : il fallait à tout prix éviter que les Juifs disposent d'un équivalent du Vatican pour les catholiques, en l'occurrence un Etat juif en Palestine, et il réaffirmait l'idée chère à Hitler de la possibilité de faire pression sur les Juifs américains grâce à la valeur d'otages des Juifs déportés à Madagascar.

Le lendemain, 3 juillet, le ministère des Affaires étrangères publiait un deuxième document intitulé « Die Judenfrage im Friedensvertrag » (« La question juive dans le

traité de paix »). Contrairement à ce que suggère la chronologie de la publication, le texte avait été visiblement rédigé antérieurement à celui du 2 juillet. La substance en est la même mais il y manque le long passage sur les avantages qu'il y aurait à confier la surveillance de la vie juive sur l'île à la Sipo. En revanche, il y est dit :

> En ce qui concerne les travaux préparatoires, le Referat D III [...] a déjà fait des propositions au ministre des Affaires étrangères et a reçu de lui la mission de commencer immédiatement ses travaux. Des conversations ont déjà eu lieu avec le service du Reichsführer SS, le ministère de l'Intérieur et quelques services du parti. Ces différents services autorisent le plan suivant du Referat D III [...].

Le document donne donc des renseignements précis sur la manière dont le « projet Madagascar » était élaboré. Et l'on peut juger très probable que le papier publié le 3 juillet devait être celui originellement publié mais que Heydrich, en l'ayant lu, s'était plaint que la description des tâches de la Sipo y était escamotée ; il avait alors insisté pour que le texte soit remanié. Ayant été humilié par le nouveau texte, le Referat D III avait fait publier, le lendemain de la publication du plan, le texte d'origine.

Le texte du 3 juillet nous permet aussi de comprendre combien le régime nazi attendait fébrilement, après la victoire contre la France, une négociation de paix avec la Grande-Bretagne. Les nazis espéraient faire valoir aux Britanniques qu'en coopérant au plan « Madagascar », ceux-ci ne seraient plus gênés par la question de la création d'un Etat juif en Palestine. Mais c'est bien évidemment l'allusion récurrente aux Etats-Unis qui était la plus révélatrice[670]. Quelle allait être leur attitude maintenant que la Grande-Bretagne se retrouvait seule dans la guerre ? L'utilisation des Juifs comme otages vis-à-vis des Etats-Unis avait été déjà formulée par le dictateur dans le discours du 30 janvier 1939. Le texte du

ministère des Affaires étrangères sur l'inclusion du règlement de la « question juive » dans le futur traité de paix représentait, de ce point de vue, l'alternative à la menace proférée le 30 janvier 1939 : si la Grande-Bretagne signait la paix avec le Reich et si les Etats-Unis s'accommodaient du nouveau rapport de force en Europe, alors les Juifs survivraient à la guerre[671].

II.

Le 3 juillet 1940, Eichmann fit un exposé à Vienne, devant les représentants d'organisations juives, les informant que l'on était en train de travailler à une « solution européenne de la question juive ». Quatre millions de Juifs allaient quitter l'Europe. Le chargé de la question juive et du nettoyage ethnique au RSHA ne prononça pas le nom de Madagascar mais informa ses auditeurs qu'il attendait d'eux des analyses et des suggestions sur la perspective d'une émigration généralisée des Juifs d'Europe[672]. Le même jour, Eichmann envoya Theodor Dannecker à Paris ; il avait pour mission de trouver dans les archives du ministère français des Colonies tous les renseignements utiles sur Madagascar, en particulier sur les travaux français en vue d'une « solution Madagascar » en commun avec la Pologne en 1938[673].

Moins de six semaines plus tard, le 15 août 1940, le RSHA, après concertation avec le ministère de l'Intérieur, fit parvenir au ministère des Affaires étrangères son propre « projet Madagascar », dont Eichmann, Dannecker et Rajakowitsch étaient les auteurs[674]. Ce texte était très détaillé et il suivait, en gros, l'ordre d'argumentation qui nous est familier comme lecteurs du procès-verbal de la conférence de Wannsee. Le chapitre I.a expliquait pourquoi la « solution de l'émigration » était devenue impossible ; le chapitre I.b offrait un tableau statistique du nombre de Juifs par pays et le chapitre I.c

concluait la partie « Situation et éléments fondamentaux » par cette phrase : « Pour éviter un contact durable entre les Juifs et les autres peuples, une solution outre-mer de caractère insulaire est préférable à toute autre. »

Le chapitre II, accompagné d'une carte en annexe, offrait une analyse géographique de l'île. Il s'agissait de prouver que la situation, en particulier alimentaire, était appropriée à la transplantation de 4 millions de personnes mais les auteurs du texte mentionnaient surtout la nécessité de travaux collectifs de grande envergure, d'une part, pour assainir les parties côtières, insalubres, d'autre part, pour construire les infrastructures routières qui faisaient défaut. Même si la langue technocratique utilisée aseptisait la violence du projet, c'est en fait à un gigantesque camp de travail pour les Juifs que Heydrich et ses collaborateurs pensaient : « L'autorité gouvernant le territoire devra s'efforcer de structurer de manière autarcique l'économie du pays afin que des relations entre les Juifs et le reste du monde deviennent impossibles dans le cadre du commerce international. »

Le chapitre III reprenait en gros, pour le détailler, le projet d'un « Etat » gouverné par la Sipo qui était déjà développé dans le plan publié par le ministère des Affaires étrangères le 3 juillet. Le chapitre IV, le dernier, était aussi le plus long puisqu'il envisageait l'organisation pratique de l'opération. Il était structuré comme suit :

– Le paragraphe A rappelait l'autorité absolue de Reinhard Heydrich sur l'ensemble du processus conformément au mandat que lui avait confié Göring le 24 janvier 1939.

– Le paragraphe B prévoyait, pour le regroupement des Juifs à déporter, trois « états-majors » : Ouest (France, Belgique, Hollande, Luxembourg) ; Centre (Altreich et Sudetenland, y compris les nouveaux Gaue allemands de l'Est ; l'Ostmark ; le Protectorat de Bohême-Moravie, la Slovaquie, le

Danemark, la Norvège) ; Est (le Gouvernement général). Suivait alors une énumération détaillée de chacun de ces pays ou régions et la désignation des autorités policières respectivement compétentes. Le sous-paragraphe B.3 prévoyait que l'on ferait d'abord partir les agriculteurs, les spécialistes du bâtiment, les artisans, les ouvriers et les médecins pour aménager l'île pour les déportés qui suivraient. Les Juifs pourraient emporter un maximum de 200 kilos par personne. Le reste de leurs biens servirait, après aliénation, à financer la déportation.

– Le paragraphe C prévoyait une flotte de 120 navires, fournis essentiellement par la France et la Grande-Bretagne, qui permettrait, à raison de 1 500 personnes déportées par bateau, de transporter un million de personnes par an. En quatre ans, l'opération serait terminée. Surtout, le texte ajoutait cette phrase révélatrice des motivations profondes des dirigeants du Reich : « Le traité de paix devrait servir à établir que le financement des convois repose essentiellement sur la juiverie des puissances occidentales en réparation des dommages, en particulier économiques, infligés au Reich allemand par les Juifs dans le cadre du traité de Versailles[675]. »

– Le paragraphe D fixait le principe d'un « état-major des opérations d'installation » ; le paragraphe E établissait les contours d'une auto-administration juive dans l'île ; le paragraphe F revenait sur la question du financement de l'opération par la confiscation des biens juifs.

– Le paragraphe G n'a pas été suffisamment remarqué, qui proposait la constitution d'un Vorkommando de la Sicherheitspolizei, qui devrait se rendre sur place pour évaluer la situation. Heydrich avait fait poser les jalons de la création d'un Einsatzgruppe et, vu ce qui s'était passé en Pologne, on voyait se profiler la possibilité d'exécutions de Juifs sur l'île.

Certes le plan « Madagascar » était élaboré dans un moment de relatif optimisme du Führer, qui venait de

remporter une victoire inouïe sur l'armée française et qui avait bon espoir que le parti de l'appeasement reprenne le dessus en Grande-Bretagne. Pourtant, le projet témoignait bien de la montée en puissance de l'intention génocidaire. Déjà, le projet précédent de réserve juive dans la Pologne occupée, de par la comparaison explicite avec les Indiens d'Amérique du Nord, avait une forte dimension génocidaire et c'est encore plus vrai pour le projet de déportation de 3 ou 4 millions d'individus vers Madagascar.

Il est évident qu'une majorité, vraisemblablement écrasante, des victimes d'une telle déportation auraient trépassé durant le trajet ou peu après leur arrivée, dans un environnement inhabituel et hostile. De plus, on oublie toujours de souligner qu'un tel projet aurait eu des conséquences catastrophiques pour les habitants de l'île, non seulement ceux qui auraient été expulsés mais ceux qui seraient restés – si un conflit n'avait pas éclaté entre les déportés et les Malgaches. Il s'agissait dans tous les cas d'un processus destiné à provoquer l'extinction de la population juive. Heydrich faisait suggérer par le projet du 15 août que des camps de travail seraient installés et l'on voyait se profiler l'installation d'Einsatzgruppen. Pour éliminer les survivants du travail forcé comme cela serait annoncé dans le procès-verbal de Wannsee ?

Le potentiel génocidaire du projet intéressait sans aucun doute Hitler lui-même. Le 17 août, Goebbels notait dans son Journal, après un entretien avec le dictateur :

> Le Führer veut déporter un jour les éléments proprement criminels sur une île. Ils pourront y former un Etat anarchique. Chez nous on les met hors d'état de nuire. Pendant la guerre, on ne doit justement pas écarter le recours à la peine de mort comme pendant la [Première] Guerre mondiale, il faut au contraire en intensifier l'usage. Les éléments asociaux ne doivent pas être conservés, avec le risque qu'ils fassent, plus tard, une révolution. Ils menacent toujours l'Etat, surtout dans les grandes villes. C'est pourquoi : extirper et créer pour

> le peuple une vie en communauté qui soit saine. L'autorité n'est qu'une fiction. Si les éléments asociaux arrivent à la dévaloriser ou même à l'ébranler, la porte est alors grande ouverte à l'anarchie[676].

Et, après avoir dénigré le formalisme de la justice, le dictateur ajoutait : « Nous transporterons les Juifs en bateau à Madagascar. Eux aussi pourront y construire leur propre Etat[677]. »

Nous avons affaire à un développement typiquement hitlérien, comme nous en rencontrerons encore beaucoup à l'été et à l'automne 1941. Par glissements sémantiques successifs le Führer évoque tous les « ennemis du peuple » à la fois : les révolutionnaires de 1918, les détenus des camps de concentration, toutes les cibles de la Kripo (« asociaux », « paresseux », Tsiganes, etc.), les victimes de l'euthanasie, les élites polonaises et les Juifs. Et, au moment même où il attendait fébrilement un signe de paix de la Grande-Bretagne, il confirmait, à sa manière sibylline, que l'intention génocidaire contre les Juifs était toujours présente.

C'est au même moment, nous l'avons vu, que Franz Rademacher évoquait, dans une lettre à Martin Luther, le chef de l'Abteilung Deutschland au ministère des Affaires étrangères, des contacts pris avec Brack et Bouhler[678] ; si l'on accepte l'énoncé littéral sous sa plume selon lequel, « au cours des travaux préparatoires avec les services intérieurs allemands, l'Oberbereichsleiter Brake [sic] de la Chancellerie du Führer (état-major Bouhler) a fait la proposition d'engager plus tard pour les Juifs l'organisation de transport qu'il a bâtie selon une mission spéciale que le Führer lui a confiée pour le temps de la guerre », une telle offre de service ouvrait bien la perspective de mettre T4 au service du « projet Madagascar »[679]. Sans doute s'agissait-il d'éliminer des Juifs jugés inaptes au transport avant même la déportation des autres.

Rappelons-nous aussi que, dès le mois de juillet, le dictateur avait annoncé son intention de préparer une campagne contre l'Union soviétique – bastion de la « race juive » en Europe, vis-à-vis de laquelle le dictateur ruminait une guerre exterminatrice infiniment plus terrible encore que celle menée contre la Pologne. Ajoutons pour finir sur ce point que le traité de paix dans lequel aurait été réglée la « question juive » dans les termes du plan « Madagascar » aurait été – le plan du RSHA le montrait bien – un diktat, une vengeance contre Versailles ; et cela supposait une victoire indiscutable de la Wehrmacht sur l'armée britannique, encore loin de se profiler en août 1940. Les pulsions génocidaires que nous avons relevées étaient l'envers de l'angoisse qui assaillait Hitler concernant l'avenir de la guerre.

III.

Hitler continua à envisager pendant de longs mois le plan « Madagascar ». En septembre 1940, le dictateur encouragea la politique des Gauleiter de Bade et de Sarre consistant à expulser des Juifs et des ressortissants d'autres nationalités vers la France occupée[680]. La France pouvait être une destination intermédiaire de déportation sur la route de Madagascar. C'est à Paris que s'installa une équipe du SD dans le but de coordonner la déportation. Fabrizio Calvi et Marc Masurovsky ont retrouvé la trace de transferts de fonds vers Paris pour le SD sous le nom de code « Entreprise Madagascar[681] ».

Au mois d'octobre 1940, Rosenberg avait écrit un article intitulé « Les Juifs à Madagascar » et il l'avait envoyé à Hitler ; ce dernier fit répondre à son vieux compagnon par Bormann, le 3 novembre, qu'il l'avait lu et qu'il y aurait certainement une occasion de le publier à quelques mois de là[682]. Le 5 novembre, Hitler expliqua à un diplomate hongrois qu'il

avait l'intention, lors des négociations de paix, de forcer la France à abandonner une de ses colonies pour que les Juifs européens puissent y être installés[683]. Le 8 novembre 1940, dans son discours pour l'anniversaire du putsch de 1923, Hitler fit encore allusion au projet de déportation à Madagascar après la victoire contre l'Angleterre[684] ; trois jours plus tôt, il avait affirmé à Goebbels que la victoire était imminente[685]. Après cela, Hitler semble avoir presque complètement abandonné l'idée mais, de façon significative, il la mentionna à nouveau, à Mussolini, le 2 juin 1941, assortie d'un « peut-être », à un moment où il espérait une victoire rapide contre l'Union soviétique qui obligerait la Grande-Bretagne à traiter[686].

Le plan de déportation à Madagascar fut progressivement abandonné, parce que la Grande-Bretagne résistait. Un bon point de repère se trouve dans une réunion du 2 octobre 1940, tenue en présence de Hitler[687]. Alors que ce dernier avait, dans la première partie de l'année, appuyé Frank contre Himmler et les Gauleiter, dans son refus de la déportation de Juifs vers le Gouvernement général, il sembla changer de position. Outre Frank, assistaient à la réunion Erich Koch, Gauleiter de Prusse-Orientale, et Baldur von Schirach, Gauleiter de Vienne. Les deux hommes se plaignirent du retard pris par les déportations de Juifs à partir de leur propre territoire et, comme à cette époque le Gouvernement général était la seule destination immédiate possible, Frank dut une nouvelle fois justifier son refus d'accueillir des convois de déportés sur le territoire dont il avait la charge. Hitler se tint, comme il aimait le faire, au-dessus des débats, mais il marqua sa préférence pour une reprise immédiate des déportations. Cependant, le Führer se ménagea une éventuelle porte de sortie puisqu'il demanda à Baldur von Schirach de rédiger un rapport à son intention. Schirach, qui s'exécuta promptement, attendit cependant jusqu'au début décembre pour obtenir une réponse,

allant dans son sens, signée par Hans Lammers, le chef de la chancellerie du Reich[688].

Cependant, la « question juive » avait désormais sa dynamique propre, qu'il n'était pas possible de freiner. Même si Hitler n'avait pas indiqué de politique définitive le 2 octobre, différents acteurs du régime continuaient à radicaliser leur attitude. Le 3 octobre, lors de la session du grand conseil du Groupe de l'Industrie du Reich, où il fut question de l'organisation à venir d'un « grand espace économique européen », on discuta de la « résolution prochaine » de la « question juive » et des prises de participation économique qui suivraient, grâce à l'« aryanisation » des biens juifs[689]. Cette réunion n'était en rien coordonnée avec celle qui s'était tenue la veille en présence de Hitler et la « question juive » y fut abordée par des gens qui n'étaient pas au cœur du processus de décision antisémite. Mais la perspective de l'expulsion des Juifs créait des espoirs dans l'ensemble du tissu économique et social. Tout retard mis dans la « solution de la question juive » pouvait créer d'énormes frustrations, elles-mêmes sources de radicalisation des intentions. Que faire si, d'un côté, l'on souhaitait dépouiller les Juifs des moyens d'existence et si, de l'autre, le seul territoire disponible à l'époque pour les accueillir ne l'était pas ?

IV.

Le 11 septembre 1940, Erich von dem Bach-Zelewski, haut responsable de la SS et de la police (HSSPF) pour la Silésie, rencontra Himmler à Berlin pour s'entretenir des blocages qui affectaient la « question juive ». Vu la résistance de Frank, lui expliqua-t-il, il envisageait de mettre au travail forcé les Juifs et les chômeurs polonais en Silésie dans des carrières et à la construction des routes. Indéniable indice de radicalisation, une telle perspective était cependant imaginée

sur plusieurs années[690]. Le 28 septembre 1940, Himmler et von dem Bach-Zelewski inspectèrent le camp de concentration de Gross-Rosen en Silésie où se trouvaient des carrières de pierre. Les deux hommes tombèrent d'accord aussi sur l'ouverture d'un autre camp de travail à Gusen, qui dépendrait de Mauthausen[691]. Dans les mois suivants, en Silésie, dans le Wartheland et dans le Gouvernement général, on observe que de plus en plus de Juifs furent affectés à des travaux de canalisation, de routes, de voies ferrées – l'exemple de Globocnik se diffusait[692].

Nous verrons plus loin que les premiers schémas de « solution finale de la question juive en Europe » intégrèrent le travail forcé des Juifs (leur épuisement physique au travail) comme un dispositif central. Mais, pour passer d'une initiative locale, prise avec l'accord de Himmler, à un plan d'ensemble, il faudrait auparavant une orientation décisive, donnée par Göring dans le cadre de la préparation de la campagne contre l'Union soviétique. En effet, malgré l'éloignement de la perspective « Madagascar », la direction du régime n'abandonna pas pour autant l'idée d'une « solution territoriale ». La guerre contre l'Union soviétique était la guerre à laquelle Hitler s'était toujours préparé et, puisque la Grande-Bretagne ne semblait pas disposée à capituler, le dictateur décida de donner la priorité à son vieux projet. La victoire contre l'Union soviétique procurerait enfin à l'Allemagne l'« espace vital » dont elle avait besoin du point de vue démographique, et les moyens, alimentaires et énergétiques, de l'indépendance économique. Elle créerait un Etat-continent aussi puissant que les Etats-Unis et leur empire américain théorisé par Monroe. La Grande-Bretagne serait obligée de demander la paix[693].

L'empire que Hitler s'apprêtait à construire – pour lui, une victoire rapide contre une Russie « pourrie de l'intérieur par le bolchevisme » ne faisait aucun doute – serait

« judenfrei », débarrassé de toute population juive. Le dictateur allait, du moins le croyait-il, offrir à Himmler et Heydrich, à l'Est, l'espace où déporter les Juifs de toute l'Europe, objectif que ni le projet « Lublin » ni le plan « Madagascar » n'avaient permis d'atteindre. On constate précisément que, vers la fin 1940, le nom de Madagascar disparut des mentions de la « solution territoriale ». On se mit à parler de la « transplantation dans un territoire encore à déterminer », puis de « solution globale » ou « solution finale de la question juive en Europe »[694]. Hitler ne décida officiellement d'attaquer l'Union soviétique que vers la fin 1940[695] mais il avait fait part de ses intentions à ses généraux dès l'été et, même si nous n'en avions aucun indice, nous décèlerions qu'une perspective nouvelle était apparue au plus tard à la fin du mois d'octobre pour les acteurs de la politique antijuive.

Le 25 octobre 1940 le RSHA interdit l'émigration des Juifs hors du Gouvernement général, sous le prétexte que les « Juifs de l'Est » (Ostjuden) formaient beaucoup de rabbins et de spécialistes du Talmud : ils pouvaient régénérer la « juiverie mondiale », en particulier « aux Etats-Unis », et lui fournir des idéologues de toute sorte[696]. Himmler avait déjà tenté d'imposer une telle décision à la fin mars pour empêcher Frank de faire émigrer des Juifs du Gouvernement général, car ce qui restait de politique d'émigration devait être réservé aux Juifs allemands[697]. Même si cela avait eu peu de conséquences pratiques, Frank avait fait annuler le décret. Or, cette fois, à la différence de ce qui s'était passé au printemps, le 23 novembre 1940 le chef de l'administration du Gouvernement général ordonna à tous les gouverneurs de district d'accepter le décret du RSHA[698]. Il fallait, pour cela, que Frank ait eu la certitude que les Juifs transférés sur son territoire n'y resteraient pas. De même, on comprend mieux, dans cette perspective, à la fois le délai mis par Hitler à

trancher après la réunion du 2 octobre 1940, puis son arbitrage, en décembre, apparemment en défaveur de Frank ; et l'acceptation, non moins apparemment, de ce dernier[699]. Peu avant le 11 décembre 1940, Hitler avait parlé à Frank de l'expulsion vers le Gouvernement général de 800 000 Polonais et Juifs[700]. Et, lorsque Frank rencontra à nouveau le Führer le 16 mars 1941, il s'entendit promettre que son territoire serait le premier à être « judenfrei » dans le cadre du « règlement de la question juive[701] ». Entre-temps en effet, les conceptions des dirigeants nazis s'étaient considérablement précisées.

Le 4 décembre 1940, Eichmann remit à Himmler trois mémorandums car le Reichsführer SS devait prononcer un discours le 10 décembre devant la conférence des Reichs- et Gauleiter à Berlin[702]. Quand Eichmann avait commencé à rédiger ses textes, il croyait encore qu'il travaillait pour le plan « Madagascar », mais il n'en était plus fait mention, dans les documents qu'il remit au Reichsführer SS, qu'avec un point d'interrogation[703]. Les rapports qu'avaient remis Eichmann présentaient une sorte de bilan de la politique raciste du régime, en particulier de la « question juive ». Le premier dressait un bilan de la politique d'émigration dans le Reich. Le deuxième décrivait la politique qui avait été menée dans les parties de la Pologne occupées par l'Allemagne en 1939 et Himmler s'en servit, lors de son discours, pour mettre en valeur une politique qui avait pourtant été loin de remplir les objectifs qu'elle s'était fixés[704].

C'est surtout le troisième rapport qui nous intéresse. Il reprenait la question de l'émigration, additionnait aux Juifs émigrés ceux qui avaient été expulsés des territoires polonais incorporés pour arriver à un total de 501 711 Juifs, et calculait ce que rapporterait la confiscation totale des biens juifs quand les expulsions des territoires incorporés et du Grand Reich seraient terminées (3,3 milliards de marks). La seconde partie

du troisième rapport était appelée « La solution finale de la question juive par transplantation des Juifs hors de l'espace économique européen du peuple allemand dans un territoire encore à déterminer[705] ». Même si Eichmann avait compris que Madagascar n'était plus d'actualité, il continuait à imaginer une déportation dans un autre territoire outre-mer – il n'avait pas pris le temps de supprimer la formule du « transport en bateau » – et il reprenait les grandes lignes du plan du 15 août 1940. En revanche, le plan comprenait une nouveauté : il ne parlait plus, comme le « projet Madagascar » de la mi-août, de 4 millions de personnes à déporter mais de 5,8 millions. C'est-à-dire qu'il incluait, hors Union soviétique, tous les Juifs d'Europe, donc aussi ceux vivant dans des territoires qui n'avaient pas (encore) été conquis par l'Allemagne. Voilà un point de comparaison avec le procès-verbal de la conférence de Wannsee.

V.

Ce n'est pas seulement Himmler, mais aussi Heydrich qui firent usage du troisième mémorandum d'Eichmann. Le 21 janvier 1941, un document signé Theodor Dannecker, membre du RSHA qu'Eichmann avait envoyé à Paris pour préparer le plan « Madagascar » au début de l'été précédent, faisait allusion à un projet de « solution finale de la question juive en Europe » rédigé par Heydrich, qui en avait reçu commande de Himmler et Göring[706]. Si l'on en croit ce témoignage, donné par l'un des membres les mieux informés, à cette époque, de la politique antijuive au RSHA, c'est dans la première quinzaine de janvier que Heydrich avait remis son projet :

> Suivant la volonté du Führer, la question juive doit, dans les parties de l'Europe dominées ou contrôlées par l'Allemagne, aboutir à une solution définitive après la guerre. Le chef de la Police de sécurité et du SD

> a déjà reçu par l'intermédiaire du Reichsführer et du Reichsmarschall la mission de présenter un projet de solution finale. Du fait de l'expérience très étendue accumulée par les services du chef de la Police de sécurité et du SD dans le traitement des Juifs et grâce aux travaux préparatoires accomplis depuis longtemps, le projet a déjà été mis au point dans ses lignes essentielles. Il a été soumis au Führer et au Reichsmarschall. C'est un fait qu'il s'agit, concernant l'exécution, d'un travail colossal dont le succès ne peut être assuré que par les préparatifs les plus soigneux. Ceux-ci doivent s'étendre aussi bien aux travaux précédant l'expulsion totale des Juifs qu'à la planification dans les moindres détails d'une entreprise de colonisation dans un territoire encore à déterminer[707].

Avant de nous interroger plus avant sur le contenu de ce texte, relevons les éléments très importants que révélait Dannecker :

– Hitler lui-même était à l'origine de la commande. Himmler (le Reichsführer SS) et Göring (le Reichsmarschall) avaient-ils transmis séparément la demande du Führer à Heydrich ? Si l'on en croit les agendas respectifs de Himmler et Göring, le 24 janvier 1941 à midi Heydrich passa deux heures avec Göring à Karinhall puis il y retourna, accompagné de Himmler, entre 18 heures et 18 h 30 le même jour[708]. Aucune source ne rapporte le contenu de leur conversation mais il est intéressant de voir qu'à ce moment décisif pour l'élaboration de la « solution finale de la question juive » Heydrich rencontra dans la même journée les deux commanditaires de son projet.

– Dannecker ne pouvait que faire l'éloge du RSHA, en faisant partie lui-même. Mais il confirmait que Heydrich s'était, depuis longtemps, fixé pour objectif d'être le coordinateur de la politique antijuive. L'expérience acquise dont parlait Dannecker renvoyait à la politique d'émigration forcée, mise en œuvre pour la première fois à Vienne en mars 1938 et aussi, bien entendu, aux échecs essuyés en Pologne en matière de déportation.

– Si la notion d'expulsion totale ne pose pas de problème

de compréhension, que signifiait « colonisation » ? Mise en valeur d'une colonie par les Juifs expulsés ? Le « projet Madagascar » indiquait déjà que les Juifs ne seraient pas les acteurs de cette opération. La notion de colonisation renvoyait plutôt à la colonisation par les Allemands d'un « territoire encore à déterminer », à l'aide d'une main-d'œuvre juive, forcée à travailler pour les colons. Mais ce territoire restait-il indéterminé pour des raisons d'indécision ou bien parce que, dans les hautes sphères du régime, on ne souhaitait pas encore le nommer ? Pour qui connaissait l'idéologie nazie, la colonisation ne pouvait être que celle de l'« espace vital » encore à conquérir à l'Est, aux dépens de l'Union soviétique. Alors cela voulait-il dire que Heydrich envisageait de déporter tous les Juifs d'Europe vers un ou plusieurs territoires situés dans l'Union soviétique conquise ?

Hitler avait donc, si l'on en croit Dannecker, passé commande d'un projet de « solution définitive de la question juive en Europe » au moment où il prenait officiellement la décision d'attaquer l'Union soviétique au printemps suivant[709]. Pourquoi se préoccuper dès à présent d'un projet que l'on ne voulait mettre en œuvre qu'après la victoire ? Premièrement, parce que le Führer imaginait une guerre éclair, comme contre la Pologne et la France, qui ne durerait que quelques mois. Deuxièmement, parce que la prolongation éventuelle du conflit signifierait que l'ennemi suprême de l'Allemagne, « le Juif », était à l'œuvre, et il serait à ce moment-là particulièrement bienvenu, du point de vue nazi, d'avoir préparé un plan de déportation générale des Juifs d'Europe : les futurs déportés seraient sous contrôle et pourraient être facilement mis hors d'état de nuire.

Le 21 mars, Adolf Eichmann faisait aussi allusion au plan rédigé par Heydrich en indiquant qu'il avait été remis à ses destinataires environ huit à dix semaines plus tôt. La date du 24 janvier, déjà mentionnée, correspondrait à juste huit

semaines, mais, dès le 21 janvier, Dannecker indiquait que le texte avait déjà été remis par Heydrich ; la réunion du 24 janvier avait donc été une réunion d'analyse du projet. Jusqu'à quinze jours plus tôt, vers le 10 janvier, entre dans les possibilités si l'on se rappelle qu'il y eut début janvier une grande réunion sur le « troisième plan à court terme », qui relevait donc de la vision antérieure au projet remis par Heydrich[710]. Eichmann, le 21 mars 1941, expliquait que le « plan Heydrich » (c'est ainsi que nous l'appellerons désormais) n'avait pas pu encore être mis à exécution car « le Gouvernement général n'était pas en mesure d'accueillir un Juif ou un Polonais de l'Altreich[711] ». En fait, Eichmann n'avait pas saisi l'ampleur du changement qui s'était produit. Il était encore préoccupé de la question de la réalisation ou non du « troisième plan à court terme » qui venait d'être arrêté le 15 mars, dix jours après avoir été lancé. Or, précisément, cet arrêt signifiait qu'une décision fondamentale avait été prise à la tête du régime. On n'avait plus besoin de s'occuper de déportations à court terme car une perspective à long terme s'ouvrait : la possibilité pour Heydrich et le RSHA de réaliser u n Fernplan approfondi, dans des circonstances très différentes de celles qui avaient présidé à sa rédaction à la fin de l'automne 1939.

De fait, le plan « Madagascar » était abandonné. Le Gouvernement Général n'apparaissait pas comme une solution viable et, de toute façon, Hitler et Himmler s'étaient engagés vis-à-vis de Frank à ce que le Gouvernement général ne soit plus qu'un territoire de transit pour les Juifs. La perspective qui s'ouvrait, c'était bien un territoire de déportation pour les Juifs dans l'Union soviétique conquise.

Un élément complémentaire d'information nous est livré par Viktor Brack, qui, lors de son interrogatoire à Nuremberg dans le cadre du procès des médecins, raconta s'être vu commander par Himmler à la mi-janvier une étude sur la

possible stérilisation des Juifs par rayons X[712]. Originellement, la rencontre avait été prévue pour le 13 décembre 1940, au surlendemain de la réunion des Gauleiter où Himmler avait prononcé son grand discours, et elle avait été repoussée[713] – peut-être pour attendre la rédaction par Heydrich de son projet de « solution finale », qui dans ce cas lui aurait été commandé par Hitler et Göring à la suite du discours de Himmler et des mémorandums d'Eichmann ; le 13 janvier, Heydrich pouvait avoir remis son rapport, Himmler l'avoir lu, et avoir pu adapter ses demandes à Brack[714].

Brack avait déjà travaillé, depuis avril 1940, au gazage des malades et handicapés juifs. Cependant, quand il s'agissait des Juifs de toute l'Europe, personne n'imaginait encore leur appliquer globalement le procédé de mise à mort réservé aux malades et handicapés visés par T4 – même si, nous l'avons vu, il est possible que l'idée ait circulé dans le Warthegau ou le Gouvernement général, courant 1940, d'étendre l'euthanasie à un nombre croissant de « bouches inutiles ». Et même si on avait pu envisager de se servir de l'expertise de T4 en matière de transport et d'élimination physique dans le cadre de l'Opération Madagascar.

VI.

Hitler, par l'intermédiaire de Himmler, avait donc passé une double commande à quelques semaines d'intervalle, l'une à Heydrich concernant l'architecture d'un projet de solution finale par la déportation et l'autre à Brack concernant la stérilisation des futurs déportés. Mais alors il faut se demander si nous ne disposons pas, en fait, du texte rédigé par Heydrich. Pour répondre à cette question, nous allons citer un texte que le lecteur reconnaîtra sans aucun doute immédiatement :

> Désormais, à la place de l'émigration, la nouvelle solution [de la

question juive], avec l'aval préalable du Führer, est l'évacuation des Juifs vers l'Est.

Ces actions sont toutefois à considérer uniquement comme des solutions transitoires, mais qui nous permettront de recueillir des expériences pratiques qui seront très précieuses pour la solution finale à venir de la question juive.

Au cours de la solution finale de la question juive en Europe, seront à prendre en compte environ 11 millions de Juifs. [...]

En URSS, l'influence des Juifs sur tous les territoires est bien connue. Cinq millions de Juifs environ vivent dans la partie européenne, à peine 250 000 dans la partie asiatique. [...]

Au cours de la solution finale, les Juifs de l'Est devront être mobilisés pour le travail avec l'encadrement voulu. En grandes colonnes de travailleurs, séparés par sexe, les Juifs aptes au travail seront amenés à construire des routes dans ces territoires, ce qui sans doute permettra une diminution substantielle de leur nombre.

Pour finir, il faudra appliquer un traitement approprié à la totalité de ceux qui resteront, car il s'agira évidemment des éléments les plus résistants, puisque issus d'une sélection naturelle, et qui seraient susceptibles d'être le germe d'une nouvelle souche juive, pour peu qu'on les laisse en liberté (voir l'expérience de l'histoire).

Au cours de l'exécution pratique de la solution finale, l'Europe sera passée au peigne fin d'ouest en est. L'opération débutera sur le territoire du Reich, y compris les Protectorats de Bohême et de Moravie, à cause de la situation du logement et de la spécificité socio-politique du Reich.

Les Juifs évacués passeront d'abord, convoi par convoi, par des ghettos de transit, et de là seront transportés plus loin à l'Est. [...]

Le commencement des plus grandes opérations d'évacuation dépendra largement de l'évolution de la situation militaire.

Ainsi est formulée la trame d'un texte tristement célèbre, le procès-verbal de la conférence de Wannsee[715]. Le scénario discuté le 20 janvier 1942 était très en deçà de la réalité de la persécution. Comme nous le verrons, à cette date, l'élimination physique d'un nombre important de Juifs d'Europe avait déjà eu lieu, non seulement en Union soviétique mais aussi en Pologne et en Serbie. Ces territoires appartiennent bien à ce que les nazis décrivaient comme l'« Est ». Mais ces Juifs

avaient été assassinés « à l'Est » sans avoir, pour la plupart, été soumis à une phase de travail forcé, pour des raisons que nous expliquerons plus loin. Ajoutons que la mise à mort généralisée des Juifs soviétiques a commencé au plus tard fin juillet – en fait, à petite échelle dès le début de la campagne.

L'élément décisif pour notre thèse nous paraît bien être que le procès-verbal de la conférence de Wannsee ne fait aucune allusion, même cryptée, à l'élimination des Juifs soviétiques telle qu'elle était effectivement menée depuis la fin juin 1941. Le scénario de « solution finale » que contient ce texte est antérieur à juin 1941. Et même, comme il parle des Juifs soviétiques au présent et n'imagine pas autre chose que de les soumettre, après la fin de la guerre, au travail forcé puis à un processus d'élimination s'ils ont survécu, il est logique de penser que le texte qui constitue le fond du procès-verbal rédigé après la conférence de Wannsee a été écrit avant même que Himmler et Heydrich ne développent leurs projets d'élimination des Juifs soviétiques par des unités de la SS et de la police.

Comme ce fut en janvier, nous le verrons, que le RSHA reçut l'ordre de constituer des Einsatzgruppen et en février-mars que Heydrich commença à négocier avec l'armée sur la question de la « sécurisation » des territoires derrière le front, il nous semble que nous avons affaire, dans le procès-verbal de Wannsee, à un noyau du texte antérieur d'environ un an à la conférence.

De fait, un an plus tôt, la trame du texte est pleine de sens. Il est facile de s'imaginer que, dans la partie du procès-verbal que nous avons citée, pour l'essentiel nous avons affaire au projet remis par Heydrich à Himmler et à Göring, peut-être dans la première quinzaine de janvier 1941 et, au plus tard, le 24 janvier. L'« Est », au sens où Heydrich utilisait le mot, désignait, pour les nazis, l'espace vital, que l'on avait commencé à conquérir avec la campagne de Pologne et qui

allait, on en était sûr, s'agrandir aux dimensions d'un empire digne de l'Allemagne grâce à la conquête de l'Ukraine, de la Biélorussie, des pays baltes et de la Russie. On y trouverait de nombreux Juifs, que l'on pourrait soumettre au travail forcé pour construire, en particulier, les grands axes routiers et les voies ferrées nécessaires à la mise en valeur de l'espace vital – la politique menée en Pologne avait fourni un aperçu de ce que cela pourrait donner avec l'édification par le travail forcé de l'Ostwall puis avec les camps en Silésie.

Comme l'avait dit le décret du RSHA du 25 octobre, les « Juifs de l'Est », les Ostjuden, étaient particulièrement dangereux au regard de l'idéologie nazie, puisqu'ils étaient le réservoir démographique de toutes les émigrations juives « vers l'Ouest », de toutes les émancipations qui avaient caractérisé le judaïsme moderne. C'est la raison pour laquelle le procès-verbal de Wannsee envisageait d'abord l'anéantissement par le travail puis la mise à mort des Ostjuden qui auraient survécu au travail forcé. Le plan prévoyait d'organiser, dans un deuxième temps, mais sans préciser le délai, le regroupement et le transfert par étapes de tous les Juifs d'Europe tombés sous la domination allemande. Ils remplaceraient les Juifs de l'Est déjà morts au travail et, s'ils survivaient eux-mêmes à cette épreuve, ils subiraient aussi une vague d'anéantissement ultérieure.

En sens inverse, est-il choquant d'imaginer que le projet de Heydrich, en janvier 1941, ait eu déjà une claire composante génocidaire ? En décembre 1940, une analyse polonaise parvenait à l'ambassade des Etats-Unis à Berlin, qui peignait un avenir très sombre pour les Juifs du pays occupé et dépecé par l'Allemagne[716]. 40 % des Juifs étaient déjà dans les ghettos, soulignait le texte. Quand ils seraient isolés du reste de la société, totalement ruinés et que les nazis auraient gagné la guerre, l'élimination serait une simple question de technique. D'après cette analyse, la politique antijuive des

nazis en Pologne aboutissait inéluctablement à un génocide des Juifs polonais.

Pour la confirmer, on se rappellera non seulement les déclarations et les pratiques de Himmler et de son entourage au printemps 1940 mais on prêtera attention à une déclaration de Heydrich faite au médecin SS Ernst Grawitz en novembre 1940, après la fermeture du ghetto de Varsovie[717] : il suffisait d'introduire une épidémie. Pour le chef du RSHA, qui avait déjà imaginé, avant le début de la guerre, l'élimination physique des Juifs allemands qui n'auraient pas émigré, il était tout à fait pensable que l'on fasse mourir de maladie ou de faim les habitants des ghettos. C'est une idée qui était partagée par beaucoup de responsables nazis en Pologne. Le 19 décembre 1940, Hans Frank lui-même déclarait à ses collaborateurs : « Bien sûr, en l'espace d'un an, je n'ai pu éliminer ni tous les poux ni tous les Juifs. Mais, avec le temps, et surtout si vous m'aidez, nous devrions y arriver[718]. »

Nous pensons pour notre part que Heydrich, à la fin de l'année 1940 ou au début de 1941, a rédigé un projet de « solution finale de la question juive en Europe » qui contenait déjà pour l'essentiel ce qu'on trouve dans le protocole de la conférence de Wannsee, c'est-à-dire à la fois la déportation généralisée et un horizon génocidaire, car il était capable d'imaginer, à la même époque, la mort provoquée des Juifs dans les ghettos – au diapason de beaucoup de responsables nazis.

Peut-être pensait-il à une déportation vers les terres les plus inhospitalières de l'espace soviétique : dans les mois suivants il parlerait de réutiliser les camps staliniens. Peut-être aussi pensait-il au massacre des élites polonaises que les groupes d'intervention de la SS avaient pratiqué lors de l'invasion de la Pologne. On peut donc penser, si l'on admet notre hypothèse, que Heydrich imaginait, lorsqu'il parlait de l'élimination ultime des Juifs ayant survécu au travail forcé,

des assassinats comme ceux qu'il avait déjà ordonnés en Pologne. Une telle perspective est d'autant plus vraisemblable que le Führer réclama, dans les mois suivants, l'élaboration de plans plus radicaux encore vis-à-vis des seuls Juifs soviétiques.

Si l'on regarde encore plus attentivement le texte, on comprend qu'en fait un déploiement génocidaire en deux temps était à l'œuvre :

– D'abord la déportation vers l'Est et l'extermination par le travail des Juifs de l'Est.

– Ensuite (dans quel délai ?), la déportation des Juifs de toute l'Europe, en commençant par le Reich, en continuant par l'Europe de l'Ouest, puis en « vidant » les derniers territoires où se trouveraient des Juifs. Après les Ostjuden, tous les autres seraient soumis au même traitement de l'extermination par le travail. L'espace soviétique était vaste.

Le projet de « solution finale de la question juive en Europe » de janvier 1941, tel que nous pensons pouvoir le reconstituer, était déjà un projet génocidaire. Mais il relevait du « génocide lent ». Etait-il réaliste d'imaginer qu'il aurait pu être déclenché « après la victoire » ? Déjà à cette époque pouvait-on imaginer une répétition du génocide des Arméniens, ou un plus grand massacre encore, en dehors d'une guerre mondiale ? Sans doute Hitler imaginait-il que le prestige de la victoire lui permettrait beaucoup. Sans doute aussi imaginait-il être toujours en guerre avec la Grande-Bretagne ou bien être entré en guerre avec les Etats-Unis en même temps qu'il ferait procéder à la « solution finale de la question juive en Europe ». Peut-être est-il plus vraisemblable de penser, cependant, que Hitler avait dès cette époque des plans à la fois plus vaguement formulés et plus violents encore, qu'il laisserait le soin à ses collaborateurs les plus proches en matière de persécution des Juifs d'élaborer à la faveur de la guerre.

Heydrich a considérablement renforcé, dès janvier 1941, son emprise sur la « solution de la question juive » en sachant parfaitement couler un projet de « solution finale européenne » dans le cadre stratégique esquissé par Hitler.

Bien entendu, nous n'affirmons pas que le texte élaboré par Heydrich en décembre-janvier 1941 correspond à l'intégralité du procès-verbal de la conférence de Wannsee. Nous aurons l'occasion de montrer, plus loin, tous les éléments circonstanciés qui ont été ajoutés à ce que nous appelons le « plan Heydrich ». Mais il est frappant, lorsqu'on lit ce procès-verbal, de voir comme le cœur du procès-verbal, finalement peu détaillé, en reste à des généralités, à la différence des éléments directement liés à la discussion du 20 janvier. Il semble bien que nous ayons la première version d'un projet que Heydrich a retravaillé par la suite – mais dont il n'a certainement pas montré le détail par écrit aux Staatssekretäre rassemblés dans la villa de Wannsee le 20 janvier 1942.

Le 26 mars 1941, Heydrich apporta un projet à Göring et, dans un rapport à Himmler, il écrivit : « En ce qui concerne la solution de la question juive, j'ai fait un bref rapport au Reichsmarschall et je lui ai donné à lire mon projet, auquel il a donné son accord[719], tout en me demandant de faire des modifications, conformément au domaine de compétence de Rosenberg, et de le lui remontrer après cela[720]. » S'agissait-il du plan déjà montré en janvier et réécrit ? S'agissait-il d'un autre document ? Nous aurons à répondre à cette question.

9
« Porter un coup décisif à la juiverie internationale » (P. Zapp, 29 janvier 1941)

Les unités de la **SS** et de la police et le projet de destruction du « judéo-bolchevisme »

I.

Dès 1924, Hitler avait écrit, comme s'il était à la veille d'envahir l'Union soviétique : « L'immense empire de l'Est est mûr pour l'effondrement. Et la fin de la domination du Juif en Russie sera aussi la fin de la Russie comme Etat. Nous sommes envoyés par le destin pour être témoins d'une catastrophe, qui apportera la confirmation la plus gigantesque de la théorie des races. »

En 1941, il pouvait penser que c'était comme si l'Union soviétique était déjà vaincue, les années écoulées depuis la mort de Lénine ayant accru le travail de « décomposition ». Dès son manifeste politique de 1924, Hitler faisait précéder l'effondrement de l'Etat soviétique de la destruction des Juifs soviétiques – tout en présentant cette réalité comme quelque

chose à quoi il assisterait et non une catastrophe qu'il déclencherait. C'est à propos de l'Union soviétique que Hitler proclamait sa croyance absolue dans la forme de racisme qu'il avait élaborée.

Concernant le génocide des Juifs soviétiques, il est tout à fait justifié de souligner le caractère anticipateur de Mein Kampf – sans que Hitler ait nécessairement imaginé, en 1924, la manière dont il s'y prendrait pour « mettre fin à la domination du Juif en Russie ».

Tant que sa décision d'attaquer l'Union soviétique n'avait pas été définitivement prise, Hitler avait semblé tenir au plan « Madagascar » – qu'il vainquît la Grande-Bretagne ou qu'il signât une paix de compromis avec elle, cela signifierait un gouvernement favorable aux intérêts allemands à Londres, auquel on ferait valoir, de plus, que Madagascar était préférable à un Etat juif en Palestine[721]. Comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, le dictateur y avait encore fait allusion au mois de novembre 1940. Cependant, la décision d'attaquer la Russie soviétique changeait la donne et c'est la raison pour laquelle, nous l'avons vu, Himmler et Heydrich avaient élaboré un nouveau projet de déportation « vers un territoire encore à déterminer » mais qui ne pouvait être qu'une partie de l'Union soviétique conquise.

Le 29 janvier 1941, Paul Zapp, du RSHA, qui serait chargé de commander l'Einsatzkommando 11a en Union soviétique, écrivait : « On ne pourra envisager un nettoyage radical, en ce qui concerne les Juifs, que lorsque l'on aura réussi à atteindre de façon décisive la juiverie mondiale. La manière dont Adolf Hitler a conduit la politique et la diplomatie a permis de poser les fondations de la "solution européenne de la question juive". De là nous pourrons actionner le levier de la solution de la question juive mondiale[722]. » Effectivement, le « plan Heydrich », tel que nous avons proposé de le reconstituer au chapitre précédent, n'avait de sens que si l'on attaquait l'Union

soviétique pour disposer, à l'Est, du territoire que la conquête de la Pologne n'avait pas suffi à procurer. Ainsi pourrait-on « résoudre la question juive » sans devoir obtenir l'accord diplomatique de la Grande-Bretagne ni des Etats-Unis pour l'installation des Juifs à Madagascar.

Lors du discours qu'il prononça le 30 janvier 1941, pour le huitième anniversaire de son arrivée au pouvoir, Hitler rappela sa « prophétie », formulée deux ans auparavant[723] :

> L'année 1941 sera, j'en suis convaincu, l'année historique d'une réorganisation grandiose de l'Europe ! Il ne peut pas y avoir d'autre programme que ce qui suit : ouverture du monde à tous, abolition des privilèges de quelques-uns, abolition de la tyrannie de certains peuples et, mieux encore, de leurs dirigeants financiers.
>
> Et enfin cette année aidera à poser les vrais principes d'une entente entre les peuples et d'une réconciliation entre eux.
>
> Et, je ne peux pas ne pas répéter l'indication que j'ai déjà donnée le 1er septembre 1939 dans le Reichstag, à savoir que si vraiment le reste du monde était précipité par la juiverie dans une guerre générale, la juiverie aurait alors fini de jouer son rôle en Europe. Vous pouvez en rire aujourd'hui comme vous avez ri auparavant de mes prophéties. Les mois et les années à venir montreront que dans ce cas aussi j'ai été bon prophète. Mais dès maintenant nous voyons comme notre doctrine raciale s'empare des peuples les uns après les autres et j'espère que même les peuples qui ont aujourd'hui une attitude hostile envers nous, identifieront un jour leur grand ennemi intérieur et qu'ils formeront avec nous un grand front commun : le front de l'humanité aryenne contre l'exploitation et la corruption internationales des peuples par les Juifs !

Si l'on compare cette version de la prophétie à celle de janvier 1939[724], on constate que la répétition de l'énoncé central s'accompagne de la formulation d'une échéance : l'année 1941 allait être celle de la réorganisation de l'Europe. Hitler parla ce jour-là comme toujours par allusion mais, pour des initiés comme Himmler ou Heydrich, le sens de la déclaration était on ne peut plus clair. C'est pourquoi on peut dire que le dictateur a annoncé, ce soir-là, une décision et non

plus seulement une intention : le nouvel ordre européen auquel il faisait allusion incluait forcément la « solution finale de la question juive en Europe » au sens de la déportation de tous les Juifs vivant sur le continent pour leur extermination par le travail « à l'Est ». Paul Zapp, bien informé, y avait fait allusion deux jours avant le discours.

Hitler annonçait que l'année 1941 allait voir le début de la « solution finale » selon le « plan Heydrich ». D'abord, la base de la « tyrannie de la juiverie financière » en Europe, le « judéo-bolchevisme », serait détruite. Ensuite, une union des peuples d'Europe serait réalisée autour du grand « espace vital » allemand. Lorsque Hitler parlait d'unité européenne, cela impliquait toujours la « solution finale de la question juive en Europe ».

A ceux qui douteraient face à une telle interprétation, nous demandons de bien peser les termes utilisés par Hitler, au futur : « Les mois et les années à venir montreront que, là aussi, j'ai été bon prophète. » Effectivement, le plan « Madagascar » avait été prévu pour durer quatre ans et, dans le procès-verbal de Wannsee encore, il est question d'une déportation qui durera, mais Hitler, qui jugeait inéluctable l'entrée des Etats-Unis dans la guerre contre l'Allemagne, savait donc aussi que le grand règlement de comptes avec les Juifs d'Europe, qui constituait le noyau du programme nazi, aurait lieu. Et il signifia ce jour-là qu'il voulait prendre les devants. Il aura posé les bases de la « solution finale » en 1941, avant que les Etats-Unis n'entrent dans la guerre, au terme d'une guerre éclair débouchant sur l'effondrement du « judéo-bolchevisme ».

II.

Lorsqu'il rencontra Göring, le 26 mars 1941, Heydrich n'avait pas seulement fait entériner un projet. Le point suivant

du rapport envoyé à Himmler précisait : « 11. Le Reichsmarschall m'a indiqué, entre autres choses, son souhait que, dans le cadre d'une intervention en Russie, nous préparions une courte instruction, de 3-4 pages, qui puisse être distribuée à la troupe. Sur le danger que représentent le GPU, les commissaires politiques, les Juifs, etc., afin qu'elle sache qui, concrètement, elle doit aligner contre un mur[725]. » Et Göring avait précisé, dans un nouveau point : « 12. Le Reichsmarschall a déclaré que la Wehrmacht n'aurait pas, dans un tel contexte, de pouvoir exécutif au sens de l'administration militaire, mais que, derrière les troupes menant leur offensive, ce serait lui, le Reichsmarschall, qui disposerait d'un pouvoir absolu, par décret (déjà signé par le Führer), en particulier du fait de la sécurisation des industries nécessaires. Naturellement, il permettrait, en toute occasion, au Reichsführer SS de faire valoir ses exigences[726]. »

Deux informations essentielles ressortent de ce document. Premièrement, avant la campagne d'Union soviétique, une autorisation spécifique de tuer des Juifs avait été transmise à Heydrich. Si « la troupe » devait savoir reconnaître l'ennemi juif pour pouvoir éventuellement le fusiller, alors, évidemment, les hommes des Einsatzgruppen ou des autres unités de police aussi. Heydrich mettait par écrit une autorisation de tuer déjà discutée depuis un moment dans le cercle des dirigeants. Deuxièmement, et beaucoup plus clairement qu'avant la campagne de Pologne, Göring prenait sous sa responsabilité la politique antijuive. Himmler agirait sous l'autorité de Göring et Heydrich leur servirait d'intermédiaire.

On remarquera comme tout était dit de manière indirecte : les préoccupations économiques de Göring fondaient son autorité absolue sur les territoires conquis et il y couvrirait l'action de Himmler, laquelle impliquait (« dans ce contexte ») de fusiller des Juifs – des Juifs : nous insistons sur

l'article indéfini. Par écrit, on procédait par allusion à des décisions orales déjà formulées et on se donnait les moyens de poser un cadre institutionnel dans lequel les ordres donnés à la SS ne fussent plus contestés par une partie du commandement de la Wehrmacht, comme cela avait été le cas lors de la campagne de Pologne.

Il nous semble qu'au vu de ce document, retrouvé à Moscou dans les années 1990, il n'est plus contestable qu'un ordre existait, donné à Himmler et à Heydrich, de tuer des Juifs, dans le cadre de la campagne militaire contre le « judéo-bolchevisme ». Il serait absurde de penser qu'un ordre d'exterminer tous les Juifs soviétiques ait été donné avant la campagne, étant donné qu'elle devait durer de trois à quatre mois, pensaient les dirigeants du régime. En revanche, ce que nous aurons à préciser, c'est si cet ordre avait déjà un caractère génocidaire, c'est-à-dire s'il impliquait déjà de tuer femmes et enfants, et la manière dont un tel ordre s'articulait sur le projet de « solution finale de la question juive en Europe », le « plan Heydrich », également évoqué par Göring et Heydrich le 26 mars 1941. Dans les chapitres qui suivent, nous commençons par traiter des questions que se sont posées les chercheurs ces vingt dernières années, et les abordons à notre tour. Ensuite, nous mettrons en valeur un document sous-estimé et qui nous permettra, nous l'espérons, de proposer une réponse convaincante aux questions que nous aurons soulevées.

III.

L'ordre « Barbarossa » datait du 18 décembre 1940. Il ressemblait à un ordre militaire des plus classiques[727]. Il se peut[728] que lorsqu'il rencontra Hitler le même jour, Himmler se soit vu, d'ores et déjà, confier la tâche de préparer des Einsatzgruppen pour la nouvelle campagne, comme cela avait

été le cas lors de l'invasion de l'Autriche, lors du démantèlement de la Tchécoslovaquie, lors de la campagne de Pologne ou lors du projet d'invasion de la Grande-Bretagne.

En janvier 1941 au plus tard, en tout cas, le I^er^ bureau du RSHA avait commencé à mettre sur pied, sous la direction de Bruno Streckenbach, des groupes d'intervention (Einsatzgruppen) semblables à ceux qui avaient décimé les élites polonaises – des unités équivalentes n'avaient pas été prévues pour la campagne de France. A cette époque, on ne parlait, même en interne, que d'un « engagement de grande ampleur dans de vastes espaces[729] ». La nomination de Streckenbach en janvier 1941 venait de son expérience en Pologne : il y avait d'abord commandé l'Einsatzgruppe I puis exercé les fonctions de Befehlshaber, commandant de la Sipo et du SD dans le Gouvernement général, ce qui signifiait, d'une part, qu'il était habitué à des relations éventuellement conflictuelles avec le commandant de la Wehrmacht et l'administration civile, concernant le domaine de compétence des unités de la SS et de la police, et, d'autre part, qu'il était au courant de la planification au sein du RSHA. Ce n'était certainement pas un hasard qu'il ait, dès le mois de janvier, commencé à travailler à la constitution des Einsatzgruppen, au moment où Heydrich mettait sur le papier son projet de « solution finale ». Les informations que nous avons citées sur la conversation entre Göring et Heydrich, le 26 mars 1941, montrent que les deux questions, celle de l'anéantissement de la « base biologique du bolchevisme » et celle de la « solution définitive de la question juive », étaient traitées de concert.

C'est au plus tard à la fin janvier que Heydrich commença à négocier avec le haut commandement de l'armée[730], pour élargir la marge de manœuvre des Einsatzgruppen dans cette nouvelle campagne : il s'agissait d'éviter que resurgissent les conflits de compétences de l'automne 1939 en Pologne.

Heydrich annonça un objectif politique : la SS et la police voulaient avoir les mains libres pour « arrêter les personnes dont le profil politique méritait qu'on s'intéressât à elles[731] ». Le chef du RSHA avançait prudemment lorsqu'il parlait de ses objectifs mais il était d'ores et déjà difficile d'imaginer que les unités d'intervention de la SS et de la police procéderaient moins brutalement qu'en Pologne, où elles avaient pris les élites polonaises et des Juifs pour cibles – et où cela avait signifié tuer aussi des femmes et des enfants juifs. Que les Juifs fussent, plus qu'en Pologne, visés par la future action des assassins devait apparaître évident à toute personne qui connaissait le préjugé de Hitler sur une Russie soviétique dirigée par les Juifs ; que les femmes et les enfants fussent éventuellement visés était non moins évident pour qui se rappelait la campagne de Pologne.

Le 26 février 1941, Göring expliqua au général Georg Thomas, expert pour les questions économiques au sein du haut commandement de la Wehrmacht, qu'un des objectifs serait de « mettre rapidement hors d'état de nuire les chefs bolcheviques[732] ». Qu'il s'agît de mettre en branle d'énormes mouvements de population ou d'éliminer les élites du régime, dans les deux cas l'expérience polonaise indiquait que les Juifs seraient victimes de violences inouïes. En Pologne aussi, on avait d'abord parlé de s'en prendre aux Slaves mais, finalement, les Juifs avaient été les plus maltraités – et des femmes et des enfants avaient été d'emblée assassinés. Sur le territoire soviétique, l'assimilation entre « race juive » et « bolchevisme » faisait craindre des tueries massives et immédiates de Juifs soviétiques.

IV.

Hitler entra alors en scène, souhaitant voir émerger, pour « sa » guerre, une mentalité que nous qualifions aujourd'hui de

génocidaire. Le 3 mars 1941, le Führer transmit à Jodl, chef d'état-major de la Wehrmacht, ses instructions pour la guerre à venir :

> La campagne à venir est plus qu'une simple lutte armée ; elle conduit à l'affrontement de deux visions du monde. Pour mettre fin à cette guerre, il ne suffira pas, vu l'espace à dominer, d'écraser l'armée ennemie. [...] La classe intellectuelle judéo-bolchevique, qui opprime le peuple jusqu'à aujourd'hui, doit être éliminée[733].

Nous allons revenir sur la polémique qui divise les historiens concernant le sens des ordres donnés avant le 22 juin 1941. Remarquons d'emblée qu'en donnant comme cible à la campagne militaire qui allait commencer la « classe intellectuelle judéo-bolchevique », Hitler s'exprimait avec une clarté rare chez lui lorsqu'il s'agissait d'ordonner une radicalisation de la politique antijuive. D'autre part, l'instruction donnée rappelait celles qui avaient concerné, quinze mois plus tôt, la « classe intellectuelle polonaise » mais, cette fois-ci, les Juifs y étaient d'emblée associés.

L'armée devait examiner avec Himmler, poursuivait le Führer, accoutumé à exprimer des souhaits plus qu'à donner des ordres, s'il était nécessaire de mettre sur pied, à l'arrière du front, des unités dépendant du Reichsführer SS. Comme il expliquait, dans le même mouvement, que le domaine de juridiction militaire devait être réduit à la zone immédiate de combat, Hitler signifiait en fait à ses généraux que l'autorité de Himmler et de Heydrich sur la zone située à l'arrière du front était d'emblée établie et qu'il ne faudrait pas, comme en Pologne quinze mois plus tôt, la remettre en question. Le motif de ses décisions était exprimé avec une franchise rare chez le Führer : « La nécessité d'éliminer immédiatement tous les chefs bolcheviques et les commissaires plaide en ce sens[734]. »

Hitler ajoutait que cette question ne regardait pas les tribunaux militaires.

Le général commandant la section logistique de la Wehrmacht, Eduard Wagner, qui devait être, comme en 1939, l'interlocuteur de Heydrich dans les négociations entre la SS et l'armée, travailla d'emblée « en direction du Führer » puisqu'il expliqua à Franz Halder, chef d'état-major de l'armée de terre, que « l'armée ne devrait pas être surchargée de tâches administratives » en Russie. Cela revenait à confier le « sale boulot » à la SS[735]. Le 13 mars 1941, le général Jodl publiait des directives qui répondaient au désir du Führer :

> Sur le théâtre d'opérations de l'armée de terre, le Reichsführer SS est chargé de missions spécifiques par le Führer en vue de préparer l'administration des territoires conquis. Ces missions spécifiques répondent à la nécessité de mener une lutte définitive entre deux systèmes politiques opposés. Le Reichsführer agit de manière autonome dans le cadre de ces missions[736].

Le 17 mars, Hitler était encore plus explicite devant un auditoire de hauts gradés :

> La classe intellectuelle installée au pouvoir par Staline doit être exterminée. L'appareil dirigeant de l'Empire russe doit être abattu. Dans l'espace grand-russe, le recours à la violence la plus brutale est nécessaire[737]. Les liens idéologiques ont du mal à maintenir encore les Russes ensemble. L'élimination des fonctionnaires achèvera de déchirer tout cela[738].

C'était une reprise des formules de Mein Kampf que nous avons citées[739], mais poussées à un degré de violence bien plus élevé encore que le texte des années 1920. Le dictateur réclamait à présent de ses officiers qu'ils procèdent eux-mêmes à la « fin de la domination du Juif en Russie » puisque, bien entendu, la classe intellectuelle dont il parlait, était « juive »[740]. Certes le dictateur ne parlait, dans la partie explicite du texte, que des élites intellectuelles et politiques, mais l'important n'était-il pas d'amorcer la logique génocidaire ? Le massacre des Arméniens dans l'Empire

ottoman avait symboliquement commencé au printemps 1915 par l'arrestation et la mise à mort des élites mais le génocide proprement dit avait commencé quasi simultanément – et, comme toujours, Hitler ajoutait une formule, d'autant plus radicale qu'elle était générale, sur la « violence la plus brutale » qui était nécessaire.

Avant la campagne de Pologne, le 22 août 1939, Hitler avait évoqué, on s'en souvient, le destin des Arméniens. Et, dans ses écrits des années 1920, Hitler avait suffisamment utilisé de métaphores biologiques concernant les Juifs pour qu'on n'ait aucun doute sur le glissement génocidaire immédiatement possible de la politique antijuive, une fois celle-ci déclenchée.

Le 30 mars 1941 Hitler s'adressa, cette fois, à 250 officiers de la Wehrmacht, durant deux heures et demie. Le général Halder garda une trace écrite du discours du Führer, qui devait jouer, dans la radicalisation des combattants en URSS et l'acceptation par la Wehrmacht des crimes de la SS, le même rôle que la réunion du 22 août 1939 avant la campagne de Pologne :

> Combat de deux visions du monde opposées. Jugement sans appel sur le bolchevisme, qui est une forme de criminalité. Le communisme, danger énorme pour l'avenir. Nous devons abandonner le point de vue de la camaraderie entre soldats. Le communiste n'est ni avant ni après le combat un camarade. Il s'agit d'une guerre d'anéantissement. Si nous ne comprenons pas cela, certes nous écraserons l'ennemi mais, dans trente ans, l'ennemi communiste resurgira. Nous ne menons pas la guerre pour préserver l'ennemi. [...] Combat contre la Russie : anéantissement des commissaires bolcheviques et de la classe intellectuelle communiste[741].

Moins d'un mois après avoir annoncé que la SS jouerait un rôle majeur pour éliminer les dirigeants « judéo-bolcheviques », le dictateur proposait aux militaires de rejoindre la SS dans la brutalité, et l'amalgame entre

communistes, criminels et intellectuels faisait forcément surgir la figure du « Juif ».

Le 13 mai, un décret du Führer empêchait les tribunaux militaires de punir, sauf exception, des actions de soldats entreprises contre des civils[742]. Les « Directives pour le comportement de la troupe en Russie » du 4 juin 1941 parlaient de prendre des mesures « brutales et énergiques contre les agitateurs bolcheviques, les francs-tireurs, les saboteurs et les Juifs[743] » : on peut imaginer qu'entre-temps un document, qui serait perdu, rédigé par Heydrich conformément aux instructions de Göring le 26 mars, ait circulé dans le haut commandement de l'armée mais il est aussi vraisemblable que ce dernier ait travaillé spontanément « en direction du Führer ». On voit comment, par glissements successifs, les Juifs étaient explicitement nommés – sans aucune restriction au rôle politique éventuel de certains d'entre eux – au terme d'un processus où les victimes avaient d'abord été définies selon des catégories politiques. Venant couronner cette évolution, l'« ordre sur les commissaires » du 6 juin 1941, signé par Keitel, autorisait l'armée à fusiller sans jugement les commissaires politiques de l'Armée rouge et lui faisait obligation, sinon, de les remettre aux unités de la SS et de la police[744]. L'armée était désormais totalement impliquée dans une politique dont les Juifs constituaient une cible majeure.

Une impressionnante série d'ordres témoignait d'une telle rage de détruire le système politique de l'adversaire que l'on sortait des considérations uniquement politiques. La figure du « Juif » qui se profilait derrière toutes ces dénonciations pouvait faire passer à tout moment du massacre politique au massacre génocidaire. En fait, plusieurs des ordres que nous avons cités étaient extrêmement explicites.

La façon habituelle, indirecte, allusive et procédant par glissements sémantiques qui était celle de Hitler quand il

commençait à parler des massacres à venir nous permet d'affirmer sans aucun doute une intention génocidaire immédiate concernant les Juifs soviétiques et dont il avait chargé Göring, Himmler et Heydrich de dresser le cadre dans lequel elle pourrait se déployer. Comme le dictateur suggérait toujours plus qu'il n'ordonnait, l'appel à l'anéantissement n'avait même pas à être formulé comme une décision explicite ni comme un ordre.

V.

Le 28 avril 1941, après deux mois de négociations[745] avec des représentants de Heydrich, le commandement de l'armée de terre avait accepté de reconnaître l'autonomie de « commandos spéciaux de la Police de sécurité et du SD sur le théâtre d'opérations de l'armée de terre[746] ». Le haut commandant de l'armée de terre, von Brauchitsch, donnait, contrairement à ce qu'aurait laissé présager son attitude dix-huit mois plus tôt en Pologne, son accord à la constitution d'Einsatzgruppen qui seraient chargés de garantir la sécurité des territoires conquis par la Wehrmacht. Il y était reconnu que les unités de la SS et de la police sous le commandement de Heydrich pouvaient prendre de leur propre initiative des « mesures exécutives » contre la population civile.

A la différence de ce qui s'était passé en Pologne occupée, un accord définitif avait été trouvé bien avant le début de la campagne. La Wehrmacht était, après la campagne de France et dans une guerre contre un ennemi « asiatique », sans aucun doute beaucoup plus disposée à adhérer aux desseins criminels du régime. Outre l'âpreté avec laquelle Himmler avait défendu les prérogatives de la SS en Pologne, en 1939-1940, la dureté de négociateur de Heydrich avait sans aucun doute aidé à imposer au commandement suprême de l'armée de terre de laisser une véritable autonomie aux Einsatzgruppen, mais la

force du chef du RSHA venait surtout de ce qu'il était au cœur du processus de décision du régime, parfaitement au courant de la volonté de Hitler. Une répartition des tâches entre Göring, Himmler, Rosenberg et la Wehrmacht était peu à peu mise en place avant la campagne.

Eduard Wagner lui-même le synthétisa au moment où était publié l'« ordre sur les commissaires », le 6 juin 1941[747] : l a Wehrmacht avait pour tâche de faire plier l'ennemi militairement, Himmler de le combattre politiquement, Göring de diriger l'économie du pays occupé et Rosenberg d'en assurer la reconstruction politique selon les projets du Reich. Une telle répartition des tâches correspondait exactement à ce que Göring avait expliqué à Heydrich le 26 mars et témoigne du fait que la Wehrmacht était, bien plus qu'avant la campagne de Pologne, disposée à « travailler en direction du Führer ». Et la déclaration de Wagner nous confirme que le compte rendu de la conversation entre Heydrich et Göring donne bien la clé de la planification de la lutte contre le « judéo-bolchevisme » avant le début de Barbarossa. Mais nous n'avons pas encore tout découvert sur la rencontre du 26 mars 1941 entre Heydrich et Göring. Nous y reviendrons au chapitre 12.

Quelques jours après l'entretien entre Heydrich et Göring, le chef du RSHA et Müller avaient réuni leurs spécialistes de la lutte contre les différents ennemis du Volk pour réfléchir aux actions à déployer dans le cadre d'une campagne qui devait « durer huit semaines ». Adolf Eichmann, qui y avait assisté, raconta à Albert Hartl, du RSHA, qu'il avait, après cette réunion, plaidé pour une élimination systématique des « Juifs de Russie[748] ».

Hartl, dans un témoignage de 1947[749], dit avoir été totalement surpris par une telle déclaration – le souvenir des propos d'Eichmann devait être d'autant plus précis et marquant que Hartl ne connaissait pas les détails de la politique antijuive (à propos de laquelle Eichmann en référait

toujours directement à Müller ou à Heydrich)[750]. En même temps, Eichmann avait pu, justement, chercher à se mettre en valeur auprès d'un interlocuteur moins au fait. Le plus vraisemblable est qu'Eichmann avait remis à Heydrich et Müller des propositions après qu'il fut initié à une décision globale concernant les Juifs soviétiques lors de la réunion ; d'une part, il avait entendu dire qu'on envisageait non pas de tuer tous les Juifs soviétiques en huit semaines, mais d'autoriser les Einsatzgruppen à tuer tous les Juifs qu'ils pourraient durant la campagne ; d'autre part – et cela relevait directement du domaine de compétences d'Eichmann –, ce dernier avait été chargé de préparer immédiatement la première phase du « plan Heydrich » : le regroupement et la déportation des Juifs soviétiques ayant survécu aux tueries, immédiatement après la conquête. Nous verrons, au chapitre 12, que l'on peut étayer cette hypothèse.

Les initiés ne se recrutaient pas seulement au sein du RSHA. La Police d'ordre dirigée par Daluege fut associée rapidement aux préparatifs. Le 14 mars 1941[751], Himmler reçut Daluege seul pour lui parler de l'engagement d'unités de sa police dans la « lutte contre l'ennemi » que désignait l'idéologie ; le lendemain, il le reçut à nouveau en présence de Heydrich et de Wolff[752], puis à nouveau le 25 mars, avec Heydrich seul[753], à la veille du jour où l'accord devait se faire avec le commandement de l'armée sur les missions de la SS et de la police, et où Heydrich devait rencontrer Göring pour évoquer l'ensemble de la « question juive ». Si l'on se rappelle la violence génocidaire de certaines unités de la Police d'ordre en Pologne, il est certain que Himmler mettait en place l'instrument d'une extermination massive des Juifs dans le pays qui allait être conquis et que des femmes et des enfants seraient concernés.

Le 3 avril, Himmler chargeait Theodor Eicke de superviser des tâches de « sécurisation du territoire » dans la

Yougoslavie qui allait être envahie (et servir de laboratoire aux politiques nazies en Union soviétique[754]). La veille, l'OKH, le haut commandement de l'armée de terre, avait publié un ordre recommandant aux unités de la SS et de la police qui seraient engagées dans ce pays de « placer en lieu sûr » « émigrés, saboteurs, terroristes, communistes et Juifs »[755]. Cet exemple est particulièrement intéressant car la mention des communistes et des Juifs ne se trouve ni dans le projet de directive que Wagner avait rédigé avant sa rencontre avec Heydrich le 26 mars[756] ni dans le texte d'accord entre l'armée et la SS signé par von Brauchitsch. Dans la hâte de la préparation de la campagne contre la Yougoslavie, les rédacteurs du haut commandement de l'armée de terre avaient fait état, sans se rendre compte de ce qu'ils trahissaient, de la teneur des conversations entre Wagner et Heydrich. Un individu zélé avait vraisemblablement retranscrit littéralement ce qu'il avait entendu ou bien recopié les annotations mises sur un document qu'on lui avait passé.

Le 5 avril, Daluege rencontra à nouveau Himmler ; sans que l'on ait de détails sur la conversation, mais on est certain que le sujet des interventions policières en Union soviétique fut évoqué entre les deux hommes lors d'une nouvelle rencontre trois jours plus tard[757]. Le 16 avril 1941[758], Himmler, accompagné de Wolff, Jüttner, Heydrich et Daluege, rencontra le général Wagner. La question de l'engagement des bataillons de l'Ordnungspolizei fut évoquée, puisqu'elle ne faisait pas partie de l'accord d'origine. Wagner accepta de leur laisser plus d'autonomie que prévu[759]. Il donna son accord aussi pour que Himmler installe dans les territoires qui seraient occupés, avant même le passage à l'administration civile, des HSSPF (hauts responsables de la SS et de la police)[760]. Les dirigeants nazis s'attendaient tellement à l'effondrement du pays qu'ils avaient attaqué que Himmler avait prévu dès le 10 avril de nommer un HSSPF pour le Caucase, Korsemann[761].

Quelques jours plus tard, Himmler put aussi, fort de l'accord passé avec Wagner, préparer l'engagement d'unités de Waffen SS qui seraient directement rattachées aux HSSPF ou à lui-même dans la campagne imminente[762]. Ainsi le Reichsführer SS obtenait-il, avant la campagne de Russie, tout ce pour quoi il avait dû, à l'automne 1939, placer le haut commandement de l'armée de terre devant le fait accompli. La multiplication des unités qui devaient principalement participer au judéocide en Union soviétique, longtemps sous-estimée par les historiens (qui ne parlaient que des 3 000 hommes des Einsatzgruppen), est l'un des nombreux indices d'une planification précoce du génocide des Juifs soviétiques.

N'oublions pas, d'autre part, que Himmler était aussi, depuis le 7 octobre 1939, Reichskommissar für die Festigung des deutschen Volkstums, et que cette fonction incluait d'« éliminer l'influence nuisible de parties de populations étrangères à la race allemande et qui représentent un danger pour le Reich et pour la communauté raciale allemande[763] ». En la personne de Heydrich, le RSHA, qui avait été officiellement fondé le même jour que le commissariat au Renforcement de la race allemande, lui était lié et donc la lutte contre les ennemis du Volk se menait forcément en termes de race. La campagne de Pologne avait permis de poser les cadres des actions racistes qui allaient se dérouler plus à l'Est – Keitel, chef de l'OKW, avait d'ailleurs été cosignataire du décret instituant Himmler dans sa fonction de commissaire au Renforcement de la race allemande.

Lorsque le Reichsführer SS s'entretint avec Heydrich, le 9 juin 1941[764], de l'imminente campagne contre l'Union soviétique, le cadre de la contribution des SS à la « guerre d'anéantissement » avait été posé. Les deux hommes avaient élaboré un dispositif complexe dont la Sipo et le SD

constituaient l'armature et l'Ordnungspolizei et les Waffen SS la plus grande partie des effectifs – jusque dans les Einsatzgruppen[765] – et qui était institutionnellement arrimé au commandement militaire pour accomplir les objectifs génocidaires du Führer, commandant en chef des forces armées, objectifs que la Wehrmacht ne pourrait faute de temps, et pour une part ne voudrait pas, remplir elle-même.

VI.

Entre les 12 et 15 juin 1941, les Gruppenführer (généraux) de la SS s'étaient rassemblés autour de Himmler au château de Wewelsburg. Les différentes sources que l'on peut recouper à propos de cette rencontre permettent de savoir qu'outre Erich von dem Bach-Zelewski (1899-1972)[766], qui venait d'être nommé HSSPF pour la région « Russie-centre », s'y trouvaient Karl Wolff (1900-1984), chef de l'état-major de Himmler et officier de liaison de la SS auprès du Führer, Rudolf Brandt (1909-1948), conseiller personnel du Reichsführer SS, Reinhard Heydrich, Kurt Daluege, Friedrich Jeckeln (1895-1946), prévu comme HSSPF pour la « Russie-sud », Hans-Adolf Prützmann (1901-1945), devant occuper la même fonction pour la « Russie-nord »[767], Werner Lorenz (1891-1974), chef de la VoMi[768] depuis le début de la campagne de Pologne, Hanns-Albin Rauter (1895-1949), HSSPF pour l'Europe du Nord-Ouest, Oswald Pohl (1892-1951), chef du SS-WVHA[769].

Selon von dem Bach-Zelewski, Himmler y évoqua la mort de 30 millions de Slaves. S'il avait été présent à cette réunion, Göring aurait approuvé, lui dont les experts regroupés au sein du Wirtschaftsstab Ost parlaient de faire mourir ou contraindre au départ vers la Sibérie 10 millions de Russes des zones boisées et des centres industriels du Nord. On sait d'autre part que Himmler avait rencontré quelque temps auparavant

Herbert Backe, qui coordonnait le « plan de famine » dont nous reparlerons au chapitre 8. Le 20 juin 1941, Rosenberg, futur ministre des Territoires de l'Est, évoquerait de la même manière devant ses collaborateurs la « dure nécessité » d'une « évacuation de très grande ampleur »[770]. Et, le 24 juin, Himmler chargerait le professeur Konrad Meyer-Hertling (1901-1973) de synthétiser et approfondir toutes les contributions qui avaient déjà été rédigées sur la « colonisation à l'Est »[771].

A la rencontre du Wewelsburg, Himmler évoqua aussi, au moins par allusion, le « plan Heydrich » : lorsque l'Allemagne aurait conquis une grande partie de la Russie européenne, tous les Juifs d'Europe seraient entre ses mains, déclara-t-il. Personne n'a rapporté, à propos de la réunion de Wewelsburg, une déclaration de Himmler concernant un sort spécifique réservé aux Juifs soviétiques. Il n'est pas nécessaire de l'imaginer car il y a longtemps que les individus directement concernés par le noyau criminel de la future campagne avaient été informés. En tout cas, quelqu'un qui parlait de laisser mourir 30 millions de Slaves et qui envisageait le génocide lent des Juifs d'Europe n'avait pas besoin de s'appesantir sur la violence qui allait se déchaîner immédiatement contre les 5 millions de Juifs soviétiques. La remarque de Himmler au Wewelsburg nous confirme que les déportations et massacres envisagés avant juin 1941 incluaient potentiellement toute la population juive du territoire à conquérir.

On se rappelle que Rosenberg lui-même avait parlé, dans un discours prononcé le 28 mars, de la fin imminente de la « domination juive en Europe[772] ». Quatre jours plus tard, il écrivait dans son Journal à la date du 2 avril 1941 : « Aujourd'hui, il y a quelque chose que je n'écrirai pas mais que je n'oublierai jamais » ; on peut supposer que c'est parce qu'il avait entendu parler par Hitler, en même temps que le Führer le chargeait de mettre sur pied un « bureau central

pour le travail à l'Est », des massacres de grande ampleur prévus en URSS – de populations juives ou de populations slaves. Le 20 juin 1941, Rosenberg parlait à ses collaborateurs du rôle économique de la campagne – assurer l'approvisionnement alimentaire du Reich en même temps que son autarcie économique – et de sa fonction politique – écarter pour toujours la menace venant de l'Est[773].

A la conférence des Staatssekretäre du 2 mai 1941, dont nous reparlerons, il avait été déclaré que la guerre n'était envisageable que si la Wehrmacht se nourrissait sur l'Union soviétique, c'est-à-dire aux dépens de la population. L'approvisionnement du Reich impliquait d'emblée de soumettre à la famine des populations soviétiques. On voit émerger progressivement les différentes facettes d'une politique génocidaire vis-à-vis de toutes les populations d'Union soviétique. Le sort prévu pour les Juifs ne pouvait pas être en deçà. Rosenberg, lorsqu'il parlait de mettre fin au danger politique que représentait la « menace de l'Est », faisait forcément allusion aux Juifs. Et il confirmait pour les initiés le lien étroit entre « lutte contre le judéo-bolchevisme » et anéantissement plus large de groupes entiers de population.

La réunion de Wewelsburg servit non pas à annoncer des décisions déjà prises mais à souder encore plus qu'ils ne l'étaient le pseudo-descendant de l'empereur Henri que croyait être Himmler et ses « chevaliers de la Table ronde » avant les grands massacres qu'ils allaient commander[774]. Le 18 juin, trois jours après la fin du séjour au Wewelsburg, Himmler recevait l'écrivain Edwin Dwinger, un de ses auteurs favoris pour un livre qu'il avait écrit sur Gengis Khan[775], et il lui déclarait : « Nous ne pourrons pas éviter de liquider environ trois millions de fonctionnaires du parti communiste. »

Dans la langue codée développée par Hitler, il s'agissait des Juifs autant que des responsables communistes. Le Reichsführer SS mentionna aussi à son interlocuteur que, pour

Hitler, Moscou serait prise le 4 août et, alors, l'URSS s'écroulerait comme un château de cartes[776]. Le génocide amorcé des Juifs soviétiques faisait partie d'une vision des choses où la plus grande brutalité procurerait une victoire éclair – selon les principes déjà énoncés par Hitler devant ses généraux le 22 août 1939 – et, dès la fin de l'été, on pourrait commencer à mettre en œuvre la « solution finale de la question juive en Europe ».

VII.

Le 17 juin 1941, Heydrich donna, au siège du RSHA à Berlin, des instructions aux responsables des Einsatzgruppen. Il fallait anéantir le « réservoir intellectuel du bolchevisme[777] ». Quelques jours après, à Pretzsch Bruno Streckenbach, proche de Heydrich, et Heinrich Müller, chef de la Gestapo, auraient transmis, d'après certains témoignages recueillis après la guerre, des instructions qui disaient en substance : « Le Führer a ordonné de liquider les Juifs, les Tsiganes et les fonctionnaires politiques sur tout le territoire de l'Union soviétique, pour la sécurité de cet espace[778]. »

La validité de ces témoignages est cependant contestée par plusieurs historiens[779]. Cela vient de difficultés présentées par les interrogatoires d'après-guerre. Sur les quinze responsables des Einsatzkommandos qui ont déposé devant un tribunal après la Seconde Guerre mondiale, neuf ont affirmé avoir reçu un ordre d'anéantissement général des Juifs soviétiques avant le 22 juin 1941 et 6 l'ont nié[780]. Prenons d'abord ces derniers : il s'agit d'Ehrlinger (Sonderkommando 1b) et de Kroeger (Einsatzkommando 6) qui affirmèrent n'avoir jamais reçu d'ordre explicite ; de Herrmann (Sonderkommando 4b), Schulz (Einsatzkommando 5), Bradfisch (Einsatzkommando 8) et Nosske (Einsatzkommando 12) qui affirmèrent que l'ordre était venu au cours de la

campagne. En fait, Ehrlinger avait d'abord affirmé avoir reçu un ordre de Stahlecker, chef de l'Einsatzgruppe A, le 29 juin 1941, puis s'était rétracté ; quant à Kroeger, il a nié par ailleurs des massacres prouvés par les rapports des Einsatzgmppen eux-mêmes.

Quant à ceux qui ont affirmé ne pas avoir reçu d'ordre avant le début de la campagne, l'historien Wolfgang Curilla fait d'abord remarquer que quatre d'entre eux sur six ne se trouvaient pas à la réunion du 17 juin 1941 à Berlin où Heydrich prit la parole. Il se peut que trois de ces quatre n'aient pas été non plus à Pretzsch, lorsque Streckenbach y transmit des instructions. Le cinquième, Erwin Schulz, a par ailleurs nié ou déformé la vérité concernant des massacres auxquels il avait participé.

Reste Bradfisch, dont le témoignage n'est pas forcément contradictoire par rapport à celui de ses collègues qui ont affirmé avoir reçu un ordre avant 1941. Il dit n'avoir reçu, à Berlin et à Pretzsch, que des instructions vagues. Mais c'est un point commun à la plupart des témoignages sur le discours de Heydrich à Berlin : même si, à en croire la majorité des dépositions, il fut question d'anéantissement, il s'agissait d'un ordre-cadre. Nous nous rappelons que Heydrich avait procédé de même avant la campagne de Pologne, suggérant plus qu'il n'ordonnait directement le massacre des élites polonaises. Si plusieurs des témoins qui ont affirmé avoir reçu un ordre avant le début de la campagne ne savaient plus si la scène s'était située à Berlin ou durant leur session de formation à Pretzsch, c'est sans aucun doute parce que l'ordre n'avait pas été particulièrement explicite. Il y avait cependant une différence essentielle : en Pologne, la cible principale était l'élite intellectuelle polonaise, cette fois Himmler et Heydrich avaient reçu de Hitler et de Göring l'ordre explicite d'inclure les Juifs dans la politique de « sécurisation » des territoires qui allaient être conquis.

On peut donc croire Bradfisch, chef de l'Einsatzkommando 8, lorsqu'il fait référence à des instructions générales et déclare que Heydrich n'avait en aucun cas dessiné la perspective des massacres tels qu'ils se déroulèrent réellement – effectivement, jamais Heydrich n'aurait pu esquisser le massacre, par des commandos de fusillade, de millions de Juifs soviétiques ; ce n'était pas, à ce moment-là, la perspective du régime, qui prévoyait la « solution finale » sous forme de déportation généralisée après une victoire rapide contre le régime stalinien. Le témoignage d'Erwin Schulz (Einsatzkommando 5) aide à préciser le contenu du discours de Heydrich : il évoqua, nous dit-il, le « danger spécifique que représentaient les Juifs dans la campagne qui allait commencer ; il fallait comprendre que les Juifs allaient participer à la guerre contre l'Allemagne. Il fallait donc procéder envers eux avec une extrême dureté – l'expérience polonaise apprenait que l'on devait procéder envers eux plus radicalement que ce qu'on avait fait jusque-là ». Des formules de ce type ne s'épuisent pas, comme nous le verrons, dans la question des Juifs à fusiller mais elles incluent une telle possibilité.

Le témoignage de Jäger (Einsatzkommando 3) confirme la manière de procéder de Heydrich : « lorsqu'on lui posa la question de savoir si la mission confiée impliquait de fusiller des Juifs, il avait répondu que cela allait de soi ». Il ne l'aurait pas dit de lui-même car il voulait susciter la question chez ses subordonnés, les amener à comprendre eux-mêmes le sens de leur mission. En revanche, selon le témoignage de Blume (Sonderkommando 7a), « lorsque quelqu'un avait demandé comment il fallait s'y prendre pour fusiller les Juifs, Heydrich avait répondu : "Vous verrez bien vous-même." » Le témoignage de Blume permet aussi de comprendre 1) que la question de fusiller les Juifs avait été posée dans le cadre de la lutte contre les partisans ; 2) que Heydrich avait parlé

d'« anéantir la "race juive à l'Est" car elle était le réservoir de la "juiverie internationale" ». Alfred Filbert (chef de l'Einsatzkommando 9) a donné, dans son propre témoignage, un élément de complément : Heydrich avait fait allusion à « un ordre du Führer communiqué aux généraux de la Wehrmacht » ; il ne pouvait s'agir que de la rencontre du 30 mars 1941 : Hitler y avait parlé de l'anéantissement de l'élite intellectuelle du bolchevisme mais il avait prôné une guerre d'extermination ; surtout, Heydrich semble avoir commenté le discours de Hitler dans un sens génocidaire puisque Filbert se souvenait qu'il avait été question de « tuer tous les Juifs se trouvant dans les secteurs couverts par les commandos ». Et rappelons-nous que, devant le commandement militaire, Hitler avait parlé, en mars, dans une formule vague et générale, d'avoir recours à la « violence la plus brutale ». Vu l'immensité du territoire soviétique qui allait être conquis, il ne pouvait s'agir de s'en prendre à tous les Juifs ; en revanche, là où on les trouverait, avait compris le chef de l'Einsatzkommando 9, tous devaient mourir.

De même, pour Blume, les propos de Heydrich ne pouvaient pas être compris autrement que dans le sens d'un ordre d'extermination des hommes et des femmes juifs ; tout en précisant qu'il s'était agi d'un ordre-cadre, il indiquait simplement – si l'on fait la part de la reconstruction a posteriori – qu'il avait « travaillé en direction du Führer » plus rapidement que d'autres. Effectivement, nous verrons que l'Einsatzgruppe A fut le premier à éliminer systématiquement femmes et enfants.

Cela dit, on ajoutera que, dans le cadre d'une guerre qui ne devait durer que quelques semaines, l'ordre, que Blume pensait avoir mieux compris que d'autres, ne pouvait pas signifier de tuer tous les Juifs soviétiques mais de tuer tous ceux que l'on pourrait, sans exclure les femmes et les enfants. Cela n'empêche pas, comme nous le verrons, que la priorité

soit allée, dans la guerre « contre le judéo-bolchevisme », à la lutte contre les hommes juifs en âge de combattre. Il pouvait s'agir en l'occurrence d'une considération pratique et d'un processus classique dans le cadre d'un génocide : d'abord tuer ceux qui peuvent combattre. Ajoutons que, malgré ce qui s'était passé durant la campagne de Pologne, il faudrait l'accoutumance avant de passer au meurtre des femmes et des enfants.

Dans tous les cas, des ordres-cadres avaient été donnés. C'était le style des nazis. Il ne fallait pas donner trop de détails aux autres instances du pacte fasciste : on se rappelait comme le commandement de la Wehrmacht avait protesté en Pologne ; même si, cette fois, un cadre d'action avait été fixé avant le début de la campagne, on n'était sûr de rien. De plus, vu l'énormité de la tâche à accomplir, il valait mieux que les hommes habitent progressivement, de l'intérieur, leur mission, qu'ils inventent les moyens de réaliser un génocide. Enfin, l'objectif était une guerre courte ; on ne pourrait éliminer qu'un certain nombre des victimes désignées. On attendait l'après-guerre pour faire entrer le reste des Juifs soviétiques dans le cadre esquissé par le « plan Heydrich ».

VIII.

Parce que les nazis ont entrepris, finalement, d'éliminer simultanément sur le territoire polonais tous les Juifs d'Europe, les historiens ont du mal à envisager que les responsables du III^{e} Reich aient pu, à un moment donné, se concentrer sur un objectif génocidaire limité ou bien envisager une élimination progressive. Et pourtant, c'est bien ce qui se passait : Hitler, Göring, Himmler et Heydrich incluaient les Juifs soviétiques dans l'ordre qui était transmis aux SS et à l'armée d'éliminer la classe intellectuelle « bolchevique ». Nous pensons avoir montré que les ordres donnés impliquaient de

tuer le plus de Juifs possible, y compris des femmes et des enfants, dans le cadre d'une guerre éclair, qui serait d'une brutalité sans précédent. Quand bien même la cible aurait été limitée aux seuls hommes en âge de combattre – ce qui aurait représenté une régression par rapport à ce qui s'était passé en Pologne concernant les Juifs –, les femmes et les enfants juifs soviétiques étaient destinés au processus de « solution finale » (déportation vers des terres inhospitalières pour le travail forcé) qui commencerait aussitôt après la victoire.

C'est pour tous les Juifs européens que la « solution finale de la question juive en Europe » était prévue pour après la victoire, laquelle viendrait, pensait-on, dès l'année 1941. Le plan, élaboré par Heydrich, revenait à prévoir pour le début de l'automne 1941 le début d'un génocide lent : d'abord des Juifs soviétiques ayant survécu à la campagne ; ensuite des Juifs du reste de l'Europe au terme de leur déportation vers l'ancien territoire soviétique, processus qui se serait étalé sur plusieurs années.

Ce n'était donc pas encore le judéocide en Pologne, tel que nous le connaissons, qui était envisagé. A la mi-février 1941, Himmler était par exemple occupé à préparer avec les autorités administratives et policières de Haute-Silésie la déportation éventuelle d'une partie des 97 000 travailleurs forcés juifs de la région vers le Gouvernement général ; une telle activité ne se comprend que dans le cadre du « plan Heydrich »[781].

Le 1er mars 1941, Himmler se rendit sur le site d'Auschwitz avec Erich von dem Bach-Zelewski, qui était à cette époque encore HSSPF pour la région « Sud-Est » (Haute-Silésie), afin de rencontrer le commandant du camp et des représentants d'IG Farben. On envisageait l'installation d'un camp de concentration mettant une main-d'œuvre de 30 000 détenus à la disposition du géant allemand de la chimie. Mais le plus important, pour le sujet qui nous intéresse, était

l'intention affichée de faire partir les Juifs de la région pour installer à leur place une main-d'œuvre polonaise qui compléterait celle du camp[782]. On était encore loin de la construction sur ce site d'un centre d'anéantissement pour les Juifs de toute l'Europe. Et les historiens sont aujourd'hui d'accord pour mettre en doute la chronologie des Mémoires de Rudolf Höss : non seulement l'affirmation qu'il aurait reçu l'ordre de construire le centre d'anéantissement des Juifs à l'été 1941 mais, même, l'affirmation selon laquelle on aurait parlé dès la venue de Himmler à Auschwitz en mars 1941 de construire un camp pour 100 000 prisonniers de guerre soviétiques[783]. Ce qui attendait les Juifs polonais, à cette époque, comme les Juifs qui auraient survécu à la « guerre d'anéantissement du bolchevisme » en Union soviétique et les Juifs de tous les autres pays sous influence allemande, c'était la « déportation » vers le « grand Est », vers une partie de l'Union soviétique conquise.

Bien entendu, cela n'empêchait pas des pulsions de génocide immédiat. Ainsi, fin mars, visitant Dachau, Himmler constata qu'un détenu juif se trouvait à l'infirmerie. Il donna l'ordre de le fusiller immédiatement et généralisa l'instruction : tous les détenus juifs malades devaient être éliminés suivant une conception déjà mise en œuvre dans le cadre de T4[784]. Fin mai, Himmler se rendit à Mauthausen : immédiatement après sa visite, des Juifs néerlandais qui s'étaient révoltés contre l'occupation allemande et avaient été déportés furent fusillés[785]. Plus frappant encore, cet élément datant du 21 juin 1941 : Himmler aborda ce jour-là avec Hitler le sujet du gaz de combat. Il faudrait un terrain d'entraînement pour la troupe et l'équipement adéquat, pensait-il[786].

Dans Mein Kampf, Hitler avait déclaré :

> Si l'on avait, au début et au cours de la guerre, tenu une seule fois douze ou quinze mille de ces Hébreux corrupteurs du peuple sous

> les gaz empoisonnés que des centaines de milliers de nos meilleurs travailleurs allemands de toute origine et de toutes professions ont dû endurer sur le front, le sacrifice de millions d'hommes n'eût pas été vain. Au contraire, si l'on s'était débarrassé à temps de ces quelque douze mille coquins, on aurait peut-être sauvé l'existence d'un million de bons et braves Allemands pleins d'avenir[787].

Qu'à la veille de Barbarossa, précisément, Himmler évoquât le sujet d'une guerre chimique avec son Führer ne pouvait pas être l'effet du hasard. On était disposé à mener une guerre d'extermination, incluant l'amorce d'un génocide des Juifs sur le territoire qui allait être conquis ; et, dans les associations d'idées typiques de l'idéologie nazie, la référence implicite à Mein Kampf, chez Himmler, lors d'une conversation avec Hitler, est à prendre au sérieux.

La perspective pour les Juifs hors d'Union soviétique n'était pas bien meilleure : la déportation déboucherait, comme pour les Juifs soviétiques ayant survécu à la campagne, sur l'« anéantissement par le travail ». Himmler avait reçu favorablement les propositions remises par Viktor Brack, le 28 mars 1941, concernant une stérilisation massive des Juifs ; il le reçut à nouveau le 19 mai 1941, juste après un rendez-vous avec Heydrich[788]. En matière de stérilisation, le Reichsführer SS avait fait plancher parallèlement Carl Clauberg (1898-1957), professeur en médecine, qui lui remit sa propre étude, le 27 mai 1941, préconisant un « institut de recherche sur la biologie de la reproduction[789] ».

Ainsi se confirmait-il, à la veille de l'invasion de l'Union soviétique, qu'au sein de la SS on réfléchissait à une alternative : mise à mort immédiate ou déportation, assortie de stérilisation. La déportation vers l'Union soviétique ne signifierait aucun répit pour les Juifs d'Europe pris au piège de la guerre déclenchée par Hitler : dans d'autres instances du régime on prévoyait de susciter des famines massives en Union soviétique dès 1941.

10
« Poser les fondations de la solution européenne de la question juive » (P. Zapp, 29 janvier 1941)

La mise en œuvre progressive du génocide des Juifs soviétiques de la fin juin à la mi-août 1941

I.

Le 22 juillet 1941, Reinhard Heydrich, qui avait appris à piloter et avait le grade de commandant de la Luftwaffe, effectuait une mission dans le sud de l'Union soviétique. Son avion fut touché par la DCA soviétique, près de Iampol, alors qu'il attaquait un pont sur le Dniestr. Heydrich put effectuer un atterrissage d'urgence mais il se trouvait entre les deux lignes de front. Son chef d'escadron reçut quelque temps après un message d'un officier de la Wehrmacht : « Nous avons l'un de vos pilotes dont l'avion a été touché. Il a l'air d'avoir pris un coup sur la tête : Il prétend qu'il est Reinhard Heydrich. » Le chef du RSHA fut finalement identifié par l'un de ses hommes,

le chef du Sonderkommando 10a, Heinz Seetzen, qui venait, lors d'une « opération contre les partisans », de commander le massacre de 45 Juifs et 30 otages[790].

Lorsque Hitler et Himmler apprirent que le chef du RSHA aurait pu être capturé par les Soviétiques, ils lui interdirent de remonter dans un avion de combat. Pour compenser, le chef du RSHA fut décoré de la croix de fer de première classe. La presse reçut l'ordre de mettre en valeur l'exploit de Heydrich. Pouvait-on imaginer un plus beau symbole, du point de vue nazi, de l'esprit qui présidait à la guerre à l'Est : l'aviation était l'arme de la guerre éclair, moderne et rapide, capable d'écraser de manière foudroyante l'adversaire. Pour Heydrich, qui avait trouvé dans la Luftwaffe une compensation à son éviction de la marine – et qui peut-être aussi souhaitait, par sa maîtrise du pilotage, se rapprocher un peu plus de Göring, l'ancien as de la Première Guerre mondiale et l'homme le plus puissant du régime après Hitler –, il s'agissait, selon l'idéal de la SS, de prouver sa valeur de soldat. Et lui, Heydrich, qui commandait, pensait-il, l'élite de la SS (le Sicherheitsdienst), avait choisi l'arme d'élite, celle qui fascinait les fascistes parce qu'elle alliait la modernité et la possibilité de faire preuve des anciennes vertus « chevaleresques » dans des combats singuliers.

Pour Heydrich, l'expérience du pilotage était aussi, certainement, une manière d'échapper à la réalité. « En jouant aux cartes, le soir, le commandant Heydrich avait eu l'occasion d'exposer à ses camarades sa vision d'un "paradis" grand-allemand dans la fertile Russie, que les masses russes et leur direction communiste avaient été incapables de réaliser. L'enfer instauré pour atteindre cet objectif n'avait fait l'objet d'aucune allusion de sa part[791] », écrit justement Mario Dederichs – car c'est bien à la mise en place d'un véritable enfer pour les peuples d'Union soviétique, déjà accablés par vingt-sept ans de souffrances, que Himmler et Heydrich

allaient contribuer massivement, en particulier en présidant au judéocide.

II.

Comme en Pologne deux ans plus tôt, Himmler et Heydrich commencèrent à agir dès le jour de l'invasion de l'URSS. Puisque les relations avec la Wehrmacht étaient clarifiées en faveur de la SS, il s'agissait de s'imposer, au sein du parti, aux dépens de Rosenberg de ne pas se laisser cantonner aux tâches de destruction. Dès le début de la campagne, Himmler tenta de faire admettre par Rosenberg que les HSSPF n'auraient pas de comptes à rendre à l'administration civile sur toutes les questions de sécurité[792] et il décida lui-même de l'affectation des unités Waffen SS attribuées aux HSSPF ou directement rattachées à son état-major. Heydrich était nommé comme intermédiaire entre lui et Rosenberg, et les représentants de l'administration civile se voyaient imposer le mode d'affectation des hommes de l'Ordnungspolizei dans leurs territoires respectifs.

Le 27 juin, Heydrich écrivait aux responsables des Einsatzgruppen et leur demandait de communiquer dès que possible aux HSSPF les « indications fondamentales concernant l'engagement de la Police de sécurité et du SD[793] » ; Heydrich et ses hommes avaient un rôle moteur dans tout le processus, depuis la négociation avec la Wehrmacht jusqu'à la mise en place de la coordination entre unités de la SS et de la police en passant par la neutralisation du pouvoir de Rosenberg. Dans une lettre du 29 juin 1941, une semaine après le début de la campagne, Heydrich se référait à ses instructions du 17 juin 1941 à Berlin pour encourager les hommes des Einsatzgruppen à susciter des pogroms partout où ils le pourraient – un point qui n'est mentionné dans aucune des dépositions d'après-guerre que nous avons citées mais qui confirme le contenu

implicitement génocidaire des instructions du 17 juin. En fait, comme nous le verrons au chapitre 12, peut-être Heydrich avait-il bien parlé de pogroms lors de la rencontre de Berlin et les historiens ont sans doute négligé un document fondamental ; en tout cas, le chef du RSHA saisissait l'occasion de pogroms survenus après l'invasion de l'URSS pour expliciter ses instructions aux chefs des commandos. Qui dit pogrom dit massacre des femmes et des enfants[794]. On avait bien affaire à un objectif génocidaire mais on ménageait encore les hommes : ils devaient couvrir, susciter, canaliser une violence antijuive commise par d'autres.

Dans une lettre du 2 juillet adressée aux hauts responsables de la SS et de la police, le chef du RSHA[795] indiquait la liste des individus ou des catégories que les Einsatzgruppen avaient pour mission de « tous exécuter :

– les fonctionnaires du Komintern (comme tous les fonctionnaires du parti communiste) ;

– les fonctionnaires des grades les plus élevés, ceux de rang intermédiaire et les plus radicaux des petits fonctionnaires du parti, du Comité central et des comités de district et de région ;

– les commissaires du peuple ;

– les Juifs qui occupent une position dans le parti et dans l'Etat ;

– les autres éléments radicaux (saboteurs, propagandistes, tireurs embusqués, terroristes, agitateurs, etc.) ».

La seule réserve faite par Heydrich dans sa lettre du 2 juillet concerne des individus jugés économiquement utiles ou des médecins, remarque importante sur laquelle nous reviendrons. Pour l'instant, notons que Heydrich avait conscience, six jours après le début de Barbarossa, que les instructions données à ses hommes pouvaient être interprétées de manière radicale.

« Un tel ordre ne signifiait en aucun cas que Heydrich voulait limiter l'exécution des Juifs à ceux qui avaient une position "dans le parti et dans l'Etat". Etant donné que durant les préparatifs de la guerre on avait sans cesse mis l'accent sur le lien prétendument étroit entre les Juifs et le régime bolchevique, il est possible de conclure que l'instruction donnée pour l'exécution des "autres éléments radicaux" visait principalement les Juifs. Rien que le dernier mot de l'énumération, "etc.", montre que l'énumération de ces "autres éléments radicaux" n'était en rien exhaustive », écrit l'historien Peter Longerich, qui ajoute, à propos de l'incitation aux pogroms : « Une fois qu'il est déclenché, un pogrom ne peut pas être dirigé seulement contre des victimes juives choisies en fonction de leur activité[796]. » Un pogrom vise toute la population juive sans distinction, également les femmes et les enfants.

La meilleure indication que les instructions données, par oral et par écrit, couvraient une réalité d'ordre génocidaire nous est procurée par le rapport d'activité de l'Einsatzgruppe B daté du 14 juillet 1941[797], dont le chef, Arthur Nebe, par ailleurs chef du V^e^ bureau du RSHA (le Reichskriminalpolizeiamt), couvrant la période du 23 juin au 13 juillet, écrit :

> J'avais d'abord regretté que les Einsatzkommandos ne doivent exercer leur activité qu'à l'arrière du front mais je me suis laissé convaincre que c'est là précisément que l'on trouve les tâches les plus importantes à accomplir pour la Police de sécurité. Le passage au peigne fin des territoires de l'arrière, les liquidations de grande dimension et les arrestations systématiques de fonctionnaires, commissaires politiques, saboteurs, propagandistes, tireurs embusqués, etc., tous individus qui n'attirent l'attention que longtemps après la fin des opérations militaires, ainsi que l'étude des questions politiques, en particulier de politique économique, tout cela interdit aux Einsatzkommandos de quitter rapidement leurs domaines de sécurisation.

Les « liquidations de grande dimension » ne pouvaient concerner simplement les fonctionnaires communistes. Elles concernaient aussi les Juifs et il était significatif qu'ensuite Nebe reprît littéralement la formule du texte envoyé par Heydrich le 2 juillet, comme s'il s'était agi de camoufler ce que l'on révélait dans le corps de phrase précédent. Nebe était relativement explicite parce qu'il s'agissait de faire comprendre à Heydrich que l'ordre donné de tuer le plus de Juifs possible était contradictoire avec celui, également donné, de suivre la progression de l'armée au plus près.

Une dizaine de jours plus tard, Nebe traduisait bien la double contrainte dans laquelle se trouvaient ses hommes, en même temps qu'il confirmait, très précisément cette fois, la teneur de l'ordre donné avant le 22 juin 1941 : « Dans la terre de colonisation biélorusse vivent au moins un million et demi de Juifs. [...] Une solution de la question juive durant la guerre n'apparaît pas réalisable dans cet espace : vu le nombre des Juifs, la seule solution envisageable est la déportation[798]. »

L'ordre donné avait bien pu être compris dans le sens de tuer le plus de Juifs possible durant la guerre. Et le chef de l'Einsatzgruppe B savait que les Juifs soviétiques survivants seraient inclus dans le « plan Heydrich » de « solution finale de la question juive en Europe ». Ce document du 23 juillet 1941 rend plausibles les formules utilisées dans un rapport de l'Einsatzgruppe A daté du 15 octobre 1941[799], dans le Jäger-Bericht du 1er décembre 1941[800] et dans deux autres rapports de l'Einsatzgruppe A de février 1942[801], qui font référence à un ordre radical donné dès avant la campagne et incluant l'exécution du maximum de Juifs.

III.

Il y eut dans les territoires envahis, selon les instructions de Heydrich dans sa lettre du 29 juin, quelques pogroms,

certains spontanés, d'autres suscités par les unités de la SS et de la police : l'Einsatzgruppe A en particulier à Kovno, Riga, Mitau[802] ; l'Einsatzgruppe B à Rovno[803], à Vilnius ; l'Einsatzgruppe C à Lvov (Lemberg) et Tarnopol[804]. En particulier, la découverte de tueries effectuées par le NKVD fut le prétexte à monter la population contre les Juifs[805]. Mais la mobilisation resta inégale dans les régions où elle fut tentée : les rapports des Einsatzgruppen laissent souvent transparaître la déception devant le manque de mobilisation antijuive de la population[806]. De plus, les unités de la SS et de la police se trouvèrent devant la même situation qu'en Allemagne entre 1933 et 1939. Pour les pogroms, il fallait mobiliser des meneurs ; or ceux-ci – comme les SA en 1933-1934, mutatis mutandis – pouvaient devenir difficiles à maîtriser. Les rapports des Einsatzgruppen révèlent la méfiance des hommes de Heydrich sur le terrain, même si les pogroms étaient dans un premier temps encouragés par la centrale berlinoise[807]. Et, dès le 16 juillet, une circulaire de Müller demandait que l'on interdît désormais les occasions, pour les nationalistes des pays envahis, de développer leur influence politique[808]. Cela limitait à terme le rôle et le nombre des pogroms.

Les pogroms pourtant correspondent à une première phase, qui eut son utilité. Ils pouvaient aussi avoir pour fonction à la fois :

– de hâter la chute de l'Union soviétique en créant des soulèvements populaires ;

– de motiver des unités qui pourraient être effrayées par la tâche qui leur incombait ;

– d'habituer les unités au massacre des femmes et des enfants alors que celui des hommes leur était sans doute plus facile.

Il ne faut pas sous-estimer la rupture que représentaient les ordres, même camouflés derrière des objectifs politiques, qui avaient été donnés par Hitler, Himmler et Heydrich. Après

la Nuit de cristal, on avait procédé à des arrestations massives mais l'objectif majeur avait été l'émigration forcée. En Pologne, il y avait eu déportations, enfermement dans des ghettos, mais les tueries par fusillade n'avaient pas été systématiques. A présent, elles le devenaient.

Selon le principe de la « liberté prussienne », Himmler et Heydrich laissèrent une marge d'initiative à leurs subordonnés. C'est l'un des facteurs qui expliquent la diversité dans le rythme de radicalisation repérées par les historiens jusqu'au mois d'août. Mais, dès le début, les hauts responsables du « coup décisif porté à la juiverie mondiale » furent sur le terrain pour inciter leurs unités à rendre génocidaire leur action. Et cela d'autant plus qu'il existait une concurrence ancienne entre Sipo et Orpo et que Heydrich n'entendait pas laisser Daluege prendre l'initiative en matière de politique antijuive. Les réaffirmations de son autorité sont permanentes dans les différentes instructions rédigées durant les premières semaines de la campagne.

Dans son instruction du 29 juin, Heydrich se plaignait auprès de ses hommes de ne pas recevoir suffisamment d'informations malgré les instructions qu'il avait données[809]. Durant toutes ces semaines, il se plaindrait que ses hommes n'accomplissent pas assez rapidement la mission qui leur avait été confiée. Nous verrons, d'ailleurs, qu'elle ne consistait pas seulement à tuer immédiatement ; mais c'était bien l'une des missions. Dans sa lettre du 2 juillet[810], il protestait auprès des HSSPF de ne pas avoir été invité à une rencontre qu'ils avaient tenue avec Daluege et il en profitait pour leur transmettre, « sous forme condensée », les instructions données aux Einsatzgruppen. Nous verrons qu'il s'agissait aussi d'affirmer l'autorité du RSHA sur tous les aspects de la « question juive » en URSS.

Le 30 juin, Heydrich accompagna Himmler en Prusse orientale et en Lituanie[811]. Ils encouragèrent

l'Einsatzkommando « Tilsit »[812], qui massacrait déjà des hommes juifs par centaines et qui avait déjà tué quelques femmes[813]. Ils incitèrent les membres de la Police de sécurité et du SD stationnés à l'Est à se joindre aux maigres effectifs des Einsatzgruppen. Au contraire, à Grodno, en Lituanie, ils reprochèrent à des unités de l'Einsatzgruppe B de n'avoir pas fait preuve, jusque-là, de suffisamment d'esprit d'initiative[814]. Partout, après le passage de Himmler et Heydrich dans la région, les unités se mirent à tuer des femmes juives, en nombre moins important que les hommes mais de manière significative[815].

Qu'en était-il, en effet, du massacre direct des femmes et des enfants ? Contrairement à une opinion répandue parmi les historiens, il y eut des femmes et des enfants massacrés dès le début de la campagne, aussi bien par des bataillons d'Einsatzgruppen que par des unités de l'Ordnungspolizei.

Nous avons déjà mentionné quelques assassinats de femmes par des membres du commando « Tilsit », dès les derniers jours de juin 1941 ; il recommença les 3, 11 et 18 juillet dans différentes localités ; et à la fin juillet ou au début août effectua des massacres où les victimes étaient principalement des femmes[816]. Entre le 29 juin et le 4 juillet, 100 vieillards et femmes de confession juive tombèrent sous les balles du Sonderkommando 1b ; on dispose de témoignages sur le massacre régulier de femmes juives par la même unité dans les jours qui suivent[817] [818]. Dès les premiers jours de juillet, l'Einsatzkommando 2 fut encouragé, d'après les témoignages d'après-guerre, à tuer tous les Juifs de la région de Mitau. Les Juifs de Mitau auraient tous été tués dès le 20 juillet 1941[819].

Le 4 juillet, à Kaunas, l'Einsatzkommando 3 fit tuer par des auxiliaires lituaniens 47 femmes en même temps que 416 hommes[820] ; à partir du 7 juillet, l'Einsatzkommando 3 tue régulièrement des femmes et des enfants, ainsi que le

Hamann-Kommando, constitué à Kaunas et placé sous ses ordres. Il est intéressant de donner un tableau statistique des assassinats de femmes par les hommes de l'Einsatzkommando 3 pour l'ensemble du mois de juillet[821]. On constate que le pourcentage de femmes juives assassinées a connu un premier pic (1 victime sur 5) à la mi-juillet ; et que, vu l'augmentation constante du nombre de victimes, le nombre de femmes tuées ne cesse d'augmenter en valeur absolue.

A la date du	Nombre de victime juives dans la semaine précédente	Pourcentage de femmes victimes
7 juillet	100	5 %
14 juillet	83	20 %
21 juillet	233	17 %
28 juillet	1 188	9 %

L'Einsatzkommando 3 inclut aussi progressivement des enfants dans ses massacres, tout au long du mois de juillet[822].

Dans le rapport d'Union soviétique n° 17 du 9 juillet 1941, on lit : « Sur la base des instructions données par le RSHA, ont eu lieu dans toutes les villes susnommées de Biélorussie les liquidations prévues de fonctionnaires de l'Etat et du parti. En ce qui concerne les Juifs, on a agi aussi conformément aux ordres[823]. » Cela implique que les ordres concernant les Juifs ne coïncidaient pas exactement avec les ordres mis par écrit concernant les fonctionnaires communistes et les commissaires. On en a d'ailleurs une confirmation en voyant Himmler, le 31 juillet 1941, statuer, lors d'une inspection à Riga, sur le sort de 3 000 « bolcheviques » et autres « éléments criminels » qui avaient été arrêtés ; les visites du Reichsführer SS pouvaient être indispensables pour donner

une interprétation des ordres[824].

Même s'il existe des Einsatzkommandos plus précoces que d'autres à tuer des femmes et des enfants, le décalage s'étend sur le mois de juillet et non sur les mois d'août et septembre comme on le trouve indiqué dans la littérature historique. A la mi-juillet, l'Einsatzkommando 8 et l'Einsatkommando z.b.V[825] tuent des femmes et des enfants[826]. Pour les Sonderkommandos 4a[827] et 4b, l'Einsatzkommando 9[828] et les Sonderkommandos 11a[829] et 11b[830], il s'agit de la fin juillet ou du début août. Le plus tardif fut l'Einsatzkommando 12, au mois d'août. Encore faut-il tenir compte du fait que l'Einsatzgruppe D (Sonderkommando 11a et Sonderkommando 11b, Einsatzkommando 12) a commencé son activité plus tard que les autres. Il en va de même de l'Einsatzgruppe zur besonderen Verwendung, qui commence son activité relativement tardivement et semble parcourir toutes les phases précédemment suivies par les autres commandos de Heydrich, puisqu'il commence par provoquer un pogrom à Lemberg du 25 au 27 juillet.

Si l'on se tourne vers les unités de l'Ordnungspolizei, on constate qu'elles se mobilisent au moins aussi rapidement que les unités des Einsatzgruppen au service du génocide. Le matin du 27 juin 1941, à Bialystok, des femmes et des enfants furent tués, enfermés dans la synagogue incendiée, en même temps que des hommes, par le bataillon de police 309 ; l'après-midi et le soir, les policiers laissèrent le feu s'étendre à plusieurs rues et les femmes et les enfants périrent autant que les hommes[831]. Dès le 26 juin, le bataillon 65 avait commencé à massacrer des femmes[832]. Au plus tard à la mi-juillet l'ensemble des bataillons de police engagés se sont mis à tuer des femmes juives[833]. Nous avons des informations détaillées pour le bataillon de police de réserve 9 et pour le bataillon de police 314 concernant la seconde quinzaine de juillet[834].

Un autre exemple vaut la peine d'être mentionné : le bataillon de police 45, en Ukraine, se vit transmettre un ordre de Himmler de tuer tous les Juifs vers le 25 juillet, soit à peu près au moment où Himmler envoyait les brigades de cavalerie et d'infanterie SS « lutter contre les partisans » – en fait tuer systématiquement des Juifs – dans le nord de l'Ukraine et le sud de la Biélorussie ; encore fallut-il que Himmler se rendît sur place, auprès de ses unités, fin juillet, pour préciser à ses hommes que les femmes juives aussi devaient être tuées[835]. Lorsque l'on considère attentivement le passage des unités au massacre des femmes et des enfants, il semble qu'il suive les visites sur le terrain effectuées par Himmler, Heydrich et Daluege.

IV.

En la poussant jusqu'au bout, la thèse d'un ordre génocidaire transmis seulement plusieurs semaines après le début de la campagne revient à prendre littéralement les ordres écrits qui nous sont parvenus – comme si, soyons provocateur, en lisant le procès-verbal de Wannsee, on affirmait qu'aucun Juif ukrainien ou biélorusse n'avait été encore assassiné fin janvier 1942.

Par exemple, Heydrich attendit le 17 juillet 1941 pour demander explicitement aux Einsatzgruppen d'assassiner les « Asiatiques » parmi les prisonniers de guerre[836]. Or l'Einsatzgruppe B avait déjà tué des individus classés tels huit jours plus tôt[837]. Ce même Einsatzbefehl n° 8 du 17 juillet, qui donne de nombreuses précisions sur la manière dont les hommes des Einsatzgruppen doivent s'y prendre pour repérer les Juifs dans les camps de prisonniers de guerre, fut publié alors que les hommes de Heydrich avaient, depuis deux semaines au moins, commencé leur travail de mort dans ce secteur. Heydrich avait pressé le commandement militaire

d'ouvrir l'accès des camps de prisonniers dès l'ouverture de ceux-ci. L'autorisation ne fut donnée qu'une semaine après que Heydrich eut lui-même publié un ordre dans ce sens et, entre-temps, ses hommes avaient fait pression sur l'armée en se mettant à la besogne, de façon que les militaires finissent eux aussi par travailler « dans le sens de la volonté du Führer ».

Une interprétation fonctionnaliste évoquerait une initiative de la base, entérinée par Heydrich. Une autre, qui a notre préférence, combine :

1. La constatation que Himmler et Heydrich ont vraisemblablement ordonné beaucoup plus par oral que par écrit.

2. L'hypothèse qu'ils ont saisi le passage à l'acte de telle ou telle de leurs unités – agissant selon le principe de la « liberté prussienne » – pour suggérer la généralisation de la pratique.

On ajoutera, concernant les Einsatzgruppen, que leurs rapports ne mentionnent pas un certain nombre de massacres de femmes et d'enfants dans les premiers jours de la campagne, alors que nous savons par ailleurs qu'ils ont eu lieu : ainsi les comptes rendus rapportent-ils les massacres commis par le Sonderkommando 1b dans la première quinzaine de juillet à Dünaburg[838], par l'Einsatzkommando 8 à la mi-juillet à Baranovitchi[839] ; celui commis par le Sonderkommando 11a à la fin juillet à Kichinev[840], celui commis par le bataillon de police de réserve n° 45 à Chepetovka fin juillet[841] ; ceux effectués par le Sonderkommando 11b début août à Tighina[842] et, enfin, par l'Einsatzkommando 12 les 20 et 21 juillet à Babchintsi[843] sans mentionner les femmes massacrées en même temps que les hommes à chacune de ces occasions[844].

Les accusés des procès d'après-guerre n'avaient aucun intérêt à rapporter les massacres de femmes et d'enfants qui

n'étaient pas mentionnés dans les rapports des Einsatzgruppen. Ils entendaient s'abriter derrière ces textes. Mais ils ont dû reconnaître les faits établis grâce aux enquêtes judiciaires qui nous confirment qu'une fixation par écrit des ordres, comme ceux adressées par Heydrich le 2 juillet 1941 aux HSSPF, déjà cités, était le plus souvent le camouflage politique d'ordres génocidaires transmis auparavant[845].

Nous serons bien d'accord pour remarquer que la majorité des victimes sont, dans les premières semaines, des hommes – le plus souvent en âge de combattre. Mais, même si nous n'avions pas déjà donné plusieurs preuves de l'existence d'un ordre génocidaire avant le 22 juin 1941, que les hommes soient la cible prioritaire des premières opérations des Einsatzgruppen ne prouverait pas l'inexistence d'un tel ordre, d'autant plus que la radicalisation suit les visites de Himmler aux différents bataillons. Si le Reichsführer SS avait, quelques semaines après le début de la campagne, transmis un ordre de radicalisation générale, il aurait été plus approprié de faire venir à Berlin ou de convoquer à un endroit unique les chefs de bataillon et de commandos. Ses visites sur le terrain semblent plutôt avoir eu pour fonction d'expliquer la réalité d'un ordre déjà conçu mais difficile, monstrueux même, à appliquer.

Il fallait une accoutumance au meurtre. Il était dans un premier temps plus facile de tuer des gens que l'on pouvait faire semblant de prendre pour des combattants – les hommes. On voit cependant des femmes tuées dès le départ – et, selon toute vraisemblance, un processus d'accoutumance dans lequel Himmler et Heydrich interviennent pour encourager à la systématisation[846].

Ajoutons que les responsables de la SS et de la police devaient agir prudemment pour ne pas indisposer le commandement de l'armée ou certains milieux de hauts fonctionnaires conservateurs. Les historiens oublient trop souvent malgré le précédent de la campagne de Pologne, qu'il

n'était pas évident a priori que la Wehrmacht, en dépit des accords passés, acceptât à ce point la violence nazie. Himmler et Heydrich pouvaient penser que les généraux étaient encore en mesure de remettre en cause les accords du printemps.

Le dernier élément à prendre en compte, c'est bien sûr le souci de susciter l'adhésion, de motiver les assassins, de les transformer, en leur laissant une marge de manœuvre, en « bourreaux zélés de Hitler ». C'est l'objectif de la « liberté prussienne ». Cela ne veut dire en aucun cas que l'initiative vienne seulement de la base : la « liberté prussienne » implique toujours que le subordonné déploie son action dans un cadre préalablement fixé.

C'est en tenant compte du moral des hommes, en constatant l'absence d'opposition de l'armée et pour motiver toujours plus les assassins que Himmler et ses lieutenants intervinrent à plusieurs reprises en juillet et en août, pour donner sur le terrain l'impulsion à un génocide plein et entier.

V.

Le 16 juillet 1941, Hitler déclarait devant plusieurs hauts responsables nazis réunis à son quartier général de Rastenburg, qu'il fallait fusiller toute personne qui regarderait seulement de travers les troupes d'occupation. C'était une réponse implicite à l'appel aux partisans que Staline avait formulé dans son allocution du 3 juillet. Himmler et Heydrich, qui n'assistaient pas à la réunion mais à qui le propos fut rapporté, y trouvèrent une incitation à radicaliser les tueries de Juifs. Ils le firent d'autant plus qu'à Rastenburg, le Führer qui gardait confiance en une victoire rapide, avait confirmé qu'Alfred Rosenberg aurait autorité sur l'administration des territoires de l'Est conquis dès la fin de l'occupation militaire. Selon le biographe le plus récent de Heydrich[847], ce dernier, ainsi que Himmler, y virent une raison supplémentaire

d'imposer leur politique avant que Rosenberg ait eu le temps d'installer son pouvoir.

Redoublant d'énergie meurtrière, Himmler affecta une brigade SS à ses deux subordonnés territoriaux immédiats, Erich von dem Bach-Zelewski, désormais haut responsable de la SS et de la police (HSSPF) pour la Russie centrale, qui reçut la brigade de cavalerie SS, et Friedrich Jeckeln, occupant la même fonction pour la Russie du Sud, à qui fut affectée la 1re brigade d'infanterie SS[848].

Dès le 29 juillet, la brigade de cavalerie SS, sous la direction de von dem Bach-Zelewski, entama un « nettoyage » de la région des marais du Pripjet, qui incluait le massacre de femmes juives et d'enfants. L'ordre de Himmler, tel qu'il fut transmis le 1er août 1941, était : « Ordre explicite du RFSS. Tous les Juifs doivent être fusillés. Les femmes juives doivent être poussées vers les marais[849]. »

Pour ces unités nouvellement engagées dans les massacres des Juifs, le Reichsführer SS ressentait le besoin de préciser quel devait être le sort des femmes pour éventuellement apaiser les scrupules d'hommes moins entraînés à tuer que leurs camarades des Einsatzgruppen et de l'Ordnungspolizei. Mais on ajoutera aussitôt que, comme pour les autres unités de la SS et de la police, une large marge de manœuvre fut laissée, qui conduisit certaines unités à être (relativement) moins radicales et à tuer moins de femmes que les autres. Officiellement, on devait, selon les instructions de Hitler transmises par Himmler, lutter contre les partisans. Et on pouvait donc prendre les ordres à la lettre : ne tuer que des partisans potentiels, des hommes en âge de combattre.

Le 12 août Himmler convoqua Jeckeln pour lui dire que la 1re brigade d'infanterie devait conformer son activité à celle de la brigade de cavalerie. Il fit savoir aux HSSPF qu'il voulait être informé régulièrement des progrès des opérations menées,

avec copie des messages à Heydrich, Daluege et Knoblauch (chef du Kommandostab RFSS)[850].

Il est important de préciser ici que, contrairement à une idée répandue dans trop d'analyses récentes concernant les Einsatzgruppen, les unités de Heydrich gardaient l'initiative des opérations génocidaires. Même s'il s'agit d'une comptabilité macabre, comparons les tueries perpétrées parallèlement, entre le 1er et le 15 août 1941, sur le territoire de l'actuelle Ukraine par les hommes de Heydrich ou leurs auxiliaires, d'une part, et ceux de Himmler, d'autre part, et l'on verra que les historiens sous-estiment généralement l'ampleur et la régularité des massacres commis par les Einsatzgruppen au mois d'août 1941, malgré leurs plus faibles effectifs et les tâches de renseignement qu'ils avaient par ailleurs à accomplir[851] :

Chiffres comparés des tueries en Ukraine du 1er au 15 août 1941

	Waffen SS	*Einsatzgruppen*
1er août	division « Wiking » au moins 200 (Tarashcha)	Sonderkommandos 4be t 10a – 100 (Kodyma, Torgovitsa, Vinnitsa)
3 août	1re brigade d'infanterie 570 (Starokonstantinov)	Sonderkommandos 4a, 10a – 700 (Jitomir, Pechanka, Stanislau)
4 août	1re brigade d'infanterie 1 300 (Gritsiv, Kuniv, Radogoch, Ostrog)	Einsatzgruppe C 400 (Berditchev, Stanislau)
6 août		Sonderkommando 4a112 (Tcherniakov)

7 août	brigade de cavalerie 150 (Serniki)	Sonderkommandos 4aet 10b – 1 000 (Jitomir, Radomichl, Yarouga)
8 août	1re bridage d'infanterie 232 (Tcherniakov)	
9 août	1rebrigade d'infanterie 98	Einsatzgruppen C et D 700 (Babchintsi, Borovka, Tatarbunari)
10 août		Einsatzgruppe C 400 (Berezdov, Borovka, Korosten, Yuzefpol)
12 août		Einsatzgruppe C 800 (Khmelnik, Liubomil, Radomichl)
13 août		Sonderkommando 4bet Einsatzkommando 6430 (Vinnitsa et Uman)
14 août		Sondertzgruppe 10a40 (Beriozovka)
15 août	1rebrigade 100 ? (Uchomir)	Einsatzgruppe C 400 (Bielaia Tserkov, Korest, Rovno)

Le 14 août 1941, Himmler se rendit à Minsk, entouré d'une nombreuse délégation. Il fut reçu par Erich von dem Bach-Zelewski. Le commandant du 1er régiment de cavalerie SS, Hermann Fegelein, présenta un rapport qui parlait de l'exécution de « 13 788 pillards ». Les chiffres de la brigade de cavalerie SS étaient plus élevés que ceux de la 1re brigade d'infanterie durant la même période. Ceci contredit la thèse selon laquelle Himmler aurait soudain décidé de procéder

autrement qu'il n'avait laissé Heydrich le faire en juin avec les chefs des Einsatzkommandos.

Les deux principales unités SS engagées par Himmler dans le sud de la Biélorussie et le nord de l'Ukraine à partir de la fin juillet dans le contexte de la « lutte contre les partisans » avaient interprété différemment un ordre donné par Himmler qui incitait à tuer les hommes des villages traversés et à expulser les femmes et les enfants (sans leur donner une destination de déportation ni de vivres) ; si les deux unités s'étaient concentrées sur les Juifs, la brigade de cavalerie avait systématiquement tué femmes et enfants tandis que la 1re brigade d'infanterie avait assassiné principalement des hommes et laissé femmes et enfants sur place[852]. Et, si l'on veut comparer les chiffres de la brigade de cavalerie à ceux donnés plus haut pour les Einsatzgruppen, on se rappellera, avec Peter Klein, que « les Einsatzgruppen n'avaient pas seulement pour mission de tuer les Juifs. Ils devaient "ratisser" les camps de prisonniers de guerre et de civils ainsi que les prisons, suivre et traiter les informations qu'on leur donnait sur des communistes, vérifier la fiabilité des collaborateurs et décider des tâches à leur confier, maintenir un contact permanent avec les chefs de l'armée, s'emparer des dossiers du régime soviétique et les étudier[853] ».

Il est d'autant plus étonnant que les chiffres du judéocide en Union soviétique aient été aussi élevés en juillet et en août : si l'on en croit les statistiques d'Alexander Kruglov, le meilleur connaisseur de l'histoire du judéocide en Ukraine (dans les frontières actuelles du pays), on recensait au mois de juin 1 500 victimes, 39 000 en juillet, 61 000 en août. Même si l'on fait la part des pogroms, des massacres commis par des unités de l'Ordnungspolizei, par des Waffen SS, des meurtres de Juifs commis par des soldats de la Wehrmacht, des troupes auxiliaires roumaines, des milices collaboratrices, les Einsatzgruppen supervisaient, coordonnaient mais aussi

contribuaient largement au génocide dès le mois de juillet 1941[854].

On ajoutera que, plus celui-ci prenait de l'ampleur, plus les hommes des Einsatzgruppen auraient pu se réfugier derrière la nécessité de coordonner un processus massif pour laisser d'autres accomplir les tueries. Mais, pour appartenir à l'élite de l'élite SS, il fallait s'affirmer comme un tueur de Juifs de premier plan ; c'est la raison pour laquelle, dans les années 1942 et 1943, on vit au contraire souvent les hommes de la Sipo accomplir eux-mêmes les tueries tandis que l'Ordnungspolizei ou des milices collaboratrices avaient rassemblé les Juifs, les avaient amenés au lieu d'exécution et les gardaient[855].

Le soir du 14 août 1941, Himmler s'entretint avec von dem Bach-Zelewski, Prützmann (HSSPF pour la Russie du Nord) et Arthur Nebe, le chef de l'Einsatzgruppe B. Le jour même, on avait arrêté et transporté des habitants du ghetto de Minsk qui devaient, le lendemain, être exécutés, en présence de Himmler, à une trentaine de kilomètres à l'est de la ville[856]. Il assista à cette exécution le matin et déclara aux hommes présents qu'il prenait sur lui toute la responsabilité de ces actions. L'après-midi, Himmler visita l'asile psychiatrique de Minsk et ordonna qu'on en tue les malades, mais si possible par une autre méthode que la fusillade[857].

Le 16 août 1941, Himmler survola les marais du Pripjet dans l'avion qui se rendait à Rastenburg, en Prusse-Orientale, au quartier général du Führer. Il déjeuna avec le dictateur le jour même et le lendemain, puis il dîna avec lui, le 20 août, après avoir déjeuné, ce jour-là, avec Göring. Jusqu'à la fin septembre, les entretiens entre Himmler, Heydrich, Hitler et Göring furent très nombreux, en une période où le judéocide ne cessait de s'intensifier sur le territoire soviétique[858].

La 1re brigade d'infanterie SS, sous les ordres de Friedrich Jeckeln, intensifia ses massacres dans la deuxième quinzaine

d'août. D'autres unités vinrent compléter le dipositif de massacre sous les ordres de Jeckeln. A la fin août, à Kamenets-Podolsk, un massacre auxquel participèrent ensemble des membres de la Waffen SS et de l'Ordnungspolizei fit en trois jours plus de 23 000 victimes, hommes, femmes et enfants[859]. Si l'Einsatzgruppe A avait été plus rapide à mettre en œuvre, dès juillet, la politique souhaitée par Hitler, Himmler et Heydrich, c'est dans le centre et le sud de l'Union soviétique occupée que l'on passa à des massacres de très grande envergure, dont celui de Babi-Yar avec ses 33 000 victimes, commis par l'Einsatzgruppe C fin septembre, reste le symbole[860].

VI.

Ainsi donc, au mois d'août assistait-on à l'intensification du massacre par les Einsatzgruppen, les unités de Waffen SS et celles de l'Ordnungspolizei, le nombre des femmes et, surtout, des enfants massacrés devenant progressivement équivalent à celui des hommes. Plutôt qu'un « passage au génocide », il vaut mieux y voir une convergence de différents facteurs qui menèrent à l'intensification du judéocide :

– Après avoir été euphoriques jusqu'à la mi-juillet, Hitler et le haut commandement de la Wehrmacht commençaient à douter de la réussite de la guerre éclair. La « lutte contre les partisans » à laquelle Hitler avait appelé le 16 juillet n'avait pas empêché l'Armée rouge de toujours mieux résister – peut-être même la « guerre d'extermination » galvanisait-elle les énergies de l'adversaire. Surtout, vu qu'il s'agissait essentiellement d'un génocide des Juifs soviétiques, c'était une politique stratégiquement au mieux inutile[861], au pire propre à horrifier les populations locales, quel qu'ait été leur degré d'antisémitisme au départ. Le 11 août, Halder notait dans son Journal militaire que le « colosse russe » avait été sous-estimé

et qu'il était sans doute capable d'aligner le double de divisions de ce qu'on avait pensé[862].

– Himmler, Heydrich et Daluege avaient les mains de plus en plus libres au fur et à mesure que la campagne avançait.

– Les unités avaient reçu des ordres-cadres et les visites d'inspection sur le terrain permettaient de confirmer, de préciser, d'intensifier les pratiques mises en œuvre par des unités qui disposaient d'une marge d'appréciation dans le choix des moyens.

– Les hommes s'accoutumaient à la violence et perfectionnaient les méthodes de tuerie.

– Plus la campagne durait, plus les hommes entraient dans la logique de la guerre d'anéantissement du « judéo-bolchevisme » : ils avaient reçu l'instruction de tuer le plus de Juifs possible durant la guerre et si celle-ci durait, les hommes de la SS et de la police en viendraient à commettre un génocide de grande envergure avant même que ne se pose la question de la « solution finale de la question juive en Europe ».

On comprend donc mieux aujourd'hui que, si l'intensification du génocide fut progressive, elle fut due moins à des initiatives de la base – indéniables – qu'à la progressive extension d'un ordre de radicalisation émis par Hitler avant la campagne dans un petit cercle et transmis par Himmler, Heydrich et Daluege, incitant leurs unités à une radicalisation constante. Paradoxalement, Himmler fut plus sur le terrain que Heydrich pour motiver ses hommes. Les membres des Einsatzgruppen savaient ce qu'ils avaient à faire ; ils avaient été préparés à la guerre contre les ennemis idéologiques ; ils étaient les rédacteurs des rapports sur les massacres. Mais plus la guerre durait, plus il fallait tuer de Juifs soviétiques, plus il fallait engager d'hommes de la SS et de la police au service du génocide. Telle est la raison principale pour laquelle Himmler fit autant d'inspections sur les lieux d'où on commandait les massacres.

Il reste que le 16 juillet Hitler avait évoqué la possibilité d'une « guerre de cent ans ». On peut imaginer que la perspective d'un échec de la guerre éclair contre l'URSS l'incitait à radicaliser sans cesse son propos. On remarquera aussi que les massacres de femmes et d'enfants commis par les unités directement rattachées à Himmler commencèrent dans les premiers jours d'août, au moment où, normalement, l'opération Barbarossa aurait dû se terminer, selon les interprétations les plus optimistes. Il est probable enfin que, pour les hommes des groupes d'intervention et des autres unités SS, la perspective d'une prolongation de la guerre accroissait la disposition à tuer.

A chacune de leurs visites sur le terrain, Himmler et Heydrich confirmaient la mission qui incombait désormais à la SS. Il leur semblait plus approprié de parler aux hommes, que de faire transmettre un ordre général trop explicite. Il fallait aussi leur remonter le moral : au mois d'août, à Minsk, Himmler avait été confronté à leur nervosité, au sein de l'Einsatzgruppe B. Il avait dû leur dire que seuls le Führer et lui-même portaient la responsabilité de cette politique[863]. En même temps, Himmler saisissait chaque occasion de radicaliser le comportement de ses hommes, à l'exemple de cet ordre du jour datant de septembre 1941 :

> Soldats de l'armée de terre et de la Waffen SS. Le 1er septembre, dans le bois de Vinnitsa, 6 officiers SS ont été trouvés dans l'état suivant : on leur avait pris leurs vêtements et on les avait pendus par les pieds [...]. Un tel outrage appelle la vengeance. Etant donné que les auteurs de ce crime étaient des Juifs, nous les exterminerons [...]. Même leurs rejetons au berceau doivent être frappés comme des crapauds venimeux. Nous vivons à une époque de fer, dans laquelle il faut utiliser un balai de fer. Que chacun, donc, fasse son devoir et ne se laisse pas obnubiler par sa conscience[864].

Himmler ne craignait pas d'en appeler à la participation des soldats. La guerre contre l'Union soviétique était une

guerre génocidaire et c'est précisément le climat de la guerre antibolchevique qui créait l'atmosphère dans laquelle le génocide des Juifs d'Union soviétique devenait possible. Parallèlement aux crimes commis par la SS, le commandement de l'armée assumait froidement, comme nous allons le voir en détail, la décision de laisser mourir de faim et de soif les prisonniers de guerre soviétiques.

Le génocide des Juifs soviétiques fut la première étape de ce que nous appelons le judéocide. Il ne faut pas oublier qu'il continua, jusqu'en 1944, avec sa propre logique et ses propres méthodes parallèlement aux massacres commis plus à l'Ouest, dans les chambres à gaz[865]. Himmler avait pris conscience, à la mi-août 1941, du caractère extrêmement éprouvant, pour ses hommes, des exécutions de masse. D'autres moyens de tuerie furent testés, en particulier des camions de gazage[866], mais, en Union soviétique, malgré quelques projets dont nous reparlerons, rien ne fut achevé qui ressemblât à un centre d'anéantissement comme ceux qui seraient installés dans la Pologne occupée à partir de la fin 1941. Cela tenait, d'une part, à l'absence de voies de communication modernes, en particulier de voies de chemin de fer, d'autre part, à l'évolution de la guerre, défavorable à l'Allemagne.

11
« En considération des nouvelles possibilités à l'Est »

Une planification génocidaire multiple

I.

A l'automne 1941, le Reichssicherheitshauptamt commença à travailler à un gigantesque plan de déplacements de populations en Europe orientale et dans l'Union soviétique conquise[867]. Les hommes de Heydrich n'étaient pas la seule force favorable à un tel projet, mais, depuis le Fernplan de l'automne 1939[868], ils entendaient être la force motrice dans l'exécution des déplacements de population et de la germanisation à l'est de l'Europe. Nous reparlerons, plus loin, de ce projet mais nous voudrions ici souligner un point particulier.

Dans le projet du RSHA, parmi les territoires de l'Union soviétique conquise où l'on prévoyait d'installer des colons allemands, étaient explicitement mentionnées, en Ukraine, les régions de Jitomir, de Kamenets-Podolsk et de Vinnitsa, trois endroits de massacres massifs dès l'été. En novembre 1941 encore, le judéocide était considéré comme le préalable à la germanisation, dans l'esprit de l'exposé que Hitler avait tenu,

le 16 juillet 1941, devant certains de ses plus proches collaborateurs. La généralisation du judéocide par balles avait pour objectif, entre autres choses, de rester dans le calendrier fixé pour la germanisation des territoires conquis. Si on ne pouvait pas expulser les Juifs, alors on les tuait sur place. C'est ce qui se passa à l'été 1941 dans les pays baltes. A l'inverse, les hommes des Einsatzgruppen se réjouissaient quand l'expulsion était possible plutôt que la tuerie : en septembre 1941, un rapport de l'Einsatzgruppe C racontait comment les rumeurs sur les massacres de Juifs avaient provoqué une fuite de centaines de milliers de personnes de l'autre côté du Dniepr – si, ajoutait l'auteur, comme on le supposait, ils étaient partis de l'autre côté de l'Oural, un grand pas était fait vers la « solution de la question juive »[869].

La conquête de l'Union soviétique suscitait une imagination génocidaire enfiévrée chez les dirigeants du régime nazi. Ce que l'espace polonais trop étroit n'avait pas permis, le grand espace russe le permettrait. Le projet sur lequel Himmler s'était appuyé pour remettre des propositions à Hitler fin mai 1940 suggérait, après qu'aurait eu lieu la déportation des Juifs (par le RSHA), celle de 3,4 millions de Polonais[870]. Il ne resterait dans les territoires polonais incorporés au Reich qu'une minorité de Polonais germanisables et une main-d'œuvre de travailleurs forcés – non Juifs. Cependant, en 1940, sur les 600 000 personnes que le RFKdV et le RSHA avaient prévu d'expulser des territoires incorporés vers le Gouvernement général, la moitié seulement avait pu l'être ; à peine 180 000 des 530 000 Volksdeutsche rapatriés des pays baltes, d'Europe orientale ou du Tyrol avaient pu être relogés[871].

Les dirigeants nazis avaient l'esprit totalitaire, c'est-à-dire qu'ils voulaient soumettre le réel à leurs visions. En septembre 1940, Himmler avait fait calculer que, sur 8,5 millions de Polonais, au maximum un million pourraient

être germanisés. Qu'allait-il arriver aux 7 autres millions[872] ? A la même époque, il prévoyait aussi de confier à Globocnik, qui avait été l'un des créateurs des camps de travail pour Juifs à la frontière germano-soviétique, des « centres de la SS et de la police » dans la région de Lublin, pour poser les jalons d'un territoire de colonisation qui serait aménagé par Oswald Pohl, le chef des services économiques de la SS, regroupés en janvier 1942 sous le nom de Wirtschafts- und Verwaltungshauptsamt (WVHA, Bureau central de l'économie et de l'administration)[873]. Mais comment installer des colons allemands dans le Gouvernement général quand, en mars 1941, seulement 25 000 personnes avaient été déportées sur les 250 000 que Heydrich avait espéré voir quitter les territoires incorporés au plus tard en mai 1941 – sans parler des 770 000 Polonais dont l'expulsion était prévue pour l'ensemble de l'année ? Comme nous l'avons vu, la perspective de la conquête de l'Union soviétique avait conduit à arrêter la planification des déportations en Pologne.

En mars 1941, Hitler avait indiqué qu'il voulait faire du Gouvernement général une « région purement allemande » dans un intervalle de quinze à vingt ans[874]. Chez le Führer, cela signifiait simplement que la question n'était pas à l'ordre du jour mais qu'elle le deviendrait « après la guerre » et qu'il incitait ses lieutenants à prévoir déjà des mesures concrètes. Effectivement, deux jours après le début de la campagne contre l'URSS, Himmler avait commandé à Konrad Meyer, l'homme du plan d'avril-mai 1940, une synthèse de tous les projets qui circulaient alors au sein de la SS. Le plan est aujourd'hui perdu, aussi deux thèses circulent-elles à son propos ; selon Karl Heinz Roth, le projet qui fut remis par Meyer n'était qu'une extension de celui auquel il avait travaillé quinze mois plus tôt : il prévoyait l'installation à l'Est de 4,5 millions de colons allemands et prévoyait une germanisation sur trente ans du territoire allant du

Gouvernement général à la Russie[875] ; Götz Aly et Susanne Heim pensent, pour leur part, que cette version de juillet 1941 ressemblait déjà beaucoup plus au Generalplan Ost de juin 1942, prévoyant la colonisation rapide de l'ensemble de l'espace soviétique à l'ouest de l'Oural et la déportation d'au moins 30 millions de personnes[876].

A l'appui de la thèse de Karl Heinz Roth, on rappellera que Konrad Meyer s'était inspiré, au printemps 1940, du Fernplan du RSHA, dont le III^e bureau était la force motrice de la planification pour « l'espace vital ». Or, ce ne fut qu'à l'automne, comme nous le mentionnions en commençant, que les hommes de Heydrich se mirent à travailler à un nouveau plan. Et Meyer put, au printemps 1942, s'appuyer sur ce projet, dont nous reparlerons. Au début de l'été 1940, il n'avait vraisemblablement fait que préciser les grandes lignes de son projet de l'année précédente.

On rappellera en outre que, le 17 juillet 1941, Himmler avait étendu les compétences de Globocnik en matière de centres de contrôle par la SS et la police, pour l'implantation des activités économiques de la SS, à l'espace conquis d'Union soviétique[877] ; il se peut que cette mesure ait été déclenchée moins par la lecture du Generalplan Ost de Meyer que par la connaissance des projets formulés par Hitler la veille devant Rosenberg, Bormann, Göring et Keitel – et la nécessité de renforcer les pouvoirs du Reichsführer SS qui en avait résulté.

II.

Le Generalplan Ost aurait, entre autres avantages, pensaient les planificateurs du Reich, de procurer à l'Allemagne, enfin, par la colonisation des riches terres agricoles de l'Ukraine[878], les ressources alimentaires qui la rendraient définitivement autosuffisante. Mais que faire en attendant pour nourrir la Wehrmacht et pour empêcher que ne

se répétât, sur le territoire du Reich, la quasi-famine des années de la Première Guerre mondiale ? Tel était le problème beaucoup plus immédiat auquel se trouvait confrontée l'économie du Reich en 1941. Le régime qui planifiait la « solution finale de la question juive », qui entamait le judéocide en URSS et qui envisageait de gigantesques déplacements de populations pour la génération à venir, choisit, dans le domaine alimentaire aussi, toujours au printemps 1941, une politique d'ordre génocidaire.

Herbert Backe, Staatssekretär du Reichsnährstand (et ami de Reinhard Heydrich[879]), avait présenté une perspective d'approvisionnement alimentaire catastrophique à Göring et à Hitler, lorsqu'il les avait rencontrés le 13 janvier 1941. Les livraisons de grains d'Europe du Sud-Est ne pouvaient pas être augmentées ; il en manquait au Reich trois millions de tonnes. Il suggérait au Führer de réorienter l'exportation alimentaire ukrainienne vers l'Allemagne aux dépens des territoires soviétiques[880].

Quelques jours plus tard, le Staatssekretär Körner, directeur du Wirtschaftsführungsstab Ost (Etat-major économique pour l'Est), la plus haute instance de contrôle de la politique économique dans les territoires soviétiques occupés, patronnée par Göring, se mit à travailler avec le Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt (Bureau de l'économie de guerre et de l'armement) à un « ordre du Führer » qui serait transmis par l'intermédiaire de Göring et qui autoriserait le pillage systématique des ressources alimentaires de l'Union soviétique – au point d'entraîner la mort de millions de Soviétiques. Ce haut fonctionnaire proposait lui aussi de faire de l'Ukraine la principale source d'approvisionnement du Reich. L'idée qui émergea lors des discussions et dans les semaines suivantes était de « boucler » les territoires concernés et de laisser mourir les individus par la famine.

« L'importance de ce plan de famine a été tout à fait sous-

estimée. Il ne s'est pas seulement agi du projet de quelques fantaisistes ou bien d'une fraction limitée au sein de l'administration nazie ; au contraire, il s'agit d'un plan qui a reçu l'accord de Hitler et du ministre désigné pour les territoires occupés de l'Est, Rosenberg, que Göring et un certain nombre de dirigeants de la Wehrmacht se sont approprié, et que les Staatssekretäre concernés ont entériné le 2 mai 1941[881]. »

Le texte[882] est beaucoup plus court que le procès-verbal de la conférence de Wannsee, et en même temps beaucoup plus explicite :

1. On ne peut continuer à faire la guerre que si, en cette troisième année de conflit, la Wehrmacht se nourrit sur la Russie.
2. Sans aucun doute, des millions de gens vont mourir de faim une fois que nous aurons pris dans le pays ce qui nous est nécessaire.
3. Le plus important est de s'emparer, pour les acheminer chez nous, des oléagineux, ensuite seulement des céréales. Il est à prévoir que la troupe consommera les graisses et la viande disponibles.
4. Les activités industrielles ne peuvent être reprises que dans les domaines où nous avons une pénurie, par exemple :
   - – la fabrication de véhicules ;
   - – l'approvisionnement général (fer) ;
   - – la fabrication de tissus ;
   - – la fabrication d'armement là où nous avons en Allemagne des goulots d'étranglement ;
   - – installation bien sûr d'ateliers de réparation pour la troupe en grande quantité.
5. Pour la sécurisation des vastes territoires entre les routes, il faudra des troupes spéciales, peut-être le

RAD (Reichsarbeitsdienst, Bureau du travail pour le Reich) ou bien des unités complémentaires de l'armée de terre.

Il faut identifier les territoires particulièrement importants, pour les protéger.

Il s'agissait de désindustrialiser la Russie (point qui n'est pas suffisamment souligné d'habitude) et d'en affamer la population. Nous possédons un autre document, certainement rédigé après la réunion du 2 mai, qui développe les idées formulées dans le compte rendu de celle-ci[883].

Ce fut « la base de la politique économique allemande en Union soviétique dans le cadre des directives économiques du "dossier vert", édité par Göring et signé par le chef de l'OKW, Keitel. Les dirigeants de la SS et de la police ont vu dans la réalisation du plan de famine l'une de leurs tâches[884] ». Les auteurs du texte fondaient leurs calculs sur la production agricole de la Russie tsariste avant 1914 et ils estimaient que même si l'on retrouvait ces chiffres, il ne serait pas possible à la fois de nourrir la population du pays et de fournir à l'Allemagne ce dont elle avait besoin : « Les surplus de la Russie en céréales ne dépendront pas de la masse de la récolte mais de la quantité consommée par la population du pays[885]. » Et, avec un cynisme à couper le souffle, les auteurs ajoutaient : « La baisse forcée de la consommation est possible, à la différence de la situation dans les territoires que nous avons déjà occupés, car le territoire qui est le principal producteur est distinct des territoires qui sont les plus gros consommateurs. » Ainsi pourrait-on éviter le marché noir qui aurait surgi en Bohême-Moravie, dans le Gouvernement général, en France ou en Belgique si l'on avait mis en place une politique de famine. Il en résultait, pour les auteurs, qu'il faudrait mettre en place un « non-approvisionnement de toute la zone forestière y compris les centres industriels essentiels

de Moscou et de Pétersbourg[886] ».

Complétant ce que nous avait appris le compte rendu de la réunion du 2 mai, le texte faisait dépendre le maintien de l'activité industrielle du pays des quantités de céréales qui resteraient une fois que l'Allemagne aurait été approvisionnée. Dans tous les cas, la priorité serait donnée au maintien de l'activité économique du pays dans le sud (en suivant, depuis l'Ukraine, la route des approvisionnements énergétiques) tandis que la région au nord, de Moscou à Leningrad, était condamnée au dépeuplement.

Et c'est bien dans ce contexte que Christian Gerlach situe les déclarations de Himmler à la réunion de Wewelsburg rapportées par von dem Bach-Zelewski[887]. Himmler avait en effet rencontré Backe peu de temps auparavant et le Staatssekretär à l'Approvisionnement alimentaire du Reich avait cité le chiffre de 20 à 30 millions de victimes[888]. « Dans le seul secteur du HSSPF Russland-Mitte [...] c'était 20 millions de personnes qui devaient mourir », si l'on en croyait les experts ministériels et militaires. Et cette perspective était tout à fait claire pour Franz Six, du RSHA, lorsque, peu après le début de la campagne, il commença à constituer un Vorkommando Moskau[889].

Le commandement de la Wehrmacht, même s'il sous-estimait en partie les capacités de l'Armée rouge, avait bien conscience de l'énormité du territoire à conquérir, de la possible destruction par l'adversaire des rares voies de chemin de fer et de la nécessité de disposer de troupes particulièrement bien nourries si l'on voulait tenir le pari fou d'écraser l'Union soviétique en quelques semaines. La confiscation des récoltes ukrainiennes servirait d'abord à nourrir la Wehrmacht ; plus tard, après la victoire, la population du Reich[890].

L e Generalquartiermeister de l'armée de terre, le

Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt au sein de l'OKW, le Wirtschaftsstab Ost inclurent d'emblée dans leurs considérations la famine comme arme d'anéantissement de l'adversaire. En particulier, le Generalquartiermeister Wagner, l'homme qui négociait avec Heydrich, depuis l'automne 1939, le cadre de la coopération entre la Wehrmacht et les groupes d'intervention de la SS, chargé de l'approvisionnement non seulement de la Wehrmacht mais aussi des prisonniers de guerre soviétiques, inclut dès février 1941 le ravitaillement des prisonniers de guerre comme une variable d'ajustement de l'approvisionnement de la Wehrmacht[891].

Les destinataires des directives semblent avoir vite compris de quoi il retournait puisque le commandement de la 4e, de la 11e et de la 17e armée prévirent d'emblée de sous-alimenter les prisonniers qu'ils feraient[892]. Wagner et son administration envisagèrent de situer en Ukraine et en Biélorussie la plus grande partie des camps de prisonniers de guerre soviétiques[893]. Le 16 juin 1941, une instruction de la Wehrmacht demandait de ne pas enregistrer officiellement ni communiquer à la Croix-Rouge les noms avant que les prisonniers eussent atteint leur camp d'installation définitive (Stalag) ; c'était impliquer que dans les Dulag, les « camps de transit », ils puissent disparaître en nombre[894].

Le 30 mars 1941, Hitler avait, dans son discours aux généraux, désigné toute l'Armée rouge à l'anéantissement et non pas seulement le commandement ou les commissaires politiques. La famine fut l'un des moyens de l'anéantissement, planifié dès avant la campagne. Que l'« ordre sur les commissaires » ait désigné certains prisonniers comme la cible de la violence spécifiquement nazie et comme l'une des catégories dont les Einsatzgruppen se préoccuperaient en priorité ne doit pas empêcher de voir que c'est toute l'Armée rouge qui était promise à l'anéantissement.

III.

Vu le caractère central de l'antisémitisme dans la politique du régime, il est difficile d'imaginer que l'anéantissement des Juifs soviétiques n'ait pas autant, et même plus, préoccupé les dirigeants nazis, au printemps 1941, que la mise à mort des prisonniers de guerre.

Selon notre hypothèse, le « plan Heydrich » de janvier 1941, élaboré en même temps que le plan de famine, était un plan de génocide des Juifs de toute l'Europe que l'on destinait à la déportation vers l'Union soviétique conquise, et plus précisément vers d'immenses camps de travail. Comme pour les soldats de l'Armée rouge, une minorité serait d'emblée éliminée parce qu'elle était vue comme politiquement dangereuse mais, très vite, c'est par grandes masses que devraient mourir les catégories cibles de l'idéologie. La famine était-elle envisagée comme une arme de destruction des Juifs soviétiques puis de ceux de l'ensemble de l'Europe ?

« Indépendamment de la localisation exacte du territoire » où devaient être déportés les Juifs dans le cadre du plan élaboré avant la campagne contre l'Union soviétique, les projets de la direction nazie envers les Juifs d'Europe « renforçaient, en regard des conditions climatiques et matérielles, le caractère destructeur qui avait été inhérent déjà aux solutions territoriales (Pologne de l'Est ou Madagascar) envisagées auparavant. Et ceci d'autant plus, si l'on songe que les Juifs devaient être amenés sur un territoire où devait régner une famine artificiellement provoquée »[895], écrit Christian Gerlach, l'un des historiens qui ont le mieux mis en lumière la chronologie du génocide des Juifs durant l'année 1941. Faut-il pourtant le suivre lorsqu'il ajoute : « Les deux plans, celui de la famine et la "solution territoriale Union soviétique", relevaient de l'utopie ; ils étaient impossibles à réaliser pratiquement. On ne pouvait ni contraindre des

millions d'hommes purement et simplement à la famine, en créant un cordon autour de villes et de territoires entiers avec des troupes de sécurisation relativement maigres ; on ne pouvait pas non plus réussir la déportation de tant de millions d'individus dans des territoires peu densément peuplés, très éloignés et peu accessibles par des moyens de transport, vu le mauvais état des infrastructures routières et ferroviaires dans l'ouest de l'Union soviétique. Dans tous les cas, les deux projets étaient des plans d'après-guerre. Il ne s'agissait pas encore de réalisation même si la vision était éminemment destructrice et si c'est l'échec de l'utopie qui conduisit à l'anéantissement tel qu'il s'est réellement déroulé[896] » ?

Peut-on dire, comme Gerlach, que les projets d'avant la guerre contre l'Union soviétique ne relevaient que de l'utopie quand l'on sait qu'entre 1942 et 1944 a continué, précisément sans infrastructures routières, le génocide des Juifs dans l'ancienne Union soviétique – pour le second semestre de 1941, il avait provoqué la mort de 500 000 personnes dans la seule Ukraine[897] ? L'historien allemand attire justement l'attention sur l'absence de préparation de la déportation à l'Est, une caractéristique de l'action du RSHA déjà relevée en Pologne – et sur le basculement dans le génocide immédiat qui en a résulté. Cependant, on insistera aussi, avec Gerlach lui-même, sur les points suivants :

– d'une part, il rappelle que le siège de Leningrad, visée par le plan de famine, fit au moins 600 000 victimes[898] ;

– d'autre part, il y eut bien un début de réalisation du plan de famine concernant les prisonniers de guerre soviétiques ;

– il faut souligner, ensuite, que la terreur déclenchée par les Einsatzgruppen et les autres unités de la SS ou de la police avait pour motif de pallier la maigreur de leurs effectifs à l'échelle du territoire[899] ;

– enfin, Gerlach lui-même suppose que l'accélération du

meurtre des Juifs soviétiques, à l'été 1941, était partie prenante de la réalisation du plan de famine. Les Juifs vivant majoritairement dans les villes, il y avait danger d'épidémie en cas de famine ; il fallait donc, selon l'historien allemand, les tuer plutôt que de les laisser mourir.

Pourtant, les motifs économiques ne suffisent pas à expliquer l'intensification du génocide. L'évolution du conflit, inattendue pour les nazis, provoqua, à partir du printemps 1942, un changement dans l'attitude vis-à-vis des Soviétiques non juifs, qui échappèrent – quand ils ne furent pas victimes des combats et de la lutte contre les partisans – à l'anéantissement qui avait été prévu pour eux ; en particulier les prisonniers de guerre soviétiques furent affectés au travail forcé dans le cadre de la guerre totale. Mais l'allégement, relatif, du sort des Soviétiques non juifs s'accompagna de la réalisation coûte que coûte du génocide des Juifs, non seulement en Union soviétique mais dans l'ensemble de l'Europe occupée par les nazis.

Cependant, nous voudrions attirer l'attention du lecteur sur le déroulement parallèle de l'anéantissement des prisonniers de guerre soviétiques et de la première phase du génocide des Juifs soviétiques.

Le premier élément frappant tient à ce que, dès les premières semaines de la guerre, des régions entières ne furent pas normalement nourries[900]. La seule limite à ce début de famine organisée était la nécessité, pour la Wehrmacht, de trouver main-d'œuvre et fournisseurs à disposition là où stationnaient ses unités, d'éviter des épidémies créées par la famine et de couper court, aussi, au marché noir – dans ce domaine, la Wehrmacht eut moins de succès. Dans sa version la plus radicale, le plan de famine consistait à encercler les villes et à les couper du monde extérieur pour en faire d'immenses mouroirs. On aurait en revanche utilisé une main-d'œuvre rurale, sous-alimentée mais encore en état de travailler, pour

assurer la production agricole.

Même si la pratique des officiers sur le terrain était moins radicale que les projets des planificateurs, la mise en œuvre précoce du plan de famine laisse supposer une chronologie voisine pour le judéocide, car il n'est pas envisageable qu'au sein du régime nazi la persécution des Juifs ait été en retard d'une décision de radicalisation. Et, même si l'on se contente de dire que les Juifs soviétiques étaient au moins compris dans le plan de famine, dans tous les cas il avait été décidé, avant le 22 juin 1941, de les exterminer à plus ou moins long terme.

Dans le cadre du plan de famine, les Juifs des villes étaient visés autant que les autres citadins soviétiques. Ce que nous avons décrit du comportement des unités de la SS et de la police en Ukraine montre qu'ils auraient pu être visés par la famine organisée et qu'ils étaient des cibles prioritaires : il n'était pas pensable de les laisser vivre lorsque le plan de famine ne pouvait pas être immédiatement appliqué.

IV.

Comme dans le cas du génocide des Juifs, on remarque qu'un ordre général d'anéantissement n'empêche pas des différences dans les taux de mortalité des prisonniers soviétiques selon leur région d'internement[901]. Ainsi, en ce qui concerne les territoires sous administration civile, en décembre, c'est dans le Gouvernement général qu'il fut le plus haut, puisque environ 45 % des prisonniers périrent ; dans le Reichskommisariat Ostland, le taux de mortalité fut d'environ 30 %, dans le Reichskommissariat Ukraine et dans le Reich il fut d'environ 20 %. Dans les territoires sous administration militaire, on observe aussi une gradation : 7,1 % de taux de mortalité pour le groupe d'armées Sud, 12,3 % pour le groupe d'armées Nord et 35 % pour le groupe d'armées Centre, le plus touché par les difficultés d'approvisionnement.

On remarque que les territoires où les taux de mortalité sont égaux ou supérieurs à 30 % (Reichskommissariat Ostland, arrière de la Heeresgruppe Mitte, groupe d'Armées Centre, essentiellement l'Ukraine, et Gouvernement général) sont aussi ceux où le génocide des Juifs s'intensifia considérablement à partir du mois d'août 1941. C'étaient les territoires de colonisation prioritaire. Si dans le Reich les morts cumulées représentèrent 47 % du total des prisonniers de guerre qui y furent déportés jusqu'au printemps 1942, dans le Gouvernement général 85 % des prisonniers succombèrent à la politique de famine d'un territoire où les non-Juifs ne recevaient que 600 calories par jour et les Juifs 200 dès l'automne 1941.

Göring, Backe et Wagner avaient fait en sorte, depuis l'automne 1940, avant même que la politique de famine eût été définie, que la Wehrmacht, massée pour envahir l'Union soviétique, vécût aux dépens de la population du Gouvernement général[902]. Dans l'esprit des dirigeants nazis, le Gouvernement général était déjà l'Est, peuplé de sous-hommes destinés à mourir de faim tant que durerait la guerre ou à être déportés lorsque l'Union soviétique aurait été vaincue.

Lorsque l'on s'interroge sur les motivations de l'anéantissement des prisonniers de guerre soviétiques, on est frappé de voir, comme dans le cas du génocide des Juifs, que les partisans d'une utilisation rationnelle de la main-d'œuvre à leur disposition se heurtèrent à des obstacles en partie insurmontables. Ils n'obtinrent gain de cause que concernant le Reich. Encore Göring fit-il savoir, début novembre 1941, qu'il préférait que l'on recourût à des civils soviétiques plutôt qu'à des militaires prisonniers. Réservoir de main-d'œuvre apparemment inépuisable, les civils représentaient une alternative à l'utilisation des prisonniers de guerre soviétiques. En 1942, 1,4 million de civils soviétiques furent amenés en

Allemagne, trois fois plus que le nombre de prisonniers de guerre dans la même période. On continua à distinguer ceux qui étaient aptes au travail et ceux qui ne l'étaient pas, suivant la terminologie des nazis[903].

Ainsi la politique génocidaire vis-à-vis des prisonniers soviétiques a-t-elle continué relativement longtemps, au-delà du tournant de novembre-décembre 1941. Le réalisme en matière d'utilisation de la main-d'œuvre aurait consisté, au moment du tournant de la guerre, à l'automne 1941, à employer toute la main-d'œuvre disponible pour une production massive d'armement et de matières premières synthétiques qui permît de résister autant que possible au potentiel de production de la coalition adverse. On a fait le choix de ne pas l'employer avant le printemps 1942 et l'on a réduit d'autant l'effort économique de guerre. On a bien affaire à une logique génocidaire où l'on tue les hommes en âge de combattre préalablement désarmés de manière à affaiblir l'ensemble de la société et à pouvoir la soumettre à la déportation.

V.

Ramenés dans le Gouvernement général au moment où les autorités de cette région débattaient des conséquences de la famine à laquelle on soumettait les Juifs et de l'éventuelle augmentation des rations pour les « Juifs aptes au travail », les prisonniers de guerre soviétiques pénétraient sur un territoire où se développait la « mentalité génocidaire » qui allait définitivement y triompher en 1942-1943.

Les Juifs enfermés dans les ghettos avaient beau avoir recours au marché noir, des milliers d'entre eux mouraient chaque mois de faim, de maladie ou d'épuisement. La situation se détériorait rapidement : ainsi à Varsovie, où 900 personnes étaient décédées en janvier 1941 et 5 600 furent victimes de la

politique de ghettoïsation en juillet et en août 1941. De même, en Galicie orientale, rattachée à partir du 1er septembre 1941 au Gouvernement général, on voit une augmentation constante des décès dans le ghetto de Lvov[904].

Mortalité dans le ghetto de Varsovie en 1941 [905]

Mois	Nombre de morts
Janvier	898
Février	1 023
Mars	1 608
Avril	2 061
Mai	3 821
Juin	4 290
Juillet	5 550
Août	5 560
Septembre	4 545
Octobre	4 716
Novembre	4 801
Décembre	4 366

Le gouverneur du district de Varsovie, Ludwig Fischer, déclara le 15 octobre 1941 : « Les taux de mortalité vont certainement grimper durant l'hiver. Mais à la fin des fins il s'agit d'une lutte contre la juiverie dans sa totalité[906]. » Le risque de diffusion des épidémies conduisit la Police de sécurité à s'en mêler en proposant de fusiller les Juifs pris à quitter le ghetto. Déjà, au mois de juillet précédent, Rolf Höppner, chef du SD dans le Warthegau, avait écrit à Eichmann :

> Le danger existera cet hiver que les Juifs ne puissent pas tous être nourris. Il faut sérieusement se demander si la solution la plus

humaine n'est pas de se débarrasser des Juifs par un moyen rapide pour autant qu'ils ne sont pas aptes au travail. En tout cas, cela serait plus agréable que de les laisser mourir de faim[907].

Dans le Gouvernement général, un débat intense résulta du même dilemme créé par l'idéologie nazie. Raisonnant d'une manière identique à Höppner, Jost Walbaum, directeur du Département médical du Gouvernement général, déclarait à la mi-octobre 1941, lors d'un congrès de médecins :

> Naturellement, la meilleure chose et la plus facile serait de donner aux gens suffisamment à manger. Mais ce n'est pas possible. C'est à cause à la fois de la situation de l'approvisionnement alimentaire et de la guerre. [...] Puisque je peux parler librement devant vous, je peux dire qu'il n'y a que deux voies : ou bien nous condamnons les Juifs à mourir de faim dans les ghettos ou bien nous les fusillons. Même si le résultat est le même, la deuxième méthode est plus terrifiante que la première. [...] Notre seule et unique tâche est d'empêcher que ce parasite infecte et mette en danger le peuple allemand, et tout moyen doit nous être juste pour remplir cet objectif[908].

Au moment où Jost Walbaum tenait ces propos, des fusillades massives de Juifs avaient commencé en Galicie orientale et Himmler donnait, selon toute vraisemblance le 13 octobre 1941, à Odilo Globocnik l'autorisation de planifier le camp d'anéantissement de Bełzec, des Volksdeutsche devant venir s'installer dans la région de Lublin[909]. Frank était au courant et ce qui serait un test local fut certainement évoqué lorsqu'il rencontra Globocnik à Lublin quatre jours après l'entrevue entre ce dernier et Himmler[910]. Cependant, dans l'administration et jusqu'au gouverneur général, on attendait la « déportation complète de tous les Juifs » et une « solution radicale de la question juive ». Frank en avait reçu la promesse en mars et en juin de la part de Hitler. Et il s'en était entretenu avec Rosenberg, ministre des Territoires de l'Est, le 13 octobre, qui lui avait confirmé, même si c'était en termes

vagues, que tel était bien l'horizon de la politique du régime[911].

A cette époque, la plupart des dirigeants nazis voyaient encore la fin de la guerre comme relativement proche et l'aménagement de l'« espace vital » se déclinait toujours selon les termes d'un double plan, celui, élaboré par Heydrich, de « solution finale de la question juive en Europe » et le Plan général pour l'Est.

Le 5 octobre, Himmler déclarait à Hitler, au retour d'un voyage en Ukraine, que les habitants de Kiev faisaient « mauvaise impression » et que l'on pouvait, par conséquent, « se passer de 80 à 90 % d'entre eux »[912]. Etant donné qu'à cette époque il n'était pas pensable de réduire Kiev à la famine comme on commençait à le faire pour Leningrad, Himmler avait certainement en tête le Generalplan Ost.

Dès qu'ils dominaient un territoire, les nazis souhaitaient commencer leur politique de dépeuplement. Avant même l'invasion de la Yougoslavie, au printemps 1941, laboratoire, presque au même titre que la Pologne, des politiques menées en URSS, Heydrich avait planifié l'expulsion de 260 000 Slovènes vers la Serbie et son projet avait été approuvé par Hitler[913]. En 1941, le lien était encore étroit entre la politique antislave et la politique antijuive : la lettre d'information concernant les Slovènes envoyée au ministère des Finances portait l'en-tête administrative d'Adolf Eichmann. En pratique, comme en Pologne, l'opération fut très lente à démarrer, faute de moyens suffisants en personnel et en transport. L'échec de la guerre éclair contre l'URSS et la prolongation du conflit allaient amener à changer de perspectives.

12
« Avec l'aval préalable du Führer »

Août 1941 – la décision hitlérienne de déporter les Juifs du **Reich**

I.

Moins d'une semaine après la réunion de Rastenburg où Hitler avait entre autres perspectives dévoilé sa vision de l'« espace vital » conquis comme « jardin d'Eden » du peuple allemand, le 21 juillet 1941 le dictateur brossait au maréchal croate Kvaternik, numéro deux de l'Etat des Oustachis, en présence de Ribbentrop et de Keitel, un tableau de la situation telle qu'il l'envisageait[914]. Il lui disait se réjouir de la marche des opérations. Dans six à huit semaines, c'est-à-dire au plus tard à la mi-septembre, la résistance de l'Union soviétique serait brisée ; la plus grande part des régiments soviétiques seraient « liquidés » et le dictateur se gaussait de l'idée que Staline pût amasser des troupes derrière l'Oural – il n'avait plus de centre industriel, il ne pouvait plus faire la guerre. L'inquiétude surgissait derrière l'assurance.

Après s'être réjoui des coups déjà infligés au bolchevisme, Hitler attribua la capacité de l'Allemagne à gagner la guerre à la détermination dont lui-même et son régime avaient toujours

fait preuve contre les criminels : « Ils étaient des parasites sur un corps social sain et ne vivaient que de leur exploitation des gens ordinaires. On ne pouvait pas attendre d'eux qu'ils adhèrent à un Etat qui exige ordre et discipline. On ne pouvait [...] qu'une chose : les exterminer ! L'Etat avait un droit à cet égard ; car, si, d'un côté, les [...] gens de valeur exposaient leur vie au front, il était criminel de ménager la vie des escrocs. Il fallait les éliminer ou bien – s'ils n'étaient pas dangereux pour la société – les enfermer dans des camps de concentration dont ils ne pussent plus sortir[915]. »

Nous sommes maintenant habitués aux glissements du raisonnement hitlérien et nous ne sommes pas étonnés de voir que l'entretien se termina en évoquant la « question juive ». Malheureusement, le document d'origine est en partie illisible ; mais on comprend que Hitler attribua ce jour-là la soviétisation et ses massacres aux Juifs, qu'il qualifia de « foyer pestilentiel pour l'humanité ». Et, à l'adresse du gouvernement oustachi, le type même de ces gouvernements amis et antisémites que Hitler rêvait, dans son discours du 30 janvier 1939, de voir s'installer partout dans le monde – le dictateur se plaignait, par contraste, que la Hongrie ne fût pas suffisamment antisémite –, il précisait qu'il ne fallait plus qu'un seul Etat tolérât les Juifs chez lui, sans quoi on aurait toujours un « foyer d'infection » possible. Reprenant l'argument qu'il répétait inlassablement depuis le 30 janvier 1939, Hitler déclarait que la disparition des Juifs d'Europe mettrait fin aux divisions entre Européens. Il fallait « les envoyer tous [...] à Madagascar ou ailleurs, peu importait[916] ».

A cette époque, l'option de Madagascar avait été abandonnée. Hitler mentionnait, à la fois un objectif abandonné à un interlocuteur représentant un pays qui devait jouer un rôle dans le programme de « solution finale de la question juive », et il signifiait que l'on n'abandonnait pas l'objectif de la déportation. Comme nous l'avons vu, c'est à la fin de l'année

1940 que Himmler et son entourage avaient, à la demande de Hitler lui-même, abandonné définitivement l'objectif de Madagascar et commencé à réfléchir aux perspectives de déportation qu'offrirait la conquête de l'Union soviétique, Reinhard Heydrich formulant, selon toute vraisemblance, dès cette époque le cœur du texte qui constitue aujourd'hui le procès-verbal de la conférence de Wannsee : les Juifs seraient (déportés dans les territoires conquis et) affectés au travail forcé, dans un objectif d'extermination. Ceux qui auraient survécu à l'expérience seraient éliminés par d'autres moyens, vraisemblablement fusillés par des unités de la SS et de la police.

Hitler entrait rarement dans les détails. Nous apprenons à l'occasion de son entretien avec le maréchal Kvaternik que, dans ses déclarations sur la « question juive », il pouvait, pour l'évoquer devant un non-initié et lui faire entrevoir (et accepter) ce qui était en cours, se fixer sur une formule correspondant à un état déjà dépassé de la situation. Cela s'appelle mettre les gens devant le fait accompli. Ce fut une constante dans les monologues du dictateur au second semestre de l'année 1941. A chaque fois que nous repérerons chez Hitler la mention d'une étape nouvelle, nous pourrons avoir la confirmation que cette étape avait été décidée plusieurs semaines auparavant.

Un autre enseignement que donne le compte rendu de la conversation avec Kvaternik, c'est qu'à cette époque Hitler restait raisonnablement optimiste[917] : à la mi-septembre, la guerre serait, en gros, gagnée. C'est d'ailleurs ce que le dictateur avait envisagé avant la campagne puis il s'était laissé griser par l'avancée, au départ foudroyante, de la Wehrmacht sur le territoire soviétique d'où l'image du « jardin d'Eden » à portée de main ; il était en train de redevenir plus inquiet. Mais la guerre restait gagnable en quelques semaines.

II.

Ce calendrier est fondamental parce que, dans l'esprit des nazis, la « solution finale de la question juive en Europe » devait commencer après la fin de la campagne contre l'Union soviétique. Or l'on constate que Göring ordonna, en juillet 1941, le mandat Heydrich, par un ordre souvent cité qu'il vaut la peine, cependant, de retranscrire ici car sa formulation est plus qu'instructive pour notre enquête[918] :

> Le Maréchal du Grand Reich allemand
>
> Chargé du Plan de quatre ans
>
> Président du Conseil des ministres
>
> pour la défense du Reich
>
> Berlin, le... 7. 1941
>
> Au
> Chef de la Police de sécurité et du SD
> le SS-Gruppenführer Heydrich
>
> En complément de la mission qui vous a été confiée, par décret du 24.1.1939, de parvenir, sous la forme de l'émigration ou de l'évacuation, à une solution de la question juive la meilleure possible eu égard aux circonstances de l'époque, je vous charge par la présente de prendre toutes les mesures préalables, organisationnelles, pratiques et matérielles, nécessaires à une solution globale de la question juive dans la zone d'influence allemande en Europe.
>
> Dans la mesure où les domaines de compétence d'autres instances centrales sont concernés, il faudra les associer.
>
> Je vous charge en outre de m'adresser sous peu un projet global concernant les mesures préalables organisationnelles, pratiques et matérielles à prendre pour réaliser la solution finale souhaitée de la question juive.
>
> Signature manuscrite : Göring.

Premier point : l'absence de jour typographié à côté de « juillet 1941 » sur le document qui nous est parvenu (on a juste un 31 manuscrit). L'agenda de Göring nous indique que

Heydrich fut reçu le 31 juillet entre 18 h 15 et 19 h 15 par Göring[919] et, dans la première invitation qu'il envoya pour la conférence de Wannsee[920], Heydrich indiqua qu'il joignait une photocopie du mandat de Göring datant du 31 juillet – le document qui nous est parvenu est bien signé et c'est, vraisemblablement, celui que Heydrich joignit au dossier envoyé aux invités à la conférence. Dans les différentes déclarations qu'il a faites après la guerre, Eichmann a raconté avoir rédigé la lettre lui-même, à la demande de Heydrich qui l'avait ensuite présentée à Göring pour la signature. Mais il ajoute que l'idée d'un tel mandat avait déjà été formulée lorsque le plan « Madagascar » était d'actualité et qu'il avait fallu des mois, ensuite, pour que la signature de Göring fût effective. Eichmann ajoute, de manière significative, que l'abandon du plan « Madagascar » ne rendit pas nécessaire de changer le texte du mandat[921].

Nous avons donc affaire, selon toute vraisemblance, à un texte conçu, dans sa première version, en juin 1940[922] – d'où la mention du mandat du 24 janvier 1939, événement encore relativement récent –, au moment où le chef du RSHA devait réaffirmer son autorité sur la « question juive », du fait de l'enlisement des projets de déportation vers le Gouvernement général – contrairement à ce qu'affirme le texte, le décret du 24 janvier ne parlait que d'émigration, non d'évacuations – et de la manière dont le ministère des Affaires étrangères essayait de prendre en main le « projet Madagascar ». Ensuite, Heydrich s'étant, de fait, emparé du « projet Madagascar », le délai mis par Göring à le signer n'avait plus joué de rôle. Puis Göring avait commandé à Heydrich, de la part de Hitler, un projet de « solution de la question juive » en fonction de la décision d'attaquer l'URSS. C'est parce qu'en juillet 1941 on commençait à penser à la réalisation du plan de « solution finale » que la signature par Göring d'un mandat redevint d'actualité.

Si nous n'avions pas le témoignage d'Eichmann – et certains historiens préfèrent systématiquement ignorer les déclarations du chargé des questions juives au RSHA tant ses indications chronologiques sont quelquefois vagues –, nous serions frappés non seulement par la mention du décret du 24 janvier 1939, mais par la commande d'un plan de « solution globale de la question juive » à Heydrich. Il se peut qu'il s'agisse d'un paragraphe ajouté après qu'une première version du mandat eut été formulée, comprenant simplement les deux premiers paragraphes. Dans tous les cas, il s'agirait donc d'un texte rédigé au plus tard en décembre 1940, lorsque Göring, à l'abandon du plan « Madagascar », commanda un projet de « solution finale » à Heydrich, redevenu d'actualité en juillet.

Même s'ils étaient des assassins d'Etat, les dirigeants nazis restaient des Allemands, enracinés en partie dans une culture où le fait de tenir une échéance (Termin) est une des qualités les plus valorisées socialement. Heydrich se vit confier un mandat par Göring, le 31 juillet 1941, parce que les nazis s'étaient fixé un calendrier et qu'ils entendaient le tenir, à un moment où l'on gardait bon espoir en une victoire rapide.

Trois jours avant de confirmer son mandat à Heydrich, Göring avait déclaré que les Juifs « n'avaient plus rien à faire dans les territoires sous domination allemande[923] ». Le jour où le Reichsmarschall recevait le chef du RSHA, le général Thomas, patron du Wehrwirtschafts- und Rüstungsamt (Bureau de l'économie de guerre et de l'armement), et Körner, directeur, sous les ordres de Göring, du Wirtschaftsführungsstab Ost (Etat-major économique Est), deux responsables du génocide des prisonniers de guerre soviétiques, évoquaient, concernant l'avenir de la Russie, ce qu'il allait advenir des Juifs. La note rédigée après leur conversation disait : « Enfermer les Juifs dans des camps (Juden kasernieren) et les employer dans des bataillons de travailleurs forcés (in Form geschlossener Arbeitskolonnen

einsetzen)[924]. » Visiblement le « plan Heydrich » commençait à être bien connu.

Dans le cadre de l'organisation de l'« espace vital », il fallait, en matière de « question juive », tenir le programme (planmässig handeln) et il était normal de préciser ou de rappeler les compétences du mandataire au moment de préparer les opérations. Plus généralement, on ne comprend pas ce qui se passe jusqu'à la conférence de Wannsee si l'on ne voit pas que les principaux responsables nazis, entre la fin juillet 1941 et la fin janvier 1942, ont finalement maintenu, alors même que la guerre tournait moins bien que prévu, le calendrier de préparation de la « solution finale » qu'ils s'étaient fixé avant la campagne, qu'ils avaient prévue courte.

Ajoutons-y l'une des spécificités du nazisme, me semble-t-il : le sentiment répandu parmi ses dirigeants qu'ils étaient engagés dans une perpétuelle lutte contre le temps. Hitler, le premier, avait expliqué à ses généraux dès 1937 qu'il fallait mener la guerre pour la conquête de l'espace vital tant qu'il était encore en bonne santé[925]. L'établissement de l'hégémonie allemande sur le continent européen devait être réalisé avant sa mort. Hitler était, de ce point de vue, très différent d'un Lénine, capable, à Brest-Litovsk, de « troquer l'espace contre le temps » car il était convaincu que ce dernier jouait en faveur du communisme (et parce qu'il ne liait pas la réalisation de l'idéologie marxiste à sa seule personne). L'une des caractéristiques du nazisme semble avoir été de se fixer un programme aux ambitions démesurées parce que le temps, pensaient ses dirigeants, jouerait contre l'Allemagne et son chef.

En se limitant à l'examen de la seule politique antisémite, qui constitue l'aspect le plus spécifiquement nazi du III^{e} Reich, on constate que les dirigeants du régime s'engagèrent, fin juillet, dans la réalisation, malgré la prolongation de la guerre contre l'Union soviétique, de ce qui avait été projeté avant

celle-ci. Une telle attitude impliquait évidemment une radicalisation permanente puisqu'il faudrait surmonter des obstacles de plus en plus importants si s'évanouissait la perspective de disposer rapidement des territoires originellement prévus pour la déportation des Juifs d'Europe. Bien entendu, cette disposition à maintenir coûte que coûte un calendrier s'enracinait dans la conviction idéologique suprême des nazis : tous les malheurs de l'Allemagne et de l'Europe venaient des Juifs. Si la guerre se prolongeait, c'était parce qu'une conspiration juive était à l'œuvre. Il fallait donc intensifier la lutte contre les Juifs en Europe.

Ajoutons un dernier point : il faut faire attention à ne pas situer trop tôt le moment où les nazis furent convaincus qu'ils auraient du mal à gagner la guerre. Fin juillet 1941, Heydrich comme Himmler voyaient en l'Union soviétique l'espace de déportation de tous les Juifs d'Europe. Et il y eut une phase intermédiaire, peut-être jusqu'au printemps 1942, où la perspective de la déportation des Juifs de l'Europe occidentale, centrale et sud-orientale vers l'URSS conquise apparaissait comme d'autant plus naturelle que le judéocide battait son plein en Union soviétique, que donc « place nette » était faite pour recevoir des convois de déportés.

Deuxième point : l'en-tête du mandat mentionnait trois des nombreuses fonctions du maréchal Göring. Dans le système néoféodal qu'était le national-socialisme, pour reprendre la terminologie de Robert Koehl, la triple mention, par Göring, de la dignité de maréchal, de la direction effective de l'économie de guerre et de la présidence de ce qui était l'équivalent d'un conseil de guerre donnait une triple assise au vassal mandaté, Heydrich. En ce qui concernait le parti, il tenait son pouvoir sur la « question juive » de Himmler. En ce qui concernait l'Etat, il le tenait de Göring. C'était important, pour la SS, à la fois vis-à-vis du reste du parti et de l'Etat.

Heydrich pouvait toujours jouer l'un contre l'autre si son autorité était contestée. De plus, en étant rattaché à la fois à Himmler et à Göring, il pouvait non seulement servir d'intermédiaire entre les deux mais il était de plus doublement rattaché à Hitler. Il pouvait espérer un jour, de vassal disposant du double patronage du numéro deux du régime et du responsable de la plus puissante organisation national-socialiste, devenir un vassal immédiat du Führer.

Troisième point : le contenu du projet de mandat signé Göring se retrouve presque littéralement dans le procès-verbal de la conférence de Wannsee[926] :

> Le chef de la Police de sécurité et du SD, l'Obergruppenführer SS Heydrich, fit part en ouverture de la mission qui lui était confiée par le maréchal du Reich en vue de la préparation de la solution finale de la question juive en Europe, et indiqua que l'objectif de cette réunion était de clarifier les questions de fond. Le souhait du maréchal du Reich de se voir présenter un projet d'organisation, de déroulement et de conditions matérielles dans la perspective de la solution finale de la question juive en Europe exigeait au préalable une harmonisation de toutes les instances centrales directement concernées par ces questions dans la perspective d'une conduite parallèle de l'orientation des actions.

La lettre du texte de la conférence correspond essentiellement à l'ordre du mandat de Göring : rappel que Heydrich est chargé du dossier ; besoin de coordonner l'activité du RSHA avec les instances gouvernementales ; annonce qu'un projet sera remis à Göring après cette concertation. Il y a cependant une différence importante : le procès-verbal de la conférence parle de la « solution finale de la question juive en Europe » tandis que le mandat parlait, dans le premier paragraphe, de la « solution globale de la question juive dans le territoire d'influence allemande en Europe » et, dans le troisième paragraphe, de « solution

finale ». Ces nuances nous permettent de préciser l'analyse du mandat de juillet.

Les deux premiers paragraphes correspondent à un texte rédigé, vraisemblablement en juin 1940, par Eichmann, pour être présenté à Göring afin de renforcer l'autorité de Heydrich sur la « question juive ». Le mandat du 24 janvier 1939 avait consacré l'autorité de Heydrich sur l'émigration forcée des Juifs du Grand Reich. Il fallait, à l'été 1940, légitimer l'autorité du RSHA sur les déportations des territoires incorporés au Reich vers le Gouvernement général (« évacuations ») en même temps qu'étendre l'autorité du chef de la Police de sécurité et du SD sur les territoires conquis ou tombés, après la défaite de la France, dans l'orbite allemande. Le texte servait essentiellement à étendre territorialement l'autorité de Heydrich.

Bien entendu le chef de la Sipo et du SD aurait à se concerter avec des instances gouvernementales : les frictions avec Frank concernant les déportations dans le Gouvernement général ou le désir du ministère des Affaires étrangères de s'emparer du « projet Madagascar » en étaient l'illustration. C'est sans aucun doute fort du mandat étendu de Göring que Heydrich avait écrit à Ribbentrop le 24 juin 1940.

La lettre rappelait le mandat du 24 janvier 1939 puis elle énumérait les succès de la politique d'émigration dans des circonstances largement hostiles et demandait que Heydrich fût invité aux réunions de définition du « projet Madagascar » au ministère des Affaires étrangères. C'est exactement le sens des deux premiers paragraphes du projet signé de juillet 1941. Et rien n'empêche de penser qu'un premier texte ait été rédigé par Göring[927] (puis détruit par la suite), et que de ce fait Ribbentrop n'aurait pas pu faire autrement que d'associer Heydrich.

Ensuite, en décembre 1940 ou peut-être un peu plus tard, le troisième paragraphe avait été ajouté. L'utilisation du terme

« Endlösung », dont l'apparition coïncida avec la préparation de la campagne contre l'Union soviétique, plaide en faveur d'un ajout. La lettre de Dannecker du 21 janvier 1941, que nous avons citée[928], pourrait faire allusion à la rédaction d'un mandat par Göring. Mais il est vrai que les chefs nazis écrivaient le moins possible lorsqu'il s'agissait des buts ultimes de la politique antijuive. Il se peut aussi que Heydrich ait commencé à songer à obtenir un nouveau mandat écrit (dans cette hypothèse, ce serait le troisième) après que Göring eut, le 26 mars 1941, lu son projet de « solution finale », l'eut approuvé mais lui eut demandé de lui en présenter une version qui inclût la mention des prérogatives de Rosenberg, que Hitler était sur le point de nommer ministre des Territoires de l'Est[929]. Cependant, comme nous allons le voir, il n'est pas du tout sûr que ce soit le même document qui ait été discuté entre Heydrich et Göring en janvier et en mars 1941. Dans tous les cas, après le début de la campagne fin juin, c'est tout naturellement au mois de juillet que Heydrich commença à se préoccuper d'étendre ses prérogatives sur la question juive en Union soviétique face à Rosenberg (dont le mandat avait été confirmé par Hitler le 16 juillet). Il aurait pu alors, sachant qu'il allait rencontrer Göring faire établir le brouillon que nous possédons encore et dont le contenu est comme l'accumulation de strates successives, de juin 1940 à juillet 1941.

Pour finir l'analyse de ce document, reprenons la remarque d'Eichmann selon laquelle il n'y avait pas eu besoin de remanier un texte écrit dans le contexte du plan « Madagascar » pour l'adapter au projet suivant, celui de la déportation vers un territoire conquis sur l'Union soviétique. Cette remarque plaide non seulement pour l'esprit de synthèse de Heydrich, sa capacité à formuler des instructions d'une grande clarté et de portée générale, mais aussi pour l'argument selon lequel les dirigeants du régime nazi

cherchaient à formuler des ordres-cadres qui pussent être adaptés à une situation très mouvante. Heydrich, lors de la conférence de Wannsee, reprit, en les citant, les formules de Göring, mais pour leur donner un autre sens : le Reichsmarschall lui avait demandé de se concerter avec les invités à la conférence et c'est après cette réunion que l'on serait en mesure d'élaborer un projet de « solution finale ». C'était inverser, sciemment, l'ordre des événements, à un moment où la prolongation de la guerre pouvait mettre Hitler et la SS en difficulté : il s'agissait, comme nous le verrons, d'obtenir, malgré la prolongation de la guerre, un acquiescement (a posteriori) au démarrage du projet de « solution finale ». Mais, six mois plus tôt, lorsque Heydrich avait rencontré Göring, la victoire semblait proche et le RSHA planifiait sans se préoccuper d'obtenir l'agrément des instances gouvernementales du Reich subordonnées à Göring.

III.

Il se peut que le mandat de Göring n'ait pas eu, dans l'intention de Göring et de Heydrich, la même raison d'être que la fonction qui fut finalement la sienne lorsqu'il convoqua la conférence de Wannsee : on peut penser en effet que le chef du RSHA, fin juillet 1941, songeait essentiellement à renforcer son autorité sur l'Union soviétique conquise face à Rosenberg, le ministre des Territoires occupés de l'Est. Avant que Heydrich ne rencontre Göring, en effet, le RSHA avait rédigé des Directives pour le traitement de la question juive. La question qui va nous intéresser, à présent, est de savoir combien de temps auparavant[930].

Le lecteur nous pardonnera mais le texte dont nous parlerons doit être restitué dans son intégralité, tant il constitue un document clé pour notre démonstration.

Le premier point était intitulé « Considérations

générales » et il commençait ainsi :

> L'autorité du chef de la Police de sécurité et du SD eu égard à son mandat concernant la solution finale de la question juive en Europe s'étend aux territoires occupés de l'Est. En fonction de cela, les bureaux de la Police de sécurité concernés sont responsables, dans les territoires de l'Est, chacun dans son territoire respectif, du traitement de la question juive.

Heydrich faisait affirmer d'emblée son autorité et celle de ses services sur la question juive en territoire soviétique occupé aux dépens de celle de Rosenberg. Dans le même esprit, il avait déjà fait ou ferait bientôt rédiger le projet de mandat qu'il fit signer à Göring le 31 juillet. Ce dernier document fondait l'affirmation par laquelle commençait le premier.

On remarquera que, depuis la correspondance écrite au moment du « projet Madagascar », Heydrich fait toujours suivre à ses services le même ordre d'argumentation qui commence par une présentation de la démographie[931] :

> La juiverie représente dans les différents Reichskommissariate et, au sein de ceux-ci, dans les Generalkommissariate un pourcentage très variable de la population totale. Ainsi des millions de Juifs vivent-ils en Biélorussie et en Ukraine, installés depuis des générations. Dans la région centrale de l'URSS, au contraire, les Juifs ne se sont installés, pour la plus grande partie d'entre eux, qu'à l'époque bolchevique. Un groupe particulier est constitué par les Juifs soviétiques qui ont suivi l'Armée rouge en 1939 et 1940 pour pénétrer en Pologne de l'Est, en Ukraine de l'Ouest, en Biélorussie de l'Ouest, dans les pays baltes, en Bessarabie et en Bucovine.

Par ce dernier groupe, les auteurs du texte entendaient les représentants du pouvoir soviétique, forcément juifs à leurs yeux.

On comprend mieux le contexte dans lequel sont nés les ordres de tuer « les fonctionnaires communistes et les Juifs » et il nous est possible de préciser nos analyses des chapitres

précédents : la direction du régime avait envisagé de faire tuer les Juifs d'abord dans les territoires d'expansion de la Russie soviétique entre 1939 et 1941 puis ensuite, en suivant la Wehrmacht, les « bolcheviks » et leurs familles. Mais, comme nous l'avions déjà senti dans plusieurs documents, il s'agissait d'une politique qui ne devait durer que le temps de la guerre. En effet : « Toutes les mesures concernant la question juive dans les territoires occupés de l'Est doivent être prises en songeant que la question juive sera résolue pour l'ensemble de l'Europe au plus tard après la guerre. » Au mois de juillet – restons-en provisoirement à cette datation du texte – la Wehrmacht avait déjà occupé un territoire immense et, dans l'euphorie, les hommes de Heydrich, qui travaillaient avec lui à la préparation de la « solution de la question juive » depuis l'hiver précédent, imaginaient même que l'on pût disposer très vite des territoires de déportation, préalablement « sécurisés » par les Einsatzgruppen et les autres unités de police.

Bien entendu, une telle formule prendrait un autre sens quelques mois plus tard : on se mettrait à tuer massivement les Juifs en Pologne sans attendre la fin de la guerre. Mais, dans le cas qui nous occupe, les auteurs traitaient de l'espace soviétique conquis et voyaient encore la victoire comme imminente : « [Ces mesures] doivent donc être envisagées comme des mesures préparatoires partielles, qui doivent être coordonnées avec les autres mesures prises dans ce même domaine. » On peut difficilement imaginer une formulation plus proche de celle du procès-verbal de la conférence de Wannsee. C'est peut-être une phrase dictée par Heydrich ou mise par lui en annotation sur une première version du document.

L'argumentation continuait de la même façon que dans le texte que nous connaissons bien : « Cela vaut d'abord pour la préparation de possibilités d'accueil au moins provisoires pour

les Juifs du Reich. » N'aurions-nous pas connaissance du texte de Stahlecker déjà cité, nous pourrions penser que ce texte a été écrit fin août, lorsque Heydrich attendait de recevoir l'autorisation de Hitler de déporter les Juifs du Reich mais avait déjà commencé à préparer les déportations. Mais, puisque le texte a forcément été rédigé avant le 2 août[932], cela signifie qu'au sein du RSHA on avait commencé à envisager la déportation des Juifs allemands bien avant que le sujet ne vienne à l'ordre du jour en août-septembre 1941. Cela vient à l'appui de notre hypothèse selon laquelle le procès-verbal de la conférence de Wannsee contiendrait, dans sa trame, le « plan Heydrich » de l'hiver 1940-1941.

Nous arriverons à mieux dater le texte que nous avons sous les yeux quand nous lisons la suite :

> Par exemple, il ne faut pas empêcher la population civile locale de s'en prendre aux Juifs, tant que cela est compatible avec l'exigence de maintien de l'ordre et de la sécurité dans le dos des troupes. Il faut en effet accepter les mesures de représailles contre les Juifs qui ont pénétré au cours des deux dernières années dans les territoires occupés par l'Armée rouge. Mais il faut s'opposer strictement à la populace et à d'autres éléments obscurs qui ne penseraient qu'à piller des magasins juifs et à dérober les biens de la race juive pour leur propre enrichissement.

On se rappelle que Heydrich avait, le 29 juin, faisant allusion à ses instructions du 17 juin, confirmé le bon usage que l'on pouvait faire des pogroms. Et l'on en vient à se demander si le document que nous lisons n'a pas servi de base aux instructions données aux chefs des Einsatzkommandos à la mi-juin, lors de la réunion avec Heydrich à Berlin. Le texte s'y prêterait parfaitement, vu que les Einsatzgruppen n'avaient pas que des fonctions de massacre. Depuis qu'Eichmann avait inauguré leur politique antijuive à Vienne en 1938, la mission de ces administrations combattantes s'était toujours complexifiée mais avait obéi à des principes que l'on retrouve

dans le texte que nous avons sous les yeux. On peut le lire dans une double optique : celle de la préparation de la « solution finale de la question juive » et celle de la mission confiée aux Einsatzgruppen en Union soviétique – et il se peut qu'en fait les historiens aient sous-estimé, jusqu'à maintenant, combien les deux aspects étaient imbriqués.

Le point 2 du texte traitait d'un sujet qui occupera toute une partie de la conférence de Wannsee mais qui avait aussi des conséquences pratiques pour le travail des commandos de la Police de sécurité :

> Définition de la notion de « Juif » :
>
> La solution satisfaisante de la question juive suppose qu'ait été préalablement fixée la notion de manière à déterminer qui, dans les territoires occupés de l'Est, doit être considéré comme Juif. Au vu de la solution finale de la question juive et de la forte influence que la race juive a exercée sur la population russe jusqu'à l'entrée des troupes allemandes, influence qui n'a pas complètement disparu, il apparaît nécessaire, du point de vue politique comme du point de vue de la race, pour éviter un renforcement ultérieur de la race juive, de donner l'acception la plus large possible à la notion de « Juif ».
>
> Selon ce point de vue, est juive toute personne qui reconnaît son appartenance à la communauté religieuse juive ou l'a reconnue par le passé ou bien dont l'appartenance à la race juive résulte d'autres circonstances. Est désigné comme Juif qui a un parent juif, juif au sens défini dans la phrase précédente.

On voit donc que le sujet qui devait être au cœur de la discussion à Wannsee était situé dans la trame d'un document qui suit le même type d'argumentation que le procès-verbal de la conférence. En même temps, la mise en cause, en faveur d'une définition plus radicale, des lois de Nuremberg que le RSHA espérait imposer à propos de la question des Juifs non allemands, et plus particulièrement de ceux d'Union soviétique, avait des conséquences immédiates pour les Juifs soviétiques. Les Directives incitaient en effet cette « administration de combat » qu'étaient les Einsatzgruppen à :

3. Mettre la main sur les personnes. Leur apposer une marque distinctive. Supprimer leur liberté de circulation. Et isoler.

Un premier objectif central pour les Allemands doit être d'isoler strictement la race juive du reste de la population. La condition préalable est de mettre la main sur toute la population juive en introduisant le recensement obligatoire et toute autre mesure appropriée. La race juive soviétique a constamment essayé, en particulier dans les régions clés de l'URSS, depuis la révolution bolchevique, de se camoufler pour réussir à passer inaperçue dans l'occupation des postes de pouvoir. C'est dans ce but que de nombreux Juifs ont abandonné la confession mosaïque et pris des noms de famille, des prénoms et des noms paternels russes[933]. Il faudra ordonner le signalement de tous les changements de nom des Juifs, du vivant de celui qui se fait recenser ou bien, pour autant qu'il le sache, du temps de ses ancêtres, et les anciens noms seront repris. Il en est de même pour les sorties de la communauté mosaïque et les passages (souvent multiples) à d'autres confessions. Les Juifs seront plus faciles à démasquer dans les Reichskommissariate d'Ostland et d'Ukraine, où une grande partie de la race juive vit depuis des générations, que dans les autres commissariats. Il faudra, au besoin, utiliser les archives soviétiques qui auront été conservées.

La saisie des archives soviétiques mais aussi l'imposition d'un signe distinctif pour les Juifs faisaient partie des missions confiées aux Vor- ou aux Sonderkommandos :

Ensuite, il faudra sans attendre imposer l'identification des Juifs par une étoile jaune et supprimer non moins immédiatement la liberté de circulation de tous les Juifs. Il est souhaitable d'entreprendre ensuite un transfert des Juifs dans des ghettos en séparant, lors de cette opération, les hommes et les femmes. L'existence de nombreux lieux habités par les Juifs, et qui sont plus ou moins fermés, en Biélorussie et en Ukraine, facilitera cette tâche. Du reste, il faudra choisir des lieux qui, en fonction des projets de travail actuellement prévus, permettront une totale exploitation de la force de travail juive. On peut donner à ces ghettos, sous contrôle, une auto-administration juive avec un service d'ordre juif. Mais la surveillance de la ligne de démarcation entre le ghetto et le monde extérieur relève des tâches de la police allemande.

Même dans les cas où un ghetto n'a pas pu être érigé, une législation stricte et toutes les mesures qui paraîtront appropriées

permettront d'éviter un mélange entre le sang juif et le reste de la population.

De fait, le recensement, le marquage, l'isolement et la ghettoïsation furent des mesures systématiquement entreprises en même temps que la première vague de tueries en Union soviétique ou après celle-ci[934]. L'usage permanent du futur plaide pour une rédaction précoce du texte et renforcerait l'hypothèse selon laquelle on aurait affaire à la base des instructions données par Heydrich le 17 juin 1941. On remarquera cependant la formulation curieuse de la dernière phrase, qui commence par un verbe au passé. Cette formulation pose la question d'une formulation du texte en juillet 1941 mais il serait curieux qu'on ait formulé des directives pour les Einsatzgruppen après leur engagement. Toutes les mesures suggérées supposaient une action très rapide des Einsatzgruppen. Les auteurs du texte « vivent » l'action qu'ils sont en train de décrire – la rapidité du passage à l'acte et de l'exécution était une obsession nazie, communiquée au plus haut point par Heydrich à ses hommes[935]. Vu l'immensité du territoire, il ne serait pas possible d'ériger partout ni tout de suite des ghettos ; d'autre part le mode de vie des Juifs ne s'y prêterait peut-être pas toujours : on rencontrerait peut-être des familles isolées, des communautés juives dispersées. Et il semble bien que le vrai sens de la phrase soit une autorisation camouflée de tuer si on le jugeait bon (« ou toute autre mesure apparaissant appropriée »).

Si l'on suit le texte, une tâche gigantesque attendait les hommes de Heydrich en Union soviétique :

4. Elimination de l'influence juive dans le domaine politique, économique, culturel et social.

En même temps que les mesures de séparation extérieure des Juifs du reste de la population, il faut tout faire pour éliminer l'influence de la race juive sur la population russe. Cela doit être immédiatement entrepris dans le domaine politique et culturel tandis

> que, dans tous les autres cas, il faut prendre garde à ne pas commettre de dommages irréversibles. Etant donné la priorité des tâches économiques à l'Est, cela vaut en particulier pour toutes les mesures concernant l'économie.

Ces formules alambiquées signifiaient que Heydrich faisait attention – au moins depuis les lendemains de la Nuit de cristal – à ne pas empiéter sur le domaine de compétence de Göring. Il savait, dans tous les cas, combien l'économie du Reich avait besoin, pour gagner la guerre, de pouvoir exploiter les ressources de l'Union soviétique. En même temps, l'autorisation d'« éliminer » dans les domaines politique et culturel dessinait bien les contours de la politique effectivement menée : judéocide d'un côté ; survie d'une partie des communautés juives d'un autre. Une étude fine des massacres au cas par cas pourrait permettre d'approfondir cette hypothèse[936]. On se rappellera juste, pour l'instant, que dans sa lettre du 2 juillet aux HSSPF Heydrich avait indiqué qu'il fallait prendre garde à épargner, provisoirement, les individus « économiquement utiles » et les médecins[937].

Le texte proposait une distinction entre les métiers exercés par les Juifs :

> Il faut procéder à un renversement complet de la vie professionnelle juive, pour autant que l'on n'a pas affaire à des travailleurs manuels. Le groupe des fonctionnaires, le groupe professionnel le plus important chez les Juifs sous le régime soviétique, disparaît complètement. De même, il faut extirper les autres métiers concernant la vie de la collectivité, même si le rythme des mesures doit être adapté aux besoins économiques et sociaux.

Relues dans cette perspective, les instructions dont nous avons parlé au chapitre 7 concernant la mise à mort prioritaire « des fonctionnaires communistes et des Juifs » et de la « classe intellectuelle juive » sont à replacer dans un projet génocidaire global, au sens où Raphaël Lemkin puis l'ONU ont défini ce terme. Cela impliquait non seulement de tuer mais de

priver les gens de leur environnement social et culturel, et des ressources économiques nécessaires à une vie normale :

> A l'exception du minimum nécessaire pour survivre, tous les biens juifs sont à saisir, à confisquer et à inclure dans l'économie du Reich. Pour autant que la situation économique le permet, il faut le plus tôt possible retirer aux Juifs la disposition de leurs biens en instituant une gérance et en prenant toutes les autres mesures nécessaires, de manière à éviter tout transfert des biens qui nous échapperaient.
>
> Il faut interdire absolument aux Juifs toute activité culturelle. Cela inclut l'interdiction de la presse juive, du théâtre juif et des écoles juives.
>
> Il faut aussi interdire l'abattage rituel.

Comme indiquera le paragraphe suivant, la survie des Juifs était liée au travail forcé auquel on prévoyait, dans un deuxième temps, de les soumettre. Nous voyons ainsi se dessiner le tableau complexe d'un projet génocidaire global, qui rendait possible, par des formules codées, la mise à mort rapide d'un certain nombre d'individus et qui privait les autres de leurs repères identitaires et communautaires pour les transformer en main-d'œuvre d'immenses camps de concentration.

Rien ne résumait mieux l'esprit génocidaire du projet esquissé par les hommes de Heydrich que la mesure annoncée de créer des ghettos pour les hommes et des ghettos pour les femmes, mesures préalables à la mise en place de ces « colonnes de travailleurs » de même sexe dont parle le procès-verbal de la conférence de Wannsee :

> 5. Travail forcé.
>
> Aussi bien le manque de main-d'œuvre, pour le moment, dans les territoires de l'Est occupés que des considérations politiques et idéologiques semblent rendre tout à fait indispensable l'introduction pour tous les Juifs du travail forcé et leur inclusion dans des bataillons de travail suivant une procédure radicale. Il faut qu'une telle procédure se déroule en même temps que l'on expulse les Juifs de leur

actuelle vie professionnelle – ils ne pourront conserver cette dernière que dans la mesure où elle peut servir au travail forcé. Du reste, la main-d'œuvre juive doit être soumise à un travail physique très dur.

La règle doit être de mettre tous les Juifs au travail sans distinction ni exception aucune. L'âge ne doit jouer aucun rôle à cet égard. Les Juifs doivent contribuer à la reconstruction des territoires occupés de l'Est. Les tâches que doivent accomplir les Juifs mis au travail forcé concernent les routes, les voies ferrées, les canaux et les travaux d'assainissement. Il apparaît aussi approprié de mettre des Juifs au travail de la terre, sous un strict contrôle. Il n'y a rien à dire contre l'utilisation des Juifs au sein des ghettos pour le travail du bois, la fabrication des sabots, des balais et des brosses.

Cependant, il faut toujours prendre garde que la main-d'œuvre juive ne soit utilisée que dans des branches de production d'où on pourra ensuite la retirer plus tard rapidement sans grand trouble. Toute spécialisation des travailleurs juifs est exclue. Dans tous les cas, il faut empêcher que les Juifs ne deviennent indispensables dans des secteurs de production vitaux.

Voilà un projet d'extermination par le travail explicitement formulé. Comme nous l'indiquions au chapitre précédent, il était peu probable que le RSHA eût été en retard d'une planification génocidaire au moment où les hommes de Göring et le commandement de la Wehrmacht envisageaient la mise à mort par la famine de millions de Soviétiques.

Le texte que nous avons sous les yeux explique de manière détaillée ce que le procès-verbal de Wannsee présente à grands traits. Ce texte est le développement du passage du procès-verbal consacré à la mise au travail des Juifs de l'Est. A moins qu'on ne préfère dire que le procès-verbal offre un résumé du présent texte. Ici nous avons la confirmation que les Juifs soviétiques étaient destinés, dans la logique du « plan Heydrich », à être les premiers Juifs à être mis au travail forcé dans le cadre des opérations préalables à la « solution finale ».

« Retirer rapidement » et « sans grand trouble » les Juifs des camps de travail : pour les déporter plus loin vers l'Est ?

Pour les soumettre au « traitement approprié » dont parle le procès-verbal de Wannsee ? Le texte traite des « travaux préparatoires » à la « solution finale » ; et il implique, dans tous les cas, que l'on envisageait la mort rapide des Juifs dans les conditions des camps de travail ainsi formés. C'est ce qu'on trouve explicitement exprimé dans le procès-verbal de Wannsee. De même, le dernier point des Directives ouvrait la perspective du judéocide immédiat :

> 6. Infractions.
> Les infractions aux mesures prises par les Allemands, en particulier la tentative de se soustraire au travail forcé, doivent être dans tous les cas punies par la mort. Les tribunaux d'exception sont là pour cela.

Les infractions commises, l'appartenance aux métiers intellectuels, à l'appareil d'Etat communiste, l'impossibilité de transporter les individus vers un ghetto, l'incitation au pogrom : autant d'incitations au judéocide pour les responsables des Einsatzkommandos, qui savaient, au moins depuis la campagne de Pologne, comment interpréter des instructions de ce genre.

IV.

Un débat violent surgit, début août, dans l'Ostland entre Stahlecker, chef de l'Einsatzgruppe A, et Lohse, le Reichskommissar. Ce dernier avait proposé un certain nombre de mesures qui correspondaient à une partie des directives du RSHA – mais qui étaient en fait le résultat de l'« expérience acquise » en Pologne : recensement, imposition d'un signe distinctif, interdictions professionnelles, ghettoïsation, confiscation des biens juifs, mise au travail forcé. En quelque sorte, l'Einsatzgruppe était privé de certaines de ses prérogatives en matière de « question juive ». La réaction de

Stahlecker était très significative.

Il s'appuyait sur la partie proprement génocidaire des Directives pour réaffirmer l'autorité de la police politique sur la politique antijuive[938]. Le chef de l'Einsatzgruppe A commençait par dire que les mesures proposées par Lohse ne correspondaient pas aux ordres que lui-même avait reçus. Les « possibilités de nettoyage de la question juive » qu'offrait l'« espace à l'Est » n'étaient pas intégrées à son projet par le Reichskommissar. Il ne faisait que reproduire ce qui se faisait déjà dans le Gouvernement général alors que l'« espace à l'Est » donnait « pour la première fois la possibilité d'un traitement radical de la question juive ».

Dans le Gouvernement général, on avait été contraint de laisser les Juifs là où ils étaient et d'utiliser leur force de travail pour les besoins économiques de la région ou ceux de l'armée. L'Ostland, à l'exception de quelques besoins en artisanat, présentait une situation toute différente. Les non-Juifs pouvaient travailler dans les entreprises nécessaires à l'effort militaire. L'élimination du bolchevisme libérait une force de travail considérable. De plus, il fallait bien voir que laisser les Juifs à leur lieu d'habitation et de travail n'était pas maîtrisable dans l'Ostland – à la différence du Gouvernement général. En effet, beaucoup de Juifs étaient arrivés dans la région en même temps que l'occupant communiste. Beaucoup de Juifs étaient des « activistes communistes » et l'on aurait affaire à des « foyers d'agitation pendant longtemps encore ». « Les communistes sur qui on n'a pas encore mis la main ne seront pas [sic] la seule incitation à ni la seule réalisation d'actions de sabotage et d'actes terroristes ; bien plus, les Juifs utiliseront toute occasion pour susciter de l'agitation. La pacification, qui doit se faire le plus rapidement possible, de l'Ostraum rend nécessaire d'éliminer aussi rapidement que possible tous les facteurs qui peuvent entraver la reconstruction. »

Les Juifs, disait Lohse, devaient quitter la campagne ; mais on ne pouvait pas les réinstaller dans des centres économiquement ou militairement importants ou dans des lieux de villégiature. Il ne restait donc que peu de villes possibles, où de plus on n'aurait aucun travail à leur donner. D'autre part, ajoutait Stahlecker, Lohse envisageait un processus lent de « déjudaïsation ». Le « marquage » des Juifs ne serait pas suffisant pour pallier les inconvénients de leur existence de « parasites » dans les grandes villes. Si les Juifs pouvaient se camoufler à Berlin, *a fortiori* le pourraient-ils dans un environnement naguère communiste.

Stahlecker continuait à transcrire l'esprit des Directives lorsqu'il ajoutait qu'il fallait faire en sorte d'éviter tout contact entre les Juifs et la population « racialement de valeur » des pays baltes. Il fallait aussi mettre fin à la « reproduction des Juifs ». Comme il n'était pas possible de les stériliser, il fallait séparer les sexes. Il fallait créer des « réserves » dans les espaces déserts de l'*Ostland*, en créant des quartiers séparés pour les hommes et les femmes. On affecterait les Juifs à des travaux de construction, de réparation des routes, d'entretien des forêts et à des activités agricoles. En dehors des réserves, on pouvait, sous stricte surveillance, employer des Juifs en bataillons de travail, pour construire des routes. « Si, entre-temps, le moment n'est pas encore venu du nettoyage global de l'espace européen de tous ses Juifs, alors on peut envisager, en attendant, de créer de nouvelles possibilités de travail, artisanales et industrielles, pour les Juifs dans les réserves. » Stahlecker ajoutait que soit l'on prendrait les habitations existantes pour les Juifs soit on leur ferait construire des baraques en bois. Ils devraient se nourrir des ressources locales. Autant dire qu'il envisageait de les faire mourir de faim.

Stahlecker ne faisait qu'une exception, correspondant à l'instruction donnée par Heydrich le 2 juillet : des médecins et

des ouvriers spécialisés pourraient ne pas être déportés vers les « réserves » – mais, conformément à l'esprit des Directives, les hommes et les femmes vivraient dans des quartiers séparés.

En finissant son texte, Stahlecker évoquait une deuxième fois la « solution finale », sous la forme de la possibilité du transport ultérieur des Juifs dans une « réserve extra-européenne ». A vrai dire, si on le laissait accomplir les « travaux préalables » à la « solution finale » qu'il venait de décrire, bien peu de Juifs survivraient. On comprend mieux pourquoi Hitler avait dit au maréchal Kvaternik, le 21 juillet, que peu importait la destination des Juifs, Madagascar ou une autre : la direction du régime savait que les « travaux préalables » à la « solution finale » suffiraient à exterminer la plupart des Juifs d'Europe.

La façon d'argumenter de Stahlecker prouvait une grande familiarité avec les directives du RSHA, la capacité à en tirer les éléments les plus radicaux tout à fait naturellement pour réaffirmer l'autorité de la Police de sécurité sur le processus. C'est la raison pour laquelle les Directives devaient, de notre point de vue, avoir été écrites avant le mois de juillet. Elles faisaient partie d'un long processus d'élaboration, amorcé à l'hiver précédent avec le « plan Heydrich ». Tous les éléments que nous venons d'énumérer donnent à penser que ces Directives ont constitué la base des instructions données aux Einsatzgruppen à la mi-juin 1941. Stahlecker finissait son texte en le qualifiant de « projet qui touche à des ordres fondamentaux, qui ne doivent pas être évoqués par écrit, et qui ont été donnés de très haut à la Police de sécurité ».

Les Directives avaient été, selon toute vraisemblance, évoquées de vive voix, devant les chefs des Einsatzkommandos et des Einsatzgruppen, à la mi-juin, comme venant du Führer. Transmises par oral, elles avaient formé le cadre de l'action de Stahlecker comme des autres chefs des

Einsatzgruppen et des Einsatzkommandos, et l'on voit, par les nuances que comporte l'exposé de Stahlecker par rapport aux Directives, comment fonctionnaient les ordres-cadres des nazis. Le subordonné pouvait, devait même, faire travailler son imagination pour adapter les directives qu'il avait reçues à la situation particulière à laquelle il était confronté. La dimension génocidaire immédiate des « Directives sur le traitement des Juifs dans les territoires occupés de l'Est » n'avait pas échappé à Stahlecker. Soit il nous restitue des instructions orales encore plus radicales que le texte que nous venons de lire ; soit il nous montre quels enseignements il avait tirés des instructions reçues.

Les deux documents que nous venons de commenter, combinés, nous semblent largement contribuer à désamorcer la polémique historiographique concernant l'ordre donné aux Einsatzgruppen avant le 22 juin 1941. Leur activité se déployait dans le cadre d'un projet, malheureusement très cohérent, de « solution de la question juive » en Union soviétique, élément des « travaux préparatoires » à la « solution finale de la question juive en Europe ».

Il est ainsi non seulement plus que probable que les Directives avaient constitué la base des instructions aux Einsatzgruppen, dans la mesure où ils allaient diriger le processus de « solution de la question juive à l'Est » dans des conditions beaucoup plus favorables, du point de vue nazi, qu'en Pologne, du fait de l'« espace à disposition ». Mais il est loisible de supposer également que le texte a été rédigé antérieurement au mois de juin. Nous voudrions revenir ici sur un point important : comme nous l'avions vu, rien ne prouve absolument que le document montré par Heydrich à Göring le 26 mars 1941 soit le même que celui auquel Dannecker faisait allusion dans sa lettre du 21 janvier. Au vu de ce que nous avons supposé concernant le texte de janvier 1941, on peut imaginer, sans contredire les documents, que la suite logique

du « plan Heydrich », avec ses deux composantes, d'abord la partie consacrée aux Juifs soviétiques, ensuite celle consacrée à la déportation des Juifs du reste de l'Europe, était un texte consacré plus spécifiquement aux Juifs soviétiques. Posons que Heydrich s'est vu chargé par Göring et Himmler, lorsqu'il les a rencontrés le 24 janvier 1941 et qu'ils ont examiné le projet qu'il avait remis au début du mois, de rédiger précisément des directives concernant le premier volet du plan : le « traitement de la question juive dans les territoires occupés de l'Est ». Nous supposons donc que c'est le document que Heydrich a montré à Göring le 26 mars 1941, deux mois plus tard. Et il est tout à fait cohérent que Göring ait alors précisé avec Heydrich, d'une part, pour l'armée, qui « coller contre le mur » ; d'autre part, les prérogatives de Rosenberg qui, effectivement, ne sont pas mentionnées dans le texte que nous avons lu.

Si l'on accepte cette hypothèse, cela permet de penser, ensuite, que Stahlecker pouvait faire référence à un texte ou à des instructions plus élaborées – et plus radicales encore que ce que nous avons lu dans les Directives. Cela permet aussi d'éclairer le contexte du mandat de Heydrich renouvelé le 31 juillet. A partir du moment où la « solution de la question juive » en Union soviétique était entamée et où les chefs des Einsatzgruppen et des Einsatzkommandos étaient à l'œuvre, il était normal que Heydrich se mît à préparer la deuxième étape de son plan : la déportation des Juifs du reste de l'Europe, en commençant par le Reich. Et c'est fort de ce mandat qu'il proposa, dès la première quinzaine d'août, de commencer la déportation des Juifs du Reich.

V.

Le projet de « marquage » des Juifs en Allemagne et dans l'ensemble de l'Europe refit surface au mois d'août dans le

Reich. Il aboutit au décret du 1er septembre 1941, signé Heydrich, qui imposait le port de l'étoile jaune dans le Reich et dans le Protectorat de Bohême-Moravie[939]. Même si Heydrich, dans le Reich, avait édicté une mesure qui ne concernait que les Juifs définis par les lois de Nuremberg, l'étoile jaune était ce qui unissait la politique antijuive en Allemagne et dans les territoires occupés d'Union soviétique. La diffusion vers le centre et l'ouest de l'Europe d'une mesure qui avait été introduite dès le début de Barbarossa dans les territoires soviétiques témoignait d'une radicalisation considérable ; et, si les lois de Nuremberg n'avaient pas été révisées en même temps que l'étoile jaune avait été introduite, ce n'était pas faute, de la part de Heydrich, d'avoir essayé de faire plier le ministère de l'Intérieur.

Le 13 août 1941, Eichmann avait présidé au RSHA à Berlin une réunion quasiment improvisée, au cours de laquelle il avait été question des « critères du sang » que le nouveau Reichskommissar aux Pays-Bas, Seyss-Inquart (qui avait quitté le Gouvernement général), souhaitait introduire : il s'agissait d'une définition plus large que celle des lois de Nuremberg, correspondant à celle du RSHA et des Directives que nous avons commentées. Et Eichmann avait reçu pour instruction d'utiliser ce cas pour briser la résistance du représentant du ministère de l'Intérieur, Feldscher, qui avait reçu, lui, comme mission de Stuckart et Lösener de défendre absolument les lois de Nuremberg[940]. A cette réunion, Eichmann avait pour lui les représentants du parti et ceux de Göring mais le représentant du ministère de l'Intérieur ne baissa pas la garde.

Lors d'une deuxième réunion, elle aussi prévue au dernier moment, il fut question, au ministère de la Propagande, sous la présidence du Staatssekretär Gutterer, de l'introduction de l'« étoile jaune » ; Lösener réaffirma les prérogatives du ministère de l'Intérieur en matière de « traitement » des Juifs

d'Allemagne[941] mais, le lendemain, Hitler inversa la tendance et donna raison à Goebbels. Fort de cet appui, la Gestapo – Eichmann – invita à une troisième réunion en huit jours, le 21 août 1941, pour parler de la « solution finale de la question juive ». Le représentant de la chancellerie du Parti, Reischauer, fit cause commune avec Eichmann et se réclama d'une lettre de Bormann à Heydrich indiquant que Hitler était favorable à la transformation des « demi-Juifs » en « Juifs ». Mais, comme la lettre n'avait pas été produite lors de la réunion, Stuckart fit son enquête auprès de Bormann et de Göring et fut conforté par le refus du Reichsmarschall et du Führer de modifier la législation, au moins provisoirement[942]. Hitler ne voulait pas d'une modification des lois de Nuremberg qui le priverait de soldats « demi-juifs »[943].

Hitler sortait d'une phase de latence. Dans la première quinzaine d'août 1941 plusieurs soucis plongèrent le dictateur dans l'hésitation qui précédait toujours chez lui les décisions importantes. Les protestations d'une partie de la population contre la mise à mort des malades et des handicapés eurent plus de retentissement lorsque l'évêque de Münster, Mgr von Galen, prononça, à partir du 3 août, trois dimanches de suite, des sermons qui dénonçaient l'euthanasie. L'évêque fit allusion aux bombardements des villes allemandes par la RAF, y voyant un « châtiment divin » pour les atteintes au respect sacré de la vie. On ne pouvait toucher Hitler à un point plus sensible. Le Führer commença par acquiescer à la suggestion de Goebbels qu'il fallait éviter, vu la nécessaire mobilisation des esprits, de troubler la population. Hitler était bien d'accord à première vue ; et d'ailleurs il empêcha aussi bien Heydrich que Goebbels de menacer les catholiques. Il ordonna, le 24 août, de faire cesser l'opération d'euthanasie[944].

Pourtant, vu sa manière de penser, les « risques de division intérieure » ne pouvaient avoir qu'une origine : les Juifs. De même qu'ils étaient derrière la contribution

financière américaine à la guerre contre l'Allemagne, la résistance britannique et celle, inattendue, de l'Union soviétique. Le Führer commença à s'orienter vers autre chose.

Heydrich était prêt, fort du mandat confié par Göring, à commencer les déportations dans la première quinzaine d'août, et, autant que l'on sache, Hitler lui refusa l'autorisation de commencer le processus[945]. En revanche il donna un accord de principe à Goebbels, quelques jours plus tard, le 18 août[946]. Pourtant, les territoires soviétiques n'étaient pas encore disponibles. Et là se trouvait, après l'opposition ouverte de l'Eglise catholique à l'euthanasie, la deuxième source des soucis de Hitler. La situation militaire se détériorait. Et c'est justement parce que le commandement militaire traversait une crise que Hitler radicalisait son attitude vis-à-vis de la population juive.

Le 11 août, le général Halder avait écrit dans son Journal des opérations militaires que l'on avait évidemment sous-estimé le colosse russe et sa capacité à équiper de nouvelles divisions[947]. A la mi-août éclata la première grande crise, entre Hitler et les généraux, concernant la conduite de la campagne, le dictateur refusant la marche directe sur Moscou que lui proposaient les chefs de l'armée et finissant par imposer le choix d'un double mouvement vers Kiev et vers Leningrad : il était plus important, continuait-il à penser, de priver l'Union soviétique de ses centres économiques que de conquérir sa capitale[948].

Pour surmonter psychiquement la crise, Hitler avait commencé à durcir son attitude vis-à-vis des Juifs[949] ; le 18 août, il avait expliqué à Goebbels que, pour le moment, quelqu'un comme le maréchal Antonescu procédait plus durement vis-à-vis des Juifs que lui Hitler – effectivement, l'armée et la gendarmerie roumaines participaient pleinement au début du judéocide au sud de l'URSS[950]. Le 2 septembre 1941, Himmler s'entretint avec Göring et Hitler[951]. Sans doute

une indication importante fut-elle donnée par Hitler concernant la déportation des Juifs d'Allemagne car l'agenda de Himmler révèle que le sujet fut abordé par le Reichsführer SS ce jour-là avec au moins un autre interlocuteur, Krüger, le HSSPF du Gouvernement général : « Question juive, expulsion du Reich », y lit-on[952].

Surtout, il faut lire le Journal de Goebbels à la date du 19 août[953] :

> Nous parlons du problème juif. Le Führer est convaincu que la prophétie [celle du 30 janvier 1939], qu'il avait formulée naguère au Reichstag, est confirmée, à savoir que si la race juive parvenait à déclencher encore une fois une guerre mondiale, celle-ci se terminerait par l'anéantissement des Juifs. Elle se vérifie, dans les semaines et les mois où nous sommes, avec une exactitude qui met presque mal à l'aise. A l'Est, les Juifs doivent payer ; en Allemagne, ils ont déjà partiellement payé et ils vont payer encore plus à l'avenir. Leur dernier refuge reste l'Amérique du Nord ; et là-bas ils devront, tôt ou tard, aussi payer. La race juive est un corps étranger dans les nations de culture et son activité dans les dernières décennies a été si dévastatrice que la réaction des peuples est absolument compréhensible, nécessaire, on pourrait presque dire dans la nature des choses. En tout cas, dans le monde en train d'advenir, les Juifs n'auront pas beaucoup de raisons de rire. Aujourd'hui, il existe déjà en Europe un front assez uni contre les Juifs [...]. C'est à rapporter au fait que nous avons déjà désamorcé assez rapidement le danger que représentaient les huit points[954]. [...] Et, en ce qui concerne la question juive, on peut, provisoirement, constater qu'Antonescu est beaucoup plus radical que nous, jusqu'à présent. Mais je ne m'arrêterai pas avant que nous ayons tiré toutes les conséquences vis-à-vis de la race juive.

La « prophétie » ou sa répétition accompagnaient les radicalisations de la politique antijuive du III^e^ Reich[955]. Devant Goebbels, le 18 août, alors que le commandement militaire venait de traverser une grave crise, Hitler portait beau. Il reconnaissait qu'il avait sous-estimé le potentiel soviétique. Mais il affirmait sa certitude de la victoire, peut-être même

imminente : il rappelait à Goebbels que, quelques semaines avant le 30 janvier 1933, le moral du mouvement nazi était au plus bas. Peut-être la paix allait-elle, de la même façon, surgir de façon inattendue. Churchill était au plus bas, essayait de se persuader Hitler ; Roosevelt ne pouvait pas entrer en guerre du fait de l'opinion américaine ; le dictateur ajoutait sa certitude que le Japon allait entrer en guerre contre l'Union soviétique. Il essayait de se persuader, suscitant la perplexité de Goebbels, que Staline allait lui faire une offre de paix. Et, ajoutait-il, « le bolchevisme sans l'Armée rouge n'est pas un danger pour nous ». Hitler ne pouvait tenir un tel propos que parce qu'il était persuadé de l'efficacité de l'action des Einsatzgruppen contre le judéo-bolchevisme. Il mentionnait froidement à son ministre de la Propagande que les bolcheviks avaient déjà perdu « 3 millions de personnes » ; et il estimait le nombre des prisonniers de guerre à 1,4 million, sachant pertinemment quel sort les attendait. Il annonçait qu'il allait affamer la ville de Petersbourg[956].

Le plus frappant dans le long monologue hitlérien était le contraste entre la morgue affichée vis-à-vis de Roosevelt et Churchill, dont Hitler disait que par les « huit points » de la Charte de l'Atlantique ils s'étaient couverts de ridicule, et le fait qu'il soit revenu à plusieurs reprises sur le sujet durant l'entretien. Il annonça qu'il leur répondrait dans un discours. Il expliqua à Goebbels que Churchill et Roosevelt essayaient de refaire à l'Allemagne le coup des « quatorze points » du président Wilson mais son Allemagne n'était pas celle de Guillaume II. Dans le code des références hitlériennes, on n'était pas loin du « plus jamais novembre 1918 ». Lorsque le dictateur ajoutait que Churchill se croyait encore en 1917 alors qu'on était en 1941, il avait présente à l'esprit la méthode jugée infaillible pour éviter de connaître le sort du Reich wilhelmien : frapper les Juifs. De manière significative, Goebbels avait évoqué la possibilité de baisser les rations

alimentaires des Juifs de Berlin et même de supprimer celles des Juifs qui ne travaillaient pas. Goebbels ne faisait que reprendre la formule utilisée par le Staatssekretär Gutterer, lors de la réunion du 15 août au ministère de la Propagande, quand on avait parlé du rationnement alimentaire : « La ration de viande pour les non-travailleurs devrait être baissée à 200 grammes ; le mieux serait de tuer tous ces Juifs-là[957]. »

VI.

Le débat sur l'arrêt de l'euthanasie amenait à la « solution ». On souligne souvent que les équipes de tueurs de T4 furent affectées dans les semaines qui suivirent à la construction de camps d'anéantissement en Pologne. Mais la causalité fut d'abord idéologique. Hitler avait senti un flottement dans la population allemande à l'occasion des protestations contre l'euthanasie, et un désarroi après l'intensification des bombardements britanniques. De façon significative, le 18 août toujours, il avait annoncé à Goebbels qu'il allait s'en prendre à Mgr von Galen[958]. Puis il avait bloqué toute initiative allant dans ce sens. Les catholiques aussi étaient manipulés par les Juifs – mais on attendrait la victoire (c'est-à-dire quelques mois) pour le règlement de comptes avec les Eglises.

Le remède, il en était convaincu depuis 1918, était dans l'expulsion de l'ennemi suprême. Mais la situation stratégique ne permettait pas de réaliser le « plan Heydrich » à moins de débloquer l'engorgement des déportés dans le Gouvernement général. Or, précisément, l'arrêt de T4, annoncé par Hitler le 24 août 1941, alors qu'il avait décidé la déportation des Juifs d'Allemagne, rendait disponibles des techniciens de la mort pour se débarrasser, en Pologne, des travailleurs improductifs parmi les populations déportées.

Hitler avait réagi de façon apparemment modérée aux

critiques adressées à T4. En fait, comme au moment de la Nuit de cristal, le recul tactique cachait une radicalisation d'ordre stratégique. Et le Führer la mettait d'autant plus radicalement en œuvre que la Charte de l'Atlantique avait été signée le 14 août 1941, signifiant que les Etats-Unis entraient de plus en plus activement dans le conflit même s'ils n'étaient pas encore belligérants[959]. A l'ambassadeur d'Espagne, Espinosa, le jour même où s'ouvrait la conférence de l'Atlantique, le 12 août, Hitler avait déclaré : « Le premier responsable de cette guerre, c'est l'Amérique, c'est Roosevelt, avec ses francs-maçons, ses Juifs et tout le bolchevisme juif. Le produit de cette guerre contre le bolchevisme doit être la grande unité de l'Europe. Les Américains sont les sous-hommes par excellence[960]. » Et il avait fini cette partie de l'entretien en ajoutant : « L'Amérique va devoir payer très durement[961]. »

Le rappel de la prophétie du Reichstag devant Goebbels était sans aucun doute lié à la conférence de l'Atlantique. Et, lorsque Hitler parlait d'unité de l'Europe, nous le savons, il entendait d'abord la « solution finale de la question juive en Europe ». C'est sans doute la raison pour laquelle le dictateur disait que l'Amérique allait devoir payer. Et lorsqu'il reçut Mussolini, le 25 août, le dictateur écumait encore contre la « clique juive qui entourait Roosevelt et exploitait le peuple américain[962] ».

Sans doute Hitler a-t-il hésité, dans la première quinzaine d'août, à déclencher la première étape de la « solution finale » hors d'URSS, la déportation des Juifs du Reich. Déclencher la « solution finale » dans l'ensemble de l'Europe, c'était mettre à exécution la menace du 30 janvier 1939 au Reichstag, répétée et présentée comme irrévocable au même endroit, deux ans plus tard, le 30 janvier 1941. C'était reconnaître – du point de vue de Hitler – que l'on était dans une guerre totale avec les Etats-Unis, une guerre mondiale. Deux événements ont pu le faire basculer définitivement : d'une part, le contenu de la

Charte de l'Atlantique, qui parlait ouvertement de l'« anéantissement de la tyrannie nazie » et qui prônait un monde ouvert à la liberté du commerce, à l'exact opposé de la vision hitlérienne[963]. D'autre part, Goebbels, après avoir obtenu le feu vert de Hitler, le 18 août, monta en épingle la publication aux Etats-Unis de la brochure d'un certain Theodor Kaufman, intitulée Germany Must Perish, dans laquelle l'auteur suggérait la stérilisation des Allemands : le ministre de la Propagande en fit un conseiller de Roosevelt et même, bientôt, l'organisateur de la conférence de l'Atlantique[964].

Alors que Hitler donnait l'autorisation de commencer la réalisation de la deuxième partie du « plan Heydrich », Staline venait d'ordonner la déportation des Allemands de la Volga. Rosenberg avait proposé au Führer de faire une annonce à la radio menaçant l'Union soviétique de déporter les Juifs d'Allemagne et d'Europe centrale dans le cas où les Allemands de la Volga seraient effectivement déportés. Mais Staline, en fait, avait déjà entrepris la déportation[965]. Et les motifs de la déportation des Juifs du Grand Reich étaient antérieurs à la décision de Staline, même si celui-ci avait fourni un prétexte et accru la détermination du dictateur allemand, qui était conduit à penser que Roosevelt et Staline agissaient de concert (exemple étonnant de selffulfilling prophecy). Lorsque Hitler expliqua à Ribbentrop, le 17 septembre, qu'il avait « autorisé » la déportation des Juifs allemands, autrichiens et tchèques à la suite de l'intervention de Rosenberg, c'était pour faire porter à d'autres la responsabilité d'une décision qu'aucun autre que lui n'aurait pu prendre[966].

Effectivement, dans la nuit du 14 au 15 septembre, Hitler indiquait, à sa manière codée :

> J'ai donné l'ordre à Himmler, pour le cas où il y aurait lieu un jour de craindre des troubles intérieurs, de liquider tout ce qui se trouve dans les camps de concentration. D'un coup, la révolution

serait ainsi privée de ses chefs[967].

Pour qui connaît l'argumentaire hitlérien, les chefs de la révolution ne peuvent désigner que les Juifs. En général, ce dernier procédait par allusions, par références indirectes. Et il comptait sur ses fidèles pour imaginer l'application pratique de ce dont il avait émis le souhait. Himmler avait déjeuné chez le Führer le 5 septembre et dîné chez lui le 5 et le 7[968].

VII.

Que Hitler fût toujours maître du calendrier et des décisions ne doit pas empêcher de voir l'importance des initiatives de ceux qui « travaillaient dans le sens de la volonté du Führer ». Ils aidaient à créer le climat dans lequel les décisions du dictateur pourraient prendre toute leur efficacité. Lorsque Otto Abetz rencontra Himmler dans l'après-midi du 16 septembre, il lui fit part de la disponibilité du Legationsrat Zeitschel à commencer la déportation des Juifs de France vers une « réserve juive » en Union soviétique, puisque la conquête avançait bien et que « Madagascar » était irréalisable[969].

Zeitschel était l'intermédiaire entre le SD et l'ambassade d'Allemagne à Paris. On se rappelle qu'au SD à Paris on avait été, par Dannecker, au courant quasi instantanément du « plan Heydrich » car il avait signifié l'abandon du plan « Madagascar ». Depuis lors, Dannecker, entre autres, ne cessait de faire pression sur Berlin pour que les Juifs de France fussent parmi les premiers « déportés vers l'Est ». Eichmann se rappela après la guerre avoir reçu, en mai 1941, de Müller (donc de Heydrich) la mission d'écrire aux autorités françaises d'occupation, au SD en France et au ministère des Affaires étrangères (l'ambassadeur Abetz aussi était un activiste de la politique antijuive). Dans le cadre des instructions de Göring (donc de Hitler), la priorité restait à l'émigration des Juifs du

Grand Reich et la question de faire de la France un territoire judenrein ne se poserait qu'après la guerre, dans le cadre de la « solution finale »[970]. Que tout cela se passât dans le cadre des instructions de Göring nous incite à voir une référence de plus au « plan Heydrich », tel que nous l'avons reconstitué.

A l'été, Dannecker, via Zeitschel[971], et Abetz se mettaient en avant à un moment où le processus de décision s'orientait dans la direction qu'eux-mêmes – encouragés par Dannecker – souhaitaient. En fait, lorsque Zeitschel présentait comme sienne la proposition de déportation généralisée des Juifs de France vers l'Est, il ne faisait que reprendre à son compte et suggérer à Himmler la deuxième partie du « plan Heydrich » dont Dannecker avait eu connaissance avant d'autres.

En France même, l'atmosphère créée par le SD, l'ambassade, la Wehrmacht contribuait à l'aggravation du sort des Juifs, à laquelle Vichy et les collaborateurs prêtaient leur concours. En mai, en août et en décembre 1941, les autorités allemandes organisèrent, avec le concours de la préfecture de police, la rafle de 9 000 hommes juifs qui furent internés à Pithiviers, à Beaune-la-Rolande, à Drancy et à Compiègne, et qui furent « soumis selon les cas à la famine et aux exécutions massives[972] ». Comme ailleurs en Europe occupée, même si l'échelle n'était pas la même, le sort des Juifs s'aggravait en attendant la déportation. La Wehrmacht passait progressivement aux fusillades d'hommes juifs en représailles aux actes de la Résistance[973]. Et le SD et la Sipo étaient d'autant plus activistes que, d'une part, aucun accord avec la Wehrmacht n'avait été passé concernant leur activité dans la France occupée et que, d'autre part, l'ambassadeur Otto Abetz[974] et l'ancien collaborateur de Heydrich Werner Best, chef de l'administration militaire[975], étaient des propagateurs zélés de la politique antisémite.

Une lettre du 8 octobre 1941, adressée par Zeitschel à Theodor Dannecker, expliquait que Himmler avait donné un

accord de principe concernant la déportation des Juifs des camps vers l'Est dès que des moyens de transport seraient disponibles[976]. Himmler incitait les autorités d'occupation en France à commencer un regroupement des populations qui seraient déportées dès que le Führer aurait décidé de passer à l'étape suivante de la « solution finale de la question juive en Europe ». On était bien dans le cadre du « plan Heydrich », qui supposait des « travaux préparatoires » à la « solution finale ».

Selon toute vraisemblance, l'activisme des autorités allemandes en France conduisait Berlin à réfléchir déjà à la déportation des Juifs de France, immédiatement après celle du Reich[977]. On peut d'ailleurs se demander si l'autorisation donnée par Heydrich aux attentats de la Cagoule contre des synagogues, début octobre[978], n'était pas liée à la recherche d'un prétexte pour mettre en place la déportation.

Ce qui avait été décidé dans la première quinzaine de septembre, c'était la première étape de la deuxième partie du plan Heydrich, la déportation des Juifs du Reich. Le 18 septembre 1941, Himmler expliqua au Gauleiter du Warthegau, Arthur Greiser :

> Le Führer souhaite que, le plus tôt possible, le Vieux Reich et le Protectorat soient vidés et libérés de leurs Juifs, en procédant d'ouest en est. C'est la raison pour laquelle j'ai l'intention, dès cette année, de réaliser la première étape du processus en transportant les Juifs du Vieux Reich et du Protectorat dans les territoires de l'Est incorporés au Reich voici deux ans, en attendant de les déporter plus à l'est au printemps prochain. J'ai l'intention de caser dans le ghetto de Litzmannstadt [Łódź], dont on me dit qu'il y reste de la place, 60 000 Juifs pour l'hiver[979].

Notons bien le calendrier de Himmler : la déportation générale vers l'Union soviétique commencerait au printemps 1942. Pour Himmler, à cette époque, il ne faisait donc encore aucun doute que la victoire aurait eu lieu entre-temps. Amorcer la deuxième partie des « travaux préparatoires » à la

« solution finale », c'était d'ailleurs, dans l'esprit des dirigeants nazis, garantir que l'on obtiendrait ce résultat avant la fin de l'année 1941. « Le Führer souhaite que » : Himmler faisait référence à une instruction de Hitler qui est traduite dans les termes du « plan Heydrich ».

En même temps, les indications données par Himmler lui-même, le 18 septembre, dénotent bien une phase intermédiaire : on n'était pas encore sorti de toutes les difficultés que l'on avait connues lors de l'occupation de la Pologne, lorsque l'on ne savait pas, pratiquement, où déporter massivement les Juifs. Une perspective s'ouvrait, cependant, grâce à la victoire entrevue contre l'URSS, qui permettrait de déporter les Juifs, par vagues successives, toujours plus vers l'Est.

Lorsqu'il est question, dans le procès-verbal de Wannsee, d'« acquérir des expériences pratiques », il s'agit d'une formule qui éclaire mieux le contexte de la déclaration de Himmler à Greiser, en septembre 1941, que celui, profondément modifié comme nous le verrons, de janvier 1942.

Ce que nous connaissons aujourd'hui comme la conférence de Wannsee, qui devait se tenir en décembre 1941 et qui eut lieu le 20 janvier 1942, reste, dans la lettre de son procès-verbal, une conférence de planification de la déportation de tous les Juifs d'Europe pas encore éliminés par les nazis vers le territoire de l'ancienne Union soviétique. Il est vraisemblable qu'une conférence de ce type se serait tenue dans tous les cas, donc également dans celui d'une victoire acquise contre l'Union soviétique dès l'automne. C'est la raison pour laquelle nous retrouvons dans la déclaration de Himmler des formules qui sont celles du procès-verbal de la conférence (« libération » prioritaire du Reich et du Protectorat, « ratissage » d'ouest en est, étapes des convois de déportés en Pologne, etc.). Voici confirmé d'une autre manière que la

trame du procès-verbal de Wannsee était bien antérieure à la réunion.

Il est intéressant de noter que du 18 au 21 septembre Himmler et Heydrich se rendirent dans les pays baltes[980]. Ce territoire, déjà conquis, était un territoire de l'Est autre que le Gouvernement général, dont les Juifs avaient été déjà massivement assassinés, et qui pouvait donc recevoir des Juifs déportés du Grand Reich. Nous n'avons pas d'indices que la « question juive » aurait été discutée durant le voyage. En revanche, nous savons que les deux hommes se préoccupèrent de « colonisation » par des Estoniens et des Allemands du Reich et de déportation de populations russes, un sujet constant des semaines qui suivirent. Lorsque les chefs SS évoquaient ces sujets, la question de la déportation des Juifs n'était jamais loin. C'est ce que nous confirment les jours suivants.

13
« L'opération débutera sur le territoire du Reich, y compris les Protectorats de Bohême et de Moravie »

Coordonner la « solution finale de la question juive en Europe » depuis Prague

I.

Le 24 septembre 1941, Goebbels rapporta une conversation qu'il avait eue la veille avec Heydrich : ce dernier lui avait parlé d'une « évacuation rapide » des Juifs vivant à Berlin[981]. Ce serait possible « dès que nous aurons clarifié les questions militaires à l'Est ». Conformément au plan établi au début de l'année, précisé durant l'été et désormais applicable, c'est par la déportation des Juifs du Reich y compris ceux des Protectorats de Bohême et de Moravie qu'on allait commencer. Mais Heydrich ajouta un élément qui n'était pas dans le projet d'origine : la destination ultime. Il s'agissait des camps staliniens dans le nord de l'Union soviétique.

Heydrich avait vraisemblablement évoqué la question du Goulag lors de son voyage des jours précédents dans les pays

baltes. L'information de Heydrich inspirait ce commentaire à Goebbels : « Ces camps ont été édifiés par les Juifs ; n'est-il pas tout à fait naturel, par conséquent, de les peupler de Juifs[982]? » A moins que ce ne fût un propos rapporté de Heydrich.

Lors de la conversation qu'il avait eue, par la suite, avec le Führer, ce dernier s'était montré très optimiste concernant la situation militaire. Kiev était en train d'être conquise. Pourtant, l'inquiétude perçait sous l'optimisme. Goebbels racontait que Heydrich allait prendre la tête des affaires du Protectorat de Bohême-Moravie, pour reprendre en main la situation – la résistance semblait y monter en puissance[983] – et il ajoutait ces commentaires, qui traçaient en même temps un portrait de Heydrich :

> Dans une situation critique comme celle-là, ce sont des hommes forts qui doivent prendre la barre. Ces hommes forts doivent avoir la main ferme et sûre ; ils n'ont pas le droit de se laisser détourner du but qu'ils poursuivent par des considérations de sentiment. La nation lutte actuellement pour sa survie. C'est pourquoi nous ne devons pas avoir d'attentions inutiles. Nous ne devons avoir des attentions que pour le peuple allemand[984].

Plutôt que l'héroïsation de Heydrich, un phénomène qui prendrait de l'ampleur après sa mort en juin 1942[985], une formule saute aux yeux du lecteur : le chef du RSHA était nommé à Prague, selon Goebbels, pour « faire du nettoyage localement[986] » ; le terme était couramment employé concernant la « solution finale » – nous l'avons rencontré par exemple dans le rapport du 6 août de Franz Stahlecker[987].

Le 21 septembre 1941, Himmler et Heydrich avaient dîné avec Hitler au quartier général du Führer à Rastenburg et ils y avaient déjeuné avec lui le lendemain, 22 septembre. Ils y avaient encore passé la soirée du 23 septembre et pris le déjeuner du 24 septembre avec le dictateur. Un sujet de conversation avait été, avant ou après les repas[988], la

nomination de Heydrich au poste de protecteur adjoint de Bohême-Moravie, annoncée effectivement le 24 septembre[989]. Les trois hommes ont-ils envisagé autre chose lors de ces trois jours, vu qu'il était exceptionnel qu'ils restassent aussi longtemps auprès du Führer ?

L'historien Eberhard Jäckel avait formulé, voici quelques années, l'hypothèse selon laquelle la « solution finale » avait été longuement discutée entre Hitler, Himmler et Heydrich durant ces trois jours[990]. Qu'est-ce qui pouvait justifier, en effet, cette succession de repas pris avec le Führer ? Selon Jäckel, c'est à ce moment-là qu'aurait été décidé le meurtre général des Juifs d'Europe. Dans son ouvrage paru en 1989, Philippe Burrin insistait aussi sur la conjoncture de la fin septembre et supposait à cette date un tournant fondamental, une radicalisation définitive de la politique antijuive[991].

Que penser de cette hypothèse ? Tout ce que nous venons d'analyser rend impossible d'affirmer qu'il a été question du judéocide lors de ces entretiens, au sens d'anéantissement généralisé et immédiat des Juifs d'Europe. D'une part, comme nous l'avons vu, Hitler avait lancé un processus génocidaire, à l'échelle de l'Europe, dès la fin 1940, en même temps qu'était prise la décision de conquérir l'« espace vital à l'Est » – et le génocide avait effectivement commencé en URSS ; théoriquement, la « solution finale de la question juive en Europe » – concernant aussi les Juifs soviétiques qui auraient survécu aux tueries des Einsatzgruppen – ne commencerait qu'après la guerre. Dès qu'il avait été en charge du plan de « solution finale », Heydrich avait évoqué des « solutions transitoires », des « expériences pratiques » ou des « travaux préparatoires » ; c'était un leg de l'expérience du RSHA et du RKFdV en Pologne. Incapable de tenir les objectifs fixés de déportation, Heydrich avait inventé les notions de « plan à court terme » et d'« objectif final ». Selon la formule de Götz Aly, cela faisait partie d'un « système Heydrich[992] » et le chef

du RSHA avait démontré une capacité peu commune à trouver les moyens de sortir des impasses suscitées par la tendance des nazis à se fixer des objectifs bien trop ambitieux par rapport aux moyens dont ils disposaient.

La nécessité de mettre en place des « solutions transitoires » venait de ce que, tant que la guerre n'était pas gagnée, il fallait s'accommoder du manque de territoires pour la déportation des Juifs. Elle venait aussi de ce que, tout à leur hâte de réaliser la « solution finale », les hommes de Heydrich devaient souvent improviser. Le RSHA se heurtait aux administrations civiles dans les territoires occupés, à la Wehrmacht ou aux ministères du Reich. Il fallait des arbitrages que seul Hitler pouvait rendre. Vers la mi-août, il avait autorisé que l'on commençât avec la première des « solutions transitoires » hors d'Union soviétique – selon l'ordre que contiendra encore le procès-verbal de Wannsee –, la déportation des Juifs du Grand Reich. On ne voit pas qu'autre chose ait été décidé fin septembre, même si des pressions venaient de France, par exemple, pour que la politique de déportation y fût immédiatement introduite.

Il s'agit de souligner ici la rupture que représentait la décision, prise par Hitler à la mi-août, de commencer – les travaux préalables – la (deuxième partie de la) « solution finale » avant la fin de la guerre. C'était la conséquence des difficultés stratégiques dans lesquelles se trouvait l'Allemagne et de l'échec de la guerre éclair contre l'Union soviétique. Pour qu'une nouvelle décision – en l'occurrence l'extension de la « solution finale » à toute l'Europe – fût prise vers le 22 septembre, il aurait fallu une aggravation majeure de la situation stratégique. Or, au contraire, la Wehrmacht venait de remporter une victoire éclatante en Ukraine. On argue souvent du fait que les déportations des Juifs du Grand Reich commencèrent à la mi-octobre – soit moins d'un mois après les rencontres de Hitler, Himmler et Heydrich à Rastenburg –

pour envisager les déportations de toute l'Europe comme un tout, décidé vers le 20 septembre. Mais il était difficile d'organiser plus rapidement des déportations – Eichmann se rappelait l'échec cuisant de Nisko. Ce qu'on peut dire, c'est que la nomination de Heydrich à Prague n'avait pas seulement pour but de mettre au pas la Résistance tchécoslovaque. Hitler et Himmler ont certainement vu dans cette nouvelle fonction du chef du RSHA un atout pour accélérer et organiser la déportation des Juifs du Grand Reich.

II.

Le chef du RSHA, qui fut nommé SS-Obergruppenführer (il était désormais l'équivalent d'un général de corps d'armée ou d'un Gauleiter dans les hiérarchies nazies) en même temps que protecteur adjoint de Bohême-Moravie, était à un tournant décisif de sa carrière. Le 18 septembre 1941 déjà, Heydrich avait essayé d'obtenir de Lammers un nouveau décret du Führer qui centraliserait les compétences de la police dans tous les territoires dominés par l'Allemagne[993]. Il s'agissait d'étendre le décret du 17 juillet 1941 concernant les pouvoirs de Himmler dans les territoires de l'Est, au moins au Protectorat, aux provinces annexées de Pologne et à l'Alsace-Lorraine. Et, lorsque Heydrich précisait que son objectif était de mieux combattre la « criminalité internationale », il est sûr qu'il entendait, entre autres, « les Juifs ». Heydrich ajoutait qu'il désirait ne plus avoir à s'adresser à Hitler à chaque fois qu'il serait en conflit avec les autorités civiles. Et l'on trouve la formule d'une autorité qui doit pouvoir se déployer « sans considération des frontières géographiques » qui se trouve aussi dans le procès-verbal de Wannsee. Lammers n'avait sans doute pas encore soumis au Führer la demande de Heydrich lorsque celui-ci eut une série d'entretiens avec Himmler et Hitler ; mais la note écrite moins d'un mois plus

tard et datée du 7 octobre montre qu'à la chancellerie du Parti on était surtout soucieux de limiter le pouvoir montant de Heydrich[994].

La nomination de Heydrich au poste de protecteur adjoint[995] signifiait que le Reich entendait garantir la discipline au travail des ouvriers tchèques, qui apportaient une contribution décisive à l'effort de guerre allemand. Dans le cas d'une guerre qui durerait, l'Allemagne devait être à même d'intensifier son effort de défense, et comme Hitler voulait, si possible, éviter que la société allemande eût à souffrir de plus de restrictions, il semblait adéquat de faire porter sur un pays occupé, à l'industrie performante et à la main-d'œuvre qualifiée, un effort supplémentaire de production industrielle[996].

Pour écarter les craintes qui l'assaillaient – et plus généralement pour continuer à croire qu'il gagnerait une guerre dont l'issue était de plus en plus aléatoire au fur et à mesure qu'il augmentait la mise –, le dictateur devait sans cesse intensifier la persécution des Juifs. Il fallait faire partir les Juifs, aussi, de Bohême-Moravie, et ce fut l'un des motifs de la nomination de Heydrich. Dans l'idéologie nazie, on ne pouvait expliquer la montée de la résistance tchécoslovaque que par une action des Juifs. Hitler l'avait exprimé le 21 septembre dans les termes qui lui étaient coutumiers : « Ce sont les Tchèques qui seront les plus touchés par la décadence du bolchevisme, car ils ont toujours regardé avec un secret espoir du côté de la mère Russie[997]. » Faire partir les Juifs du Protectorat, c'était, pour le dictateur, empêcher que se reformât en pays tchèque un parti communiste aussi puissant que dans l'entre-deux-guerres.

La nomination à Prague avait un autre avantage pour Heydrich concernant la direction de la « solution finale » : elle lui permettait d'établir un poste de commandement au centre de l'Europe. Cela lui donnait une légitimité territoriale, en

particulier face à Hans Frank. La répartition des tâches entre Himmler et Heydrich (dont le pouvoir s'était toujours arrêté, par la volonté de Himmler, aux travaux de répression policière en dehors des camps de travail, de conception des politiques de la SS et de préparation pratique) semblait désormais trouver une traduction géographique, Heydrich s'installant au cœur de l'Europe pour la coordination des « travaux préparatoires » à la « solution finale » tandis que Himmler s'appliquait à la germanisation de la périphérie orientale. On fera attention, cependant, à ne pas trop accuser le trait.

Au moment où le chef du RSHA s'installait comme protecteur adjoint à Prague, fin septembre, le Reichsführer SS entamait un voyage en Slovaquie et en Ukraine[998]. Le 2 octobre, après être passé par Berditchev et Jitomir, il rencontra Jeckeln à Kiev, qui put lui rendre compte du massacre de Babi-Yar, où des unités de l'Ordnungspolizei et le Sonderkommando 4a avaient assassiné 33 000 Juifs fin septembre. Le lendemain, Himmler continua sa route vers Krivoi-Rog, où il inspecta l'Einsatzkommando 6 et l'incita à intensifier encore les tueries. De Krivoi-Rog, le 4 octobre, il partit rencontrer Otto Ohlendorf, chef de l'Einsatzgruppe D, et Paul Zapp, chef de l'Einsatzkommando 11a. Il leur confirma que la guerre contre l'Union soviétique servait non seulement à l'« anéantissement du bolchevisme » mais aussi à l'acquisition d'un « territoire de colonisation ». Les fusillades massives de Juifs et d'adversaires politiques étaient une tâche redoutable à accomplir mais nécessaire pour réaliser l'objectif annoncé, celui de l'aménagement de l'« espace vital ».

Himmler envoya un message par radio au HSSPF Koppe à Posen pour lui demander d'envoyer immédiatement à Novgorod le Sonderkommando « Lange », qui tuait des handicapés et des Juifs en Pologne[999]. Il s'agissait d'assassiner les patients de trois asiles psychiatriques. Comme toujours, l'euthanasie était intimement liée à l'intensification de la

persécution des Juifs et Heydrich suivait, depuis Prague, le développement par la Kripo des camions de gazage à l'usage des Einsatzgruppen[1000].

Lorsque Himmler déclara au Führer, le 5 octobre au soir, que « l'on pouvait se passer de 80 à 90 % de la population de Kiev », il faisait bien évidemment allusion au plan de famine. Herbert Backe s'était trouvé au quartier général du Führer le 24 septembre, en même temps que Himmler et son ami Heydrich[1001], et Goebbels raconte dans son Journal, à la date du 24 septembre, que le dictateur lui avait reparlé d'anéantir par la faim la population de Moscou et celle de Leningrad. Avant d'être colonisée par les Allemands, la terre soviétique devait engloutir les cadavres de millions de « sous-hommes ».

Heydrich était parfaitement en phase avec ce genre de considérations. Lorsqu'il prit la parole, le 2 octobre, à Prague, devant le personnel de l'administration d'occupation et du parti en Bohême-Moravie, il révéla, avec une brutalité sans pareille, les objectifs de sa politique, qui n'était en aucun cas une politique classique de domination impériale mais une politique de germanisation[1002]. Appliquant les notions de plan à court terme et « solution finale » à la situation tchèque, il révéla que l'objectif ultime devait être la germanisation de la Bohême-Moravie. Heydrich rappelait que Himmler n'était pas seulement chef de la police mais commissaire du Reich à la Consolidation de la race allemande. Et il consacra un long développement de son discours à la vision emphatique d'une Europe germanisée et d'une politique de germanisation pour y aboutir.

– Il y avait les territoires où il fallait réveiller la germanité : la Norvège, la Hollande, les Flandres – plus tard le Danemark et la Suède ; ils seraient progressivement intégrés au Reich.

– Il y avait les territoires de l'Est, peuplés de Slaves, destinés à être les hilotes de la caste dominante des

Allemands. A la frontière orientale, le long de l'Oural, on érigerait une digue humaine de paysans-colons prêts à repousser les récurrentes invasions venues d'Asie. En fait, il y aurait, jusqu'à l'Oural, une succession de murs de colonisation. Le premier mur, c'était les territoires incorporés de Pologne, dont les Polonais étaient, devaient être progressivement chassés. Ensuite, il y avait les pays baltes, dont une partie de la population était germanisable. Les deux autres murs de colonisation seraient progressivement constitués dans la Grande Pologne (ce qui signifierait une deuxième expulsion pour beaucoup) puis en Ukraine.

– Il était donc clair que les Slaves aussi seraient à terme chassés de Bohême-Moravie, la « citadelle de l'Europe », suivant l'expression de Bismarck. Or, l'histoire enseignait que bien des « coups de poignard dans le dos » donnés à l'Allemagne étaient venus des territoires tchèques : Marbod avait trahi Arminius ; Cyrille et Méthode avaient choisi Byzance ; la guerre de Trente Ans avait commencé par la défenestration de Prague et à présent des mouvements de résistance menaçaient le Reich.

La Bohême-Moravie était terre du Reich. En Bohême-Moravie, c'était, selon les propres propos de Hitler rapportés par Heydrich, l'unité du Reich qui était en danger. Le coup de poignard dans le dos y menaçait. Le protecteur adjoint était là pour combattre. La guerre obligeait à lutter jusqu'au bout. Un nouveau coup de poignard dans le dos signifierait, bien entendu, la répétition de novembre 1918. La conclusion logique qu'en tirait tout auditeur nazi était qu'il fallait vider la Bohême-Moravie de ses Juifs. Et ce serait la priorité. Mais Heydrich allait plus loin, il annonçait aussi ce qu'on pourrait appeler une « solution finale de la question tchèque ».

Le court terme, c'était la guerre ; rappelons-nous qu'elle pouvait encore être gagnée rapidement dans l'esprit des dirigeants nazis. Le calme devait régner pour que l'ouvrier

tchèque atteigne un plein rendement, en particulier dans l'industrie de la défense. Les rations, en particulier de matières grasses, seraient augmentées – Heydrich en avait parlé avec Backe en présence du Führer ; en même temps il serait procédé durement contre la Résistance.

Ensuite, viendrait la « solution finale ». Elle impliquait des travaux préparatoires. Heydrich voulait disposer d'une carte démographique, et il demandait à l'administration et au parti de procéder à des recensements raciaux par des moyens détournés : radiographies médicales obligatoires, statistiques sur les écoles, service du travail. Il reprenait en fait les propositions du Fernplan qui avait été établi pour la Pologne.

Heydrich établirait alors quatre catégories : les individus de bonne race et bien intentionnés seraient germanisés ; les individus de bonne race mais hostiles au Reich auraient le choix entre l'intégration dans le Reich et le peloton d'exécution ; les individus de mauvaise race mais bien intentionnés seraient stérilisés et travailleraient pour les Allemands ; les individus de mauvaise race et malintentionnés seraient déportés à l'Est.

Le discours se terminait par l'évocation des arrestations qui avaient eu lieu dès l'arrivée du nouveau maître du pays[1003]. Il laissait entrevoir de véritables « liquidations » dans l'élite du pays, comme cela avait été le cas en Pologne et, sur une échelle bien plus grande, en Union soviétique, mais gagner la guerre avait la priorité ; il ne fallait pas effrayer le gouvernement collaborateur d'Emil Hacha. On ne ferait dans un premier temps que traiter les « provocations ».

Le protecteur adjoint avait initié ses nouveaux subordonnés à une « solution finale » pour qu'ils aient le temps d'intérioriser les directives et qu'ils commencent à réfléchir aux moyens de les mettre en œuvre. Il annonçait n'être là que pour peu de temps mais parlait déjà de « solution finale » de la question tchèque. A première vue, pour que Heydrich restât

peu à Prague, il faudrait que la guerre fût gagnée rapidement afin qu'il pût mettre en œuvre, dans un avenir proche, son objectif de long terme.

III.

En attendant, la priorité allait à la « solution finale de la question juive ». Un rapport du 2 octobre 1941, rédigé par Hans Günther, directeur de la Centrale d'émigration des Juifs à Prague, fut remis à Heydrich[1004]. On y lisait que, sur les 118 000 Juifs qui vivaient dans le pays au moment de l'invasion de mars 1939, à peine 26 000 avaient émigré. Le 6 octobre, Hitler avait déclaré : « Tous les Juifs doivent quitter le Protectorat pour aller non pas vers le Gouvernement général mais, d'emblée, plus loin vers l'Est. Pour l'instant, seul le besoin qu'ont les militaires de moyens de transports rend impossible l'exécution de cette tâche. En même temps que les Juifs du Protectorat, ceux de Berlin et de Vienne doivent disparaître. Les Juifs sont partout le conduit par lequel les informations de l'ennemi se répandent dans les moindres ramifications du peuple à une vitesse éclair. Si les Juifs ne redeviennent pas tranquilles après cela, alors [je modifierai] le statut du Protectorat. [...] Après cette guerre, [j'ai l'intention] de faire partir de l'espace bohémien tous les éléments racialement inférieurs et de les transplanter à l'Est[1005]. » Dans son discours du 2 octobre, Heydrich n'avait fait que proclamer la volonté du dictateur.

Le 10 octobre 1941, le nouveau protecteur adjoint du Reich en Bohême-Moravie tint une réunion de travail, à laquelle assistait Eichmann[1006]. La réunion portait sur la déportation des Juifs de l'Altreich en même temps que de Bohême-Moravie. Concernant cette dernière, le chef du RSHA reprit les chiffres du rapport qui lui avait été envoyé. Il fit état des lenteurs du processus à son début mais, à la différence de

ce qui s'était passé dans la Pologne occupée, il était en Bohême l'autorité suprême de fait sur le territoire. Il n'avait à composer avec personne. De plus, toujours à la différence de ce qui s'était passé en Pologne, Hitler s'engageait activement pour que les déportations eussent lieu rapidement : « Comme le Führer souhaite que tous les Juifs aient quitté l'espace allemand avant la fin de cette année, les questions en suspens doivent être rapidement résolues. La question du transport non plus ne doit pas faire obstacle. »

Heydrich réclama un premier transport de 5 000 Juifs de Prague à partir du 15 octobre. Plutôt que de les envoyer à Łódź/Litzmannstadt, les déportés iraient vers l'Union soviétique. Minsk et Riga pouvaient accueillir 50 000 personnes. Le chef du RSHA prévoyait déjà de faire exécuter un certain nombre de ces Juifs puisqu'il expliquait : « Les SS-Brigadeführer Nebe et Rasch[1007] pourraient recevoir des Juifs dans les camps pour détenus communistes situés dans la région des opérations militaires » ; ils rejoindraient ainsi les victimes prioritaires des Einsatzgruppen. A la fin du compte rendu, il est indiqué que les Tsiganes de Bohême-Moravie pourraient être envoyés à Riga, dans le domaine de l'Einsatzgruppe A.

Judéocide amorcé de Juifs tchèques remis aux Einsatzgruppen donc, déportation vers Minsk et Riga d'un certain nombre de convois, et, comme le Gouvernement général ne pouvait pas accueillir beaucoup de Juifs, on mettrait en œuvre une « solution transitoire » sur le territoire de Bohême-Moravie. Ce que proposait Heydrich était directement tiré des « Directives pour la question juive à l'Est ». On créerait deux ghettos, en dehors des villes, l'un en Bohême, l'autre en Moravie, divisés chacun en un « camp de travail » et un « camp de subsistance » :

Les Juifs peuvent facilement trouver du travail (dans le camp en

> fabriquant des sabots et des nattes pour les régiments de la Wehrmacht dans le Nord, etc.). Le « Conseil des Anciens » rassemble les objets fabriqués et reçoit en échange les rations minimales de nourriture (on calculera le minimum de vitamines), sous le contrôle de la Police de sécurité. Il peut y avoir aussi de petits commandos de travail, sous surveillance, en dehors du ghetto [...]. En Moravie, on peut étendre un village juif déjà existant [...]. En Moravie, on peut envisager éventuellement le vieux château hussite d'Alt-Ratibor, mais le mieux serait la reprise de Theresienstadt par la Centrale de l'émigration juive. Après évacuation de ce camp provisoire (où les Juifs ont déjà été fortement décimés) vers les territoires de l'Est, tout le territoire pourrait devenir une colonie allemande modèle.

Le lecteur aura remarqué la similitude entre les « Directives pour la question juive » dans les territoires occupés de l'Est (que nous datons de mars 1941), le texte de Stahlecker du 6 août 1941, le rapport de la réunion du 10 octobre 1941 et le procès-verbal de la conférence de Wannsee. Ces quatre textes répondent à une conception identique de la « solution finale de la question juive en Europe » et des « travaux préparatoires » nécessaires. Il y a bien, comme le formule Götz Aly, un « système Heydrich » travaillant dès l'hiver 1940-1941 dans le sens de la décision génocidaire exprimée par Hitler le 30 janvier 1941. Et on remarque au milieu du texte la rupture stylistique déjà relevée dans les Directives : le passage brusque au passé, comme si les hommes du RSHA, à commencer par Heydrich, vivaient tellement dans la réalisation de leur plan génocidaire qu'il en devenait actuel à leurs yeux. En ce sens Hitler pouvait bien se réclamer régulièrement de sa « prophétie » du 30 janvier 1939. Les hommes du RSHA étaient, dès la rédaction des Directives, disposés à tuer tous les Juifs, même s'ils reculaient devant l'énormité de l'acte ; dans les propos qui lui sont prêtés, Heydrich se projette au moment où les Juifs de Theresienstadt sont déjà largement morts.

Le texte ne disait rien de concret sur l'Altreich (ni sur

l'Autriche) mais on pouvait comprendre qu'il avait valeur de référence. Heydrich avait repris l'expression de Bismarck sur la Bohême « citadelle de l'Europe » et, si l'on se rappelle que, pour les nazis, unité européenne équivalait à « solution finale de la question juive », alors on pouvait dire qu'avec Heydrich la Bohême-Moravie devait devenir le territoire modèle de la « solution finale » et le lieu de sa conception systématique, une référence pour l'Europe entière.

IV.

Aussitôt la réunion finie, Heydrich envoya Heinrich Müller et Adolf Eichmann rejoindre Himmler à Kiev : la « solution finale » était un tout ; sans doute les deux hommes devaient-ils s'entendre avec Rasch, Nebe et Stahlecker pour l'envoi de convois de Juifs ou de Tsiganes qui seraient immédiatement soumis à un « traitement spécial[1008] ». A partir du 15 octobre et jusqu'au 5 novembre 1941, 20 transports de Juifs eurent lieu vers Łódź, comme Himmler l'avait imaginé : 10 000 victimes venaient d'Allemagne, 5 000 du Protectorat de Bohême-Moravie et 5 000 de Vienne, qui furent installés dans le ghetto en attendant d'être déportés plus loin « vers l'Est[1009] ». Le 10 octobre, à Prague, Heydrich avait évoqué les problèmes éventuels que poserait la déportation vers le Warthegau ou le Gouvernement général. Himmler semblait peu s'en soucier. Heydrich avait l'esprit synthétique, il réfléchissait toujours en termes globaux et avait tiré de l'« engorgement » des déportations en Pologne l'idée qu'il fallait envoyer tous les Juifs vers l'Union soviétique conquise. Avec son esprit analytique, Himmler ne se préoccupait des problèmes qu'au cas par cas ; on envoyait les Juifs en Pologne et puis l'on verrait bien ; sa tournure d'esprit le prédisposait encore plus que Heydrich à la mise à mort immédiate, si l'on ne pouvait pas faire autrement, des déportés.

Entre le 8 novembre 1941 et le 6 février 1942, ce furent 34 convois de déportation qui partirent, cette fois-ci vers l'Union soviétique : Riga, Kovno, Minsk. Le tableau suivant donne la principale destination des Juifs déportés d'Allemagne, d'Autriche et de Bohême-Moravie d'octobre 1941 à octobre 1942.

Série de déportations de Juifs du Reichcommencées avant la mort de Reinhard Heydrich début juin 1942 [1010]

16 octobre-4 novembre 1941	Łódź 20 000 personnes	2 730 morts dans le ghetto	10 000 « inap au ravail » ga à Chełmno mai 1942 – survivants Auschwitz 1944
8 novembre-28 novembre 1941	Minsk 7 000 peronnes	nombreux morts dans le ghetto	3 500 tués fusillade juillet 1942 puis par fusill ou camion à en 1943 quelques travailleurs ramenés Pologne
17 novembre-28 novembre 1941	Kovno 5 000 personnes		assassinés l'Einsatz-kommando 3entre le 25 e 29 novem 1941
			massacre

27 novembre 1941- 10 février 1942	Riga environ 16 000 personnes	mortalité élevée dans le ghetto de Riga	controversé Riga 30 novembre 4 400 victim Juifs âg malades « inaptes travail victimes l'Aktion Dünamunded février avril 1942 dissolution ghetto de Rig 11 novem 1943
11 mars- 15 juillet 1942	Gouvernement général 46 convois	sélections pour le camp de travail de Majdanek – ghetto de Varsovie – Lublin/Izbica	déportés Varsovie, gazé Treblinka 1942 – autres victir de l'Akt Reinhard **partir** **début** **juin 1942, d** **trains** **déportés** **envoyés** **directement** **Sobibor** **gazés**

6 mai-24 juillet 1942	Minsk 11 convois		Assassinats quasi immédi à Ma Trostinetz fusillade puis camions à ga **à pa d'août, convois arrivent directement Maly-Trostinetz** les travaille survivants s assassinés même ten que les derni Juifs de Mi en juillet 1944

Heydrich visait 50 000 déportés avant la fin décembre. Ce délai ne put être tenu ; les déportations vers Minsk s'arrêtèrent même vers fin novembre, faute de moyens de transport suffisants ; on en était alors à 8 000 personnes. En revanche, si les déportations vers Riga s'arrêtèrent début février, c'est parce que l'objectif de 25 000 déportés avait été atteint. A la différence de ce qui s'était passé en Pologne dix-huit mois plus tôt, Himmler et Heydrich arrivaient à leurs horribles fins. Autre différence : les exécutions de Juifs soviétiques étaient devenues systématiques, le délai mis à la déportation des Juifs d'Allemagne jouant un rôle non négligeable pour inciter à « faire de la place ». Les responsables des territoires de réception acceptaient des

convois de déportés juifs dans la mesure où ils savaient qu'on pouvait les tuer immédiatement si cela était nécessaire – et qu'on pouvait « faire de la place » en tuant les Juifs déjà sur place.

Nous voudrions revenir ici sur les origines d'un épisode souvent cité. Les 29 et 30 novembre 1941, juste avant l'arrivée d'un convoi de Juifs berlinois, 4 000 Juifs lettons avaient été assassinés par les troupes de la Police de sécurité à Riga. Les pays baltes étaient la région où le judéocide avait été d'emblée mis en place le plus systématiquement, sous l'impulsion de Stahlecker – qui n'avait pas, nous l'avons vu, de territoire de déportation à sa disposition, à la différence de ses collègues, chefs des autres Einsatzgruppen. Lorsqu'ils arrivèrent, les Juifs berlinois aussi furent immédiatement tués[1011] puis la SS et la police continuèrent à tuer des Juifs du ghetto de Riga. On se rappelle que Heydrich avait implicitement autorisé, le 10 octobre, les assassinats de Juifs allemands qui seraient déportés vers l'Union soviétique et la Police de sécurité locale n'avait fait qu'exploiter cette autorisation. Le 30 novembre pourtant, Himmler appela, depuis le quartier général du Führer, Heydrich à Prague pour lui demander de faire surseoir à l'exécution des Juifs déportés de Berlin le 11 novembre[1012].

On ne sait pas quand Heydrich envoya un message mais Himmler apprit que les Juifs allemands déportés avaient été assassinés contre son souhait. Il envoya alors un message très sec au HSSPF Jeckeln (qui avait échangé son territoire avec Prützmann) :

> Les Juifs réinstallés dans le territoire de l'Ostland doivent être traités suivant les instructions données par moi et par le Reichssicherheitshauptamt en mon nom. Je punirai toute action et violation unilatérale de ces instructions[1013].

C'était une bonne illustration du principe de « liberté

prussienne » : le supérieur hiérarchique pouvait à tout moment mettre son veto à l'initiative jugée intempestive d'un de ses subordonnés. Himmler ne faisait pas référence à un ordre général qui aurait interdit de tuer les Juifs allemands mais au message qu'il avait fait transmettre par Heydrich – et qui, visiblement, soit était arrivé trop tard, soit n'avait pas encore été envoyé. Le Reichsführer SS réaffirmait – y compris vis-à-vis de Heydrich – son autorité absolue sur le processus génocidaire.

En fait, on sait par la documentation établie après la guerre par l'ancien chargé des questions raciales au ministère de l'Intérieur, Bernhard Lösener, que l'exécution des Juifs berlinois déportés à Riga suscita des remous dans ce ministère. Lui-même ne l'apprit qu'une quinzaine de jours après les faits mais il remit aussitôt sa démission à Wilhelm Stuckart. L'intervention de Himmler était liée, selon toute probabilité, aux remous suscités, dans une partie du personnel gouvernemental allemand, par l'assassinat des Juifs déportés à Kovno/Kaunas. Himmler avait donc décidé qu'il n'en serait pas de même à Riga.

Cet épisode nous donne l'une des raisons pour lesquelles la conférence de Wannsee fut tenue (les invitations partirent entre le 20 novembre et le 1er décembre)[1014]. Autant la Wehrmacht ne semblait plus poser de problème à Himmler et à Heydrich, qui avaient désormais carte blanche pour déployer leurs politiques génocidaires à l'Est, autant, comme nous allons le voir, le territoire du Gouvernement général était en train de devenir le laboratoire du judéocide sous sa forme définitive, et autant Himmler que Heydrich rencontraient l'hostilité d'une partie du ministère de l'Intérieur – le ministère auquel ils étaient formellement rattachés et où on supportait mal, sans aucun doute, leur prise en main progressive depuis 1935 de la déportation des Juifs du Reich. Nous verrons plus loin que l'épisode de la fin novembre avait lieu, de plus, dans le

contexte d'une nouvelle décision de Hitler, qui rendait d'autant plus urgent de surmonter les dernières résistances de l'administration.

Le ministère de l'Intérieur n'était pas le seul à avoir émis des protestations. L'administration de l'Ostland aussi était divisée – on se rappelle le différend entre Lohse et Stahlecker. Le Generalkommissar Kube, à Minsk, avait émis des réserves concernant les fusillades éventuelles de Juifs allemands[1015]. Ce n'est pas un hasard si le responsable de la Police de sécurité de l'Ostland fut invité à Wannsee.

IV.

Depuis le printemps 1941, Hans Frank et les autorités du Gouvernement général attendaient avec impatience la déportation des Juifs vers les territoires conquis d'Union soviétique. Lorsque le Führer lui avait laissé entrevoir, le 16 mars 1941, que la déportation des Juifs du Gouvernement général deviendrait bientôt possible, les experts de Frank avaient imaginé une déportation vers les marais du Pripjet et la mise au travail forcé[1016]. Le 19 juin, à la veille du déclenchement de Barbarossa, Frank avait expliqué à Goebbels qu'il se réjouissait de la déportation prochaine des Juifs de son territoire[1017]. Le 17 juillet, il avait confirmé à ses collaborateurs que le Führer lui avait promis une déportation prochaine ; désormais, le Gouvernement général ne serait plus, ajoutait Frank, qu'un « camp de transit[1018] » – l'expression « ghetto de transit » se trouve dans le procès-verbal de Wannsee. Il était donc normal que le 13 octobre Frank se fût adressé à Rosenberg, ministre des Territoires de l'Est, pour lui demander quand commencerait la déportation prévue[1019]. Il aurait pu s'adresser à Himmler ou Heydrich mais les relations avec les deux hommes avaient toujours été tendues et, surtout, ceux-ci lui avaient toujours refusé ses

exigences. Rosenberg aussi déçut les espoirs de Frank : il répondit qu'il ne pouvait pas recevoir immédiatement les déportés mais qu'il était prêt à le faire dans un avenir un peu plus éloigné :

> Le Reichsminister mentionna que des souhaits semblables lui avaient déjà été transmis de la part de l'administration militaire à Paris. Pour l'instant, il ne voyait pas la possibilité de mettre à exécution de tels projets de réinstallation. En ce qui concernait l'avenir, il était prêt à aider à l'émigration juive vers l'Est, d'autant plus qu'on avait déjà formulé l'intention d'envoyer tous les éléments asociaux qui se trouvaient sur le territoire du Reich dans les territoires peu densément peuplés de l'Est[1020].

Même s'il avait donné un accord de principe ce jour-là, les deux hommes auraient dû s'adresser à Hitler pour obtenir une autorisation. La réponse de Rosenberg à Frank confirmait que, pour l'instant, seule avait été décidée la déportation des Juifs du Reich. Il mimait Hitler jusque dans la façon de ne pas dire les choses directement : les premiers « asociaux » concernés par la déportation étaient bien entendu les Juifs du Reich.

Comme plusieurs fois précédemment, Frank était cependant confronté, avec la réponse de Rosenberg, à un blocage. Il était un des dirigeants nazis les plus concernés par le délai à obtenir la victoire tant convoitée contre l'Union soviétique. « L'impossibilité de prendre le contrôle des ressources soviétiques [tant que la guerre n'était pas gagnée] se traduisit par une augmentation de la pression allemande sur les stocks de nourriture, juste au moment où il y avait une mauvaise récolte, en 1941. La pression augmenta de façon considérable pour l'élimination des "bouches inutiles". Dans les jours qui suivirent, Frank entama une tournée des ghettos, pour s'assurer à la fois que leurs surveillants appliquaient de façon draconienne les règlements et qu'on n'y accueillerait pas de nouveaux membres[1021]. »

Paradoxalement, de même que Himmler et ses hommes

avaient été à l'origine de la constitution de ces ghettos qui indisposaient le gouverneur général, ce furent eux qui commencèrent, dans les semaines suivantes, à répondre aux vœux de Frank et à le « débarrasser » des Juifs vivant sur son territoire. Himmler était en effet disposé à pousser jusqu'au bout la logique qui s'imposait depuis que la campagne militaire contre l'Union soviétique se prolongeait au-delà du pronostic des dirigeants.

Le 1er août 1941, la Galicie orientale avait été incorporée au Gouvernement général. Cinq cent mille Juifs de plus se trouvaient désormais sur le territoire de Frank. La Galicie orientale, après avoir été dans la zone soviétique de la Pologne occupée, avait été le théâtre, dès le début de Barbarossa, d'exécutions de Juifs par des commandos mobiles. L'Einsatzgruppe C puis l'Einsatzgruppe z.b.V avaient agi dans cette région[1022], conformément aux Directives du RSHA :

– déclenchements, encouragements de pogroms et « rétablissement de l'ordre », qui avaient fait 12 000 victimes ;

– mise à mort de représentants du « judéo-bolchevisme » (environ 7 000 victimes) par l'Einsatzgruppe C, aidé de la division Waffen-SS « Viking » ;

– organisation de « conseils juifs » ;

– tolérance des activités économiques des Juifs pour ne pas désorganiser l'économie du pays, en attendant la déportation imminente après la guerre.

La victoire se faisant attendre, l'Einsatzgruppe z.b.V avait repris des massacres systématiques. Ce groupe d'intervention avait massacré, le 6 octobre, à Nadworna, 2 000 Juifs, hommes, femmes et enfants[1023]. Les Directives recommandaient d'éviter la constitution de ghettos comme en Pologne. L'administration civile elle-même n'avait pas fini de mettre sur pied le ghetto de Lemberg et elle n'avait accordé qu'un espace exigu pour le ghetto de Stanislau. Six jours plus

tard, assistés du bataillon 133 de l'Ordnungspolizei, les hommes de Heydrich tuèrent plus de 10 000 personnes à Stanislau.

Le 12 octobre est resté dans l'histoire de la Galicie orientale comme le « dimanche sanglant de Stanislau ». « [Il] marqua l'inauguration d'une vague de tueries analogues dans le sud du district de Galicie. La Sicherheitspolizei de Drogobitch, Tarnopol, Kolomyia et de Stanislau même se rendait dans de petites villes et, en collaboration avec l'Ordnungspolizei, la "Police d'ordre", y tuait une partie des Juifs. Parmi ces derniers se trouvaient aussi des Juifs d'Ukraine carpatique. Les autorités hongroises, qui avaient annexé cette région en 1939, essayaient de se débarrasser en particulier des Juifs [qui n'avaient pas la nationalité hongroise] en les expulsant vers la Galicie orientale voisine. Même les villages des Carpates, d'accès réputé difficile, furent le théâtre de massacres jusqu'à la fin de 1941. Enfin, à Lvov/Lemberg, la constitution du ghetto ayant été interrompue, on sélectionna des personnes particulièrement misérables ou affaiblies, on les emmena à l'extérieur de la ville et on les fusilla[1024]. »

Fin 1941, le bilan des victimes du judéocide en Galicie orientale se montait à 60 000 personnes. Lorsque les Juifs ne pouvaient pas être emmenés dans des ghettos, ils étaient tués sur place – c'est ce qui se passait dans les villages d'Ukraine subcarpatique, comme dans les pays baltes un peu plus tôt, durant l'été. Lorsqu'on pouvait les regrouper, on distinguait entre ceux qui étaient « aptes au travail » et ceux qui ne l'étaient pas. Globocnik obtint de Himmler l'extension de ses compétences à la Galicie orientale[1025]. La Galicie était traversée par une route stratégique, la Durchgangstrasse IV, et l'on devait y installer progressivement, à partir de septembre 1941, des camps de travail dont la population juive serait régulièrement liquidée et remplacée quand elle ne mourrait pas de l'absence de nourriture et de l'épuisement au

travail. C'était exactement la conception du « plan Heydrich ». On affecta aussi de la main-d'œuvre juive à l'exploitation des petits gisements de pétrole de la région de Drogobitch, l'Allemagne en guerre ayant de grosses difficultés à s'approvisionner en cette matière première.

Pour les Juifs « inaptes au travail », l'extermination devenait certaine. La fin de l'action T4 avait donné des idées et Thomas Sandkühler a trouvé des traces d'un projet de camp d'extermination à Lemberg[1026]. Bien qu'aucun établissement de gazage ne fût installé, Lisinitchi[1027], où 90 000 Juifs trouvèrent la mort jusqu'en 1944, devint, pour le judéocide par balles, l'équivalent de Bełzec dans la région voisine.

En août 1941, en effet, avant même que Hans Frank eût essayé d'obtenir de Rosenberg la déportation des Juifs du Gouvernement général vers l'Union soviétique, Odilo Globocnik avait proposé à Himmler d'éliminer sans attendre un certain nombre de Juifs du district de Lublin pour pouvoir réaliser un projet modèle d'installation de Volksdeutsche[1028]. Il semble que, quelques jours auparavant, Philipp Bouhler avait vu avec Himmler comment affecter au service des massacres des Juifs des hommes de l'Aktion T4. Après la guerre, Viktor Brack a déclaré en effet :

> Pour garder à notre diposition le personnel devenu libre de par l'arrêt [de l'Aktion] et avoir la possibilité, après la guerre, de mettre en œuvre un nouveau projet d'euthanasie, Bouhler me demanda, après un entretien qu'il avait eu avec Himmler, d'envoyer des hommes à Lublin auprès du Brigadeführer Globocnik[1029].

Le 13 octobre, Himmler et Globocnik tombèrent même d'accord, en présence du HSSPF du Gouvernement général, pour établir à Bełzec un centre de mise à mort des Juifs, sur le modèle des chambres à gaz de T4. Globocnik parla d'un « nettoyage progressif de tout le Gouvernement général de Juifs et aussi de Polonais afin de sécuriser les territoires de

l'Est[1030] ». Le 17 octobre, Globocnik rencontra Frank et les deux hommes s'entendirent sur le « nettoyage des Juifs[1031] ». Les formules ne changent pas, mais leur contenu, si : on continua à parler de ce qui avait été l'objectif depuis l'hiver 1939-1940 – le « transfert des Juifs au-delà de la rivière Bug » – mais il s'agissait désormais d'un euphémisme. Destiné aux Juifs de la région de Lublin, ce qui incluait Lemberg, le camp de Bełzec fut construit à partir du début novembre. A la mi-mars 1942 partirent les deux premiers convois de victimes, l'un de Lublin, l'autre de Lvov/Lemberg[1032].

La genèse du camp de Chełmno était encore plus précoce que celle de Bełzec. Dès le mois de juillet, le Gauleiter Greiser s'était entretenu avec des responsables de la SS et de la police : ils lui avaient proposé une « solution locale » de la « question juive » qui ressemblait beaucoup à la solution d'ensemble élaborée par Heydrich, et que nous connaissons par le compte rendu déjà cité du chef du SD du Warthegau, Höppner, à Eichmann[1033] :

1. Tous les Juifs du Warthegau sont rassemblés dans un camp pour 300 000 Juifs, des baraquements étant construits pour eux à proximité des gisements de charbon, avec la possibilité d'installer dans les baraques des scieries, des cordonneries, etc.
2. Tous les Juifs du Warthegau sont logés là. Ceux qui sont capables de travailler peuvent être constitués en commandos de travail et être emmenés travailler hors du camp.
3. Un camp de ce type, selon l'avis du SS-Brigadeführer Albert, est bien plus facile à surveiller avec de faibles effectifs de police [que l'actuel ghetto]. En plus, le danger de contagion que recèlent Litzmannstadt et d'autres ghettos pour la population environnante est ici réduit au minimum.

4. Le danger existera cet hiver que les Juifs ne puissent pas tous être nourris. Il faut sérieusement se demander si la solution la plus humaine n'est pas de se débarrasser des Juifs par un moyen rapide, pour autant qu'ils ne sont pas aptes au travail. En tout cas, ce serait plus agréable que de les laisser mourir de faim.
5. Du reste, la proposition a été faite de stériliser, dans ce camp, toutes les Juives qui sont encore en âge d'avoir des enfants, pour que le problème juif soit complètement résolu à cette génération.
6. Le Reichstatthalter ne s'est pas encore exprimé sur ce point. Il semble que le Regierungspräsident Ubelhör ne veuille pas que le ghetto de Litzmannstadt disparaisse, parce qu'il semble lui rapporter beaucoup d'argent. Pour montrer ce qu'on peut gagner sur des Juifs, on m'a raconté que le Reichsarbeitsministerium paie, sur des fonds secrets, 6 RM [Reichsmark] par Juif au travail tandis que celui-ci ne coûte que 80 Pf [Pfennige].

Bien évidemment, la déportation des Juifs du Reich changeait la donne et elle permit à Greiser de prendre parti pour les plus radicaux de son entourage. De fait, fin novembre, 700 Juifs étaient éliminés dans un camion de gazage dans le camp de Bornhagen (Kozminek)[1034]. Le Sonderkommando « Lange », instrument de l'euthanasie dans les territoires incorporés au Reich à l'automne 1939, était l'auteur du massacre. Début décembre, le commando « Lange » s'installait à Chełmno où une station de gazage était en préparation depuis le mois d'octobre, qui servit, nous l'avons mentionné, à tuer, dès la fin de 1941, les Juifs du ghetto de Łódź.

VI.

L'amorce du plan de « solution finale de la question juive » avant la victoire amenait à commencer immédiatement le génocide des Juifs polonais. Or le génocide, commencé fin juin 1941, des Juifs soviétiques soumettait les hommes des unités de massacre à une énorme pression psychologique. L'un des motifs du projet d'anéantissement des Juifs par le gaz, formule qui commença à se mettre en place dans le Gouvernement général ou les territoires polonais incorporés à l'automne 1941, était que beaucoup d'hommes des groupes d'intervention et des autres unités de mise à mort subissaient les séquelles de leur activité. Beaucoup étaient atteints de troubles psychologiques ou psychosomatiques[1035].

Himmler lui-même, comme l'a raconté son masseur Felix Kersten, était en permanence affecté de maux d'estomac[1036]. Certains témoignages ont fait penser aussi que Himmler avait failli se trouver mal, le 15 août, à Minsk, en assistant à une exécution[1037].

Que la description de ce malaise soit exacte ou non, c'est bien à Minsk qu'il avait demandé que l'on imagine d'autres moyens de tuer les victimes des exécutions de masse, afin d'épargner les nerfs de ses hommes[1038]. En effet, les massacres ne cessaient d'augmenter. Himmler eut un entretien à Minsk avec Arthur Nebe, chef de l'Einsatzgruppe B, qui lui parla, conformément aux Directives, de la masse des Juifs biélorusses, dont on ne pourrait se débarrasser, après la guerre, que par une déportation massive plus loin vers l'Est.

Lorsque Himmler se rendit à Minsk, seule une petite partie des Juifs qui y avaient été regroupés avaient déjà été assassinés. Plus de 80 000 attendaient, depuis le 20 juillet, dans un ghetto entouré de fils de fer barbelés[1039]. Les méthodes de tuerie des unités d'intervention suffiraient-elles si la guerre durait et que l'on dût éliminer beaucoup plus de

Juifs que prévu ? Le nombre de Juifs qui attendaient la mort à Minsk était plus de trois fois celui des victimes de Kamenets-Podolsk ; plus de deux fois celui de Babi-Yar.

Si un ordre génocidaire avait bien été donné, nous l'avons vu, avant la campagne contre l'Union soviétique, on n'avait jamais, avant le 22 juin 1941, envisagé que les faibles effectifs des commandos d'assassins aient à tuer l'intégralité des Juifs soviétiques. Il s'était agi de tuer le maximum de Juifs soviétiques, d'abord pris dans les professions intellectuelles et le milieu des responsables administratifs ou économiques d'URSS durant la guerre d'anéantissement du « judéo-bolchevisme », mais en un trimestre de campagne on n'aurait tué qu'une minorité de l'ensemble des Juifs soviétiques. A partir du moment où la campagne durait plus longtemps que prévu et où la dynamique génocidaire continuait ou, même, s'intensifiait dans l'espoir de conclure victorieusement les opérations militaires en 1941, les unités de SS et de police se trouvaient confrontées à un massacre par fusillades d'une ampleur imprévue, encore accrue par le début des déportations de Juifs du Reich vers les pays baltes ou la Biélorussie.

Le souhait d'assassiner massivement, également, les Juifs se trouvant sur le territoire polonais rendait urgent, aux yeux des dirigeants nazis, de trouver un moyen d'augmenter la cadence des tueries. Or une autre méthode, le gazage, semblait avoir fait ses preuves. La création de centres de mise à mort des handicapés et des aliénés avait été la première expérience du régime nazi en la matière. Les chambres à gaz de T4 fonctionnaient avec des bouteilles de monoxyde de carbone ; il en allait de même des « camions à gaz » utilisés en Pologne en 1939-1940. La méthode n'était pas applicable à l'URSS, avec ses immenses espaces et la dispersion des victimes.

Arthur Nebe avait fait venir Albert Widmann, du KTI, qui avait déjà travaillé aux processus techniques de tuerie de T4.

Widmann essaya d'abord le massacre à l'explosif sur des malades mentaux de Minsk[1040]. Mais cette méthode était l'une des plus répugnantes inventées par les nazis et fut finalement abandonnée. A Moghilev, en Biélorussie, Widmann voulut ensuite rattacher un conduit, depuis une pièce hermétiquement close, au pot d'échappement d'un camion. Sous l'impulsion de Heydrich, qui voulait, comme toujours, que les questions avancent vite, le KTI mit au point à Berlin, en s'appuyant sur l'idée de Widmann, un camion au pot d'échappement retourné[1041]. Des prisonniers de guerre russes servirent de cobayes pour le meurtre à Sachsenhausen. Heydrich donna l'autorisation et les différents Einsatzgruppen furent dotés d'unités de gazage. Les fusillades restèrent pourtant la méthode majoritairement utilisée par la SS et la police dans les immenses espaces peu équipés en infrastructures routières ou ferroviaires de l'Est. Le rendement d'un camion de gazage était moindre que celui d'un commando de tueurs.

En Union soviétique, la nécessité, pour les commandos, de se rendre sur place pour massacrer, du fait de l'absence de routes et de voies de chemin de fer, conduisait à préférer les camions lorsque l'on voulait avoir recours au gaz. En Pologne, au contraire, on pouvait sédentariser les unités de gazage, selon le principe adopté pour T4 dans le Reich. A Auschwitz à la fin de l'été 1941, un produit de désinfection du camp fut expérimenté, le Zyklon B, sur des prisonniers de guerre soviétiques et des détenus malades[1042]. Ce double assassinat contribua indirectement à élargir le territoire sur lequel des Juifs étaient exterminés.

A cette date en effet, il n'y a pas encore d'ordre général de meurtre immédiat des Juifs d'Europe. Le 18 octobre 1941, Franz Rademacher, spécialiste de la question juive au ministère des Affaires étrangères, et Friedrich Suhr, collaborateur d'Adolf Eichmann, se rendirent à Belgrade, où le

commandement de la Wehrmacht avait commencé, sous les ordres du général autrichien Franz Böhme et dans le cadre des représailles contre les premiers actes de résistance, à tuer systématiquement les hommes juifs de Serbie[1043]. Les diplomates allemands à Belgrade avaient fait venir Rademacher parce qu'ils étaient en désaccord avec le comportement de la Wehrmacht et qu'ils auraient préféré que les Juifs soient déportés par le Danube vers la Roumanie. Dans la note qu'il écrivit pour Martin Luther au ministère des Affaires étrangères, Rademacher insista sur le fait qu'au-delà du sort des Juifs serbes il fallait envisager de transporter par voie fluviale les Juifs du sud-est de l'Europe vers les « camps d'accueil à l'Est[1044] ».

Götz Aly fait remarquer que, curieusement, le 2 octobre 1941 Himmler se fit donner par Hitler une autorisation spéciale de déporter les Juifs de Salonique – projet qui ne fut pas mis immédiatement à exécution. Mais l'historien berlinois suppose que l'on discutait sérieusement, à cette époque, d'un transport par voie d'eau d'un certain nombre de déportés ; en l'occurrence, il était techniquement possible de faire remonter des convois de déportés depuis Salonique vers Cherson puis sur le Dniepr, fleuve qui n'est gelé qu'un tiers de l'année, jusqu'à Moghilev, où les SS envisageaient de construire un énorme camp de travail[1045]. Le bateau avait l'avantage de rendre la SS indépendante du nombre de trains réquisitionnés par la Wehrmacht. A la même époque commencent des transferts de fonds pour le SD de Paris à Kiev[1046]. Le compte parisien s'appelait « Madagascar ». Marc Masurovsky et Fabrizio Calvi supposent qu'il s'agissait de financer les activités de tuerie de l'Einsatzgruppe C. On peut cependant se demander si nous n'avons pas la trace d'un projet cohérent, jamais réalisé, qui aurait consisté à installer, non seulement en Biélorussie mais en Ukraine, le long du Dniepr (Gomel, Kiev, Iekaterinoslav), une série de camps de travail pour les Juifs

qui allaient être déportés.

En octobre 1941, la Chancellerie du Führer, déjà à l'origine de T4, proposa la construction d'une chambre à gaz à Riga[1047]. En novembre 1941, l'entreprise spécialisée dans la fabrication de fours crématoires Topf & Söhne reçut commande de construire un gigantesque complexe de crémation à Moghilev, en Biélorussie, qui aurait 32 fours crématoires[1048]. Ce n'est pas une information incompatible avec ce que nous venons de dire. Au contraire, on s'apprêtait à créer les camps de la « solution finale », dont le principe était que les Juifs « inaptes au travail » y seraient immédiatement éliminés ; les autres seraient « exterminés par le travail » ou, s'ils s'obstinaient à survivre, eux aussi tués, par le gaz ou par des commandos de fusillade. Le procès-verbal de la conférence de Wannsee est comme la pièce centrale d'un puzzle, autour de laquelle tout peut se structurer et coïncider avec la réalité historique que nous connaissons.

En attendant, il ne s'agissait que de projets. Heydrich se trouvait de plus en plus confronté à des contradictions, issues du choix fait de donner la priorité au calendrier de la « solution finale » sur celui de la guerre. Etant donné que la victoire n'était pas encore là, on ne pouvait pas encore disposer du territoire soviétique comme on le voulait. Comme, d'une part, les nécessités idéologiques devant assurer la victoire imposaient de déporter très vite les Juifs du Reich et à court terme ceux du reste de l'Europe, et comme, d'autre part, on était obligé d'utiliser comme étape, pour un certain nombre de convois de déportation, le territoire polonais, déjà « saturé de Juifs », il était quasi inévitable que l'on se mette à éliminer des Juifs déjà présents en Pologne, pour faire de la place pour les convois qui arriveraient. Ce n'était pas vraiment une main-d'œuvre perdue.

Il faut bien se rendre compte, aussi, que l'idée du travail forcé des Juifs dans ce qui aurait été l'ancienne Union

soviétique nazifiée servait, vraisemblablement dès janvier 1941, de camouflage mental à la volonté de meurtre. Au fond, les nazis préféraient voir les Juifs mourant d'épuisement au travail plutôt que d'avoir à les tuer eux-mêmes. Mais on ne voyait pas cette main-d'œuvre comme indispensable. Elle pouvait être remplacée par d'autres populations, slaves par exemple, que l'on déporterait ou que l'on prendrait sur place. Dans l'immédiat, l'important était de ne pas ralentir le rythme de la déportation, indispensable à la « pacification », c'est-à-dire la nazification, de l'Europe sous domination allemande et à la « neutralisation » de la « race juive mondiale ».

14
« En raison des dangers de l'émigration en temps de guerre »

Le piège se referme sur les Juifs d'Europe

I.

Le 20 octobre 1941, Heydrich adressait un message à Himmler[1049] :

Reichsführer !

Je vous demande, sans vouloir sortir le moins du monde de mon rôle, la permission d'attirer votre attention sur le fait suivant : les instructions strictes que nous avons reçues concernant les villes de Petersbourg et Moscou ne pourront pas être mises en œuvre si on ne procède pas d'emblée brutalement.

Le chef de l'Einsatzgruppe A, le SS-Brigadeführer Stahlecker, m'informe par exemple que quelques agents de renseignements, qui traversent la ligne de front, racontent en revenant de Petersbourg que les destructions dans la ville sont encore peu significatives.

L'exemple de l'ancienne capitale polonaise a montré, lui aussi, que même des tirs nourris ne provoquent pas les destructions attendues.

A mon avis, dans de tels cas, il faut travailler, de façon massive, avec des bombes incendiaires et des bombes à retardement.

Je vous demande donc, sans vouloir sortir le moins du monde de

mon rôle, de bien vouloir écouter ma suggestion : il faudrait que le Führer sache que si des ordres absolument clairs et stricts ne sont pas donnés à la Wehrmacht, il sera très difficile de détruire totalement les deux villes dont il est question.

Heil Hitler !

Signé : Heydrich

Ce document regorge d'informations. D'abord, il nous confirme, si besoin était, le vrai rapport de force entre Himmler et Heydrich. S'avançant sur un terrain qui sort de son domaine de compétences, la conduite des opérations militaires, Heydrich s'excuse de son audace. D'une manière générale, il s'est toujours comporté, vis-à-vis de Himmler, qu'il voussoyait, comme un subordonné à l'égard d'un supérieur hiérarchique dans l'armée. Jamais Heydrich n'essaierait de s'adresser directement à Hitler en dehors du domaine où il est désormais un vassal immédiat, l'administration des affaires du Protectorat[1050]. Ensuite, il nous confirme, s'il en était encore besoin, la brutalité inouïe d'un homme qui a pleinement intégré l'objectif de la guerre d'extermination qui était en cours. Heydrich était en colère parce que l'armée n'avançait pas assez vite pour s'emparer de Leningrad et de Moscou. Or ses commandos étaient déjà prêts à entrer dans les deux villes pour y effectuer l'habituel travail de saisie d'archives et d'arrestation des fonctionnaires communistes et des Juifs. Au passage, Heydrich nous confirme la manière de commander du Führer, suivant les principes de la liberté prussienne, mais la Wehrmacht n'en est pas digne, il faut lui donner des « ordres clairs et stricts » !

Le document est écrit au moment où la campagne de Russie s'enlise et il témoigne de l'inquiétude qui habitait les milieux dirigeants, en particulier les plus proches collaborateurs de Hitler. Le réflexe du chef du RSHA est de proposer d'intensifier la guerre d'extermination contre le « judéo-bolchevisme ». Il voudrait qu'on prenne vraiment les

moyens de réaliser l'objectif plusieurs fois proclamé par le Führer : rayer de la carte les deux plus grands centres urbains de l'Union soviétique, le siège de la révolution d'Octobre et le centre du pouvoir stalinien.

II.

Le 3 octobre 1941, Hitler s'était rendu à Berlin pour y prononcer un discours, ce qu'il n'avait pas fait depuis six mois. Il s'agissait du discours qu'il avait promis à Goebbels de prononcer, lors de leur entretien du 23 septembre[1051]. La veille avait été lancée l'offensive qui devait aboutir, pensait-on, à la prise de Moscou. Peu après son arrivée à Berlin, il reçut Goebbels, qui nota dans son Journal : « Le Führer est convaincu que si le temps demeure relativement favorable, l'armée soviétique sera pour l'essentiel écrasée dans quinze jours[1052]. »

Dans le discours qu'il prononça en fin d'après-midi, Hitler se livra à un bilan de son action au gouvernement. Il se glorifia des succès de sa politique intérieure entre 1933 et 1939, du travail de « réunification des Allemands » qu'il avait entrepris. Il se réjouit de l'amitié avec l'Allemagne et avec le Japon mais avoua un grand regret : « D'autres peuples sont venus rejoindre [ces alliés] mais malheureusement pas le peuple que j'ai, de toute ma vie, cherché le plus à avoir à nos côtés : le peuple britannique. » Hitler eut alors recours à son système d'explication habituel : « Non pas que le peuple anglais porte tout entier la responsabilité de cet échec, non, il s'agit de quelques hommes qui, dans leur haine invétérée et leur folie, ont saboté toute tentative d'entente, soutenus par cet ennemi universel que nous connaissons tous, la race juive internationale. [...] Alors il ne restait plus que le combat et je rends grâces de pouvoir le conduire moi-même. [...] La conjuration des démocrates, des Juifs et des francs-maçons a

réussi, il y a deux ans, à précipiter d'emblée l'Europe dans la guerre. Il fallait que les armes décident. » Hitler expliqua alors comment il avait dû passer alliance, contre son gré, avec l'Union soviétique, qui avait rapidement montré son vrai visage en « liquidant le nord-est de l'Europe ». Le dictateur ajoutait alors qu'il avait dû prévenir une attaque de l'Union soviétique. Cette tâche s'était imposée comme plus urgente que d'intensifier la guerre contre la Grande-Bretagne : « Nous n'avions aucune idée du gigantisme des préparatifs de cet ennemi contre l'Allemagne et l'Europe ni de l'immensité du danger ; c'est de justesse que nous avons échappé à l'anéantissement, non seulement de l'Allemagne, mais de l'Europe entière[1053]. »

L e Führer ajouta cependant : « Je peux dire cela aujourd'hui car je peux ajouter que l'ennemi est déjà brisé et ne se relèvera plus. »

La veille, jour où débutait l'offensive contre Moscou, dans une proclamation à la Wehrmacht le dictateur avait affirmé : « Aujourd'hui commence la dernière grande bataille décisive de cette année. Elle va provoquer l'anéantissement de cet ennemi et, en même temps du pays qui a manigancé toute la guerre, l'Angleterre[1054]... »

Quinze jours, avait-il annoncé à Goebbels. Dans la nuit du 10 au 11 octobre 1941, à la moitié du temps prédit, le dictateur, si l'on en croit les propos notés ce jour-là, ne pouvait masquer son inquiétude qu'en opposant ses qualités de commandement à l'incapacité de Guillaume II comme chef des armées : « A l'occasion de la grande offensive de 1918, on claironna que le Kaiser la dirigeait personnellement. En vérité, le Kaiser n'avait aucune notion du commandement[1055]. »

Et, curieusement, il parlait de l'empereur en 1918, à la veille de l'abdication. Quinze jours avaient passé sans le résultat escompté, lorsque, dans la nuit du 17 au 18 octobre, Hitler leva un peu plus le masque, se remémorant les succès

de la campagne de France : « Là, j'étais sûr de mon affaire[1056]. » A ce moment, le dictateur doutait de plus en plus. La phase d'euphorie relevée par Christopher Browning n'avait été que de courte durée[1057].

A la mi-octobre environ, il se passa quelque chose de décisif. Les quinze jours que Hitler s'était fixés pour gagner la bataille de Moscou, lorsqu'il parlait à Goebbels, étaient passés. Le temps était devenu exécrable en Union soviétique et la Wehrmacht s'embourbait. Le génocide immédiat des Juifs soviétiques qui, nous l'avons vu dans le cas de l'Ukraine, atteignait un degré inouï d'intensité, ne semblait pas donner la victoire. Hitler commençait à basculer vers l'idée de la généralisation du génocide immédiat à toute l'Europe.

Quelques jours auparavant, pour calmer ses angoisses, le dictateur imaginait ce qui se passerait après la guerre : cette Europe puissante qu'il verrait émerger, de Berlin à Kiev. Ainsi, le 13 octobre à midi, affirmait-il :

> Les pays que nous convions à participer à notre système économique doivent avoir leur part des richesses naturelles des régions de l'Est, et ils doivent trouver là un débouché pour leur production industrielle. Il sera suffisant de leur en faire entrevoir les perspectives pour qu'ils se rattachent à notre système. Cette région une fois organisée par nous, toute menace de chômage en Europe sera écartée[1058].

Mais resurgissait aussitôt l'ombre portée de Roosevelt, que le Führer s'efforçait de conjurer :

> Sur le plan économique, l'Amérique ne saurait être un partenaire pour ces pays. On ne peut payer l'Amérique qu'en or. Un commerce fondé sur l'échange des produits n'est pas possible avec l'Amérique, car l'Amérique souffre d'un excédent de matières premières et d'une pléthore de produits manufacturés. Cet or que les Américains reçoivent en échange du travail fourni, ils l'engouffrent dans leurs coffres – et ils s'imaginent que le monde va se plier à cette politique née dans le cerveau fumeux d'un penseur juif. Le résultat,

c'est treize millions de chômeurs[1059] !

L'image du Juif venait de réémerger à l'occasion de la dénonciation du Veau d'or. Et on la voit sans cesse revenir dans les jours et les semaines qui suivent, parce que au fond l'antisémitisme était pour Hitler un moyen beaucoup plus efficace de chasser les doutes qui l'assaillaient que l'utopie de l'aménagement de l'« espace vital ». Pour réaliser cette dernière, il fallait gagner la guerre, alors que l'élimination des Juifs pouvait s'étendre dès à présent à l'ensemble du continent.

On entra, dans la seconde quinzaine d'octobre, dans la maturation, qui devait durer plusieurs semaines, d'une nouvelle décision qui allait concerner l'ensemble des Juifs d'Europe. Le 17 octobre à midi, le dictateur faisait l'éloge d'Antonescu, dont il vantait la politique fasciste, et ajoutait : « L'élimination du Juif passe avant tout. Sans cela, inutile de nettoyer les écuries d'Augias[1060]. » Le 18 octobre 1941 au soir, en présence de Speer, Hitler se déchaîna contre la résistance britannique à toute ouverture de sa part :

> De quelle façon l'Angleterre a glissé dans la guerre, c'est une affaire singulière. L'homme qui a manigancé cela, c'est Churchill, pantin de la juiverie qui tire les ficelles. A ses côtés, le prétentieux Eden, bouffon assoiffé d'argent ; le Juif ministre de la Guerre Hore Belisha ; puis l'éminence grise du Foreign Office – enfin d'autres Juifs et hommes d'affaires. Chez ces derniers, il arrive souvent que l'ampleur de la fortune soit en raison inverse du bon sens. Avant même qu'elle ne commençât, on a pu leur garantir que cette guerre durerait au moins trois ans et les persuader ainsi qu'ils gagneraient bien leur argent[1061].

Si l'Angleterre résistait militairement, si elle ne voulait pas entrer dans la répartition des tâches proposée par Hitler, c'est qu'elle était gouvernée par des « Juifs » qui l'empêchaient de suivre son instinct de « peuple nordique ». En traitant Churchill de « pantin de la juiverie », en attribuant aussi ouvertement son grand échec stratégique – le refus

britannique d'une alliance – à l'« enjuivement » de la Grande-Bretagne, Hitler révélait où le bât blessait. Le lecteur des Libres Propos hitlériens constate comment, dans la seconde quinzaine d'octobre, les diatribes antisémites se multiplièrent et s'allongèrent. Le 21 octobre 1941 à midi, Hitler se lança dans un long développement purement idéologique : « Aujourd'hui que le christianisme périclite, le Juif remet en honneur le christianisme originel sous sa forme bolchevique[1062]. »

Selon Hitler, saint Paul avait eu l'intelligence de détourner le message de l'« aryen » Jésus au profit des Juifs. « Aujourd'hui comme autrefois, il s'agit de détruire les nations en portant atteinte à leur intégrité raciale. Ce n'est pas par hasard que les Juifs, en Russie, ont déporté systématiquement des centaines de milliers d'hommes, livrant les femmes qu'on les obligeait d'abandonner à des mâles importés d'autres régions. Ils ont pratiqué sur une vaste échelle le mélange des races[1063]. » « Mélange des races », c'est bien comme cela que Himmler avait défini le bolchevisme le 5 avril 1940. « Autrefois comme aujourd'hui, destruction de l'art et de la civilisation[1064] », concluait Hitler.

Celui qui a transcrit les propos du dictateur ce jour-là a noté ensuite une série de formules lapidaires, peut-être parce que le rythme de la parole du dictateur, tout à sa haine des Juifs, s'était accéléré : « L'instigateur d'hier, Saül. L'instigateur d'aujourd'hui : Mardochée. Saül s'est transmuté en saint Paul et Mardochée en Karl Marx. » Et le dictateur d'ajouter : « En exterminant cette peste, nous rendrons à l'humanité un service dont nos soldats ne peuvent se faire une idée[1065]. » L'anéantissement dont il fut question ce jour-là, c'était l'élimination en cours des Juifs soviétiques. Hitler affirmait l'utilité stratégique à ses yeux de l'anéantissement des Juifs. Tuer les Juifs en Union soviétique, comme cela se passait depuis le 22 juin 1941 et comme cela devait être

étendu à l'Europe, c'était se donner le moyen infaillible de remporter la victoire.

III.

Petit à petit, Hitler commençait à suggérer autre chose et ce n'est pas par hasard que, le 25 octobre 1941 au soir, en présence de Himmler et Heydrich, il fit allusion à sa pseudo-prophétie du 30 janvier 1939 :

> De la tribune du Reichstag, j'ai prophétisé à la race juive que le Juif disparaîtrait d'Europe dans le cas où la guerre ne pourrait être évitée. Cette race de criminels a sur la conscience les deux millions de morts de la guerre mondiale, et maintenant déjà des centaines de milliers. Que personne ne vienne me dire qu'on ne peut pourtant pas les parquer dans les régions marécageuses de l'Est ! Qui donc se soucie de nos hommes[1066] ?

Une nouvelle décision était en train de mûrir.

Hitler mentionnait une nouvelle fois sa « prophétie » à un moment de radicalisation et, comme dans Mein Kampf, il mettait en rapport les soldats allemands tombés au combat et ceux qui devaient payer pour chaque mort allemand. Le dictateur utilisait une image qui correspondait à un ordre de Himmler de l'été : utiliser les marais du Pripjet pour se débarrasser des femmes et des enfants juifs ; en même temps, l'idée de « parquer » pouvait être une allusion à la « solution finale de la question juive en Europe » telle que Heydrich l'avait planifiée ; la bonification des marais du Pripjet pouvait être l'une de ces tâches de colonisation de l'« espace vital » après la victoire, qui permettrait d'éliminer les Juifs par le travail forcé dans des conditions insalubres.

Les deux jours précédents, Himmler s'était rendu en Biélorussie pour, entre autres sujets, préparer les déportations futures de Juifs d'Allemagne, d'Autriche et de Bohême vers cette région[1067]. Le 23 octobre, le Reichsführer SS se trouvait à

Moghilev, entre autres motifs pour visiter le camp de concentration. Il avait été fondé trois semaines plus tôt et placé sous l'autorité du HSSPF Erich von dem Bach-Zelewski. Le jour de la venue de Himmler, 279 détenus furent fusillés. Quatre jours plus tôt, le 20 octobre, des unités de la SS et de la police avaient assassiné la plus grande partie de la population du ghetto.

Le massacre des Juifs de Moghilev était à la fois partie intégrante du judéocide des Juifs soviétiques et préalable à la « solution finale de la question juive en Europe » puisque des Juifs d'Europe centrale pouvaient venir remplacer les Juifs soviétiques assassinés. Mais les dimensions du camp projeté montraient qu'il était destiné aux Juifs d'Europe en général, pas simplement aux Juifs du Reich. Et rappelons-nous qu'à la mi-novembre un four crématoire fut commandé, vraisemblablement destiné à brûler les corps assassinés des Juifs inaptes au travail, et que l'on commença effectivement à construire en décembre[1068].

De façon significative, Hitler amalgamait le génocide des Juifs soviétiques en cours et la « solution finale de la question juive en Europe » qui n'en était qu'au stade de l'expérimentation avec les Juifs du Reich. « Il n'est pas mauvais, d'ailleurs, continuait le dictateur, que la rumeur publique nous prête le dessein d'exterminer les Juifs. La terreur est une chose salutaire[1069]. »

Nous avons affaire une nouvelle fois à la manière indirecte dont Hitler s'exprimait toujours à propos de la violence exercée contre les Juifs ; la « route tortueuse vers Auschwitz » dont a parlé l'historien Karl Schleunes[1070], c'est avant tout celle des formulations hitlériennes. Hitler avait certainement en tête les centaines de milliers de Juifs qui avaient fui, devant la progression de la Wehrmacht, plus loin vers l'Est et donc contribué d'eux-mêmes, dans l'esprit des nazis, à la « solution de la question juive en Europe ». Il indiquait aussi à ses deux

plus proches collaborateurs en matière de politique antijuive qu'il suspendait encore le coup de grâce dans l'espoir – de plus en plus ténu – que les Américains resteraient en dehors de la guerre et que les Britanniques demanderaient la paix. Hitler suggéra que les rumeurs qui circulaient sur le sort des Juifs pourraient conduire un certain nombre de pays à se rapprocher de l'Allemagne. Et même que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis deviendraient plus enclins à traiter avec elle.

Le Führer ajouta : « La tentative de créer un Etat juif sera un échec[1071]. »

Il affirmait ainsi sa conviction que la victoire était à portée de main contre l'Etat judéo-bolchevique mais aussi que le Volksstaat nazi ne serait ni abattu par ses ennemis extérieurs ni miné de l'intérieur. Dans l'idéologie hitlérienne, la « juiverie internationale » avait cherché à détruire l'Europe d'abord en installant un régime révolutionnaire au pouvoir en France en 1789 ; puis en installant l'Etat judéo-bolchevique en Russie en 1917 et en tentant la même chose en Allemagne en 1918. Les nazis avaient arrêté cette deuxième opération à temps, entre 1930 et 1933. Puis ils avaient triomphé de la France de 1789 en six semaines au printemps 1940. Et ils étaient en train d'inverser le cours de l'histoire en détruisant – Hitler en restait convaincu à cette date – l'Etat créé par Lénine.

L e Führer prédisait aussi à ses deux très proches collaborateurs, habitués à son style elliptique et aux glissements interprétatifs qu'il autorisait et exigeait à la fois, que bientôt la « race nordique » se révolterait contre la domination de la « race juive » en Grande-Bretagne, qui essayait de créer un « Etat juif » en Palestine. Le quatrième grand Etat dominé par la « race juive », les Etats-Unis, fondés sur le « mélange des races », serait alors la cible d'une alliance anglo-allemande.

Le plus important, c'est de voir que le dictateur avait, en quelques formules, suggéré le bien-fondé de l'anéantissement

mené en Union soviétique, indiqué en passant l'importance de l'« évacuation générale vers l'Est », réaffirmé sa confiance dans une victoire rapide, mais aussi développé comme horizon possible, imminent, l'« anéantissement des Juifs » de toute l'Europe, qui commencerait par l'ordre de déportation des Juifs de toute l'Europe sous influence allemande.

Himmler et Heydrich, ce soir-là, furent confortés dans leur politique de plus en plus ouvertement génocidaire en particulier en Pologne mais ils n'avaient pas encore reçu le feu vert pour le passage à la dernière étape de la « solution finale » ni la généralisation du génocide immédiat. Hitler leur suggérait : tenez-vous prêts à mettre en œuvre le plan de déportation généralisée si ni les Britanniques ni les Américains ne comprennent le langage que je leur parle. Ils étaient donc encouragés à intensifier la préparation de la « solution finale de la question juive en Europe » selon les termes du « plan Heydrich », mais le coup de grâce était encore suspendu.

Les propos de Hitler notés pour les 26 et 27 octobre 1941 au soir confirment cette interprétation :

> Si les Anglais sont adroits, ils saisiront le moment psychologique pour faire une volte-face – et ils marcheront avec nous. En sortant maintenant de la guerre, les Anglais réussiraient à mettre hors jeu pour trente ans leur principal concurrent : les Etats-Unis[1072].

Et le dictateur ajoutait :

> Roosevelt ferait figure d'imposteur, l'endettement du pays serait énorme du fait des fabrications de guerre devenues sans objet et le chômage monterait dans des proportions gigantesques[1073].

A la fin octobre 1941, donc, le Führer réfléchissait à haute voix en termes de guerre mondiale – et donnait à comprendre à ses interlocuteurs que la réalisation du génocide des Juifs de toute l'Europe, qu'il avait annoncé dans sa « prophétie » du 30 janvier 1939, était imminente :

> Si l'Empire britannique s'écroulait aujourd'hui, cela serait dû à nos armes, mais nous n'en tirerions aucun bénéfice, car nous ne serions pas les héritiers. La Russie prendrait les Indes, le Japon l'Asie orientale, les Etats-Unis le Canada. Je ne pourrais même pas empêcher les Américains de s'établir fortement en Afrique. [...] Pour l'instant, l'Anglais ne m'intéresse plus. Je ne m'intéresse qu'à celui qui est derrière lui[1074].

Ce qui était, du point de vue de Hitler, derrière la Grande-Bretagne, c'était la « juiverie internationale » ; mais, comme Hitler songeait à donner bientôt l'ordre de déporter les Juifs d'Europe, il pensait pouvoir conclure : « Nous pouvons être sans souci en ce qui touche à notre avenir[1075]. »

On ne peut qu'être frappé, et c'est un phénomène que nous retrouverons en novembre 1941, par le ton relativement plus optimiste des déclarations qui alternent avec des tirades antisémites. L'antisémitisme agissait sur Hitler comme un calmant ou même une drogue euphorisante.

Dans la nuit du 21 au 22 octobre 1941, en présence de Himmler, Hitler avait affirmé, avec beaucoup plus d'aplomb qu'au mois de septembre, qu'il n'envisageait que l'avenir, parlant longuement de la reconstruction de Berlin.

> Chef de guerre, je le suis contre mon gré. Si j'applique mon esprit à des problèmes militaires, c'est parce que pour l'instant je sais que nul n'y réussirait mieux que moi. Nous aurions aujourd'hui un Moltke, je m'effacerais devant lui. De même, je n'interviens pas dans l'activité de mes collaborateurs quand j'ai le sentiment qu'ils accomplissent leur tâche aussi bien que je le ferais moi-même[1076].

Or y avait-il un domaine où il avait des collaborateurs plus efficaces que celui de la politique antijuive ? Hitler pouvait être sûr qu'il était compris à demi-mot par Himmler et Heydrich. C'est la raison pour laquelle il avait parlé devant eux de la « rumeur publique qui nous prête le dessein d'exterminer les Juifs ».

Au total, à la fin octobre, l'analyse des déclarations

hitlériennes peut mener à penser que plus la guerre durerait plus le Führer radicaliserait son antisémitisme pour apaiser l'angoisse que pouvait susciter en lui la perspective d'une réédition des troubles de 1917-1918. Il avait suggéré à Himmler et Heydrich que la politique de « solution finale » pourrait connaître bientôt une nouvelle étape. Or les deux principaux chefs SS travaillaient, depuis le début octobre, « en direction du Führer ». Ils étaient en train de mettre fin à la politique d'émigration forcée.

IV.

Nous commencions ce chapitre par une lettre du 20 octobre où Heydrich s'inquiétait du retard de la Wehrmacht à prendre Moscou. Himmler et Heydrich semblent avoir attendu, autant que Hitler, la fin imminente du conflit par la prise de la capitale soviétique. Et cela les conduisait à préparer l'immédiat après-guerre, où l'on pourrait commencer la « solution finale ». Le 4 octobre, dans une discussion avec le Gauleiter Meyer, qui serait présent à la conférence de Wannsee, principal adjoint de Rosenberg au ministère des Territoires occupés de l'Est, Heydrich avait parlé du « plan de déportation totale des Juifs vivant dans les territoires que nous occupons » comme d'une éventualité[1077]. Le 17 octobre 1941, Heydrich avait indiqué au téléphone à Martin Luther, sous-directeur au ministère des Affaires étrangères, qu'il ne pouvait plus être question d'expulser, comme le pensait le ministère, 2 000 Juifs de nationalité espagnole vers le Maroc, car les individus concernés, ennemis du Reich, ne pourraient pas être correctement surveillés ni récupérés rapidement pour être inclus, après la victoire, dans la « solution fondamentale de la question juive[1078] ». Le 23 octobre 1941, Heinrich Müller envoyait au Befehlshaber der Sicherheitspolizei pour la Belgique et la France une interdiction générale d'émigration

des Juifs. Elle valait pour toute l'Europe[1079]. Heydrich travaillait « en direction du Führer », dont il attendait une décision imminente.

Le 20 octobre, Himmler fut invité par Ribbentrop à prendre le thé avec Mgr Tiso et le ministre slovaque de l'Intérieur Mach. Le point de départ des échanges sur la « question juive » fut la question de savoir si le gouvernement slovaque acceptait que les Juifs de nationalité slovaque fussent déportés du Reich en même temps que les Juifs allemands[1080]. Mais il semble que des perspectives de moyen terme furent aussi abordées. Lorsque Mach, en effet, fit état des conversations auxquelles il avait assisté, quelques mois plus tard, alors que la « solution finale » était déjà décidée à l'échelle européenne, voici la présentation qu'il en fit :

> Nous devons vivre sans le danger juif, car les Juifs sont dangereux. Telle était notre idée. Nous avons obtenu de l'aide des Allemands aussi sur cette question. Avec l'aide de l'Allemagne nous voulons à présent nous libérer des Juifs. Le pas décisif a été franchi alors que nous étions reçus au grand quartier général du Führer. Nous eûmes la possibilité de nous entretenir avec Himmler. A la question de savoir combien de Juifs se trouvaient chez nous, nous avons répondu : 90 000. Et ils nous ont dit qu'ils auraient besoin de nos Juifs. [...] Dans les territoires que nous avons visités [lors de notre retour à travers la Pologne], il y a des districts qui ont la taille de deux à trois districts de chez nous, où il n'y a aucun village qui n'ait été détruit. Mais le sol est bon. Ainsi est née l'idée et, depuis, nous ne l'avons pas laissé reposer. Elle était si intéressante que nous devions la suivre[1081].

Nous avons affaire à un récit ultérieur dans un contexte radicalement transformé par la tenue de la conférence de Wannsee qui avait officialisé le « plan Heydrich », ce qui ne pouvait que rejaillir sur les relations entre le ministère des Affaires étrangères, la SS et le gouvernement slovaque. Néanmoins, on peut trouver fiable l'indication que la conversation avec Himmler ait représenté une étape décisive et qu'il y ait été question d'une mise au travail des Juifs

slovaques dans l'avenir. A peu près au moment où Himmler rencontrait un représentant du gouvernement slovaque, Franz Rademacher, de retour de Belgrade, trouvait un billet d'un ami, Paul Wurm, journaliste au Stürmer, qui lui indiquait : « En revenant de Berlin, j'ai rencontré un vieux camarade du Parti, qui travaille à l'Est au règlement de la question juive. Dans un proche avenir, une grande partie de la vermine juive sera exterminée par des mesures spéciales[1082]. »

Le document ne disait pas que tous les Juifs seraient assassinés immédiatement car le RSHA travaillait en effet à la déportation d'une partie des Juifs dans des camps de travail, selon les termes du « plan Heydrich » et des Directives pour la question juive à l'Est.

Himmler et Heydrich travaillaient à préparer la « solution finale de la question juive en Europe » pour pouvoir agir rapidement dès que Hitler leur ordonnerait de passer à la troisième phase, celle concernant les Juifs des territoires dominés, directement ou indirectement, par l'Allemagne. C'était normalement pour après la guerre mais le Führer avait ordonné, dans la deuxième quinzaine de septembre, que l'on passât à la deuxième phase du « plan Heydrich ». Début octobre encore, la victoire devait venir rapidement. Mais si celle-ci se dérobait, comme cela semblait le cas, ne faudrait-il pas envisager de passer à la troisième phase du « plan Heydrich » sans attendre la fin de la guerre ?

L'antisémitisme était le cœur de l'idéologie nazie. C'est à lui d'abord que l'on voulait soumettre le réel. Les principaux chefs nazis avaient décidé, à la mi-septembre, que le projet d'« évacuation des Juifs du Reich vers l'Est » aurait lieu sans attendre la fin de la guerre. Il fallait d'autant plus tenir le calendrier fixé que la prolongation de la guerre ne pouvait signifier qu'un regain d'activité des « Juifs ». Au moment où Heydrich écrivait, l'Allemagne n'était pas encore en guerre avec les Etats-Unis ; mais Hitler avait bien le sentiment que la

« guerre mondiale » était déjà engagée tant l'alliance entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se resserrait. L'intensification de la « lutte contre les Juifs » devait permettre, dans l'esprit du dictateur et de ses proches, de gagner la guerre avant que le rapport de force ne devînt définitivement défavorable à l'Allemagne.

Les chefs nazis croyaient encore à une victoire d'ici l'hiver ou, au plus tard, au printemps suivant. La « solution finale de la question juive en Europe » se dessinait comme suit : d'ici la fin de la guerre, on déporterait du Reich, d'Autriche et de Bohême-Moravie les Juifs qui y vivaient encore ; après la fin de la guerre, viendrait le tour des Juifs de toute l'Europe occupée, y compris ceux qui, sur le territoire soviétique, auraient survécu au génocide déjà amorcé.

La situation était, cependant, moins simple qu'il n'y paraissait, même en se limitant aux Juifs du Grand Reich. On commençait la déportation sans vraiment pouvoir « réinstaller » les Juifs sur le territoire soviétique, sauf dans les pays baltes, où le judéocide était largement accompli. Minsk commençait à être une destination de déportation et l'on commençait à prévoir d'établir des camps à Moghilev et peut-être plus au sud, en Ukraine, qui auraient ressemblé à Auschwitz.

On prévoyait donc d'entasser provisoirement une partie des déportés dans le Gouvernement général. Or Hans Frank n'avait accepté, sur le principe, de recevoir des Juifs « en transit » que parce qu'ils seraient assez rapidement déportés plus loin vers l'Est. Mais que se passerait-il si la déportation plus loin vers l'Est ne pouvait pas avoir lieu comme prévu ?

Dans la seconde quinzaine d'octobre, rien n'avait été encore formellement décidé. Himmler et Heydrich s'apprêtaient à mener, dans les semaines qui suivraient, des négociations difficiles avec Frank. Himmler essaya d'obtenir de Lammers, le 22 octobre, conformément à la demande de

Heydrich du 18 septembre précédent, que ses pouvoirs et ceux de Heydrich fussent accrus dans le Gouvernement général, en Bohême-Moravie et dans les autres territoires occupés hors de l'Union soviétique placés sous une juridiction civile[1083]. Il faudrait aussi surmonter ce qui restait d'opposition de Rosenberg. Ce dernier s'était plaint, le 14 octobre, auprès de Lammers que la SS et la police essayassent en permanence d'empiéter sur ses prérogatives. Cependant, Lammers ne donna pas gain de cause à Himmler ni à Heydrich[1084]. Le 22 octobre, Hitler n'avait pas encore décidé de lancer immédiatement la déportation des Juifs d'Europe.

Le 30 octobre se tint une réunion organisée par Rosenberg, comme ministre des Territoires de l'Est. Il avait proposé d'envisager la politique de colonisation du nouvel « espace vital » au cours du prochain siècle[1085]. Dans une lettre du 27 octobre à Heydrich, Himmler s'était payé la tête de Rosenberg : la perspective du siècle suivant ne l'intéressait pas ; il n'était pas question que lui et Heydrich se rendissent à cette réunion[1086]. Effectivement, la perspective des deux hommes était de court terme. Ils l'avaient montré en Pologne en amorçant, de manière chaotique, d'immenses transferts de population. Les Directives pour la « question juive » dans les territoires de l'Est développaient, elles aussi, une perspective immédiate. A présent, ils étaient lancés dans ce que, depuis un an, on appelait la « solution finale de la question juive ». Mais quelle tournure allait-elle prendre à partir du moment où la guerre contre l'Union soviétique se prolongeait ? Rosenberg pouvait bien avoir une perspective de cent ans, c'est qu'il ne voyait pas les difficultés qui s'accumulaient. Pessimiste, Goebbels confiait, lui, à son Journal le 31 octobre 1941 que la situation militaire était préoccupante[1087].

15
« Les Juifs ne vivent que du fait que la solidarité européenne n'existe pas » (A. Hitler, 5 novembre 1941)

La troisième décision de Hitler en novembre 1941 – la déportation des Juifs de tout le continent

I.

Dans une lettre du 6 novembre 1941, concertée avec Himmler[1088], Heydrich se justifiait auprès du Generalquartiermeister de l'armée de terre, Eduard Wagner, devenu entre 1939 et 1941 son émule en organisation génocidaire, d'avoir autorisé l'organisation d'attentats par des Français contre sept synagogues parisiennes dans la nuit du 2 au 3 octobre. Le commandant militaire allemand en France, Otto von Stülpnagel, avait demandé le rappel à Berlin de Helmut Knochen, chef de l'Einsatzkommando « Frankreich » – depuis son installation, clandestine, en France en juin 1940[1089] – lorsqu'il avait appris que ce dernier avait fourni au groupe

collaborateur d'Eugène Deloncle les explosifs pour les attentats – à cause desquels deux soldats allemands en patrouille avaient été blessés[1090]. Pour que la hiérarchie fût, de son point de vue, respectée, Heydrich s'était adressé au commandement de l'armée de terre, et plus précisément à l'homme avec qui il était maintenant habitué à régler les conflits entre l'armée et la SS. Heydrich rappelait qu'il était « chargé depuis des années de préparer la solution finale de la question juive » (sic) et qu'il assumait donc la pleine responsabilité des attentats. Il ajoutait qu'il n'avait donné suite à la proposition d'Eugène Deloncle (qu'il ne datait pas) de les organiser « qu'à partir du moment où, en très haut lieu aussi, on avait commencé à caractériser la race juive comme la responsable de l'incendie actuel en Europe et comme devant disparaître définitivement d'Europe[1091] ».

Les historiens ne semblent pas avoir remarqué qu'il est pour le moins étonnant que Heydrich ait mis plus d'un mois à réagir aux plaintes de Stülpnagel. Celui-ci, en effet, s'était d'abord adressé au commandement de l'armée de terre le 6 octobre puis, n'obtenant pas gain de cause concernant le rappel de Knochen, il avait écrit directement à Heydrich. Ce dernier, qui agissait instantanément dès qu'il le jugeait bon, avait traité Stülpnagel avec le plus grand mépris puisqu'il ne lui répondit que le 6 novembre. Encore plus curieusement, la lettre de Heydrich comportait deux inexactitudes : d'une part, il n'était pas chargé de la « préparation de la solution finale » depuis des années mais seulement depuis la fin 1940 ; d'autre part, lorsqu'il avait autorisé les attentats, dans la seconde quinzaine de septembre, « en haut lieu » on n'avait pas encore décidé que les « Juifs devaient disparaître d'Europe » mais seulement du Grand Reich.

Visiblement, Heydrich réécrivait l'histoire. On peut même se demander s'il aurait traité l'affaire autrement que par un échange oral avec Wagner s'il n'avait pas eu un motif très sérieux de fixer par écrit une décision qui confortait son

pouvoir sur la « question juive ». Heydrich avait fait organiser les attentats au moment où, dans la seconde quinzaine de septembre, il pensait, comme d'autres dirigeants du régime, à l'après-guerre et cette « provocation » était destinée à poser les jalons de la déportation des Juifs de France, afin qu'elle commençât rapidement après la guerre – puisque Vichy et les collaborateurs semblaient disposer à « travailler en direction du Führer ». L'agenda du Reichsführer SS montre, à la date du 1er novembre, que la question de l'envoi à Theresienstadt des Juifs allemands, autrichiens et tchèques de plus de soixante ans a été abordée lors d'un coup de téléphone au chef du RSHA[1092]. On était encore dans le cadre de la décision hitlérienne de septembre. Cinq jours plus tard, Heydrich faisait état on ne peut plus clairement d'une situation nouvelle. Que s'était-il passé entre-temps ?

II.

Philippe Burrin a raison de souligner le caractère essentiel de ce message. Mais nous n'y voyons pas comme lui la confirmation d'une décision génocidaire absolue prise dans la seconde quinzaine de septembre. Nous y voyons l'écho d'une décision hitlérienne prise dans les premiers jours de novembre. Le dictateur, en effet, avait encore radicalisé ses propos contre les Juifs par rapport à ce qu'il avait déclaré à Himmler et Heydrich le 25 octobre et le Reichsführer SS avait rencontré le Führer à deux reprises ces jours-là : il s'était trouvé au quartier général du Führer le 2 novembre, depuis le déjeuner jusque tard dans la nuit, puis le 5 novembre à midi[1093].

Début novembre, les troupes allemandes n'avaient toujours pas atteint Moscou et la résistance soviétique ne semblait pas faiblir, malgré les défaites de Viasma et de Briansk. La Wehrmacht s'enlisait. Les propos rapportés de

Hitler le 2 novembre au soir ne nous donnent pas d'indication particulière mais on remarquera que le chef de la SS eut avec le Führer un entretien suffisamment long pour rester dîner le soir. Et, le 4 novembre, Himmler rencontra Göring de 11 h 30 à 16 h 15[1094].

Trois jours plus tard, le 5 novembre 1941, à midi, en présence de Himmler, le Führer déclara : « Notre organisation répressive n'a d'autre résultat que de conserver les criminels. Dans les périodes normales, il n'y a à cela aucun danger. Mais quand, du fait d'une guerre ou d'une famine, l'édifice social est en péril, cela peut conduire à des catastrophes inimaginables. » Ainsi, selon le dictateur, l'heure était venue de se débarrasser des criminels. Un propos qui pouvait s'appliquer aux Juifs. Les Juifs du Reich étaient déportés depuis trois semaines environ. Mais, visiblement, Hitler voulait aller plus loin ; c'était la répétition de novembre 1918 qui, en ce début novembre, était en jeu : « Si je tolérais, quand les meilleurs parmi nous tombent au front, que les criminels soient préservés, je détruirais l'équilibre des forces au détriment de l'élément sain de la nation. Ce serait le triomphe de la racaille. Qu'un pays connaisse des revers, et il court le risque qu'une poignée de criminels, ainsi gardés à l'abri, ne frustrent les combattants du fruit de leur sacrifice. C'est l'expérience que nous avons vécue en 1918. Le seul remède à cette situation, c'est d'infliger sans hésitation la peine de mort aux criminels de cette sorte[1095]. »

La « racaille » : nous rencontrons le mot également dans la bouche de Heydrich à propos des Juifs. Les Juifs du Reich, début novembre, étaient déportés sans être encore mis à mort immédiatement. Il est vrai que cela équivalait à une condamnation à mort dont l'exécution était juste suspendue. Mais, si Hitler parlait de mettre à mort les criminels du Reich, il indiquait sans ambiguïté combien il était en train de se radicaliser. A la mi-septembre, il avait expliqué qu'il avait donné l'ordre à Himmler, en cas de révolution, de fusiller les

détenus des camps de concentration. Mais à présent on était en novembre, le mois où la révolution (1918) et la contre-révolution (1933) se livraient une guerre à mort.

Parler de la mise à mort des criminels, c'était encourager l'accélération de la déportation des Juifs du Reich, ce qui pouvait, bien entendu, passer par l'exécution, les uns après les autres, d'une partie des convois arrivés à destination. C'est bien ainsi, nous l'avons vu, que commencèrent à procéder, fin novembre, les unités basées à Kovno et à Riga. Rappelons-nous aussi que, pour pouvoir caser à l'Est les convois de Juifs déportés du Reich, les Einsatzgruppen accéléraient le judéocide des Juifs soviétiques ou galiciens ; et, en Pologne, on avait commencé à construire des installations de gazage. Cela, Hitler le savait. L'accélération de la déportation des Juifs allemands que réclamait le dictateur ne signifiait-elle pas que l'on arriverait plus vite à l'étape suivante du « plan Heydrich », la déportation des Juifs de l'ensemble de l'Europe ?

L'agenda de Himmler nous indique que le Reichsführer SS eut à nouveau un long entretien avec le Führer, puisque son rendez-vous suivant fut à 17 heures Les propos du dictateur notés pour le 5 novembre 1941 au soir, alors que Himmler était parti, pourraient bien faire écho à la conversation qu'il avait eue avec Himmler. Au début de son monologue, le Führer commença par se payer la tête des historiens : « Dans deux mille ans, quand ils se pencheront sur les origines des habitants de l'Ukraine, [les professeurs] prétendront que nous sommes sortis des marécages. Ils seront incapables de voir qu'à l'origine il n'y avait personne dans les marécages et que c'est nous qui avons jeté les autochtones dans les marais du Pripjet[1096]. »

Le 25 octobre 1941, il avait évoqué le sort des Juifs engloutis par ces mêmes marais (en fait tués par la Waffen SS) devant Himmler et Heydrich, mais comme d'un possible avenir. Cette fois, le dictateur parlait de l'anéantissement des

habitants de la région – où il avait parlé d'envoyer les Juifs et dont il pensait ensuite chasser les Ukrainiens ou les réduire en esclavage – comme d'un événement passé.

Les formules qu'il appliqua aux Juifs ce soir-là étaient d'une violence encore inégalée :

> La fin de la guerre verra l'effondrement du Juif. Le Juif est l'incarnation de l'égoïsme. [...] Je l'ai toujours dit, les Juifs sont les êtres les plus diaboliques qui soient et en même temps les plus stupides. Ils ne possèdent ni un musicien ni un penseur. Pas d'art, rien, moins que rien. Ce sont des menteurs, des faussaires, des escrocs. Ils ne doivent leur réussite qu'à la sottise de leurs victimes. Si le Juif n'était pas dégrossi par l'Aryen, sa crasse l'empêcherait d'ouvrir les yeux[1097].

« La fin de la guerre verra l'effondrement du Juif » pouvait se comprendre à la fois comme l'expression d'une conviction réitérée – la « race juive internationale » ne se remettrait pas de l'effondrement de l'Union soviétique – et comme l'annonce de la « solution finale de la question juive ». Hitler semblait dire qu'elle serait contemporaine de la fin de la guerre. Il y a même une partie de cette tirade qui semble n'avoir pas été suffisamment remarquée. Hitler ajouta en effet :

> Nous pouvons vivre sans les Juifs. Eux ne sauraient vivre sans nous. Quand les Européens s'apercevront de cela, ils prendront conscience du même coup de la solidarité qui les lie. Le Juif empêche cette solidarité. Il ne vit que du fait que cette solidarité n'existe pas[1098].

Hitler indiquait clairement que la déportation des Juifs du Reich signifiait la mort pour eux. Les Juifs déportés ne pourraient pas survivre à l'Est, transplantés hors de la société allemande. Même s'il croyait que les Juifs se comportaient en « parasites », le dictateur montrait qu'il avait conscience d'avoir condamné à mort les Juifs du Reich en ordonnant leur déportation au mois d'août précédent (de même qu'il avait d'emblée condamné à mort les Juifs soviétiques en ordonnant

la campagne contre l'URSS). Mais pourquoi revenir sur la décision du mois d'août ? Que signifiait l'allusion à la solidarité européenne ?

Il fallait désormais que les Européens s'aperçoivent autant que les Allemands de la nécessité de réaliser la « solution de la question juive » chez eux. C'était au fond la reprise du raisonnement tenu dans le discours du 30 janvier 1939. Hitler y avait alors loué le travail de la Sipo et du SD, capables de mettre en lumière les agissements des Juifs et d'en tirer les conséquences en matière de politique antisémite. Il avait encouragé les autres Européens à se laisser éclairer de la même façon. Le RSHA était en mesure d'y aider. Et le dictateur, qui avait commencé en évoquant la « solution de la question juive » en voie de réalisation en Allemagne, finissait en disant que désormais c'est de toute l'Europe que les Juifs devaient partir. Autant dire qu'il avait décidé que la déportation des Juifs de l'Europe sous influence allemande pouvait commencer. Himmler et Heydrich sauraient bien persuader les différents gouvernements collaborateurs ou amis.

Si le dictateur avait fait une telle allusion lors de la soirée du 5 novembre, il est impensable qu'il n'ait pas communiqué sa décision à Himmler au plus tard lors de leur rencontre ce même jour. Le lendemain à 12 h 45, le premier sujet que le Reichsführer SS abordait au téléphone avec le chef du RSHA était les attentats à Paris. Pourquoi Himmler avait-il mis ce sujet en tête de ceux qu'il voulait aborder avec son lieutenant le plus efficace ? Parce que la décision communiquée par Hitler la veille permettait de mettre facilement fin au conflit entre le RSHA et le commandement de la Wehrmacht en France. L'agenda de Himmler nous dit que les deux hommes ne se parlèrent que dix minutes au téléphone et qu'ils abordèrent d'autres sujets mais il suffisait d'une minute pour que Himmler fît savoir à Heydrich, en même temps qu'ils

évoquaient les synagogues qui avaient brûlé à Paris :

> Le Führer a désigné avec toute l'insistance dont il est capable la race juive comme la responsable de l'incendie en Europe. Elle doit disparaître définitivement d'Europe.

Et le chef du RSHA pouvait passer au sujet suivant, tant cette décision était dans la logique nazie des choses et tant Himmler et lui l'attendaient. Hitler avait donné l'autorisation de déporter les Juifs de toute l'Europe occupée ou sous influence nazie. Les travaux préalables à la « solution finale de la question juive en Europe » entraient dans une nouvelle phase.

III.

Comme y insiste très justement Philippe Burrin, dans l'existentialisme idéologique qu'était le nazisme, ce n'était pas une réflexion mais une date, un événement, qui était au fondement : le 9 novembre 1918, jour de la proclamation de la république et donc, pour Hitler, explication de la défaite de l'Allemagne. Un 9 novembre, en 1923, Hitler avait tenté de prendre le pouvoir en Bavière et de renverser la République de Weimar. Hitler commémorait chaque année, depuis lors, les martyrs nazis. Ce n'avait pas pu être un hasard, pour lui, si un Juif, Grynszpan, avait assassiné à Paris le diplomate vom Rath au moment du 9 novembre, et le dictateur avait alors autorisé un pogrom national, la Nuit de cristal, qui représenta une radicalisation décisive dans la persécution des Juifs. Un an plus tard, le 8 novembre 1939 au soir, Hitler avait incroyablement survécu à l'attentat perpétré par Georg Elser[1099] et cela avait encore renforcé l'enracinement de son action dans cette date symbolique. Après qu'il eut déclenché la guerre, une autre dimension apparut : l'Allemagne s'engageant dans une nouvelle guerre mondiale, il fallait que « plus jamais le

9 novembre 1918 » ne se reproduisît. Le serment fait lors de l'entrée en politique : « plus jamais le 9 novembre » est le revers de la « prophétie » du 30 janvier 1939. Si les Juifs d'Europe devaient être exterminés quand la guerre deviendrait mondiale, c'était pour que la « trahison intérieure » et la « défaite » ne se reproduisent pas.

Chaque année, Hitler revivait le traumatisme du 9 novembre, ne serait-ce que sous la forme de la commémoration du putsch. Comment imaginer qu'en cette année 1941, au moment où l'opération Barbarossa avait échoué à écraser immédiatement l'Union soviétique et où les Etats-Unis apparaissaient comme une menace de plus en plus évidente, il ne se fût pas produit chez Hitler une fermentation idéologique particulière ? Les déclarations du 5 novembre qui ont été notées en témoignaient. Dans les premiers jours de novembre, au moment où il préparait le discours qu'il prononcerait à Munich le 8 au soir, alors qu'il était devenu clair qu'on ne gagnerait pas contre l'Union soviétique avant 1942, il avait pris la décision de faire déclencher par Himmler et Heydrich la déportation des Juifs d'Europe avant la fin de la guerre – puisque apparemment la décision de faire déporter les Juifs du Reich, prise au mois d'août, n'avait pas suffi pour amener la victoire.

Philippe Burrin a souligné abondamment, dans un ouvrage, Hitler et les Juifs, où, par ailleurs, il pense que le judéocide fut décidé fin septembre, le lien entre le traumatisme du 9 novembre 1918 et la décision d'exterminer les Juifs d'Europe. C'est pourquoi nous ne revendiquons aucune originalité : nous ne faisons rien d'autre que de décaler de quelques semaines, par rapport à la thèse de Burrin, la décision de déclencher le judéocide, d'une part en tenant compte du fait que rien ne prouve une décision de déporter les Juifs d'Europe en août-septembre, d'autre part en poussant jusqu'au bout l'idée de l'historien suisse selon laquelle le « plus

jamais un 9 novembre 1918 » était la clé du comportement politique hitlérien. La confirmation de l'hypothèse nous semble donnée par la lettre de Heydrich à Wagner du 6 novembre, qui est bien, comme le dit Burrin, un document clé mais qui nous semble mieux expliqué par une décision hitlérienne prise dans les premiers jours de novembre plutôt que dans la seconde quinzaine de septembre.

Et le discours tenu par le dictateur le 8 novembre 1941 au soir, au Löwenbräukeller[1100] de Munich, apporte la confirmation ultime de cette analyse. Après avoir rendu l'« ivrogne Churchill » responsable de la guerre, Hitler rappela les nombreuses offres de paix qu'il avait, de son point de vue, formulées, restées sans réponse et il ajouta qu'après cela « il ne nous était pas resté d'autre possibilité que de boucler définitivement[1101] notre casque et d'emprunter la route qui nous libérera pour toujours[1102] des dangers qui menacent non seulement le Reich allemand mais toute l'Europe[1103] ». Immédiatement après, Hitler évoquait le « Juif international », cet « incendiaire », suivant le terme utilisé par Heydrich dans sa lettre du 6 novembre. Le dictateur commençait d'ailleurs par une allusion évidente au travail du Sicherheitsdienst : « Nous avons cherché à le démasquer toutes ces années. Nous avons, pour la première fois dans notre Reich, définitivement expliqué ce problème et nous avons compris ces mots d'un grand Juif[1104] qui a dit que la question de la race est la clé de l'histoire mondiale. Nous savions donc [il y a un an][1105], surtout moi, que derrière les événements en cours le Juif était la force motrice et que ce sont – comme toujours dans l'histoire – des hommes de paille qui étaient prêts à entrer en lice pour lui : soit des individus corrompus, soit des gens qui voulaient gagner de l'argent et qui ne reculaient pas, dans ce but, devant la perspective de faire en toute occasion couler le sang. J'ai appris à identifier ces Juifs pour ce qu'ils sont, des incendiaires. » « Le Juif » était

l'« inspirateur de la coalition mondiale contre le peuple allemand et contre le Reich allemand ». Un mois avant que les Etats-Unis entrent en guerre contre le Japon et que Hitler leur déclare la guerre, ce dernier expliquait donc que l'Allemagne était plongée dans une guerre mondiale. Cela voulait dire, suivant la « prophétie » du 30 janvier 1939, que l'heure de la « solution finale de la question juive en Europe » était venue. Et, un peu plus tard dans son discours, le dictateur déclarerait de fait la guerre aux Etats-Unis en annonçant : « Si un navire américain, sur ordre de son président, tire sur un de nos bâtiments, ce sera à ses risques et périls. Le navire allemand se défendra, nos torpilles atteindront leur but. »

Hitler confirmait que c'était bien une guerre génocidaire qu'il avait lancée contre l'URSS, qu'il qualifiait d'« Etat mongol d'un second Gengis Khan ». Le but de cette lutte était : 1. L'extermination de la puissance ennemie, c'est-à-dire de la force de combat ennemie 2. La confiscation des bases d'industrie de la défense et alimentaires[1106] de l'ennemi ». Puis il annonçait l'anéantissement de Leningrad. Après avoir évoqué l'entrée en guerre éventuelle des Etats-Unis, Hitler ajoutait : « Nous ne sommes plus le peuple allemand de la guerre mondiale[1107] ! C'est la malchance de nos adversaires qu'ils ne l'aient pas compris et qu'ils continuent à suivre ces hommes de paille juifs. » Et encore : « J'ai été tellement souvent prophète dans ma vie, on s'est toujours moqué de moi, mais j'ai cependant eu raison. Je veux l'être à nouveau : jamais novembre 1918 ne se répétera en Allemagne ! Cela ne peut absolument pas se répéter. Tout est imaginable, sauf cela : que l'Allemagne capitule jamais. »

Qu'est-ce qui donnait à Hitler cette assurance ? Il y a un passage clé dans le discours, qu'on oublie de citer mais qui nous confirme que Hitler n'avait encore jamais tiré des conséquences aussi radicales de son mot d'ordre « plus jamais novembre 1918 » :

> Vous comprenez notre objectif suprême : que, dans ce combat, nous fassions enfin disparaître le danger venu de l'Est pour l'Europe et qu'ainsi nous mobilisions cet Est, dont la fécondité est illimitée, dont la richesse en matières premières et en métaux tirés du sous-sol est illimitée, non pas contre l'Europe, mais au service de l'Europe. C'est un but gigantesque, qui va bien au-delà des frontières de notre Reich allemand, gigantesque non seulement par le résultat à atteindre mais gigantesque par les conséquences. L'état actuel des choses est une folie, cette Europe dans laquelle, en beaucoup de régions – il me suffit de penser à l'Ouest – jusqu'à 260 hommes au kilomètre carré vivent ! Je regarde tout cela, si je puis dire, d'un point de vue élevé. Je distingue entre les Français et leurs Juifs, entre les Belges et leurs Juifs, entre les Hollandais et leurs Juifs[1108]. Je sais que de nombreux êtres humains vivent dans ces régions, qui sont les victimes de cette absurde et artificielle construction de l'Europe selon laquelle la partie effectivement la plus riche de l'Europe est continuellement mobilisée contre l'Europe, sans que pour autant les individus qui y vivent disposent du niveau de vie même minimal. [...] Dans le paradis soviétique existe vraiment ce qu'il peut y avoir de plus misérable parmi les esclaves qu'a connus l'humanité, des millions d'hommes apeurés, opprimés, usés, à moitié affamés. Et au-dessus de tout cela il y a un régime de commissaires, qui sont à 90 % d'origine juive, qui dirige cet Etat d'esclaves. Le salut véritable de l'Europe viendra non seulement de la disparition de ce danger mais de la mise en valeur de cette terre au service de toute l'Europe.

Le dictateur, en quelques phrases, avait retracé la logique démente qui présidait à la « solution finale de la question juive en Europe » et au Plan général pour l'Est qui lui était intimement lié. Et il annonçait, de façon cryptée, qu'en France, en Belgique, aux Pays-Bas la déportation des Juifs vers l'Est pouvait commencer. Il avait mentionné en premier ces trois pays parce qu'il les jugeait racialement dignes de profiter des bouleversements qu'il voulait faire subir à l'ensemble du continent mais aussi parce que le « plan Heydrich » prévoyait de « ratisser » l'Europe, pour la débarrasser de ses Juifs, d'« Ouest en Est ». Un peu plus tard dans son discours, Hitler évoquait d'ailleurs les autres alliés de l'Allemagne, qui allaient eux aussi contribuer à la « solution finale » :

> Nous avons un objectif, il englobe ce continent, d'abord notre patrie, puis ensuite tous ceux qui vivent dans les mêmes contraintes que nous. [...] Nous englobons aussi tous ceux qui sont aujourd'hui nos alliés, en premier lieu l'Etat sur qui pèsent les mêmes contraintes, peut-être plus grandes encore, que sur l'Allemagne : l'Italie. Le Duce, je le sais, ne perçoit pas cette lutte autrement que nous : son pays aussi est pauvre, surpeuplé, toujours désavantagé, ne sachant pas d'où il peut tirer son pain quotidien. Il s'est conjuré avec moi et aucune puissance au monde ne pourra défaire cette alliance ! [...] Et toute une série d'autres Etats européens sont venus nous rejoindre. Nous pouvons dire que presque toute l'Europe du Sud-Est est maintenant dans notre camp et qu'une part importante du reste de l'Europe se trouve, idéologiquement, sinon politiquement, dans notre front. Ainsi, comme nationaux-socialistes, nous ne combattons plus seuls, mais au sein d'un gigantesque front européen. Et nous pouvons bien dire, à la fin de cette année, que grâce à ce front européen le plus grand danger est repoussé.

C'est bien une coalition européenne que Hitler invoquait désormais, dont le rôle serait, d'une part, d'aider l'Allemagne à gagner la guerre contre l'URSS, d'autre part, de mettre en œuvre avec elle la « solution finale de la question juive ». Hitler considérait que cette dernière avait déjà commencé puisqu'il disait que le plus grand danger avait été repoussé. La décision qu'il avait prise devait préserver l'Europe, qu'il imaginait groupée autour du Reich, d'une crise déclenchée par l'échec de la guerre éclair contre l'URSS. Hitler était d'autant plus enclin à déclencher la « solution finale de la question juive » qu'il était obligé de reconnaître publiquement que l'Allemagne ne pouvait plus gagner seule cette guerre.

IV.

L'historien Florent Brayard commente excellemment le « plus jamais un 9 novembre 1918 » du 9 novembre 1941 lorsqu'il écrit : « L'identité formelle est parfaite entre cette prophétie et celle, faite en janvier 1939, concernant l'anéantissement des Juifs en cas de conflit mondial : Hitler

rappelait qu'il avait souvent été prophète, et raillé, mais il avait eu raison, et prophète il voulait l'être à nouveau. Simplement, le contenu de la prophétie était différent – ou, du moins, formulé différemment : il n'y aurait ni trouble ni révolution en Allemagne, et jamais de capitulation. Ainsi, la guerre ne serait pas perdue, parce que les Juifs seraient exterminés – et que, sans eux, il ne pourrait y avoir ni trouble ni révolution obligeant le Reich à capituler[1109]. » Mais, pour l'historien français, disciple de l'école fonctionnaliste, le discours prononcé par Hitler ce jour-là ne dit rien concernant la mise en place technique du judéocide.

Nous croyons au contraire avoir montré que, puisque la guerre n'avait pas été gagnée en 1941, il fallait des décisions hitlériennes pour décider du début de la « solution finale de la question juive en Europe ». Sans les décisions d'août et de novembre 1941, jamais Himmler ni Heydrich n'auraient disposé de l'autorité suffisante pour imposer le lancement du projet dont ils avaient en revanche imaginé les contours concrets à la demande du dictateur dès décembre 1940-janvier 1941. Nous rejoignons, en revanche, Brayard sur le fait que Hitler ne se préoccupait pas de la conséquence immédiate de sa décision : du moment que l'on procédait à la « solution finale » sans disposer du territoire soviétique, des mécanismes structurels transformeraient le projet de déportation généralisée et d'extermination par le travail en Union soviétique en judéocide immédiat dans l'ensemble de l'Europe orientale.

Le 9 novembre 1941, le dictateur s'adressa aux Reichs- et Gauleiter[1110]. Il développa le même thème : la victoire était proche ; un 9 novembre ne pouvait pas se répéter et il ne se répéterait pas ; lui-même ne reproduirait pas le comportement de Guillaume II. On assistait aux plus grandes « batailles d'anéantissement » de l'histoire mondiale. La phrase la plus instructive du discours du 9 novembre 1941

venait après que le dictateur eut expliqué que la guerre pouvait durer et que, si les Soviétiques étaient battus, on ne pouvait pourtant pas dire combien de temps encore ils allaient combattre : « Nul ne peut savoir si une paix sera jamais signée. Mais, dans certaines circonstances, nous pouvons encore combattre de longues années sans que cela nuise à la cohabitation pacifique des nations européennes. » Lorsque l'on s'est habitué à décrypter la macabre rhétorique hitlérienne, les « circonstances » qui rendent possible l'unité de l'Europe sous domination nazie, cela ne peut être que l'« expulsion » des Juifs à l'échelle de l'Europe.

Si la victoire avait déjà été là comme les chefs politiques et militaires du régime l'avaient espéré, c'est le « plan Heydrich » qui aurait déjà été mis en application. Comme l'Union soviétique ne s'était pas encore effondrée, la décision du dictateur signifiait que l'on aurait à tuer un nombre bien plus important que prévu de Juifs avant la fin de la guerre, non plus dans la seule Union soviétique mais dans toute l'Europe. Le 11 novembre, en effet, Himmler raconta à son masseur, Felix Kersten, que « l'on projetait l'anéantissement des Juifs » et que « cette tâche allait lui incomber »[1111]. Comme souvent, lorsque Himmler revenait de chez Hitler, Kersten fut rapidement appelé auprès de lui en ce 11 novembre 1941. Le Reichsführer souffrait de crampes et de convulsions. Après l'avoir massé, Kersten interrogea son patient qui, souvent, lors de ces séances qui le soulageaient de manière quasi miraculeuse, s'épancha librement sous le flot des questions de son médecin.

Heinrich Himmler avoua à Kersten que Hitler venait de lui parler du sort qui attendait les Juifs. Que pouvait-il y avoir de fondamentalement nouveau pour le Reichsführer SS ? Il ne s'était jamais caché auprès de qui que ce soit, à commencer par Kersten, de sa haine viscérale des Juifs. Il avait déjà couvert, en Allemagne, en Pologne et en Union soviétique, la

mise à mort de centaines de milliers d'individus. Qu'est-ce qui pouvait raviver les troubles psychosomatiques de quelqu'un qui avait largement entendu, depuis la seconde quinzaine de septembre, les diatribes antijuives de Hitler et commencé, avec Heydrich, à mettre en œuvre la « solution finale de la question juive » pour le Grand Reich et surtout sur le territoire soviétique ?

Le témoignage de Kersten, que les historiens, souvent, ne prennent pas suffisamment au sérieux[1112], est important car le masseur de Himmler ne maîtrisait pas la novlangue nazie. Il est frappant, d'ailleurs, que Himmler la pratiquait peu quand il s'adressait à lui. Le Reichsführer SS avait beau piétiner la voix de sa conscience, son corps se vengeait. A Minsk, il avait sans doute mal supporté le spectacle d'une fusillade de Juifs ; mais c'est fréquemment qu'il était accablé de crampes d'estomac. L'homme qui arrivait à le soulager était traité avec égards. Himmler lui parlait ouvertement. Comme nous venons de le voir, l'idéologie nazie déployait, semaine après semaine, sa cohérence folle. Mais, de fait, commencer la « solution finale » à l'échelle de l'Europe, c'était passer, Himmler le sentait bien, au judéocide, à l'élimination immédiate et directe de centaines de milliers de Juifs outre ceux qui mouraient déjà en URSS. Himmler ne parlait pas de « solution finale » ou d'« évacuation vers l'Est » à son masseur, mais d'anéantissement.

Ce que Hitler avait implicitement demandé au Reichsführer SS, en décidant que la déportation des Juifs d'Europe commencerait avant la fin de la guerre, c'était d'accepter jusqu'au bout la logique génocidaire systématisée au printemps 1941 : les tueries s'accroîtraient encore par rapport à ce qui se passait en Union soviétique. Et Himmler, qui y dirigeait sur le terrain le judéocide, était bien placé pour savoir ce que cela signifiait. Il en subissait le contrecoup psychosomatique.

Hitler faisait franchir un pas décisif au régime en

assumant que, si la guerre durait, la « solution finale de la question juive » à l'échelle de l'Europe impliquait la mise à mort directe de millions d'individus. Si l'on en croit la version donnée par Kersten, le Führer n'avait fait que formuler l'aboutissement inéluctable de ses ruminations idéologiques.

De façon graduelle, il en était arrivé à la conclusion que les Juifs devaient « quitter l'Europe » le plus rapidement possible. Commencée avant la fin de la guerre, la « solution finale de la question juive » à l'échelle de l'Europe, et non plus du seul Grand Reich, impliquait leur mise à mort rapide. Cela n'était pas fait pour effrayer le formulateur de la prophétie du 30 janvier 1939 – d'autant plus qu'il ne serait jamais confronté directement à l'administration de la mort. Mais peut-être le choc était-il plus grand pour un Himmler qui savait concrètement ce qu'il en était du meurtre des Juifs soviétiques et qui se rendait compte de quel poids pèserait sur lui et ses hommes la tâche d'étendre le massacre.

Kersten comprenait, pour sa part, vu le caractère partiel des informations qu'il avait reçues jusqu'ici, que la destruction des Juifs dans les territoires sous le contrôle des nazis était imminente. L'ordre de réaliser la prophétie à l'échelle de l'Europe avait été donné. Kersten, horrifié, demanda à Himmler comment des hommes pouvaient seulement envisager la mise à mort d'autres hommes sous prétexte qu'ils étaient juifs. Chaque homme n'avait-il pas le droit de vivre librement ?

Après une longue pause, comme s'il voyait redéfiler son entretien avec le dictateur, Himmler répondit à Kersten :

> Les Juifs ont fait capoter toutes les tentatives de systèmes de gouvernement et de régime grâce aux guerres et aux révolutions qu'ils ont déclenchées. Il ne s'agit pas seulement de révolutions politiques, mais aussi de révolutions économiques et intellectuelles. Cela a conduit inexorablement à la déstabilisation des Etats. Cela a conduit aussi au vol intellectuel et matériel de l'héritage des nations et donc à leur

appauvrissement.

Mais, comme le prolétariat est bien incapable de mener les affaires de l'Etat et sa gestion, c'est une autre catégorie de Juifs qui prend le pouvoir. Tout cela n'a fait que pourrir un peu plus une situation sans issue et ça n'a profité qu'à une minorité de personnes conduites par des Juifs. Ils dominent également le monde entier grâce au contrôle qu'ils exercent sur la presse, le cinéma, l'art et pratiquement tout le reste. Les dommages sont tels, depuis des siècles, que la seule option pour nous est aujourd'hui de réduire à néant jusqu'au dernier d'entre eux.

Si les propos sont exactement rapportés, Himmler atteignait un degré de franchise que l'on ne rencontre jamais chez Hitler, qui présentait toujours les « malheurs qui arrivaient aux Juifs » comme une « catastrophe naturelle » ou un « châtiment auto-infligé ». Le Reichsführer SS commençait, lui, à prendre la mesure de ce qu'il faudrait organiser et peut-être avait-il les nerfs plus fragiles que Heydrich.

La confidence faite à Kersten, qui était en permanence confronté aux troubles psychosomatiques du Reichsführer SS, prend de la valeur lorsqu'on la rapproche d'un récit d'Eichmann. Heydrich l'aurait convoqué, quelques mois après le début de Barbarossa, pour lui faire part d'un ordre venant du Führer et transmis par Himmler – c'est exactement ce que nous avons supposé pour la conversation téléphonique du 6 novembre 1941 entre Himmler et Heydrich.

Selon Eichmann, l'ordre aurait concerné l'« anéantissement physique des Juifs ». Sans doute le chargé de la « question juive » au RSHA nous restitue-t-il la conséquence de l'ordre hitlérien et non sa formulation exacte ni même sa transmission par Heydrich. Mais la décision hitlérienne du début novembre signifiait bien, de fait, que le judéocide se substituait au génocide plus progressif qu'impliquait le projet de « solution finale ».

Heydrich ordonna, lors de la même entrevue, à Eichmann de se rendre à Bełzec pour voir les travaux d'avancement de la

construction du camp d'anéantissement, qui avaient commencé le 1er novembre ; d'autre part nous savons, par l'agenda de Himmler, que Heydrich était à Berlin le 17 novembre. Le Reichsführer SS, en face de la mention de la conversation téléphonique avec le chef du RSHA, a écrit sur son agenda : « Elimination des Juifs[1113]. » A cette époque, il ne pouvait s'agir encore que de deux types d'élimination : la mise à mort de Juifs soviétiques ou polonais pour « faire de la place » aux déportés ; l'assassinat des Juifs inaptes au travail. Cependant, lorsque le lieutenant de Heydrich repensait a posteriori à cette période, il s'en souvenait comme de celle où l'on avait systématisé les assassinats de Juifs en Pologne et où l'on avait songé à établir des camps d'extermination par le travail ou par le gazage en Union soviétique – donc à la préhistoire du judéocide généralisé[1114].

Ni les souvenirs de Kersten ni ceux d'Eichmann ne donnent une idée complètement exacte de ce qui se passait dans ces semaines-là. Hitler n'avait pas ordonné explicitement le meurtre immédiat de tous les Juifs d'Europe mais il avait demandé que l'on commençât sans attendre la fin de la guerre à exécuter le plan de déportation qu'impliquait la « solution finale ». Himmler et Heydrich, ses lieutenants immédiats, avaient rapidement perçu que cela signifiait que plus de Juifs encore seraient directement assassinés que ceux déjà exécutés à l'automne 1941. Kersten ou Eichmann, qui n'avaient pas la vue synthétique de Himmler ou Heydrich, en ont retenu que le judéocide intégral avait été décidé à cette époque.

V.

Le 15 novembre, Himmler rencontrait Rosenberg et parvenait à lui faire accepter que ses « experts pour la question juive » deviennent ceux du ministère des Territoires de l'Est[1115]. Aurait-il pu faire accepter à Rosenberg son autorité

sur la « question juive » en Union soviétique s'il n'avait pas été porteur d'un mandat clair du Führer concernant la mise en œuvre de la deuxième phase de la « solution finale de la question juive en Europe » ?

Le 17 novembre, Himmler rapportait à Heydrich[1116], lors de la conversation téléphonique que nous avons déjà évoquée parce qu'il y fut question de l'« élimination des Juifs[1117] », le résultat de son entretien avec Rosenberg, puisque Heydrich était, en temps normal, leur intermédiaire. Les deux hommes évoquèrent aussi la question des rapports avec Hans Frank. Le même jour, Heydrich parlait avec Goebbels de la déportation des Juifs du Reich et en particulier de Berlin, et lui avouait que le processus était plus complexe que prévu[1118] : 15 000 Juifs devaient rester à Berlin car ils étaient affectés à des activités professionnelles à risque ou nécessaires à l'effort de guerre. Des Juifs âgés ne pouvaient pas être déportés vers l'Est : on allait ériger pour eux un ghetto dans une petite ville du Protectorat[1119]. Heydrich insistait aussi sur les possibles remous dans l'opinion, c'est pourquoi il suggérait que les déportations fussent mises en œuvre ville par ville et qu'à chaque fois elles fussent menées le plus rapidement possible – toujours la segmentation des objectifs globaux en autant de projets rapides à mettre en œuvre. Le « système Heydrich » faisait dire à Goebbels dans son Journal : « Heydrich procède sur cette question [juive] aussi[1120] avec un esprit de décision. Il est, d'une manière générale, une tête politique, ce que j'ignorais jusqu'à présent. »

Le 16 novembre au soir, Hitler avait reçu à sa table Himmler et Rosenberg[1121]. Le 18 novembre 1941, le ministre des Territoires occupés de l'Est eut un entretien avec des journalistes, dont le contenu devait rester confidentiel mais dont une trace a été gardée. Tout se passe comme si ce proche compagnon de Hitler, depuis le début des années 1920, avait transmis aux journalistes, pour éclairer le contexte qui serait

celui de leurs articles dans les mois suivants, une confidence que le Führer lui avait faite deux jours plus tôt[1122] : « L'Est est appelé à résoudre une question qui est posée aux peuples d'Europe : c'est la question juive. »

En clair, un des plus proches compagnons du Führer indiquait que c'est depuis le nouvel espace nazi à l'Est de l'Europe que l'on réaliserait la « solution européenne de la question juive ». Le ministre des Territoires de l'Est précisait : « A l'Est, vivent encore environ 6 millions de Juifs, et cette question ne peut être résolue que dans une éradication biologique de toute la race juive en Europe. »

Nous sommes tributaires, en l'occurrence, de l'imprécision de l'expression nazie « l'Est ». Elle désigne traditionnellement l'« espace vital » du Gouvernement général aux monts Oural. La violence du terme « éradication biologique » renvoyait au judéocide en cours des Juifs soviétiques, à celui, en préparation, d'un certain nombre de Juifs polonais, et des « inaptes au travail » déportés ; mais il pouvait évoquer aussi une déportation très violente, débouchant sur la mort, non seulement des Ostjuden, mais aussi de tous les Juifs d'Europe : « La question juive ne sera résolue pour l'Allemagne que lorsque le dernier Juif aura quitté le territoire allemand et pour l'Europe uniquement lorsqu'il n'y aura plus de Juif sur le continent jusqu'à l'Oural. »

Les termes employés par Rosenberg nous confirment le contenu de la décision hitlérienne du début novembre. Comme ministre des Territoires de l'Est, il était bien placé pour avoir une représentation du judéocide des Juifs soviétiques mais aussi pour savoir que le RSHA envisageait des déportations, y compris des Juifs soviétiques, « plus loin vers l'Est », et leur enfermement dans des camps de travail, avec la séparation des sexes – une forme d'« éradication biologique ». Comme compagnon de Hitler, complice de son antisémitisme depuis 1920, il avait été initié, deux jours plus tôt, à la décision

hitlérienne, aussi radicale qu'elle était imprécise, d'un espace européen sans Juifs jusqu'à l'Oural. Rosenberg, en fait, répétait des formules qui étaient vraisemblablement sorties directement de la bouche du Führer :

> Telle est la tâche que le destin nous a confiée. Vous pouvez imaginer que seuls des hommes qui comprennent la dimension historique de cette mission sont à même d'exécuter de telles mesures ; ce sont des hommes qui n'agissent pas par haine personnelle mais avec le recul que donne le coup d'œil politique et historique.

Devant son vieux compagnon, le dictateur avait récapitulé tout ce qu'il avait ruminé depuis la mi-octobre :

> Le 9 novembre 1918 a été pour nous un jour du destin et de la décision. A cette époque, la race juive a montré qu'elle avait l'intention d'anéantir l'Allemagne. Seuls le Führer et la force de caractère de la nation ont permis de faire échouer ce projet. Nous avons donc à faire en sorte qu'une génération romantique ne fasse pas revenir les Juifs en Europe et c'est pourquoi il faut les envoyer de l'autre côté de l'Oural ou bien les éradiquer autrement [c'est nous qui soulignons].

Rosenberg confirmait à sa façon que la décision hitlérienne d'autoriser, dès que cela serait possible, les déportations des Juifs de toute l'Europe signifiait en pratique la décision du judéocide généralisé. Il reconnaissait en même temps l'autorité de la SS sur la question juive. Il ne laissait plus aucun doute – vu qu'une déportation au-delà de l'Oural était devenue impossible avant au moins un an – sur la politique qui était décidée. Si l'on se rappelle que lors du plan « Madagascar » il s'était passé plusieurs mois avant que Rosenberg apprît le projet qu'on lui substituait[1123], il ne peut y avoir aucun doute ici : le régime avait changé de rythme en matière de « solution finale ». Plus précisément, la « solution finale de la question juive en Europe » était en train de devenir le judéocide.

Une autre confirmation que le dernier stade de la

radicalisation dans les décisions hitlériennes avait été franchi quelques jours auparavant est donnée dans un article de Goebbels, paru dans Das Reich le 16 novembre. Dans « Les Juifs sont coupables », Goebbels faisait explicitement référence à la prophétie de Hitler sur l'« anéantissement de la race juive en Europe » et il ajoutait : « Nous sommes en train d'assister à la réalisation de la prophétie. Un destin bien particulier s'accomplit pour la race juive. Il est dur mais plus que mérité. La pitié ou les regrets sont complètement déplacés en l'occurrence. La juiverie internationale, en complotant pour faire éclater la guerre, s'est complètement méprise sur le vrai rapport de forces et elle est confrontée à présent à un processus graduel de destruction, celui qu'elle avait prévu de nous faire subir et qu'elle nous appliquerait sans hésiter si elle le pouvait, les Juifs meurent conformément à leur propre loi : "Œil pour œil, dent pour dent !" Dans ce conflit historique, tout Juif est notre ennemi, qu'il végète dans un ghetto polonais, qu'il mène une existence de parasite à Hambourg ou qu'il souffle dans les trompettes de la guerre à New York ou à Washington. En raison de leur naissance et de leur race, tous les Juifs font partie d'une conspiration internationale contre l'Allemagne nationale-socialiste[1124]. »

Avec ses mots à lui, Goebbels disait la même chose que Rosenberg, Eichmann, Kersten, Himmler ou Heydrich. Hitler avait décidé de faire démarrer la « solution finale de la question juive en Europe », encore envisagée comme un « processus graduel » mais qui signifiait en fait que tous les Juifs qui tomberaient sous la juridiction nazie seraient à court ou moyen terme assassinés. Goebbels confirmait qu'avant même de déclarer officiellement la guerre aux Etats-Unis et donc de mondialiser la guerre, le dictateur avait déclaré aux Juifs une guerre mondiale.

Ian Kershaw juge quasiment certain que le contenu de cet article a été discuté entre Hitler et Goebbels[1125]. Il en fut sans

doute de même pour la conférence de presse de Rosenberg. Le rythme de la politique antisémite s'affirmait et Goebbels, comme Rosenberg, avait été rapidement mis au courant.

Le lendemain, 17 novembre, dans son Journal, Goebbels traitait Churchill de « Judenknecht », de « valet des juifs »[1126]. Nous savons déjà que Hitler avait prononcé une diatribe contre Churchill le 18 octobre 1941, au moment où il commençait à mûrir la décision d'étendre à l'ensemble de l'Europe la déportation des Juifs. La résistance de Churchill avait été, au début de l'été 1940, le grain de sable imprévu dans une mécanique hitlérienne qui semblait rouler vers la signature d'un armistice avec la Grande-Bretagne. Le ressentiment personnel était chez le Führer inséparable de la haine collective. Goebbels aussi laissait entrevoir une satisfaction d'ordre personnel en renouant le fil avec la Nuit de cristal qui ne lui avait pas apporté le prestige personnel qu'il avait escompté : « Le rôle fatal que les Juifs ont joué dans l'éclatement de la guerre doit être encore une fois bien exposé dans le procès Grynszpan qui commencera en janvier à Berlin. Les Juifs subissent à présent non un destin injuste mais la restitution de ce dont ils s'étaient emparés. »

VI.

Le 19 novembre 1941, Hitler expliquait à ceux qui partageaient sa table :

> Je n'ai jamais eu qu'un seul but : m'imposer à tout prix, contre vents et marées. Les notions de base qui nous ont servi dans la lutte pour le pouvoir ont fait la preuve qu'elles sont justes, et ce sont les mêmes notions que nous appliquons aujourd'hui dans la lutte que nous menons sur le plan mondial. Nous triompherons également dans cette entreprise : parce que nous luttons fanatiquement pour notre victoire, et parce que nous croyons à notre victoire[1127].

Le dictateur était lancé dans une guerre mondiale contre

les Juifs. Comme dans les semaines précédentes, Hitler faisait allusion à une étape déjà en cours de la persécution antijuive pour légitimer la radicalité de ses vues :

> Que quelques bourgeois pleurnichent aujourd'hui sous le prétexte que les Juifs doivent quitter l'Allemagne, voilà un trait qui peint ces culs-bénits. Ont-ils pleuré quand chaque année des centaines de milliers d'Allemands, faute de trouver leur pain sur notre sol, devaient émigrer ? Ceux-là n'avaient aucune parenté dans le monde, ils étaient livrés à eux-mêmes, ils partaient dans l'inconnu. Rien de pareil pour les Juifs, qui ont partout des oncles, des neveux, des cousins. La pitié de nos bourgeois est en l'occurrence particulièrement déplacée[1128].

Comme souvent lorsqu'il ne se confiait pas aux responsables les plus directement impliqués dans sa politique, le dictateur évoquait volontiers des décisions déjà anciennes. C'était aussi un moyen de mettre ses interlocuteurs devant le fait accompli pour les préparer psychologiquement à l'étape suivante, déjà décidée. Ajoutons cependant que ces déclarations de Hitler n'étaient jamais en décalage total avec la réalité. Pour l'instant, seule la déportation des Juifs du Reich était effectivement mise en œuvre par Himmler et Heydrich. Il faudrait des « travaux préparatoires » supplémentaires pour pouvoir lancer le processus, décidé par Hitler, de déportation des Juifs hors des frontières du Reich.

Comme toujours lorsqu'il devait légitimer son attitude raciste ou antisémite, Hitler invoquait de pseudo-lois naturelles. « Est-ce nous, d'ailleurs, qui avons créé la nature, établi ses lois ? Les choses sont comme elles sont, et nous n'y pouvons rien. La Providence a doué les êtres vivants d'une fécondité sans limites, mais elle n'a pas mis à leur portée, sans que cela nécessite un effort de leur part, la nourriture dont ils ont besoin[1129]. »

Or les Juifs prenaient, selon Hitler, le pain des autres. Donc, si on les en privait, ils mourraient.

Le 28 novembre 1941, Hitler avait un entretien avec le

Grand Mufti de Jérusalem Haj Amin el-Husseini, lui-même judéophobe fanatique[1130] : « L'Allemagne mène une guerre sans merci à la race juive, ce qui implique la guerre contre un foyer juif en Palestine qui ne serait rien d'autre qu'un centre étatique de l'influence destructrice des intérêts juifs », lui confiait Hitler, qui ajoutait :

> L'Allemagne va inciter une nation européenne après l'autre à résoudre le problème juif. Le moment venu, elle se tournera vers les peuples extra-européens. En ce moment, l'Allemagne est en guerre à mort contre deux positions du judaïsme : la Grande-Bretagne et la Russie soviétique. En théorie, le capitalisme de l'Angleterre et le communisme de la Russie soviétique sont différents ; en pratique, la juiverie poursuit dans les deux pays un même objectif.

Comment mieux signifier qu'une décision avait été prise concernant tous les Juifs européens mais aussi qu'une guerre mondiale avait été déclarée aux Juifs ?

Hitler expliqua à son interlocuteur qu'il continuerait cette lutte « 1. [...] jusqu'à la destruction complète de l'empire judéo-communiste en Europe. 2. Dans la suite de cette lutte, les armées allemandes atteindront, à un moment qu'il n'est pas encore possible de dire, mais dans un avenir pas très éloigné, la porte sud du Caucase. 3. [...] L'Allemagne n'aura qu'un seul but : l'extermination de la juiverie vivant dans l'espace arabe sous la protection de la puissance britannique. »

La décision de déporter les Juifs de toute l'Europe permettait à Hitler de continuer à croire en une victoire rapide. Déporter et condamner à une mort plus ou moins rapide les Juifs, c'était renforcer la lutte en cours contre la Grande-Bretagne et cet ennemi qui ne voulait pas se déclarer : les Etats-Unis de Roosevelt.

Dans une dépêche envoyée à son gouvernement, le consul chilien en poste à Prague, Gonzalo Montt Rivas, sympathisant de l'antisémitisme nazi, montrait qu'il était bien renseigné[1131].

Le 24 novembre, il écrivait à son gouvernement : « Le problème juif est en train d'être partiellement résolu dans le Protectorat, puisqu'il a été décidé d'éradiquer tous les Juifs et d'en envoyer quelques-uns en Pologne et les autres vers la ville de Terezin en attendant de trouver un endroit plus lointain. »

Il s'agissait d'une description tout à fait exacte de la politique de Heydrich.

Le consul chilien ajoutait : « Le triomphe de l'Allemagne aboutira à une Europe libérée des Sémites. Ceux qui survivront à cette épreuve seront certainement déportés en Sibérie, où ils n'auront pas grande possibilité de faire usage de leurs capacités financières. »

Pouvait-on décrire plus exactement le stade où l'on en était de la « solution de la question juive en Europe » ? Hitler avait bien ordonné que l'on « évacue » le plus possible de Juifs immédiatement – ce qui impliquerait la mort de centaines de milliers de Juifs de toute l'Europe ; mais l'espoir subsistant de la victoire faisait qu'à l'époque où furent écrites ces lignes, on pouvait encore envisager la mise en œuvre du « plan Heydrich » dans sa forme d'origine pour les Juifs qui n'auraient pas encore péri. Le judéocide, tel qu'il avait démarré en Union soviétique puis en Pologne, relevait des « travaux préparatoires » à la « solution finale » qui continuait à être envisagée comme un plan de déportation généralisée. La prolongation de la guerre allait faire des « travaux préparatoires » la véritable « solution finale ».

La remarque peut-être la plus importante du diplomate sud-américain était cependant la suivante : « L'Allemagne intensifiera la destruction du sémitisme en proportion de l'accroissement des attaques des Etats-Unis contre le Reich, car elle accuse le judaïsme international de toutes les calamités qui sont tombées sur le monde. »

Montt Rivas avait bien saisi que l'intensification de la

« guerre contre les Juifs » était liée à la perception de la menace américaine. Et le sentiment d'insécurité face aux Etats-Unis avait atteint un premier sommet avant le tournant de Pearl Harbor. La « guerre totale contre les Juifs » précédait chronologiquement celle contre les Etats-Unis. Chaque pas que faisait Roosevelt vers un soutien plus actif à la lutte contre les fascismes suscitait un sentiment de rage impuissante et un désir de vengeance accru de Hitler contre les Juifs.

16
« Nous savons quelle force se tient derrière Roosevelt » (A. Hitler, 11 décembre 1941)

La déclaration de guerre aux Etats-Unis pour légitimer le judéocide

I.

Au fur et à mesure qu'il assouvissait sa haine des Juifs et radicalisait ses décisions, Hitler perdait le contact avec la réalité. Himmler ou Heydrich n'étaient pas moins mégalomanes que lui mais ils étaient confrontés à la question de la mise en œuvre pratique des décisions hitlériennes.

Le 24 novembre, dans son agenda, Himmler notait, à propos d'une rencontre avec Wilhelm Stuckart, le chargé des Affaires juives au ministère de l'Intérieur : « Question juive m'appartiennent[1132]. » Le pluriel était un lapsus instructif. Effectivement, il y avait eu, depuis le printemps 1941, plusieurs facettes de la « question juive », pour lesquelles Himmler voulait imposer son autorité au ministère de l'Intérieur. Il était à prévoir, cependant, que la question des Mischlinge, des gens considérés comme « demi-juifs » ou

« quart-de-juifs » par les nazis, continuerait à opposer la SS et son autorité de tutelle théorique, le ministère de l'Intérieur, tant que Hitler n'aurait pas remis en cause les définitions adoptées lors des lois de Nuremberg.

Il ne faut pas oublier cependant que les fréquentes épreuves de force entre Stuckart et la SS venaient précisément du zèle avec lequel il avait, depuis les premières années du régime, travaillé à la persécution des Juifs. Le travail législatif d'exclusion des Juifs du corps politique et social allemand était la base sur laquelle Himmler et Heydrich avaient pu, à partir de 1936-1937, développer leur propre politique antisémite[1133]. Et cela continuait à être le cas puisque, le 25 novembre 1941, un décret avait modifié les lois de Nuremberg en privant de leur citoyenneté les Juifs du Reich déportés dès qu'ils avaient franchi la frontière ; et, le 3 décembre 1941, un autre décret, secret, du ministère de l'Intérieur disait que les Juifs allemands vivant dans les territoires occupés par le Reich perdaient leur citoyenneté[1134].

En tout cas, Himmler et Heydrich, avec qui le Reichsführer SS avait préparé au téléphone l'entretien avec le Staatssekretär du ministère de l'Intérieur[1135], avaient eu apparemment gain de cause. Un mois plus tard, Stuckart répondait au chargé de la question juive du ministère de l'Intérieur, qui avait été choqué par l'exécution de Juifs allemands à Riga : « le processus contre les Juifs évacués repose sur une décision prise en très haut lieu[1136] ». Et le Staatssekretär de faire ce constat désabusé : de toute façon, le ministère de l'Intérieur avait vu la « question juive lui échapper ». Comme Rosenberg quelque temps plus tôt, Stuckart intériorisait la logique qui lui était imposée au point d'utiliser des formules qui auraient pu être de Hitler ou de Himmler : « Si l'on rend les coups avec dureté, il faut voir la nécessité historique mondiale de cette dureté et ne pas se demander avec angoisse si tel ou tel Juif évacué, qui succombe

au destin, est personnellement coupable. »

Le 26 novembre 1941, Hitler, qui voulait donner corps à son idée d'une Europe unie contre les Juifs, fit solennellement renouveler, à Berlin le Pacte antikomintern. La Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie, l'Espagne, le Danemark et la Finlande y furent associés[1137]. Certains de ces pays ne participeraient pas ou freineraient leur association à la « solution finale » mais la conférence de Wannsee correspondrait parfaitement aux intentions hitlériennes lorsqu'elle prévoirait d'inclure 11 millions de Juifs, y compris espagnols, suisses ou britanniques, dans le processus. Lors d'un entretien avec le ministre bulgare des Affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop lui avait indiqué que le Führer avait pris la « décision irrévocable » de « faire partir tous les Juifs d'Europe à la fin de la guerre » et il l'avait encouragé à prendre des mesures contre les Juifs étrangers sans se préoccuper des protestations des Etats-Unis[1138].

Le 28 novembre 1941, Krüger, HSSPF du Gouvernement général, rencontra Himmler, qui le reçut en même temps que Heydrich[1139]. Krüger venait pour se plaindre de ce que Hans Frank « tirait la couverture à lui » en permanence, en matière de politique antijuive, dans le Gouvernement général. Heydrich, après cela, demanda à Eichmann d'inviter à la conférence, qu'il prévoyait d'organiser le 9 décembre, Bühler, Staatssekretär du Gouvernement général, et Krüger. Mais, comme nous le verrons, en l'espace de quelques semaines, les disputes entre le gouverneur général et les SS disparurent complètement et ni Frank (qui était aussi invité) ni Krüger ne vinrent finalement à Wannsee.

II.

Le 29 novembre 1941, comme nous l'avons déjà mentionné, Heydrich avait envoyé une invitation pour une

« réunion de clarification » sur la « solution finale de la question juive » avec les directeurs généraux de plusieurs grands ministères, qui devait se tenir le 9 décembre.

> Le 31.7.1941, le Reichsmarschall du Grand Reich allemand m'a chargé de prendre, en y associant les autres instances centrales concernées, toutes les mesures préparatoires nécessaires en matière organisationnelle, pratique et matérielle pour une solution globale de la question juive en Europe et de lui remettre bientôt un projet global sur le sujet. Je joins à ma lettre une photocopie du mandat confié.
>
> En considération de la signification extraordinaire que prennent ces questions et dans le but d'élaborer une position commune aux instances centrales, concernant les travaux liés à cette solution finale, je suggère de consacrer une réunion à ces problèmes, d'autant plus que, depuis le 15 octobre 1941 déjà, des Juifs en provenance du Reich, y compris du Protectorat de Bohême-Moravie, sont évacués dans des transports réguliers vers l'Est.
>
> C'est pourquoi je vous invite à une discussion, qui sera suivie d'un en-cas, le 9 décembre 1941 à midi précises au bureau de la Commission internationale de la police de lutte contre la criminalité, Am Grossen Wannsee Nr. 56-58.
>
> Le gouverneur général Frank, le Gauleiter Dr Meyer[1140], les Staatssekretäre Stuckart[1141], Dr Schlegelberger[1142], Gutterer[1143] et Neumann[1144] ainsi que le Reichsamtleiter Leibbrandt[1145], l'Unterstaatssekretär Luther[1146], le SS-Obergruppenführer Krüger, le SS-Gruppenführer Greifelt[1147], le SS-Oberführer Klopfer[1148] et le Ministerialdirektor Kritzinger[1149] vont recevoir la même invitation que vous[1150].

La première invitation à la conférence de Wannsee prévoyait qu'elle se déroulerait au siège de la Commission internationale de la police de lutte contre la criminalité (mais indiquait déjà l'adresse de la villa où se déroulerait effectivement la conférence[1151]). Cette organisation, qui se trouvait en fait au numéro 10 Am Kleinen Wannsee, avait été fondée en 1923 à Vienne. Lors de l'Anschluss, les nazis avaient mis la main sur l'organisation et, en 1940, Heydrich, chef de la Kripo, en avait pris la présidence après en avoir transféré le siège de Vienne à Berlin[1152]. Si c'était bien Heydrich qui avait

choisi ce lieu et non Eichmann qui avait confondu deux adresses, le chef du RSHA voulait marquer la dimension du projet de « solution finale ». Il traduisait en termes organisationnels la décision hitlérienne du début novembre. En même temps, l'idée de lutte contre la criminalité impliquait, dans l'esprit de celui qui invitait, non seulement la reprise d'un lieu commun hitlérien, l'assimilation entre Juifs et criminels, mais la perspective de l'utilisation des moyens d'assassinat élaborés par la Kripo pour l'Aktion T4.

En fait, Heydrich semble avoir hésité dès le départ avec un lieu encore plus discret – d'où la confusion commise par Eichmann dans la rédaction de la lettre – et, le 4 décembre, un rectificatif fut envoyé. On se réunirait bien Am Grossen Wannsee au 56-58, mais c'était l'adresse d'une maison où logeaient habituellement les membres du SD de passage à Berlin[1153]. « Les invités de Heydrich étaient des hommes importants, pour la plupart de rang identique au sien (bien qu'aucun n'ait eu le même pouvoir). La plupart étaient Staatssekretäre, Unterstaatssekretäre, ou occupaient une position équivalente dans le parti, des grades qui correspondaient à ceux de sous-secrétaire d'Etat aux Etats-Unis ou de secrétaire permanent en Angleterre, ou de leurs adjoints respectifs[1154]. » Comme Hitler n'avait plus réuni de Conseil des ministres après 1938, les réunions de ce niveau étaient celles où l'on prenait la plupart des décisions. « Quand de nouvelles organisations comme le Plan de quatre ans furent créées, elles "empruntèrent" des Staatssekretäre des différents ministères pour assurer la coordination[1155]. » Et l'on se rappelle la brève description que nous avons donnée de la plus terrible, avant Wannsee, de ces réunions de Staatssekretäre, celle du 2 mai 1941, où l'on avait froidement décidé de la mort par famine de millions de Soviétiques.

Si l'on envisage la liste des invités de Heydrich, qui ne correspondait pas exactement à celle des participants de la

conférence du 20 janvier, on peut les regrouper comme suit[1156] :

– Frank et Bühler, Meyer et Leibbrandt représentaient l'administration des territoires vers lesquels on envisageait de déporter les Juifs du Reich et de l'ensemble de l'Europe. Ils avaient, par le passé, mis souvent des obstacles à l'action de Heydrich et Himmler. C'est la raison pour laquelle Heydrich avait décidé d'inviter aussi Krüger, le HSSPF du Gouvernement général, pour contrebalancer l'influence de Frank.

– Stuckart, Schlegelberger, Gutterer, Luther, représentants des ministères, avaient, depuis l'installation du régime, à la fois joué un rôle crucial dans la persécution des Juifs et été, souvent, des concurrents ou des sources de blocage pour l'action de la SS.

– Kritzinger, de la chancellerie du Reich, était l'homme par qui passaient tous les projets de loi.

– Klopfer, de la chancellerie du Parti, représentait Bormann ; de même que Neumann, collaborateur de Göring. Au service de Hitler ou du Reichsmarschall, ils étaient des personnalités cruciales de la coordination de la politique antijuive, en même temps qu'ils confirmaient, par leur présence, le soutien de ces deux puissants collaborateurs de Hitler à Heydrich en matière de coordination de la politique antijuive.

– Hofmann et Greifelt étaient des acteurs cruciaux des politiques de déplacements de population.

Il est intéressant de noter que Heydrich avait attendu depuis la fin juillet pour faire connaître le mandat que lui avait confié Göring. En fait, il est probable que, jusqu'à la mi-octobre, dans la perspective d'une victoire prochaine, le chef du RSHA n'avait pas éprouvé le besoin de faire reconnaître son autorité. Même quand, au mois d'août et de septembre, il s'était heurté aux blocages du ministère de l'Intérieur

concernant l'extension, en Allemagne, de la définition de « Juif » aux individus ayant un seul grand-parent juif, Heydrich avait certainement pensé que rien ne servait de poursuivre l'affrontement : la victoire prochaine ferait tomber la raison pour laquelle le Führer n'autorisait pas la révision des lois de Nuremberg : le nombre de soldats Mischlinge qui seraient concernés par la révision des lois[1157].

A partir du moment où la guerre se prolongeait jusqu'en 1942 et où, simultanément, le Führer avait ordonné de commencer à déporter les Juifs de toute l'Europe, Heydrich devait faire accepter son autorité. Des conflits surgiraient certainement, non seulement avec les représentants des ministères mais aussi avec ceux des territoires où l'on prévoyait d'envoyer les déportés. Quand il y aurait des choix à imposer, il ne faudrait pas que, comme Frank en Pologne en 1940, on oppose à Heydrich et à ses hommes la contrainte des circonstances pour entraver ses décisions. La « solution finale » était devenue urgente dans le contexte géopolitique difficile où se trouvait l'Allemagne.

La liste des invités conduit à se demander pourquoi d'autres instances importantes de la politique antijuive n'étaient pas conviées à la réunion. Heydrich avait invité des garants du soutien que lui apportaient Hitler, Bormann, Himmler et Göring en le chargeant de la coordination du plan de « solution finale » ; des représentants de l'administration territoriale des territoires où il était prévu de déporter les Juifs ; et des représentants de l'administration gouvernementale.

Dans ce dernier cas, on remarque qu'Erich Neumann représentait Göring et les ministères regroupés dans le Plan de quatre ans : Economie, Travail, Finances, Approvisionnement alimentaire, Transport, Armement. Tous ces secteurs étaient intégrés à la discussion[1158], qui ne devait cependant pas avoir un caractère technique. La réunion qui

allait se tenir était à situer dans une continuité, celle des réunions du 20 novembre 1935, qui avait fixé le principe des lois de Nuremberg et du 12 novembre 1938, qui avait suivi la Nuit de cristal. Mais, avec la guerre, les circonstances avaient changé : l'environnement était trop mouvant pour que l'on entrât, dans une réunion de ce type, dans les détails. Ce que voulait obtenir Heydrich, c'était le principe de la coordination entre les « instances centrales » et non un accord sur des contenus, à propos desquels on se réunirait ensuite au cas par cas et en plus petit comité.

Aucun représentant de la Wehrmacht à l'Est, avec qui les conflits des années 1939-1940 avaient été globalement réglés avant la campagne contre l'Union soviétique, n'avait été convié ; cependant, par le Plan de quatre ans, l'armée allemande était bien représentée, ce qui donnerait au consensus qui se dégagerait éventuellement de la conférence une force indéniable ; tout le régime serait impliqué. Du côté de la SS, aucun représentant de la Kripo, ce qui veut dire qu'il n'était pas envisagé de parler d'éventuels procédés de tuerie (il n'était convié non plus personne de T4 ou de la Chancellerie du Führer), ni du SS-WVHA. L'absence de représentants de ces organisations signifiait que la discussion ne concernerait pas le point d'aboutissement de la déportation mais son organisation au départ et les éventuelles « solutions intermédiaires ».

L'invitation à la conférence de Wannsee avait pour but de donner, selon le fonctionnement du système nazi, un cadre dans lequel pût se déployer l'autorité de Heydrich. Il s'agissait de faire entériner son autorité sur la déportation générale des Juifs d'Europe – selon le schéma général du « plan Heydrich » – après que le Führer en eut définitivement ordonné le démarrage.

Il s'agissait aussi de faire revenir de la périphérie vers le centre la radicalisation de la politique antijuive. Depuis la campagne de Pologne, c'est à l'Est que, sous l'impulsion de la

SS, la politique de persécution s'était radicalisée jusqu'à devenir, selon le vœu de Hitler, génocidaire. Il fallait maintenant introduire le tournant génocidaire au cœur de l'administration ministérielle classique.

L'opposition entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est était au cœur de la politique hitlérienne. Mais, là où bien des nazis continuaient à faire une différence entre les Ostjuden et les Juifs allemands ou d'Europe de l'Est, Hitler, Himmler ou Heydrich n'en faisaient aucune et il s'agissait à présent de poser le principe d'une même politique pour tous les Juifs sans exception.

III.

Avant même la réunion qui devait se tenir le 9 décembre, au ministère des Affaires étrangères on « travaillait en direction du Führer ». Le 8 décembre, veille de la réunion prévue, Martin Luther disposait d'un document rédigé par le Referat D III et intitulé « Souhaits et idées du ministère des Affaires étrangères en vue d'une solution globale de la question juive en Europe ». On y lisait[1159] :

- Déportation vers l'Est de tous les Juifs de citoyenneté allemande résidant dans le Reich ainsi que des Juifs croates, slovaques et roumains qui s'y trouvent[1160].
- Déportation de tous les Juifs anciennement de citoyenneté allemande vivant dans les territoires occupés par nous et devenus apatrides depuis la modification récente de la loi sur la citoyenneté[1161].
- Déportation de tous les Juifs serbes[1162].
- Déportation des Juifs qui nous ont été remis par le gouvernement hongrois.
- Disponibilité de notre part, communiquée aux gouvernements roumain, slovaque, croate, bulgare et

hongrois, quant à la déportation vers l'Est des Juifs vivant dans leurs pays.
– Influencer les gouvernements bulgares et hongrois de telle manière qu'ils introduisent une législation sur le modèle des lois de Nuremberg.
– Action sur les gouvernements du reste de l'Europe pour qu'ils introduisent des lois antijuives.
– Exécution de ces mesures, comme toujours, en bon accord avec le bureau central de la Gestapo[1163].

Le ministère des Affaires étrangères s'efforçait, désormais, de travailler au même rythme que la SS « dans le sens de la volonté du Führer » en matière de politique antijuive. Le ministère avait appuyé le début du meurtre systématique des Juifs de Serbie en octobre 1941[1164]. Il avait convaincu les gouvernements concernés lorsque le RSHA avait réclamé, en novembre, de pouvoir déporter, en même temps que les Juifs germanophones, les Juifs croates, slovaques et roumains vivant dans le Reich. A présent, le ministère des Affaires étrangères entendait jouer pleinement son rôle lors de la conférence convoquée par Heydrich pour la coordination de la « solution finale de la question juive ». Pour le ministère de l'Intérieur, il était plus difficile d'accepter le pouvoir de la SS puisque l'accroissement territorial du Reich avait fait sortir toujours plus la « question juive » de sa sphère de compétence.

Le 8 décembre 1941, la réunion à laquelle Heydrich avait invité le 29 novembre fut décommandée par téléphone à cause de la nouvelle donne internationale[1165]. Le 7 décembre, une partie de la flotte américaine avait été détruite à Pearl Harbor. Le 11 décembre, Hitler, alors que rien ne l'y obligeait, déclara la guerre aux Etats-Unis lors d'un discours au Reichstag[1166]. Le discours énuméra tous les actes d'hostilité de Roosevelt vis-à-vis de l'Allemagne nazie depuis 1933. Puis le dictateur déclara :

> Nous savons quelle force se tient derrière Roosevelt. C'est ce Juif éternel qui pense que le temps est venu pour lui de réaliser chez nous aussi ce que nous avons découvert avec horreur en Russie. Nous connaissons désormais le paradis juif sur terre. [...] Même si nous n'étions pas alliés avec le Japon, nous saurions parfaitement que le but des Juifs et de leur Franklin Roosevelt est d'exterminer un Etat après l'autre. Mais le Reich d'aujourd'hui n'a désormais plus rien à voir avec l'Allemagne de naguère. Nous ferons donc de notre côté ce que ce provocateur a essayé d'obtenir depuis des années. Non seulement parce que nous sommes les alliés du Japon mais parce que l'Allemagne et l'Italie sont actuellement dirigées de telle façon qu'elles ont assez d'intelligence et de force pour comprendre que, dans l'époque historique où nous vivons, il est décidé de l'existence ou de la non-existence des nations, peut-être pour toujours. Ce que cet autre monde prévoit pour nous, nous le savons bien. Ils ont affamé l'Allemagne démocratique de naguère et ils voudraient faire disparaître l'Allemagne nationale-socialiste.

Le dictateur ne pouvait pas indiquer plus clairement que c'était lui qui déclarait la guerre aux Etats-Unis et non le contraire. Il allait même plus loin : il disait qu'il déclarait une guerre totale aux Etats-Unis. Et, comme il n'avait aucun moyen d'attaquer lui-même le continent américain, la guerre totale qu'il allait mener, ce serait contre l'ensemble des Juifs d'Europe. Les Juifs de l'Ouest étaient désormais promis au même sort que les Juifs de l'Est. La décision fondamentale, Hitler l'avait déjà prise plus d'un mois auparavant, en ordonnant que soit entreprise, dès que possible, la déportation de tous les Juifs d'Europe. Mais il saisissait le prétexte de la déclaration de guerre des Etats-Unis au Japon pour encourager, chez ses subordonnés, une accélération du processus décidé en novembre – le discours du 11 décembre fait d'ailleurs allusion à cette Allemagne nouvelle, qui a pris les moyens du « plus jamais novembre 1918 ». L'assimilation des Etats-Unis au bolchevisme impliquait que l'on traitât les Juifs d'Europe qui n'étaient pas encore inclus dans la « solution finale » de la même manière que les Juifs soviétiques.

Le lendemain 12 décembre, selon le Journal de Goebbels, Hitler parla ouvertement devant les dirigeants du parti rassemblés pour la réunion des Reichs- et Gauleiter[1167] :

> En ce qui concerne la question juive, le Führer a décidé de prendre le taureau par les cornes. Il avait prophétisé aux Juifs que, si jamais ils provoquaient à nouveau une guerre mondiale, ils seraient exterminés. Ce n'étaient pas des propos en l'air. La guerre mondiale est sur nous ; l'anéantissement des Juifs en est la conséquence nécessaire. Cette question devrait être vue sans aucune sentimentalité. Nous ne sommes pas là pour montrer de la sympathie envers les Juifs mais envers notre peuple allemand. Alors que le peuple allemand a une fois de plus sacrifié 160 000 morts dans la campagne à l'Est, ceux qui sont à l'origine de ce conflit sanglant doivent en payer le prix avec leurs vies.

Rappelons-nous que, souvent, Hitler parle ouvertement d'une situation quand elle est bien établie. Ce texte ne nous dit rien de plus que les citations déjà données pour novembre. De façon significative, Goebbels ne rapporte aucun long développement (dans cette partie du discours) sur la guerre avec les Etats-Unis : c'est la guerre à l'Est et sa dureté qui motivent d'abord l'anéantissement des Juifs d'Europe – si grâce à lui on gagne rapidement la guerre contre l'Union soviétique, on pourra affronter dans de bonnes conditions les Etats-Unis. Lorsque Hitler déclare que « la guerre mondiale est là, la destruction des Juifs doit en être la conséquence nécessaire », il signifie qu'il peut faire coïncider la situation internationale et la persécution totale des Juifs.

Supposer que Hitler aurait attendu l'entrée en guerre des Etats-Unis pour déclarer une « guerre totale » aux Juifs d'Europe, c'est oublier que c'est lui qui déclare la guerre aux Etats-Unis, et non le contraire. Pour le dictateur, un tournant décisif a déjà été franchi plusieurs semaines auparavant lorsqu'il a vu qu'il n'arrivait pas à gagner la guerre contre l'Union soviétique en 1941, alors que les Etats-Unis

soutenaient toujours plus, militairement, la Grande-Bretagne.

Néanmoins, Christian Gerlach a raison d'insister sur le tournant de décembre 1941 dans la mesure où la coïncidence rendue possible, par le début de la guerre nippo-américaine, entre la réalité et l'idéologie permet à Hitler de prôner plus ouvertement qu'auparavant une « guerre totale contre les Juifs ». Le Führer n'avait aucune autre raison que son idéologie de déclarer la guerre à Washington. Il était désormais en guerre avec la première puissance économique du monde. Il aurait bien mieux valu qu'il fît comme le Japon, qui n'avait pas déclaré la guerre à l'Union soviétique en juin 1941. Mais une nécessité idéologique poussait Hitler. Il fallait que le monde réel correspondît à sa « vision du monde ».

Pour Himmler, Bormann, Goebbels, Rosenberg, Hans Frank, Arthur Greiser, Viktor Brack, Sauckel, Hinrich Lohse, Erich Koch, Alfred Meyer, Philip Bouhler, si l'on admet avec Gerlach que tous ces « décideurs politiques de l'anéantissement des Juifs » (mais il manquait Göring et Heydrich) étaient présents à la réunion des Reichs- et Gauleiter, l'énoncé de Hitler ne pouvait avoir que valeur de constat quant à une réalité meurtrière dans laquelle ils baignaient depuis des mois. Comme l'ajoute Christian Gerlach lui-même : « Plusieurs personnes assistant à cette réunion ont déjà par le passé poussé Hitler à une radicalisation des mesures antijuives [...]. Personne n'avait donc besoin d'être convaincu. Formellement, il ne s'agit pas du tout d'un ordre, mais bien de l'annonce d'une décision[1168]. »

Il s'agissait d'informer les Reichs- et Gauleiter, un peu comme Hitler avait fait avec Rosenberg à la mi-novembre, à la fois pour les encourager à poursuivre la persécution qu'ils entreprenaient localement et les inciter à ne plus contester l'autorité des responsables de la « solution finale de la question juive » – les hommes du RSHA. Longtemps, les Gauleiter avaient été maîtres chez eux et ils avaient donné du fil à

retordre aux responsables de la SS et de la police. A présent, ils étaient informés à la fois que l'on approuvait toujours plus le zèle mis à faire de leurs Gaue des territoires judenrein et que la politique de persécution ne pouvait être menée que de façon coordonnée au niveau européen.

Plus le cercle des initiés, parmi les nazis fanatiques, s'élargissait, plus la décision était facilitée pour Heydrich. De ce point de vue, le délai mis à la conférence de Wannsee, qui avait été vraisemblablement décidé à la suite de l'entretien que Himmler avait eu avec Hitler le 7 décembre au soir[1169], rendrait plus facile la tenue de la réunion des Staatssekretäre sur la « solution finale ».

IV.

Par une ou plusieurs indiscrétions de l'expert pour la question juive du RSHA aux Pays-Bas, des informations filtraient, en phase avec le processus de décision au cœur du régime nazi. Un collaborateur hollandais, qui servait d'informateur à la SS, avait noté trois informations successives[1170] : le 20 novembre 1941, tous les Juifs allemands devaient être déportés en Pologne ; le 4 décembre, il pouvait s'agir, partiellement, d'une élimination des Juifs déportés ; information confirmée le 18 décembre : « L'extirpation, l'anéantissement et la déportation de la race juive doivent rendre définitivement impossible une résurrection de leur part. »

Et l'on pouvait penser que l'annonce de la décision d'anéantissement par le dictateur à ses vieux compagnons de lutte serait largement répercutée au sein du parti ou de l'Etat. Une illustration très intéressante se trouve dans le discours prononcé par Hans Frank à Cracovie, le 16 décembre, quatre jours après la réunion de Berlin[1171] à laquelle il avait assisté et avant qu'il n'envoie un représentant à la conférence de

Wannsee :

> En ce qui concerne les Juifs – je veux vous le dire en toute franchise –, il faut en finir d'une façon ou d'une autre. Le Führer l'a dit un jour : si la race juive réunie réussissait à nouveau à déclencher une guerre mondiale, alors les sacrifices du sang ne seront pas seulement faits par les peuples poussés dans la guerre, mais le Juif aura également trouvé sa fin en Europe. Je vous le demande, convenez avec moi d'abord de cette formule : par principe, nous ne voulons ressentir de la pitié que pour le peuple allemand, et pour personne d'autre dans le monde.

Frank, ayant recours aux termes mêmes employés par Hitler dans son discours – et dans un entretien à part avec l'un de ses vieux compagnons de lutte ? –, confirmait que, désormais, la « solution finale de la question juive en Europe » avait commencé à l'échelle du continent – et non plus dans le seul Grand Reich – sans attendre la fin de la guerre. C'était la décision prise définitivement par Hitler en novembre et communiquée en décembre aux Reichs- et Gauleiter. On notera le caractère atemporel de l'allusion à la prophétie du 30 janvier 1939. En novembre, Goebbels pouvait noter comme nouvelle la coïncidence quasi parfaite entre la prophétie et ce dont Hitler lui faisait part. En décembre, Frank ne présentait pas la réunion des Reichs- et Gauleiter comme un tournant mais comme une confirmation.

Frank continuait en invoquant sa familiarité avec Hitler, dont il avait été l'avocat, et avec la pensée du dictateur :

> En qualité de vieux national-socialiste, je dois le dire : si la smala juive en Europe survivait à la guerre, tandis que nous aurons versé notre meilleur sang pour le salut de l'Europe, alors la guerre ne représentera qu'un succès partiel. Mon attitude envers les Juifs sera donc uniquement fondée sur l'attente de leur disparition. Ils doivent déguerpir.

Depuis Mein Kampf, Hitler ne parlait-il pas

d'« Entfernung », d'« élimination » des Juifs ? Le moment était venu de réaliser ce projet, non pas après mais en même temps que le processus de conquête de l'espace vital et d'établissement de la domination du Reich sur le continent.

Frank nous donne une information capitale, qui éclaire le contexte du report de Wannsee :

> Je suis entré en pourparlers en vue de les expulser vers l'Est. En janvier se tiendra à Berlin sur cette question une grande réunion où je déléguerai le secrétaire d'Etat, le Dr Bühler. Ces débats auront lieu à l'Office central de sûreté du Reich, avec le concours du SS-General Obergruppenführer Heydrich. Dans tous les cas, il y aura une grande migration juive.

Si elle s'était tenue comme prévu le 9 décembre, la conférence de Wannsee serait restée tout à fait confidentielle. Or on avait saisi le prétexte de la déclaration de guerre du Japon aux Etats-Unis pour élargir au sein du régime le consensus qui allait porter cette conférence. La déclaration de guerre aux Etats-Unis, qui n'était d'aucune utilité géopolitique, était en revanche cruciale au plan de la mobilisation idéologique du régime. Tous les dirigeants nazis un tant soit peu informés connaissaient la prophétie du 30 janvier 1939. La déclaration de guerre démonstrative aux Etats-Unis du 11 décembre leur rendait acceptable la « solution finale de la question juive en Europe ». Non pas que l'on ait eu l'intention de communiquer ses résultats à beaucoup mais un contexte était créé dans lequel elle se déroulerait plus facilement.

Un initié comme Hans Frank en avait même appris plus :

> Mais que faire des Juifs ? Croyez-vous qu'on les enverra dans des villages de colonisation dans l'Ostland ? On nous a dit à Berlin : pourquoi toutes ces complications ? Nous ne pouvons rien entreprendre avec eux dans l'Ostland ou dans le Reichskommissariat [Ukraine] ; liquidez-les vous-mêmes ! Les Juifs sont pour nous aussi des bouffeurs extraordinairement nuisibles.

Une telle information ne préjugeait pas encore de ce qui arriverait à l'ensemble des Juifs européens. Peut-être la guerre serait-elle gagnée suffisamment rapidement pour que le « plan Heydrich » soit littéralement réalisé pour eux. Mais la décision prise par Hitler en novembre de passer sans attendre à la « solution européenne » conduisait à prôner ouvertement la liquidation des Juifs se trouvant sur le territoire polonais – sur le modèle de ce qui se passait déjà en Union soviétique : l'un des responsables de l'assassinat des Juifs dans l'Ostland avait visiblement affranchi Frank sur ce point.

Qui avait parlé ainsi à Frank ? Le Reichskommissariat Ostland avait été, nous l'avons déjà évoqué à deux reprises, le terrain d'un affrontement entre les hommes de Heydrich et l'administration d'occupation de Hinrich Lohse[1172]. Au mois d'octobre, ce dernier avait tenté d'empêcher Rudolf Lange (qui sera à Wannsee), de l'état-major de l'Einsatzgruppe A, de poser les bases d'un camp de concentration (et d'extermination) à Riga pour les Juifs qui allaient être déportés du Reich. Un peu plus tard, Lohse avait interdit des exécutions de Juifs à Libau. A la suite des protestations de Franz Stahlecker, Lohse avait demandé à Georg Leibbrandt (déjà invité à Wannsee), du ministère pour les Territoires de l'Est, si « tous les Juifs de l'Ostland devaient être liquidés ». « Est-ce que cela doit se passer sans tenir compte de l'âge, du sexe ni des intérêts économiques (par exemple en ce qui concerne les ouvriers spécialisés pour les usines d'armement de la Wehrmacht) ? Bien entendu le nettoyage de l'Ostland de ses Juifs est une nécessité urgente ; mais la solution doit être harmonisée avec les besoins de l'économie de guerre[1173]. » En novembre, Himmler avait indiqué on ne peut plus clairement à Jeckeln que le ghetto de Riga devait être « liquidé », au besoin contre la volonté de Lohse : « Dites à ce Lohse que c'est moi qui l'ordonne et que cela correspond à un souhait du Führer ! » C'est uniquement contre l'exécution de Juifs allemands que

s'était exprimé Himmler à la fin du mois – tant que la conférence des Staatssekretäre n'aurait pas eu lieu. Mais, dans le Gouvernement général, la question était d'éliminer en premier lieu les Juifs polonais.

Et l'on peut penser que si Lange fut convoqué à la conférence du 20 janvier, c'est à la suite d'une conversation avec Frank à Berlin à propos de l'Ostland. Frank ne disait pas qui avait été son interlocuteur ; il n'est pas sûr que les propos qu'il rapportait avaient été tenus dans le cadre de la réunion des Gau- et Reichsleiter. L'agenda de Frank nous dit qu'il est resté trois jours à Berlin[1174] et l'on peut imaginer qu'il ait rencontré quelqu'un qui lui ait parlé de ce qui se passait dans l'Ostland, où l'Einsatzgruppe A avait, encore plus vite que les autres, « travaillé en direction du Führer ». On pouvait imaginer, aussi, une conversation avec Eichmann, lui qui avait mis au point les chiffres concernant les Juifs d'Europe qui seraient cités par Heydrich lors de la conférence[1175], et qui avait eu à écrire en face de Lettonie : « judenfrei ». Dans tous les cas, l'Ostland commençait à passer pour un « territoire modèle » en matière de « question juive » et Frank continuait son discours comme suit :

> Je dois vous demander de vous débarrasser de tout sentiment de pitié. Nous devons exterminer les Juifs partout où nous en trouverons, et partout où il y aura la possibilité de le faire, et ce pour pouvoir maintenir l'édifice du Reich dans son ensemble. [...] Des conceptions démodées ne peuvent pas être appliquées à des événements gigantesques, uniques en leur genre. En tout cas, il faut trouver le chemin qui mène à ce but et je chercherai la solution nécessaire.

Frank avait réfléchi aux implications pratiques de l'ordre hitlérien. On en était seulement au début du processus de mise en œuvre notamment à Auschwitz où les camps de l'Aktion Reinhard n'étaient pas encore imaginés. Frank n'imaginait pas non plus que tous les Juifs polonais pussent tomber sous les

balles d'unités de la SS et de la police :

> Nous ne pouvons pas fusiller ou empoisonner ces 3,5 millions de Juifs, mais nous pouvons néanmoins prendre des mesures qui, d'une manière ou d'une autre, aboutiront à leur anéantissement. Ces mesures seront mises au point pendant les délibérations qui auront lieu au niveau du Reich. Le Gouvernement général, comme le Reich, doit être débarrassé des Juifs. Où et comment seront réalisés ces desseins, ce sera l'affaire des services que nous devrons créer et mettre en place et dont les effets seront portés en temps utile à votre connaissance[1176].

Ce texte est sans doute l'un des plus fondamentaux lorsque l'on veut comprendre le processus de décision et de mise en œuvre du judéocide. Frank est venu à Berlin avec, à l'esprit, les promesses faites depuis de longs mois par la direction du régime, y compris le Führer : le Gouvernement général serait le premier territoire, après le Reich, à bénéficier de l'« évacuation vers l'Est ». On lui a donné à comprendre que désormais une autre perspective s'était substituée, pour les Juifs du Gouvernement général, à la déportation vers le territoire de l'Union soviétique. Un ordre d'anéantissement des Juifs lui a été transmis, tout en lui confiant la charge de trouver les moyens de le mettre en œuvre. Il devait, de lui-même, devenir un « bourreau volontaire de Hitler » et adhérer totalement au processus d'anéantissement. Du coup, Frank était prêt à s'entendre avec Himmler et Heydrich, concernant la « question juive », pour la première fois depuis l'automne 1939.

Hans Frank avait déjà intériorisé la logique de la conférence de Wannsee. Il acceptait à l'avance l'autorité de Reinhard Heydrich et du RSHA sur la « solution finale de la question juive » – ce fut confirmé lors d'une entrevue entre Himmler et Josef Bühler, le représentant de Frank à la conférence de Wannsee, qui eut lieu le 13 janvier[1177]. Il avait compris que la conférence du 20 janvier servirait à marquer

une allégeance identique de la part de toutes les instances concernées au sein de l'appareil d'Etat.

On ferait, lors de la conférence, avec d'autres participants comme on avait fait avec Frank et les Gauleiter le 12 décembre 1941 : on leur demanderait de donner leur accord à l'élimination des Juifs d'Europe. En même temps, le paradoxe était que Frank voyait son pouvoir renforcé aux dépens du HSSPF Krüger car il adhérait désormais pleinement à la politique de Himmler et de Heydrich puisqu'elle signifiait que le Gouvernement général serait rapidement judenfrei, ce qu'il avait toujours souhaité. Nous voyons se confirmer que les conflits de 1939-1940 entre Heydrich et Frank ne concernaient pas le degré de radicalité de la politique nazie mais de savoir qui, dans le Gouvernement général, « travaillerait dans le sens de la volonté du Führer ».

V.

Le 14 décembre, Himmler recevait Philip Bouhler, chef de la Chancellerie du Führer, avec Rosenberg puis Viktor Brack, subordonné de Bouhler, qui lui avait proposé, quelque temps auparavant, un plan de stérilisation généralisée des Juifs. Mais, depuis le mois de septembre, Himmler et Bouhler avaient surtout envisagé le transfert du personnel d'euthanasie. Cette fois, dans son agenda, le Reichsführer SS a noté « Euthanasie[1178] ». Cette dernière avait cessé dans le Reich mais elle était transférée – parallèlement à la déportation des Juifs du Reich – vers le vaste système de camps himmlériens. Depuis le mois d'avril 1941, l'Aktion 14f13 permettait d'éliminer les détenus des camps de concentration incapables de travailler. C'est l'un des biais par lesquels l'euthanasie avait commencé à être appliquée aux Juifs « incapables de travailler ».

Cela ne signifie pas que la stérilisation généralisée était

définitivement écartée. Quand on aurait gagné la guerre, le « plan Heydrich » pourrait commencer sous la forme où il avait d'abord été conçu. Mais en attendant, dans le cadre des « solutions transitoires », il s'agissait certainement, dans l'esprit de Himmler, d'utiliser le savoir-faire de T4 partout où il faudrait éliminer des « Juifs incapables de travailler » et plus généralement les Ostjuden. Ceux-ci étaient, en Union soviétique et dans une partie du Gouvernement général, largement éliminés par fusillades. Mais, depuis qu'il avait assisté à l'exécution de Minsk, en août 1941, Himmler souhaitait d'autres moyens que la fusillade pour la mise à mort des Juifs.

Brack avait déjà mis à la disposition de Globocnik du personnel de T4 pour Bełzec[1179]. August Becker, responsable des camions à gaz de l'Aktion T4, fut « muté de la Chancellerie du Führer au RSHA et envoyé à Riga » après la réunion entre Himmler et Brack[1180]. Le RSHA envisageait donc à cette époque d'installer un camp d'anéantissement pour les « Juifs inaptes au travail » dans ce lieu de déportation des Juifs allemands.

On en était encore au stade de l'expérimentation. Les fusillades restaient, pour le moment, le principal moyen de tuer les Juifs. Le Reichsführer SS nota, à l'occasion d'un entretien avec Hitler dans l'après-midi du 18 décembre, en face de « question juive » : « à exterminer comme partisans »[1181]. Il avait sans doute parlé avec le dictateur du prétexte à invoquer pour justifier la mise à mort des Juifs. Autant concernant les Juifs allemands on pouvait parler des « criminels de novembre », autant pour les Juifs d'autres pays il était pratique de reprendre le prétexte déjà invoqué pour mettre à mort les Juifs soviétiques : tous les Juifs qui seraient tués dans le cadre de la guerre le seraient au nom de la lutte contre les « partisans ». Plus aucun d'entre eux n'était de ces « otages » grâce auxquels Hitler avait espéré, de janvier 1939

à novembre 1941, dissuader Roosevelt d'entrer dans la guerre. De façon tout à fait significative, Heydrich écrivit à Bormann, le 3 janvier 1942, que « vu que la situation militaire à l'Est, en Méditerranée et en Afrique conduit la population tchèque à se raidir, j'insiste sur la nécessité d'évoquer avec le Führer le rejet du droit de grâce pour Elias, pour pouvoir exécuter le verdict[1182] ». Jusque-là, Elias (ancien Premier ministre, arrêté par Heydrich dès son arrivée à Prague) avait été un condamné à mort en sursis, un otage qui devait convaincre les Tchèques de ne rien entreprendre contre l'Allemagne[1183]. Le principe était le même que pour les Juifs.

Quatre jours avant Himmler, le 14 décembre, Rosenberg s'était entretenu avec le Führer de la « question juive ». Il lui avait soumis, pour autorisation, un discours. Rosenberg voulait savoir s'il était opportun, dans un discours qui serait public, de proférer des menaces à l'égard des Juifs américains maintenant que l'Allemagne était en guerre avec les Etats-Unis : « Je disais à propos de la question juive que les annotations sur les Juifs new-yorkais devraient peut-être maintenant, après la décision, être un peu changées. J'étais d'avis de ne pas parler de l'anéantissement du judaïsme[1184]. »

Rosenberg fait la distinction entre des propos tenus à huis clos, comme lors de son entretien avec la presse du 18 novembre 1941 ou le discours tenu par Hitler le 12 décembre 1941, et un discours public après la décision d'entrer en guerre contre les Etats-Unis[1185]. De son point de vue, il était devenu maintenant inutile d'agiter une menace contre les Juifs américains.

La réponse de Hitler, telle qu'elle est rapportée par son vieux compagnon, est très révélatrice : « Le Führer approuvait cette attitude et disait qu'ils nous avaient mis la guerre sur le dos, qu'ils avaient apporté la destruction et qu'il n'y avait pas à s'étonner que les conséquences les frappent en premier. » Des menaces publiques n'avaient eu de sens que tant que l'on

pouvait espérer, grâce à elles, dissuader les « Juifs américains » d'entrer en guerre.

Le dictateur approuvait le silence, maintenant que la « solution finale » était lancée. Le même jour, Himmler expliquait à Brack qu'« on devait travailler aussi vite que possible », concernant l'élaboration des méthodes de tuerie, « pour des raisons de camouflage de l'opération »[1186]. Mais pour le dictateur, il ne s'agissait, comme toute, que d'un point secondaire. Devant l'homme qui lui avait fait connaître les Protocoles des sages de Sion, Hitler laissa libre cours à son obsession, la nécessité de débarrasser l'Europe des Juifs qui y habitaient ; il entendait présenter « ce qui arrive aux Juifs » comme la réalisation de sa prophétie. Il est d'ailleurs à noter que la veille, 13 décembre, dans ses Propos de table, Hitler avait retrouvé son optimisme, parlant, en présence de Ribbentrop, Bouhler, Goebbels et Rosenberg lui-même, de la fin de la guerre et de la persécution qu'il déclencherait alors contre les chrétiens[1187].

Le discours de Rosenberg avait été formulé avant la déclaration de guerre aux Etats-Unis, à un moment où les déclarations antisémites pouvaient encore, du point de vue des nazis, avoir un effet dissuasif sur les Etats-Unis, les détourner d'entrer en guerre. Surtout, le discours était entièrement formulé – comme la conférence de presse du 16 novembre – dans la logique de la « guerre à l'Est ». Dans le texte qui nous est resté[1188], le ministre des Territoires de l'Est avertissait que l'Allemagne tirerait les « conséquences appropriées à l'égard des Juifs de l'Est » de la « diffamation mondiale juive contre l'Allemagne, suivie par la politique d'encerclement militaire. [...] Car, dans les territoires occupés aujourd'hui par les troupes allemandes, vivent plus de six millions de Juifs. Cette race juive de l'Est est, notamment depuis cent ans, devenue la source de la force juive dans le monde entier [...], le vivier duquel les Juifs new-yorkais ont tiré leurs forces ». Rosenberg

parlait enfin de l'« extinction négative de ces forces parasitaires ». Rosenberg retraçait la logique qui avait poussé Hitler d'abord à décider du génocide des Juifs soviétiques puis de faire démarrer la « solution finale de la question juive en Europe » avant même d'avoir gagné la guerre sur le continent : il s'agissait de couper définitivement la « juiverie financière » de son vivier et de son instrument européens.

Il semble que l'idéologue nazi avait écrit ou remanié son discours, qu'il devait prononcer le 18 décembre, entre l'épisode de Pearl Harbor et la décision hitlérienne de déclarer la guerre aux Etats-Unis. Cette dernière l'avait très certainement déconcerté, puisque la guerre avec les Etats-Unis était précisément ce que Hitler avait espéré repousser le plus tard possible, en particulier grâce à l'effet prétendument dissuasif de la persécution toujours plus radicale des Juifs. Même un fidèle comme Rosenberg ne comprenait pas que Hitler voulût légitimer la « solution finale » – qu'il avait toujours voulue – par la déclaration de guerre aux Etats-Unis. Dans son discours au Reichstag le 11 décembre 1941, dans le lieu même où il avait formulé sa prophétie le 30 janvier 1939, Hitler avait déclaré la guerre aux Etats-Unis et dénoncé les « fauteurs de guerre juifs » qui se trouvaient derrière Roosevelt. C'était en fait à ces derniers que Hitler déclarait la guerre, en espérant que l'intensification de la « guerre contre les Juifs » rendrait la tâche difficile aux Etats-Unis, puisque la menace d'exterminer les Juifs européens ne les avait pas dissuadés d'entrer en guerre.

Reinhard Heydrich comprenait, à la différence de Rosenberg, la psychologie hitlérienne. Le 17 décembre, prononçant un discours à l'occasion d'une réunion organisée par la Société de l'Europe du Sud-Est et la Société pour l'économie en Bohême-Moravie sur « l'économie comme facteur décisif de la nouvelle insertion politique et étatique de la Bohême-Moravie dans le Reich[1189] », il déclarait : « On se

trouve face à une situation mondiale très claire [...]. Le monde du judaïsme, du bolchevisme, du profit sans scrupule, de l'égoïsme se confronte à une Europe unie. »

En novembre, nous l'avons vu, Hitler avait expliqué que l'Europe n'était désunie que du fait de la présence des Juifs sur son sol. L'« Europe unie » signifiait une Europe sans Juifs. Et, lorsque Heydrich parlait de « situation mondiale très claire », c'est précisément parce que la déclaration de guerre de l'Allemagne aux Etats-Unis mettait le Reich à même de faire coïncider, apparemment, la réalité et l'idéologie. Hitler se battait bien, désormais, contre l'ennemi qu'il avait défini dès 1919, « la race juive », dont relevaient non seulement le bolchevisme mais aussi le capitalisme financier anglo-américain. C'est sa contribution à la fondation de l'Europe nazie sur le meurtre des Juifs que Heydrich s'apprêtait à fournir le 20 janvier 1942.

17
« La responsabilité du traitement de la solution finale de la question juive relève, sans considération des frontières géographiques, du Reichsführer SS »

La signification de la conférence de Wannsee

I.

Le procès-verbal de la conférence de Wannsee aurait pu n'être jamais retrouvé. Des 30 envois signalés par le document, il ne reste qu'un exemplaire, le n° 16, de ce texte classé « secret du Reich », celui envoyé au sous-secrétaire d'Etat Luther, chargé de la question juive au ministère des Affaires étrangères[1190].

Une lettre, à l'en-tête du chef de la Police de sécurité et du SD et datée du 26 janvier 1942, accompagnait l'envoi : « Etant donné que la base de l'exécution pratique de la solution finale de la question juive est désormais arrêtée et qu'une totale convergence de vues règne entre les différents

bureaux concernés… » Celui qui avait rédigé cette lettre au nom de Heydrich avait reçu pour mission d'indiquer que la conférence avait été un grand succès, mais aussi de reprendre la formule, déjà utilisée dans l'invitation à la conférence du 29 novembre, concernant la volonté de Göring – le mandat du Reichsmarschall pouvait être régulièrement invoqué : « … et, pour satisfaire le souhait du maréchal du Reich d'une mise au point du projet, dans lequel devront être présentées les conditions organisationnelles, techniques et matérielles de la mise en œuvre pratique des solutions envisagées, je vous prie de détacher un expert aux réunions de travail. Je prévois de tenir la première réunion de cette nature le 6 mars 1942, 10 h 30, à Berlin, Kurfürstenstrasse 116. »

Dernier élément à noter : le succès de la réunion avait définitivement confirmé le pouvoir d'Adolf Eichmann, traité par Heydrich, en l'occurrence, en adjoint plus qu'en subordonné : « Je vous prie d'inviter votre expert à se mettre en rapport à ce sujet avec mon conseiller compétent en la matière, l'Obersturmbannführer SS Eichmann. »

Il était le rédacteur du procès-verbal – en fait, il serait plus exact de dire son metteur en forme puisque, nous l'avons vu, la base du rapport était, selon toute vraisemblance, l'amalgame entre des notes prises durant la conférence et un texte rédigé par Heydrich dès la fin 1940 et repris tout au long de l'année 1941.

Le procès-verbal commençait par énumérer les participants à la conférence. Certains des invités de Heydrich n'étaient pas venus. Ainsi aucun représentant de Goebbels n'était-il là ; mais il ne s'agissait d'aucune position de principe, « puisque, bien qu[e son représentant] n'ait pu assister à la réunion, [Goebbels] se montra très intéressé à participer aux réunions de suivi[1191] ». De même, Ulrich Greifelt, chef du bureau principal du Commissariat du Reich pour le Renforcement de la germanité (RKFdV), acteur avec Himmler

et Heydrich des déplacements de population depuis septembre 1939, était absent. Hans Frank avait envoyé Josef Bühler[1192] le représenter, car les tensions s'étaient apaisées entre lui et le Reichsführer SS ; Friedrich Wilhelm Krüger, le HSSPF de Cracovie, était absent de la conférence. Ajoutons que Frank avait rang de ministre dans la hiérarchie du régime ; il préféra envoyer son Staatssekretär à la conférence. Quant au ministère de la Justice, il envoya non le Staatssekretär Franz Schlegelberger mais Roland Freisler, « plus tard tristement célèbre pour son rôle en tant que président du Tribunal du Peuple[1193] ».

Il y avait aussi des individus qui n'avaient pas reçu d'invitation à la conférence parce qu'il s'agissait de membres du RSHA : outre l'Obersturmbannführer Adolf Eichmann, le Gruppenführer Heinrich Müller[1194], chef de la Gestapo ; l'Oberführer Dr. Eberhard Schöngarth[1195], commandant de la Sipo et du SD pour le Gouvernement général ; et le Sturmbannführer Dr. Lange[1196], chef de l'Einsatzkommando 2 et commandant de la Police de sécurité et du SD pour le district de Lettonie, représentant le commandant de la Police de sécurité et du SD du commissariat du Reich pour l'Ostland, le chef de l'Einsatzgruppe A Franz Stahlecker.

« C'était un groupe d'hommes influents et pour la plupart hautement instruits. Les deux tiers d'entre eux possédaient un diplôme universitaire et plus de la moitié un doctorat, surtout en droit », écrit Mark Roseman, qui souligne aussi la moyenne d'âge peu élevée (moins de quarante ans pour la moitié des participants), en particulier des membres du parti, de la SS et de la police[1197]. Tous ces hommes étaient aussi des criminels, de bureau ou de terrain, que nous avons déjà rencontrés tout au long des pages qui ont précédé, et la réunion de Wannsee s'apparentait autant à une réunion de mafieux qu'à une conférence interministérielle.

On ajoutera deux caractéristiques : si l'on se rappelle que Stuckart était SS-Brigadeführer et Neumann SS-Oberführer, on avait, dans la salle de la conférence, une majorité de membres de la SS (8 sur 15). Meyer et Luther étant membres de la SA, avec un grade élevé, les deux organisations de militants violents qui avaient successivement imprégné la politique antijuive de la SS, représentaient les deux tiers des hommes rassemblés. Tous les invités étaient des nazis radicaux mais ceux-là, en quelque sorte, représentaient des « hyper-radicaux ». Tous, surtout, savaient que le judéocide avait commencé au cours de l'année 1941.

II.

Il est impossible de reconstituer exactement ce qui s'est dit à Wannsee car, selon les propres termes de Heinrich Lammers, le supérieur de Kritzinger et certainement le plus rétif à entériner la politique exposée lors de la conférence, le procès-verbal dont nous disposons, « ce n'était pas un compte rendu, c'était juste un procès-verbal unilatéral, compilé par le RSHA[1198] ». Cela veut dire que les moments de discussion ont été considérablement comprimés dans le procès-verbal. Cela n'en fait que mieux ressortir comment Heydrich a mené les débats – au pas de charge, selon le témoignage du même Kritzinger[1199] –, arrivant avec un projet déjà conçu, dont les auditeurs de son exposé ne devaient pas mettre en cause l'essentiel.

Un premier objectif de la réunion, nous l'avons dit, était d'établir, une fois pour toutes, l'autorité de Heydrich, patronné par Göring et Himmler, sur la « solution finale de la question juive » :

> Le chef de la Police de sécurité et du SD, l'Obergruppenführer SS Heydrich, fit part en ouverture de la mission qui lui était confiée par le maréchal du Reich en vue de la préparation de la solution finale de la

question juive en Europe, et indiqua que l'objectif de cette réunion était de clarifier les questions de fond.

En fait, comme nous l'avons vu, Heydrich souhaitait, dans le contexte de la prolongation de la guerre, faire entériner des initiatives qui avaient déjà été prises depuis le printemps précédent – c'était le seul point sur lequel certains des participants n'étaient pas éclairés, mais il est essentiel. Etant donné que Heydrich avait déjà effectué l'essentiel de la planification et l'avait discutée avec Göring, il faisait semblant d'associer à l'élaboration des principes directeurs de la politique de solution finale une assemblée qui n'était là en fait que pour l'entériner : « Le souhait du maréchal du Reich de se voir présenter un projet d'organisation, de déroulement et de conditions matérielles dans la perspective de la solution finale de la question juive en Europe exigeait au préalable une harmonisation[1200] de toutes les instances centrales directement concernées par ces questions dans la perspective d'une conduite parallèle de l'orientation des actions. »

Les historiens de l'école fonctionnaliste ont à juste titre, depuis des années, souligné les rivalités multiples qui existaient au sein de l'appareil d'Etat hitlérien. Le système n'aurait cependant jamais fait preuve d'une telle efficacité meurtrière sans une capacité à stabiliser la concurrence entre ses instances. La conférence de Wannsee relève de cette logique. Le III^{e} Reich fonctionnait par accords informels permanents entre des instances rivales. Et la conférence de Wannsee représentait de ce point de vue l'aboutissement d'une série de réunions sur la politique antijuive, dont celles du 20 août 1935 et du 12 novembre 1938 avaient été jusque-là les plus marquantes.

Avec le temps, depuis 1938, la SS, et en particulier le RSHA, « administration combattante », s'étaient imposés comme les plus efficaces dans la concurrence entre instances

nazies rivalisant d'ardeur pour « travailler en direction du Führer » en matière de persécution des Juifs. Etait révolue l'époque où Heydrich prenait la parole à la fin des réunions de coordination en espérant qu'il trancherait par la clarté de ses conceptions et la radicalité de ses propos. Au moment où, le Führer l'avait dit en décembre, il fallait accélérer la mise en œuvre de la « solution finale » alors même que la guerre n'était pas finie et que l'on ne disposait pas des territoires de déportation souhaités, la SS proposait aux différents ministères concernés et aux autres branches du parti une convergence des actions se substituant à une rivalité qui risquerait de devenir contre-productive. En fait, c'est la mainmise totale du Reichsführer SS sur la politique antijuive qui devait permettre de respecter le rythme imposé par Hitler à partir du moment où il avait décidé, au mois de novembre 1941, que la déportation des Juifs d'Europe devait commencer :

> La responsabilité du traitement de la solution finale de la question juive relève, sans considération des frontières géographiques[1201], du Reichsführer SS et chef de la police allemande (chef de la Police de sécurité et du SD).

La question, le 20 janvier 1942, était moins de décider du génocide des Juifs, que toutes les instances regroupées autour de la table avaient contribué à mettre en place, que d'accepter que la méthode que proposait la SS pour accomplir ce génocide devînt la ligne directrice du meurtre de masse. La volonté absolue de réaliser l'essentiel du génocide avant la fin de la guerre était ce qui distinguait la SS, et plus particulièrement le RSHA, des autres organisations du régime ou de l'Etat représentées à Wannsee. Mais cette distinction était de taille, puisque cette volonté était celle du Führer, qui avait proclamé la « guerre totale » contre les Juifs d'Europe.

Après avoir invoqué la protection de Göring, Heydrich

légitimait son propre rôle comme représentant de Himmler et, en tant que tel, habilité à intervenir dans l'ensemble du territoire dominé par l'Allemagne nazie. Les principaux obstacles, du point de vue de la SS, à sa propre politique génocidaire étaient en effet les responsables locaux, qui s'efforçaient de se tailler des fiefs territoriaux. Heydrich lui-même puisait, dans son activité de protecteur adjoint de Bohême-Moravie (dirigeant de fait la région), une légitimité territoriale qui lui manquait au sein d'un régime où :

– les Gauleiter furent longtemps les plus actifs à « travailler en direction du Führer » ;

– Hans Frank, vieux compagnon du Führer, n'avait cessé d'entraver l'action de la SS en Pologne ;

– Alfred Rosenberg avait tenté, jusqu'en novembre, de contester l'autorité de la SS sur la question juive dans les territoires occupés de l'Est ;

– la Wehrmacht avait longtemps opposé une résistance farouche à l'autorité de la SS, et ce qui se passait en France le démontrait encore.

III.

Après avoir établi l'autorité de la SS sur la « solution finale de la question juive en Europe » sous le patronage de Göring, Heydrich proposa un récapitulatif historique : « Le chef de la Police de sécurité et du SD donna alors une brève rétrospective du combat mené jusqu'à cet instant contre cet adversaire. »

Le texte est remarquable d'imprécision chronologique, témoignant du goût de Heydrich pour les synthèses mais aussi de son souci de présenter la politique antijuive menée depuis 1933 comme un bloc, ce qui permettait d'impliquer l'ensemble de l'appareil d'Etat dans les méthodes choisies par la SS pour l'accélération du génocide :

Les temps forts en furent :

a) le refoulement des Juifs hors du territoire d'implantation du peuple allemand,
b) le refoulement des Juifs hors de l'espace vital du peuple allemand.

Le chef du RSHA faisait la part belle aux organisations qu'il dirigeait, comme si, dans les premières années du régime, le ministère de la Justice, celui de l'Intérieur ou celui des Affaires étrangères n'avaient pas joué un rôle bien plus important que la Police de sécurité ou le SD pour priver les Juifs de leurs droits et les contraindre à l'émigration. Il est vrai que dès 1934 le SD avait élaboré un plan synthétique concernant la politique d'émigration. Néanmoins, tout était écrit du point de vue de 1942 et Heydrich parlait en maître, ne suscitant apparemment pas de contestation. De toute façon, si Luther ou Freisler avaient protesté, ils auraient indiqué encore plus clairement qu'ils adhéraient au processus d'accélération du génocide que la SS était en train de mettre en place : « Pour accomplir ces efforts, la seule solution alors[1202] possible fut provisoirement de renforcer et de planifier l'accélération de l'émigration des Juifs hors des territoires du Reich. »

Dès l'Anschluss, Himmler et Heydrich avaient commencé à prendre en main la « question juive », d'abord en créant un bureau pour l'émigration forcée des Juifs à Vienne, puis en généralisant l'expérience au Reich et en l'étendant à la Bohême-Moravie conquise. En homme de pouvoir, Heydrich mentionnait la date essentielle, celle où Göring avait établi son autorité, à lui Heydrich, sur le processus d'émigration forcée :

> Sur ordre du maréchal du Reich, une Direction centrale du Reich pour l'émigration des Juifs fut créée en janvier 1939, et sa direction confiée au chef de la Police de sécurité et du SD. Elle avait pour missions spécifiques :

a) de prendre toutes mesures pour préparer une immigration renforcée des Juifs ;

b) de diriger les flux d'émigration ;

c) d'accélérer au cas par cas l'application des procédures d'émigration.

On observe alors de la part de Heydrich un lapsus : il se situait déjà dans la conquête de l'« espace vital », la deuxième phase qu'il avait évoquée, alors qu'il était encore en train de parler de la politique d'émigration. Un tel glissement nous rappelle que, durant les dix-huit premiers mois de la guerre environ, si la politique d'émigration forcée restait officiellement le cadre de la persécution pour les Juifs du Grand Reich, la conquête de la Pologne fit travailler aux premières versions d'une solution territoriale d'essence génocidaire, y compris le plan « Madagascar » : « L'objectif était de nettoyer des Juifs l'espace vital allemand en toute légalité. Tous les services étaient conscients des difficultés provoquées par une telle précipitation de l'immigration. Il fallut bien d'abord s'en accommoder, faute de toute autre solution. »

Heydrich avait attendu jusqu'à ce point de l'exposé pour rappeler le refus des pays étrangers d'accueillir massivement les Juifs. Dans l'allusion, on ne retrouve aucun des sarcasmes de Hitler dans son discours du 30 janvier 1939 mais la langue froide, sachlich, du coordinateur administratif, confronté à des « problèmes » et des « obstacles » :

Par la suite, les tâches relatives à l'émigration ne furent plus seulement un problème allemand, mais aussi un problème dont les autorités des pays de destination, éventuellement d'immigration, eurent à s'occuper. Des difficultés financières, comme la hausse, par les différents gouvernements étrangers, des taxes d'entrée et de débarquement, mais aussi le manque de place sur les bateaux, le renforcement croissant des limitations, voire des interdictions d'immigration, compliquèrent énormément les efforts d'émigration.

Comme précédemment, Heydrich comprimait le temps et confondait volontairement des étapes : il se gardait de nommer le « projet Madagascar », ce qui aurait été mettre en valeur le ministère des Affaires étrangères.

Heydrich en profitait pour souligner l'efficacité de ses services durant la période 1938-1941 – malgré l'enlisement de la politique de déportation de ses services en Pologne occupée :

> Malgré ces difficultés, 537 000 Juifs furent amenés à immigrer entre la prise du pouvoir et le 31 octobre 1941, dont :
> – depuis le 30 janvier 1933, environ 360 000 du Reich ;
> – depuis le 15 mars 1938, environ 147 000 des Marches de l'Est (c'est-à-dire l'Autriche, NdA) ;
> – depuis le 15 mars 1939, environ 30 000 du Protectorat de Bohême-Moravie.

Pour finir la présentation de la phase d'émigration forcée, officiellement arrêtée fin octobre 1941, Heydrich soulignait comment, en bon collaborateur de Göring et chef du Devisenfahndungsamt[1203] (Bureau de confiscation des devises), il avait largement pressuré les Juifs pour leur faire financer leur propre expulsion du Reich.

> L'émigration fut financée par les Juifs, voire par leurs organisations politiques. Pour éviter que les Juifs prolétaires restent, on fit en sorte que les Juifs fortunés financent le départ des autres ; un prélèvement, une taxe à l'émigration fixée en fonction de la fortune, servit à couvrir les frais de l'émigration des Juifs pauvres. En plus des rentrées en Reichsmark, des devises furent exigées pour le paiement des taxes d'entrée et de débarquement. Pour préserver le fonds allemand de devises, les institutions financières juives internationales furent appelées, par l'intermédiaire des organisations juives de l'intérieur, à pourvoir au recouvrement des sommes correspondantes en devises. Au total, jusqu'au 30 octobre 1941, les Juifs étrangers ont ainsi fourni, par voie de donation, 9 500 000 $.

A l'automne 1941 s'était produit un tournant décisif. Dans la seconde quinzaine d'octobre, l'émigration des Juifs d'Europe

de l'Ouest et d'Europe centrale avait été définitivement interdite : « Depuis lors, le Reichsführer SS, chef de la police allemande, a interdit l'émigration des Juifs, en raison des dangers de l'émigration en temps de guerre, et en considération des nouvelles possibilités à l'Est. »

IV.

Pour la première et seule fois du procès-verbal, Heydrich invoqua le « Führer ». Hitler, nous l'avons vu, ne voulait pas que l'on pût invoquer un « ordre signé de sa main ». Il n'avait commis d'exception que pour la politique d'euthanasie. Aucun ordre signé de lui n'a jamais été retrouvé concernant la « solution finale de la question juive ». Nous n'avons jusqu'ici cité que des instructions orales ou les formules cryptées de ses discours. Les mandats écrits confiés par Göring à Heydrich, le 24 janvier 1939 et le 31 juillet 1941, sont l'équivalent du mandat confié à Bouhler par Hitler lui-même pour l'euthanasie. Mais, pour Heydrich, citer le dictateur à ce moment de la présentation, c'était non seulement s'affirmer comme celui qui travaillait le mieux « en direction du Führer », mais c'était aussi indiquer que quelque chose de décisif s'était produit à l'automne 1941 : « Désormais, à la place de l'émigration, la nouvelle solution, avec l'aval préalable du Führer, est l'évacuation des Juifs vers l'Est. » Si la réunion de Wannsee avait été voulue, c'est parce que le dictateur avait décidé, en août 1941 puis en novembre 1941, que la « solution finale de la question juive » devait commencer alors même que la guerre n'était pas terminée et que les Juifs soviétiques étaient éliminés massivement.

Nous entrons à présent dans la partie la plus importante du procès-verbal, la plus difficile à interpréter aussi : « Ces actions sont toutefois à considérer uniquement comme des solutions transitoires, mais qui nous permettront d'acquérir

des expériences pratiques qui seront très précieuses pour la solution finale à venir de la question juive. »

On remarquera d'abord la rupture de construction : le passage de « l'évacuation », au singulier, à « ces actions », au pluriel. Regardons le paragraphe qui suit immédiatement : « Au cours de la solution finale de la question juive en Europe, seront à prendre en considération environ 11 millions de Juifs, répartis comme suit dans les différents pays. »

Avant de nous reporter au tableau qui suit dans le document, remarquons que tout se passe comme si le paragraphe commençant par « ces actions » avait été intercalé dans un texte plus ancien. Tout se passe comme si à un premier texte – le premier et le troisième paragraphes du point III de l'actuel procès-verbal s'enchaînent parfaitement – on avait ajouté, avant ou après la conférence, le deuxième paragraphe du point III. Tout ce qui avait lieu pendant la guerre ne pouvait relever que des « solutions transitoires », des travaux préparatoires à la future « solution finale ».

Une autre hypothèse, qui s'appuierait sur le sens du mot « action » chez les nazis (tuerie), consisterait à supposer qu'à cet endroit du procès-verbal Eichmann a tu volontairement une allusion aux tueries des Einsatzgruppen ou bien au gazage en préparation des Juifs. Cela ne nous paraît pas probable, vu la suite immédiate du document. Retenons cependant que le terme « action » a certainement été placé ici pour inclure une référence camouflée à des tueries, de manière à compromettre ceux qui avaient donné leur approbation à l'exposé de Heydrich. Mais, même quand elles se terminaient par l'administration immédiate de la mort, les « actions » avaient commencé par des plans de déportation.

Rappelons-nous ce que nous avons dit plus tôt dans le cours de l'exposé. S'il avait été présenté au printemps 1941, ce texte serait plein de sens : il y avait un projet de « solution finale de la question juive en Europe ». On pouvait commencer

à y travailler avant même la fin de la guerre : il y aurait des travaux préparatoires à la « solution finale ». Notre hypothèse est que l'ajout du deuxième paragraphe est antérieur à la conférence : il correspond à la phase d'élaboration du « plan Heydrich » et à une correction introduite par Heydrich après que son projet eut été relu par Hitler, Himmler et Göring. Malgré tout, une guerre prolongée changeait la nature des « travaux préparatoires ». C'est pour cela que la réunion avait lieu.

Venait ensuite le tableau statistique des Juifs d'Europe par pays, résultat d'un processus d'élaboration ancien de la part du RSHA :

Pays	Nombre
A. Allemagne	131 800
Marches de l'Est	43 700
Territoires de l'Est	420 000
Gouvernement général	2 284 000
Bialystok	400 000
Protectorat de Bohême-Moravie	74 200
Estonie – libérée des Juifs	–
Lettonie	3 500
Lituanie	34 000
Belgique	43 000
Danemark	5 600
France zone occupée	165 000
France zone non occupée	700 000
Grèce	69 600
Pays-Bas	160 800

Norvège	1 300
B. Bulgarie	48 000
Angleterre	330 000
Finlande	2 300
Irlande	4 000
Italie y compris Sardaigne	58 000
Albanie	200
Croatie	40 000
Portugal	3 000
Roumanie (y compris Bessarabie)	342 000
Suède	8 000
Suisse	18 000
Serbie	10 000
Slovaquie	88 000
Espagne	6 000
Turquie (partie européenne)	55 000
Hongrie	700 000
URSS	5 000 000
(dont l'Ukraine : 2 994 684)	
Biélorussie (à l'exception de Bialystok)	446 684
Total	Plus de 11 000 000

Tout se passe comme si nous avions affaire à un tableau élaboré avant la campagne contre l'Union soviétique. Les archives nous disent, en tout cas, qu'au RSHA on y travaillait au plus tard en juillet/août 1941, au moment où Heydrich se

faisait mandater par Göring pour commencer à poser les jalons de la « solution finale de la question juive »[1204]. La mention de l'Angleterre conduit même à penser que cette liste a commencé d'être élaborée à un moment où l'on croyait encore pouvoir vaincre la résistance anglaise – en l'occurrence, au printemps 1941, quand on pensait que la victoire contre l'Union soviétique conduirait au renversement du gouvernement Churchill et à l'avènement d'un gouvernement germanophile à Londres.

La mention « libérée des Juifs » à propos de l'Estonie et les chiffres donnés pour la Lettonie et la Lituanie font figure d'ajout. Heydrich ne mentionnait explicitement le judéocide qu'à propos d'un territoire – les chiffres pour la Serbie et pour l'URSS ne tiennent pas compte des massacres qui ont déjà eu lieu – mais il l'indiquait puisque l'objectif ultime des nazis, rendre un territoire judenfrei, y avait été quasiment réalisé sous la responsabilité de la Police de sécurité[1205]. C'est l'un des nombreux cas où le texte révèle un double fond : y adhérer revenait à être entraîné beaucoup plus loin que ce que l'on voulait. Pour Heydrich, c'était aussi un moyen de mettre un terme à la contestation qui avait eu cours dans l'Ostland mais aussi au ministère de l'Intérieur à l'automne, au sujet de l'assassinat des Juifs par l'Einsatzgruppe A. En présence du Staatssekretär du ministère de l'Intérieur et du Staatssekretär de Rosenberg (supérieur hiérarchique de Lohse), il avait été présenté un tableau dans lequel était indiqué que l'Estonie était judenfrei. Aucune des deux instances qui auraient pu contester la politique de la Sipo n'avait protesté ; Rudolf Lange n'avait pas eu à justifier la politique de son Einsatzkommando. S'il avait dû le faire, il aurait pu mentionner les 3 500 travailleurs juifs survivants de Lettonie, ce qui aurait amené à l'un des points suivants de la discussion. Les participants se ralliaient donc à la possibilité d'une accélération généralisée du processus génocidaire par la SS, sur le modèle de ce qui se

passait dans l'Ostland. Ils engageaient les instances qu'ils représentaient.

Les chiffres donnés pour les pays baltes relevaient bien d'un ajout très calculé. Le chef du RSHA précisait en effet comment ses services avaient travaillé pour établir ces chiffres :

> Le nombre des Juifs indiqués dans les différents pays étrangers est toutefois celui des Juifs religieux, la définition des Juifs selon des critères raciaux étant partiellement absente dans ces pays. Le traitement du problème se heurtera dans chaque pays à certaines difficultés dues à l'attitude et à l'état d'esprit des populations, notamment en Hongrie et en Roumanie. En Roumanie par exemple, un Juif peut, aujourd'hui encore, acheter des papiers attestant officiellement une nationalité étrangère.

Dans l'allusion à la Roumanie et la Hongrie, ou dans celle, consécutive, à l'Union soviétique, nous voyons confirmer que Heydrich s'appuyait sur des données établies préalablement à la guerre ou bien rassemblées par ses services au début de celle-ci.

> En URSS, l'influence des Juifs sur tous les territoires est bien connue. 5 millions de Juifs environ vivent dans la partie européenne, à peine 250 000 dans la partie asiatique. La répartition par profession des Juifs de la partie européenne de l'URSS est environ la suivante :
>
> Agriculteurs : 9,1 %
> Ouvriers : 14,8 %
> Commerçants : 20 %
> Fonctionnaires : 23,4 %
> Secteur privé (médecine, presse, théâtre, etc.) : 32,7 %.

Nous avons affaire à un plan élaboré avant la guerre contre l'Union soviétique – vraisemblablement au moment où Heydrich et le RSHA cherchaient à apprécier combien de Juifs « fonctionnaires » et représentants de l'« élite culturelle » seraient la cible des Einsatzgruppen dès le début de la campagne. En janvier 1942, vu les tueries perpétrées

massivement par la SS et la police, ces chiffres ne correspondaient pas à la situation réelle, mais la suite de l'énoncé gardait une grande partie de sa validité si la guerre devait se finir rapidement. Même si beaucoup de Juifs soviétiques avaient réussi à échapper à la Wehrmacht et à la Sipo et 500 000 étaient morts assassinés par fusillade, il en restait, au moment de la conférence, environ 2 millions sur les territoires occupés à propos desquels on pouvait écrire : « Au cours de la solution finale, les Juifs de l'Est devront être mobilisés pour le travail avec l'encadrement voulu. En grandes colonnes de travailleurs, séparés par sexe, les Juifs aptes au travail seront amenés à construire des routes dans ces territoires, ce qui sans doute permettra une diminution naturelle substantielle de leur nombre. »

V.

Ce texte correspondait aux Directives pour le traitement de la question juive à l'Est du printemps 1941. Il n'avait pas, pour autant, un but seulement de camouflage du judéocide[1206]. Les Einsatzgruppen avaient introduit la notion d'extermination par le travail – conformément aux Directives[1207] – dès le début de la campagne contre l'Union soviétique. L'Einsatzgruppe A de Stahlecker, nous l'avons vu, avait jugé que dans les pays baltes, vu l'exiguïté de l'espace, ne s'appliquaient, vis-à-vis des Juifs, que les parties des Directives suggérant une mise à mort immédiate de ceux-ci[1208]. En revanche, l'Einsatzgruppe C avait commencé, dès septembre 1941, à mettre en œuvre la « solution de la question juive par le travail forcé ». Les tueries des Juifs avaient commencé à répondre aux critères « apte au travail » et « inapte au travail ». C'est en particulier au camp de Lemberg-Ianovska et à la construction de la Durchgangsstrasse IV, route stratégique qui devait traverser l'Ukraine d'ouest en est, que furent affectés des dizaines de

milliers de travailleurs forcés juifs[1209].

Episode crucial, jamais mentionné par les historiens avant Jan Erik Schulte, les principaux responsables de la SS s'étaient retrouvés pour une réunion de deux jours au Hegewaldheim, autour de Himmler, les 14 et 15 janvier 1942, cinq jours avant la conférence de Wannsee, pour parler de la question du travail forcé[1210]. Heydrich assistait à cette réunion tout comme Daluege et Oswald Pohl, dont les fonctions de coordination économique des activités de la SS furent à cette occasion renforcées. On ne connaît pas le détail des débats mais on peut penser que, concernant la question juive, le projet d'« extermination par le travail » y fut discuté.

Le 26 janvier 1942, donc six jours après la conférence de Wannsee, Himmler écrira à Glücks, l'inspecteur des camps de concentration :

> Puisque nous n'allons pas recevoir de prisonniers de guerre russes dans la période prochaine, je vais envoyer un grand nombre des Juifs et des Juives qui sont actuellement émigrés [sic] d'Allemagne dans les camps. Préparez-vous à recevoir, dans les quatre prochaines semaines, 100 000 hommes juifs et jusqu'à 50 000 Juives dans les camps de concentration. De grandes tâches économiques vont être attribuées aux camps de concentration dans les prochaines semaines. Le SS-Gruppenführer Pohl vous informera dans le détail[1211].

Himmler venait de constituer définitivement le Wirtschafts- und Verwaltungshauptamt (Bureau central de l'économie et de l'administration), dirigé par Oswald Pohl – un tournant de l'histoire de la SS aussi important que la constitution du RSHA en 1939[1212] – et Pohl déclarait le 30 avril 1942 que les commandants des camps de concentration devaient veiller à ce que « l'engagement au travail [des détenus] soit au sens propre du terme épuisant, pour atteindre un haut degré de performance[1213] ». Dans le Generalplan Ost de juin 1942, sont évoquées des autoroutes construites par des travailleurs forcés[1214].

C'est donc une partie de la politique réelle de la SS que Heydrich présentait aux participants à la conférence. Ce qu'il ne disait pas explicitement, c'était ce qui arrivait, dans son projet, aux Juifs « inaptes au travail ». En revanche, Heydrich annonçait l'issue du processus : un « traitement spécial », c'est-à-dire la mise à mort, réservé à ceux qui auraient survécu au travail forcé : « Pour finir, il faudra appliquer un traitement approprié à la totalité de ceux qui resteront, car il s'agira évidemment des éléments les plus résistants, puisque issus d'une sélection naturelle, et qui seraient susceptibles d'être le germe d'une nouvelle souche juive, pour peu qu'on les laisse en liberté (voir l'expérience de l'histoire). »

Heydrich ne parlait pas pour ses collaborateurs mais pour les deux autres groupes d'auditeurs : les représentants de l'administration des territoires occupés et ceux des ministères. Vis-à-vis des premiers, il s'agissait de faire accepter la version du génocide préconisée par la SS, en particulier la construction à terme d'un empire économique, à l'Est, fondé sur l'exploitation – exterminatrice – d'une main-d'œuvre forcée dont les Juifs seraient chronologiquement les premiers représentants et les premières victimes. Quant aux seconds, ils devaient être en mesure de répondre aux questions de leurs collègues sur le but des déportations. On leur avait parlé de camps de travail et c'est cette version aseptisée des choses qui pouvait être répercutée. Dans tous les cas, les Juifs seraient victimes d'une « diminution naturelle substantielle de leur nombre ». Aucune des instances participant à la conférence n'aurait, apparemment, fait quoi que ce soit pour provoquer leur mort. On mentionnait bien un processus plus violent pour ceux qui survivraient à l'extermination par le travail, mais cela semblait relever d'un horizon lointain.

Heydrich, de toute façon, ne laissait pas à ses auditeurs le temps de souffler. Après avoir dressé, d'une part, le tableau du but ultime de la « solution finale », sans avoir apparemment

suscité d'objections, fort, d'autre part, du soutien à l'objectif pleinement génocidaire d'une « extermination par le travail » – à laquelle se substituait déjà largement, en URSS, le judéocide –, il pouvait, ayant fait entériner « en contrebande » le génocide des Juifs soviétiques sous la première partie du « plan Heydrich », en venir maintenant à la deuxième partie, au stade préalable à la « solution finale » dans toute l'Europe, la planification de la déportation. Heydrich ramenait l'esprit de ses interlocuteurs vers le présent : « Au cours de l'exécution pratique de la solution finale, l'Europe sera passée au peigne fin d'ouest en est. L'opération débutera sur le territoire du Reich, y compris les Protectorats de Bohême et de Moravie, à cause de la situation du logement et de la spécificité sociopolitique du Reich. »

En fait, l'« opération » avait déjà débuté sur le territoire du Reich depuis le mois d'octobre 1941 et, si nous nous rappelons le contexte dans lequel le dictateur avait pris la décision d'autoriser le début des déportations, la mention de la « situation du logement » (allusion, à l'origine, à la pénurie de logements du fait de la concentration de l'économie sur la préparation de la guerre) pouvait très bien, pour les auditeurs de Heydrich, s'appliquer à la situation créée par les bombardements. Les « conditions sociopolitiques » étaient un substitut aseptisé à l'obsession hitlérienne d'un nouveau 9 novembre, permanente chez le dictateur et ses proches, qui avait conduit en novembre 1941 à la décision effective de faire commencer la déportation généralisée des Juifs d'Europe. Si l'on se rappelle que le fond du texte est vraisemblablement la reprise d'un papier antérieur d'un an, on comprend que Heydrich avait le don des formulations générales pouvant embrasser des circonstances différentes.

La réalité des déportations était bien entendu moins automatique que ce que disait la suite du texte : « Les Juifs évacués passeront d'abord, convoi par convoi, par des ghettos

de transit, et de là seront transportés plus loin à l'Est. » Et c'était précisément la raison pour laquelle la réunion avait lieu : il fallait fixer le principe de la nécessaire coordination des politiques entre le point de départ des convois de déportés et leur point d'arrivée : « L'Obergruppenführer SS Heydrich poursuivit en précisant que l'une des conditions importantes pour la bonne marche de l'évacuation des Juifs était de fixer exactement le groupe des personnes concernées », un principe d'organisation que le chef du RSHA avait appliqué depuis la Pologne.

La politique antijuive avait d'abord commencé dans le Reich. Puis elle s'était radicalisée à l'Est, en Pologne puis en Union soviétique, et Heydrich avait donné aux auditeurs représentant les ministères une vision pleinement génocidaire mais dont les éléments pouvaient être édulcorés vis-à-vis de l'extérieur. A présent, ce que Heydrich évoquait, c'était les conséquences, pour le Reich, de la radicalisation de la politique antijuive à l'Est. Mais le chef du RSHA procéda dans cette phase de la réunion avec beaucoup de prudence puisqu'il savait que des objections pourraient être élevées, moins par ses interlocuteurs que par des collègues dans leurs institutions respectives.

Il s'agissait de faire passer, auprès des ministères, la première phase du « plan de solution finale », qui était peut-être la plus difficile à faire accepter, celle du sort à réserver aux Reichsjuden, que même certains responsables nazis auraient voulu voir mieux traités que les Ostjuden. D'ailleurs, la question concernait aussi, éventuellement, l'administration des territoires de déportation : le Generalkommissar Kube, de Minsk, subordonné de Lohse, n'avait-il pas exprimé, en décembre 1941, sa désapprobation du meurtre des Juifs allemands[1215] ? Quand ils étaient polonais ou soviétiques, les vieillards juifs avaient été massacrés sans que cela soulève de protestation majeure. En revanche, concernant les Juifs du

Grand Reich, précisait Heydrich : « Il n'est pas prévu d'évacuer à l'Est les Juifs de plus de 65 ans, mais de les transférer dans un ghetto de vieillards – vraisemblablement à Theresienstadt. »

Heydrich prenait aussi des précautions, purement symboliques, concernant les anciens combattants, invalides et décorés. Le 30 novembre, parmi les Juifs allemands assassinés à Riga, il y avait des décorés de la Première Guerre mondiale. Aussi bien le commissaire général de Minsk, Wilhelm Kube, que Lohse avaient fait parvenir au ministère des Territoires occupés de l'Est des listes de personnes qui, d'après les directives sur les déportations, n'auraient pas dû être déportées vers l'Est. Ces listes leur avaient été fournies par des Juifs allemands dans les ghettos de Minsk et de Riga. Kube avait visité le 29 novembre la partie du ghetto de Minsk où se trouvaient les déportés allemands et il déplora que parmi les déportés se trouvassent des « Mischlinge juifs » qui n'étaient pas des Juifs aux termes des lois de Nuremberg, des Juifs mariés à un conjoint « aryen », des frères de membres de la Wehrmacht ainsi que d'anciens combattants décorés de la Première Guerre mondiale. Sa protestation ainsi qu'une, similaire, de Lohse furent transmises à Heydrich dans les jours qui suivirent[1216].

Le 6 février 1942 encore, Heinrich Müller, chef de la Gestapo, parlait du « flot de lettres anonymes adressées à presque toutes les institutions du Reich ». Dans le cas de la déportation des Juifs allemands, les protestations concernaient essentiellement l'adjonction des « demi-Juifs », des décorés militaires et des Juifs mariés à des « conjoints aryens »[1217]. C'est pourquoi Heydrich déclara : « En plus de cette tranche d'âge – parmi les 280 000 Juifs résidant en Allemagne et en Autriche au 31 octobre 1941, environ 30 % ont plus de 65 ans –, les Juifs grands invalides de guerre et ceux qui portent une décoration militaire (EK I) y seront accueillis. Cette solution

appropriée permettra de couper court aux nombreuses interventions prévisibles. »

VI.

L'ensemble du texte se plaçait dans la perspective discutée avant la campagne contre l'Union soviétique, celle d'une déportation généralisée des Juifs d'Europe une fois gagnée la guerre, et Heydrich concédait apparemment que le délai imposé à la victoire retardait le début de la « solution finale ». On notera cependant qu'il parlait de l'« évolution de la solution militaire », et non pas de la fin de la guerre, une formule là aussi forgée dans la prudence du printemps 1941 mais qui était très utile désormais, vu la prolongation, sans terme apparent, du conflit, et qui laissait la porte ouverte, rhétoriquement parlant, à la réalisation pleine et entière de la « solution finale » durant la guerre : « Le commencement des plus grandes opérations d'évacuation dépendra largement de l'évolution de la situation militaire. »

Pour les participants à la conférence qui ne seraient pas au fait de la progression des assassinats en Pologne, accepter cette formule de Heydrich, c'était lui signer une sorte de chèque en blanc.

Heydrich présentait d'ailleurs les choses de telle manière qu'il était facile de comprendre que la « solution finale » avait déjà commencé. Il venait de parler de la déportation des Juifs du Grand Reich au passé, puis il exposa les premières étapes, les travaux préparatoires de la « solution finale » à l'échelle de l'Europe :

> En ce qui concerne le traitement de la solution finale dans les territoires européens occupés ou sous influence, il a été proposé que les responsables concernés du ministère des Affaires étrangères se concertent avec le chef de section compétent de la Police de sécurité et du SD.
>
> L'affaire n'est pas plus difficile en Slovaquie et en Croatie,

puisque les questions essentielles à régler dans cette perspective ont déjà trouvé une solution. En Roumanie, le gouvernement a nommé un chargé de mission pour les questions juives. Pour régler la question de la Hongrie, il faut imposer au plus vite au gouvernement un conseiller pour les questions juives.

En raison de l'accueil réservé aux préparatifs de règlement du problème en Italie, l'Obergruppenführer SS Heydrich estima qu'il convenait, dans cette affaire, d'établir un contact avec le chef de la police.

En France occupée et non occupée, le recensement des Juifs pour l'évacuation sera effectué, selon toute vraisemblance, sans grande difficulté.

Ce que nous venons de citer remontait certainement au « plan Heydrich » de janvier 1941. A cet endroit, le procès-verbal insère en plus un échange tiré des notes prises durant la conférence :

A ce sujet, le sous-secrétaire d'Etat Luther fit remarquer que le traitement approfondi du problème rencontrerait des difficultés dans quelques pays, comme les Etats du Nord, et par conséquent il était recommandé, pour le moment, de laisser ces pays en suspens.

Si l'on considère le nombre restreint de Juifs concernés, cette mise en suspens ne représente pas un obstacle important.

Par contre, le ministère ne prévoit pas de grandes difficultés pour le sud-est de l'Europe.

Effectivement, comme nous l'avons vu, le ministère des Affaires étrangères avait été en pointe pour faire démarrer la « solution finale de la question juive » dans les Balkans, ainsi qu'en Slovaquie. Progressivement, la « section juive » du ministère des Affaires étrangères était devenue l'une des meilleures alliées du RSHA.

A Heydrich, il importait d'affirmer dans tous les cas son autorité, y compris vis-à-vis des autres branches de la SS :

Le Gruppenführer SS Hoffmann envisage d'envoyer en Hongrie un expert du Bureau central des races et de l'implantation pour participer à l'orientation générale, si du côté du chef de la Police de sécurité et du

SD on s'attaque là-bas à cette affaire. Il fut décidé de détacher provisoirement cet expert du Bureau central des races et de l'implantation : il ne doit pas être lui-même actif mais apparaître officiellement comme assistant auprès de l'attaché de la police.

Le point IV du compte rendu ne peut pas être cité en entier dans le cadre de cette étude. Il est reproduit en annexe avec l'intégralité du texte. Il traite en détail du sort à réserver aux Mischlinge (« quart de Juif » ou « demi-Juif » selon la conception nazie). Si l'on en croit le texte, il s'agirait du point qui fut le plus âprement discuté entre les participants : il occupe 4 des 6 pages du procès-verbal consacrées à la discussion. Et l'historien Christian Gerlach défend la thèse qu'il s'agissait à l'origine, avant que l'entrée en guerre des Etats-Unis ne donnât un autre sens à la réunion, du motif central de la conférence : un point déjà âprement discuté durant l'été précédent, mis en relief par les protestations dans l'Ostland en novembre et décembre, sur lequel Heydrich n'obtint pas gain de cause durant la conférence et qui ne serait jamais tranché en faveur de la SS, c'est-à-dire dans le sens d'un élargissement de la définition de qui est « juif » pour y inclure les individus n'ayant qu'un grand-parent allemand.

Gerlach cite par exemple la lettre d'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur à un collègue du ministère des Territoires occupés de l'Est, datant de la mi-décembre, où l'on peut lire :

> Le SS-Obergruppenführer Heyderich [sic] aurait reçu de Göring, avec la permission du Führer, la mission de mettre en place des préparatifs en vue d'appliquer une solution immédiate et unifiée de la question juive en Europe après la fin de la guerre. En application de cette mission, Heydrich aurait convoqué les directeurs ministériels concernés à une réunion prévue au début de décembre qui a dû être repoussée au mois de janvier en raison de la tenue d'une session du Reichstag. Heydrich aurait eu l'intention de discuter lors de cette réunion de l'élargissement du concept de Juif aux Mischlinge au premier degré, ainsi que de la dégradation de ceux qui étaient

jusqu'alors considérés comme Mischlinge au deuxième degré. Heydrich souhaitait utiliser les résultats de cette conférence comme base pour un rapport à Göring et au Führer, et pour proposer une réforme des lois de Nuremberg pour l'Allemagne[1218].

Mais l'historien allemand grossit à la loupe une discussion qui n'intéressait que le ministère de l'Intérieur. Stuckart avait constaté, après avoir rencontré Himmler fin novembre, qu'il avait « perdu de plus en plus de responsabilités en matière de traitement de la question juive »[1219]. Et, comme le souligne Gerlach lui-même : « Plusieurs institutions avaient essayé, depuis mars 1941, d'élargir dans le Reich l'acception du concept de "Juif". La chancellerie du Parti, le RSHA, l'Office de politique raciale du Parti ainsi que l'Office du Plan de quatre ans voulaient assimiler aux Juifs les "Mischlinge au premier degré", c'est-à-dire les "demi-Juifs". En août et en septembre, d'après le compte rendu de plusieurs réunions, ces institutions s'estimaient apparemment proches d'une définition allant dans ce sens, valable pour toute l'Europe[1220]. » Gerlach souligne ainsi que plusieurs des participants à la conférence de Wannsee ne pouvaient qu'appuyer Heydrich lors de la discussion : Neumann, représentant du Bureau du Plan de quatre ans, Klopfer, représentant de la chancellerie du Parti, Kritzinger, de la chancellerie du Reich.

Pourquoi Heydrich n'a-t-il pas alors forcé la décision en sa faveur, d'autant qu'il agissait sur ordre du Führer, ce qui lui procurait une autorité dont il ne disposait pas, en août, quand Eichmann n'avait pas réussi à faire élargir la définition de qui était juif ? La question intrigue d'autant plus qu'il ne semble pas qu'il y ait vraiment eu discussion à Wannsee. Le procès-verbal fait dire à Heydrich qu'il réagit à une note de Lammers sur la question mais ne fait rien dire à Kritzinger, le représentant de Lammers. C'est dans la bouche de Stuckart que Heydrich a fait mettre les objections à son projet d'extension du concept de « Juif ». Or ce dernier, si l'on en

croit le procès-verbal, n'opposa aucun argument de principe : il se plaignit des éventuelles complications administratives et il adhéra au projet de la stérilisation des Mischlinge du premier degré, proposition appuyée par Hofmann. Le responsable des Affaires juives du ministère, Lösener, entre-temps démissionnaire car il avait renoncé à lutter contre la politique du RSHA, avait rédigé, pour le 9 décembre, une note sur laquelle ne s'appuya apparemment pas Stuckart lorsqu'il exprima sa position durant la conférence[1221]. Donc, non seulement il est exagéré d'imaginer, comme le fait Gerlach, que Heydrich ait pu envisager d'être à une réunion où l'on n'aurait parlé que de la question de l'inclusion de la plupart des Mischlinge dans la déportation des Juifs d'Allemagne, mais il faut bien voir que le chef du RSHA n'a pas exploité une situation dans laquelle il avait quasiment l'unanimité pour lui.

En fait, Heydrich savait bien que, d'une part, l'opinion allemande désapprouverait une modification des lois de Nuremberg et que, d'autre part, si Hitler était d'accord sur le fond avec le RSHA, il ne voulait pas modifier la législation en temps de guerre, pour ne pas se priver d'un certain nombre de soldats et pour ne pas « troubler » la population – comme dans le cas de l'euthanasie. La conférence aurait dû avoir lieu, originellement, le 9 décembre 1941 et il est intéressant de remarquer que Hitler avait abordé le sujet des lois antijuives le 1er décembre dans ses Propos de table[1222] :

> Il y a dix ans, notre classe intellectuelle ne se faisait pas la moindre idée de ce qu'est un Juif.
>
> Nos lois racistes, cela est évident, commandent de grandes rigueurs à l'égard de l'individu. Mais, pour juger de leur valeur, il n'est pas permis de se guider d'après des cas concrets. Il faut tenir compte du fait qu'en agissant comme je le fais j'évite pour l'avenir d'innombrables conflits.
>
> Je suis persuadé qu'il y a chez nous des Juifs corrects – en ce qu'ils se sont abstenus en toute occasion de porter atteinte à l'idée allemande. Il est difficile d'en apprécier le nombre, mais ce que je sais

> aussi, c'est qu'aucun d'entre eux n'est entré en lutte avec ses congénères pour défendre contre eux l'idée allemande. [...] Il est probable que beaucoup de Juifs ne sont pas conscients du pouvoir de destruction qu'ils représentent. Or celui qui détruit la vie s'expose à la mort. [Le dictateur avait conclu :] Il est remarquable que le métis juif, à la deuxième ou à la troisième génération, ait tendance à s'acoquiner à nouveau avec des Juifs à l'état pur. Mais, à partir de la septième génération, il semble que la pureté du sang aryen soit rétablie. La nature élimine à la longue les éléments nuisibles.

Comme toujours, Hitler maniait l'ambiguïté mais on pouvait retenir de ce qu'il avait dit que, d'une part, il était du côté des plus radicaux et que, d'autre part, il ne souhaitait pas brusquer l'opinion ; l'important était de faire partir les « Juifs à l'état pur ».

Hitler et Göring avaient mandaté Heydrich, depuis le début de l'année 1941, pour mettre en œuvre, « après la guerre », une « solution définitive de la question juive en Europe ». Le statut des Mischlinge de différents degrés serait donc remis en cause. Mais que se passerait-il si l'on commençait à mettre en œuvre la « solution finale » avant la fin de la guerre ?

En septembre 1941 encore, Göring tenait pour inadéquat, si l'on en croit Lösener, « un changement pendant la guerre du concept de Juif, en particulier de celui de "demi-Juif[1223] ». Mais pendant la guerre, à cette époque, signifiait encore pour Göring « quelques semaines ». Et la position du représentant du Plan de quatre ans à Wannsee, Neumann, montre bien que Göring tendait, lui aussi, à une solution plus radicale. Bien entendu, le début de la déportation des Juifs du Reich dans le cadre de la décision hitlérienne de septembre avait suscité des résistances lorsque le RSHA avait voulu mettre en cause le statut des Mischlinge dans le Reich. Par ailleurs, le ministère de l'Intérieur n'avait aucune prise sur la question des Mischlinge hors du Reich.

Le chef du RSHA suivait le cadre esquissé par Hitler au

début du mois de décembre lorsqu'il visait à réduire au minimum la quantité des individus considérés comme n'étant pas « de sang juif » – tout en prenant garde à ne pas provoquer de remous dans l'opinion allemande. Il aborda le point à Wannsee mais sans pousser son avantage, qui était évident.

En faisant insérer, cependant, un développement aussi long sur la question dans le procès-verbal, Heydrich obtenait un triple effet :

– Il se donnait les moyens de reprendre la discussion après la fin du conflit.

– Il concentrait l'attention sur un point secondaire de la discussion pour mieux faire passer le reste du procès-verbal.

– Ceux qui avaient refusé ce point particulier ne pouvaient mieux souligner qu'ils avaient accepté tout le reste de l'exposé. On ajoutera que l'attitude de Lohse ou Kube, relevée plus haut, consistait précisément à protester contre la déportation de quelques individus tout en acceptant la mise à mort de millions d'autres.

VII.

Lorsque, à l'automne, Lohse et Kube avaient par ailleurs élevé une objection concernant le judéocide largement amorcé sous leurs yeux dans l'Ostland, ils avaient invoqué, rappelons-nous, des critères économiques – la nécessaire force de travail des Juifs, en particulier pour l'armement[1224]. C'est justement la question des Juifs travaillant pour l'industrie d'armement qui fut évoquée par le représentant de Göring :

> Sur la question des conséquences de l'évacuation des Juifs sur la vie économique, le secrétaire d'Etat Neumann expliqua que les Juifs employés dans les entreprises indispensables en temps de guerre ne pourraient pas être évacués tant qu'ils ne seraient pas remplacés. L'Obergruppenführer SS Heydrich indiqua que ces Juifs ne seraient pas évacués dans le cadre des directives qu'il avait approuvées pour

l'exécution des actions d'évacuation actuellement en cours.

En fait, cette question avait déjà été discutée dans les semaines précédentes : le 23 octobre 1941, par l'intermédiaire d'Eichmann, Heydrich s'était engagé à ce qu'aucun Juif travaillant dans l'industrie d'armement ne soit déporté sans l'accord de l'inspection de la production d'armement compétente[1225]. Soit Neumann n'était pas au courant, soit, plus vraisemblablement, il tenait à marquer à Heydrich que ses bureaux devaient être associés à l'accord au même titre que la Wehrmacht. Mais remarquons que, là aussi, Heydrich se payait le luxe d'un compromis anodin, quand il avait obtenu gain de cause sur le principe de l'« extermination par le travail ».

Après la concession apparente faite à Neumann, Heydrich laissa la discussion revenir vers des questions pour lui beaucoup plus essentielles :

> Le secrétaire d'Etat, le Dr Bühler, remarqua qu'on saluerait, au Gouvernement général, le fait de commencer la solution finale dans le Gouvernement général, car le problème du transport n'y ajouterait pas de difficultés supplémentaires, et des raisons de mobilisation pour le travail ne viendraient pas y entraver le déroulement de l'action. Il faudrait éloigner aussi vite que possible les Juifs des territoires du Gouvernement général, car le Juif, porteur d'épidémies, y représentait un danger particulièrement éminent, et apportait en outre, par ses trafics continus, le désordre dans la structure économique du pays. Sur les 2,5 millions de Juifs concernés, la majorité était par ailleurs inapte au travail.

Chaque mot de cette retranscription de l'intervention de Bühler, représentant de Frank, doit être analysé et placé en perspective des déclarations de Frank le 16 décembre à Cracovie. Dans le cadre d'une réunion de coordination, Bühler souhaitait faire entériner ce qui avait été dit à Frank lors de son séjour à Berlin du mois de décembre. Bühler parlait, en langage codé mais compréhensible par chacun des participants, de la mise à mort des Juifs du Gouvernement

général. Comme dans l'Ostland, il n'y avait ni « problème de transport » ni nécessité de mettre les Juifs au travail. On n'allait pas transporter des porteurs d'épidémies. Et il n'était pas possible de tolérer plus longtemps des trafiquants sur le territoire du Gouvernement général.

Le représentant du Gouvernement général s'exprimait dans le langage commun à tous les interlocuteurs assis autour de la table. Il parlait d'« évacuation » mais, comme il n'y avait pas de territoire où évacuer immédiatement les Juifs, il ne faisait que mettre les non-initiés un peu plus sur la voie de ce qui se mettait en place en Pologne. Lorsqu'il soulignait que la majorité des Juifs concernés par la « solution finale » en Pologne étaient « inaptes au travail », il mettait ses auditeurs encore plus sur la piste, d'autant qu'il soulignait un point sur lequel le « plan Heydrich » ou l'exposé que le chef du RSHA avait tiré de son plan se gardaient d'insister. Il est intéressant qu'Eichmann et Heydrich aient laissé dans le compte rendu final tant de détails qui allaient bien au-delà du plan présenté en première partie.

Ce paragraphe en dit plus long que tous les autres sur les intentions de Himmler et Heydrich en organisant la réunion. Il fallait :

– susciter un consensus sur le projet d'« extermination par le travail » auquel Heydrich avait travaillé depuis l'hiver 1940-1941 ;

– faire passer, en outre, « en contrebande », le génocide des Juifs soviétiques tel qu'il se déroulait réellement ;

– affirmer l'autorité du chef du RSHA sur le processus de déportation des Juifs du Reich – elle venait d'être obtenue grâce à des concessions de pure forme ;

– enfin, et c'était le rôle de Bühler dans la réunion, préparer les esprits à des accélérations locales du processus génocidaire[1226].

Au moment de Wannsee, Chełmno avait commencé à

fonctionner ; Bełzec était en construction ; on pensait à établir des appareils d'extermination à Minsk, Riga, Lemberg, Auschwitz. Ce que Heydrich ne voulait pas dire ouvertement, Bühler s'était chargé de le dire. L'interprétation fonctionnaliste consisterait à souligner la radicalisation dont Bühler était porteur dans le cadre fixé par Berlin. Mais la forme du procès-verbal témoigne plutôt de la capacité de Heydrich à rassembler autour d'une même table des individus plus ou moins impliqués dans la radicalisation de la persécution des Juifs et à entraîner les moins radicaux à suivre les plus radicaux.

Si l'on réfléchit en termes fonctionnalistes, ce sera en outre pour souligner combien était important le pacte scellé entre Himmler et Hans Frank, enfin tombés d'accord en matière de sort à réserver aux Juifs du Gouvernement général. Frank avait fini par reconnaître l'autorité de la Sipo parce que celle-ci était prête à organiser l'« évacuation » des Juifs immédiatement. C'est un accord sur la radicalisation des politiques qui avait mis fin aux rivalités :

> Le secrétaire d'Etat, le Dr Bühler, poursuivit en constatant que la solution de la question juive dans le Gouvernement général relevait de la compétence du chef de la Police de sécurité et du SD, et que ces efforts devaient être soutenus par les autorités du Gouvernement général. Il n'avait qu'un seul souhait : que la question juive soit réglée sur ce territoire le plus vite possible.

Le procès-verbal étant une fabrication, il est difficile de savoir jusqu'où sont allées les discussions. Les auteurs du texte nous expliquent :

> En conclusion, les différentes résolutions furent discutées [et] en ressortit, tant du côté du Gauleiter, le Dr Meyer, que de celui du secrétaire d'Etat, le Dr Bühler, qu'on était d'avis qu'il fallait mener immédiatement, dans les territoires en question, certains travaux préparatoires au déroulement de la solution finale, en évitant cependant de provoquer l'inquiétude de la population.

Les formules sont vagues et ambiguës à souhait. Que signifient les « territoires en question » : ceux d'où les Juifs seront déportés ou ceux où ils seront déportés ? C'est sans doute la seconde réponse qui est la bonne car Meyer, représentant de Rosenberg, et Bühler, représentant de Frank, sont concernés par la destination des convois de déportés. Ajoutons qu'aussi bien Rosenberg que Frank étaient au courant, dans le moindre détail, de l'accélération du génocide. Mais que signifient exactement les « travaux préparatoires » ? L'édification de centres d'anéantissement des « inaptes au travail » auprès des camps de concentration alors envisagés pour les Juifs ? Ce serait dans la logique d'une conférence qui se déroule à un moment où lesdits « travaux préparatoires » (« solutions transitoires ») occupent de plus en plus le devant de la scène, reléguant l'idée d'une « solution finale » par la déportation vers l'Union soviétique au rang des projets abandonnés.

Eichmann a indiqué, lors de son procès, qu'on avait parlé à Wannsee des méthodes de tuerie[1227] ; mais sa ligne de défense n'était-elle pas d'établir qu'il avait, à cette occasion, « reçu des ordres » qu'il avait ensuite exécutés par pure obéissance ? On peut cependant le croire sur ce point. Dans l'esprit de Himmler et Heydrich, la guerre pouvait encore être gagnée et le projet de déportation globale pourrait être mis en route. Mais, en attendant, si les « ghettos de transit » devaient se transformer en points d'arrivée des convois, il n'y aurait pas d'autre solution que de tuer les Juifs sur place. Bühler donnait la voie à suivre au lecteur du procès-verbal : on déclarerait tous les Juifs, ou la plupart d'entre eux, « inaptes au travail ». Ce que le procès-verbal ne peut pas fixer par écrit, c'est qu'ils seraient alors soumis au judéocide par balles ou aux procédés améliorés de T4. Mais, dans tous les cas, Bühler l'avait accepté d'avance, ce serait le RSHA qui procéderait à l'organisation des assassinats.

Après que la possibilité d'intensifications locales du judéocide avait été introduite dans la discussion et apparemment assez longuement discutée, Meyer se rangeant du côté de Heydrich moins ostensiblement mais tout aussi réellement que Bühler, Heydrich put obtenir ce pour quoi il avait convoqué la réunion : « En mettant un terme à la réunion, le chef de la Police de sécurité et du SD demanda aux participants de lui accorder tout leur soutien dans l'exécution des tâches décidées. »

Et, d'après le témoignage d'Eichmann, Heydrich, Müller et lui-même burent un cognac pour fêter la réussite de la réunion quand les autres participants furent partis[1228].

A Wannsee, l'enjeu était avant tout de faire accepter par le personnel de l'Etat :

1. Le génocide, tel que Hitler le suggérait – même s'il était présenté dans les termes d'un plan plus ancien.

2. L'autorité suprême de la SS sur le processus.

Ces deux objectifs furent atteints : « Personne n'a protesté contre l'intention d'exterminer aussi les Juifs en Allemagne et en Europe occidentale. Pour parler en langage administratif : aucune objection n'a été émise. C'est ce que reflète indirectement le compte rendu de la conférence, car il ne mentionne aucune objection, alors qu'il évoque des contestations et des divergences d'opinion sur d'autres points en discussion. Il était théoriquement possible que les représentants d'institutions d'Etat émettent des objections – non pour des raisons morales, mais politiques – malgré l'annonce de la décision de Hitler le 12 décembre. Ils ne le font pas. Luther et Bühler acquiescent, Kritzinger et Freisler se taisent, et Stuckart se limite à émettre des réserves sur la question des "Mischlinge"[1229]. »

Dans les heures qui suivirent la conférence de Wannsee, Reinhard Heydrich signa une liste de propositions pour la croix du mérite de guerre de 2e classe sur laquelle figuraient en

particulier Paul Blobel, chef du Sonderkommando 4a, responsable du massacre de Babi-Yar ; différents membres d'Einsatzkommandos ; Albert Widmann, qui avait effectué les essais de mise à mort par le gaz à Moghilev en Biélorussie, site encore envisagé, à cette époque, d'un camp de travail et d'anéantissement ; trois autres fonctionnaires du service II D3a du RSHA, chargé des camions à gaz[1230]. Deux des participants à la conférence de Wannsee firent par ailleurs partie des promotions au sein de la SS du 30 janvier 1942 : Klopfer fut nommé Brigadeführer et Stuckart Gruppenführer[1231].

VIII.

Il reste un point à aborder pour comprendre complètement ce qui s'est passé à Wannsee. Comment Himmler et Heydrich pouvaient-ils trouver plus qu'une raison tactique à la présentation d'un plan d'« extermination par le travail » vu que par ailleurs le document montrait que l'on acceptait la perspective de la mise à mort immédiate dans le Gouvernement général ? N'était-ce pas un détour et rien de plus ? Comment comprendre que Himmler ait cru lui-même au plan présenté par Heydrich et affirmé son efficacité économique pour la SS ? La réponse est donnée dans un document datant du 27 avril 1942, rédigé par Erhard Wetzel, un collaborateur de Rosenberg[1232].

Dès le mois de novembre 1941, donc en même temps qu'il préparait la conférence de Wannsee, Heydrich avait chargé le III^{e} bureau du RSHA – en pratique Hans Ehlich, comme fin 1939 – de rédiger un « Plan général pour l'Est ». Le document a été perdu mais Wetzel en livre une longue analyse, qui suit le plan du texte d'Ehlich et en cite de larges extraits. L'introduction montre la puissance que Heydrich avait acquise après la conférence de Wannsee :

> Dès novembre 1941, j'ai su que le Reichssicherheitshauptamt travaillait à une planification générale pour l'Est. Le spécialiste de ces questions au Reichssicherheitshauptamt, le Standartenführer Ehlich, me mentionna dès cette époque le chiffre envisagé dans le plan de 31 millions d'individus de race étrangère. Le Reichssicherheitshauptamt donne le ton [federführend, même mot que dans le procès-verbal de Wannsee à propos de Himmler] sur ce sujet parmi les bureaux du Reichsführer SS et il a aujourd'hui la position la plus établie parmi tous ceux-ci. Le Reichssicherheitshauptamt semble agir aussi comme Reichskommissar für die Festigung des deutschen Volkstums, à ce qu'on me dit à la SS.

Wetzel semblait ne pas savoir que les liens entre RSHA et RFKdV remontaient à la création des deux institutions mais son point de vue n'en était que plus intéressant pour voir ce qu'avait signifié la conférence de Wannsee. Pourtant, Wetzel, dans la mesure où il critiquait le plan qu'il avait sous les yeux, montrait qu'il entrevoyait, mais n'osait pas aller jusqu'au bout de la logique de Heydrich.

Dans le texte de Wetzel, nous apprenons qu'au moment où l'on préparait la conférence de Wannsee, le RSHA prévoyait par ailleurs un mouvement de colonisation sur trente ans de l'Europe orientale et de l'Union soviétique conquise : les régions de Novgorod, Pskov et Leningrad ; le coude du Dniepr ; la Tauride et la Crimée seraient les régions les plus avancées colonisées par des Allemands. Le plan envisageait une première vague de colons, aussitôt après la fin de la guerre : 110 000 volontaires ; 20 000 germanophones qui n'avaient pas pu être relogés en Pologne et 100 000 familles de germanophones de Russie. 40 000 à 50 000 familles suivraient dans les dix premières années ; 20 000 à 30 000 familles dans les vingt années suivantes. En tout, calculaient les experts du RSHA, 10 millions d'Allemands ou de Volksdeutsche coloniseraient l'espace vital. Pour cela, entre 31 millions et 45 millions de non-Allemands devaient être transplantés, dont les Juifs des régions concernées. Il était

prévu de les envoyer en Sibérie occidentale. Quinze millions de personnes environ resteraient sur place et serviraient pour la plupart de force de travail. Seule une minorité était germanisable. C'était l'application à l'ensemble de l'Europe du Centre et de l'Est du projet esquissé pour la seule Bohême-Moravie par Heydrich dans son discours du 2 octobre à Prague[1233].

Constatant que le RSHA envisageait de déporter 80 à 85 % des Polonais, 75 % des Biélorusses, 65 % des Ukrainiens vers la Sibérie occidentale, Wetzel insistait sur le caractère irréalisable d'un telle déportation. Il soulignait que non seulement c'était matériellement difficile mais qu'en plus on contribuerait à créer une masse de révoltés, prêts à déferler à nouveau sur l'Europe centrale et sur l'Allemagne à la première occasion. De même, il s'étonnait de constater que, dans le plan en question, il n'était jamais question des Russes, pourtant la population la plus nombreuse de l'espace à coloniser.

Wetzel ne mettait pas en cause les principes du plan du RSHA mais l'irréalisme ou les inexactitudes d'un certain nombre de propositions. Par exemple, il reprochait aux experts de Heydrich de ne pas avoir établi des critères suffisamment rigoureux pour savoir qui était « germanisable » et, surtout, de donner des chiffres avant d'être allés étudier les populations sur le terrain. Un raciste acharné critiquait d'autres racistes, à qui il reprochait d'être trop activistes, mais dont il partageait le racisme exterminateur. Wetzel avait pris parti, au nom du ministère des Territoires de l'Est, dès le 25 octobre 1941 pour inclure les Juifs allemands dans la mise à mort des « inaptes au travail » et recommandé à Lohse l'utilisation des « méthodes de Brack » à Minsk et à Riga, facilitant très certainement le travail de Heydrich à la conférence de Wannsee[1234].

Soudain, au milieu de son analyse, Wetzel écrivait, à propos de l'impossible déportation, à ses yeux, de 20 millions

de Polonais :

> Que l'on ne puisse pas liquider la question polonaise au sens de liquider les Polonais comme on le fait pour les Juifs devrait être évident. Une telle solution de la question polonaise pèserait très lourd, dans l'avenir, sur le peuple allemand et nous coûterait toutes les sympathies, d'autant plus que les peuples voisins pourraient s'attendre à connaître le même traitement[1235].

Un doute avait traversé l'esprit du collaborateur de Rosenberg mais il l'expulsait aussitôt : tout ce que prônaient les experts du RSHA n'aboutissait-il pas à généraliser les méthodes du judéocide ?

Wetzel mettait le doigt sur un point essentiel, dont l'identification nous permet de compléter le commentaire du procès-verbal de la conférence de Wannsee. L'étape ultime de la « solution finale » dont parlait Heydrich restait très floue. Tantôt il parlait d'une déportation généralisée le plus loin possible vers l'Est, tantôt il mettait l'accent sur l'extermination par le travail. A Goebbels il avait parlé, unissant les deux motifs, de mettre les Juifs dans les camps du Goulag mais, comme Wetzel le faisait ressortir à propos d'autres groupes de populations, une déportation massive très loin vers l'Est était quasi impossible à organiser. Effectivement on sent bien, dans la présentation des choses que fait Heydrich, que les camps d'extermination par le travail seraient plus probablement installés là où les Allemands en avaient besoin pour la « mise en valeur de l'espace conquis ». L'« Est », ce n'était pas une terre lointaine de déportation, c'était une terre de colonisation dont on faisait partir les « indésirables » ; mais, si leur déportation au loin était impossible « par manque d'infrastructures et de moyens financiers », alors cela signifiait que l'extermination par le travail se passerait éventuellement sur place, au cœur de l'Europe.

Les critiques adressées par Wetzel au plan du RSHA nous aident à comprendre que ce n'est pas seulement la

prolongation de la guerre qui mena au judéocide immédiat. Les contradictions internes au projet des SS débouchaient sur la substitution de l'extermination par le travail dans un espace relativement proche – qui impliquait la mise à mort immédiate des « inaptes au travail » – aux projets de déportation lointaine.

C'était déjà ce qu'avait signifié le dirigeant du secteur du SD de Posen, Rolf-Heinz Höppner, lorsqu'il avait demandé à Eichmann, dans un courrier du 3 septembre 1941, si, concernant les Juifs et les autres populations qui seraient déportés en Union soviétique, on avait l'intention de « leur assurer les moyens de vivre encore un certain temps ou bien s'ils devaient être complètement éliminés ». Si l'on les destinait à survivre, il fallait en prendre les moyens[1236]. C'était le même Höppner qui avait proposé, en juillet 1941, de tuer les Juifs en Pologne[1237]. Heydrich lui-même avait, à Prague le 10 octobre 1941, esquissé une « solution finale de la question juive en Bohême-Moravie » où les éléments récalcitrants seraient envoyés aux Einsatzgruppen en URSS et les autres Juifs tchèques seraient mis dans des camps installés dans le pays, camps de travail et de « subsistance » (en fait mouroirs) à la fois, où ils seraient « fortement décimés » avant d'être déportés plus loin vers l'Est. De fait, Theresienstadt est devenu un camp de la mort lente et la plupart des Juifs tchèques ont été déportés vers les centres d'extermination polonais.

Même sans la prolongation de la guerre, le plan d'extermination par le travail se serait imposé. Et ce qui effrayait Wetzel, au point de lui faire jeter un voile pudique sur ce qu'il venait d'entrevoir, c'était que la même logique pourrait se déployer pour toutes les autres populations non germanisables. Du point de la vue de la SS au contraire, il était inévitable qu'une telle logique se déployât. La planification concernant les autres races inférieures ne faisait que

commencer et elle entretenait encore l'idée d'une déportation lointaine ; si, pour un malheur encore plus grand de l'Europe, elle avait été mise en route après l'extermination des Juifs, elle aurait débouché sur l'extension de l'extermination par le travail aux Polonais, aux Ukrainiens, aux Biélorusses. D'ailleurs, les Juifs faisaient partie des déportés dans le Plan général pour l'Est du RSHA. Or on sait ce qu'il avait été dit de leur sort à Wannsee.

Nous avons à présent la réponse à la question que nous posions. La raison pour laquelle la SS pouvait envisager de développer un empire économique sur la notion d'extermination par le travail était qu'elle disposait d'une main-d'œuvre apparemment inépuisable. Wetzel avait raison de remarquer l'absence des Russes du projet du RSHA : ceux qui n'auraient pas été victimes du plan de famine serviraient aussi à l'extermination par le travail. Les hommes du RSHA n'en avaient peut-être pas encore pleinement conscience mais telle serait bien la conséquence de leur planification.

La conférence de Wannsee avait donc fait apparaître la partie immergée de l'iceberg. La dynamique du racisme nazi déboucherait, si elle n'était pas arrêtée, sur la multiplication des génocides. Le génocide des Juifs était un génocide fondateur. Il créerait un précédent. Le RSHA ne planifiait pas seulement la mise à mort de 11 millions de Juifs européens mais de plusieurs dizaines de millions d'autres Européens. Et Heydrich, son discours du 2 octobre à Prague l'avait montré, était l'un des personnages les plus désireux de traduire en actes le cauchemar nazi sur le continent.

18
« Certains travaux préparatoires au déroulement de la solution finale »

La mise en place des camps d'anéantissement par Himmler et Heydrich

I.

Heydrich attendit vingt-quatre heures pour appeler Himmler au téléphone et tirer le premier bilan de la conférence de Wannsee[1238]. Le résultat, selon lui, dépassait ce qu'attendaient le Reichsführer SS et son principal adjoint. A la différence de ce qui s'était passé deux mois plus tôt, Himmler avait les mains libres lorsqu'il expliqua à Jeckeln, le 25 janvier, qu'il ne savait pas encore comment exterminer les Juifs allemands qui allaient désormais être déportés à Riga[1239].

Le 25 janvier 1942, le Führer se lança, au cours du déjeuner, en présence de Himmler et de Lammers, dans une longue diatribe, en quelque sorte son commentaire de la conférence. Il présentait l'anéantissement des Juifs comme nécessaire à l'échelle du continent, pour assurer la domination allemande sur celui-ci : « Il faut agir radicalement. Quand on

arrache une dent, on l'arrache d'un coup et la douleur ne tarde pas à disparaître. Le Juif doit décamper d'Europe. Sinon, aucune entente ne sera possible entre Européens. C'est le Juif qui empêche tout. » Hitler offrait ensuite un condensé de la manière dont il avait procédé depuis le 30 janvier 1933 : « Moi je me borne à leur dire qu'ils doivent s'en aller. S'ils cassent leur pipe en route, je n'y puis rien. Mais s'ils refusent de partir volontairement, je ne vois pas d'autre solution que l'anéantissement [c'est nous qui soulignons]. »

A cette alternative succédait l'anéantissement puisque celui-ci avait été décidé – et on se souvient que Hitler ne parlait qu'après coup des décisions prises. A présent, il avouait la mise à mort des Juifs selon une référence que tous ses interlocuteurs pouvaient comprendre :

> Pourquoi considérerais-je un Juif avec d'autres yeux que si c'était un prisonnier russe ? Dans les camps de prisonniers, nombreux sont ceux qui meurent. Ce n'est pas ma faute. Je n'ai voulu ni la guerre ni les camps de prisonniers. Pourquoi le Juif a-t-il fomenté cette guerre[1240] ?

Le même jour, en fin d'après-midi, Himmler s'entretint avec Heydrich de l'utilisation de la main-d'œuvre juive déportée d'Allemagne dans les camps de concentration[1241]. Et, le lendemain, il écrivit à Glücks, comme nous l'avons déjà mentionné, pour lui annoncer l'arrivée de 150 000 détenus juifs pour les camps de concentration[1242].

Les propos de Hitler et les interventions de Himmler le confirment : la conférence de Wannsee avait fait reconnaître la possibilité de mettre en place deux méthodes d'extermination : la mise à mort immédiate, y compris pour les Juifs allemands ; l'extermination par le travail, qui permettrait à la SS de construire un empire économique dans la future colonisation de l'Est. Dans l'esprit de Himmler, la conférence de Wannsee avait assuré définitivement l'autorité

de la SS sur la question juive. Il avait désormais, comme Reichsführer SS, un droit de vie et de mort absolu sur les déportés juifs. Il pouvait se permettre d'affecter, au centre ou à l'est de l'Europe, un certain nombre de Juifs au travail forcé.

Le 27 janvier, Himmler rencontrait Keitel au quartier général du Führer et entamait des négociations pour nommer un HSSPF en France ; jusque-là, les relations entre la SS et la Wehrmacht avaient été tendues concernant le rôle des hommes de Himmler dans la France occupée ; quand cette création aurait été entérinée, le Reichsführer SS et le chef du RSHA allaient être en mesure de diriger officiellement la déportation des Juifs dans le cadre de la « solution finale »[1243]. La négociation fut cependant plus difficile que prévu – était-ce lié au fait que la Wehrmacht n'avait pas eu de représentant invité à Wannsee, sinon par l'intermédiaire du Plan de quatre ans ? Il faudrait plus d'un mois pour que la négociation aboutisse et deux mois pour que les premiers convois de déportés français puissent effectivement être acheminés vers Auschwitz

Néanmoins, toutes les décisions avaient été globalement entérinées à Wannsee. Le 30 janvier 1942, Hitler prenait la parole au Palais des sports de Berlin[1244] :

> Nous sommes au clair, concernant le fait que la guerre ne peut se terminer sans que le peuple aryen ait été extirpé ou que la race juive ait disparu d'Europe. J'ai déjà parlé, le 1er septembre 1939, devant le Reichstag – et je me garderai des prophéties prématurées –, du fait que cette guerre ne finirait pas comme se le représentent les Juifs, c'est-à-dire par l'extirpation des peuples européens aryens, mais que le résultat de cette guerre serait l'anéantissement de la race juive. [...]
>
> Et plus s'étendent ces combats, plus s'étendra l'antisémitisme – la juiverie mondiale doit se le tenir pour dit. L'antisémitisme trouvera à s'alimenter dans chaque camp de prisonniers, dans chaque famille qui est éclairée sur la raison pour laquelle elle doit finalement offrir son sacrifice. Et l'heure viendra où l'ennemi mondial le plus maléfique de tous les temps aura fini de jouer son rôle pour au moins un millier

d'années.

Trois ans seulement avaient passé depuis la « prophétie » d u Reichstag. Pour Hitler, qui la datait toujours du 1er septembre, c'était d'ailleurs deux ans et demi. Hitler disait qu'il se gardait de parler trop vite et donc il voulait que l'on accorde tout son poids à ce qu'il annonçait : la disparition totale des Juifs d'Europe était certaine.

La guerre était devenue mondiale, comme Hitler l'avait toujours envisagé, sinon souhaité. Et le reste du monde n'avait rien fait, quand il était encore temps, pour faire sortir les Juifs du piège nazi avant d'affronter militairement le IIIe Reich.

II.

Maintenant que son autorité sur le processus était reconnue, Heydrich s'appliquait à le faire savoir. Le 25 janvier, il envoya plusieurs lettres accompagnées de la photocopie du mandat de Göring daté du 31 juillet 1941[1245]. Le lendemain, il envoyait le procès-verbal de la conférence de Wannsee en 30 exemplaires, sans que l'on puisse connaître la liste des destinataires autres que les participants. On peut supposer que Hitler (par l'intermédiaire de Bormann ou de Bouhler), Himmler, Göring, Keitel reçurent un exemplaire de ce texte, dont la lettre accompagnant l'exemplaire envoyé à Luther indiquait clairement qu'il fallait le lire dans le sens de l'« élimination ».

Les participants à la conférence adhéraient à l'ensemble du procès-verbal et les archives qui ont subsisté nous confirment que le document, pour reprendre l'expression de Peter Longerich, livrait un instantané de « situation intermédiaire[1246] » dans le déploiement du génocide. Le 16 février 1942, Martin Luther faisait, à la demande du RSHA, la proposition au gouvernement slovaque d'envoyer 20 000

jeunes gens juifs pour le « travail à l'Est[1247] ». Le même homme s'´était adressé à Müller, le 6 février, pour lui transmettre une lettre anonyme adressée au ministère des Affaires étrangères qui dénonçait les gazages de Chełmno[1248]. Le 3 mars 1942 encore, Bühler, qui avait prôné à mots à peine couverts l'extermination des Juifs dans le Gouvernement général, prévoyait d'installer un « camp de transit » dans la région de Lublin[1249]. Le lendemain, l'administration du ghetto de Litzmannstadt publiait un rapport sur la détérioration de la santé des Juifs du ghetto et l'insuffisance des rations alimentaires si l'on voulait que les Juifs restent capables de travailler[1250].

Le 4 février 1942, Heydrich tint un discours à Prague devant les responsables de l'administration du Protectorat, le même auditoire, donc, que lors de son allocution du 2 octobre, dans lequel il déclarait :

> Nous pourrions peut-être, en ce qui concerne [les Tchèques qui ne sont pas] germanisables, profiter de ce que nous aurons accès à l'espace de la mer Blanche – nous y reprendrons à notre compte les camps de concentration des Russes, où se trouvent, d'après nos informations actuelles, de 15 à 20 millions de détenus, ce qui en fait l'endroit idéal pour y réinstaller les 11 millions de Juifs européens – profiter donc de cette occasion pour y envoyer les Tchèques qui ne sont pas germanisables et leur donner l'occasion d'accomplir quelque chose de positif, au service de la germanité, en leur donnant l'occasion d'être des gardiens, des pionniers dans cette région, avec la possibilité, pour leurs familles, de les y suivre. [...] Mais ce sont des problèmes qui doivent encore être discutés et clarifiés[1251].

Au moment où le RSHA élaborait son Plan général pour l'Est, Heydrich, qui pensait que 40 à 60 % des Tchèques n'étaient pas germanisables, prenait donc apparemment au sérieux le projet de déportation vers le Goulag. En même temps, il était le mieux placé pour savoir que tous les Juifs européens ne seraient pas déportés vers le nord de l'ancienne Union soviétique et que des centaines de milliers d'entre eux

avaient déjà été assassinés. Voilà le cas où l'on peut parler, avec Martin Broszat, d'une utopie mobilisatrice : il ne faut exclure ni la manipulation de son auditoire, qui était ainsi initié, grossièrement, aux principes fixés à Wannsee, ni l'autosuggestion d'un homme qui se dissimulait partiellement la réalité du processus monstrueux qu'il coordonnait. A la même époque Heydrich vantait à sa femme, comme il l'avait fait devant l'administration allemande d'occupation dans le Protectorat concernant les futurs déportés tchèques, les bienfaits du Grand Nord ou de la Sibérie pour les Juifs[1252].

Himmler semble être entré dans la même logique que Heydrich et il avait rédigé un projet pour le Führer, apparemment à partir de rapports que lui avaient rédigés des Einsatzgruppen[1253]. Le 17 février, il s'entretint avec Hitler sur le sujet. A la même époque, à l'état-major du Commissariat pour le Renforcement de la race allemande, on étudiait, conformément au rapport que le RSHA était en train de rédiger, les avantages de la Sibérie occidentale[1254]. Le 21 février 1942, le RSHA envoyait à l'état-major de Himmler une analyse détaillée sur l'état du réseau ferré en Union soviétique[1255].

La future solution de la « question tchèque » passait par les mêmes étapes que les plans successifs qui avaient accompagné la « question juive ». On en était simplement beaucoup plus tôt dans le processus. On imaginait des « déportations heureuses ». Mais Heydrich taisait devant l'administration du Protectorat l'extermination par le travail qui se serait déroulée dans les camps où les Tchèques non germanisables auraient exercé, si on l'en croyait, des petits métiers.

En attendant, l'absence de perspective certaine concernant un territoire de déportation n'empêchait pas le Reichsführer SS et le chef du RSHA de faire avancer les négociations avec les autres pays d'Europe pour organiser la

déportation des Juifs dans le cadre de la « solution finale ». Le 12 février 1942, Himmler s'entretenait avec le maréchal Antonescu du problème posé par la politique roumaine consistant à expulser les Roumains regroupés et déportés vers la zone allemande d'occupation de l'Ukraine[1256]. Les Roumains, comme les Hongrois à l'été précédent, avaient entrepris d'expulser vers la zone allemande d'occupation les longues colonnes de Juifs qu'ils avaient regroupés et fait converger vers la Transnistrie. Les autorités allemandes avaient, à la fin 1941, bloqué les convois ou les avaient forcés à rebrousser chemin.

En Transnistrie, les Volksdeutsche avaient été encouragés par l'Einsatzgruppe D à massacrer les Juifs que les Roumains dispersaient par petits groupes dans les localités. Lorsque les Juifs avaient été regroupés, comme à Bogdanivka, des épidémies s'étaient déclarées, peu avant Noël 1941, et des unités de Volksdeutsche et de gendarmes roumains avaient massacré environ 50 000 personnes en dix jours. Après la conférence de Wannsee, la donne avait changé. Les Allemands étaient prêts à recevoir des convois de déportés – pour les massacrer ou les affecter provisoirement au travail forcé ; mais Himmler tomba d'accord avec Antonescu que tout convoi devait avoir été préalablement accepté par le ministère des Affaires étrangères allemand.

Dès le 20 février, le ministère des Affaires étrangères avait transmis à Heydrich la nouvelle que le gouvernement slovaque avait accepté avec empressement la demande faite quelques jours plus tôt de fournir 20 000 travailleurs juifs slovaques et avait même suggéré que les travailleurs fussent déportés avec leurs familles. Dans un premier temps, le RSHA refusa cette perspective, faute de place dans les ghettos et les camps de la région de Lublin où les détenus devaient être accueillis[1257]. A cette époque, Bełzec n'était envisagé que comme l'une des composantes du système des camps mis sur

pied par Globocnik au service de la colonisation allemande qui devait avoir lieu dans la région de Lublin[1258].

A la même époque, la préparation de la déportation en France connut une accélération. Le 16 février 1942, Kurt Lischka s'était opposé à ce que des détenus juifs du camp de Compiègne soient relâchés[1259]. Ceux qui étaient « inaptes au travail » devaient être envoyés à Drancy. Lischka ajoutait qu'il s'agissait essentiellement d'intellectuels ou d'individus ayant eu des responsabilités économiques importantes. Ceux qui ne seraient pas mis à Drancy devaient être envoyés à l'Est pour le « travail forcé ». Le 22 février 1942, Dannecker, se réclamant du mandat attribué le 31 juillet par Göring à Heydrich, qui avait fait de ce dernier en pratique un « commissaire aux Juifs pour l'Europe » (Judenkomissar für Europa), faisait un bilan de la politique antijuive en France et se réjouissait de la collaboration, laquelle avait permis de disposer d'un fichier juif qui avait facilité, et continuerait à simplifier, la préparation des arrestations[1260]. Mais il manquait un cadre définitif qui rendît incontestée l'autorité du RSHA sur le processus.

Himmler et Heydrich avaient continué à négocier avec l'OKW pour l'installation d'un HSSPF en France et en Belgique. Les négociations achoppaient parce que Himmler voulait avoir un droit de décision concernant les mesures de représailles contre les actes de résistance. L'installation d'un HSSPF en France fut finalement imposée par Hitler le 9 mars 1942[1261]. On était en plein dans l'harmonisation que Heydrich avait réclamée à Wannsee. Il fallait mettre la France et la Belgique au niveau des territoires de l'Est où il y avait des HSSPF. Vers la mi-mars, Eichmann et Rademacher se mettaient d'accord sur la déportation de 6 000 Juifs (le chiffre avait été fixé par Heydrich pour l'année 1942) de France vers Auschwitz[1262], et le premier convoi de déportés, de 1 150 personnes, partait le 27 mars 1942[1263].

III.

La question de l'avenir du conflit mobilisait les énergies et ne pouvait avoir que des conséquences tragiques pour les Juifs d'Europe. Les papiers de Himmler nous révèlent qu'à la date du 15 février il avait noté, en préparant un entretien chez Hitler (en présence de Lammers, Keitel, Riecke et Rosenberg), qu'un collaborateur de ce dernier, Otto Bräutigam, avait déclaré que « la guerre à l'Est ne pouvait plus être gagnée par les armes »[1264]. Le 3 mars, le Reichsführer SS assistait à une projection du film Der grosse König, où il était montré que Frédéric II avait réussi à triompher d'une coalition d'ennemis supérieurs en nombre malgré la défaite de Kunersdorf[1265].

Ce sentiment accru de la précarité de la situation allemande coïncidait avec un énorme travail de planification des déportations accompli par Eichmann[1266], mandaté par Heydrich comme celui-ci avait été mandaté par Göring. Mais le travail de planification des camps de travail de la SS était embryonnaire par rapport à l'état d'avancement des déportations ; et, donc, ce n'est pas seulement le contexte de la guerre, c'est la dynamique propre à la SS qui orientait les déportés vers le judéocide plutôt que vers l'« extermination par le travail ». Le 6 mars 1942, Eichmann évoqua avec les principaux responsables de la Gestapo dans le Reich[1267] la déportation de 55 000 personnes. Il annonça aussi à l'occasion de cette réunion que Theresienstadt servirait de « camp de transit » pour les Juifs de l'Altreich. Le 14 avril, Eichmann déclarait que, « sur le territoire de l'ancien Reich, la question juive dans son ensemble n'était plus qu'une question de transport ».

De fait, au moment de la mort de Heydrich, début juin, environ 45 convois comprenant en moyenne 1 000 déportés étaient, depuis le début mars, partis d'Allemagne, de Vienne ou de Theresienstadt vers les « ghettos de transit » de la

région de Lublin (Izbica, Piaski, Zamocs, Trawniki) ou, pour un petit nombre d'entre eux, vers Minsk. Dans le territoire d'Odilo Globocnik, quelques hommes « capables de travailler » étaient extraits des convois et envoyés à Majdanek ; mais, paradoxe, la SS ne disposait pas encore de l'infrastructure suffisante en camps de travail ni des tâches à distribuer aux travailleurs forcés ; c'était donc une infime minorité qui était « sélectionnée pour le travail ». Les autres déportés végétaient dans les ghettos de transit, en attendant d'être envoyés à la mort à Bełzec, quand ils avaient survécu à la première expérience[1268]. A Minsk aussi, les Juifs furent systématiquement assassinés, et de plus en plus rapidement après leur arrivée. Walter Hofmann, commandant de la Sipo et d u SD, annonça dès le 29 janvier 1942 que les exécutions systématiques de Juifs allemands « inaptes au travail » commenceraient au printemps, et le premier massacre de Juifs allemands eut lieu effectivement le 31 mars[1269]. A Riga, les conflits de la fin 1941 avaient disparu et des Juifs allemands furent fusillés ou gazés dans des camions, à partir de février, sous le prétexte qu'ils étaient « inaptes au travail »[1270]. A la fin de la période de Heydrich dans le Protectorat, Theresienstadt était devenu un immense « ghetto de transit »[1271].

Dès la fin mars, le gouvernement slovaque avait accepté de déporter les Juifs se trouvant sur son territoire. Les déportations commencèrent le 11 avril et durèrent environ trois semaines. Début juin, onze trains de déportés étaient arrivés à Auschwitz ; vingt-huit dans la région de Lublin. Lorsqu'il avait reçu la visite de Heydrich, le 10 avril 1942, ce dernier lui avait parlé de la déportation des Juifs slovaques comme d'une partie d'un programme de déportation d'« un demi-million de Juifs vers l'Est » ; il avait nommé le Protectorat, la France, la Belgique et les Pays-Bas. On était bien dans les coordonnées du procès-verbal de Wannsee, où l'Europe devait être « ratissée d'ouest en est[1272] ».

L'utilisation de la notion d'« évacuation vers l'Est » devenait de plus en plus une formule pour camoufler le meurtre immédiat. Au début du mois d'avril, Hitler lui-même en prit acte en indiquant que le projet, spécifiquement attribué par lui au Reichsführer SS, de déportation des Juifs vers l'ancien Goulag n'avait plus de sens[1273]. De façon significative, Hitler parlait de mettre les Juifs au travail dans le vaste « espace russe » dans l'industrie d'armement[1274]. Mais pour cela il aurait fallu, soit que la SS abandonne les Juifs à la Wehrmacht, ce qui était hors de question après Wannsee, soit qu'elle construise elle-même des sites de production, ce dont elle n'avait pas les moyens. Le sort le plus probable de la plupart des Juifs était donc la mort quasi immédiate.

La planification de la SS devait s'adapter à l'accélération de la politique antijuive qu'elle avait elle-même mise en place. Il n'était plus temps d'entrer dans des procédures complexes concernant les Mischlinge. Le 6 mars eut lieu la première réunion de coordination après Wannsee, destinée à régler les questions que la conférence avait laissées ouvertes, essentiellement celle de la stérilisation des Mischlinge[1275]. Ni la réunion du 6 mars ni celle qui eut lieu le 27 octobre (après la mort de Heydrich) ne débouchèrent sur un accord technique – on resta dans les coordonnées du débat de Wannsee[1276]. Hors d'Allemagne aussi, l'arrestation des Mischlinge en même temps que des Juifs posait beaucoup de problèmes pratiques. Theodor Dannecker eut beau, dès février 1942, vouloir faire avancer la cause du RSHA sur ce point à Paris, on dut constater que, dans 70 000 cas, la généalogie des individus ne permettait pas de conclure de façon formelle à leur ascendance juive. Il en alla de même aux Pays-Bas, où l'on renonça à déporter massivement des individus considérés comme Mischlinge[1277].

IV.

Les 9 et 10 mars 1942, Himmler se rendit en Biélorussie, successivement à Moghilev, où il avait envisagé, à l'automne, d'installer un camp de concentration et d'anéantissement pour les Juifs, puis à Minsk. Ensuite, le Reichsführer SS déjeuna, le 10 mars, avec Hitler et eut une réunion de travail dans l'après-midi avec le dictateur. Il est possible qu'Eichmann se soit trouvé à Minsk une semaine avant Himmler et qu'il ait assisté au massacre de 3 500 Juifs par la Sipo locale[1278]. La documentation n'est pas suffisante, mais il semble que le Reichsführer SS et le RSHA aient, à cette époque, encore envisagé de déporter massivement les Juifs vers la Biélorussie.

Les 13 et 14 mars, Himmler se rendit successivement à Cracovie pour rencontrer Hans Frank puis, à Lublin, Globocnik[1279]. A présent, les relations entre Himmler et Frank étaient devenues apparemment plus faciles. Le Reichsführer SS promit au gouverneur général que, dans le cadre de ce qui avait été envisagé à Wannsee, la moitié des Juifs vivant dans le Gouvernement général auraient été « évacués » à la fin de l'année 1942. Les relations entre les deux hommes se tendirent à nouveau lorsque Frank prit connaissance des plans d'installation de colons allemands dans l'est du Gouvernement général que développait Himmler, à cette époque, pour les « cinq années suivant la fin de la guerre ». Fondamentalement, l e Reichsführer SS n'avait pas changé de vision depuis l'automne 1939 : les déportations de Juifs étaient étroitement liées aux projets de colonisation de l'« espace vital ».

Dans l'immédiat, comme Hitler l'avait indiqué le 12 décembre 1941, il fallait faire « table rase ». Avant de quitter Cracovie, le 14 mars, et de se rendre à Lublin, Himmler s'entretint, avec le HSSPF Krüger et le BdS Schöngarth, vraisemblablement des actions d'assassinat des Juifs des ghettos de Lvov (Lemberg) et de Lublin, qui commencèrent le

jour même pour le premier et le 16 mars pour le second. Krüger accompagna Himmler chez Globocnik[1280]. Etant à Cracovie, Himmler aurait pu se rendre à Auschwitz, où se dérouleraient les premiers gazages systématiques. Mais ce dernier lien n'avait pas encore le rôle central qui lui serait attribué quelques mois plus tard.

Début mars 1942 toujours, le RSHA informa le Befehlshaber der Sicherheitspolizei à Belgrade de l'arrivée imminente d'un camion de gazage. A raison de 100 à 120 victimes par jour, 500 hommes et 7 000 femmes et enfants juifs qui avaient survécu à leur internement, depuis l'automne précédent, dans le camp de Sajmiste près de Belgrade, furent assassinés par une équipe du RSHA en deux mois environ. 90 % des Juifs du pays furent tués depuis avril 1941, la Serbie était presque judenfrei. Il est intéressant de noter que 1 000 Tsiganes furent assassinés en même temps mais qu'on ne s'attaqua plus par la suite, durant la guerre, aux 100 000 qui vivaient en Serbie[1281]. A la réunion des 14-15 janvier sur la question du travail forcé avait participé August Meyszner, que Himmler venait, à l'époque, de nommer HSSPF de Serbie[1282] ; deux mois plus tard, pourtant, le meurtre immédiat des Juifs avait priorité sur la notion d'« extermination par le travail ».

Dans son Journal, à la date du 27 mars 1942, Goebbels mentionnait que « contre les Juifs est utilisé un procédé barbare et qu'il n'est pas possible de décrire ici ; simplement, il ne reste pas grand-chose des Juifs après. On doit constater que 60 % d'entre eux doivent être liquidés tandis que 40 % seulement peuvent être mis au travail. [...] La prophétie que le Führer leur avait adressée concernant le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale commence à se réaliser de la manière la plus terrible qui soit. [...] Les Juifs nous anéantiraient si nous ne nous défendions pas. Il s'agit d'une lutte à mort entre la race aryenne et le bacille juif. Aucun autre gouvernement et aucun autre régime n'auraient la force

nécessaire à la résolution générale de cette question. Dans ce cas aussi le Führer est le précurseur et l'incitateur implacable d'une solution radicale réclamée par les circonstances et qui apparaît donc inévitable. Heureusement, nous avons pendant la guerre toute une série de moyens qui ne nous seraient pas permis en temps de paix. Nous devons en profiter[1283] ».

Le 16 avril[1284], Himmler évoqua avec Hitler le voyage qu'il s'apprêtait à faire dans le Warthegau puis à Varsovie sans que l'on puisse savoir s'il y fut question de la visite que Himmler s'apprêtait à faire à Chełmno[1285]. Le Reichsführer SS semble avoir procédé au printemps et au début de l'été 1942 comme il l'avait fait en Union soviétique durant l'été 1941. Il s'agissait de se rendre sur le terrain pour inciter à la mise en œuvre des décisions prises concernant l'anéantissement des Juifs se trouvant en Pologne. C'était en Union soviétique et en Pologne qu'allaient être déportés massivement les Juifs du Reich et du reste de l'Europe. Le massacre des Juifs soviétiques était désormais lancé sans que Himmler ni Heydrich n'aient plus besoin d'intervenir. Il fallait à présent mettre en place l'anéantissement systématique des Juifs se trouvant en Pologne : les Juifs polonais et Juifs du Reich ou du reste de l'Europe « inaptes au travail ».

Après avoir quitté Hitler, Himmler se rendit à Posen, où il rencontra le Gauleiter Greiser et le HSSPF Koppe et passa la fin d'après-midi et la soirée avec eux[1286]. L'agenda de Himmler ne nous dit pas s'ils se rendirent sur le site même du camp d'anéantissement de Chełmno le 17 au matin. En tout cas, le nom de Warthbrücken, point d'arrivée des convois de déportés, est mentionné, ainsi que celui du village de Redern, où étaient installés des colons allemands : 27 familles d'Allemands de Volhynie, qui avaient reçu chacune 28 hectares de terre à cultiver[1287].

Trois jours après la visite de Himmler dans le Warthegau, le 20 avril 1942 (pour l'anniversaire du Führer),

l'administration du ghetto de Łódź annonça un « déplacement de Juifs » en se réclamant d'un ordre donné par Himmler lors de son passage dans la région : tous les Juifs de la région de Łódź « capables de travailler » devaient être déportés dans le ghetto, lequel devait être probablement vidé des Juifs « incapables de travailler ». Les Juifs de la région « incapables de travailler » seraient eux aussi directement envoyés à Chełmno[1288].

Entre le 4 et le 15 mai, 10 000 Juifs qui avaient été déportés à l'automne précédent du Reich et de Bohême-Moravie furent assassinés par le gaz à Chełmno. La visite entreprise vers la mi-juin par Wilhelm Frick, le ministre de l'Intérieur, dont le programme comprit Warthbrücken et Redern comme celui de Himmler, signifiait, dans la lignée de la conférence de Wannsee, que le ministère de l'Intérieur s'était entièrement rallié au projet de « solution finale » mis en place par le RSHA[1289].

Après s'être rendu sur le site de colonisation allemande à proximité du centre d'anéantissement des Juifs de Chełmno, Himmler se dirigea vers Varsovie, pour en visiter le ghetto dans la soirée du 17 avril[1290]. D'après les informations recueillies par un officier juif britannique infiltré dans le ghetto à cette époque, le Reichsführer SS se plaignit de ce que « les Juifs ne disparaissaient pas suffisamment rapidement pour plaire au Führer. Himmler fixa alors une sorte d'ultimatum. [...] L'anéantissement souhaité de tous les Juifs devait être un fait à une date donnée connue des chefs aryens[1291] ». Himmler avait ordonné en plus de détruire toutes les organisations secrètes polonaises et de mettre à mort immédiatement les commerçants juifs, en particulier ceux pris à alimenter le marché noir. Dans la nuit qui suivit le passage de Himmler, la Gestapo fusilla 50 Juifs dans l'une des prisons de la ville. Puis elle déclencha une « action contre les communistes » qui servit de modèle à des opérations analogues déclenchées à la fin du

mois dans l'ensemble du Gouvernement général. Mais l'ordre le plus important donné par Himmler fut la construction du camp de Treblinka, dont les travaux commencèrent à la fin du mois d'avril[1292].

Deux jours plus tard, le 20 avril, lors d'une conversation téléphonique avec Heydrich, le Reichsführer SS dressait un bilan de son voyage dans le Warthegau et il précisait au chef du RSHA qu'il avait pris la décision que les Tsiganes du Gouvernement général ne seraient pas systématiquement exterminés comme les Juifs[1293].

On était à un moment où les nazis concentraient définitivement leur haine idéologique et renonçaient, au moins provisoirement, à mener jusqu'au bout d'autres massacres envisagés avant le 22 juin 1941 au même titre que celui des Juifs. De même, au mois de mai, Arthur Greiser et Himmler se mirent d'accord pour l'élimination de 35 000 malades polonais d u Warthegau par l'équipe des tueurs de Chełmno, mais seulement après qu'on aurait tué 100 000 Juifs[1294].

Ce qui avait changé par rapport à l'année 1941, c'est que la « question juive » devait être « résolue » durant la guerre tandis que l'on n'avait pas changé d'horizon pour d'autres politiques elles aussi idéologiquement déterminées. Au moment où il se rendait sur le terrain pour intensifier le massacre des Juifs polonais, Himmler se préoccupait toujours de l'après-guerre en commençant à planifier le retour dans le Reich des germanophones d'Amérique du Sud ou d'Australie, un domaine où le SD était impliqué aux côtés du RKFDV[1295].

V.

Entre le 25 et le 30 avril, il y eut, comme au début du mois, une série de rencontres prolongées entre Himmler et Heydrich[1296], suivies d'une visite de Himmler à Prague le 2 mai 1942. La décision la plus importante qui fut prise fut celle de

nommer Oberg HSSPF en France. Heydrich se rendit à Paris du 5 mai au 12 mai pour installer le nouvel homme fort de la SS dans la France occupée. Oberg avait été aide de camp de Heydrich entre 1933 et 1935. Oberg devait établir une bonne coopération avec la police collaboratrice, en particulier René Bousquet. Une entrevue avec celui-ci, le 6 mai, permit de poser les bases de la déportation des Juifs de France. Selon le principe de la « liberté prussienne » appliqué à l'infrastructure policière collaboratrice d'un pays qui fournissait un effort économique essentiel pour le Reich, Bousquet pouvait disposer d'une large autonomie, à condition qu'il promît de combattre les ennemis du Reich[1297].

Heydrich était là aussi pour préparer les déportations qui allaient suivre. Quatre convois d'à peu près 1 000 déportés chacun partirent pour Auschwitz en juin 1942. Le premier convoi de travailleurs forcés connut une mortalité de 78 % en dix semaines ; le deuxième, de 80 % en sept semaines et demi ; le troisième, de 45 % en sept semaines ; le quatrième, de 30 %[1298]. Dans les deux derniers cas, les déportés étaient plus jeunes et résistèrent mieux aux mauvais traitements qui leur furent infligés. Mais l'on voit ce que signifiait le projet d'extermination discuté à Wannsee. A Paris, où l'on était très informé sur l'état d'avancement de la « solution finale », Heydrich parla ouvertement, en petit comité, de ce qui avait été discuté le 20 janvier précédent, donnant même des détails sur les procédés de tuerie et se plaignant du « manque d'efficacité » des camions de gazage, auxquels, expliqua-t-il, il allait falloir substituer d'autres procédés. Il expliqua que, « comme pour les Juifs de Kiev », une condamnation à mort avait été prononcée « sur l'ensemble des Juifs européens. Aussi sur les Juifs de France, dont la déportation commence ces semaines-ci »[1299].

Deux jours après son retour à Prague, Heydrich était confronté à une recrudescence d'actes de résistance. Le

protecteur adjoint parlait, dans une lettre à Himmler, de la résistance en Bohême-Moravie, en France, dans les Pays-Bas et en Norvège comme si l'on avait affaire à un ennemi unique[1300]. Le chef du RSHA était incapable de penser autrement qu'en termes de conspiration et de complot. Bien entendu une telle thèse impliquait forcément « les Juifs ».

Le 23 mai, jour où Heydrich rencontra Himmler à Berlin pour mettre au point une politique coordonnée contre la résistance européenne[1301], avait lieu une réunion des Reichs- et Gauleiter, semblable à celle de décembre précédent. Dans son discours[1302], Hitler réitéra que la révolution ne pourrait jamais l'emporter en Allemagne si le national-socialisme savait se défendre. C'était répéter les formules de l'automne 1941. Il réitéra, à l'adresse de Himmler, une injonction de la fin de l'été précédent : « Si nous nous trouvions dans une situation tout à fait critique et si le danger existait que le Reich sombrât dans le chaos, son devoir serait de faire fusiller tous les criminels détenus dans les camps de concentration et non de les lâcher sur le peuple », comme cela avait été, selon Hitler, le cas en 1918.

Un épisode nous montre une application directe des principes hitlériens sur ce point. Le 18 mai 1942, un incendie s'était déclenché dans le bâtiment où se tenait une exposition de propagande intitulée « Le Paradis soviétique »[1303]. Sept Juifs et Mischlinge se trouvaient parmi les 22 personnes qui furent arrêtées. C'est un Mischling du premier degré, qui avait appartenu par le passé aux Jeunesses communistes allemandes, l'ouvrier Herbert Baum, qui fut désigné comme responsable de l'attentat. Un « groupe Baum » fut inventé. Le 27 mai, comme s'il s'agissait d'appliquer à la lettre l'instruction donnée par Hitler à Himmler, 154 hommes juifs furent arrêtés et déportés à Sachsenhausen pour y être fusillés en même temps que 96 détenus du camp. Leurs familles furent déportées en juin à Theresienstadt. Les 29 et 30 mai, 250

autres Juifs berlinois furent envoyés à Sachsenhausen.

On ne peut pas imaginer d'épisode plus révélateur du retour vers le centre du Reich de la radicalisation de la « question juive » qui s'était produite à la périphérie orientale depuis un an :

– En mai 1942 encore, alors que le judéocide était en cours, Heydrich exerçait des représailles contre des Juifs allemands arrêtés individuellement, accusés d'être des communistes et d'avoir provoqué un attentat contre une opération de propagande nazie. La haine des « criminels de novembre », tel était bien chez les dirigeants nazis le facteur déclenchant.

– Les représailles après un attentat étaient une habitude nazie depuis l'incendie du Reichstag.

– La Gestapo agissait avec une relative prudence car l'opinion allemande, surtout berlinoise, aurait pu mal réagir : ce furent d'abord des hommes, uniquement, qui furent arrêtés. A l'époque où les Einsatzgruppen, officiellement, ne tuaient que les hommes, les Juifs polonais étaient déjà soumis à une politique de type génocidaire et le judéocide était l'horizon de la « question juive » pour les dirigeants nazis. De même – mais les proportions respectives s'étaient inversées – les arrestations et les exécutions de la seconde quinzaine de mai à Berlin se déroulaient avec comme toile de fond le judéocide déjà pleinement à l'œuvre sur les territoires soviétique et polonais. On agissait encore avec prudence vis-à-vis des Juifs d'Allemagne et d'Europe de l'Ouest mais ils étaient condamnés à mort comme les autres.

– Heydrich profitait de l'occasion pour ramener au premier plan la question des Mischlinge.

VI.

Le chef du RSHA n'eut pas l'occasion de voir

l'aboutissement de l'offensive politique qu'il entendait mener. Le 27 mai, alors qu'il devait se rendre à Berlin, il fut la cible, à Prague, d'un attentat perpétré par deux résistants tchécoslovaques, auquel il ne survécut qu'une semaine[1304]. Sans le savoir, Jan Kubis et Jozef Gabcik avaient blessé mortellement l'architecte de la « solution finale de la question juive ». Reinhard Heydrich voyait des ennemis idéologiques partout mais il avait sous-estimé des ennemis réels, qui s'étaient pourtant déplacés sur le territoire du Protectorat sans beaucoup de discrétion depuis des mois pour suivre les allées et venues du chef du RSHA.

Pour remplacer celui qu'il appelait l'« homme au cœur de fer », Hitler proposa d'abord Erich von dem Bach-Zelewski, le maître d'œuvre de l'assassinat des Juifs de Biélorussie et d'Ukraine, car, expliqua le Führer, il avait l'étoffe « pour réagir plus durement et plus brutalement encore que Heydrich et ne rechignerait pas à se baigner dans une mer de sang » ; « les Tchèques devaient voir, ajoutait Hitler, que s'ils en abattaient un, ils en auraient un plus dur et plus terrible »[1305]. Himmler réussit à convaincre Hitler que von dem Bach-Zelewski était indispensable là où il se trouvait. Daluege fut nommé protecteur adjoint, lui le rival de Heydrich dans la conquête de la police huit ans plus tôt. Il ordonna aussitôt des représailles, qui devaient culminer dans le massacre de Lidice. Plus de 3 000 personnes furent arrêtées entre la fin mai et le début juillet et 1 357 furent condamnées à mort.

Les nazis exercèrent des représailles terribles contre la population tchèque mais ils avaient la preuve que les assassins avaient été formés en Grande-Bretagne. C'était donc bien, croyaient-ils, ce que Heydrich avait découvert peu avant sa mort : une « conspiration internationale » était derrière la résistance sur le continent européen. Elle était forcément manigancée par « les Juifs ». Que le président de la conférence de Wannsee, l'un des seuls responsables nazis de premier plan

à incarner l'idéal « nordique », eût été abattu par les ennemis de l'Allemagne ne pouvait que renforcer les nazis dans leur croyance en un ennemi maléfique et les déterminer à agir avec encore plus d'efficacité encore dans le cadre de la solution finale. Mille Juifs de Prague furent aussitôt déportés à Majdanek pour venger la mort de Heydrich[1306]. L'extermination des Juifs du Gouvernement général à Bełzec, Sobibor et Treblinka connut une accélération après sa mort et fut nommée Aktion Reinhard[1307].

Heydrich lui-même avait contribué à mettre en branle l'accélération du judéocide que sa mort allait contribuer à légitimer. C'est dès le mois de mai 1942 que le judéocide des Juifs du Gouvernement général, hors de la région de Lublin et de la Galicie, avait pris son essor et, pour le coordonner, Krüger avait été nommé Staatssekretär aux Questions de sécurité (für das Sicherheitswesen)[1308] ; sa nomination symbolisait l'union de Himmler et Frank pour réaliser le génocide des Juifs dans le Gouvernement général. En mai, Sobibor était prêt à recevoir ses victimes et les Juifs du district de Lublin y furent progressivement exterminés. Le même mois commençaient les déportations systématiques des Juifs de Haute-Silésie à Auschwitz. En mai 1942 toujours, les déportations de Juifs allemands vers Minsk avaient repris et les déportés étaient désormais amenés directement sur le site d'extermination de Maly-Trostinetz. Les déportés de l'hiver précédent qui avaient été amenés à Łódź, et qui avaient survécu aux conditions de vie du ghetto, furent gazés à Chełmno. A partir de juin, les déportés de Slovaquie étaient envoyés directement à Sobibor. Partout disparaissait l'idée de « ghettos de transit »[1309].

Dans le discours qu'il tint, le soir de l'enterrement de Heydrich à Berlin, devant un auditoire SS, Himmler déclara : « Nous devons en avoir fini d'ici un an avec la migration des Juifs ; ensuite plus aucun ne migrera. Car c'est maintenant

qu'il faut faire table rase[1310]. »

Cela signifiait que, reprenant l'expression utilisée par Hitler le 12 décembre 1941 (la table rase), le Reichsführer SS donnait un an à ses hommes pour avoir exterminé les Juifs vivant dans la zone de domination directe du Reich. Un an plus tôt, il avait préparé les Gruppenführer à la mort de dizaines de millions d'hommes et l'achèvement du judéocide ne devait pas leur faire peur. La mort de Heydrich provoquait une accélération du processus génocidaire. Elle excluait, pour la plupart des Juifs, les camps de travail forcé : ils seraient soumis au judéocide immédiat. Sans compter que le projet de déportation ultime « vers l'Est » était abandonné.

Himmler avait remplacé Heydrich, provisoirement, à la tête du RSHA[1311]. Le 23 juin, il ordonna à Müller de mettre en œuvre le plus rapidement possible la déportation de tous les Juifs de France. La veille, il avait rencontré Oberg[1312]. Le 8 juillet, il négociait avec des représentants de la Wehrmacht en Belgique sur l'identité des 10 000 premiers déportés juifs : seraient-ils pris parmi les Juifs étrangers ou les Juifs belges[1313] ?

Le 23 juin 1942, Viktor Brack écrivait à Himmler en lui suggérant, au moment où il aidait Odilo Globocnik à bâtir les camps d'anéantissement de l'Aktion Reinhard, que, sur approximativement 10 millions de Juifs européens, il vaudrait mieux en garder de 2 à 3 millions afin de les utiliser comme main-d'œuvre pour l'économie de guerre allemande[1314]. Himmler s'intéressait au développement d'une plante censée rendre stérile : le 30 juin, il demanda à Müller de s'enquérir des médicaments qui pourraient être stérilisants[1315]. Le 8 juillet 1942, en début d'après-midi, Himmler présida une réunion de travail sur la question avec plusieurs médecins et membres du personnel administratif des camps de concentration[1316].

Le pourcentage des Juifs à stériliser se réduisait avec les

semaines et c'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles Himmler avait entretenu l'étude du projet ; il devenait quantitativement réalisable – à condition de disposer des moyens médicaux appropriés – étant donné que de plus en plus de Juifs étaient voués à l'anéantissement. D'une part, Himmler souhaitait une intensification de la lutte contre les partisans, comme il l'expliqua lors d'une réunion avec les principaux responsables SS le 9 juillet[1317] ; et les Juifs n'étaient-ils pas les « partisans » par excellence dans la terminologie nazie ? D'autre part, à la suite d'un échange de correspondance et d'un entretien avec Globocnik ce même 9 juillet 1942[1318], Himmler remit en cause unilatéralement les accords, entérinés à Wannsee, avec l'inspection de l'armement sur l'utilisation de travailleurs juifs. Désormais, ils ne pourraient plus être pris que dans le contingent des travailleurs juifs administré par le HSSPF du Gouvernement général.

A la mi-juillet, Hitler avait installé son quartier général au cœur de l'Ukraine, dans la région de Vinnitsa, et Himmler vint le rejoindre quelques jours plus tard en installant le sien près de Jitomir[1319]. D'Ukraine, où le judéocide battait son plein depuis un an, on était encore moins enclin à laisser un sursis aux Juifs condamnés à mort. Certes, l'installation en Ukraine aurait dû être synonyme de colonisation de l'« espace vital » après la guerre et alors le « plan Heydrich » entériné à la conférence de Wannsee aurait pu être mis en œuvre. Mais, en pleine guerre, s'installer en Ukraine, même pour quelques mois, était, de la part de Hitler, un défi lancé à la Fortune qui semblait se retourner contre lui.

Au lieu d'être le cœur de l'« espace vital », l'Ukraine était, provisoirement, le poste avancé de l'empire nazi. La Pologne était devenue le noyau de ce que les nazis, depuis des années, appelaient l'« Est » et, la guerre tournant mal, cette même Pologne allait être presque exclusivement le lieu de la

réalisation de la face négative de l'utopie nazie : l'anéantissement de tous les Juifs d'Europe sur lesquels les nazis pourraient mettre la main. Le 17 juillet, Himmler se rendit à Auschwitz, où il voulait réaliser ce qu'on avait originellement imaginé installer à Moghilev ou en Ukraine : un camp de travail et un centre d'anéantissement à proximité d'un lieu d'installation des colons allemands[1320]. En quelques mois la mise en œuvre du génocide des Juifs avait été modifiée : deux procédures parallèles se poursuivraient, sans d'autres liens l'une avec l'autre qu'un commandement unique : le judéocide par balles (le système des camions de gazage restant d'application limitée) dans l'espace soviétique et le judéocide par gazage dans les centres d'extermination situés sur le territoire polonais.

Immédiatement après son arrivée sur les lieux, Himmler visita quelques-unes des installations du camp de travail puis il fut amené à Birkenau où il assista au processus entier de l'anéantissement : tri entre les condamnés à la mort immédiate et les travailleurs forcés en sursis, mise à mort de plusieurs centaines de Juifs hollandais puis sortie des cadavres de la chambre à gaz[1321]. Le Reichsführer SS fut ennuyé de constater qu'une partie des cadavres étaient enterrés et non brûlés dans les fours crématoires. Peu après son inspection, Paul Blobel, qui avait dirigé un Einsatzkommando et que Himmler chargeait désormais de brûler les cadavres du judéocide par balles (Sonderkommando 1005), vint transmettre l'ordre qu'il fallait brûler les cadavres enterrés[1322]. Après le camp d'anéantissement, Himmler visita le camp des femmes[1323].

Le lendemain matin, 18 juillet, Himmler visita ce qu'il n'avait pas pu voir du camp de travail[1324] puis il se rendit en début d'après-midi à Lublin, pour s'entretenir avec Globocnik de la mise à mort des Juifs du Gouvernement général dans le cadre de l'Aktion Reinhard[1325] et de l'installation de colons

allemands au sud du district.

On ignore généralement qu'en même temps qu'il poussait jusqu'au bout la logique génocidaire, Himmler s'occupait dans le détail de l'installation de Volksdeutsche dans la région. Les principes de son action n'avaient pas changé depuis l'automne 1939. Il ordonna à Krüger, Globocnik et Oswald Pohl d'installer des germanophones du Buchenland, de Bessarabie, de Slovénie, de Bosnie et de Croatie. Le nombre d'Allemands du Reich à Lublin devait passer de 4 000 à 10 000 dans l'espace d'un an. Un quartier allemand devait être installé après expulsion des Polonais, Himmler ajoutant : « Les Juifs doivent disparaître définitivement de la ville[1326]. »

En ce qui concerne le projet d'« extermination par le travail », Auschwitz allait symboliser mieux que tout autre endroit comment, concernant les Juifs, il ne jouerait qu'un rôle secondaire, contrairement à ce qu'on avait peut-être encore pensé à Wannsee : « Les Juifs qui avaient été déportés en janvier de la Haute-Silésie de l'Est avaient été assassinés sans exception. Les convois de déportés de France et de Slovaquie avaient été, au contraire, en règle générale, emmenés dans le camp et prévus pour le travail forcé. Avec l'introduction systématique de la "sélection" qui commença au plus tard au début juillet 1942, la SS du camp essaya de combiner extermination et travail forcé : pendant la sélection les individus apparemment "aptes au travail" étaient séparés des "inaptes". En vérité, les SS se contentaient d'un coup d'œil. Même plus tard, lorsque la méthode de sélection eut été apparemment perfectionnée, des transports entiers étaient envoyés directement au gazage[1327]. » Entre le printemps 1942 et la fin 1944, on estime que la sélection déboucha sur un rapport de 5 pour 1 en faveur de l'assassinat immédiat[1328].

Le lendemain de sa visite, le 19 juillet 1942, Himmler écrivit à Krüger :

> J'ordonne que le déplacement de toute la population juive du Gouvernement général soit complètement terminée le 31 décembre 1942. Le 31 décembre 1942, il ne doit plus se trouver une seule personne d'origine juive dans le Gouvernement général. A moins qu'ils ne séjournent dans les camps de regroupement de Varsovie, Cracovie, Tschenstochau, Radom ou Lublin.

Désormais, le délai que Himmler avait invoqué sans le préciser lors de sa visite du ghetto de Varsovie était connu. La mort de Heydrich l'avait certainement resserré. Et le Reichsführer SS ajoutait : « De telles mesures sont faites pour servir à l'ordre nouveau européen, qui implique nécessairement une séparation ethnique des races et des peuples. C'est aussi dans l'intérêt de la sécurité et de la propreté du Reich allemand et de sa sphère d'intérêts. Toute atteinte portée à ce règlement met en danger la tranquillité et l'ordre qui doivent régner dans l'ensemble de la sphère d'intérêts allemands, alimente le mouvement de résistance et suscite un foyer d'infection morale et physique[1329]. » Ce document était envoyé en copie au RSHA.

Le 28 juillet 1942, Himmler écrivait à Gottlob Berger, chef du SS-Hauptamt : « Les territoires occupés de l'Est deviennent judenfrei. Le Führer fait reposer sur mes épaules l'exécution de cet ordre très difficile à porter. Personne ne peut du reste me décharger de cette responsabilité[1330]. » Himmler avait pu compter sur Heydrich comme sur aucun autre pour l'aider à mettre en œuvre l'ordre génocidaire du dictateur depuis décembre 1940. Et il laissait au Reichsführer SS un instrument qui pouvait fonctionner sans lui, le Reichssischerheitshauptamt, « administration de combat » où l'initiative des subordonnés était encouragée tant que l'on travaillait « en direction du Führer ». Et y avait-il une politique qui exprimait plus la « volonté du Führer » que le génocide des Juifs d'Europe ?

Épilogue

Reinhard Tristan Eugen Heydrich (1904-1942) L'architecte du génocide des Juifs d'Europe

Reinhard Heydrich était né en 1904 dans le cœur historique de l'Allemagne, et plus précisément dans la ville d'où Händel était originaire. Il a lui-même grandi dans une famille de musiciens. Son père Bruno dirigeait un conservatoire qui, à la « Belle Epoque », accueillit jusqu'à quatre cents élèves et employa une trentaine de professeurs. Il fut malheureusement l'illustration la plus célèbre de ce que la culture classique, et en particulier la musique allemande, n'ont pas empêché le développement, dans un des pays les plus évolués d'Europe, de l'antihumanisme absolu que fut le nazisme. L'architecte du génocide des Juifs d'Europe fut un violoniste de talent.

Entre l'âge de quatorze et dix-huit ans, Reinhard Heydrich assista à l'effondrement du monde dans lequel il avait grandi : l'Allemagne perdit la Guerre mondiale ; la République fut proclamée en pleine défaite ; les vainqueurs de la guerre imposèrent au pays une « paix carthaginoise », selon l'expression célèbre de John Maynard Keynes ; Bruno

Heydrich fut ruiné par la crise économique du début des années 1920. En 1922, à dix-huit ans, Reinhard Heydrich entra dans la marine, pour servir son pays lors de la guerre où l'Allemagne, débarrassée de la République, prendrait sa revanche sur la France et surtout l'Angleterre. Il baigna très tôt dans une atmosphère nationaliste où l'on pensait que, pour que la guerre de revanche fût engagée avec une perspective de victoire, il faudrait au préalable avoir réglé leur compte aux défaitistes, aux traîtres, aux agents de l'étranger, aux saboteurs.

Nul ne peut dire quel était alors le degré d'antisémitisme de Heydrich, mais il fréquentait des milieux pour qui les « Juifs » étaient le dénominateur commun de tous les ennemis, extérieurs et intérieurs, qui avaient abattu l'Allemagne en 1918. On sait juste qu'il se débattit contre la rumeur, née pendant la Première Guerre mondiale, selon laquelle son père avait une ascendance juive. Il ressentit cette information, non fondée mais qui l'accompagnait partout où il allait – signe de l'enracinement de l'antisémitisme dans l'Allemagne d'après 1918 – comme une tâche à effacer. Pour autant, cela ne suffirait pas à expliquer son zèle ultérieur à persécuter puis assassiner les Juifs d'Europe.

Moins de quinze ans après la fin de la Première Guerre mondiale, Heydrich vécut un nouvel effondrement, à la fois individuel et collectif. Le destin semblait s'acharner. En 1931, alors que la crise économique ravageait le corps social allemand et qu'il n'avait lui-même que vingt-sept ans, l'enseigne de vaisseau Heydrich fut exclu de la marine, rayé des cadres, pour avoir manqué au code d'honneur de l'officier de marine en refusant d'assumer la séduction d'une jeune fille qu'il avait ensuite délaissée. Pour survivre économiquement, soutenir sa famille (son père, malade et ruiné, n'était plus que l'ombre de lui-même) mais aussi compenser ses frustrations, il

trouva une armée de remplacement, à ses yeux l'élite de la future Allemagne victorieuse : il entra dans la Schutzstaffel, fut présenté à son chef, Heinrich Himmler, qui n'avait que quatre ans de plus que lui, et il organisa pour la SS et le mouvement nazi un service de lutte contre l'ennemi intérieur.

A la tête de ce Sicherheitsdienst, il commença à ficher systématiquement les ennemis de l'Allemagne, les instruments de la subversion : les catholiques, les francs-maçons, les marxistes, les Juifs. Heydrich tint à recruter ses agents parmi les représentants les plus diplômés de sa génération, en particulier le milieu des juristes, où se forme traditionnellement l'élite de l'Allemagne. Signe d'une époque où tous les repères avaient été abolis, les candidats à la lutte contre le « complot juif » n'y manquaient pas.

En 1933, Adolf Hitler fut appelé au pouvoir par des dirigeants désireux de détruire définitivement la République. A la tête de la Police bavaroise, Himmler et Heydrich, qui n'appartenaient pas encore au premier cercle des dirigeants nazis, commirent leurs premiers crimes : destruction des libertés publiques, arrestations arbitraires d'adversaires d'Adolf Hitler et de son régime, création du camp de concentration de Dachau. Ils causèrent rapidement la mort de centaines d'innocents. Au printemps 1934, alors qu'il venait de fêter ses trente ans, Reinhard Heydrich fut chargé de coordonner les polices politiques de tous les « pays allemands ». Il remercia ses protecteurs en participant à la Nuit des longs couteaux », où nazis et opposants furent indistinctement assassinés pour affermir le pouvoir d'Adolf Hitler. Reinhard Heydrich se chargea en particulier d'assassiner des catholiques notoires.

En 1936, à trente-deux ans, Heydrich fut chargé de la « sécurité du Reich ». Son efficacité était reconnue. Il put donner libre cours à sa soif croissante de persécution des « ennemis du peuple allemand ». Des milliers d'individus

furent arrêtés, torturés, envoyés dans des camps. Les hommes de Heydrich mirent en fiches des catégories d'ennemis imaginaires toujours plus élargies. Le Maître des soupçons, ainsi que l'appelaient ses collaborateurs, identifiait des ennemis toujours plus nombreux : « asociaux », « criminels », « inférieurs », qui se reproduisaient, il en était toujours plus convaincu, de génération en génération, pour affaiblir, paralyser, briser la race allemande.

Quand il n'inventait pas un nouvel ennemi, Heydrich courait, nageait, maniait le sabre, montait à cheval ou pilotait un avion, croyant pouvoir se convaincre, en allant toujours plus vite, toujours plus haut et en déployant toujours plus de puissance apparente – comme l'Allemagne –, qu'ils avaient menti, ceux qui avaient traité son père de « Juif », d'ennemi suprême du peuple allemand. Le Maître des soupçons était-il rongé par l'insinuation (pour prendre le point de vue des nationalistes allemands) qui avait surgi pendant la Première Guerre mondiale contre sa famille ? Peut-être, mais le mal était beaucoup plus profond : la rumeur tenace n'avait été que le révélateur du cancer idéologique qui rongeait un individu et une société.

Les Juifs devaient partir d'Allemagne, répétait le dictateur. Au plus tard en 1936, Heydrich avait compris que participer à la persécution des Juifs permettait de se rapprocher du cœur du pouvoir nazi. Dès 1934, le Sicherheitsdienst avait élaboré un plan d'expulsion généralisée des Juifs du Reich. Le 20 août 1935, Heydrich assista à la première réunion décisive de coordination de la persécution, qui prépara le terrain pour les lois de Nuremberg, promulguées un mois plus tard. Quand l'Allemagne nazie envahit l'Autriche, c'est son lieutenant Eichmann qui organisa l'expulsion forcée des Juifs vivant dans ce pays. Après le pogrom national du 9 novembre 1938, Heydrich fut

officiellement chargé par Göring, en janvier 1939, alors qu'il n'avait pas trente-cinq ans, d'organiser l'expulsion des Juifs d'Allemagne, d'Autriche (et bientôt des pays tchèques), en même temps que Hitler, le 30 janvier 1939, faisait publiquement l'éloge du Sicherheitsdienst.

L'Allemagne devait dominer l'Europe, avait dit le dictateur, qui avait pris les Juifs en otage : les Juifs devaient partir d'Allemagne, mais non d'Europe pour qu'on puisse les menacer et faire pression sur les gouvernements que l'on croyait être leurs alliés partout dans le monde, en particulier les Etats-Unis. En septembre 1939, Heydrich avait trente-cinq ans lorsque l'Allemagne envahit la Pologne. L'heure de la revanche avait sonné pour le Maître des soupçons et pour l'Allemagne nationaliste. Des milliers de Juifs tombèrent sous les balles des hommes de Heydrich, groupés en « commandos mobiles de tuerie » (les Einsatzgruppen), en même temps que des dizaines de milliers de membres des élites polonaises. Ce sont les services de Heydrich aussi, désormais regroupés en un Bureau central de la sécurité du Reich (Reichssicherheitshauptamt), qui coordonnèrent le regroupement des Juifs dans des ghettos en attendant la constitution d'une « réserve juive ».

Un jour, on expulserait les Juifs du centre de l'Europe mais, pour l'instant, avait dit le dictateur, ils devaient rester là où on leur dirait, le pistolet sur la tempe, si les pays ennemis ne se pliaient pas à la volonté de l'Allemagne. Simultanément, l'Allemagne nazie pensait qu'elle devait, pour être sûre de gagner la guerre, éliminer toute faiblesse chez elle, éradiquer la maladie, les tares héréditaires, les « bouches inutiles ». Une fois encore, ce furent les hommes de Heydrich qui jouèrent un rôle décisif : ils inventèrent la mort par asphyxie, pour les faibles et les aliénés, pour les malades et les « asociaux » et, potentiellement, tous ceux qui refusaient l'ordre nazi. La politique d'« euthanasie » fit 70 000 victimes en deux ans.

Heydrich y rôda l'une des méthodes de l'extermination des Juifs, lesquels passaient toujours plus nombreux sous domination allemande au fur et à mesure que le Reich accroissait ses conquêtes.

Contre toute attente, au printemps 1940, la France fut écrasée. On avait presque gagné la guerre. Heydrich avait trente-six ans. Bientôt, on n'aurait plus besoin des otages juifs pour dissuader les Etats-Unis de soutenir trop largement la Grande-Bretagne – c'est ainsi que pensaient les nazis. Dès que l'Angleterre se résoudrait à traiter, on enverrait tous les Juifs d'Europe sur une île, à Madagascar. Et l'Allemagne pourrait se préparer, sans inquiétude d'être attaquée sur deux fronts, à provoquer, d'un coup de bélier l'effondrement du « judéo-bolchevisme ». Si les Etats-Unis faisaient un mouvement contre l'Allemagne, les Juifs, qu'ils fussent encore en Europe ou déjà à Madagascar, seraient éliminés.

Cependant, Londres ne capitula pas. Et les nazis jugèrent qu'ils n'avaient pas le temps d'attendre que les Anglais se rendent à la raison. Le dictateur avait décidé d'attaquer l'Union soviétique, parce qu'il croyait que c'était le principal bastion des Juifs en Europe. Les Anglais finiraient bien par comprendre, quand Staline aurait été renversé, qu'il était inutile de poursuivre la lutte. Ils accepteraient que l'Allemagne domine le continent, un continent sans Juifs.

Heydrich, qui aurait trente-sept ans en mars 1941, planifia dès la fin de l'année 1940, pour répondre au vœu du dictateur, la mort de onze millions de Juifs européens. On ferait mourir les Juifs soviétiques dans des camps de travail forcé, d'épuisement. Puis on déporterait tous les autres Juifs d'Europe vers les confins de l'Union soviétique conquise. Le procès-verbal de la conférence de Wannsee est certes daté du 20 janvier 1942, mais le projet qu'il renferme avait été formulé par Heydrich environ un an plus tôt.

Il fallait faire vite, toujours plus vite, avait fait comprendre le dictateur en novembre 1940, juste au lendemain de la réélection de Roosevelt. L'Allemagne devait avoir vaincu l'URSS avant que les Etats-Unis ne jettent leur appareil de production économique définitivement du côté des adversaires de l'Allemagne. A la constatation lucide que l'Allemagne ne ferait pas le poids si les Etats-Unis devenaient les fournisseurs de la coalition antifasciste, Hitler opposait son fanatisme idéologique : toute attitude hostile envers l'Allemagne venait de la « juiverie internationale » ; pour l'ébranler, on frapperait les Juifs européens.

Pour cela, il fallait tuer d'emblée tous les Juifs qui étaient censés organiser en Union soviétique la lutte contre l'Allemagne. Il fallait regrouper tous les autres Juifs soviétiques, soit dans des ghettos soit dans des camps de travail. Il faudrait commencer dès la victoire, en octobre 1941, la déportation des Juifs du Reich et de toute l'Europe vers l'Union soviétique. Les Directives sur la question juive, un document curieusement négligé ou sous-estimé par les historiens depuis des décennies, présentées par Heydrich à Göring le 26 mars 1941, permettent de trancher définitivement : il existait bien, avant le début de l'opération Barbarossa, un projet de génocide lent des Juifs d'Europe, par la déportation « vers l'Est », qui serait lancé dès que l'Union soviétique aurait été vaincue (dans le courant de l'année 1941, pensaient les nazis).

Les nazis avaient cru que l'Union soviétique serait conquise aussi vite que la France mais, à l'automne 1941, elle ne se rendait pas encore ; pire, sa capacité de résistance ne cessait d'augmenter, une fois passée la surprise de l'offensive allemande. Qu'à cela ne tienne, la volonté du Führer serait tout de même accomplie : les hommes de Heinrich Himmler et de Reinhard Heydrich se mirent à tuer et à faire tuer des centaines de milliers de Juifs d'Union soviétique, hommes,

femmes et enfants, dès le début août 1941. La « solution finale de la question juive en Europe », d'importance stratégique – les nazis en étaient convaincus puisqu'ils croyaient à un « complot juif mondial » –, n'attendait pas. Si l'on ne disposait pas des territoires de déportation, la multiplication des tueries immédiates, bien au-delà du cercle initialement prévu de l'« intelligentsia judéo-bolchevique », transformait le génocide lent en génocide immédiat.

Heydrich alla voir Göring dès le 31 juillet 1941 pour faire confirmer son autorité sur le « processus de déportation » en Europe centrale et en Europe occidentale. Il voulait commencer la déportation des Juifs du Reich sans attendre, pour tenir coûte que coûte le calendrier de son plan formulé fin 1940. Hitler, de plus en plus inquiet sur l'évolution stratégique, donna son accord. On était en août 1941. Heydrich avait trente-sept ans et cinq mois.

La campagne contre l'Union soviétique s'enlisa. Heydrich aurait bien voulu que la Luftwaffe aplatisse Moscou et Léningrad sous les bombes. Mais l'Allemagne ne produisait pas assez d'avions pour cela. S'abandonnant à la rage d'avoir perdu son pari, Hitler glissait dans l'idéologie pure, la substitution au combat rationnellement organisé d'un génocide immédiat systématiquement planifié.

Avec l'esprit de synthèse qui le caractérisait, Heydrich commença d'imaginer la forme que pouvait prendre la « solution finale » si on ne disposait pas d'un territoire où déporter les victimes. Sur le terrain, les représentants de Himmler, ceux de Heydrich, les Gauleiter et d'autres représentants de l'administration civile ou militaire d'occupation étaient de plus en plus disposés à tuer les Juifs pour « faire de la place » aux futurs déportés. Himmler et Heydrich autorisèrent ce basculement dans le génocide immédiat.

On était en novembre 1941. Hitler venait d'autoriser la déportation généralisée des Juifs d'Europe « vers l'Est » – en fait, vers les centres d'extermination. Parallèlement, dans la partie conquise de l'Union soviétique, les commandos de tueurs de la SS et de la police avaient déjà fait des centaines de milliers de victimes. Heydrich avait trente-sept ans et huit mois. Il invita les représentants de l'Etat, de l'armée, du parti et de l'industrie à une conférence – au bord du lac de Wannsee – qui se tiendrait en décembre et dont l'objectif serait triple :

– faire accepter par l'ensemble de l'appareil d'Etat le principe du démarrage de la « solution finale » avant la fin de la guerre ;

– faire reconnaître l'autorité de la SS, et plus particulièrement du Reichssicherheitshauptamt de Heydrich sur ce processus ;

– forcer le ministère de l'Intérieur à abandonner les catégories forgées par les lois de Nuremberg de « demi-Juifs » et « quart de Juifs » (Mischlinge).

C'est bien à une extermination totale des Juifs d'Europe que Heydrich travaillait, « dans le sens de la volonté du Führer ».

La mise en œuvre de la « solution finale » apparaissait au cerveau dérangé des dirigeants nazis, dont beaucoup croyaient à l'authenticité des Protocoles des sages de Sion, comme d'autant plus urgente que Roosevelt semblait marcher – malgré la dissuasion que représentait, aux yeux des nazis, la menace pesant sur les Juifs d'Europe – inexorablement vers la guerre. Il soutenait Churchill, qui ne voulait pas se rendre. Il livrait du matériel à Staline, qui ne voulait pas perdre la guerre.

Les Japonais déclarèrent la guerre à Roosevelt. La réunion de Wannsee fut repoussée, pour que Hitler, qui avait déclaré dès novembre 1941, une « guerre » secrète et totale aux Juifs d'Europe puisse la prôner désormais ouvertement,

dans un discours tenu le 11 décembre 1941 devant le Reichstag, où il déclara en même temps, sans aucune nécessité stratégique, la guerre aux Etats-Unis.

La conférence de Wannsee n'en aurait que plus de sens. A peine un mois plus tard, le 20 janvier 1942, à moins de trente-huit ans, Heydrich put faire entériner par des représentants de l'Etat, de l'armée, du parti et de l'industrie, le mandat de « commissaire européen chargé des Juifs » (Th. Dannecker) que lui avait confié le dictateur. L'Europe ne serait unie que lorsque le dernier Juif en serait parti, pensaient les nazis, c'est-à-dire lorsqu'ils l'auraient tué.

Dès octobre 1941, Heydrich avait commencé à organiser l'élimination des Juifs de toute l'Europe, depuis Prague, où le dictateur l'avait installé pour qu'il combatte la résistance tchécoslovaque et fasse augmenter les cadences des ouvriers tchèques mis au service de l'industrie de guerre allemande. L'Allemagne manquait d'armes, de munitions, mais elle avait l'arme suprême, pensaient Heydrich, Goebbels, Himmler, Göring, comme le dictateur ne cessait de l'expliquer : une Europe sans Juifs serait une Europe soumise à l'Allemagne. Une Europe sans Juifs ; et sans Slaves ; et sans Tsiganes ; et sans faibles ni malades, ni aliénés, pensaient Himmler et Heydrich, qui préparaient, depuis Prague et Berlin, dans un Plan général pour l'Est, la mort de trente millions d'Européens.

Mais la priorité pour Hitler – Himmler et Heydrich le savaient – était l'« évacuation des Juifs » d'Europe. Le dictateur avait donné l'impulsion radicale à ses deux plus zélés lieutenants en matière de judéocide ; charge à eux de trouver les moyens de mettre en œuvre ce qu'on appelait aussi, par euphémisme, une « grande migration ». Puisque l'Union soviétique combattait toujours et que les immenses territoires de l'« espace vital » n'étaient pas encore disponibles pour déporter les Juifs et les laisser mourir lentement, il fallait les

tuer directement en Europe centrale.

Pour le malheur de leurs victimes, Heydrich et Himmler avaient des talents complémentaires dans l'organisation. Heydrich avait l'esprit de synthèse ; dans un régime où la concurrence entre instances de pouvoir pour affirmer leur antisémitisme respectif était très forte, le chef de la Police de sécurité et du SD regroupait patiemment tous les fils de la décision entre les mains de la SS. Bientôt, le judéocide serait mené, du fait de Heydrich, comme un processus global et relativement unifié. Himmler, lui, avait l'esprit analytique : il était en permanence sur le terrain pour faire avancer la mise en œuvre concrète du génocide.

Y avait-il un paradoxe à ce que le subordonné, Heydrich, fût l'architecte et le supérieur hiérarchique, Himmler, le maître d'œuvre ? A ce que le Reichsführer SS fût plus souvent sur le terrain que son second ? Quoi qu'il en fût, jamais Heydrich n'aurait mis en cause le pouvoir de Himmler ; il avait trop l'instinct du pouvoir. Sans Himmler, il n'était rien.

Reinhard Heydrich, l'architecte du génocide des Juifs, qui était appelé à devenir celui du génocide des populations slaves et tsiganes si l'Allemagne gagnait la guerre, fut exécuté, à l'âge de trente-huit ans et trois mois, par deux résistants tchécoslovaques, à Prague, à la fin du printemps 1942. Mais l'organisation terroriste et criminelle qu'il avait mise en place était suffisamment solide pour que ses hommes, Eichmann le premier, continuent leur œuvre de mort après la disparition de leur chef. Sous les ordres de Himmler et Kaltenbrunner, les hommes de la Police de sécurité, assistés de nombreux autres contingents allemands et étrangers collaborateurs, ont fusillé, dans la partie de l'Union soviétique qu'ils occupaient, village par village, ville par ville, entre l'été 1942 et la fin 1943, tous les Juifs qu'ils trouvaient. Ce sont des hommes de Heydrich aussi qui, dans la plupart des cas, ont déposé ou fait déposer, convoi après convoi, les victimes juives du reste de l'Europe

occupée devant la porte des camps d'extermination.

Six millions de Juifs européens – plus de la moitié du nombre de victimes envisagé à Wannsee – sont morts victimes de l'architecture du génocide progressivement élaborée par Reinhard Heydrich, membre d'un quatuor décisif et infernal, où l'on trouve aussi Hitler, l'inspirateur fanatique, Göring, le spoliateur insatiable, et Himmler, le maître d'œuvre infatigable. Bien entendu, ces quatre hommes n'auraient rien pu faire sans des dizaines de milliers de complicités à travers l'Europe ; pour autant, les historiens ne peuvent pas se contenter d'envisager seulement les « hommes ordinaires », les décideurs locaux ou les organisateurs de rang intermédiaire. Il faut rendre compte aussi de l'action de ceux qui ont rendu possible, au sommet, le déploiement de la Shoah sur le terrain.

Seul Hitler a été véritablement étudié ; soit que l'on tendît à lui attribuer toute la responsabilité des crimes commis, soit que l'on se rendît compte que tous les gens qui comptaient dans l'Allemagne nazie « travaillaient dans le sens de la volonté du Führer ». Mais Himmler ou Göring ou Heydrich ou Goebbels ? Ce n'est que progressivement que des travaux leur ont été consacrés[1331]. L'une des raisons les plus évidentes est qu'on a le plus grand mal, comme historien, à écrire la biographie d'un individu pour lequel on ne peut jamais éprouver quelque empathie. Avec Hitler, on n'a pas le choix, il faut se forcer, mais pour les autres grands criminels d'Etat de son entourage ?

Nous tairions la vérité en omettant de dire que l'on sort éprouvé de la confrontation, sur plusieurs années de recherche, avec un personnage envers qui l'empathie n'est jamais possible. Heydrich ne laisse aucun moment de répit à son biographe : s'il y a eu des moments d'innocence dans son enfance, sa jeunesse et ses années de formation, il a fait effacer

quasiment toutes les traces de cette période de sa vie quand il fut devenu chef de la Police de sécurité. Ensuite, une fois qu'il s'était fixé le but de parvenir, aux côtés de Himmler, dans l'entourage immédiat du Führer, Heydrich se révéla prêt à écraser non seulement des individus, mais des peuples entiers pour assouvir son ambition. L'organisation de l'émigration forcée des Juifs du Grand Reich, les déportations chaotiques dans la Pologne dépecée, la contribution aux techniques d'extermination des « malades », la formulation du plan Madagascar puis du plan de déportation généralisée des Juifs vers la Sibérie, le « Plan général pour l'Est », la conférence de Wannsee sont autant de preuves accablantes du mélange de fanatisme idéologique et de talent pour l'organisation qui caractérisait Heydrich.

Témoignage stupéfiant, longtemps sous-estimé par les historiens, le discours prononcé à Prague le 2 octobre 1941 nous donne définitivement la clé du personnage : capable de maîtrise provisoire, de souplesse tactique (« plan à court terme »), mais poursuivant à moyen et long terme un projet antisémite et raciste fanatique (« plan final »). Dans le cas du génocide des Juifs, parce que Hitler le voulait, le « moyen terme » devint le « court terme » et Heydrich rendit possible cette adaptation d'un projet de « génocide lent », déjà formulé par ses soins avant juin 1941, aux circonstances créées par la prolongation de la guerre contre l'Union soviétique. Avant de mourir tué par des résistants, le planificateur de la « solution finale de la question juive en Europe » était devenu l'architecte de la Shoah, le judéocide tel que nous le connaissons.

Peut-on encore écrire une biographie après Auschwitz, pourra-t-on demander en reprenant une formule célèbre ? Ni Hitler ni Himmler ni Göring ne sont des sujets de biographie au sens où César, Napoléon ou Churchill peuvent l'être. Nous n'avons pas écrit la biographie d'un des antisémites les plus criminels de l'Histoire ; nous n'avons en aucun cas voulu

« héroïser » un génocideur dont l'énergie et la persévérance furent pourtant inouïes, malheureusement pour ses victimes. Les actes de Heydrich en disent infiniment plus que la traque, vaine, du détail biographique. Et pourtant, l'une des dernières initiatives de Heydrich nous ramène à la question classique du destin d'un homme, de son ambition.

Le 26 mai 1942, veille de l'attaque qui devait lui coûter la vie, Heydrich avait fait jouer, lors d'une soirée de gala, des œuvres musicales de son père, à Prague. Comme s'il avait eu le sentiment qu'il était enfin arrivé, qu'il tenait une revanche sur les années de frustration et de déclin de la maison Heydrich, comme s'il s'était agi de définitivement réhabiliter son père, victime de la guerre perdue et des crises économiques. Fallait-il donc entasser une montagne de cadavres pour assouvir un ressentiment social et combler le vide laissé par les illusions perdues en 1918 ? Rien ne dit plus terriblement l'effondrement moral et psychologique d'une société et d'un homme, en moins d'une génération, que la confrontation, terrible, entre une ascension politique et sociale poursuivie avec un tel acharnement et six millions de victimes juives qui jonchent cette route vers le sommet que Heydrich et le nazisme n'eurent heureusement pas le temps d'achever.

Postface

de Jean-Paul BLED

Inspiré du mémoire d'habilitation qu'Edouard Husson soutint récemment en Sorbonne, ce livre vient de loin. Il s'inscrit dans la continuité d'une œuvre dont la réflexion sur l'hitlérisme et la Shoah constitue un axe majeur. Le mémoire repose sur de vastes dépouillements d'archives de Paris à Berlin, de Munich à Washington. Edouard Husson montre une grande maîtrise dans l'exploitation et le croisement quasi permanent de ces sources dont beaucoup sont inédites. Ces qualités se retrouvent dans l'exploitation et le croisement des sources bibliographiques. Le travail d'Edouard Husson a été précédé d'une longue série de livres et d'études sur le phénomène génocidaire. Ces études jusqu'aux plus récentes sont parfaitement connues de l'auteur. La place accordée à la discussion de leurs thèses en apporte la confirmation. L'apport d'Edouard Husson n'en apparaît que mieux.

Ce livre n'est pas une biographie de Heydrich. Edouard Husson dispose maintenant de tous les matériaux pour l'écrire. Mais c'est un autre registre. Ici Heydrich est un personnage central, mais il intervient comme un des principaux concepteurs de la solution finale et comme le coordinateur de sa mise en œuvre. Les autres aspects de son action ne sont évoqués que pour les liens qu'ils peuvent avoir

avec la thématique générale.

On mesure bien en lisant le livre d'Edouard Husson que Hitler est possédé par une obsession. L'hitlérisme offre le modèle pathologique d'une pensée monocausale qui ramène l'histoire à une cause unique. Tous les malheurs de l'Allemagne viennent des Juifs. On pourrait identifier dans « novembre 1918 » une autre obsession de Hitler, mais c'est en fait la même puisque, par définition, les « criminels de novembre » ne peuvent être que des Juifs. Les Juifs se cachent naturellement derrière les bolcheviques. Ils sont également à l'œuvre derrière Roosevelt. Les Juifs, toujours, sont responsables des guerres qui ont divisé l'Europe et les Européens. L'hitlérisme offre l'exemple d'une pensée mue par des pulsions et des passions irrationnelles. A côté de cela, cet irrationalisme n'exclut pas le rationnel. Le paradoxe n'est qu'apparent, car, si l'hitlérisme repose sur des postulats irrationnels, ces postulats une fois posés, tout s'enchaîne de manière logique en même temps qu'implacable.

Le travail d'Edouard Husson éclaire, d'autre part, les modes de fonctionnement du système de pouvoir à l'intérieur de l'Allemagne nazie. On voit bien ce que ce système doit aux pratiques féodales. Les grands dignitaires sont des vassaux du Führer. L'appareil du pouvoir prend la forme d'une pyramide dans laquelle seul le dernier cercle entretient un rapport direct avec Hitler. Heydrich lui-même, comme chef du Reichssicherheitshauptamt, n'a pas ce rapport direct qui n'appartient qu'à Himmler, son supérieur. Il ne l'obtient qu'après sa nomination comme Reichsprotektor de Bohême-Moravie.

Ce fonctionnement du pouvoir nazi pose la question de l'ordre donné par Hitler d'exterminer les juifs. Il est sans doute vain de chercher un ordre écrit qui n'a probablement jamais existé. Edouard Husson rappelle ce mot très éclairant de Hitler : « Personne ne doit pouvoir m'opposer un texte de

ma main. » Hitler envoie des signaux à ses vassaux. A eux de les interpréter. Mais, comme leur sens est clair, ils n'ont pas de mal à les décoder. Après cela, il leur revient de mettre cette politique en œuvre.

Se pose ensuite l'inévitable question de la datation. Si l'idéologie nazie est dans son principe génocidaire, un processus de radicalisation s'annonce à l'approche du conflit mondial. Le message lancé par Hitler dans son discours du 30 janvier 1939 ne laisse pas d'être très clair. C'est l'annonce d'un programme d'anéantissement des Juifs si la guerre devait éclater.

Avec la guerre et les victoires de la Wehrmacht, le problème juif acquiert une dimension nouvelle. Ce n'est plus seulement des juifs du Reich qu'il s'agit. A ceux-ci s'ajoutent maintenant les Juifs polonais, les Juifs de l'Europe occupée, puis d'Union soviétique, soit un total de onze millions de personnes.

C'est d'abord un plan de déplacement massif de population vers Madagascar que la défaite française pourrait rendre possible. Le refus de l'Angleterre de mettre fin à la guerre le rend caduc, mais qu'il n'ait pas connu de début de réalisation ne peut gommer qu'il participe déjà d'une politique génocidaire, car le sort réservé aux Juifs qui auraient été transportés à Madagascar aurait été celui d'une extermination lente. C'est aussi d'extermination lente qu'il s'agit quand, après l'invasion de l'Union soviétique, est conçu le plan d'un déplacement des Juifs dans des camps situés au-delà de l'Oural.

L'ouverture de ce nouveau front s'accompagne du développement d'un autre type de génocide, celui de l'extermination brutale par assassinat. Cette voie avait commencé d'être mise en pratique en Pologne contre les élites et contre les Juifs. C'est encore d'une extermination brutale qu'il s'agit avec l'Aktion T4, l'euthanasie pratiquée à grande

échelle contre certaines catégories d'Allemands (malades mentaux, handicapés) au point qu'on peut voir dans l'Aktion T4 un laboratoire de la solution finale. En Union soviétique, sur les arrières de la Wehrmacht, les commandos de la mort, sous l'œil vigilant de Heydrich, reprennent du service, mais cette fois à une échelle encore inconnue. En quelques mois, des centaines de milliers de Juifs sont tués par balle.

Si élevé que soit le nombre de ces victimes, il est encore prévu de déplacer la majorité des Juifs vers des contrées lointaines dans l'espace russe. Ce plan est cependant tributaire du déroulement de la guerre. Or, malgré des succès éclatants, la Wehrmacht n'a pu terrasser l'ennemi. La résistance soviétique rend désormais hautement problématique le plan de déplacement des Juifs au-delà de l'Oural. Dans le même temps se précise la menace de l'entrée des Etats-Unis dans la guerre. Edouard Husson souligne à juste titre l'importance du facteur américain dans l'accélération et la généralisation du processus génocidaire. L'extermination des Juifs est aussi conçue comme une arme contre les Etats-Unis. Ainsi s'expliquerait la déclaration de guerre, sans raison apparente et logique, de Hitler aux Etats-Unis après Pearl Harbor.

Edouard Husson date des premiers jours de novembre 1941 la décision de généraliser le judéocide. Ce n'est qu'une hypothèse, faute d'une preuve absolue et irréfutable. Mais elle est étayée d'un faisceau de présomptions qui la rendent très vraisemblable. La conférence de Wannsee, tenue le 20 janvier 1942, à l'initiative de Heydrich a donc pour mission d'organiser le judéocide et, pour cela d'obtenir la coopération de toutes les administrations dont le concours est nécessaire à la mise en œuvre de cette décision. Là n'est pas la seule signification de la conférence. Celle-ci consolide et la position et l'influence de Heydrich. Mais au-delà de sa personne, elle représente une victoire éclatante pour la SS dont le poids et l'autorité au sein de la polycratie nazie sortent incontestablement renforcés. Elle

marque un jalon capital dans la formation de l'empire SS, empire à la fois politique et économique. A cet égard, il n'est pas fortuit que le Wirtschafts- und Verwaltungsamt soit créé juste après la conférence de Wannsee.

Edouard Husson montre encore fort bien que le judéocide est conçu par Hitler et par Heydrich comme la première pièce d'un génocide encore plus vaste. Aux Juifs s'ajouteraient ensuite, dans une spirale infernale, la majorité des Polonais, des Biélorusses et des Ukrainiens. Après les Juifs viendrait le tour des Slaves.

Heydrich meurt quelques mois seulement après la conférence de Wannsee. Nous ne saurons donc jamais comment sa carrière aurait évolué dans les dernières années du III^{e} Reich. Ce que nous savons, en revanche, c'est qu'il a fixé le cadre dans lequel l'entreprise d'extermination voulu par Hitler va se développer. Sa contribution est à cet égard essentielle. La preuve en est que, Heydrich disparu, la machine de mort tourne à plein régime.

Avec ce livre, Edouard Husson nous donne une somme magistrale, parfaitement maîtrisée et aboutie, et une somme qui va faire date. Cette œuvre de référence achève de faire de lui un spécialiste français de réputation internationale de l'hitlérisme et de l'Allemagne nazie.

Notes

Introduction de la nouvelle édition

1. Laqueur (Walter), The Terrible Secret. An Investigation into the Suppression of Information about Hitler's « Final Solution », George Weidenfeld, Nicolson Ltd, Londres, 1980 ; trad. française par Antoinette Roubichou-Stretz, Le Terrifiant Secret. La « solution finale » et l'information étouffée, Gallimard, Paris, 1981 ; Kogon (Eugen), Langbein (Hermann), Rückerl (Adalbert), Nationalsozialistische Massentötungen durch Giftgas, Discher, Francfort, 1983 ; trad. française par Henry Rollet, Les Chambres à gaz secret d'Etat, Editions de Minuit, Paris, 1984.

2. Vient de paraître : Robert Gebwarth, Hitler's Hangman. The Life and Death of Reinhard Heydrich, Yale University Press, 2011 ; que nous utilisons dans la version allemande, parue simultanément, Heydrich, Siedler, Munich, 2011. Il s'agit d'un ouvrage très sérieux, qui représente le rassemblement, le plus complet à ce jour, de sources sur Heydrich. On regrettera, au-delà, son manque d'audace méthodologique : très « positiviste » dans sa lecture des sources, l'ouvrage n'arrive pas à décrire de manière satisfaisante le rôle de Heydrich dans l'accélération du processus génocidiaire, entre l'été 1940 et le printemps 1942.

3. Hitler (Adolf), Libres propos sur la guerre et la paix, Flammarion, Paris, 1952 (cités ci-dessous comme Libres propos).

4. Ci-dessous, chap. 14.

5. Hitler (Adolf), Libres propos, op. cit., p. 58.

6. Ibid.

7. Interrogatoire d'Eichmann. Police d'Israël/Quartier général/6e bureau, doc. 1491. Voir Wojak (Irmtrud), Eichmanns Memoiren. Ein kritischer Essay, Fischer, Francfort, 2004.

8. Broszat (Martin), « Hitler und die Genesis der "Endlösung" : Aus Anlass der Thesen von David Irving », in Broszat (Martin), Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte, DTV, Munich, 1988, p. 45-91 ; Mommsen (Hans), « Die Realisierung des Utopischen : die "Endlösung der Judenfrage" im "Dritten Reich" », in Mommsen (Hans), Der Nationalsozialismus und die deutsche Gesellschaft, Rowohlt, Reinbek bei Hamburg, 1991, p. 184-232 ; trad. française par Françoise Laroche : « La réalisation de l'utopique : la "solution finale de la question juive" sous le IIIe Reich », in Mommsen (Hans), Le National-Socialisme et la société allemande, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 1997, p. 179-224 ; du même, Auschwitz, 17. Juli 1942. Der Weg zur europäischen « Endlösung der Judenfrage », DTV, Munich, 2000 ; Pohl (Dieter), Holocaust. Die Ursachen

– das Geschehen – die Folgen, Herder, Fribourg-en-Brisgau, 2000.

9. Pour une mise au point historiographique, voir Paul (Gerhard), « Von Psychopathen, Technokraten des Terrors und "ganz gewöhnlichen" Deutschen. Die Täter der Shoah im Spiegel der Forschung », in Paul (Gerhard) (éd.), Die Täter der Shoah. Fanatische Nationalsozialisten oder ganz normale Deutsche ?, Wallstein Verlag, Göttingen, 2002, p. 13-90.

10. Voir par exemple Kaiser (Wolf), Täter im Vernichtungskrieg. Der Überfall auf die Sowjetunion und der Völkermord an den Juden, Propyläen Verlag, Berlin/Munich, 2002.

11. Le Gauleiter est un gouverneur de district politique du parti.

12. Hitler (Adolf), Libres propos, op. cit., p. 14.

13. Ibid., p. 19.

14. L'analyse fondamentale sur cette question se trouve chez Knox (MacGregor), dans Common Destiny : Dictatorship, Foreign Policy, and War in Fascist Italy and Nazi Germany, Cambridge University Press, 2000. Je remercie Philippe Burrin de m'avoir orienté dans cette direction pour l'interprétation du processus de décision nazi.

15. « En 1866 et à nouveau en 1870, Moltke avait surpris ses adversaires en déployant ses troupes séparément et en les faisant converger au moment de la bataille. Cette solution au problème que posait la manœuvre rapide de masses importantes de soldats se conjuguait au souhait que les chefs de troupe attaqueraient de manière agressive ; mais cela voulait dire que les officiers pensent et agissent de manière autonome sans attendre des ordres qui arriveraient, inévitablement, trop tard. [...] [Avec] le temps, cette Auftragstaktik (tactique du mandat) devint la caractéristique par excellence de l'armée allemande. Elle contribua substantiellement à l'efficacité sans équivalent de l'armée allemande mais, comme sa contrepartie institutionnelle, l'état-major, elle encouragea des dynamiques dangereuses ; elle rendait plus probables le zèle excessif et l'activisme de la part des officiers. [...] L'espoir que le bon officier irait au-delà des instructions qu'on lui avait données dans l'intérêt d'une mission supérieure devint un principe fondamental de la culture militaire allemande. » Hull (Isabel V.), Absolute Destruction. Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany, Cornell University Press, Ithace, 2005, p. 115-117.

16. Hitler (Adolf), Libres propos, op. cit., p. 19-20. C'est nous qui soulignons.

17. Id., p. 20.

18. Voir le compte rendu de Bormann à Lammers, 21.10.40, Akten der Parteikanzlei, Ifz Munich, microfiche 101/27369-371.

19. Aly (Götz), « Endlösung. » Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden, Fischer, Francfort/Main, 1995, p. 160.

20. Sur l'importance de cette formule pour comprendre le fonctionnement du III^{e} Reich, voir Kershaw (Ian), Hitler, t. 1, Hubris, Penguin, Londres, 1998, chap. XIII ; trad. française, Flammarion, Paris, 1999, p. 749 : citation du Staatssekretär au ministère prussien de l'Agriculture Werner Willikens : « Quiconque a l'occasion de l'observer sait que le Führer ne peut qu'avec beaucoup de difficulté ordonner du sommet tout ce qu'il entend exécuter tôt ou tard. Qui travaille, pour ainsi dire, en direction du Führer, a au contraire fait de son mieux, à sa place, dans la nouvelle Allemagne. Très souvent, et en bien des endroits, il s'est trouvé des individus, dans les années passées, pour attendre des ordres et des commandements. Hélas, il en ira probablement

ainsi à l'avenir. Or le devoir de tout un chacun est d'essayer, dans l'esprit du Führer, de travailler dans sa direction. Quiconque commet des erreurs s'en apercevra assez tôt. Mais qui travaille correctement dans le sens de la volonté du Führer, suivant ses lignes et sans perdre de vue son objectif, recevra comme par le passé la plus belle des récompenses : celle d'obtenir un jour, soudain, la confirmation légale de son travail » (21 janvier 1934, Berlin). C'est une nouvelle illustration de l'application du principe de la « liberté prussienne » au fonctionnement du régime nazi.

21. Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), Tagesordnung : Judenmord : Die Wannsee-Konferenz am 20. Januar 1942 : Eine Dokumentation zur Organisation der « Endlösung », Aufbau Verlag, Berlin, 1992.

22. Gerlach (Christian), « Die Wannsee-Konferenz, das Schicksal der deutschen Juden und Hitlers politische Grundsatzentscheidung », in Gerlach (Christian), Krieg. Ernährung. Völkermord, Hamburger Edition, Hambourg, 1998, p. 85-165 ; trad. française par Julia Schmidt, Sur la conférence de Wannsee, Liana Lévi, Paris, 1999.

23. Roseman (Mark), Ordre du jour : Génocide. Le 20 janvier 1942, Louis Audibert, Paris, 2002.

24. Hillgruber (Andreas), « Die "Endlösung" und das deutsche Ostimperium als Kernstück des rassenideologischen Programms des Nationalsozialismus », in Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte (VfZ), 20, 1972, p. 133-153.

25. Voir ci-dessus n. 7.

26. Burrin (Philippe), Hitler et les Juifs, Seuil, Paris, 1989.

27. Breitman (Richard), The Architect of Genocide. Himmler and the Final Solution, Alfred A. Knopf, New York, 1991. Cité ici dans l'édition allemande de poche, Breitman (Richard), Heinrich Himmler. Der Architekt der « Endlösung », Pendo, Zurich/Munich, 2000 (traduit de l'anglais par Karl et Heidi Nicolai).

28. Browning (Christopher), The Origins of the Final Solution, Yad Vashem, Jérusalem, 2003 ; trad. française par Jacqueline Carnaud et Bernard Frumer, Les Origines de la solution finale : l'évolution de la politique antijuive des nazis, septembre 1939-mars 1942, Les Belles Lettres, Paris, 2007.

29. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung, Piper, Munich, 1998. Une version anglaise est désormais disponible : Longerich (Peter), Holocaust. The Nazi Persecution and Murder of the Jews, Oxford University Press, 2010. Une enquête sur la question spécifique d'un « ordre hitlérien » concernant le judéocide se trouve dans Longerich (Peter), Der ungeschriebene Befehl. Hitler und der Weg zur « Endlösung », Piper, Munich, 2001, dont la version anglaise est intitulée The Unwritten Order. Hitler's Role in the Final Solution, Tempus, Londres, 2003.

30. Voir n. 18, ci-dessus.

31. Brayard (Florent), La « Solution finale de la question juive ». La technique, le temps et les catégories de la décision, Fayard, Paris, 2004.

32. Jäckel (Eberhard), « On the Purpose of the Wannsee Conference », in Pacy (James S.) et Wertheimer (Alan P.), s.d., Perspectives on the Holocaust : Essays in Honour of Raul Hilberg, Boulder, 1995, p. 39-49.

33. C'est l'historien Timothy Mason qui a forgé les termes d'« intentionnaliste » et de « fonctionnaliste » dans Mason (Timothy), « Intention and Explanation : A Current Controversy about the Interpretation of National Socialism », in Hirschfeld (Gerhard) et Kettenacker (Lothar),

Der « Führerstaat ». Mythos und Realität, DVA, Stuttgart, 1985, p. 23-42. Pour une présentation générale de tous ces débats, voir Kershaw (Ian), The Nazi Dictatorship. Problems and Perspectives of Interpretation, Edward Arnold, Londres, 1993 (3e édition) ; trad. française par Jacqueline Carnaud, Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation, Gallimard, Paris, 1997 (2e édition).

34. Entretien avec l'auteur, mai 1999.

35. Mommsen (Hans), « Hitlers Stellung im nationalsozialistischen Herrschaftssystem », in Mommsen (Hans), Der Nationalsozialismus und die deutsche Gesellschaft, op. cit., p. 67-101 ; trad. française par Françoise Laroche, « La place de Hitler dans le système de pouvoir national-socialiste », in Mommsen (Hans), Le National-Socialisme et la société allemande, op. cit., p. 67-99.

36. Hilberg (Raul), The Destruction of the European Jews, 1961 ; trad. française, La Destruction des Juifs d'Europe, 2 volumes, Paris, Gallimard, réédition 2006.

37. Koehl (Robert L.), « Feudal Aspects of National Socialism », in Turner (Henry A.), Nazism and the Third Reich, New York, 1970, p. 151-174.

38. Un bon exemple d'introduction systématique de considérations rationnelles dans les décisions de Hitler se trouve dans Delpla (François), Hitler, Grasset, Paris, 2000, une des meilleures illustrations de l'intérêt mais aussi des limites d'une approche purement intentionnaliste.

39. Burrin (Philippe), Ressentiment et Apocalypse. Essai sur l'antisémitisme nazi, Seuil, Paris, 2004.

40. Hamann (Brigitte), Hitlers Wien, Rowohlt, Reinbek bei Hamburg, 1998. Kershaw (Ian), Hitler, t. 1, op. cit.

41. Hillgruber (Andreas), Hitlers Strategie. Politik und Kriegführung, 1940-1941, Fischer, Francfort/Main, 1965.

42. Sydnor (Charles), « Reinhard Heydrich. Der "ideale Nationalsozialist" », in Smelser (Ronald) et Syring (Enrico), Die SS. Elite unter dem Totenkopf, Schöningh, Paderborn, 2000, p. 208-219.

43. Entretien de l'auteur avec Eberhard Jäckel, mai 1999.

Chapitre 1

44. Jäckel (Eberhard) et Kuhn (Axel) (éds), Adolf Hitler. Sämtliche Aufzeichnungen, 1905-1924, Stuttgart, 1980, p. 88-90. Entfernung est le plus exactement traduit par « élimination » (étymologiquement, faire sortir du limes, des frontières).

45. Ibid., p. 119-120.

46. L'expression allemande utilisée par Hitler est « mit Stumpf und Stiel ausrotten », qui signifie « extirper y compris la souche et la racine » – d'un arbre ou d'une plante qu'on a coupé.

47. Voir ci-dessus introduction, n. 25.

48. Hitler (Adolf), Mein Kampf, Nouvelles Editions Latines, Paris, réédition de la traduction de 1934, p. 677-678. Commentant ce passage, Philippe Burrin écrit : « Hitler avait tiré de son expérience la conviction qu'à l'avenir la nation devait être épurée avant toute guerre. Mais [ici]

il se place dans une autre perspective, puisqu'il revient sur la guerre passée pour évoquer ce qui, malgré tout, aurait pu être fait. Ecrivant après la défaite, il attribuait rétrospectivement une double valeur à la mesure expéditive dont il aurait souhaité l'application. Une valeur propitiatoire, car une mesure de ce genre, traduisant une volonté de guerre à outrance, aurait "peut-être" permis la victoire, sauvant la vie de nombreux soldats allemands. Une valeur de vengeance, et c'est le plus frappant : la mort de milliers de Juifs, même si elle n'avait pas pu changer d'issue la guerre, aurait été malgré tout pleinement justifiée en ce qu'elle vengeait la mort des Allemands tombés au front. » Burrin, Hitler, op. cit., p. 32-33.

49. Cité dans Friedländer (Saul), L'Allemagne nazie et les Juifs, t. 1, Seuil, Paris, 1997, p. 119.

50. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 119.

51. Ibid.

52. Citations ibid., t. 1, p. 79.

53. Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung, t. 9, Weimarer Republik und Drittes Reich, 1918-1945, Reclam, 1995, p. 66-71.

54. Dans le programme de Tivoli de 1892 (Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung, t. 8, Kaiserreich und Erster Weltkrieg, 1871-1918, Reclam, 2000, p. 226-228), les conservateurs allemands réclamaient l'exclusion des Juifs du gouvernement et de tout poste de responsabilité dans l'éducation et la culture allemande. Dans Wenn ich der Kaiser wär'. Politische Wahrheiten und Notwendigkeiten, publié en 1912 à Leipzig, sous le pseudonyme de Daniel Frymann (on appréciera le sens de ce pseudonyme signifiant « homme libre »), Heinrich Class, président de la Ligue pangermaniste, avait réclamé que tous les Juifs soient considérés comme des « étrangers » et soient exclus de la vie politique, économique et sociale du pays. Sur ces deux manifestations de l'antisémitisme allemand avant 1914, voir Winkler (Heinrich August), Der lange Weg in den Westen. Deutsche Geschichte im XIX. und XX. Jahrhundert, 2 volumes, Beck Verlag, Munich, 2005 ; trad. française par Odile Demange, Histoire de l'Allemagne XIX^{e}-XX^{e} siècle. Le long chemin vers l'Occident, Fayard, Paris, 2006, p. 242 et p. 270-273.

55. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 26-30.

56. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 32.

57. Read (Anthony), The Devil's Disciples. The Lives and Times of Hitler's Inner Circle, Pimlico, Londres, 2004, chap. VII, en particulier p. 165-166.

58. Reuth (Ralf Georg), Goebbels. Eine Biographie, Piper, Munich, 1990, utilisé ici dans l'édition de poche de 1995, p. 72-75, p. 126-129, p. 281-282, p. 330-337, p. 369-370, p. 394-401.

59. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 29-30.

60. Ibid., p. 38.

61. Ibid., p. 30.

62. Ibid.

63. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 40.

64. Charguéraud (Marc-André), Tous coupables ? Les démocraties occidentales et les communautés religieuses face à la détresse juive. 1933-1940, Labor et Fides, Genève, 1998 ; Rychlak

(Ronald J.), Righteous Gentiles. How Pius XII and the Catholic Church Saved Half a Million Jews from the Nazis, Spence Publishing Company, Dallas, 2005. Sur les remontrances qu'eurent à subir Papen et Göring du sous-secrétaire d'Etat, Mgr Pizzardo, lors d'un séjour à Rome à la mi-avril, Ben Elissar (voir n. 70), p. 63.

65. Ben Elissar (Eliahu), La Diplomatie du III^e Reich et les Juifs. 1933-1939, Christian Bourgois, Paris, 1981, p. 56. Alfred Rosenberg, l'homme qui avait introduit Hitler aux Protocoles des Sages de Sion, avait été nommé à la tête du bureau de politique étrangère (Aussenpolitisches Amt, APA) du parti nazi, dont l'ambition était d'imposer sa volonté au ministère des Affaires Etrangères. Il fut envoyé par Hitler à Londres pour essayer d'apaiser l'agacement de l'opinion britannique et tint une conférence de presse si maladroite que Hitler dut recevoir l'ambassadeur de Grande-Bretagne. De façon intéressante, dès qu'il se mit à évoquer la « question juive », Hitler se mit à hurler.

66. Tooze (Adam), The Wages of Destruction. The Making and Breaking of the Nazi Economy, Allen Lane, Londres, 2006 ; utilisé dans la version allemande, trad. par Yvonne Badal, Ökonomie der Zerstörung. Die Geschichte der Wirtschaft im Nationalsozialismus, Siedler, Munich, 2007, p. 100.

67. Ben Elissar (Eliahu), op. cit., n. 70, p. 78-79.

68. Roth (Karl Heinz), Facetten des Terrors. Der Geheimdienst der « Deutschen Arbeitsfront » und die Zerstörung der Arbeiterbewegung 1933-1938, Temmen, Brême, 2000.

69. Schleunes (Karl A.), The Twisted Road to Auschwitz. Nazi Policy toward German Jews, 1933-1939, University of Illinois Press, Urbana, 1970, p. 93-94.

70. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 41-45.

71. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 42.

72. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 49.

73. Ben Elissar (Eliahu), op. cit. (voir n. 70), p. 133 et suiv. ; Browning (Christopher), The Final Solution and the German Foreign Office. A Study of Referat D III of Abteilung Deutschland, New York, 1978.

74. Hilberg (Raul), La Destruction, op. cit. (n. 38), t. 1, p. 61-74.

75. « Die Nürnberger Gesetze vom 15. September 1935 », Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung, t. 9, op. cit. (voir n. 57 ci-dessus ?), p. 257-260.

76. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 128.

77. Ibid., p. 81-82.

78. Voir Ben Elissar (Eliahu), op. cit. (n. 70), p. 180-186. Lors de la rédaction des lois de Nuremberg, Hitler se fit présenter quatre projets. Il choisit la version qui distinguait entre Juifs intégraux et Mischlinge et entre Mischlinge du premier ou du second degré (respectivement deux ou un seul des grands-parents juifs), soit le projet le moins discriminateur des quatre qui lui avaient été présentés. Mais il brouilla une première fois les pistes en supprimant de la version retenue la phrase décisive : « Ces lois sont applicables aux seuls Juifs intégraux. » Puis, vis-à-vis de l'étranger, il brouilla une seconde fois les pistes en rétablissant la phrase dans les communiqués de presse. Ensuite, il laissa « radicaux » et « modérés » s'affronter sur la rédaction de décrets additionnels aux lois, promulgués le 14 novembre 1935. Voir le récit dans Lösener (Bernhard), « Als Rassereferent im Reichsministerium des Inneren », VfZ, 3, 1961, p. 264-278.

79. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 41-42.

80. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 128.

81. Ibid., p. 129.

82. Ibid., p. 128.

83. Ibid., p. 129.

84. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 75, p. 80.

85. Le Centralverein deutscher Staatsbürger jüdischen Glaubens (Union centrale des citoyens allemands de confession juive), fondé en 1893 et devenu depuis lors la plus grande organisation représentant les Juifs allemands, de tendance assimilationniste. Il regroupait en 1933 60 000 membres répartis dans 555 groupes locaux. Voir Berding (Helmut), Moderner Antisemitismus in Deutschland, Suhrkamp, Francfort/Main, 1998 ; trad. française par Olivier Mannoni, Histoire de l'antisémitisme en Allemagne, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 1991, p. 146-147.

86. Wildt (Michael) (éd.), Die Judenpolitik des SD. 1935-1938, Oldenbourg, Munich, 1998, p. 21. A titre d'exemple, on consultera le rapport « Über die seit dem 23.12.1934 in Frankfurt/M. vorgekommenen Ausschreitungen gegen jüdische Geschäfte und Warenhäuser », Staatspolizeistelle i. d. Reg.-bez. Wiesbaden in Frankfurt/Main, 6. Februar 1935, gez. Beckerle, United States Holocaust Memorial Museum (USHMM), RG-11.001M.24, Reel 94.

87. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 85-86.

88. Bericht der Führung der Polizei München, avril-mai 1935, Geheimes Staatsarchiv, Munich, Institut für Zeitgeschichte (IfZ), Fa 427/2, f° 24.

89. Stapostelle Berlin an RuPrMdI, 22.8.1935, Sonderarchiv Moskau, 500-1-379, cité dans Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 21.

90. Heydrich an Reichskanzlei, reproduit dans Jochmann (Werner), Gesellschaftskrise und Judenfeindschaft in Deutschland, Christians, Hambourg, 1988, p. 245-46. Voir aussi IfZ, MA-433, f° 8447, Gestapo an SS-Standortsführung, à propos d'un SS-Scharführer pris à coller des inscriptions du type : « Wer bei Juden kauft stiehlt Volksvermögen » (« Qui achète chez les Juifs vole les biens du peuple »).

91. Cité dans Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 147.

92. Lagebericht des SD-Hauptamtes J I/6 (Juden), 17.8.1935, in Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 69. Voir aussi Heydrich an alle Stapoleitstellen, 19.08.1935, IfZ, MA-172.

93. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 95.

94. Un résumé de la conférence dans le document de Nuremberg NG 4067 ; un compte rendu du point de vue de Heydrich : Gestapa, II.1.B2, « Bericht über die am 20.8.35 im Reichswirtschaftsministerium stattgehabte Besprechung über die praktische Lösung der Judenfrage », Sonderarchiv Moskau 500-1-379, consulté par nous en copie : USHMM, RG-11.001M.24, Reel 94, 96-105.

95. Début mai, Schacht avait adressé un mémorandum à Hitler où il exprimait la crainte de réactions négatives des milieux économiques à l'étranger, comme au printemps 1933. A ce propos, voir Ben Elissar (Eliahu), op. cit., p. 140-146.

96. « Heydrich an die Teilnehmer der Chefbesprechung im Reichswirtschaftsministerium, 9. September 1935 », in Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 70-72.

97. Lorsque Himmler limiterait l'attribution de passeports aux Juifs en novembre 1937, les réservant aux seuls cas de voyage à l'étranger pour les intérêts économiques du Reich (USHMM, RG-11.001M.24, Reel 94 ; f^os 189-194, gez. Heydrich), puis, en octobre 1938, demanderait aux Juifs de rendre leurs passeports pour que la lettre « J » y soit inscrite – sans certitude, pour leurs détenteurs, de les récupérer (document de Nuremberg NG-3366, gez. Best).

98. Voir aussi IfZ, MA-172, Heydrich, Gestapa an alle Stapostellen, 25.2.1935, un document où le chef de la Gestapo explique que « les prestations d'artistes non aryens devant un public aryen sont fondamentalement indésirables » ; ibid., 3.12.1935 ; IfZ, MA-392, SD-Oberabschnitt Rheinland an den Gruppenführer SS Heissmeyer, Koblenz, 3.4.1935 ; IfZ, MA-554, SD-Hauptamt an das Bezirksgericht des NSDAP III/B (Berlin-Steglitz), 11.10.1935 ; ibid., SD-Hauptamt, mémorandums II 112 du 27.11.1936 et du 3.1.1938 ; ibid., SD-Hauptamt, Verwaltung der Seeorte an der Ostsee, 17.5.1938.

99. Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 24.

100. Adam (Uwe), Judenpolitik im Dritten Reich, Droste, Düsseldorf, 1972, p. 125 ; Mommsen (Hans), « La réalisation de l'utopique », art. cit., (voir n. 37), p. 387.

101. Bankier (David), The Germans and the Final Solution. Public Opinion under Nazism, Oxford University Press, 1980, p. 77-80 ; Kulka (Otto Dov), « Die Nürnberger Rassengesetze und die deutsche Bevölkerung im Lichte geheimer NS Lage- und Stimmungsberichte », VfZ, 4, 1984, p. 596-612, qui insiste plus que Bankier sur les manifestations d'opposition aux lois de Nuremberg dans la population allemande. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 106-111, juge la thèse de Bankier partiale au vu des rapports de la Gestapo qui témoignent de l'hostilité d'une partie de la population aux lois de Nuremberg. On se reportera aussi à Gordon (Sarah), Hitler, Germans and the « Jewish Question », Princeton University Press, 1984 ; et à Kershaw (Ian), Popular Opinion and Political Dissent in the Third Reich. Bavaria 1933-1945, Oxford University Press, 1983 ; trad. française par Pierre-Emmanuel Dauzat, L'Opinion allemande sous le nazisme. Bavière 1933-1945, Editions du CNRS, Paris, 1995.

102. Bankier (David), « Jewish Society through Nazi Eyes, 1933-1936 », Holocaust and Genocide Studies (HGS), 6, n° 2, 1991.

103. On oublie toujours de mentionner la troisième loi, qui fut en fait la première promulguée lors de la séance du Reichstag du 15 septembre 1935, à Nuremberg : elle faisait du drapeau à croix gammée le drapeau de la nation allemande. Or la croix gammée a été reprise par les nazis aux antisémites du début du siècle. Cette loi signifiait que désormais la nation tout entière devait se ranger sous le drapeau de l'antisémitisme. A ce sujet, voir Rollin (Henri), L'Apocalypse de notre temps. Les dessous de la propagande allemande d'après des documents inédits, Gallimard, Paris, 1939 ; rééd. Allia, Paris, 2005, chap. 2. Le 7 octobre 1936, la Gestapo interdisait aux « entreprises juives » d'arborer « des drapeaux à croix gammée ou tout autre insigne national » (USHMM, RG-11.001M.24, Reel 94).

104. Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 25.

105. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 45.

106. Ibid., p. 50.

107. Emblématique est cette déclaration du journal libéral américain The Nation, le 1^er août 1936 : « [On] ne voit pas de têtes juives coupées ni même sérieusement matraquées [...]. Les

gens sourient, se montrent courtois et chantent avec entrain dans les brasseries en plein air. Les pensions sont bonnes, peu chères et nombreuses, et personne ne se fait estamper par des hôteliers et des commerçants âpres au gain. Il règne une propreté terrible et rien ne rebute le visiteur. » Cité dans Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 186.

108. Cité dans Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 187.

109. Goebbels (Joseph), Die Tagebücher, 6.11.1936.

110. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 132-133.

111. StA Frankfurt 50/4 Js 284/71, Anklageschrift vom 26.8.1983.

112. Voir ci-dessous, chap. 4.

113. Sur l'importance de la surveillance des organisations chrétiennes en 1934 et 1935 chez Heydrich, voir IfZ, Fa 119/1 (Bayerische Politische Polizei), f^os 1-2, 10-14, 17-18, 22-23, 24-26, 44 (dans le même dossier, la surveillance des organisations juives ne concerne que les f^os 8, et 20-21) ; et MA 295 (SD) : f^os 2114, 2174-2210, 2233-2243 ; 2285-2308, 2309-2326, 2378-2521, 2522-2529, 2631-2667. Sur la politique générale menée par Himmler et Heydrich à cette époque voir aussi Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 13.

114. Voir par exemple l'échange de correspondance sur les organisations de jeunesse juives : on remarquera l'ordre dans lequel les « hommes de Heydrich » se saisissent d'un sujet : d'abord le SD : « Jüdische Jugendorganisation », 19.6.1934, Sicherheitsdienst des Reichsführers-SS und die Adjutantur SS-Brigadeführer Heydrich, Gestapoamt Berlin ; 1re réaction du Ge(heimes) Sta(ats) p(olizei) a(mt), II.1.B2, 1.10.1934, « Jüdische Jugendorganisationen » ; courrier de la Bayerische Politische Polizei, « Jüdische Jugendverbände » 29.11.1934 ; deuxième réponse du Gestapa, 16.2.35 (USHMM, RG-11.001M, Reel 17). Pour le contexte général, voir Johnson (Eric A.), Nazi Terror. The Gestapo, Jews and Ordinary Germans, Basic Books, New York, 1999, p. 68-77 et Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 67-70.

115. Billig (Joseph), L'Hitlérisme et le système concentrationnaire, coll. « Quadrige », rééd. PUF, Paris, 2000, p. 181-191 ; Aronson (Shlomo), Reinhard Heydrich und die Frühgeschichte von Gestapo und SD, DVA, Stuttgart, 1971, p. 103-132.

116. BPP, 20.3.1934, « Genehmigung der Betätigung jüdischer Organisationen », signé Heydrich, IfZ, Fa 119/1, f^os 20-21.

117. BPP, 28.1.1935, reproduit in Mommsen (Hans), Polizeistaat (réf. ?), p. 78-79.

118. BPP, 28.1 et 13.4.1935, reproduit in Mommsen, Polizeistaat, op. cit., p. 78-79 et p. 80-81. Voir aussi Gestapa, II.1.B2, « Lagebericht Juden », 19.2.1935, USHMM, RG-11.001M, Reel 17, rédigé par Heydrich, qui formule le souhait que les Juifs prennent en compte le résultat du référendum sur la Sarre, qui ne devrait plus laisser aucun doute sur l'attachement des Allemands au Führer et donc sur la nécessité pour les Juifs de quitter l'Allemagne. Heydrich réitère le principe du soutien de la police politique aux organisations sionistes et du harcèlement des organisations assimilationnistes.

119. « Memorandum des SD-Amtes IV/2 an Heydrich, 24.5.1934 », in Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 66-69. Peut être consulté à l'USHMM, RG-11.001M, Reel 17.

120. Voir IfZ-Fa 282 ; voir aussi Sonderarchiv Moskau, 501-1-18 : Bericht Gestapa, novembre 1934 ; et le « Lagebericht Juden », Gestapa, II.1.B2, 19.2.1935, déjà cité en n. 125 ; voir

enfin BA-R58/276 : Schreiben des Gestapa an alle Stapostellen, 21.2.1935, signé Best.

121. Tooze (Adam), op. cit., p. 100-101.

122. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 125-126.

123. Tooze (Adam), op. cit., p. 102.

124. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 175 : « [En 1935] les Juifs du Reich restaient convaincus de pouvoir s'en tirer ; ils ne pressentaient pour la plupart aucune catastrophe imminente. »

125. IfZ, MA-172, Gestapa an das Centrale Verein, 1.6.1934 ; ibid., Stapo Hannover, 16.8.1934.

126. IfZ, MA-172, Gestapa an alle Stapoleitstellen, 24.11.1935.

127. IfZ, MA-172, Gestapa an alle Stapoleitstellen, 4.4.1936.

128. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 130-134, p. 159-160 et p. 224-232.

129. « Lagebericht der Abteilung II 112 für die Zeit vom 1.1-31.3.1937 », 8.4.1937, in Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 105-107.

130. Citations dans Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 188-189.

131. IfZ, MA-172, Stapostelle Hildesheim, 23 et 28.10.1935.

132. Gellately (Robert), The Gestapo and German Society : Enforcing Racial Policy. 1933-1945, Oxford University Press, 1990, p. 164 : les dossiers de la Gestapo de Würzburg donnent, en nombre de dénonciations pour « souillure de la race » ou « amitié avec les Juifs » : 3 en 1934 ; 7 en 1935 ; 31 en 1936 ; 21 en 1937 ; 28 en 1938 ; 25 en 1939.

133. Oberabschnitt-Berichte du SD, février/mars/avril 1937, cités dans Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 41.

134. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 227.

135. Mommsen (Hans) et Willems (Susanne) (éds), Herrschaftsalltag im Dritten Reich, Droste, Düsseldorf, 1988, p. 444 et 446.

136. Vermerk Wisliceny s zur « Judenfrage », 7.4.1937 : « La question juive est une question de race et donc sans aucune ambiguïté une question idéologique. [...] Elle ne peut être réglée que de manière centralisée et par la législation » ; « Richtlinien und Forderungen an die Oberabschnitte » verfasst von Wisliceny und Hagen, 21.4.1937 : « La solution de la question juive se trouve uniquement dans une expulsion complète des Juifs d'Allemagne » ; les deux documents sont reproduits dans Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., respectivement aux pages 108-109 et 110-114. Voir aussi Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 135-146.

137. Eichmann, « Disposition für die Judenbearbeitung im Gebiet des SD-OA Südost », 10.5.1937 ; Sonderarchiv Moskau, 500-1-403, cité dans Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 34.

138. Il fallait 1 000 livres palestiniennes, qui s'échangeaient au taux de 1 pour 1 contre des livres britanniques.

139. Hanotea Ltd, entreprise située près de Tel-Aviv et commercialisant ses plantations de citron (des agrumes ?).

140. Tooze (Adam), op. cit., p. 118.

141. Voir note 120.

142. BA-R58/954, Bericht Hagen, 17.6.1937.

143. BA-R58/954, « Bericht über die Palästina-Ägyptenreise von SS-Hptscharf. Eichmann und SS-O'Scharf. Hagen », 4.11.1937.

144. ADAP, Serie D, t. 5, n. 564.

145. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 125-126.

146. Hitlers Denkschrift zum Vierjahresplan vom Sommer 1936, in Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung, t. 9, op. cit., p. 268-275.

147. Cité dans Hass (Gerhart), « Zum Russlandbild der SS », in Volkmann (Hans-Erich), Das Russlandbild im Dritten Reich, Böhlau, Cologne, 1994, p. 209.

148. Krausnick (Helmut) et Kotze (Hildegard von) (éds), Es spricht der Führer..., p. 147-148, cité dans Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 192-193.

149. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 193.

Chapitre 2

150. « Niederschrift des Obersten Hossbach über die Besprechung Hitlers mit den Oberbefehlshabern und dem Reichsminister des Auswärtigen über die deutsche Aussenpolitik vom 5. November 1937 », reproduit dans Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung, t. 9, op. cit., (voir n. 57), p. 290-296.

151. Tooze (Adam), op. cit. (voir n. 71), p. 285-288.

152. Kershaw (Ian), Hitler, op. cit. (n. 19 ci-dessus), ici t. 2, Nemesis, Penguin, Londres, 1998-1999 ; trad. française par Pierre-Emmanuel Dauzat, Flammarion, Paris, 2000, p. 110-124.

153. Dederichs (Mario), Heydrich. Das Gesicht des Bösen, Piper, Munich, 2005, p. 103-106. Gebwarth (Robert), Heydrich, op. cit., p. 147-150.

154. Carsten (Francis L.), Faschismus in Österreich : von Schönerer zu Hitler, Munich, 1978, p. 180 et suiv. Dans la mentalité nazie, toutes les « internationales » (catholicisme, franc-maçonnerie, communisme) dépendaient en dernier ressort des Juifs ; il n'était donc pas absurde pour les nazis autrichiens d'affirmer que Dollfuss et Schuschnigg, appuyés par le Vatican, étaient des « instruments des Juifs ». Dans le même ordre d'idée, pour l'Allemagne, voir la circulaire : Gestapa, II.B1 – An alle Staatspolizeileitstellen und Staatspolizeistellen, 25.1.1937 :Kath. und protestantsische Geistliche jüdioscher Abstammung als Erzieher der deutschen Jugend, gez. Müller, USHMM, RG-11.001M.24, Reel 94, f° 136.

155. Safrian (Hans) et Witek (Hans), Und keiner war dabei : Dokumente des alltäglichen Antisemitismus in Wien 1938, Picus Verlag, Vienne, 2008.

156. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 243.

157. Hilberg (Raul), La Destruction, op. cit., t. 1, p. 87.

158. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 244-245. Les deux citations sont tirées de IfZ, MA-290, Persönlicher Stab des RFSS, 14.8.1939, le commissaire d'Etat aux entreprises privées (Walter Rafelsberger) à Heinrich Himmler.

159. Cité dans Safrian (Hans), Eichmann und seine Gehilfen, Fisher, Francfort/Main, 1995, p. 31.

160. Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 53.

161. BA-R58/991, « Tätigkeitsbericht II 112, 1.1-30.6.1938 ». Pour Eichmann, voir, outre Wojak (Irmtrud), op. cit., n. 6, et Safrian (Hans), Eichmann und seine Gehilfen (?), op. cit., n. 167, Caesarini (David), Eichmann. His Life and Crimes, William Heinemann, Londres, 2002 ; trad. allemande de Klaus-Dieter Schmidt, Adolf Eichmann. Bürokrat und Massenmörder, Propyläen Verlag, Berlin, 2004, p. 89-101 pour l'activité en Autriche. Voir enfin, Lozowick (Yaacov), trad. de l'anglais par Christoph Münz, Hitlers Bürokraten. Eichmann, seine willigen Vollstrecker und die Banalität des Bösen, Pendo, Zurich/Munich, 2000, pour la période suivant l'Anschluss, p. 54-59.

162. A Berlin fut formé en mai 1938 un Österreichs Auswertungskommando qui avait pour tâche d'exploiter ces documents. BA-R59/991, commenté dans Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit, p. 52. Voir aussi la correspondance entre le bureau du SD-Danube et Reinhard Heydrich in USHMM, RG-11.001M.24, Reel 94.

163. IfZ-MA 554, correspondance entre Albert et Six, 18 et 26.1.1939. Voir aussi USHMM, RG-11.001M, Reel 7, 12.9.1938, Beziehungen der Gegner in Österreich während der Systemzeit zu ausländischen Stellen und ihre Finanzierung durch das Ausland. Le rapport avait été commandé seulement quatre jours plus tôt, le 8 septembre, par Knochen, de la part de Heydrich.

164. IfZ-MA 554, 17 juin 1938, 17 août 1938.

165. Mémorandum interne du SD, 29 août 1938, reproduit dans Mendelsohn (John) (éd.), The Holocaust : Selected Documents, en 18 volumes, New York, 1982 ; ici t. 4, p. 216.

166. BA-R58/544, Vermerk Eichmann, 19.4.1938.

167. BA-R58/982, Eichmann an Hagen, 8.5.1938, reproduits dans Arad (Yitzhak), Gutman (Yisrael), Margaliot (Abraham) (éd.), Documents on the Holocaust. Selected Sources on the Destruction of the Jews of Germany, Austria, and the Soviet Union, Yad Vashem, Jérusalem, 1981, p. 93-94.

168. Cité dans Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 246.

169. Document Nuremberg : PS-1816.

170. USHMM, RG-11.001M, Reel 8, f° 10 ; Safrian (Hans), Eichmann, op. cit., p. 36-46 ; Wojak (Irmtrud), op. cit., n. 6, p. 96-97.

171. BA-R58/486, Bericht Hagen, 12.9.38.

172. Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 54.

173. « Bericht über die Zentralstelle für jüdische Auswanderung in Wien », Herbert Hagen, novembre 1938, in Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 193. Consultable en copie à l'USHMM, RG-11.001M, Reel 8.

174. Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 54.

175. Wojak (Irmtrud), op. cit., n. 6, p. 95.

176. Lagebericht der Abteilung II 112 für das Jahr 1938, in Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 194-206.

177. Aly (Götz) et Heim (Susanne), Die Vordenker der Vernichtung, Fischer, Francfort/Main, 1989 ; trad. française par Claire Darmon à partir de la version anglaise (Architects of Anihilation, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 2002), Les Architectes de l'extermination, Mémorial de la Shoah/Calmann-Lévy, Paris, 2006, p. 41-42.

178. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., n. 28, p. 162-164.

179. Herbert (Ulrich), Best. Biographische Studien über Radikalismus, Weltaanschauung und Vernunft. 1903-1989, Dietz, Bonn, 1996, p. 213.

180. Pätzold (Kurt) (éd.), Verfolgung. Vertreibung. Vernichtung. Dokumente des faschistischen Antisemitismus 1933 bis 1942, Röderberg, Francfort/Main, 1984, p. 159.

181. IfZ, MA-554, SD-Hauptamt, 28.3.1938.

182. Tooze (Adam), op. cit., p. 322-326 ; Aly (Götz), Hitlers Volksstaat, Fischer, Francfort/Main, 2005 ; trad. française par Marie Gravey, Comment Hitler a acheté les Allemands, Flammarion, Paris, 2005, p. 47-49 ; on citera en particulier ce qu'écrit Aly, p. 47 : « [...] la politique allemande poussa, à l'extérieur, au démantèlement de la Tchécoslovaquie et, à l'intérieur, au pogrom contre les Juifs. Le fisc, ayant besoin d'argent, le gouvernement ne reculait devant aucune combine pour éviter la faillite de l'Etat ; la moindre interruption aurait immédiatement fait apparaître les problèmes. La fuite en avant était la seule issue. » Tooze présente une causalité inverse : c'est le choix hitlérien d'orienter l'économie exclusivement vers la guerre à partir de 1936 qui rend aigu le problème des réserves financières. On peut accorder les deux points de vue en soulignant qu'à partir du moment où il avait fait le choix d'une « économie de guerre » Hitler maîtrisait beaucoup moins qu'il ne s'en donnait l'air le calendrier du déclenchement de la guerre – le 5 novembre 1937, il avait parlé de déclencher la guerre pour la « conquête de l'espace vital » en 1943-1945.

183. IfZ Munich, MA-557, SD-Hauptamt, Die Konferenz von Evian, rapport non daté.

184. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 260.

185. Cité dans ibid., p. 262.

186. Hayes (Peter), « Big Business and "Aryanization" in Germany », in Jahrbuch für Antisemitismusforschung, 3, 1994, p. 267.

187. BA-R58/979, SD-II.112 an SS-Ostf Spengler, 15.2.1938 ; Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 161.

188. Ben Elissar (Eliahu), op. cit., p. 244.

189. Ibid., p. 286.

190. Herbert (Ulrich), Best, op. cit., p. 215.

191. Documents diplomatiques suisses, t. 12, p. 570, cité dans Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 264.

192. Minczeles (Henri), Une histoire des Juifs de Pologne. Religion, culture, politique, La Découverte, Paris, 2006, p. 230-248. Voir aussi Simonnot (Philippe), Juifs et Allemands. Préhistoire

d'un génocide, PUF, Paris, 1999, p. 247-267 et Weiss (Yfaat), Deutsche und polnische Juden vor dem Holocaust. Jüdische Identität zwischen Staatsbürgertschaft und Ethnizität 1933-1940, Oldenbourg, Munich, 2000.

193. La lettre reflétait aussi la pression du Vatican pour que le clergé rejette l'antisémitisme. Voir Dalin (David), The Myth of Hitler's Pope. How Pie XII rescued Jews from the Nazis, Regnery Publishing, New York, 2005 ; trad. française par Claude Mahy, Pie XII et les Juifs. Le mythe du pape d'Hitler, Tempora, Perpignan, 2007, p. 66-70.

194. Il s'agit de la Pologne dans ses frontières d'avant le pacte germano-soviétique.

195. Heydrich, fasciné par les services secrets britanniques, se laissait appeler comme le chef du MI6.

196. La « section des affaires juives » de la Gestapo.

197. Cité dans Yahil (Leni), « Madagascar-Phantom of a Solution for the Jewish Question », in Vago (Bela) et Mosse (George L.) (s.d.), Jews and Non-Jews in Eastern Europe, New York, 1974, p. 321.

198. IfZ, ED 303, Unterlagen betr. Entrechtung der Juden in Baden, 1933-1940, ici 20.9.1938.

199. Voir Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 185-186. La décision ne fut appliquée qu'au mois de septembre, voir USHMM, RG-11.001M, Reel 8, 6.9.38, SD O(ber) A(bschnitt) Fulda-Werra an das SD-Hauptamt – Abteilung II 112. Betr. Aufloesung der Staatszionistischen Vereinigung – Vorg. : Rdschr. II 112 313/C 422 vom 27.8.1938 ; même document pour le SD-OA Munich et pour le SD-OA Elbe.

200. La meilleure analyse de cette question dans Simonnot (Philippe), op. cit., p. 262-266. Voir aussi Weiss (Yfaat), op. cit., p. 169-181.

201. Minczeles (Henri), op. cit., p. 245-246.

202. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 56.

203. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 267-268, Weiss (Yfaat), op. cit., p. 195-203.

204. Le meilleur récit récent de la Kristallnacht est celui de Mommsen (Hans), Auschwitz, 17. Juli 1942. Der Weg zur europäischen « Endlösung » der Judenfrage, DTV, Munich, 2002, p. 80 et suiv. Pour un récit strictement « intentionnaliste », voir Read (Anthony), op. cit., chap. XXI.

205. Treue (Wilhelm), « Hitlers Denkschrift zum Vierjahresplan », VfZ, 3, 1955.

206. « Memorandum "Zum Judenproblem" vermutlich von Eichmann verfasst », in Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 95-103. Lorsque Eichmann insista à plusieurs reprises, devant les policiers qui l'interrogeaient en Israël, sur l'opposition entre l'état d'esprit de Heydrich et celui de la tendance « Streicher » et jugea d'ailleurs Himmler plus réceptif que Heydrich à l'antisémitisme émotionnel, il ne disait qu'une partie de la vérité.

207. IfZ, MA-554, SD-Hauptamt, 31.10.1938.

208. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 270.

209. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 190-195.

210. SD-Bericht, 9 novembre 1938, in Archives of the Holocaust, t. 20, p. 113.

211. C'est l'interprétation de Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 271 et de Kershaw (Ian), Hitler, t. 2, op. cit., note 50, p. 1260. Anthony Read aussi affirme, pour une fois sans preuves, que Goebbels et Heydrich avaient préparé ensemble le pogrom pendant deux jours : Read (Anthony), op. cit., p. 511. Nous préférons pour notre part l'interprétation de Mommsen (Hans), Auschwitz, op. cit., p. 81.

212. Mommsen (Hans), Auschwitz, op. cit., p. 81.

213. Goebbels (Joseph), Tagebücher, I/6, 9.11.38.

214. Read (Anthony), op. cit., p. 317-320.

215. Mommsen (Hans), Auschwitz, op. cit., p. 81.

216. Cité dans Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 36.

217. Goebbels (Joseph), Tagebücher, I/6, 10.11.38.

218. Ibid, I/6, 11.11.38.

219. Goebbels écrivait aussi, en concluant son entrée du 10 novembre : « Déluge d'informations toute la matinée. J'étudie avec le Führer les mesures à adopter. Laisser les coups pleuvoir ou les arrêter ? Telle est maintenant la question ».

220. Sur les colères, contre Goebbels, de Göring et Funk d'une part, du fait des dégâts matériels, et de Ribbentrop, d'autre part, du fait des tensions internationales qui allaient s'ensuivre, Read (Anthony), op. cit., p. 516.

221. Grades de la SS qui équivalaient à ceux de général d'armée et de corps d'armée.

222. Himmler (Heinrich), Geheimreden 1933 bis 1945, édité par Bradley F. Smith et Agnes F. Peterson, Propyläen Verlag, Francfort/Main, 1974 ; trad. française par M.-M. Husson, Discours secrets, Gallimard, Paris, 1978, p. 25-52.

223. Himmler (Heinrich), Discours secrets, op. cit., p. 39. On remarquera avec quelle clarté Himmler dévoile le mode de raisonnement nazi : il y a la guerre des peuples, qui ne devrait poser aucun problème à l'Allemagne, forcément victorieuse. C'est uniquement si les Juifs s'en mêlent que l'Allemagne est en danger.

224. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit. (n. 26), p. 82.

225. Goebbels (Joseph), Tagebücher, I/5, 2.10.38.

226. Sur ce dernier point, voir Simonnot (Philippe), op. cit., p. 266-268.

227. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 25 et p. 57.

228. Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 55-56.

229. Ibid., p. 56.

230. Sonderarchiv Moskau, 500-1-645, Aktennotiz Dr. Spengler, 1.6.38, cité dans Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 56.

231. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 81-82.

232. Document Nuremberg : PS-3051.

233. Heydrich s'appuyait sur un rapport remis la veille à Göring : « Bericht des Chefs der Sicherheitspolizei, Heydrich, an den preussischen Ministerpräsidenten, Göring, vom 11.11.38 über die Gewaltmassnahmen gegen das Judentum am 9/10.11.1938 », reproduit dans Kühnl (Reinhard), Der deutsche Faschismus in Quellen und Dokumenten, Pahl-Rugenstein, Cologne, (6e édition augmentée), 1987, p. 299.

234. Document Nuremberg : PS-1816.

235. Tooze (Adam), op. cit., p. 81.

236. Feldman (Gerald), Allianz im Dritten Reich, Beck, Munich, 2002.

237. BA-Berlin/Lichtefeld, R2501 6521, p. 119-126 et p. 291-305, élaboration d'un rapport de la Reichsbank sur le danger d'inflation dans le Reich, cité dans Tooze (Adam), op. cit., p. 335-336.

238. Aly (Götz), Comment Hitler a acheté les Allemands, op. cit., p. 49-50.

239. Aly (Götz) et Heim (Susanne), « Sozialplanung und Völkermord. Thesen zur Herrschaftsrationalität der nationalsozialistischen Vernichtungspolitik », in Schneider (Wolfgang) (éd.), « Vernichtungspolitik. » Eine Debatte über den Zusammenhang von Sozialpolitik und Genozid im nationalsozialistischen Deutschland, Hamburger Institut für Sozialforschung, Hambourg, 1991, p. 11-23, ici p. 13.

240. Heydrich avait convoqué Eichmann à la réunion du ministère de l'Air la veille, 11 novembre : RG-11.001 M, Reel 8. Analyse dans Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 99-100.

241. Aly (Götz) et Heim (Susanne), « Sozialplanung und Völkermord », art. cit., p. 15. L'Office central est le RSHA, nouvelle organisation du SD et de la Sipo réalisée au début de la campagne de Pologne.

242. Un document du SD-Hauptamt daté du 1er novembre le formulait déjà de manière très brutale : USHMM, RG-11.001M.24, Reel 94 : II. 112 an den SD-Führer des SS-O.A. Ost, Berlin Betr. Ghettoisierung der Juden.

243. Herbert (Ulrich), Best, op. cit. ; Wildt (Michael), Die Generation des Unbedingten. Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes, Hamburger Edition, Hambourg, 2002.

244. Hilberg (Raul), La Destruction, op. cit., t. ?.

245. Gordon (Sarah), op. cit. p. 206-207 ; Kershaw (Ian), Hitler, t. ? **(???)**, op. cit., p. 234-245 : ouvrages cités supra aux n. 108 et 109.

246. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., p. 283-284.

247. Aly (Götz) et Heim (Susanne), « Staatliche Ordnung und "Organische Lösung" : die Rede Hermann Görings "über die Judenfrage" vom 6. Dezember 1938 », Jahrbuch für Antisemitismusforschung, 2, 1993, p. 387.

Chapitre 3

248. D'Onofrio (A.), « Rassenzucht und Lebensraum : Zwei Grundlagen im Blut- und Boden-Gedanken von Richard Walther Darré », in Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, 49, 2001, p. 141-157.

249. Domarus (Max) (éd.), Adolf Hitler. Reden und Proklamationen 1932-1945 : Kommentiert von einem deutschen Zeitgenossen, Würzburg, 1963, t. 2, p. 899.

250. Cité dans D'Onofrio (A.), art. cit. (supra, n. 258).

251. Supra, n. 158.

252. Heinrich Heine avait posé dès le premier tiers du XIX^e siècle la question de l'influence qu'aurait la philosophie sur la politique allemande. Il est approprié de citer, au moment où nous allons analyser le discours du 30 janvier 1939, le célèbre texte de 1834 du poète juif allemand (Heinrich Heine, Religion und Philosophie in Deutschland, in Werke, IV, 163-165, Insel Verlag, 1968, trad. par Edouard Husson) : « La philosophie allemande est une affaire d'importance, qui concerne tout le genre humain, et c'est seulement dans plusieurs générations que l'on pourra trancher : faut-il nous blâmer ou nous féliciter d'avoir bâti nos systèmes philosophiques avant de réaliser la révolution ? Il me semble qu'un peuple méthodique comme le nôtre devait commencer par la Réforme, étape préalable à la philosophie, laquelle devait être explorée avant d'entamer la révolution. Je trouve une telle succession tout à fait sensée. Les têtes qui ont servi à la réflexion philosophique peuvent ensuite être coupées par la révolution, si elle le juge bon. Ces têtes, la philosophie n'aurait jamais pu s'en servir si la révolution les avait coupées auparavant. Mais, républicains allemands, ne vous laissez pas intimider ; la révolution allemande ne sera pas plus clémente ni plus douce parce qu'elle a été précédée de la critique kantienne, de l'idéalisme transcendantal de Fichte et même de la philosophie de la nature. Ces doctrines ont causé l'accumulation de forces révolutionnaires qui n'attendent que le jour où elles pourront éclater et remplir l'univers d'horreur et de stupeur. Apparaîtront des kantiens, qui ignoreront la piété, y compris dans le monde des phénomènes, et qui, sans se laisser émouvoir, retourneront avec le glaive et la hache le sol de l'Europe jusqu'à en avoir extirpé les dernières racines du passé. Entreront en scène des fichtéens armés, dont la volonté fanatique ne se laissera maîtriser par aucun sentiment de crainte ni aucune considération d'intérêt ; car ils vivent dans le monde de l'esprit, ils narguent la matière, semblables aux premiers chrétiens que l'on ne pouvait non plus contraindre par les supplices ni par les séductions des sens [...]. Le plus terrible de tout, pourtant, ce serait des philosophes de la Nature qui passeraient à l'action lors d'une révolution allemande et s'identifieraient à l'œuvre de destruction à accomplir. Car, si la main du kantien frappe avec force et assurance parce qu'il ne connaît aucun respect de la tradition en son cœur, si le fichtéen fait face courageusement à tous les dangers, parce que pour lui, ils n'ont aucune réalité, ce sont les communications avec les forces brutes de la Nature, l'évocation des forces démoniaques du panthéisme des anciens Germains qui rendront les philosophes de la Nature particulièrement terribles. En eux se réveillera cet amour du combat que nous retrouvons chez les anciens Allemands : non pas le combat pour la destruction ni le combat pour la victoire, mais le combat pour le combat. Le christianisme – et c'est son plus grand mérite – avait quelque peu dompté cet amour germanique brutal du combat, mais il n'a pu le détruire, et si un jour le talisman, la croix, vient à se briser, alors résonneront de nouveau la sauvagerie des anciens guerriers, cette absurdité forcenée que les poètes nordiques ont tant chantée et décrite. Le talisman est vermoulu et le jour viendra où il s'effondrera pitoyablement. Les anciens dieux de pierre se redresseront de leurs tas de ruines, ils secoueront la poussière millénaire qui leur encombre les yeux et Thor surgira à la fin pour, de son marteau géant, briser les cathédrales gothiques. Quand vous entendrez ce vacarme et le cliquetis des armes, prenez garde, vous, Français, nos voisins, et ne vous mêlez pas de ce que nous faisons chez nous en Allemagne. Cela pourrait mal tourner pour

vous. Gardez-vous d'attiser l'incendie, gardez-vous de vouloir l'éteindre. Vous pourriez facilement vous y brûler les doigts. Ne souriez pas de mes conseils, comme si c'était un rêveur qui vous disait de prendre garde aux kantiens, aux fichtéens ou aux philosophes de la Nature. Ne souriez pas de moi comme d'un esprit chimérique, quand j'attends dans le monde des phénomènes la même révolution que celle qui a eu lieu dans le monde de l'esprit. L'idée précède l'action comme l'éclair le tonnerre. Je vous concède que le tonnerre allemand est bien allemand en ce qu'il n'est pas très souple et qu'il est quelque peu lent à se déplacer ; mais il viendra et, quand vous l'entendrez, vous n'aurez jamais entendu un tel bruit dans l'histoire du monde et vous saurez que le tonnerre allemand a atteint son but. Il fera un tel bruit que les aigles tomberont morts sur le sol et que les lions prendront peur jusque dans le désert le plus éloigné d'Afrique et se terreront dans leurs cavernes royales. On jouera en Allemagne une pièce à côté de laquelle la Révolution française apparaîtra comme une idylle inoffensive. A présent tout est assez calme, et si l'un ou l'autre s'agitent, ne croyez pas que ce soient eux qui entreront alors en scène. Ils ne sont que des petits chiens qui sont entrés dans l'arène encore vide, aboient les uns contre les autres et se mordillent, mais le signal viendra pour les gladiateurs, qui, eux, combattront à mort. »

253. Sur les rapports entre guerre coloniale et disposition à l'extermination et l'application par Hitler et les nazis aux « sous-hommes » de « l'Est européen », voir Arendt (Hannah), The Origins of Totalitarianism, 3 vol., 1948-1951 ; trad. française, Les Origines du totalitarisme, rééd. en un vol. (suivi de Eichmann à Jérusalem) dans la coll. « Quarto », Gallimard, Paris, 2002 ; voir deuxième partie. L'Impérialisme, p. 369-607. Voir aussi Mayer (Arno), Why Did the Heavens not Darken ? The « Final Solution » in History, Pantheon Books, New York, 1991 ; trad. française, La « Solution finale » dans l'histoire, La Découverte, Paris, 1990. Hull (Isabel V.), op. cit., (supra n. 14). Le Cour Grandmaison (Olivier), Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial, Fayard, Paris, 2005. Ternon (Yves), Guerres et génocides au XX^{e} siècle. Architectures de la violence de masse, Odile Jacob, Paris, 2006.

254. Sur tout ce qui suit, voir Jäckel (Eberhard), Hitlers Weltanschauung, DVA, Stuttgart, 1969 ; trad. française par Jacques Chavy, Hitler idéologue, coll. « Tel », Gallimard, Paris, 1973 ; et Billig (Joseph), L'Hitlérisme, op. cit..

255. Traverso (Enzo), La Violence nazie. Une généalogie européenne, La Fabrique éditions, Paris, 2002, p. 56-63.

256. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 26.

257. Bloch (Charles), Le III^{e} Reich et le monde, Imprimerie nationale, Paris, 1986, n. 269 infra, p. 237-244.

258. Bloch (Charles), op. cit., p. 167-169 et p. 246-247.

259. Tooze (Adam), op. cit. (supra n. 71), p. 331-332.

260. Ibid., p. 26-32.

261. Roosevelt avait un temps eu le préjugé favorable pour Mussolini et ce dernier une véritable admiration pour le nouveau président américain. Cf. Milza (Pierre), Mussolini, Fayard, Paris, 1999, p. 600-601 et 624-625.

262. Tooze (Adam), op. cit., p. 76.

263. Bloch (Charles), op. cit., p. 299-300.

264. Tooze (Adam), op. cit., p. 257.

265. Président du Vorstand des Vereinigte Stahlwerke.

266. Robert Bosch (1861-1942), inventeur de la bougie d'allumage qui a permis le développement du moteur à combustion interne.

267. Président du Vorstand d'AEG.

268. Pour ce document, voir n. 153.

269. L'argumentation d'Ernst Nolte (Der europäische Bürgerkrieg. Nationalsozialismus und Bolschewismus, Ullstein, Berlin, 1987 ; trad. française, La Guerre civile européenne, Editions des Syrtes, Paris, 2000, ou Perrin, coll. « Tempus », 2011) ou celle d'Arno Mayer (supra n. 264) qui, l'un parce qu'il est un disciple de Heidegger, l'autre parce qu'il est un historien de l'antimarxisme, mettent l'anticommunisme au centre de leur analyse de l'idéologie nazie, ne permettent pas de rendre compte de la dynamique de l'idéologie nazie. Au contraire, le chapitre 5 (« La synthèse des perspectives historiques ») du livre d'Eberhard Jäckel, Hitler idéologue (supra n. 265), reste irremplaçable.

270. Giordano (Ralph), Wenn Hitler den Krieg gewonnen hätte. Die Pläne der Nazis nach dem Endsieg, Knaur, Munich, 1991, p. 53-63.

271. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 119 ; BA Lichtenfeld R2501 6446, p. 13-19, cité dans Tooze (Adam), op. cit., p. 255 : Göring confie à Heydrich le « Devisenfahndungsamt » le 7 juillet 1936. 473 millions de Reichsmark récupérés en devises entre l'été 1936 et l'été 1937, ce qui permit à l'Allemagne de tenir jusqu'à ce qu'au printemps 1938 l'Anschluss lui permette de mettre la main sur 782 millions de Reichsmark.

272. Hitlers Denkschrift zum Vierjahresplan 1936, in op. cit., supra n. 153, p. 275.

273. Tooze (Adam), op. cit., p. 327.

274. Ibid., p. 328.

275. Bloch (Charles), op. cit., p. 298-302.

276. Ibid., p. 301-303.

277. Ibid., p. 248.

278. Scheme L d'avril 1938 pour l'armée de l'air britannique ; Naval Expansion Bill américain de mai 1938 ; annonce par Edouard Daladier d'un doublement du budget militaire français en mai 1938. Cf. Tooze (Adam), op. cit., p. 295.

279. Tooze (Adam), op. cit., p. 316-320.

280. Overy (Richard), Göring, Phoenix Press, Londres, 2000, p. 89.

281. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 88.

282. Ibid.

283. Ibid., p. 88-89.

284. Tooze (Adam), op. cit., p. 329.

285. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 91.

286. Ibid.

287. Le motif le plus immédiat était la situation financière difficile dans laquelle se trouvait le Reich fin 1938, dont Hitler rendait responsable Schacht bien qu'il ne fût plus ministre des Finances depuis un an.

288. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 92.

289. Cité dans Tooze (Adam), op. cit., p. 335-337.

290. Bien entendu Schacht avait largement contribué à mettre en place l'économie militarisée qui caractérisait le III[e] Reich : « Entre 1933 et 1935, la part des dépenses militaires dans le produit intérieur brut passa de moins de 1 % à presque 10 %. Aucun Etat capitaliste n'avait, en période de paix, entrepris une modification aussi rapide du produit national pris globalement. Pour les seules trois premières années du régime hitlérien, le complexe militaro-industriel concentra dix milliards de Reichsmark de dépenses » – Tooze (Adam), op. cit., p. 91-92. C'est lui qui avait inventé en 1934 les coupons Mefo (Mefowechsel), une véritable monnaie parallèle au Reichsmark, ce qui avait permis à la fois de développer un second budget invisible pour les puissances occidentales, et d'éviter une poussée d'inflation en Allemagne – Tooze (Adam), op. cit., p. 79. Mais il avait pris peur devant l'évolution qu'il avait déclenchée : « Presque la moitié (47 %) de la croissance économique globale de l'Allemagne entre 1935 et 1938 pouvait être directement rapportée à la hausse des dépenses militaires publiques. Si nous incluons dans le calcul les investissements, si largement dictés par les priorités de l'autarcie et du réarmement, la proportion atteint les deux tiers (67 %). La consommation privée n'a contribué, durant la même période, que pour 25 % à la croissance, alors qu'en 1935 elle avait représenté 70 % de l'activité économique globale. Si nous envisageons exclusivement la part des activités économiques soumises à un contrôle étatique direct, la prédominance des dépenses militaires saute encore plus aux yeux. En 1935, 70 %, et en 1938, 80 % de tous les produits et services pour lesquels l'Etat avait engagé des dépenses ont concerné la Wehrmacht » – Tooze (Adam), op. cit., p. 247. Un tel développement impliquait une économie de plus en plus fermée sur elle-même, exportant de moins en moins – d'autant moins que la conjoncture internationale était redevenue mauvaise en 1938 – et donc toujours plus à court de devises.

291. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 92-93.

292. Burrin (Philippe), Ressentiment et Apocalypse, op. cit., p. 44-46.

293. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 99. Sur l'échec en 1935, du fait des disputes entre sionistes et représentants de la communauté juive américaine, d'une tentative de financement de l'émigration d'Allemagne par un groupe de banquiers juifs réunis à Londres, voir Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 176-177.

294. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 100.

295. « Juden, was nun ? », Das Schwarze Korps, 24.11.38.

296. Boberach (Heinz) (éd.), Meldungen aus dem Reich : die geheimen Lageberichte des Sicherheitsdienstes der SS, 1938-1945, 17 volumes, Herrsching, 1984 ; ici vol. 1, 1938, p. 23.

297. Cité dans Wildt (Michael) (éd.), Judenpolitik, op. cit., p. 54.

298. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 90.

299. Ibid., p. 94.

300. Tooze (Adam), op. cit., p. 330-331.

301. Ibid., p. 332.

302. Les Etats-Unis renoncèrent, en décembre 1938, à élever les droits de douane sur les produits allemands, mais ils le firent, de 25 %, après le démantèlement de la Tchécoslovaquie.

303. Kershaw (Ian), « Hitler's role in the "Final Solution" », in Yad Vashem Studies, 34, Jérusalem, 2006, p. 7-43.

304. Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung, 1918-1945, t. 9, op. cit., p. 316-319. Pour une analyse très éclairante, voir Burrin (Philippe), Ressentiment et Apocalypse, op. cit., p. 71-80.

305. Benz (Wolfgang), Dimensionen des Völkermordes, DTV, Munich, 1991.

306. Mommsen (Hans), « La réalisation de l'utopique », art. cit, (supra n. 7), p. 189-190 ; et Mommsen (Hans), Auschwitz, op. cit., (supra n. 7), p. 90-91 ; Pohl (Dieter), Holocaust, op. cit. (supra n. 7), p. 34, minimise la portée de la « prophétie » en en faisant une simple menace envers les Etats-Unis.

307. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit, p. 32 et 48.

308. Extrait de Calic (Edouard) (éd.), Hitler sans masque. Entretiens Hitler-Breiting, Stock, Paris, 1969, p. 82.

309. Goebbels (Joseph), Tagebücher, 30.11.1937.

310. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 62.

311. Les images sont visibles par exemple dans la vidéo The Wannsee Conference, Gateway Films. Le compte rendu du Reichstag est cité dans Burrin (Philippe), Ressentiment et Apocalypse, op. cit., p. 79.

312. Cité dans Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 36.

313. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 62.

314. Voir à ce sujet les commentaires pénétrants dans Tooze (Adam), op. cit., p. 333. Jusque-là, Hitler avait laissé ses lieutenants proférer des menaces radicales – et elles concernaient les seuls Juifs allemands ; ainsi Goebbels, en mai 1934, avait-il ponctué une fin de non-recevoir au gouvernement britannique qui se plaignait de ce que le Reich n'honorait plus ses dettes, en expliquant qu'en cas de nouvelle crise économique provoquée par la « juiverie mondiale », « la haine, la rage et le désespoir du peuple allemand se tourneraient d'abord contre [les Juifs] qui sont là dans le pays ».

315. Rollin (Henri), L'Apocalypse de notre temps, op. cit.

316. Ibid., p. 700.

317. Ibid., chap. XIX.

318. Ibid., chap. XX.

319. Ibid., p. 712-717.

320. Ibid., p. 718-732.

321. Ibid., p. 739.

322. Mayer (Arno), op. cit., p. 196.

323. Sur la conception européenne de Hitler, au cœur de laquelle il y a « un continent sans Juifs », voir Husson (Edouard), « Idée européenne, Europe allemande, Ordre nouveau nazi », in Husson (Edouard), Du Sonderweg au modèle allemand. L'Allemagne de Bismarck à Schröder (à paraître).

324. Lapide (Pinhas E.), The Last Three Popes and the Jews, 1967 ; utilisé ici dans la version allemande, trad. par Jutta et Theodor Knust, Rom und die Juden, Herder, Fribourg-en-Brisgau, 1969, p. 45-74.

325. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 93.

326. Voir infra, chap. 7.

327. En excluant la zone soviétique d'occupation qui donnerait une proportion de six fois plus de Juifs en Pologne qu'en Allemagne avant 1933.

328. Consulté dans Beiträge zur nationalsozialistische Gesundheits und Sozialpolitik, Rotbuchverlag, Berlin, 1985-1997, t. 9, p. 15.

329. Document Nuremberg, NG-2586.

330. Documents on the Holocaust, p. 125-126.

331. Commentaire dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 90.

332. Ibid.

333. Document Nuremberg, NG-1531.

334. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 97-98.

335. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 98.

336. ADAP, série D, t. 5, p. 936.

Chapitre 4

337. Deutsche Geschichte, t. 9, op. cit. (supra n. 314).

338. Le dossier SS de Heydrich se trouve à BA-Berlin-Lichterfelde, Abt. III Drittes Reich, PA Nr. H222A. Une copie s'en trouve à l'Institut für Zeitgeschichte.

339. La meilleure biographie à ce jour est celle de Dederichs (Mario), Heydrich. Das Gesicht des Bösen, op. cit. On pourra consulter aussi les éléments biographiques dans Aronson (Shlomo), op. cit. ; Deschner (Günther), Reinhard Heydrich Statthalter der totalen Macht, Bechtle, Essingen, 1977 ; on lira aussi avec profit Sydnor (Charles), art. cit., p. 208-219.

340. Bundesarchiv R-58 – Anh/21 contient tout un dossier de papiers personnels de Reinhard Heydrich et de sa famille. Un article « Bruno Heydrich zum 65. Geburtstag », dans le supplément du 21 février 1928 du Lommatzscher Anzeiger- und Tagesblatt, donne un bon résumé de la carrière musicale du père de Reinhard.

341. Dederichs (Mario), op. cit., p. 221. Nous remercions le professeur Breitman de nous avoir donné connaissance du récit fait par un des anciens aides de camp de Heydrich, Pomme, qui donne cette seconde version. Voir Declassified Documents, Nazi War Crimes Disclosure Act – PL105-246, RG332, Box 124, British Reports, Appendix 2, § n° 85.

342. Sans parler de la biographie souvent fantaisiste de Calic (Edouard), Heydrich. Schlüsselfigur des Dritten Reichs, Düsseldorf, 1982, c'est souvent l'idée sous-jacente à Deschner (Günther), op. cit. En revanche, excellente présentation dans Gebwarth (Robert), op. cit.

343. Bruno Heydrich fit jouer son opéra Amen à Cologne en 1895 : en alternance, il en dirigeait l'exécution ou il interprétait le rôle principal ; Frieden fut joué en 1907 à Mayence et à Worms ; Zufall, opéra comique, en 1914 à Halle : le compositeur interprétait le rôle principal. « Bruno Heydrich zum 65. Geburtstag », BA-R58Anh/21.

344. Dederichs (Mario), op. cit., p. 27.

345. Au moment de la naissance de Heydrich, le conservatoire occupait, au centre de Halle, un bâtiment de quatre étages ; à la veille de la Première Guerre mondiale, il recevait 400 élèves et 35 professeurs dans un bâtiment plus spacieux encore, in Dederichs (Mario), op. cit.

346. Voir la longue notice autobiographique de Bruno Heydrich, Stadtarchiv Halle, Sammelmappe 2571 FA, reproduite in extenso dans Dederichs (Mario), op. cit., p. 28-30.

347. IfZ, ED 450, pour le portrait d'Elisabeth Heydrich et celui de son mari.

348. Dederichs (Mario), op. cit., p. 32.

349. Ibid.

350. Wagner (Richard), « Das Judentum in der Musik ». Trad. française « Le judaïsme dans la musique ». Pour une analyse de la portée de cet antisémitisme, voir Zelinsky (Hartmut), Richard Wagner – ein deutsches Thema. Eine Dokumentation zur Wirkungsgeschichte Richard Wagners 1876-1976, Medusa, Berlin, 1983.

351. Richard Wagner, Guide des Œuvres, Flammarion, Paris, rééd. 2000.

352. Parsifal propose un christianisme sans prêtres, où la légende celtique s'est substituée à l'Ancien Testament et même au Nouveau. L'opéra véhicule d'autre part tout un fond de croyances sur Marie-Madeleine, le Graal, la rédemption par Eros qui sont des éléments immuables du christianisme gnostique à travers les siècles, facilement solubles dans le catharisme (ou plutôt la vision que nous en avons) ou le « christianisme aryen », « celtique » ou « germanique ». Même si Heydrich était impatienté par les incessantes spéculations religieuses de Himmler, l'univers dans lequel se mouvait ce dernier ne lui était pas totalement étranger. Voir Deschner (Günther), op. cit., chap. 8.

353. Dederichs (Mario), op. cit., p. 182.

354. Ibid., p. 189 : « Oui, le monde n'est qu'un orgue de barbarie / Que Notre-Seigneur Dieu fait tourner / Et chacun doit danser sur la mélodie / Qu'il est justement en train de jouer » (extrait de l'opéra Amen).

355. Voir infra n. 416.

356. BA-R58Anh/22, 18.12.1933.

357. BA-R58Anh/22, 17.11.1933, demande d'argent d'Elisabeth Heydrich à son fils, accompagnée de reproches ; BA-R58Anh/21, 21.11.1933, mandat de 50 RM envoyé par Heydrich à sa mère ; BA-R58Anh/22, 22.11.1933, transmission du message téléphonique d'Elisabeth Heydrich, qui se plaint de n'avoir rien reçu après sa lettre du 17.11 : ibid., 23.11, Heydrich réagit : « Répondre à la lettre impossible tant y est grande la déformation des faits et tant elle contient de choses blessantes. Avant-hier j'ai envoyé par mandat postal 50 RM. Mais vous n'y êtes pas concernant ma position et mes revenus. Voici 50 autres RM mais il ne m'est pas possible de faire plus. Clarification question prêt, etc. n'est pas possible avant le moment de rapport à mes supérieurs (lundi). Suis à partir d'aujourd'hui, pour quatre jours, en déplacement professionnel avec Reichsführer. Reinhard. »

358. Bruno Heydrich était membre de la loge « Zu den 3 Degen im Orient », tout comme le parrain de Reinhard, le gynécologue Julius Hermann Lüdicke, qui exerçait à l'hôpital catholique Sankt Barbara. L'absence d'antagonisme entre catholiques et francs-maçons fut toujours une évidence pour Reinhard, qui les voyait même comme complices et affiliés à la « race juive ».

359. Burckhardt (Carl J.), Meine Danziger Mission, DTV, Munich, 1960, p. 53-55.

360. Sur la persécution des francs-maçons, voir par exemple IfZ, MA-401, FA 119/3, et Stadtarchiv Bremen, Politische Polizei 1922-1936.

361. Husson (Edouard), Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de République fédérale d'Allemagne et la question de l'identité allemande, PUF, Paris, 2000.

362. Husson (Edouard), « Le Sonderweg et le monde rural allemand », in Histoire, économie et société, 2006/2.

363. Wehler (Hans-Ulrich), Gesellschaftsgeschichte, 4 volumes, Beck, Munich, 1982-2002. Le tome 3 est ici concerné.

364. Cité dans Dederichs (Mario), op. cit., p. 31-32.

365. Ibid., p. 33-34.

366. Wehler (Hans-Ulrich), Das deutsche Kaiserreich, Vandenhoek & Ruprecht, Göttingen, 1971.

367. Arendt (Hannah), Les Origines du totalitarisme, op. cit.

368. Soutou (Georges-Henri), L'Or et le Sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale, Fayard, Paris, 1989.

369. Bairoch (Paul), Mythes et paradoxes de l'histoire économique, La Découverte, Paris, 1990, chap. 3.

370. Dann (Otto), Nation und Nationalismus in Deutschland, Beck, Munich, 1990.

371. On se reportera en particulier à Jaurès (Jean), Histoire de la guerre de 1870/1871, rééd. Garnier-Flammarion, Paris, 1971. Voir aussi notre communication « Péguy, Jaurès et l'Allemagne », in Cahiers de l'Amitié Charles Péguy, 2/2006.

372. Baechler (Christian), Guillaume II, Fayard, Paris, 2004.

373. Dederichs (Mario), op. cit., p. 33.

374. Röhl (John C.G.), Kaiser Wilhelm II. Eine Studie über Cäsarenwahnsinn, Schriften des

Historischen Kollegs, Munich, 1989.

375. Haffner (Sebastian), Von Bismarck zu Hitler, Fischer, Francfort/Main, 1984 ; trad. française : De Bismarck à Hitler, La Découverte, Paris, 1987.

376. Riemann (Hugo), Musik Lexikon, Max Hesse, Berlin/Leipzig, 1916, p. 467.

377. BA-R58Anh/21, 21.2.1938.

378. Dossier personnel de Reinhard Heydrich à la SS, cf. n° 348.

379. Kersten (Arno) et Amara (Emmanuel), Felix Kersten. Le Dernier des Justes, Patrick Robin, Paris, 2006, p. 75.

380. Zeugenaussage, Wilhelm Höttl, IfZ ; voir aussi Williams (Max), Reinhard Heydrich. The Biography, Ulric Publishing, Church Stretton, 2001.

381. Par exemple Fest (Joachim), Das Gesicht des Dritten Reichs, Piper, Munich, rééd. en 1993 du texte, inchangé par rapport à 1963, p. 142.

382. Flachowsky (Karin), « Neue Quellen zur Abstammung Reinhard Heydrich », in VfZ, 48, 2000/2, p. 319-327. Autre exemple, Martin Bormann fut accusé, en avril 1936, par le Gauleiter du Kurmark, Wilhelm Kube, qui voulait lui nuire, d'avoir une belle-mère juive (Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, p. 161).

383. Dederichs (Mario), op. cit., p. 45.

384. Ibid., p. 44.

385. Berding (Helmut), op. cit.

386. Ibid., p. 154 et suiv.

387. Ibid., p. 156-157.

388. Dederichs (Mario), op. cit., p. 46.

389. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit.

390. Voir aussi Read (Anthony), op. cit.

391. Chickering (Roger), Germany at War ; trad. allemande, Deutschland im Ersten Weltkrieg, Fischer, Francfort, 2004.

392. Winkler (Heinrich August), op. cit.

393. Berding (Helmut), op. cit., p. 165 et suiv.

394. Haffner (Sebastian), Die deutsche Revolution 1918/1919, Fischer, Francfort/Main, 1968, rééd. 1988.

395. Friedländer (Saul), L'Allemagne, op. cit., t. 1, introduction.

396. Dann (Otto), op. cit.

397. Möller (Horst), Die Weimarer Republik, DTV, Munich ; trad. française La République de Weimar, Tallandier, Paris, 2004.

398. Kershaw (Ian), Hitler, t. 1, op. cit., chap. XIII.

399. Steinert (Marlis), Hitler, Fayard, Paris, 1989, p. 213.

400. Haffner (Sebastian), Une vie d'Allemand, Actes Sud, Paris, 2002 ; Wildt (Michael), Die Generation, op. cit.

401. Ferguson (Niall), « The Kaiser's European Community », in Ferguson (Niall), Virtual History. Alternatives and Counterfactuals, Macmillan, Londres, 1998, p. 228-280, ici p. 278-279.

402. Williams (Max), op. cit.

403. Zeugenaussage Eberstein, IfZ. Heydrich avait appris l'anglais, le français et le russe.

404. BA-R58Anh/21 contient le récit, par les Schleswiger Nachrichten (14 juillet 1930), d'une régate où le jeune officier de marine Heydrich eut son bateau retourné mais se refusa un long moment à monter sur le bateau venu à sa rescousse dans l'espoir de remettre lui-même son bateau d'aplomb et de continuer la course.

405. En décembre 1940, Heydrich, au plus fort de son activité, au moment où il concevait pour Göring le premier plan de « solution finale de la question juive en Europe », remplaça au pied levé un membre de l'équipe d'Allemagne au sabre aux championnats d'Europe et contribua à une médaille d'argent obtenue contre les meilleurs sabreurs d'Europe, les Hongrois.

406. L'escrime fut l'un des rares domaines où Heydrich pouvait sortir de l'idéologie. Une photo prise après un assaut (reproduite dans Deschner (Günther), op. cit.) livre le seul portrait détendu de lui que l'on connaisse. Heydrich fit donner à Paul Sommer, ancien champion d'escrime juif allemand, les moyens d'émigrer. Il interdit également, à l'automne 1939, que l'on maltraitât les membres de l'équipe nationale d'escrime polonaise. Alors qu'il convoitait la présidence de la Fédération internationale d'escrime et que le titulaire du poste tardait à céder la place, il n'exerça jamais de représailles contre ce dernier, l'escrimeur belge Paul Anspach. Voir le bon chapitre « Die Pflicht der Höchstleistung » sur Heydrich sportif dans Deschner (Günther), op. cit., p. 123-138.

407. Benoist-Méchin (Jacques), Histoire de l'armée allemande, rééd., 2 volumes, Robert Laffont, Paris, 1983, t. 1, p. 326 et suiv.

408. BA-R58Anh/21, carte manuscrite : « 6.3.1919. Le lycéen Heydrich est au service de la III^e^ section du Landesjägerkorps. Signé Lucius » avec un tampon vert à moitié effacé du Freiwilliges Landesjägerkorps. Heydrich a obtenu ce certificat la veille de ses quinze ans.

409. BA-R58Anh/21, « 15.3.1920. III^e^ section 1^er^ Ländesjägerregiment secteur "centre" », Halle-Salle. « Identification. Le lycéen Reinhard Heydrich de Halle [...] est membre du groupe de civils volontaires auprès du secteur "centre". Signé Kunstein. » Et : ibid., « Identification n° 101. Le porteur de ce papier, Reinhard Heydrich, est membre de l'Einwohnerwehrhalle. (Document important ! – Confidentiel. Strictement personnel – donne droit au port d'une arme). » Tampon : Einwohnerwehr Nord Halle District 21 « Friedrichsplatz ».

410. Dederichs (Mario), op. cit., p. 38.

411. Aronson (Shlomo), op. cit., chap. 1, n. 57.

412. BA-R58Anh/21. Le texte du verso, accompagné d'une reproduction du monument Walhalla construit par Louis I^er^ de Bavière à la gloire des héros germaniques, dit entre autres : « ...

Dans vos veines coule un sang allemand. La honte doit vous monter au visage lorsque vous voyez que nous les Allemands sommes dominés dans tous les domaines par des étrangers au pays, par des Juifs, alors qu'ils ne représentent que 1,5 % de la population. Ils ont atteint une telle puissance grâce à leurs organisations secrètes. A nous Allemands, il a manqué au contraire une organisation nationale. Elle existe désormais... » Au recto, manuscrit : « Il est temps que vous vous déterminiez à prendre conscience et à réveiller en vous le sang des Germains. Etes-vous des nôtres ? » Même si Heydrich n'avait finalement pas adhéré au DVST – ou à l'organisation Orgesch comme il le prétendrait en entrant dans la SS –, on a un témoignage précoce de sa confrontation avec un mode de raisonnement qu'il adopta lui-même dans son action à la tête du SD. Sur la précocité de sa vision d'une conspiration à combattre, voir l'exposé qu'il fit, quelques semaines à peine après avoir été recruté par Himmler, sur les « méthodes de lutte des adversaires » : reproduit dans Aronson (Shlomo), op. cit., annexe, document 7.

413. Stadtarchiv Halle, Sammelmappe 2571 FA, lettre du 6 juillet 1922, cité dans Dederichs (Mario), op. cit., p. 45.

414. On sait que Reinhard participa à la commémoration du 3 juin 1923 à Mürwik, où fut installée une plaque commémorative, qui existe encore, et sur laquelle on peut lire : « Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor » (Puisse un vengeur surgir de nos ossements). Cf. Williams (Max), op. cit., p. 64.

415. Williams (Max), op. cit., p. 68.

416. Pour les détails, voir Dederichs (Mario), op. cit., p. 42.

417. Ibid., p. 47-49.

418. Ibid., p. 48-53.

419. Le pasteur fut muté, après la cérémonie, par son Eglise pour avoir autorisé la présence de SA et SS en uniforme dans son église.

420. Dederichs (Mario), op. cit., p. 48.

421. Aronson (Shlomo), op. cit., chap. I-4.

422. Sur Himmler, Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit.

423. Himmler s'était aussi intéressé à la candidature d'un dénommé Horninger, en fait un indicateur que la police de Munich essayait de placer dans l'entourage du Reichsführer SS. Sur tout cela voir Aronson (Shlomo), op. cit., chap. I-4.

424. Nous remercions Richard Breitman pour un entretien très éclairant sur ce sujet en avril 2006 à l'USHMM.

425. Voir par exemple Fest (Joachim), op. cit., p. 143-144, qui sous-estime totalement Himmler et le montre craignant Heydrich.

426. Je remercie Klaus Hesse d'avoir attiré mon attention sur ce point.

427. Correspondance Himmler-Heydrich (à sens unique) sur le sujet en IfZ-MA 440.

428. Dans son discours du 9 juin 1942, après l'enterrement de Heydrich, Himmler critique ouvertement l'imprudence de Heydrich, qui n'a rien fait pour assurer correctement sa sécurité à Prague. Pour le jeu de Himmler avec la prétendue ascendance juive de Heydrich, voir Kersten

(Arno) et Amara (Emmanuel), op. cit., p. 75.

429. Le SD s'appela d'abord, sur le modèle militaire, Service Ic.

430. Il reste à mener une enquête systématique à travers le journal de la SS, le Schwarze Korps, qui pourrait permettre d'identifier des articles, non signés, rédigés par Heydrich.

431. Heydrich (Reinhard), Die Wandlungen unseren Kampfes, 1935.

432. Deschner (Günther), op. cit., p. 139-157.

433. Il y avait aussi un problème de formation. Heydrich se comporta sans tact en février 1933 comme membre de la délégation allemande à la conférence du désarmement de Genève : cf. Deschner (Günther), op. cit., p. 80. Sur le ratage de la destruction d'un poste de transmission radio en Tchécoslovaquie en janvier 1935, voir ibid., p. 143-144 ; sur l'enlèvement raté de Berthold Jacob-Salomon à la frontière entre la Suisse et la France, ibid., p. 140-141 ; enfin, sur la manipulation de Heydrich par Staline et les services secrets soviétiques dans l'épisode de la condamnation de Toukhatchevski lors de la purge de l'armée, voir Dederich, op. cit.

434. Aronson (Shlomo), op. cit., chap. 2 et chap. 6.

435. Herbert (Ulrich), Best, op. cit.

436. Il n'existe encore aucune biographie scientifique d'Ohlendorf.

437. Hachtmeister (Lutz), Alfred Six. Der Gegnerforscher, Munich, 1997.

438. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit.

439. Billig (Joseph), L'Hitlérisme, op. cit., supra n. 128.

440. Aronson (Shlomo), op. cit., p. 98-101.

441. Billig (Joseph), L'Hitlérisme, op. cit.

442. Aronson (Shlomo), op. cit., p. 103 et suiv.

443. Browder (George C.), Foundations of the Nazi Police State. The Formation of Sipo and SD, Lexington, 1990. Voir Koehl (Robert L.), art. cit., pp. 151-174.

444. Billig (Joseph), L'Hitlérisme, op. cit.

445. Aronson (Shlomo), op. cit., p. 172-187.

446. Browder, op. cit.

447. Heydrich (Reinhard), « Die Bekämpfung der Staatsfeinde », in Deutsches Recht, 6, 1936, p. 121-124.

448. USHMMA, RG 11.001M, Reel 14, f° 153, Werner Best, « betr. Haltung gegenüber Juden », 19.2.1935.

449. Matthäus (Jürgen), Kwiet (Konrad), Förster (Jürgen), Breitman (Richard), Ausbildungsziel Judenmord ? « Weltanschauliche Erziehung » von SS, Polizei und Waffen-SS im Rahmen der « Endlösung », Fischer, Francfort/Main, 2003.

450. Matthäus (Jürgen), « Warum wird über das Judentum gechult ? », in Paul (Gerhard),

Mallmann (Klaus-Michael) (s.d.), Die Gestapo im Zweiten Weltkrieg. « Heimatfront » und besetztes Europa, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 2000, p. 100-140, ici p. 115-116.

451. Browning (Christopher), Ordinary Men, Harper Perennial, New York, 1993. Trad. française, Des hommes ordinaires, Belles Lettres, Paris, 1994. Hypothèse d'autant moins probable que Daluege n'était pas un antisémite moins fanatique que Heydrich ou Himmler.

452. Runderlass Reichs- und Preussisches Ministerium des Innern, 20.9.1936, Reichs ministerial Blattnnere Verwaltung, 1936.

453. Runderlass RFSSuChdDtPol, 23.6.1938, RMBV 1938.

454. Best (Werner), « Die Schutzstaffel der NSDAP und die Deutsche Polizei », in Deutsches Recht, 9, 1939, p. 44-48.

455. Cité dans Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 270. Pour l'expression « travailler en direction du Führer », voir Kershaw (Ian), Hitler, vol. 1, op. cit., p. 749, qui y voit une formule clé pour comprendre le fonctionnement du III^{e} Reich.

456. Lozowick (Yaacov), op. cit., p. 54-59.

457. SD-Hauptamt, 29.6.1938, IMG, t. 39, p. 536-543.

458. Wildt (Michael), « Einleitung », in Wildt (Michael) (éd.), Nachrichtendienst, politische Elite und Mordeinheit. Der Sicherheitsdienst des Reichsführers SS, Hamburger Edition, Hambourg, 2003, p. 24-25.

459. Arbeitsgemeinschaft für SS-Führeranwärter, « Grundriss Nr.19 : Judentum », BA-R58/844, f^{os} 160-187.

460. Matthäus (Jürgen), « Warum wird über das Judentum geschult ? », art. cit., p. 119.

461. Dederichs (Mario), op. cit., p. 19.

462. Cité dans Dederichs (Mario), ibid., p. 19.

463. Visible par exemple dans le film de Joachim Fest, Hitler eine Karriere (1983).

Chapitre 5

464. Les deux ouvrages fondamentaux sont Klee (Ernst), « Euthanasie » im NS-Staat. Die « Vernichtung lebensunwerten Lebens », Fischer, Francfort/Main, 1983, utilisé ici dans l'édition de poche de 1985 chez le même éditeur ; et Friedlander (Henry), The Origins of Nazi Genocide. From Euthanasia to Final Solution, Chapel Hill, 1995. On consultera aussi Aly (Götz), « Medicine Against the Useless », in Aly (Götz), Chroust (Peter), Pross (Christian), Cleansing the Fatherland. Nazi Medicine and Racial Hygiene, The Johns-Hopkins-University Press, Baltimore, 1994, p. 22-98. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 234-242. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., chap. 4, « Rassenpolitik und Euthanasie », p. 127-154.

465. Document Nuremberg, NO-365.

466. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 374-375.

467. Tregenza (Michel), « Bełzec – Das vergessene Lager des Holocaust », in Wojak (Irmtrud)

et Hayes (Peter) (s.d.), « Arisierung » im Nationalsozialismus. Volksgemeinschaft, Raub und Gedächtnis, Francfort/Main, 2000, p. 242-268.

468. Aly (Götz), « Medicine », op. cit., p. 23.

469. Ibid.

470. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 332-333.

471. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 371.

472. Voir ci-dessous, chap. 9.

473. A ne pas confondre avec la chancellerie du Reich ni avec la chancellerie du Parti.

474. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 78-79.

475. Ibid., p. 80.

476. Runderlass des Reichsministers des Innern (IVb 3088/39 – 1079 Mi), 18.8.39, reproduit intégralement dans Klee, op. cit., p. 80.

477. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 82.

478. Ibid., p. 83.

479. Ibid., p. 83-84.

480. En l'occurrence le contenu de la réunion est connu essentiellement par KS 2/63 GstA Frankfurt gegen Werner Heyde.

481. Wilhelm (Friedrich), Die Polizei im NS-Staat, Schöningh, Paderborn, 1999, 2e édition revue et corrigée, p. 174-177.

482. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 322-323.

483. Ibid.., p. 328-329.

484. Cité dans Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 84-85. La correspondance entre Widmann et IG Farben a été conservée : BA-R58/1059.

485. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 110-111.

486. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 328.

487. Aly (Götz), « Medicine », op. cit., p. 37.

488. Voir infra.

489. Cité dans Aly (Götz), « Medicine », op. cit., p. 35.

490. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 114-115.

491. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 95-98. Citation tirée de la page 98.

492. Ibid., p. 113-115.

493. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 116.

494. Sur tout ceci, voir Aly (Götz), « Medicine », op. cit., p. 58 et suiv.

495. Aly (Götz) et Roth (Karl Heinz), Die restlose Erfassung. Volkszählen, Identifizieren, Aussondern im Nationalsozialismus, Rotbuch Verlag, Berlin, 1984.

496. Aly (Götz), « Medicine », op. cit., p. 22-23 et p. 30-31, pour la motivation du secret – Hitler supposait, au vu d'une analyse que lui avait livrée Theo Morell, son second médecin, à partir des réponses à un questionnaire élaboré en 1920 par le directeur d'une maison pour enfants mentalement retardés en Saxe, que la majorité des parents concernés accepteraient la mise à mort pourvu qu'ils n'aient rien à voir avec elle.

497. Soit environ un Allemand sur mille.

498. Aly (Götz), « Medicine », op. cit., p. 36-37.

499. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 333-337.

500. Ibid., p. 124-125.

501. Ibid., p. 174 et suiv.

502. Les chiffres donnés pour les six grands centres de mise à mort jusqu'à la fin de l'été 1941 sont tirés des National Archives, Washington, T 1021, Roll 18.

503. Si l'on en croit une déposition faite à Nuremberg (Schlegel, NO-1074), c'est Heydrich lui-même qui aurait fondé le camp et dirigé son activité. Mais il faut prendre garde que beaucoup a été attribué à Heydrich, lors des procès d'après-guerre, parce qu'il n'était pas lui-même sur le banc des accusés. Par ailleurs, nous savons que Himmler fut autant que Heydrich tenu au courant du détail des exécutions à Soldau (voir Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 151).

504. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 190.

505. Aly (Götz), « Medicine », op. cit., p. 56-57.

506. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 206-214.

507. Aly (Götz), « Medicine », op. cit., p. 57-58.

508. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 188.

509. Friedlander (Henry), « Jüdische Anstaltspatienten im NS-Deutschland », in Aly (Götz) (éd.), Aktion T4 1939-1945, Berlin, 1987.

510. Klee (Ernst), Euthanasie, op. cit., p. 259.

511. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., n. 127, p. 391.

512. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 333-344.

513. Dierker (Wolfgang), Himmlers Glaubenskrieger. Der Sicherheitsdienst der SS und seine Religionspolitik. 1933-1941, Schöningh, Paderborn, 2002. En particulier le chapitre XIII : « Endlösung der religiösen frage », p. 491-534. Voir aussi Alvarez (David) et Graham (Robert A., s.j.), Papauté et espionnage nazi. 1939-1945, Beauchesne, Paris, 1999, p 82-83.

514. Deschner (Günther), op. cit., p. 112 et suiv.

515. Kempner (Robert), SS im Kreuzverhör Rütten & Loening, Francfort/Main, 1964, p. 254-

255.

516. Heydrich (Reinhard), « Die Bekämpfung der Staatsfeinde », Völkischer Beobachter, 28 avril 1936.

517. Deschner (Günther), op. cit., p. 121.

518. Heinsohn (Gunnar), Warum Auschwitz ?, Rowohlt, Reinbek bei Hamburg, 1995, p. 156-172.

Chapitre 6

519. L'épisode est raconté dans Mallmann (Klaus-Michael), « ... Missgeburten, die nicht auf diese Welt gehören », in Mallmann (Klaus-Michael) et Musial (Bogdan) (s.d.), Genesis des Genozids. Polen 1939-1941, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 2004, p. 71-89.

520. BA-NS19/1447, Besprechungsnotiz RFSS, 17.11.1939.

521. Curilla (Wolfgang), Die deutsche Ordnungspolizei und der Holocaust im Baltikum und in Weissrussland 1941-1944, Schöningh, Paderborn, 2006, respectivement p. 641-649 et p. 150-181.

522. Il s'agit d'une retranscription, par Canaris et Oster, de notes prises clandestinement par le premier. Il est peu probable que Hitler ait menacé de faire fusiller les officiers de la Wehrmacht. Surtout que cela signifierait qu'il se serait déjugé dans les semaines suivantes. Plus probable est qu'il ait donné l'instruction de faire tuer toute personne qui critiquerait seulement l'occupant allemand. De même, deux ans plus tard, le 16 juillet 1941, il ordonnera de fusiller « toute personne qui regarde de travers » les troupes d'occupation ou les SS en URSS. Le sens de la phrase reste alors compatible avec ce qui suit.

523. Documents on British Foreign Policy. 1919-1939, Third Series, vol. VII, Enclosure in Document 314 : « Contents of the Speech by the Führer to the Chief Commanders and Commanding Generals on the Obersalzberg, August 22, 1939 », p. 258-259. Nous le citons dans la version anglaise car la version allemande, retraduite de l'anglais, oublie le mot « beaucoup » (souligné par nous).

524. De ce point de vue nous renouons avec la thèse de Krausnick (Helmut), « Hitler und die Morde in Polen : Ein Beitrag zum Konflikt zwischen Heer und SS um die Verwaltung der besetzten Gebiete », VfZ 11, 2/1963, p. 196-209.

525. Mayer (Arno), op. cit., p. 212.

526. Ibid., p. 213.

527. « Richtlinien für den auswärtigen Einsatz der Sicherheitspolizei und des SD », 31.7.1939, BA-R58/241, f^{os} 169-175. Pour une présentation générale, voir Weitbrecht (Dorothee), Der Exekutionsauftrag der Einsatzgruppen in Polen, Markstein, Filderstadt, 2001.

528. Wagner (Elisabeth) (éd.), Der Generalquartiermeister. Briefe und Tagebuchaufzeichnungen des Generalquartiermeister des Heeres, General der Artillerie Eduard Wagner, Munich/Vienne, 1963, entrée du 29.8.1939, p. 103. Wagner a trouvé Best et Heydrich, qu'il rencontrait aussi pour la première fois, « assez impénétrables » et Heydrich « très antipathique » mais, ajoute-t-il : « Nous nous sommes rapidement mis d'accord. »

529. Halder (Generaloberst Franz), Kriegstagebuch, 2 volumes, édités par Hans-Adolf Jacobsen

et Alfred Philippi, Stuttgart, 1962, ici KTB I, 44.

530. Sydnor (Charles), Soldiers of Destruction. The SS Death's Head Division 1933-1945, Princeton University Press, 1977, p. 37-63.

531. IfZ, MA-433, 8513-8515. Weitbrecht (Dorothee), op. cit., p. 20.

532. Sur les origines de la rupture entre Heydrich et Best, parce que le premier ne voulait pas entendre parler de confier la direction du RSHA en élaboration aux seuls juristes, et sur le rôle de Best dans la campagne de Pologne, Herbert (Ulrich), Best, op. cit., respectivement p. 228-230 et p. 234-248.

533. Déclaration du 20 juillet 1965, Zentralstelle Ludwisburg, 1 Js 12/65, p. 408, cité dans Weitbrecht (Dorothee), op. cit., p. 16. Sur la notion de « liberté prusienne », c'est-à-dire d'incitation à l'initiative dans le choix des moyens d'appliquer un ordre reçu, voir Knox (MacGregor), op. cit.

534. Schubert (Günther), Das Unternehmen « Bromberger Blutsonntag ». Tod einer Legende, Bund, Cologne, 1989, pense que l'opération a été largement montée par le SD.

535. Cité dans Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 433.

536. Le 11 septembre, Hitler demanda au général Wagner d'informer le commandement militaire qu'il avait ordonné, suite au « soulèvement de la population polonaise à Bromberg, de prendre 500 personnes en otage et de recourir aux mesures les plus sévères (fusiller en bonne et due forme) jusqu'à ce que la pacification soit obtenue. La troupe ne doit pas mettre d'entraves aux unités du Reichsführer SS ». Cité dans Weitbrecht (Dorothee), op. cit., p. 22.

537. BA-R28/825, f^{os} 6-8. Protokoll der Amtschefbesprechung vom 12.9.1939. Ce dossier est consultable aussi à l'IfZ sous la cote MA 433 (ici f^{os} 8509-8511). Les unités SS et les Einsatzgruppen coordonnaient leur activité grâce aux HSSPF ; l'Einsatzgruppe III était placé sous le commandement direct d'Eicke.

538. Cüppers (Martin), « "Auf eine so saubere und anständige SS-mässige Art". Die Waffen-SS in Polen 1939-1941 », in Mallmann (Klaus-Michael) et Musial (Bogdan), Genesis des Genozids, op. cit., Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 2004, p. 90-110.

539. Jansen (Christian) et Weckbecker (Arno), Der « Volksdeutsche Selbstschutz » in Polen 1939-1940, Oldenbourg, Munich, 1992, p. 48-54.

540. Wagner (Elisabeth), op. cit., p. 127. Il semble qu'une partie du texte n'ait pas été reproduite, correspondant aux points de suspension.

541. Halder, KTB, op. cit., I, 62.

542. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 442-443.

543. Ibid., p. 444.

544. BA-R58/1082, Tannenberg-Bericht, f^{os} 51-52.

545. Sydnor (Charles), Soldiers, op. cit., p. 40.

546. Vertragsnotiz für den Herrn Oberbefehlshaber, 19.9.1939, IfZ, MA-188.

547. Rossino (Alexander B.), Hitler Strikes Poland : Blitzkrieg, Ideology and Atrocity, University Press of Kansas, 2003, p. 90.

548. Rossino (Alexander B.), « Nazi Anti-Jewish Policy during the Polish Campaign : The Case of the Einsatzgruppe von Woyrsch », in German Studies Review, 24, 2001, p. 35-53.

549. Ibid., p. 42.

550. Protokoll der Amtschefbesprechung vom 7.9.1939, BA-R58/825, f^{os} 1-2 (IfZ, MA-433, 8499-8502).

551. Groscurth (Helmuth), Tagebücher eines Abwehroffiziers, édité par Helmut Krausnick et Harold C. Deutsch, Stuttgart, 1970, p. 201.

552. Cité dans Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 449, note 100.

553. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 107.

554. Ibid.

555. Ibid., p. 112.

556. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 73.

557. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 114.

558. Protokoll der Amtschefbesprechung vom 14.9.1939, BA-R58/825, f^{os} 10-12 (IfZ, MA-433, f^{os} 8513-8515).

559. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 108.

560. Wagner (Elisabeth), op. cit., p. 134. Voir infra.

561. Halder, KTB, op. cit., I, 82.

562. Des notes de la discussion en IfZ, MA-188 (« Memorandum on verbal information concerning a conversation von Brauchitsch's with Heydrich and other matters »). Weitbrecht (Dorothee), op. cit., p. 34-35.

563. « Gnadenerlass » Hitlers vom 4.10.1939, cité dans Weitbrecht, op. cit., p. 43.

564. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 155-170. Voir par exemple IfZ-MA 188, la lettre où Heydrich se justifie auprès de Hellmuth Groscurth pour l'arrestation arbitraire d'un prêtre.

565. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 438 et p. 467.

566. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 189.

567. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 463.

568. Böhler (Jochen), « Tragische Verstrickung oder Auftakt zum Vernichtungskrieg ? Die Wehrmacht in Polen 1939 », in Mallmann (Klaus-Michael) et Musial (Bogdan), Genesis des Genozids, op. cit., p. 36-55.

569. Heydrich cité dans Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 141 ; Himmler dans Breitman

(Richard), Der Architekt, op. cit., p. 166-167.

570. Cité dans Kershaw (Ian), Hitler, t. 2, op. cit., p. 380.

571. Verordnung über eine Sondergerichtbarkeit in Strafsachen für Angehörige der SS und für Angehörige der Polizeiverbände bei besonderem Einsatz, 17.10.39, RGBl. 1939, p. 2017.

572. Lothar Beuthel, chef de l'Einsatzgruppe IV, cité dans Weitbrecht (Dorothee), op. cit., p. 36.

573. Weitbrecht (Dorothee), op. cit, p. 37.

574. Protokoll der Amtschefbesprechung vom 14.10.1939, BA-R58/825, f^{os} 39-40, IfZ, MA-433, 8529-8537.

575. Weitbrecht (Dorothee), op. cit., p. 29.

576. Voir The Polish Ministry of Information, The German New Order in Poland, Hutchinson & CO., publié pendant la guerre. Ainsi que The Polish Main National Office for the Investigation of German War Crimes in Poland, Polish Charges against German War Criminals – Submitted to the United Nations War Crimes Commission, Varsovie, 1948. Voir aussi IfZ – MA 188, rapport confidential du Wehrkommando 21.

577. Lukas (Richard C.), The Forgotten Holocaust. The Poles under German Occupation 1939-1944, University Press of Kentucky, 1986, p. 8 et suiv.

578. Reichert (Winfried), Die Einsatzgruppen als polizeiliche Sonderformationen in den Jahren 1938 und 1939 – unter besonderer Berücksichtigung ihres Vernichtungsfeldzuges in Polen, Hausarbeit, Seminar Prof. Dr. Wolfgang Schieder, WS 1980/81, p. 38 (bibliothèque de l'Institut für Zeitgeschichte).

579. Reproduit dans Krausnick (Helmut), Hitler und die Morde, op. cit., p. 206-209. Voir aussi la lettre du même jour de Heydrich à Himmler qui revient, rétrospectivement, comme la lettre à Daluege, sur les tensions entre l'armée et les Einsatzgruppen (IfZ, Fb 71).

580. Halder, KTB, I, 82.

581. Erlass des Reichsführers SS und Chefs der Deutschen Polizei, 27.9.1939, IfZ, MA-433, f^{os} 8770-72 ou MA-444/2, 2908-2910, reproduit dans Rürup (Reinhard) (éd.), Gestapo, SS und Reichssicherheitshauptamt auf dem « Prinz-Albrecht-Gelände », Eine Dokumentation, Berlin, 1987, p. 71. Voir aussi, IfZ, MA-433, f^{os} 8597-8599, Anordnung Heydrichs über Amtsbezeichnungen des RSHA im Geschäftsverkehr.

582. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 480-485.

583. L'« Unternehmen Tannenberg » fut dissous le 17 octobre 1939 et remplacé par une section Pologne au sein du IV^{e} bureau du RSHA. Cf. IfZ, MA-444/2, f^{o} 2981

584. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 485.

585. Safrian (Hans), Die Eichmann-Männer, Europa-Verlag, Zurich, 1993, p. 23-67.

Chapitre 7

586. Document Nuremberg 2852 PS – « Protokolle der Sitzungen des Ministerrats für Reichsverteidigung unter Vorsitz von Göring, vom 1. September 1939 bis 15. November 1939 ». Les membres permanents étaient, outre Göring, le représentant du Führer (Hess), le représentant de la direction de l'administration du Reich (Frick), le représentant de la direction de l'Economie de guerre (Funk), le représentant de la chancellerie du Reich (Lammers) et le représentant de l'OKW (Keitel). Des Staatssekretäre ou « directeurs ministériels » y étaient invités. Heydrich participa à deux sessions, le 8 et le 19 septembre. Le procès-verbal de Kritzinger renforce l'impression que la conférence de Wannsee fut largement l'équivalent d'une session de ce Conseil des ministres pour la défense du Reich tenu au niveau des Staatssekretäre. (Voir les organigrammes très parlants dans le catalogue de l'exposition permanente du Haus der Wannsee-Konferenz, op. cit., p. 108-109).

587. Wagner (Elisabeth), op. cit., p. 134.

588. Protokoll der Amtschefbesprechung vom 14.9.39, BA-R58/825, f^{os} 26-30 (IfZ-Ma 433, 8513-8515) ; le Gau de langue étrangère est le futur Gouvernement général.

589. Memorandum de Herbert Hagen, 25.5.1939, CDJC Paris, CCXXXIV-18 et Vermerk II, 112 Herbert Hagen an SS-Untersturmführer Emil Augsburg, 9.5.1939, BA-R58/954 f^{os} 179-80.

590. Heydrich an die Chefs aller Einsatzgruppen der Sicherheitpolizei, 21.9.1939, BA-R58/954, f^{os} 181-185 ; aussi document Nuremberg PS-3363, reproduit dans Jüdisches Historisches Institut Warschau (Hg.), Facsismus-Getto-Massenmord. Dokumentation über Ausrottung und Widerstand der Juden in Polen während des Zweiten Weltkrieges, Röderberg, Francfort/Main, 1963 (dorénavant cité comme FGM), p. 37-41.

591. Il fut aussi envoyé aux chefs de l'administration civile des territoires occupés.

592. Michman (Dan), « Why did Heydrich write the Schnellbrief ? A Remark on the reason and on its significance », Yad Vashem Studies, 32, 2004, p. 433-447.

593. Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 105.

594. Groscurth, op. cit., p. 362.

595. Cité dans Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 461.

596. Protokoll der Amtschefbesprechung, 29.9.1939, BA-R58/825.

597. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 38.

598. Ibid., p. 39.

599. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 256.

600. Safrian (Hans), Eichmann-Männer, op. cit., p. 73.

601. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 257.

602. Cité dans Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 472, n. 177, d'après la collection de documents de la Gestapo « Märisch-Ostrau », dossier Yad Vashem 053/87, Aktenvermerk Eichmann, 6.10.39.

603. Safrian (Hans), Eichmman-Männer, op. cit., p. 72-80.

604. Cité dans Safrian (Hans), Eichmman-Männer, op. cit., p. 78.

605. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 120.

606. Brayard (Florent), op.cit., p. 215-221.

607. Aly (Götz) et Heim (Susanne), Les Architectes de l'extermination, op. cit., pp. 41-42.

608. Voir aussi IfZ, MA-682, f° 797-98, 30.9.1939, Rundschnellbrief an Chefs der Ziv – Verw. (Polen) und Einsatzgruppen, où Heydrich explique que les « éléments polonais immatures » devraient être placés dans des « colonnes de travail ». Cette conception commencait à faire son chemin.

609. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 471.

610. Le 13 octobre, Arthur Nebe, chef du Reichskriminalpolizeiamt, avait téléphoné à Eichmann pour lui demander quand on pourrait commencer à déporter les « Tsiganes de Berlin » dans la « réserve prévue ». Le 16 octobre, Eichmann lui envoyait un message proposant de rattacher dès le 20 octobre trois ou quatre wagons de Tsiganes au convoi de déportés juifs qui allait quitter Vienne. On pourrait procéder systématiquement ainsi. La déportation depuis l'Altreich pourrait commencer trois à quatre semaines plus tard. (Safrian (Hans), Eichmann-Männer, op. cit., p. 77).

611. Safrian (Hans), Eichmann-Männer, op. cit., p. 74 et p. 80-81. Stahlecker écrivait le 10 octobre 1939 à Josef Bürckel, à l'époque Reichskommissar à Vienne (avant de retourner en Sarre) : « On espère être en mesure de déporter un grand nombre des Juifs de Vienne, afin que cette question puisse d'ici peu être enfin résolue. » Il y avait à l'époque environ 80 000 Juifs en Autriche.

612. Voir Schnellbrief des Chefs der Sicherheitpolizei, Reinhard Heydrich an die Chefs der Einsatgruppen vom 30. September 1939, betr. Zusammenarbeit mit dem Heer bei den Deportationen in Polen, reproduit dans Pätzold (Kurt) (éd.), op. cit., p. 241. Voir aussi Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 113.

613. FGM, op. cit., p. 203. Verordnung des Generalgouverneurs Hans Frank über die Einführung des Arbeitszwangs für die jüdische Bevölkerung im Generalgouvernement.

614. Reproduit dans FGM, op. cit., p. 42-43.

615. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 43.

616. Le Gouvernement général était la partie centrale de la Pologne occupée, entre les « territoires incorporés » (Prusse occidentale et Warthegau) et la zone soviétique d'occupation.

617. Götz Aly, « Endlösung », op. cit., p. 44.

618. Himmlers Erlass vom 12.11.39 über die Deportationen, cité dans FGM, op. cit., p. 43.

619. Rundschreiben des HSSPF im Warthegau, Koppe, über den Plan der Deportation der Juden und Polen aus dem Warthegau ins Generalgouvernement, reproduit dans FGM, op. cit., p. 43-46.

620. Roth (Karl Heinz), « "Generalplan Ost" und der Mord an den Juden. Der "Fernplan der Umsiedlung in den Ostprovinzen" aus dem Reichssicherheitshauptamt vom November 1939 », in 1999. Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts, 2/97, p. 51-70, ici p. 56-57.

621. Fernschreiben Heydrichs, Betr. Räumung in den neuen Ostprovinzen, 28.11.1939, cité dans Roth (Karl Heinz), « Fernplan », art. cit., p. 57.

622. Fernschreiben Heydrichs betr. Räumung im Warthegau, 28.11.1939, ibid.

623. Reproduit dans Roth (Karl Heinz), « Fernplan », art. cit., p. 62 à 70. L'original peut être consulté sous la cote BA-R69/1146, f^os 1-13.

624. C'est nous qui soulignons ces formules qui annoncent celles concernant les Juifs dans le procès-verbal de Wannsee.

625. Souligné par nous.

626. FGM, op. cit., p. 48-49.

627. Notes d'un discours prononcé le 25 novembre à Radom et reproduit dans FGM, op. cit., p. 46.

628. Notizen für eine Amtschefbesprechung im Reichssicherheitshauptamt, hergestellt am 19. Dezember 1939. BA-R58/544, f^os 218-19, reproduit dans Pätzold (Kurt) (éd.), op. cit., p. 253.

629. BA-R58/240, f^o 26. Voir aussi IfZ, MA-444/2, f^o 3182 et document 1398 du procès Eichmann.

630. Partiellement reproduit dans Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 107-110.

631. Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 121.

632. Ibid.

633. Vermerk über eine Besprechung beim Reichssicherheitshauptamt, unter der Leitung Adolf Eichmanns, betr. den Beginn der Vertreibung und deren Fortsetzung, in Pätzold (Kurt) (éd.), op. cit., p. 256-257.

634. Sur tout cela voir Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 75-80.

635. Le 23 janvier 1940, Eichmann annonçait que les déportations prévues ne pourraient pas commencer le 25 janvier mais le 28 janvier. Mais cela influait peu sur le travail de Konrad Meyer, qui élaborait la première version du Generalplan Ost.

636. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 82.

637. Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 123-124.

638. Aly, « Endlösung », op. cit., p. 95.

639. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., I/7, 23.1.1941, p. 281.

640. Le document fut retenu à Nuremberg (NO-3522). Il est reproduit dans FGM, op. cit., p. 50-52.

641. En tout cas, pas de sélection visible. Conformément au Fernplan, les Agences du travail allaient sélectionner les travailleurs polonais et rien n'empêchait qu'ait lieu la sélection superficielle (sur l'apparence) réclamée par le Fernplan. Nous avons affaire à un mouvement d'autocontradiction voulue, au service de la radicalisation subreptice des politiques observé chez Hitler choisissant entre les différents projets de lois racistes à Nuremberg en 1935.

Heydrich ajoutait d'ailleurs, typiquement, après avoir nié la sélection raciale, que les « bons éléments » pourraient être invités à rester dans le Reich puis, tout à la fin de la réunion, qu'une sélection raciale des Polonais aurait bien lieu un jour prochain. Cf. Husson (Edouard), Reinhard Heydrich (1904-1942) et la mise en place du judéocide. La Signification de la conférence de Wannsee, thèse d'habilitation, université Paris-Sorbonne, 2007, n. 91.

642. Document Nuremberg 305-EC.

643. Präg (Werner) et Jacobmeyer (Wolfgang), Das Diensttagebuch des deutschen Generalgouverneurs in Polen 1939-1945, DVA, Stuttgart, 1975, p. 110-111. On constate que début mars, le service d'Eichmann commence à s'appeler explicitement « Affaires juives. Affaires de l'évacuation », cf. BA-R58/840, f° 240 (ou IfZ-MA 444/3, f° 3419).

644. Cité dans Aly, « Endlösung », op. cit., p. 86.

645. Himmler (Heinrich), Discours secrets, op. cit., p. 119-121.

646. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 89.

647. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 498-99.

648. Ibid., p. 499. Pour la mission d'Eichmann en Palestine, voir BA-R58/954.

649. Aktenvermerk über eine Besprechung in Berlin, reproduit dans FGM, op. cit., p. 53-54.

650. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 131.

651. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 114 et p. 132-133.

652. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 128-129.

653. Ibid.

654. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 152-154.

655. Ibid., p. 153.

656. Ibid., p. 114.

657. Cité dans Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 34.

658. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 122.

659. Klee (Ernst), « Euthanasie », op. cit., p. 112 ; Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 132.

660. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 188 ; Schulte (Jan Erik), Zwangsarbeit und Vernichtung : Das Wirtschaftsimperium der SS. Oswald Pohl und das SS-Wirtschafts-Verwaltungshauptamt, Schöningh, Paderborn, 2001, p. 247-248.

661. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 174-176.

662. Voir le texte « Konrad Meyers Erster Generalplan Ost (April-Mei 1940) », avec documents annexes, in Mitteilungen, Zeitschrift der Dokumentationsstelle zur NS-Sozialpolitik, I, 1985, cahier 2 (avril), p. 43-52

Chapitre 8

663. Diensttagebuch, op. cit., 30.5.1940, p. 211.

664. Jansen (Hans), Der Madagaskar-Plan. Die beabsichtigte Deportation der europäischen Juden nach Madagaskar, Herbig, Munich, 1997, p. 326.

665. Ibid.

666. Ibid., p. 321.

667. Reproduite dans Ibid., p. 327.

668. C'est Heydrich qui souligne dans les trois cas. Nous aurions envie de le faire pour montrer comment le « procès-verbal » de Wannsee est en germe.

669. Les deux textes sont reproduits intégralement dans Jansen (Hans), op. cit.

670. Le 3 août, Hitler parla de « Madagascar » avec Otto Abetz, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris. Le dictateur ajouta curieusement qu'il pensait aussi à envoyer les Juifs aux Etats-Unis, qui avaient l'espace nécessaire (voir Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 187).

671. Voir les analyses éclairantes de Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 81-87.

672. Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 136.

673. Klarsfeld (Serge), Vichy-Auschwitz, Fayard, Paris, 1983, p. 37-39.

674. Reproduit dans Jansen (Hans), op. cit., p. 341-348.

675. Le paragraphe G finit par la proposition d'envoyer à la conférence de paix un chargé de mission de Himmler lorsque le sujet de Madagascar serait abordé.

676. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., I/8, p. 276.

677. Ibid.

678. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., pp. 204-205.

679. On appréciera les maladresses et surtout le lapsus qui couronnent le texte : « J'ai conseillé à l'Oberbereichsleiter Brake de se mettre donc en relation avec le SS-Gruppenführer Heydrich. De mon point de vue, son plan est tout à fait digne de considération. Une organisation pleine d'expérience peut intervenir de manière beaucoup plus rapide [schlagartig implique même la brutalité] qu'une nouvelle organisation, affectée naturellement de maladies infantiles. » C'est nous qui soulignons (Jansen (Hans), op. cit., p. 358).

680. Bormann à Lammers, 21.10.40, Akten der Parteikenzlei, IfZ Munich, microfiche 101/27369-371.

681. Calvi (Fabrizio) et Masurovsky (Marc), Le Festin du Reich, Fayard, Paris, 2006, chap. 1, « Le mystère de l'axe Paris-Kiev », p. 25-48.

682. Document CDJC, CXLIII-259.

683. Hillgruber (Andreas) (éd.), Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler, Munich, 1970, I, p. 348, document 46.

684. Jansen (Hans), op. cit., p. 360.

685. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., I, 8 5.11.40, p. 406.

686. Hillgruber (Andreas) (éd.), Staatsmänner, op. cit., doc. 79, p. 573-574.

687. Document Nuremberg 172-URSS.

688. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 183.

689. Ibid., p. 150.

690. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 200.

691. Ibid.

692. Ibid.

693. Husson (Edouard), « Idée européenne, Europe allemande, Ordre nouveau nazi », in Barjot (Dominique), L'Idée européenne au XX^{e} siècle, Sedes, Paris, 2007.

694. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 195-201.

695. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 188.

696. Le texte se trouve inclus dans Rundschreiben der Regierung des Generalgouvernement an die Gouverneure der Distrikte, 23.11.1940, reproduit dans FGM, op. cit., p. 59.

697. Mendelsohn (John) (éd.), op. cit., t. 8, p. 30.

698. FGM, op. cit., p. 59.

699. Husson, Heydrich, habil., op. cit., n. 755.

700. Diensttagebuch, op. cit., p. 318-319.

701. Diensttagebuch, op. cit., p. 332-333 et p. 335-337.

702. BA-NS19/4007, f^{os} 175-183.

703. Mis en valeur par Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 140.

704. Le troisième « plan à court terme » fut planifié début janvier. Il prévoyait qu'environ un million de Polonais et de Juifs devraient être déportés dans le gouvernement général. En fait, entre le 5 et le 15 mars, 20 000 Polonais dont 2 000 Juifs furent déportés. 5 000 Juifs de Vienne vinrent s'y ajouter. Cf. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 536.

705. Die Endlösung der Judenfrage durch Umsiedlung der Juden aus dem europäischen Wirtschaftsraum des deutschen Volkes in ein noch zu bestimmendes Territorium.

706. CDJC, DCLI-2, V-59.

707. C'est nous qui soulignons.

708. Terminkalender Göring, IfZ-ED 180/5 et Dienstkalender Heinrich Himmler, éd. Peter Witte (désormais abregé DHH), p. 112.

709. 18 décembre 1940 : Instruction de Hitler pour l'attaque contre l'Union soviétique (Barbarossa) (reproduit dans ADAP /D XI, 2, p. 750-753).

710. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 536.

711. Protokoll einer Besprechung im Propagandaministerium, 21.3.1941, cité dans Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 536.

712. Mitscherlich (Alexander) et Mielke (Fred), Medizin ohne Menschlichkeit, Francfort/Main, 1978, p. 213 et suiv.

713. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 204.

714. DHH, op. cit., p. 107-108.

715. On le trouvera reproduit intégralement en traduction française à la fin du livre de Roseman (Mark), op. cit. Voir l'Annexe du présent travail.

716. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 203.

717. Ibid.

718. Cité dans ibid, p. 209.

719. Ce qui prouve un texte court, pouvant correspondre à la trame du procès-verbal de Wannsee, ou à un document de même format.

720. Vermerk Heydrich, 26.3.1941, Sonderarchiv Moskau, 500-3-795, reproduit dans Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941-1942, Gedenk- und Bildungsstätte Haus der Wannsee-Konferenz, 1997.

Chapitre 9

721. Hitler faisait abstraction des réactions éventuelles des Etats-Unis.

722. Schulungsexposé von SS-Sturmbannführer Paul Zapp zur « Judenfrage ». Cité dans Matthäus (Jürgen), Kwiet (Konrad), Förster (Jürgen), Breitman (Richard), Ausbildungsziel Judenmord ?, op. cit, p. 188-190. Ici, p. 190.

723. Le discours est reproduit dans Bouhler (Philipp) (éd.), Der grossdeutsche Freiheitskampf. Reden des Führers, Zentralverlag der NSDAP, Munich, 1942, p. 379-407, extrait cité à la fin du discours p. 406.

724. De façon significative, il la datait du 1er septembre 1939, date du début de la guerre. Hitler n'avait certainement pas un trou de mémoire mais il entendait signifier combien la guerre et le sort des Juifs étaient pour lui intimement liés. Notre interprétation de la répétition de la « prophétie », le 30 janvier 1941, rejoint l'hypothèse formulée par Kershaw (Ian), Hitler's « Prophecy » and the Final Solution, The Center of Holocaust Studies at the University of Vermont, 2002, p. 9.

725. Reproduit dans Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen, op. cit., p. 368.

726. Ibid.

727. ADAP, Série D, t. XI/2 p. 750-753.

728. Sur ce point nous suivons Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 211.

729. Accusation contre Bruno Streckenbach, 30.6.1973, StAnw Hamburg, 147 Js 31/67, p. 168, en copie : IfZ, Gh02.40/2.

730. On le sait par un échange d'informations entre Martin Luther, du ministère des Affaires étrangères, et Heydrich, suite à la possible intégration d'un officier SS, Künsberg, qui avait travaillé jusque-là pour l'Auswärtiges Amt, dans les Einsatzgruppen. Voir Aufzeichnung Künsberg, 4.2 et 10.2.1941, document Nuremberg NG-5225. Voir aussi IfZ-MA 144/4, f° 8408 et IfZ-MA 325, f^os 8867-8863.

731. Ibid.

732. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 215.

733. Kriegstagebuch OKW, Erster Halbband, t. 1, p. 340-341.

734. Ibid.

735. Halder (Franz), Kriegstagebuch, II, p. 303, plus loin KTB.

736. Document Nuremberg, PS-447, point I.2.

737. C'est nous qui soulignons cette formule, qui nous semble impliquer des massacres plus larges que le cercle des dirigeants soviétiques et des « combattants juifs ».

738. Halder (Franz), KTB, op. cit., II, p. 320.

739. Hitler (Adolf), Mein Kampf, op. cit., p. 600 et suiv.

740. Hitler parlait de créer, dans le pays conquis, des républiques « stalinfrei », « libérées du stalinisme ». Pour l'auditeur, cela ne peut pas ne pas faire écho à « judenfrei ». La langue nazie procède par glissements permanents et par amalgames successifs.

741. Halder (Franz), KTB, op. cit., II, p. 355-356.

742. Document de Nuremberg NOKW-209.

743. Ibid., NOKW-1692.

744. Ibid., NOKW-1076.

745. Eduard Wagner n'a pas laissé de notes sur ses rencontres avec Heydrich. Mais on sait, par le Kriegstagebuch de Halder (KTB, op. cit., II, p. 311), qu'une rencontre a eu lieu le 13 mars. La rencontre suivante eut lieu le 26 mars (KTB, op. cit., II, p. 328), ce qui éclaire le contexte de la rencontre entre Heydrich et Göring le même jour.

746. Document Nuremberg NOKW-2080. Consultable aussi IfZ-Fa 506/14, f^os 27208-12.

747. Cité dans Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 544.

748. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 218.

749. Ibid.

750. Lozowick (Yaacov), op. cit., p. 67.

751. DHH, op. cit., p. 131.

752. Ibid., p. 132.

753. Ibid., p. 139.

754. Sydnor (Charles), Soldiers, op. cit., p. 147.

755. IfZ-Fd 52, f° 28. C'est nous qui soulignons.

756. Document Nuremberg NOKW-256. Voir aussi IfZ, Fb85, f^os 12-16.

757. DHH, op. cit., p. 145-146.

758. Ibid., p. 150.

759. Halder (Franz), KTB, op. cit., II, p. 371.

760. Ibid.

761. DHH, op. cit., p. 148.

762. Cüppers (Wolfgang), Wegbereiter der Shoah. Die Waffen-SS, der Kommandostab Reichsführer-SS und die Judenvernichtung 1939-1945, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 2005, p. 63.

763. Document Nuremberg PS-686.

764. DHH, op. cit., p. 170.

765. Pour la composition des Einsatzgruppen, voir par exemple Hilberg (Raul), La Destruction, op. cit., t. 1.

766. Interrogatoire d'Erich von dem Bach-Zelewski du 7 janvier 1946, vingt-huitième journée du procès (IMG, t. 4, p. 535-536, p. 539, p. 542 et p. 549) et déposition du même lors du procès contre Karl Wolff, Urteil LG München II, 1 Ks 1/64, 30.9.1964, reproduit dans Justiz und NS-Verbrechen, op. cit., t. XX, p. 380-504, ici p. 413 ; Brandt-Dienstagebuch, BA, NS 19/3957, qui permet de dater correctement cette réunion faussement placée par von dem Bach-Zelewski en mars 1941. Photos dans Hüser (Karl), Wewelsburg 1933 bis 1945. Kult- und Terrorstätte der SS. Eine Dokumentation, Paderborn, 1982, p. 243.

767. Jeckeln et Prützmann échangèrent leurs domaines géographiques en novembre 1941.

768. Volksdeutsche Mittelstelle, bureau responsable de l'intégration des germanophones rapatriés et plus généralement des intérêts des Volksdeutsche à travers l'Europe.

769. Wirtschaftsverwaltungshauptamt, bureau central de l'administration économique de la SS.

770. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 212.

771. Roth (Karl Heinz), « Generalplan Ost » – « Gesamtplan Ost », in Rössler (Mechtild) et Schleiermacher (Sabine) (éd.), Der « Generalplan Ost ». Hauptlinien der nationalsozialistischen Planungs- und Vernichtungspolitik, Berlin/Hamburg, 1993, p. 25-95, ici p. 60.

772. Cité dans Jansen (Hans), op. cit., pp. 373-374.

773. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 213.

774. Sur les rituels que Himmler voulait instaurer au Wewelsburg, voir Hüser, op. cit., p. 61-68.

775. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 63-67.

776. Cité dans ibid., p. 237-239.

777. Pour tout ce qui suit, nous nous reportons à l'exposé le plus récent de la question des instructions données aux responsables des Einsatzkommandos avant le début de la campagne : Curilla (Wolfgang), op. cit., chap. 4, en particulier p. 107 et suiv.

778. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 237.

779. Voir en particulier Ogorreck (Ralf), Die Einsatzgruppen und die « Genesis der Endlösung », Metropol Verlag, Berlin, 1996 ; trad. française, Les Einsatzgruppen et les débuts de la « solution finale », Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, Paris, 2007.

780. Curilla (Wolfgang), op. cit., p. 111-115.

781. DHH, op. cit., p. 117. Voir aussi FGM, op. cit., p. 224.

782. DHH, op. cit., p. 123, n. 2.

783. Höss (Rudolf), Kommandant in Auschwitz, Piper, Munich, 1979, p. 179 et suiv.

784. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 229.

785. Ibid., p. 232.

786. Ibid., p. 239.

787. Hitler (Adolf), Mein Kampf, op. cit., p. 677-678.

788. DHH, op. cit., p. 157.

789. Ibid., 157 et 162.

Chapitre 10

790. Dederichs (Mario), op. cit., p. 150-151.

791. Ibid., p. 151.

792. BA-NS19/2803, f^{os} 1-7 ; consultable aussi sous IfZ-MA 325, f^{os} 8930-37, 24.3.1941.

793. IfZ-Fa 213/3, Einsatzbefehle 6/41-3/42 ; reproduit dans Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen, op. cit., p. 318.

794. IfZ-Fb 85 f^{os} 17-21, reproduit dans ibid., p. 318-319.

795. BA – R58/241, reproduit dans ibid., p. 323-328.

796. Peter Longerich, Der ungeschriebene Befehl, op.cit., p. 97-98.

797. Reproduit dans Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen, op. cit., p. 375-386, ici p. 381.

798. Ereinigmeldungen aus der UdSSR (abrégé EM), n° 31. Nous les avons consultées à l'IfZ sous la cote MA 91, rouleaux 1-4 (juin 1941-mai 1942).

799. « Stahlecker-Bericht », Document Nuremberg, 180 L : « [...] le travail de nettoyage entrepris par la Police de sécurité avait comme objectif, conformément aux ordres fondamentaux qui avaient été donnés, une élimination la plus complète possible des Juifs... » C'est nous qui soulignons.

800. IfZ, Fb 85, f^os 295.303 (Il y est question du commando roulant Hamann, dont l'activité meurtrière a commencé le 7 juillet 1941 pour se consacrer entièrement à l'objectif – forcément formulé auparavant – de vider la Lituanie de ses Juifs – « Litauen judenfrei zu machen » ; même si l'ordre avait été donné après le début de la campagne, on est loin de la datation de la mi-août pour un ordre génocidaire intégral, sur laquelle s'était fait un consensus historiographique dans les années 1990. On remarquera que l'objectif génocidaire semble avoir été précocement visé sur un territoire dont la taille rendait son accomplissement possible.

801. Le premier est cité dans Curilla (Wolfgang), op. cit., p. 107 (« l'objectif qui se présentait dès le départ à l'Einsatzkommando 2 était une solution radicale du problème juif par l'exécution de tous les Juifs »). Le second est le document Nuremberg 2273-PS. (« Le travail de nettoyage systématique dans l'Ostland incluait, conformément aux ordres fondamentaux, l'élimination la plus complète possible des Juifs. Cet objectif a été atteint pour l'essentiel, avec l'exception de la Biélorussie, grâce à l'exécution de 229 052 Juifs. »)

802. Stahlecker-Bericht, voir supra n. 10.

803. EM 9, 1.7.1941 pour Vilnius ; EM 20, 12.7.1941 pour Rovno.

804. EM 14, 6.7.1941 et EM 24, 16.7.1941.

805. Ibid.

806. EM 47, 8.8.41 ; EM 81, 11.9.41 ; EM 112, 12.10.41.

807. EM 23, 15.7.1941 pour le cas de l'Ukraine.

808. BA-R70 Sowjetunion 32, reproduit dans Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen, op. cit., p. 330-331.

809. Supra n. 5.

810. Supra n. 6.

811. DHH, op. cit., p. 181.

812. Constitué le 24 juin en plus des Einsatzgruppen et des autres unités déjà prévues et ayant reçu ses instructions directement de Berlin.

813. Dell (Fabien), L'Einsatzkommando Tilsit. Premières exécutions systématiques de Juifs d'Union soviétique en 1941, mémoire de maîtrise non publié, Paris IV-Sorbonne, 1998. Voir aussi Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 326-331 ; Curilla (Wolfgang), op. cit., p. 91.

814. BA – R70 Sowjetunion/ 32, reproduit dans Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen, op. cit.,

p. 321.

815. Voir les chiffres donnés dans Krausnick (Helmut) et Wilhelm (Hans-Heinrich), Die Truppe des Weltanschauungskrieges. Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942, DVA, Stuttgart, 1981, p. 163.

816. Curilla (Wolfgang), op. cit., p. 91.

817. Justiz und NS-Verbrechen, op. cit., t. XVIII, p. 81-84 ; 250 hommes, femmes et enfants vers entre le 6 et le 10 juillet à Dünasburg.

818. Justiz und NS-Verbrechen, op. cit., t. XXX, p. 109-110.

819. Eiber (Ludwig), « ... ein bisschen die Wahrheit », in 1999. Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts, 6, 1991, cahier 1, p. 72.

820. Jäger-Bericht, voir supra n. 11.

821. Chiffres tirés de Brayard (Florent), op. cit., p. 286.

822. Voir Rapport Jäger (supra n. 11), qui donne le chiffre de 9 012 hommes, femmes et enfants juifs tués entre le 13 juillet et le 21 août 1941 par l'Einsatzkommando 3.

823. EM 17, 9.7.1941.

824. DHH, op. cit., p. 189.

825. Constitué après le début de la campagne, pour venir en renfort à l'Einsatzgruppe C.

826. Curilla (Wolfgang), op. cit., p. 93.

827. Ibid., p. 93.

828. Justiz und NS-Verbrechen, op. cit., t. XVIII, p. 619-620.

829. Curilla (Wolfgang), op. cit., p. 93.

830. Ibid.

831. Ibid., p. 89.

832. Ibid.

833. Ibid, p. 89-90.

834. Ibid, p. 90.

835. Ibid. pour le bataillon 45 ; pour les troupes SS, Cüppers (Martin), Wegbereiter, op. cit., p. 137-141. Nous sommes en désaccord avec la thèse de Cüppers, qui attribue un rôle décisif aux inspections de Himmler auprès de ces unités qui lui étaient directement rattachées et aux ordres qu'il donna à cette occasion pour le « passage au génocide ». Tous les éléments rassemblés nous semblent prouver qu'il fallait que Himmler ou Heydrich se rendissent sur le terrain pour encourager leurs troupes à donner une interprétation radicale aux ordres qu'ils avaient donnés.

836. Reproduit dans Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen, op. cit., p. 331-340, ici p. 335.

837. Gerlach (Christian), Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in

Weissrussland 1941 bis 1944, Hamburger Verlag, Hambourg, 1999, p. 554.

838. EM 24, 16.7.1941.

839. EM 32, 24.7.1941.

840. EM 45, 7.8.1941.

841. EM 47, 9.8.1941.

842. EM 45, 7.8.1941.

843. EM 61, 23.8.1941.

844. Voir ci-dessus nn. 27-44.

845. Curilla (Wolfgang), op. cit., p. 95.

846. Ibid., p. 119-120.

847. Gebwarth (Robert), Reinhard Heydrich, op. cit., p. 241.

848. Cüppers (Martin), Wegbereiter, op. cit., p. 142-188.

849. DHH, op. cit., p. 189. Ce n'est pas l'ordre de Himmler mais celui qui a été transmis comme étant de lui, une réalité banale sous le nazisme. A cette époque, d'autres unités de Himmler tuaient beaucoup de femmes juives.

850. DHH, p. 191.

851. Les chiffres sont tirés de Kruglov (Alexander), The Losses of Ukrainian Jews 1941-1944, Kharkov, 2005. Ne sont pas comptabilisées les victimes de l'Ordnungspolizei.

852. Cüppers (Martin), Wegbereiter, op. cit., p. 175 et suiv.

853. Klein (Peter), « Die Erlaubnis », op. cit., p. 931.

854. Kruglov (Alexander), op. cit., chronologie.

855. Ibid., passim.

856. DHH, op. cit, p. 193-195.

857. DHH, op. cit., p. 195.

858. DHH, op. cit., p. 196-197.

859. Pohl (Dieter), « Die Einsatzgruppe C », in Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen, op. cit., p. 71-87, ici p. 74-75.

860. Pohl (Dieter), op. cit., p. 75. Le Sonderkommando 4a fut responsable de Babi-Yar ; quelques jours auparavant, les 19 et 20 septembre, l'Einsatzkommando 6 avait tué 18 000 Juifs à Vinnitsa. Entre la mi-août et la fin septembre, l'Einsatzkommando 5 tua 10 000 personnes au sud de Kiev.

861. EM 86, 17.9.41 : le chef de l'Einsatzgruppe C explique : « Le but d'une sécurisation par la police politique serait manqué si l'on faisait passer la tâche principale, celle d'anéantir

l'appareil communiste, au deuxième ou troisième rang des priorités derrière la tâche plus facile à accomplir d'éliminer les Juifs. » Une telle déclaration prouve que Heydrich avait interprété les ordres formulés avant le 22 juin ou mis par écrit dans les Einsatzbefehle dans le sens, univoque, d'une extermination des Juifs et qu'un des principaux responsables de la « guerre contre les Juifs » commençait à douter de son utilité pour gagner la guerre contre l'URSS.

862. Halder (Franz), KTB, op. cit., III, p. 170.

863. Voir ci-dessus n. 54.

864. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 250.

865. Voir par exemple Kruglov (Alexander), op. cit.

866. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 329-330.

Chapitre 11

867. Document de Nuremberg NG-2325, 27 avril 1942. Stellungsnahme und Gedanken von Dr. Erhard Wetzel zum Generalplan Ost des Reichsführers SS, reproduit dans Madajczyk (Czeslaw) (s.d.) et Biernacki (Stanislaw), Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan, Saur, Munich, 1994, p. 50-81, ici p. 50.

868. Voir FGM, op. cit., pp. 43-46.

869. EM 81, 12.9.1941.

870. BA-R 49/157, f^{os} 1-21, reproduit dans Madajczyk (Czeslaw) (s.d.) et Biernacki (Stanislaw), op. cit., p. 3-14.

871. Voir ci-dessus chap. 4.

872. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 159.

873. Schulte (Jan Erik), op. cit., p. 249.

874. Frank (Hans), Diensttagebuch, op. cit., p. 335.

875. Roth (Karl Heinz), « "Generalplan Ost" – "Gesamtplan Ost". Forschungsstand, Quellenprobleme, Neue Ergebnisse », in Rössler (Mechtild) et Schleiermacher (Sabine) (éd.), op. cit., p. 25-117, ici p. 60-65.

876. Aly (Götz) et Heim (Susanne), Les Architectes de l'extermination, op. cit., p. 291-293. La version du 5 juin 1942 dans Madajczyk (Czeslaw) (s.d.) et Biernacki (Stanislaw), Generalplan Ost, op. cit., p. 91-130.

877. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 268-275.

878. DHH, op. cit., p. 185.

879. Heydrich (Lina), Leben mit einem Kriegsverbrecher, Verlag Ludwig, Pfaffenhofen, 1976, p. 87-88 et p. 106.

880. Gerlach (Christian), « Die Ausweitung der deutschen massenmorde in den besetzten sowjetischen Gebieten im Herbst 1941. Uberlegungen zur Vernichtungspolitik gegen Juden und

sowjetische Kriegsgefangene », in Gerlach (Christian), Krieg. Ernährung. Völkermord, op. cit., p. 10-83, ici p. 16.

881. Ibid., p. 17.

882. Document Nuremberg PS-2718.

883. Document Nuremberg 126-EC, Bericht des Wirtschaftsstabes Ost, Gruppe Landwirschaft vom 23, Mai 1941 : Richtlinien für die Wirtschaftspolitik zur Ausnutzung russischer Quellen für die Ernährung der deutschen Wehrmacht und zum Teil für die deutsche Zivilbevölkerung.

884. Gerlach (Christian), « Ausweitung », in Krieg. Ernährung. Völkermord, op. cit., p. 17.

885. Souligné dans le texte.

886. Souligné dans le texte.

887. Hilberg (Raul), La Destruction, op. cit., t. 1.

888. DHH, op. cit., p. 171, rencontre du 10 juin 1941. Le conflit a effectivement coûté à l'Union soviétique 27 millions de vies.

889. Gerlach (Christian), « Ausweitung », in Krieg. Ernährung. Volkermord, op. cit., p. 18.

890. Tooze (Adam), op. cit., p. 552.

891. Gerlach (Christian), « Ausweitung », in Krieg. Ernährung. Volkermord, op. cit., p. 25.

892. Ibid., p. 22-23.

893. Ibid., p. 23.

894. Ibid., p. 24.

895. Ibid., p. 29.

896. Ibid., p. 29-30.

897. Kruglov (Alexander), op. cit.

898. Gerlach (Christian), « Ausweitung », in Krieg. Ernährung. Volkermord, op. cit, p. 29.

899. Sur cet aspect voir le livre controversé de Friedrich (Jörg), Das Gesetz des Krieges, Piper, Munich, 1993.

900. Gerlach (Christian), « Ausweitung », in Krieg. Ernährung. Volkermord, op. cit., p. 31-32.

901. Chiffres tirés de Streit (Christian), Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegs gefangenen, DVA, Stuttgart, 1978, rééd., 1997, p. 132-135.

902. Madajczyk (Czeslaw), Die Okkupationspolitik Nazideutschlands in Polen 1939-1945, Pahl-Rugenstein, Cologne, 1988, p. 283-85 ; Frank (Hans), Dienstagebuch, op. cit., 23.9.41, p. 410.

903. Herbert (Ulrich), Fremdarbeiter. Politik und Praxis des « Ausländer-Einsatzes » in der Kriegswirtschaft des Dritten Reiches, Dietz, Berlin, 1985, p. 132 et suiv.

904. Kruglov (Alexander), op. cit.

905. Tiré de FGM, op. cit., p. 139-140. Le nombre de morts se mesurait, dans les ghettos, au non-renouvellement des cartes de rationnement.

906. Cité dans Gerlach (Christian), « Die Bedeutung der deutschen Ernährungspolitik für die Beschleunigung des Mordes an den Juden 1942 », in Gerlach (Christian), Krieg. Ernährung. Völkermord, op. cit., p. 167-257, ici p. 175.

907. BA-R58/954.

908. Cité dans Klee (Ernst), Was sie taten – was sie wurden. Artzte und andere Beteiligte am Kranken- oder Judenmord, Francfort/Main, 1986, p. 228.

909. DHH, op. cit., p. 233. Pour les plans de colonisation, voir document Nuremberg, NO-5875.

910. Frank (Hans), Dienstagebuch, op. cit., p. 425-428. Durant la session gouvernementale, il fut à plusieurs reprises question des dangers d'épidémie liés aux Juifs sortant des ghettos.

911. Frank (Hans), Dienstagebuch, op. cit., p. 412-413.

912. Cité dans DHH, op. cit., p. 225, n. 9.

913. Nuremberg, NG-4897 et Eichmann, T-37. Schnellbrief Heydrichs an den Reichsminister der Finanzen, 21.4.1941. DHH, p. 152.

Chapitre 12

914. Unterredung des Führers mit Marschall Kvaternik im Führerhauptquartier, reproduit dans Hillgruber (Andreas) (éd.), Staatsmänner op. cit., I, p. 609-615.

915. Les coupures correspondent à des passages illisibles dans le document d'origine.

916. L'autre destination envisagée par Hitler est malheureusement manquante.

917. Hillgruber (Andreas), Hitlers Strategie. Politik und Kriegführung, 1940-1941, Munich, rééd. 1982, p. 541-544. Le 23 juillet, Franz Halder déclarait à Hitler : « On peut supposer que dans un mois environ nos troupes encercleront Leningrad, Moscou, qu'elles auront atteint une ligne allant d'Orel à la Crimée ; qu'en octobre elles auront atteint la Volga ; qu'en novembre elles encercleront Bakou » (Halder, KTB, op. cit., III, p. 106). Hillgruber souligne que Halder était moins optimiste que son discours à cette époque mais qu'il tâchait de se conformer à l'état d'esprit du dictateur.

918. Document Nuremberg, PS-710.

919. IfZ-ED 180/5.

920. Reproduit dans Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 89-90.

921. Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 147.

922. Dans sa lettre du 24 juin à Ribbentrop concernant le projet Madagascar, Heydrich parlait du « Gesamtproblem », le « problème global » ; ici, il est question de « Gesamtlösung ».

923. BA-MA (BarchP) F 44 544, f° 104, poste de liaison OKW/bureau de l'Economie de guerre et d'Armement auprès du Reichsmarschall, lettre au général Thomas datée du 20.07.1941, citée dans Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 48.

924. Cité dans Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 307.

925. Husson, Heydrich, habil., op. cit., n. 163.

926. Voir Annexe.

927. Eichmann était loin d'être au courant de tout et l'idée que Heydrich ait dû attendre longtemps la signature de Göring peut aussi être une tentative de liaison logique entre deux événements distants : la rédaction d'un premier projet qui devait être signé par Göring et le mandat confié à Heydrich, en décembre 1940, quand le plan « Madagascar » fut abandonné. Eichmann raconte qu'il avait remis une lettre « prête à être signée ». Ce pourrait être le mandat daté de juillet 1941 ; mais il se peut aussi que ce dernier document soit en fait une reprise du mandat de l'été 1940, avec l'ajout du dernier paragraphe que Heydrich aurait fait faire par ses services en prévision d'un rendez-vous, courant juillet, avec Göring.

928. Ci-dessus n. 44, p. 399.

929. Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen, op. cit., p. 368 et ADAP, série D, t. XI/2, pp. 750-753.

930. Document Nuremberg, PS-212. Richtlinien für die Behandlung der Judenfrage. Le document n'est pas daté. Nous nous appuyons sur la similitude de contenu avec le texte de Stahlecker intitulé Entwurf über die Aufstellung vorläufiger Richtlinien für die Behandlung der Juden im Gebiet des Reichskommissariat Ostland (reproduit dans Mommsen (Hans) et Willems (Suzanne) (éds), op. cit., p. 476), daté du 6 août, pour supposer que le document date de juillet au plus tard mais pas du mois d'août (thèse d'Uwe Adam, dans Judenpolitik, op. cit., p. 306 qui se fonde sur la mention des prérogatives du chef de la Sipo, qui renvoient forcément, dit-il, au mandat du 31 juillet ; mais ce n'est pas un argument contraignant car le mandat n'a fait qu'entériner une autorité déjà reconnue par Hitler. Et puis nous n'avons pas affaire à un document diffusé mais à un document rédigé pour l'usage interne ; il pouvait anticiper sur la confirmation officielle des prérogatives de Heydrich. Rien n'empêche en revanche que ce soit le document [ou la deuxième version du papier] montré par Heydrich à Göring le 26 mars – il reste suffisamment bref pour avoir été lu par Göring dans le temps de leur rendez-vous et il ne mentionne pas Rosenberg ; nous pensons, pour notre part, qu'il a été rédigé au plus tard en avril-mai). Le texte de Stahlecker était la réponse à un discours de Lohse, Reichskomissar pour l'Ostland, prononcé le 2 août 1941 et que l'on trouvera reproduit, dans la version imprimée et publiée le 13 août 1941, dans Pätzold (Kurt) (éd.), op. cit., p. 299-302. Il est peu probable qu'un texte aussi fondamental que celui que nous allons citer ait été rédigé à la vavite ; d'autre part, avant d'être communiqué au chef d'un Einsatzgruppe, il avait forcément été soumis à Heydrich : il avait donc été rédigé au plus tard au mois de juillet – plus tôt, en fait, comme nous allons le montrer – et Stahlecker put s'en inspirer début août lorsqu'il chercha à opposer les principes de la politique antijuive de son Einsatzgruppe à ceux définis par Lohse dans le même domaine. Dans tous les cas, sachons, pour l'instant, que ce texte existait déjà lorsque Heydrich a rencontré Göring. En fait, nous allons même, dans ce qui suit, proposer une datation plus précoce du texte et une connaissance peut-être seulement partielle par Stahlecker de son contenu. Pour le contexte dans lequel est né le texte de Stahlecker, voir Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit, p. 396. Dans son ouvrage Die « Nürnberger Gesetze » oder die Verwaltung des Rassenwahns 1943-1945, Paderborn, Schöningh, 2002, Cornelia Essner propose une datation beaucoup plus tardive (pp. 368 et sq.), entre le printemps et l'automne 1942. Sa démonstration, apparemment cohérente, repose sur un postulat de mon point de vue erroné : le RSHA aurait repris et radicalisé des documents élaborés par les services de Rosenberg. J'explique au

contraire, dans tout ce qui suit, que l'inverse a lieu : le Ministère des Territoires de l'Est tâche de suivre l'élaboration de plans dont le RSHA a l'initiative.

931. Au mois d'août 1041, le RSHA travaillait à des statistiques de la population juive dans le monde : « Anzahl der Juden absolut und im Verhältnis zur Gesamtbevölkerung in den einzelnen Ländern nach Erdteilen », USHMM-RG 15.007.M, Reel 15.

932. Un historien purement fonctionnaliste verra dans le texte de Stahlecker déjà cité un projet ensuite repris par la centrale berlinoise. Cela nous semble peu compatible avec le travail de planification de Heydrich et son souci d'obtenir, fin juillet, un mandat de Göring.

933. Suivant le système russe consistant à se définir comme un(e) tel(le) fils/fille d'un tel.

934. Voir par exemple les descriptions détaillées données dans Kruglov (Alexander), op. cit.

935. Voir par exemple l'interrogatoire de Kurt Pomme par les Britanniques en 1946. Pomme était l'homme de liaison de Daluege auprès de Heydrich, et il exerça jusqu'en 1941 des fonctions d'aide de camp auprès de celui-ci. National Archives, RG-322, Box 124, British Reports, Gestapo personalities, document rendu accessible en 2001 (Nazi War Crimes Disclosure Acts PL105-246). Nous remercions le professeur Breitman de nous avoir communiqué ce document.

936. C'est le travail que nous avons commencé à entreprendre au sein du Groupe de recherche sur la Shoah à l'Est, constitué autour des recherches de Patrick Desbois sur le judéocide en Ukraine.

937. Voir supra, n. 6, p. 403.

938. Voir ci-dessus, n. 17.

939. RGBL 1941 I, p. 547. Goebbels avait lui-même fait la proposition à Hitler le 18 août, mais il n'avait autorité que sur les Juifs de Berlin ; pour le contexte, voir Burrin, Hitler, op. cit., p. 136-137 ; on peut cependant nuancer l'idée d'une concurrence entre Goebbels et Heydrich sur la question. En pratique, depuis novembre 1938, il jouait un rôle mineur dans la « question juive ». Le 20 août, dans son Journal, il parlait de son ambition qui était « de ne pas s'arrêter ni se donner de répit tant que le dernier Juif n'aurait pas quitté Berlin ». C'était la reprise, grotesquement mimétique, de la formule utilisée par le dictateur l'avant-veille à propos de toute l'Europe. La réunion du 15 août au ministère de la Propagande, portant sur l'introduction de l'étoile jaune, aurait été un échec pour Goebbels si Hitler ne lui avait pas donné gain de cause le lendemain. Eichmann et Gutterer y étaient d'ailleurs alliés, contre Lösener. Mais le représentant de Göring ne voulut pas trancher en faveur de Goebbels et de Heydrich.

940. Lösener (Bernhard), art. cit., p. 297.

941. Ibid., p. 303.

942. Ibid., p. 306. On ne fait pas attention, souvent, au fait que le chargé des questions raciales du ministère de l'Intérieur, Lösener, dans le compte rendu qu'il fait de cette réunion, imagine ce que serait le sort des individus et de leurs familles visés par les efforts de Heydrich, alors qu'ils restaient pour l'instant exclus, par les lois de Nuremberg, du processus de déportation. Ceci veut dire qu'entre le 15 août, date où Eichmann avait parlé d'un refus du Führer à Heydrich, et le 21 août, la déportation des Juifs du Reich était devenue une certitude.

943. Rigg (Bryan Mark), Hitlers jüdische Soldaten, Schöningh, Paderborn, 2003.

944. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 312-316.

945. Lösener (Berhard), art. cit., p. 303. C'est un propos d'Eichmann qui est rapporté – mais le même dit que Heydrich a déjà commencé à préparer des « déportations partielles ».

946. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/1, p. 266, 19.9.1941 et p. 278, 20.9.1941. A la date du 19, Goebbels rapporte que Hitler lui a donné son feu vert pour que des déportations soient entreprises dès que des moyens de transport seraient disponibles. Le lendemain, Goebbels dit que le Führer lui a promis la déportation des Juifs de Berlin pour dès la fin de la guerre. Mais les deux hommes, le 18 août, s'étaient entretenus d'une fin de guerre imminente.

947. Halder (Franz), KTB, op. cit., p. 170.

948. Hillgruber (Andreas), Hitlers Strategie, op. cit., p. 547-548.

949. Kershaw (Ian), Hitler's « Prophecy », op. cit., p. 10.

950. Ioanid (Radu), The Holocaust in Romania. The Destruction of Jews and Gypsies under the Antonescu Regime, 1940-1944, Dee, Chicago, 2000.

951. DHH, op. cit., p. 201.

952. DHH, op. cit., p. 203.

953. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/1, p. 265.

954. C'est-à-dire la charte de l'Atlantique.

955. Voir Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/1, p. 266 et p. 278.

956. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/1, p. 255-272.

957. Lösener (Bernhard), art. cit., p. 303.

958. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/1, p. 266.

959. Friedländer (Saul), Hitler et les Etats-Unis, Droz, Genève, 1963, p. 238-239.

960. Cité dans Hillgruber (Andreas), Staatsmänner, op. cit., I, 624.

961. Citation de Hitler dans le compte rendu.

962. Cité dans Friedländer (Saul), Hitler et les Etats-Unis, op. cit., p. 240.

963. Voir Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/1 , p. 241-246, 16.8.1941. Pour le contexte : Friedländer (Saul), Hitler et les Etats-Unis, op. cit., p. 239-240.

964. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 428.

965. Ibid., p. 429-430.

966. Ibid.

967. Libres propos, op. cit., p. 30-31.

968. DHH, op. cit., p. 206.

969. Billig (Joseph), La Solution finale de la question juive. Essai sur ses principes dans le III^{e} Reich et en France sous l'Occupation, Editions Serge et Beate Klarsfeld, Paris, 1977, p. 133-134. Pour la

note originelle de Zeitschel à Abetz, datée du 22 août, voir FGM, op. cit., p. 250-252.

970. Cité dans Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 151.

971. Billig (Joseph), La Solution finale, op. cit., p. 133.

972. Klarsfeld (Serge), Le Calendrier de la persécution des Juifs de France. 1940-1944, Editions FFDJF, Paris, 1993.

973. Meyer (Ahlrich), La Politique d'occupation en France, Privat, Toulouse, 1999.

974. Lambauer (Barbara), Otto Abetz et les Français ou l'envers de la collaboration, Fayard, Paris, 2001.

975. Herbert (Ulrich), Best, op. cit.

976. Billig (Joseph), La Solution finale, op. cit., p. 134.

977. Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 30.

978. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 140.

979. Cité dans Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 430.

980. DHH, p. 210 et p. 214-215.

Chapitre 13

981. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/2, p. 479-480.

982. Ibid., p. 480.

983. Voir les documents reproduits dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), Deutsche Politik im Protektorat Böhmen und Mähren unter Reinhard Heydrich 1941-42. Eine Dokumentation, Metropol, Berlin, 1997, p. 77-82 et p. 85-88.

984. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/2, p. 480.

985. IfZ-Dd 54.12, Reinhard Heydrich. Ein Leben der Tat, Volk und Reich Verlag, Prague, 1943.

986. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/2, p. 479.

987. Voir ci-dessus n. 17, p. 409.

988. Il y avait beaucoup d'invités à la table du Führer tous ces jours-là. Voir les rapports de Werner Koeppen, collaborateur de Rosenberg, reproduits dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 88-89.

989. DHH, op. cit., p. 215-217 et Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit.

990. Aly, « Endlösung », op. cit., p. 160.

991. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., chap. 5.

992. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 382-87.

993. Reproduit dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 82-85. Le document contenait en annexe un projet de décret, sans date, à faire signer et dater par le Führer. C'était la même démarche qu'avec Göring, concernant la mission pour la « solution finale ».

994. Reproduit dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 131-133.

995. Le protecteur en titre, von Neurath, n'était pas officiellement démis de ses fonctions.

996. Voir par exemple le rapport n° 10 de Heydrich à Bormann sur la situation du Protectorat, reproduit dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit, p. 141-145. Et, sur la question des ouvriers tchèques, p. 144-145.

997. Libres propos, op. cit., p. 30-31.

998. DHH, op. cit., p. 223-225.

999. Ibid.

1000. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 331-32.

1001. Rapport de Koeppen (voir supra n. 8).

1002. L'intégralité du discours est reproduite dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava),

Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 107-122.

1003. Voir les documents dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 94-95 et p. 101-106. Heydrich avait en particulier fait arrêter et condamner à mort le Premier ministre du gouvernement précédent, Alois Elias – l'exécution fut suspendue et Elias fut fusillé finalement dans le cadre des représailles qui suivirent la mort de Heydrich. Des arrestations avaient eu lieu, non seulement de résistants mais aussi de grévistes d'une usine d'armement de Prague. Le rapport de la Gestapo sur ce dernier cas (Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 101) suggérait un lien entre les grèves et la présence de 215 Juifs sur les 1 300 ouvriers que comptait l'usine Avia de Prague. En tout, la répression qui suivit l'arrivée de Heydrich fit plusieurs centaines de victimes.

1004. Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 122-127.

1005. Rapport de Koppen à Rosenberg, cité dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 129-130.

1006. Reproduit dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 137-141.

1007. Chefs, respectivement, des Einsatzgruppen B et C.

1008. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 306.

1009. Toutes les données sont tirées de Gottwaldt (Alfred) et Schulle (Diana), Die « Judendeportationen » aus dem Deutschen Reich 1941-1945, Marix Verlag, Wiesbaden, 2005, en particulier p. 444-467.

1010. Gottwaldt et Schulle, « Judendeportationen », op. cit.

1011. Roseman (Mark), op. cit., p. 79-80.

1012. DHH, op. cit., p. 278.

1013. Breitman (Richard), Official Secrets. What the Nazis Planned. What the Allies Knew, Allen Lane, Londres, 1998, p. 82 (traduction francaise : Secrets officiels, Calmann-Lévy, Paris, 2004).

1014. Roseman (Mark), op. cit., p. 85.

1015. Ibid., p. 80.

1016. Wojak (Irmtrud), op. cit., p. 154.

1017. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., I/9, 20.6.1941, p. 390.

1018. Frank (Hans), Diensttagebuch, op. cit., p. 386.

1019. Voir Frank, op. cit., pp. 412-413.

1020. Frank (Hans), Diensttagebuch, op. cit., p. 413.

1021. Longerich (Peter), Der ungeschriebene Befehl, op. cit., p. 128-129.

1022. Pohl (Dieter), « Le génocide en Galicie orientale », in Revue d'Histoire moderne et contemporaine, 2000, 47-2, p. 290-307, ici p. 293-94. Voir aussi Pohl (Dieter), Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944. Organisation und Durchführung eines staatlichen

Massenverbrechens, Oldenbourg, Munich, 1996 ; et Sandkühler (Thomas), « Endlösung » in Galizien. Der Judenmord in Ostpolen und die Rettungsaktionen von Berthold Beitz 1941-1944, Dietz, Bonn, 1996.

1023. Kruglov (Alexander), op. cit. ; Pohl (Dieter), « Le génocide », art. cit., p. 295.

1024. Pohl (Dieter), « Le génocide », art. cit., p. 295.

1025. Sandkühler (Thomas), op. cit., p. 129-132.

1026. Sandkühler (Thomas), op. cit., p. 159-161.

1027. Voir Desbois (Patrick) et Husson (Edouard), La Shoah par balles. Les fusillades massives de Juifs en Ukraine, CDJC/Mémorial de la Shoah, Paris, 2007.

1028. DHH, op. cit., p. 233-234 et Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 283-84.

1029. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 284. Himmler avait donné son accord le 4 septembre à une proposition de ses propres services d'embaucher Christian Wirth et d'autres employés de T4 formulée le 2 septembre. Cela conduit à situer antérieurement l'entretien avec Bouhler et les échanges avec Globocnik. L'agenda de Himmler ne donne pas la mention d'un échange avec Bouhler mais il a forcément eu lieu entre le 24 août et le 2 septembre. Himmler a donc tiré très vite les conséquences de l'arrêt de T4 pour la « solution finale de la question juive ». Cette réaction de Himmler est l'équivalent du processus idéologique hitlérien compensant par la radicalisation de l'attitude antijuive son échec sur l'euthanasie.

1030. NO-5875.

1031. DHH, op. cit., p. 234.

1032. Pohl (Dieter), « Le génocide », art. cit., p. 296.

1033. Cité dans Pätzold (Kurt) (éd.), op. cit., p. 295-96.

1034. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 451.

1035. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 279-280.

1036. Kersten (Arno) et Amara (Emmanuel), op. cit., entre autres p. 19.

1037. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 279.

1038. Ibid., p. 278.

1039. Ibid.

1040. Wildt (Michael), Die Generation, op. cit., p. 330-332.

1041. Ibid., p. 331.

1042. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 456-457.

1043. Ibid., p. 458 et suiv.

1044. ADAP/D/XIII.2, p. 570-571.

1045. Aly (Götz), « Endlösung », op. cit., p. 345. On ajoutera au dossier ces propos de Hitler, le 13 octobre : « Le fleuve de l'avenir, c'est le Danube. Nous le relierons au Dniepr et au Don par la

mer Noire. Le pétrole et les céréales couleront vers nous » (Libres propos, op. cit., p. 54).

1046. Calvi (Fabrizio) et Masurovsky (Marc), op. cit., p. 44-48.

1047. Document Nuremberg NO-365.

1048. Aly, « Endlösung », op. cit., p. 342-44.

Chapitre 14

1049. IfZ-MA 328, f^os 2650970-71.

1050. Encore passe-t-il toujours par Bormann pour adresser ses comptes rendus à Hitler. Il se peut que Himmler ait évoqué le sujet de la missive du 20 octobre avec Heydrich lors d'une conversation téléphonique qu'ils eurent le 21 octobre à 18 h 30 ; l'agenda de Himmler indique que le rendez-vous que le Reichsführer SS allait avoir avec le dictateur fut évoqué (DHH, op. cit., p. 242). Himmler et Heydrich dinèrent ensemble chez Hitler le 25 octobre.

1051. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/2, p. 480.

1052. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit. , II/2, p. 50. Lors de leur entretien, Hitler fait savoir à Goebbels sa pleine satisfation concernant le travail de Heydrich. Il pense que celui-ci a procuré une arme extraordinaire en faisant condamner à mort l'ancien Premier ministre Elias mais en suspendant l'exécution de la peine, ce qui permet de tenir l'opposition en respect. C'est un raisonnement identique, en somme, au plan individuel, à celui qui motivait le discours du 30 janvier 1939 concernant les Juifs, otages permettant de tenir en respect les Etats-Unis.

1053. Domarus (Max), op. cit., t. 2, p. 1758-1767.

1054. Ibid., p. 1757-1758.

1055. Libres propos, op. cit., p. 52.

1056. Ibid, p. 71.

1057. Browning (Christopher), The Final Solution, op. cit., utilisé ici dans la version allemande (Die Entfesselung der « Endlösung », Propyläen, Munich, 2003), p. 455-475.

1058. Libres propos, op. cit., p. 53.

1059. Ibid., p. 53.

1060. Ibid., p. 67.

1061. Ibid., p. 72. C'est nous qui soulignons.

1062. Ibid., p. 78.

1063. Ibid., p. 78-79.

1064. Ibid., p. 79.

1065. Ibid.

1066. Ibid., p. 87.

1067. DHH, op. cit., p. 244-45.

1068. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 278.

1069. Libres propos, op. cit., p. 87.

1070. Schleunes (Karl A.), op. cit.

1071. Ibid.

1072. Libres propos, op. cit., p. 92.

1073. Ibid.

1074. Ibid.

1075. Ibid.

1076. Ibid., p. 81-82.

1077. BA-NS19/1734, Niederschrift über Besprechung zwischen SS-Obergruppenf. Heydrich und Gauleiter Meyer.

1078. Cité dans Browning (Christopher), The Final Solution, op. cit., p. 65.

1079. Document CDJC, XXV b-7.

1080. DHH, op. cit., p. 241.

1081. DHH, op. cit., 241.

1082. Cité dans Browning (Christopher), The Final Solution, op. cit., p. 67.

1083. Voir ci-dessus n. 8, p. 412.

1084. Vermerk Lammers vom 23. Oktober 1941, reproduit dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 133.

1085. Document Nuremberg, PS-1539.

1086. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 309.

1087. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/2, p. 208.

Chapitre 15

1088. DHH, op. cit., p. 255.

1089. Dans le cadre de la préparation de la campagne de France, il n'y avait pas eu d'accord entre l'armée et la SS sur l'envoi d'Einsatzgruppen en France. Knochen et ses hommes étaient arrivés camouflés sous des uniformes de la Geheime Feldpolizei, la police secrète militaire, le 14 juin 1940, cf. Delarue (Jacques), Gestapo, op. cit., p. 258-274. Delarue se trompe sur un point : Max Thomas, représentant de Heydrich pour la Sipo et le SD en France et en Belgique, avait été nommé à la tête de l'Einsatzgruppe C, en remplacement d'Otto Rasch avant les attentats, comme Heydrich l'indique d'ailleurs dans sa lettre à Wagner (Document Nuremberg PS-1629). (Cf. Klein (Peter), Die Einsatzgruppen, op. cit., p. 83.)

1090. Burrin (Philippe), Hitler, op. cit., p. 140.

1091. PS-1629, reproduit dans Klarsfeld (Serge), Vichy-Auschwitz, op. cit., p. 369.

1092. DHH, op. cit., 251.

1093. Ibid, p. 252 et 254.

1094. DHH, op. cit., p. 252-53.

1095. Libres propos, op. cit., p. 110-111.

1096. Ibid., p. 114.

1097. Ibid., p. 117.

1098. Ibid., p. 117.

1099. Il avait abrégé son discours au Bürgerbräukeller, devant les représentants de la vieille garde du parti, quittant la salle, de ce fait, avant que la bombe n'explosât.

1100. Le Bürgerbräukeller n'avait pas été remis en état depuis l'attentat de novembre 1939. Le discours est reproduit dans Domarus (Max), op. cit., t. 2, p. 1771-1781.

1101. C'est nous qui soulignons. Terme allemand : endgültig.

1102. Souligné par nous. Comment ne pas entendre en écho judenfrei ?

1103. C'est nous qui soulignons.

1104. Il s'agit du Premier ministre britannique du XIX^{e} siècle Disraëli.

1105. Hitler veut dire lors de son discours du 8 novembre l'année précédente, lorsqu'il savait qu'il voulait attaquer l'URSS.

1106. C'est nous qui soulignons.

1107. La Première Guerre mondiale.

1108. C'est nous qui soulignons.

1109. Brayard (Florent), op. cit., p. 461.

1110. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/2, p. 261-264.

1111. Kersten (Arno) et Amara (Emmanuel), Felix Kersten, op. cit., p. 47-49.

1112. Pour une bonne analyse des manipulations de Kersten par Himmler et, par conséquent, du bon usage que l'on peut faire du Journal du médecin finlandais une fois que l'on sait en déceler les naïvetés et les inexactitudes, voir la préface de François Delpla à Kersten (Arno) et Amara (Emmanuel), op. cit., p. 12-17.

1113. DHH, op. cit., p. 265.

1114. Lang (Jochen von), Sibyll (Claus), Eichmann Interrogated, Londres, 2000, p. 75-78. Eichmann dit d'abord deux mois, puis se reprend et dit trois. Comme il se rend ensuite à Bełzec, que les travaux de construction du camp d'anéantissement n'ont commencé que le 1er novembre et

qu'il s'y est rendu alors que ceux-ci étaient déjà avancés, l'entrevue avec Heydrich a bien pu avoir lieu dans la seconde quinzaine de novembre. Eichmann ne précise pas quel délai a suivi l'instruction de Heydrich de se rendre à Bełzec. Il dit s'être ensuite rendu sur ordre de Müller sur différents sites d'anéantissement : lui revient d'abord Chełmno (où les assassinats ont commencé le 8 décembre et où il est témoin d'un gazage), puis il mentionne Auschwitz, Treblinka, puis Minsk (il recherche, sans le trouver, le nom de Maly-Trostinez) et Lemberg. Il semble qu'Eichmann se soit rendu sur différents sites où la SS était en train de créer un site d'anéantissement ou envisageait de le faire.

1115. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 310-311. Hitler, pour compenser, donna formellement à Rosenberg rang de ministre, alors que jusque-là il n'était que Beauftragter, « chargé de mission », pour les Territoires de l'Est.

1116. DHH, op. cit., p. 265.

1117. Voir ci-dessus, note 26.

1118. Abschiebung et non plus Beseitugung, voir Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., p. 309.

1119. Ce sera Theresienstadt.

1120. Goebbels veut dire : pas seulement comme briseur de la résistance tchèque.

1121. Libres propos, op. cit., p. 128-131.

1122. Cité dans Browning (Christopher), The Origins, op. cit., ici dans l'édition allemande, Entfesselung, op. cit., p. 577-578.

1123. Jansen, op. cit., pp. 373-374.

1124. Reproduit dans Hochstadt (Steve) (éd.), Sources of the Holocaust, Palagrave, New York, 1988, p. 129-131.

1125. Ian Kershaw, Hitler's « Prophecy », op. cit., p. 11.

1126. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/2, p. 304.

1127. Libres propos, op. cit., p. 131-132.

1128. Ibid., p. 132.

1129. Ibid.

1130. Reproduit dans Hillgruber (Andreas), Staatsmänner, op. ct., I, p. 662-67. Nous restituons le style direct dans les propos de Hitler.

1131. Breitman (Richard), Goda (Norman J.W.), Naftali (Timothy) et Wolfe (Robert), US Intelligence and the Nazis, Cambridge University Press, 2005, p. 15. Nous remercions le professeur Breitman de nous avoir communiqué ce document avant même sa publication, comme allant à l'appui de notre thèse.

Chapitre 16

1132. DHH, op. cit., 274.

1133. Kampe (Norbert) (éd.), Die Wannsee-Konferenz und der Völkermord an den europäischen Juden – Katalog der ständigen Ausstellung – Haus der Wannsee-Konferenz, Berlin, 2006, p. 107.

1134. Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 91-92.

1135. DHH, op. cit., p. 273.

1136. Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 323-324.

1137. Domarus (Max), op. cit., t. 2, p. 1784.

1138. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 318.

1139. DHH, op. cit., p. 277 et Vermerk Eichmanns vom 1.12.1941, reproduit dans Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 90.

1140. Né à Göttingen en 1891, il interrompit vite ses études de droit, en 1912, pour commencer une carrière d'officier et il fit la Première Guerre mondiale. Il avait repris après la guerre une formation de juriste et d'économiste en même temps qu'il travaillait pour la Deutsche Erdöl AG. Membre du parti nazi depuis 1928, il décida, en 1931, de se consacrer entièrement à la politique. Il fut élu au Landtag de Prusse puis au Reichstag. Il cumula les postes de Gauleiter de Westphalie du Nord, de Reichstatthalter de Lippe, d'Oberpräsident de Westphalie du Nord, d'Obergruppenführer de la SA (9 novembre 1938) et de chef de l'administration d'une des armées engagées dans la campagne de France. Il fut recruté par Rosenberg à l'été 1941 et fut son Staatssekretär jusqu'en novembre 1942.

1141. Né à Wiesbaden en 1902. Comme Heydrich, il avait gravité autour des corps francs et milité à l'extrême droite dans l'immédiat après-guerre. Il avait fait des études de droit et était entré au parti nazi en 1922. A la fin des années 1920, il servait de conseiller juridique au parti. Il était devenu membre de la SA en 1932. Staatssekretär, successivement, au ministère prussien de la Science, au ministère allemand de la Science, de l'Education et de la Formation populaire, puis au ministère de l'Intérieur à partir de 1935, il était devenu membre de la SS en 1936. Directeur au ministère du département Constitution, Législation, Administration, il avait joué un rôle important dans l'élaboration des lois de Nuremberg, dont il avait rédigé le commentaire avec Hans Globke. Il prit en mars 1936 la présidence du Comité du Reich pour la protection du sang allemand. Il avait présidé la Centrale pour l'exécution de la réunification de l'Autriche au Reich puis il s'était occupé de diriger l'annexion des Sudètes et de la région de Memel. Stuckart était aussi membre du conseil général du Plan de quatre ans.

1142. Ministre de la Justice sans le titre. C'est finalement Roland Freisler, son Staatssekretär, qui vint à sa place.

1143. Staatssekretär au ministère de la Propagande. Il ne vint pas à Wannsee.

1144. Né en 1892 à Forst (Basse-Lausitz), il avait fait la Première Guerre mondiale. Juriste et économiste de formation, il était entré au NSDAP en mai 1933 et dans la SS en 1934, où il atteignit le grade d'Oberführer. Il avait travaillé successivement, depuis 1920, au ministère de l'Intérieur de Prusse, au ministère du Commerce de Prusse, au Preussisches Staatsministerium. Il fut chargé de mission au Plan de quatre ans à partir de 1936, où il s'occupa de la section cruciale des devises, où il avait déjà eu à coopérer avec Reinhard Heydrich. Il fut nommé Staatssekretär du Plan de quatre ans en 1938, en même temps que Paul Körner, l'un des concepteurs du plan de famine. A partir de 1941, il fut chargé de surveiller les flux pétroliers dans l'Union soviétique occupée et il quitta progressivement la haute administration pour le secteur économique. Il devint en août 1942 directeur général du Deutsches Kalisyndikat et, un peu plus tard, membre du conseil de

surveillance de la Banque Conti.

1145. Originaire d'Odessa. Au NSDAP depuis 1933. Employé par le bureau de politique étrangère du Parti avant d'être recruté par Rosenberg en 1941.

1146. Né à Berlin en 1895, il s'était engagé comme volontaire en 1914 : il n'avait pas fait d'études supérieures. Après la guerre, il travailla comme entrepreneur dans le secteur du transport, de la livraison et du déménagement. Il était entré au NSDAP en mars 1932, devenant en même temps membre de la SA (dont il atteignit le grade d'Oberführer en novembre 1940). Il avait travaillé à la section économique de Berlin du parti puis auprès du chargé des Affaires étrangères du parti, Joachim von Ribbentrop. Lors de la nomination de Ribbentrop au poste de ministre, Luther avait dirigé le Sonderreferat NSDAP du ministère, puis, de 1940 à 1943, il fut responsable du département Allemagne, dont le bureau III s'occupait de la « question juive ».

1147. Chef de cabinet de Himmler dans ses fonctions de RKFdV.

1148. Né en 1905 à Schreibersdorf en Silésie, il avait fait des études de droit et d'économie et il était devenu juge administratif. Il était entré au parti en avril 1933. Il avait brièvement travaillé au ministère prussien de l'Agriculture puis au siège de la Gestapo, avant d'être recruté par Rudolf Hess. Il était devenu membre de la SA puis de la SS (1935) où il avait atteint le grade d'Oberführer en avril 1941. Il avait été l'un des responsables de la confiscation des biens juifs en 1938. Auprès de Hess, il était devenu directeur du bureau III, qui traitait des questions de race et des relations avec la Sipo et le SD. Après l'expédition de Hess en Grande-Bretagne, il était devenu Staatssekretär, auprès de Bormann, de ce qui était devenu la chancellerie du parti (anciennement bureau du Représentant du Führer).

1149. Né en 1890, il avait fait des études de droit puis combattu au front. Dans les années 1920, il militait au DNVP. Il avait épousé une parente de Schwerin-Krosigk, le ministre des Finances. Il avait travaillé au ministère de la Justice puis, à partir de 1938, à la chancellerie du Reich, comme directeur du département B. Il était devenu le second de Lammers. Depuis ce poste, il était en contact avec de nombreux secteurs du gouvernement ou du parti : l'Economie, les Finances, le Travail, les Transports, la Poste, l'Intérieur, la Justice, sans oublier l'Oberkommando der Wehrmacht.

1150. Lettre de Heydrich au SS-Gruppenführer Otto Hofmann, patron du Rasse- und Siedlungsamt de la SS, reproduite dans Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 88-89. Hofmann était autrichien, né à Innsbruck en 1896, mais il avait grandi chez un de ses grands-parents à Munich et il fut, comme Hitler, volontaire de la Première Guerre mondiale dans l'armée bavaroise. Il finit le conflit dans l'aviation autrichienne. Après la guerre, il avait travaillé dans le commerce du vin en Allemagne. Membre du parti nazi depuis 1923, il était entré dans la SS en 1931, où il avait servi, à partir d'avril 1933, dans la « politische Hilfspolizei », une branche de la SS spécialisée dans la lutte contre les adversaires du nazisme. Après avoir servi Friedrich Jeckeln puis occupé différents postes régionaux de la SS, il avait été appelé en janvier 1937 au SS-Rasse- und Siedlungs-Hauptamt, dont il avait pris la direction au début de la guerre. Comme tel, il avait été associé à la politique du RKFdV. (Les informations sur les invités et les participants se trouvent dans Kampe (Norbert), Wannsee-Konferenz, op. cit., p. 103-106 et dans Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 201-245.)

1151. Il se peut qu'Eichmann n'ait pas connu l'adresse que lui indiquait Heydrich ; il reste significatif qu'il ait immédiatement pensé à un organisme policier européen, dans ce cas.

1152. Deschner, op. cit., p. 124.

1153. Roseman (Mark), op. cit., p. 85.

1154. Ibid.

1155. Ibid.

1156. Voir essentiellement Kampe (Norbert) (s.d.), Die Wannsee-Konferenz, op. cit. ; Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit. ; Kaiser (Wolf), « Die Wannsee-Konferenz », in Tribüne, 33, 1994/4, p. 110-124.

1157. Rigg (Bryan Mark), op. cit., 2003.

1158. Stuckart aussi était membre du conseil général du Plan de quatre ans.

1159. Döscher (Hans-Jurgen), SS und Auswärtiges Amt im Dritten Reich, Ullstein, Berlin, 1997, p. 222-227.

1160. Le dernier point était une demande du RSHA datant du mois de novembre, consécutivement à la décision hitlérienne du début du mois. Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 46.

1161. Voir supra n. 3.

1162. A cette date, seuls les femmes et les enfants étaient encore vivants et au ministère on le savait très bien. Cf. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 458. Le représentant du ministère des Affaires étrangères en Serbie, Benzel, avait réclamé, en septembre 1941, la déportation des Juifs de Serbie. Luther avait pris contact avec Heydrich et lui avait proposé de lui-même d'utiliser les représailles de la Wehrmacht contre les partisans pour commencer à « régler la question juive » en Serbie. Voir Browning (Christopher), The Final Solution, op. cit., p. 56-60.

1163. En fait, les relations entre le ministère des Affaires étrangères et le RSHA avaient été très tendues jusqu'à l'été 1941. Après la rivalité concernant le plan « Madagascar », Himmler et Heydrich avaient fini, au terme d'une épreuve de force, par obtenir de pouvoir installer des officiers de liaison de la police auprès des ambassades. Voir IfZ-MA 398, f^{os} 9631-9639, lettre de Heydrich au Staatssekretär von Weizsäcker sur les conflits entre les deux instances ; IfZ-MA 314, 7 juillet 1941, Heydrich envoie au ministère la liste des officiers de liaison ; c'est seulement la coopération sur la question des Juifs de Serbie, en septembre-octobre 1941, qui apaisa les relations. C'est Luther qui avait contacté Heydrich et c'est sans doute la raison pour laquelle le chef du RSHA l'invita à Wannsee plutôt que von Weizsäcker.

1164. Voir n. 31.

1165. Roseman (Mark), op. cit., p. 89.

1166. Domarus (Max), op. cit., t. 2, p. 1794-1811.

1167. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/2, 13.12.41, p. 498-99.

1168. Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 62-63.

1169. DHH, op. cit., p. 286.

1170. Cité dans Browning, Entfesselung, op. cit., p. 579.

1171. Frank (Hans), Diensttagebuch, op. cit., p. 457-58.

1172. Pour ce qui suit, Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 306-310.

1173. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 307.

1174. Frank (Hans), Diensttagebuch, op. cit., p. 449.

1175. IfZ-G01, interrogatoire d'Eichmann par la police israélienne, t. II, p. 849-852.

1176. Discours de Hans Frank le 16.12.1941, reproduit dans Präg (Werner) et Jacobmeyer (Wolfgang) (éd.), op. cit., p. 457.

1177. DHH, op. cit., p. 316.

1178. DHH, op. cit., p. 390 ; déposition de Viktor Brack le 12 octobre 1946, NO-426.

1179. Frank, Tagebuch, p. 412-413.

1180. Interrogatoire d'August Becker, 26.3.1960, reproduit dans Klee (Ernst), Dressen (Willy), Riess (Volker), « Schöne Zeiten. » Judenmord aus der Sicht der Täter und Gaffer, Fischer, Francfort/Main, 1988, p. 71.

1181. DHH, op. cit., p. 294.

1182. Reproduit dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 208.

1183. En fait Hitler ne donna pas suite. Elias fut tué après l'attentat contre Heydrich.

1184. Rosenberg, document daté du 16 12 1941. Note sur un entretien chez le Führer le 14.12.1941, PS-1517.

1185. Christian Gerlach pense que « décision » renvoie à la décision d'exterminer les Juifs. Nous pensons plutôt qu'il s'agit de la décision de déclarer la guerre aux Etats-Unis. D'une part, il n'y a pas eu de décision proprement dite concernant les Juifs en décembre 1941. Les décisions hitlériennes avaient déjà été prises en décembre 1940, en août 1941 et en novembre 1941. Hitler n'a fait, le 12 décembre, qu'inciter à l'accélération de la mise en œuvre de la décision qu'il avait prise, dans les premiers jours de novembre, de déporter les Juifs d'Europe. D'autre part, après la déclaration de guerre aux Etats-Unis, les Juifs perdaient définitivement leur valeur d'otages.

1186. Propos rappelés par Brack dans sa lettre à Himmler du 23 juin 1942, BA-NS19/1583, f° 34.

1187. Libres propos, op. cit., p. 140-142.

1188. Die grosse Stunde des Ostens. Rede von Reichsleiter Rosenberg im Sportpalast am 18. Dezember 1941, BA R6/37, f^os 47-49, cité dans Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 118.

1189. BA R63/279.

Chapitre 17

1190. BA-Allgemeine Prozesse, 6/122.

1191. Roseman (Mark), op. cit., p. 97.

1192. Il était né en 1904 dans le Wurtemberg. Juriste de formation, il était entré au NSDAP en avril 1933. Il avait travaillé depuis la fin des années 1920 dans le bureau d'avocats de Hans

Frank à Munich. En 1933, il entama une carrière de procureur à Munich mais Frank, devenu « ministre sans portefeuille », le fit revenir parmi ses collaborateurs puis l'emmena à Varsovie, où il devint bientôt le numéro deux du gouverneur général. Les indications biographiques sont tirées de Kampe (Norbert) (éd.), Die Wannsee-Konferenz, op. cit, p. 103-109 et de Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 201-245.

1193. Roseman (Mark), op. cit., p. 97. Freisler était né en 1893 à Celle, et il avait fait la Première Guerre mondiale. Il reprit des études de droit et obtint le titre de docteur en 1922. Depuis 1924, l'année où il devint avocat, Freisler militait à l'extrême droite et il devint membre du parti nazi en 1925. Il fut élu député au Landtag de Prusse puis au Reichstag pour le NSDAP et atteignit, au sein de celui-ci, le poste de Gauleiter adjoint de Hesse-Nassau-Nord. Après la prise du pouvoir, il devint rapidement Staatssekretär du ministère prussien de la Justice, où il définit, avec le ministre Hanns Kerrl, les grandes lignes du droit pénal nazi, sur lequel Himmler et Heydrich purent bâtir leur lutte contre les ennemis de l'idéologie nationale-socialiste et de l'Etat, les criminels, les asociaux, toutes catégories confondues. Il devint en 1934 Staatssekretär du ministère de la Justice du Reich (poste occupé par Franz Gürtner). Il joua un rôle important, à ce poste, dans l'élaboration des lois de Nuremberg. Il participa aux mascarades de justice qui accompagnèrent la répression du « dimanche de Bromberg », épisode auquel Himmler et Heydrich ont aussi largement contribué. Freisler avait ensuite développé un « droit pénal pour les Polonais ». Les hommes réunis à Wannsee étaient de vieux complices.

1194. Né en 1900 à Munich, il avait suivi un apprentissage dans le secteur aéronautique naissant. En 1917, il s'était engagé comme volontaire pour apprendre à piloter dans l'armée impériale. Après la guerre, il avait rejoint la police et gravi les échelons de la hiérarchie dans les années 1920. Lorsque les nazis prirent le pouvoir, ils trouvèrent Müller au secteur « police politique » de la direction de la police de Munich. Himmler et Heydrich le reprirent à leur service, bien qu'il ne fût pas un militant nazi – et qu'il eût même surveillé le parti –, à cause de sa compétence dans la lutte contre les communistes. Les deux hommes l'emmenèrent ensuite à Berlin où, au Gestapa, il dirigea la lutte contre « les communistes, les marxistes et les syndicats ». Il devint en même temps membre du SD et il atteignit en 1941 le rang de Gruppenführer dans la SS. A l'été 1936, il avait reçu la direction de la Gestapo dans le Hauptamt Sicherheitspolizei. Depuis 1940, le Referat IV B 4 d'Eichmann, qui était passé du SD à la Gestapo, était sous ses ordres. C'est Müller qui composait les Ereignismeldungen aus der UdSSR à partir des rapports que lui envoyaient les Einsatzgruppen.

1195. Schöngarth était né en 1903 à Leipzig. Il avait milité à l'extrême droite dès les lendemains de la Première Guerre mondiale, adhérant au Freikorps Thüringen en 1920, au Jungdeutscher Orden en 1921, au Wikingbund en 1922 et au parti nazi en 1923. Après avoir travaillé à la Deutsche Bank, il s'engagea quelques mois dans la Reichswehr en 1924 puis il entama des études de droit. Docteur en 1929, il était Gerichtsassessor à Torgau lorsque les nazis prirent le pouvoir. Il devint membre de la SS en 1933 et atteignit le grade d'Oberführer en 1941. Jusqu'en octobre 1935, il travailla à la direction de la poste d'Erfurt où les nazis l'avaient placé. En novembre 1935, il entra à la Gestapo et en même temps au SD. Il travailla d'abord au secteur presse puis dirigea le bureau des affaires ecclésiastiques, avant de travailler au bureau de la Gestapo de Bielefeld puis de Münster. Au début de la guerre, il fut nommé Inspekteur der Sicherheitspolizei und des SD à Dresde, ayant la charge, aussi, des Sudètes. Il fit ensuite un service militaire dans la Luftwaffe, durant la campagne de France. En janvier 1941, il devint Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD à Cracovie. Il était donc placé aussi sous les ordres de Krüger, qu'il représentait à la conférence. C'est lui qui dirigea l'Einsatzgruppe zur besonderen Verwendung responsable de l'accélération du judéocide en Galicie orientale à l'été 1940.

1196. Rudolf Lange était né le 18 avril 1910. Il avait passé son Abitur en 1928 et commencé

des études de droit achevées en 1936. Il était devenu membre de la SA en novembre 1933. En septembre 1936, il avait commencé à travailler au Gestapa à Berlin et était devenu, en 1937, membre de la SS. Il y était devenu Sturmbannführer en 1941. Il avait été envoyé à Vienne en mai 1938. Il y resta un an puis il dirigea successivement les bureaux de la Gestapo à Stuttgart, Weimar et Erfurt. Il devint ensuite numéro deux du bureau de Berlin. En 1941, il fut nommé chef d'état-major de l'Einsatzgruppe A et chef de l'Einsatzkommando 2. Le 10 janvier 1942, il avait été nommé commandant de la Sipo et du SD dans le district général de Lettonie. C'est lui qui avait commandé les massacres controversés de Juifs allemands fin novembre 1941 à Riga.

1197. Cité dans Roseman (Mark), op. cit., p. 98.

1198. Roseman (Mark), op. cit., p. 100.

1199. Un de ses collaborateurs a témoigné, en 1948, que Kritzinger avait décrit la discussion par ces mots : « Die Besprechung ist wie das Hornbergerschießen ausgegangen. » Cité dans Kaiser (Wolf), « Die Wannsee-Konferenz », art. cit., p. 116.

1200. C'est nous qui soulignons.

1201. C'est nous qui soulignons.

1202. Souligné par nous.

1203. BA Lichterfelde R2501 64 46, pp. 13-19. Göring avait confié à Heydrich le soin de confisquer les devises en juillet 1936. Heydrich mit la main sur un milliard de RM. Voir Husson, Heydrich, habil., op. cit., p. 125.

1204. USHMM-RG 15.007 .M, Reel 15.

1205. Frei (Norbert), « "Unsere Arbeiten auf anständige Art und Weise bearbeitet..." Eichmann und die Wannsee-Konferenz », in Tribüne, 1982/1, p. 51-52.

1206. Longerich (Peter), Die Wannsee-Konferenz vom 20. Januar 1942. Planung und Beginn des Genozids an den europäischen Juden, Publikationen der Gedenk- und Bildungsstätte Haus der Wannsee-Konferenz, 1998, p. 32-33. Le seul point sur lequel nous ne suivons pas Longerich, c'est lorsqu'il affirme que la SS, en l'occurrence, ne faisait que s'adapter à une guerre qui durait. Tout était contenu dans les Directives pour le traitement de la question juive, dont nous avons vu qu'elles sont antérieures au déclenchement de Barbarossa.

1207. Document de Nuremberg, PS-212, voir note 17, p. 413 ci-dessus.

1208. Voir Ternon (Yves), op. cit, pp. 151-172.

1209. Pohl (Dieter), « Le génocide », art. cit., p. 298. Voir aussi DHH. op. cit., p. 314.

1210. Schulte (Jan Erik), op. cit., p. 356-357.

1211. BA-NS19/1920, f° 1.

1212. Koch (Peter-Ferdinand), Die Geld-Geschäfte der SS, Hoffman und Campe, Hambourg, 2000, p. 97 et suiv. ; Schulte (Jan Erik), op. cit., p. 351 et suiv.

1213. Cité dans Longerich (Peter), Wannsee, op. cit., p. 33.

1214. Denkschrift « Generalplan Ost », in Madajczyk (Czeslaw) (s.d.) et Biernacki (Stanislaw), op. cit., p. 114.

1215. Roseman (Mark), op. cit., p. 80.

1216. Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 39.

1217. Ibid., p. 37.

1218. Cité dans Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 51-52.

1219. Stuckart, le 21 décembre 1941, cité dans Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 52.

1220. Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 47-48.

1221. BA R18/5519, cité dans Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 49. Nous tirons la conclusion opposée, en l'occurrence, à celle de Gerlach.

1222. Libres propos, op. cit., p. 138.

1223. Eichmann-Dokument 1355.

1224. Döscher (Hans-Jurgen), op. cit., pp. 222-227.

1225. Hilberg (Raul), La Destruction, op. cit., p. 378.

1226. Un historien intentionnaliste peut imaginer ici qu'en décembre Heydrich avait fait approcher Bühler par Eichmann ou par un autre membre de la Sipo et l'avait encouragé à réfléchir au judéocide dans le Gouvernement général, précisément en vue de la réunion de Wannsee.

1227. IfZ-G.01, procès-verbal de la séance 106, 21.7.61.

1228. Ibid.

1229. Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 74.

1230. BA D-H ZR 759, A.14, cité dans Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit., p. 75.

1231. Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 220 et 243.

1232. Document de Nuremberg NG-2325 – « Stellungnahme und Gedanken von Dr. Erhard Wetzel zum Generalplan Ost des Reichsführers SS », reproduit dans Madajczyk (Czeslaw) et Biernacki (Stanislaw), op. cit., p. 50-81.

1233. Voir Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., pp. 141-145.

1234. Cité dans Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., p. 299.

1235. Ibid., p. 63.

1236. Cité dans Pätzold (Kurt) (éd.), op. cit., pp. 295-296.

1237. BA-R 58/954.

Chapitre 18

1238. DHH, op. cit., p. 321.

1239. Wilhelm (Hans-Heinrich), Die Einsatzgruppe A der Sicherheitspolizei und des SD, Peter Lang, Francfort/Main, 1996, p. 568, qui s'appuie sur l'interrogatoire de Jeckeln datant du 14 décembre 1945.

1240. Libres propos, op. cit., p. 238.

1241. DHH, op. cit., p. 327.

1242. BA, NS 19/1920, f° 1.

1243. BA NS 19/1920, f° 2 et DHH, op. cit., p. 329 et 331.

1244. Domarus (Max), op. cit., t. 2, p. 1826-1834. Citation p. 1828-1829. C'est nous qui soulignons.

1245. Voir par exemple la lettre aux responsables de la Police de sécurité et du SD en Europe, reproduite en fac-similé dans Kampe (Norbert), Die Wannsee-Konferenz, op. cit., p. 102. Voir aussi la lettre, datée du même jour, à son collaborateur Hermann Frank, dans le Protectorat, dans Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 219-220.

1246. Longerich (Peter), Wannsee, op. cit., p. 44.

1247. Document Eichmann n° 837.

1248. Document Eichmann n° 1089.

1249. IfZ-Fb 84, f° 7, Schreiben des Staatssekretärs der Regierung des Generalgouvernements Josef Bühler an den Gouverneur des Distrikts Lublin Zörner vom 3.März 1942.

1250. Reproduit dans Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 115.

1251. Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), op. cit., p. 229.

1252. Heydrich (Lina), op. cit., p. 107.

1253. BA-NS 19/2375, Himmler à Heydrich. Allusion à ces rapports également dans le discours de Heydrich du 4 février 1942, p. 229.

1254. DHH, p353.

1255. IfZ-MA 326, ff-2599462-95. Leistungen der Eisenbahn auf den ehemaligen russischen Bahnstrecken.

1256. ADAP, Serie E, t. I, p. 405.

1257. ADAP, Serie E, t. III, p. 356 et DHH, op. cit., p. 349, note 62.

1258. Schulte (Jan Erik), op. cit., p. 363.

1259. Schreiben des SS-Sturmbannführers Lischka, SD, an den Kommandanten von Gross-Paris, reproduit dans Pätzold (Kurt) (éd.), op. cit., p. 342-343.

1260. Reproduit dans Pätzold (Kurt) (éd.), op. cit., p. 343-345.

1261. Moll (Martin) (éd.), Führererlasse 1939-1945, Stuttgart, Steiner, 1997, p. 238.

1262. Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 120-121.

1263. Klarsfeld (Serge), Calendrier, op. cit., p. 193.

1264. DHH, op. cit., p. 350.

1265. Ibid., p. 367.

1266. Document de Nuremberg PS-1063, Schnellbrief an die Stapostellen und Stapoleitsstellen, signé Eichmann, 31.1.42 ; IfZ-Erlass Sammlung Gestapo Würzburg, Richtlinien zur technischen Durchführung der Evakuierung von Juden in das Generalgouvernement.

1267. Procès Eichmann, document 119.

1268. Gottwaldt (Alfred) et Schulle (Diana), Die « Judendeportationen », op. cit., p. 137-182.

1269. Ibid., p. 89-90 et p. 235 et suiv.

1270. Ibid., p. 120 et suiv.

1271. Ibid., p. 266 et suiv.

1272. Cité dans Longerich (Peter), Der ungeschriebene Befehl, op. cit., p. 152.

1273. DHH, op. cit., p. 353.

1274. De même, fin mai, avec Goebbels, Hitler évoquait une déportation vers l'Europe centrale alors que, à la suite de la conférence de Wannsee, le ministère des Affaires étrangères avait enterré le dossier « Madagascar » (en se fondant sur la « volonté du Führer » signifiée par Heydrich le 20 janvier 1942). Voir à ce propos Longerich (Peter), Der ungeschriebene Befehl, op. cit., p. 165-166.

1275. Besprechung über die Endlösung der Judenfrage am 7. März 1942 im Dezernat IV B 4 des Reichssicherheitshauptamtes, reproduit dans Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 116-119.

1276. Aufzeichnung des Legationsrats Franz Rademacher, Auswärtiges Amt, vom 7. März 1942, in Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 119 ; et Geheimschreiben des Staatssekretärs im Reichsministerium des Innern Wilhelm Stuckart, in Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 121-122, qui objecte qu'il est dangereux de déporter du sang allemand. Comme Stuckart n'ignorait pas que les déportés allaient à la mort, il s'agissait uniquement de garder une part de contrôle sur la « question juive ». De même, Schreiben des Staatssekretärs im Reichsjustizministerium Franz Schlegelberger vom 5. April 1942, texte qui accepte l'alternative stérilisation/déportation des « demi-Juifs ». Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), op. cit., p. 126-127.

1277. Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit.

1278. DHH, op. cit., p. 374-375.

1279. Ibid., p. 378-380.

1280. Ibid., p. 378-380.

1281. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 460.

1282. Schulte (Jan Erik), op. cit., p. 357.

1283. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/3, 23.7.42, p. 561.

1284. L'agenda édité de Himmler mentionne plusieurs rencontres entre Hitler et Himmler après que celui-ci était revenu d'un voyage d'une semaine en Finlande (DHH, p. 383-386) : le 29 mars (à déjeuner et à dîner), le 3 avril (à déjeuner), le 5 avril (tout l'après-midi et au dîner) (DHH, p. 387-392). Himmler se trouve à nouveau chez le Führer le 7 avril (à déjeuner, pour la promotion de Daluege au grade d'Oberstgruppenführer), le 9 avril (à déjeuner) et le 16 avril (à déjeuner et une partie de l'après-midi) (DHH, p. 394-399). Il est à noter qu'il a, durant la même période, des entretiens prolongés avec Heydrich : le 3 avril, de 16 h à 19 h, puis à nouveau à dîner (avec Berger et Thoerner), puis à nouveau en tête à tête jusqu'à 1 h 30 du matin ; puis de nouveau le 4 dans la matinée, pour un nouvel entretien prolongé (DHH, 390).

1285. DHH, op. cit., p. 399.

1286. Ibid., p. 399.

1287. Ibid., p. 400.

1288. Witte (Peter), « Two Decisions concerning the "Final Solution" to the "Jewish Question". Deportations to Łódź and mass murder in Chełmno », in Holocaust and Genocide Studies, 9, 1995, p. 293-317.

1289. Ibid.

1290. DHH, op. cit., p. 401.

1291. Ibid.

1292. Ibid.

1293. « Keine Vernichtung der Zigeuner », DHH, op. cit, p. 405.

1294. BA-NS 19/1585, f° 1.

1295. DHH, p. 406.

1296. Le 25 avril, à Berlin, en fin de matinée ; le 26 avril en fin de matinée puis en début de soirée en compagnie de Daluege ; le 27 avril en fin de matinée, en compagnie d'Oberg ; le 28 avril, à Munich, en fin d'après-midi puis à dîner jusque tard dans la soirée ; le 30 avril en compagnie du SS-Oberf. Cassel, toujours à Munich ; le 2 mai, à Prague, à déjeuner dans la propriété occupée par Heydrich (Jungfern-Breschan).

1297. Klarsfeld (Serge), Vichy-Auschwitz, op. cit., p. 54-56.

1298. Klarsfeld (Serge), Calendrier, op. cit., p. 235-252.

1299. Bargatzky (Walter), Hotel Majestic. Ein Deutscher im besetzten Frankreich, Herder, Fribourg, 1987, p. 103-104.

1300. Heydrich an Himmler, 14.5.1942, BA-NS19/3407.

1301. DHH, op. cit., p. 433.

1302. Goebbels (Joseph), Tagebücher, op. cit., II/4, p. 361, 24.4.1942.

1303. Scheffler (Wolfgang), « Der Brandanschlag im Berliner Lustgarten im Mai 1942 und

seine Folgen. Eine quellenkritische Betrachtung », in Berlin in Geschichte und Gegenwart. Jahrbuch des Landesarchivs Berlin, 1984, p. 91-118.

1304. Haasis (Hellmut G.), Tod in Prag. Das Attentat auf Reinhard Heydrich. Reinbek bei Hamburg Rowohlt, Hambourg, 2002. Heydrich aurait pu échapper à l'attentat, vraisemblablement, s'il n'avait pas demandé à son chauffeur d'arrêter le véhicule pour qu'il puisse abattre lui-même son agresseur.

1305. Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), Deutsche Politik, op. cit., p. 281-290.

1306. Longerich (Peter), Der ungeschriebene Befehl, op. cit., p. 162.

1307. On trouve, dans les documents d'époque, Reinhard écrit avec un t à la fin. C'est ce qui a conduit certains historiens à douter que la dénomination de l'extermination des Juifs polonais en 1942-1943 ait pu faire référence à Heydrich. On cite quelquefois le nom de Fritz Reinhardt, Staatssekretär du ministère des Finances, qui eut à s'occuper des questions d'aryanisation. C'est mal évaluer l'impact psychologique qu'eut la mort de Heydrich sur les dirigeants du Reich, convaincus que les Juifs étaient derrière l'attentat, dans la « guerre à mort » que se livraient « Aryens » et « Juifs ».

1308. Frank (Hans), Dienstagebuch, op. cit., p. 490-491.

1309. Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit., p. 513-516.

1310. Himmler (Heinrich), Discours secrets, op. cit.

1311. Quelques mois plus tard, il nomma l'Autrichien Kaltenbrunner chef du RSHA.

1312. DHH, p. 464-465.

1313. Document Nuremberg NG-5209.

1314. BA-NS 19/1583, f° 34.

1315. DHH, op. cit., p. 471.

1316. BA-NS 19/1583, f° 45 et DHH, op. cit., p. 480.

1317. DHH, op. cit., p. 482.

1318. BA-NS 19/1755, Anschreiben Globocnik vom 23.6.1942 und Himmlers Vermerk vom 9.7.42.

1319. DHH, op. cit., p. 498.

1320. Ibid., p. 491 et suiv.

1321. Höss (Rudolf), op. cit., p. 181 et suiv.

1322. Ibid., p. 161.

1323. Ibid., p. 184.

1324. Ibid., p. 184-185.

1325. DHH, op. cit., p. 493.

1326. Ibid., p. 495.

1327. Schulte (Jan Erik), op. cit., p. 364.

1328. Tooze (Adam), op. cit., p. 606.

1329. BA NS 19/1757, f° 1.

1330. Cité dans Longerich (Peter), Der ungeschriebene Befehl, op. cit., p. 159.

Epilogue

1331. Sur Himmler, voir Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit., 1991 ; et l'ouvrage de Peter Longerich, Heinrich Himmler : Biographie, Siedler, Munich, 2008 ; sur Göring, Martens (Stefan), Göring, Schöningh, Paderborn, 1998.

Annexes

1. Le procès-verbal de la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942

Le Chef

De la Police de sécurité et du SD

26 janvier 1942

Classé secret du Reich

A

Monsieur le sous-secrétaire d'Etat Luther

au Ministère des Affaires étrangères

Berlin

Wilhelmstrasse 74-76

Cher camarade de parti Luther !

Je vous adresse ci-joint le protocole de la réunion qui a eu lieu le 20 janvier 1942. Etant donné que la base de l'exécution pratique de la solution finale de la question juive est désormais arrêtée, et qu'une totale convergence de vues règne entre les différents bureaux concernés, et pour satisfaire le souhait du maréchal du Reich d'une mise au point du projet, dans lequel devront être présentées les conditions organisationnelles, techniques et matérielles de la mise en œuvre pratique des solutions nécessaires, je vous prie de détacher un expert aux réunions de travail.

Je prévois de tenir la première réunion de cette nature le 6 mars 1942, 10 h 30, à Berlin, Kurfürstenstrasse 116. Je vous prie d'inviter votre expert à se mettre en rapport à ce sujet avec mon conseiller

compétent en la matière, l'Obersturmbannführer SS Eichmann.

Heil Hitler !

P.J. 1 document

Procès-verbal de la conférence

30 exemplaires
Exemplaire n° 16

Classé secret du Reich

I. Le 20 janvier 1942 à Berlin, Grosser Wannsee n° 56-58, a eu lieu une conférence sur la solution finale de la question juive, à laquelle ont pris part :

Gauleiter Dr Meyer et directeur du bureau du Reich Dr Leibbrandt	Ministère des Territoires occupés de l'Est
Secrétaire d'Etat Dr Stuckart	Ministère de l'Intérieur
Secrétaire d'Etat Neumann	Délégué au Plan de quatre ans
Secrétaire d'Etat Dr Freisler	Ministère de la Justice
Secrétaire d'Etat Dr Bühler	Bureau du Gouverneur général
Sous-secrétaire d'Etat Luther	Ministère des Affaires étrangères
Oberführer SS Klopfer	Chancellerie du Parti
Directeur ministériel Kritzinger	Chancellerie du Reich

Gruppenführer SS Hofmann	Bureau central de l'implantation des races
Gruppenführer SS Müller et	Bureau central de la sûreté du Reich
Obersturmbannführer SS Eichmann	
Oberführer SS Dr Schöngarth [...]	Police de sécurité et SD
Sturmbannführer SS Dr Lange	Police de sécurité et SD

II. Le chef de la police de sécurité et du SD, l'Obergruppenführer SS Heydrich, fit part en ouverture de la mission qui lui était confiée par le Maréchal du Reich en vue de la préparation de la solution finale de la question juive en Europe, et indiqua que l'objectif de cette réunion était de clarifier les questions de fond. Le souhait du Maréchal du Reich de se voir présenter un projet d'organisation, de déroulement et de conditions matérielles dans la perspective de la solution finale de la question juive en Europe, exigeait au préalable une harmonisation de toutes les instances centrales directement concernées par ces questions dans la perspective d'une conduite parallèle de l'orientation des actions.

La responsabilité du traitement de la solution finale de la question juive relève, sans considération des frontières géographiques, du Reichsführer SS et chef de la police allemande (chef de la Police de sécurité et du SD).

Le chef de la Police de sécurité et du SD donna alors une brève rétrospective du combat mené jusqu'à cet instant contre cet adversaire. Les temps forts en furent :

a) le refoulement des Juifs hors du territoire d'implantation du peuple allemand ;

b) le refoulement des Juifs hors de l'espace vital du peuple allemand.

Pour accomplir ces efforts, la seule solution alors possible fut provisoirement de renforcer et de planifier l'accélération de l'émigration des Juifs hors des territoires du Reich.

Sur ordre du Maréchal du Reich, une Direction centrale du Reich pour l'émigration des Juifs fut créée en janvier 1939, et sa direction confiée au chef de la Police de sécurité et du SD. Elle avait pour missions spécifiques :

c) de prendre toutes mesures pour préparer une immigration renforcée des Juifs ;

d) de diriger les flux d'émigration ;

e) d'accélérer au cas par cas l'application des procédures d'émigration.

L'objectif était de nettoyer des Juifs l'espace vital allemand en toute légalité.

Tous les services étaient conscients des difficultés provoquées par une telle précipitation de l'immigration. Il fallut bien d'abord s'en accommoder, faute de toute autre solution.

Par la suite, les tâches relatives à l'émigration ne furent plus seulement un problème allemand, mais aussi un problème dont les autorités des pays de destination, éventuellement d'immigration, eurent à s'occuper. Des difficultés financières, comme la hausse, par les différents gouvernements étrangers, des taxes d'entrée et de débarquement, mais aussi le manque de place sur les bateaux, le renforcement croissant des limitations, voire des interdictions d'immigration, compliquèrent énormément les efforts d'émigration. Malgré

ces difficultés, 537 000 Juifs furent amenés à immigrer entre la prise du pouvoir et le 31 octobre 1941, dont :

– depuis le 30 janvier 1933, environ 360 000 du Reich ;

– depuis le 15 mars 1938, environ 147 000 des Marches de l'Est ;

– depuis le 15 mars 1939, environ 30 000 du Protectorat de Bohême-Moravie.

L'immigration fut financée par les Juifs, voire par leurs organisations politiques. Pour éviter que les Juifs prolétaires restent, on fit en sorte que les Juifs fortunés financent le départ des autres ; un prélèvement, une taxe à l'émigration fixée en fonction de la fortune, servit à couvrir les frais de l'émigration des Juifs pauvres.

En plus des rentrées en Reichsmark, des devises furent exigées pour le paiement des taxes d'entrée et de débarquement. Pour préserver le fonds allemand de devises, les institutions financières juives internationales furent appelées, par l'intermédiaire des organisations juives de l'intérieur, à pourvoir au recouvrement des sommes correspondantes en devises. Au total, jusqu'au 30 octobre 1941, les Juifs étrangers ont ainsi fourni, par voie de donation, 9 500 000 $.

Depuis, le Reichsführer SS, chef de la Police allemande, a interdit l'émigration des Juifs, en raison des dangers de l'émigration en temps de guerre, et en considération des nouvelles possibilités à l'Est.

III. Désormais, à la place de l'émigration, la nouvelle solution, avec l'aval préalable du Führer, est l'évacuation des Juifs vers l'Est.

Ces actions sont toutefois à considérer uniquement

comme des solutions transitoires, mais qui nous permettront d'acquérir des expériences pratiques qui seront très précieuses pour la solution finale à venir de la question juive.

Au cours de la solution finale de la question juive en Europe, seront à prendre en considération environ 11 millions de Juifs, répartis comme suit dans les différents pays :

Pays	Nombre
A. Allemagne	131 800
Marches de l'Est	43 700
Territoires de l'Est	420 000
Gouvernement général	2 284 000
Bialystok	400 000
Protectorat de Bohême-Moravie	74 200
Estonie – libérée des Juifs	–
Lettonie	3 500
Lituanie	34 000
Belgique	43 000
Danemark	5 600
France zone occupée	165 000
France zone non occupée	700 000
Grèce	69 600
Pays-Bas	160 800
Norvège	1 300
B. Bulgarie	48 000
Angleterre	330 000
Finlande	2 300

Irlande	4 000
Italie y compris Sardaigne	58 000
Albanie	200
Croatie	40 000
Portugal	3 000
Roumanie (y compris Bessarabie)	340 000
Suède	8 000
Suisse	18 000
Serbie	10 000
Slovaquie	8 000
Espagne	60 000
Turquie (partie européenne)	550 500
Hongrie	7 420 800
URSS (dont l'Ukraine : 2 994 684)	5 000 000
Biélorussie (à l'exception de Bialystok)	446 684
Total	Plus de 11 000 000

Le nombre des Juifs indiqués dans les différents pays étrangers est toutefois celui des Juifs religieux, la définition des Juifs selon des critères raciaux étant partiellement absente dans ces pays. Le traitement du problème se heurtera dans chaque pays à certaines difficultés dues à l'attitude et à l'état d'esprit des populations, notamment en Hongrie et en Roumanie. En Roumanie par exemple, un Juif peut, aujourd'hui encore, acheter des papiers attestant officiellement une nationalité étrangère.

En URSS, l'influence des Juifs sur tous les territoires est

bien connue. 5 millions de Juifs environ vivent dans la partie européenne, à peine 250 000 dans la partie asiatique.

La répartition par profession des Juifs de la partie européenne de l'URSS est environ la suivante :

Agriculteurs : 9,1 %
Ouvriers : 14,8 %
Commerçants : 20 %
Fonctionnaires : 23,4 %
Secteur privé (médecine, presse, théâtre, etc.) : 32,7 %

Au cours de la solution finale, les Juifs de l'Est devront être mobilisés pour le travail avec l'encadrement voulu. En grandes colonnes de travailleurs, séparés par sexe, les Juifs aptes au travail seront amenés à construire des routes dans ces territoires, ce qui sans doute permettra une diminution naturelle substantielle de leur nombre.

Pour finir, il faudra appliquer un traitement approprié à la totalité de ceux qui resteront, car il s'agira évidemment des éléments les plus résistants, puisque issus d'une sélection naturelle, et qui seraient susceptibles d'être le germe d'une nouvelle souche juive, pour peu qu'on les laisse en liberté (voir l'expérience de l'histoire).

Au cours de l'exécution pratique de la solution finale, l'Europe sera passée au peigne fin d'ouest en est. L'opération débutera sur le territoire du Reich, y compris les Protectorats de Bohême et de Moravie, à cause de la situation du logement et de la spécificité sociopolitique du Reich.

Les Juifs évacués passeront d'abord, convoi par convoi, par des ghettos de transit, et de là seront transportés plus loin à l'Est.

L'Obergruppenführer SS Heydrich poursuivit en précisant que l'une des conditions importantes pour la bonne marche de l'évacuation des Juifs était de fixer exactement le groupe des personnes concernées.

Il n'est pas prévu d'évacuer à l'Est les Juifs de plus de 65 ans, mais de les transférer dans un ghetto de vieillards – vraisemblablement à Theresienstadt.

En plus de cette tranche d'âge – parmi les 280 000 Juifs résidant en Allemagne et en Autriche au 31 octobre 1941, environ 30 % ont plus de 65 ans –, les Juifs grands invalides de guerre et ceux qui portent une décoration militaire (EK I) y seront accueillis. Cette solution appropriée permettra de couper court aux nombreuses interventions prévisibles.

Le commencement des plus grandes opérations d'évacuation dépendra largement de l'évolution de la situation militaire. En ce qui concerne le traitement de la solution finale dans les territoires européens occupés ou sous influence, il a été proposé que les responsables concernés du ministère des Affaires étrangères se concertent avec le chef de section compétent de la Police de sécurité et du SD.

L'affaire n'est pas plus difficile en Slovaquie et en Croatie, puisque les questions essentielles à régler dans cette perspective ont déjà trouvé une solution. En Roumanie, le gouvernement a nommé un chargé de mission pour les questions juives. Pour régler la question en Hongrie, il faut imposer au plus vite au gouvernement un conseiller pour les questions juives.

En raison de l'accueil réservé aux préparatifs de

règlement du problème en Italie, l'Obergruppenführer SS Heydrich estima qu'il convenait, dans cette affaire, d'établir un contact avec le chef de la police.

En France occupée et non occupée, le recensement des Juifs pour l'évacuation sera effectué, selon toute vraisemblance, sans grande difficulté.

A ce sujet, le sous-secrétaire d'Etat Luther fit remarquer que le traitement approfondi du problème rencontrerait des difficultés dans quelques pays, comme les Etats du Nord, et par conséquent il était recommandé, pour le moment, de laisser ces pays en suspens.

Si l'on considère le nombre restreint de Juifs concernés, cette mise en suspens ne représente pas un obstacle important.

Par contre, le ministère ne prévoit pas de grandes difficultés pour le sud-est de l'Europe.

L e Gruppenführer SS Hofmann envisage d'envoyer en Hongrie un expert du Bureau central des races et de l'implantation pour participer à l'orientation générale, si du côté du chef de la Police de sécurité et du SD on s'attaque là-bas cette affaire. Il fut décidé de détacher provisoirement cet expert du Bureau central des races et de l'implantation : il ne doit pas être lui-même actif mais apparaître officiellement comme assistant auprès de l'attaché de la police.

IV. Au cours de la mise en œuvre du projet pour la solution finale, les lois de Nuremberg doivent en quelque sorte en former le fondement, mais la condition d'une liquidation du problème sans laisser de traces passe également par la

résolution des questions relatives aux mariages mixtes et aux Mischlinge.

Le chef de la Police de sécurité et du SD poursuivit la discussion théorique à partir d'un courrier du chef de la chancellerie du Reich sur les points suivants :

1) Traitement des Mischlinge du premier degré.

En regard de la solution finale de la question juive, les Mischlinge du premier degré sont équivalents aux Juifs.

Font exception à ce traitement :

a) Les Mischlinge du premier degré mariés à des Allemands de sang et ayant des enfants (Mischlinge du deuxième degré) issus de ce mariage. Ces Mischlinge du deuxième degré sont pour l'essentiel égaux aux Allemands.

b) Les Mischlinge du premier degré auxquels les plus hautes instances du parti et de l'Etat ont jusqu'alors conféré une situation d'exception dans tous les domaines.

Chaque cas particulier doit être contrôlé, et il n'est pas exclu que la décision soit défavorable même pour ces Mischlinge.

Les conditions pour que l'exception soit accordée doivent toujours relever des mérites fondamentaux du Mischling en question (et non des mérites des parents ou du conjoint allemands de sang).

T o u t Mischling du premier degré bénéficiant de l'exception en matière d'évacuation devra être stérilisé, pour

empêcher toute descendance et éliminer définitivement le problème du métissage. Il sera procédé à la stérilisation sur la base du volontariat. Mais le maintien sur le territoire du Reich est soumis à cette condition. Le Mischling stérilisé sera par la suite libéré de toutes les dispositions restrictives auxquelles il était soumis jusqu'alors.

2) Traitement des Mischlinge du deuxième degré.

Les Mischlinge du deuxième degré sont fondamentalement apparentés aux Allemands de sang, à l'exception des cas suivants pour lesquels les Mischlinge du deuxième degré sont placés sur un plan d'égalité avec les Juifs :

a) Mischling du deuxième degré issu d'une union bâtarde (couple de Mischlinge).
b) Apparence raciale particulièrement désavantageuse pour le Mischling du deuxième degré, le plaçant par son aspect extérieur du côté des Juifs.
c) Rapport policier ou politique particulièrement mauvais à propos du Mischling du deuxième degré, faisant paraître qu'il se ressent et se comporte comme un Juif.

Mais il ne sera pas fait exception, même dans de tels cas, si le Mischling du deuxième degré est marié avec un Allemand de sang.

3) Mariages entre Juifs et Allemands de sang.

Il faut décider au cas par cas si le conjoint juif doit être évacué ou bien s'il est transféré vers un ghetto de vieillards, en considération des conséquences d'une telle mesure sur la parenté allemande de ce couple mixte.

4) Mariages entre Mischlinge du premier degré et Allemands de sang.

a) sans enfant

Si aucun enfant n'est issu du mariage, le Mischling du premier degré sera évacué, éventuellement transféré dans un ghetto de vieillards (même traitement que pour les mariages entre Juif et Allemand de sang, au point 3).

b) avec enfants

Si des enfants (eux-mêmes Mischlinge du deuxième degré) sont issus du mariage et s'ils sont placés sur un plan d'égalité avec les Juifs, ils seront évacués avec le Mischling du premier degré ou transférés dans un ghetto. Dans la mesure où ces enfants sont au même plan que les Allemands normaux ils bénéficient de l'exception à l'évacuation, de même que leurs parents Mischlinge du premier degré.

5) Mariages entre deux Mischlinge du premier degré ou entre Mischling du premier degré et Juif.

Dans le cas de ces mariages, chaque membre (y compris les enfants) est traité comme Juif et donc évacué, voire transféré dans un ghetto de vieillards.

6) Mariages entre Mischling du premier degré et Mischling du deuxième degré.

Sans considération de l'existence ou non d'enfants les deux conjoints seront évacués ou transférés dans un ghetto de vieillards, dans la mesure où d'éventuels enfants présentent sur le plan racial, en règle générale, de plus fortes traces de sang juif que les Mischlinge juifs du deuxième degré.

Le Gruppenführer SS Hofmann exprima l'avis qu'il fallait user largement de la stérilisation, d'autant plus que le

Mischling, placé devant le choix entre évacuation et stérilisation, se soumettra plutôt à la stérilisation.

Sur la question des conséquences de l'évacuation des Juifs sur la vie économique, le secrétaire d'Etat Neumann expliqua que les Juifs employés dans les entreprises indispensables en temps de guerre ne pourraient pas être évacués tant qu'ils ne seraient pas remplacés.

L'Obergruppenführer SS Heydrich indiqua que ces Juifs ne seraient pas évacués dans le cadre des directives qu'il avait approuvées pour l'exécution des actions d'évacuation actuellement en cours.

Le secrétaire d'Etat, le Dr Bühler, remarqua qu'on saluerait, au Gouvernement général, le fait de commencer la solution finale dans le Gouvernement général, car le problème du transport n'y ajouterait pas de difficultés supplémentaires, et des raisons de mobilisation pour le travail ne viendraient pas y entraver le déroulement de l'action. Il faudrait éloigner aussi vite que possible les Juifs des territoires du Gouvernement général, car le Juif, porteur d'épidémies, y représentait un danger particulièrement éminent, et apportait en outre, par ses trafics continus, le désordre dans la structure économique du pays. Sur les 2,5 millions de Juifs concernés, la majorité était par ailleurs inapte au travail.

Le secrétaire d'Etat, le Dr Bühler, poursuivit en constatant que la solution de la question juive dans le Gouvernement général relevait de la compétence du chef de la Police de sécurité et du SD, et que ces efforts devaient être soutenus par les autorités du Gouvernement général. Il n'avait qu'un seul souhait : que la question juive soit réglée sur ce territoire le plus vite possible.

En conclusion, les différentes résolutions furent discutées, et il en ressortit, tant du côté du Gauleiter, le Dr Meyer, que de celui du secrétaire d'Etat, le Dr Bühler, qu'on était d'avis qu'il fallait mener immédiatement, dans les territoires en question, certains travaux préparatoires au déroulement de la solution finale, en évitant cependant de provoquer l'inquiétude de la population.

En mettant un terme à la réunion, le chef de la Police de sécurité et du SD demanda aux participants de lui accorder tout leur soutien dans l'exécution des tâches décidées.

2. Le débat entre les historiens sur la question de l'ordre donné aux Einsatzgruppen

	Ordre génocidaire intégral donné avant le 22 juin 1941	Ordre-cadre donné avant le 22 juin 1941 génocidaire ou non	Ordre génocidaire intégral donné après le 22 juin 1941
Andreas Hillgruber[a]	oui	non	non
Helmut Krausnick[b]	oui (Einsatz-gruppe A)	non	non
Alfred Steim[c]	non	oui mais solution finale décidée – ordres progressive-ment transmis	oui – transmis au cas par cas
Christian Streit[d]	non	non mais solution finale au sens d'une déportation	oui intensification des tueries des

		généralisée décidée	Einsatzgruppen à la mi-août
Philippe Burrin[e]	non	oui instructions radicales dans le cadre d'une guerre courte en attendant la déportation généralisée	oui

a Hillgruber (Andreas), art. cit., p. 133-153.

b Krausnick (Helmut) et Wilhelm (Hans-Heinrich), op. cit.

c Streim (Alfred), « Zur Eröffnung des allgemeinen Judenvernichtungsbefehls gegenüber die Einsatzgruppen », in Jäckel (Eberhard) et Rohwer (Jürgen), Der Mord an den Juden im Zweiten Weltkrieg. Entschlussbildung und Verwirklichung, DVA, Stuttgart, 1985.

d Streit (Christian), « Ostkrieg. Antibolschewissmus und "Endlösung" », in Geschichte und Gesellschaft, 17, 1991, p. 242-255.

e Burrin (Philippe), Hitler, op. cit.

	Ordre génocidaire intégral donné avant le 22 juin 1941	Ordre-cadre donné avant le 22 juin 1941 génocidaire ou non	Ordre génocidaire intégral donné après le 22 juin 1941
Richard Breitman[f]	oui	non	non mais nombreuses inspections de Himmler sur le terrain

Christian Gerlach[g]	non	oui – décision d'exterminer les Juifs soviétiques prise par la direction ; annonce radicale mais vague aux chefs des EG	non concrétisation progressive de l'intention
Christopher Browning[h]	non	oui autorisation de liquidation de tous les ennemis potentiels ; but d'une « Russie sans Juifs » peut-être indiqué	oui
Peter Longerich[i]	non	oui instructions codées correspondant à l'Einsatzbefehl du 29.7.1941 posant le cadre d'un meutre massif	non application laissée à l'initiative des EK

f Breitman (Richard), Der Architekt, op. cit.
g Gerlach (Christian), Wannsee, op. cit.

h Browning (Christopher), The Origins, op. cit.
i Longerich (Peter), Politik der Vernichtung, op. cit.

	Ordre génocidaire intégral donné avant le 22 juin 1941	Ordre-cadre donné avant le 22 juin 1941 génocidaire ou non	Ordre génocidaire intégral donné après le 22 juin 1941
Ralf Ogorreck[j]	non (son ouvrage ne traite pas de l'Einsatzgruppe A[k])	non	oui – Himmler transmet aux HSSPF un ordre début août, qui est transmis par eux aux Einsatzgruppen dans le courant du mois
Christopher Dieckmann[l]	non	non – ordre d'extermination complète des hommes juifs en âge de combattre et des élites du régime	oui

j Ogorreck (Ralf), op. cit.
k Philippe Burrin, Hitler, op. cit., p. 122-123, constatant, comme tous les historiens, que l'Einsatzgruppe A commet plus rapidement un génocide plus intensif que les autres Einsatzgruppen, suppose qu'il avait reçu un ordre spécial. (C'est ainsi que l'on pourrait interpréter le texte de Franz

Stahlecker du 6 août 1941 intitulé Entwurf über die Aufstellung vorläufiger Richtlinien für die Behandlung der Juden im Gebiet des Reichskommissariat Ostland, reproduit dans Mommsen (Hans) et Willems (Susanne), op. cit., p. 476). On peut imaginer en effet, comme nous le verrons par la suite, que la direction des SS voyait déjà dans les pays baltes une destination intermédiaire de déportation en vue de la « solution finale ». Si l'hypothèse était vérifiée, elle confirmerait, d'une part, le décalage entre les instructions orales et celles mises par écrit, et elle contribuerait à prouver, d'autre part, qu'un tel développement était possible dans le cadre des instructions données avant le 22 juin 1941.

l Dieckmann (Christopher), « Der Krieg und die Ermordung der litauischen Juden », in Herbert (Ulrich), (s.d.), Nationalsozialistische Vernichtungspolitik, Fischer, Francfort/Main, 1997.

	Ordre génocidaire intégral donné avant le 22 juin 1941	Ordre-cadre donné avant le 22 juin 1941 génocidaire ou non	Ordre génocidaire intégral donné après le 22 juin 1941
Klaus-Michael Mallmann[m]	non	non – large consensus des élites au sein d'une mentalité génocidaire	non-initiatives des chefs d'unités – concurrence entre Einsatzgruppen, Waffen-SS et Ordnungs-polizei – encouragements

			et coordination des chefs
Dieter Pohl[n]	non	non – ordres concrets d'extermination de la couche intellectuelle juive vraisemblables – beaucoup laissé à l'initiative	non initiative locales entérinées

m Mallmann (Klaus-Michael), « Die Türöffner der "Endlösung". Zur Genesis des Genozids », in Paul (Gerhard) et Mallmann (Klaus-Michael), op. cit., p. 437-463.

	Ordre génocidaire intégral donné avant le 22 juin 1941	Ordre-cadre donné avant le 22 juin 1941 génocidaire ou non	Ordre génocidaire intégral donné après le 22 juin 1941
Peter Klein[o]	non	oui – « ordre de tuer de manière préventive, sans restrictions et sans aucun respect du droit des gens, pour la sécurisation	non – de la conclusion que le meurtre des femmes et des enfants juifs n'est pas interdit, les commandos tirent progres-sivement une

		du territoire »	pratique
Mark Roseman[p]	non	oui – définition des « Juifs » suffisamment large pour permettre une extension génocidaire des ordres politiques	non initiatives des chefs de commandos et impulsion de Himmler en août
Hans Mommsen[q]	non	non création des conditions d'un climat génocidaire	non – initiatives des chefs de commandos progressive-ment entérinées

o Klein (Peter), « Die Erlaubnis zum grenzenlosen Massenmord – Das Schicksal der Berliner Juden und die Rolle der Einsatzgruppen bei dem Versuch, Juden als Partisanen "auszurotten" », in Müller (Rolf-Dieter) et Volkmann (Hans-Erich), Die Wehrmacht. Mythos und Realität, Oldenbourg, Munich, 1999, p. 923-947.

p Roseman (Mark), op. cit.

q Mommsen (Hans), Auschwitz, op. cit.

	Ordre génocidaire intégral donné avant le 22 juin 1941	Ordre-cadre donné avant le 22 juin 1941 génocidaire ou non	Ordre génocidaire intégral donné après le 22 juin 1941

Wolfgang Curilla[r]	oui	non	non – insiste sur la précocité des tueries de femmes et d'enfants, en particulier dans l'Ordnungs-polizei
Edouard Husson[s]	non	oui – génocide suggéré dans le cadre d'une guerre éclair en attendant la déportation généralisée: il s'agit de tuer s'agit de tuer « le plus de Juifs possible », femmes et enfants compris	non – laissé à l'initiative des commandos – éclaircisse-ments au cas par cas de l'ordre-cadre pour les moins radicaux des commandos

r Curilla (Wolfgang), op. cit.

s Husson (Edouard), « Nous pouvons vivre sans les Juifs ». Novembre 1941. Quand et comment ils ont décidé de la « solution finale », Perrin, Paris, 2005.

Sources

Fonds d'archives

Bundesarchiv (Berlin)

Allgemeine Prozesse : 6/122

NS 19 : 1447 ; 1583 ; 1585 ; 1734 ; 1755 ; 1757 ; 1920 ; 2375 ; 2803 ; 3407 ; 4007

R 58 : 240 ; 241 ; 276 ; 486 ; 544 ; 825 ; 840 ; 844 ; 954 ; 979 ; 982 ; 991 ; 1059 ; 1082
R58 Anh : 21, 22

CDJC (Paris)

XXV b-7
CXLIII-259
CCXXXIV-18
DCLI-2, V-59

Institut für Zeitgeschichte (Munich)

Akten der Parteikanzlei ; Copie dossier BDC-Berlin de Heydrich

Dd : 54.12

ED : 180/5 ; 303 ; 450
Fa : 119/1 ; 119/3 ; 213/3 ; 282 ; 427/2 ; 506/14
Fb : 71 ; 84 ; 85 ; 101/36
Fd 52

G 01, Eichmann-Prozess
Gh02 : 40/2

Gestapo-Würzburg Erlasse

MA : 91 ; 144/4 ; 172 ; 188 ; 290 ; 295, 325 ; 326 ; 328 ; 392, 401, 433, 440 ; 444/2 ; 444/3 ; 554 ; 557 ; 682

Nuremberg (Documents du procès international)
EC : 028 ; 126
L : 221
NG : 1531, 2325, 2586, 3354 ; 4067, 4897 ; 5225
NO : 365 ; 3522, 5875
NOKW : 209 ; 1076 ; 1535 ; 1692 ; 2080 ; 2718
PS : 212 ; 447 ; 710 ; 798 ; 1014 ; 1539 ; 1816 ; 2273 ; 2582 ; 3051 ; 3363
URSS : 172

Revue de presse sur Reinhard Heydrich 1935-1945

Zeugenaussagen : Karl von Eberstein ; Wilhelm Höttl

Landesarchiv Schleswig-Holstein (Schleswig)

Dossier procès en dénazification Lina Heydrich

National Archives, Washington

RG-322, Box 124
T 1021, Roll 18

Stadtarchiv Bremen

Akten zur Politischen Polizei 1922-1936

United States Holocaust Memorial and Museum (Washington)

RG-11.001 M, Reel 8 ; Reel 14 ; Reel 17 ; Reel 205
RG-11.001 M.24, Reel 94
RG-15.007 M, Reel 15

Fonds Heydrich constitué par Mario Dederichs, collection privée

Sources imprimées, témoignages

Abréviations
GG : Geschichte und Gesellschaft
HGS : Holocaust and Genocide Studies
RHMC : Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine
VfZ : Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte
ZfG : Zeitschrift für Geschichtswissenschaft

Akten zur deutschen auswärtigen Politik, 1918-1945, Serie D

Boberach (Heinz) (éd.), Meldungen aus dem Reich : die geheimen Lageberichte des Sicherheitsdienstes der SS, 1938-1945, 17 volumes, Herrsching, 1984

Bouhler (Philipp), Der grossdeutsche Freiheitskampf. Reden Adolf Hitlers, Franz Eher, Munich, 1942

Burckhardt (Carl J.), Meine Danziger Mission, DTV, Munich, 1960

Calic (Edouard) (éd.), Hitler sans masque. Entretiens Hitler-Breiting, Stock, Paris, 1969

Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellung,

– t. 8. Kaiserreich und Erster Weltkrieg, Reclam, 2000

– t. 9. Weimarer Republik und Drittes Reich. 1918-1945, Reclam, 1995

Diensttagebuch des deutschen Generalgouverneurs in Polen, édité par Werner Präg et Wolfgang Jacobmeyer, DVA, Suttgart, 1975

Documents on British Foreign Policy. 1919-1939, Third Series

Documents on the Holocaust. Selected Sources on the Destruction of the Jews of Germany, Austria, and the Soviet Union, édité par Yitzhak Arad, Yisrael Gutman et Abraham Margaliot, Yad Vashem, Jérusalem, 1981

Domarus (Max) (éd.), Adolf Hitler. Reden und Proklamationen 1932-1945 : Kommentiert von einem deutschen Zeitgenossen, 2 tomes, Würzburg, 1963

Fascismus-Getto-Massenmord. Dokumentation über Ausrottung und Widerstand der Juden in Polen während des Zweiten Weltkrieges, édité par le Jüdisches Historisches Institut Warschau, Röderberg, Francfort/Main, 1963

Friedlander (Henry) et Milton (Sybil) (éds), Archives of the Holocaust, 22 volumes, New York

Goebbels (Joseph), Die Tagebücher, édité par Elke Froelich pour l'Institut für Zeitgeschichte depuis 1992

Halder (Generaloberst Franz), Kriegstagebuch, 2 volumes, édités par Hans-Adolf Jacobsen et Alfred Philippi, Stuttgart, 1962

Heine (Heinrich), Religion und Philosophie in Deutschland, in : Werke, IV, 163-165, Insel Verlag, 1968

Heydrich (Lina), Leben mit einem Kriegsverbrecher, Verlag Ludwig, Pfaffenhofen, 1976

Hillgruber (Andreas) (éd.), Staatsmänner und Diplomaten bei Hitler, 2 volumes, Munich, 1970

Himmler (Heinrich), Geheimreden 1933 bis 1945 und andere Ansprachen, édité par Bradley F. Smith et Agnes F. Peterson, Propyläen Verlag, Francfort/Main, 1974. Trad. française par M.-M. Husson, Discours secrets, Paris, Gallimard, 1978

Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941-42, Im Auftrag der Forschungsstelle zur Zeitgeschichte in Hamburg, bearbeitet, kommentiert und eingeleitet von Peter Witte, Michael Wildt, Martina Voigt, Dieter Pohl, Peter Klein, Christian Gerlach, Christoph Dieckmann und Andrej Angrick, Christians, 1999

Hitler (Adolf), Mon combat, Paris, 1934, rééd. fac-similé, Nouvelles Editions Latines

Hitler (Adolf), L'Expansion du III^{e} Reich, Plon, Paris, 1961

Hitler (Adolf), Sämtliche Aufzeichnungen 1905-1924, Stuttgart, 1980 (Eberhard Jäckel/Axel Kuhn, éds)

Hitler (Adolf), Libres propos sur la guerre et la paix, Flammarion, Paris, 1952

Höss (Rudolf), Kommandant in Auschwitz, Piper, Munich, 1979

Justiz und NS-Verbrechen, 26 volumes, transcription des procès et des jugements de criminels nazis en Allemagne de l'Ouest (1945-1966)

Karny (Miroslav), Milotova (Jaroslava), Karna (Margita) (éd.), Deutsche Politik im Protektorat Böhmen und Mähren unter Reinhard Heydrich 1941-42. Eine Dokumentation, Metropol, Berlin, 1997

Kriegstagebuch des Oberkommandos der Weltmacht, Bernard & Graefe, Francfort/Main, 1961 (Schramm Percy E., éd.)

Kühnl (Reinhard), Der deutsche Faschismus in Quellen und Dokumenten, 6e édition augmentée, Pahl-Rugenstein, Cologne, 1987

Lösener (Bernhard), « Als Rassereferent im Reichsministerium des Inneren », VfZ, 3, 1961

Madajczyk (Czeslaw) (s.d.) et Biernacki (Stanislaw), Vom Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan, Saur, Munich, 1994

Moll (Martin) (éd.), Führererlasse 1939-1945, Stuttgart, Steiner, 1997

Mommsen (Hans) et Willems (Susanne) (éds), Herrschaftsalltag im Dritten Reich, Droste, Düsseldorf, 1988

Pätzold (Kurt) (éd.), Verfolgung. Vertreibung. Vernichtung. Dokumente des faschistischen Antisemitismus 1933 bis 1942, Röderberg, Francfort/Main, 1984

(The) Polish Ministry of Information, The German New Order in Poland, Hutchinson & Co., publié pendant la guerre

(The) Polish Main National Office for the Investigation of German War Crimes in Poland, Polish Charges against German War Criminals – Submitted to the United Nations War Crimes Commission, Varsovie, 1948

Prange (Gordon W.), Hitler's Speeches and the United States, Oxford University Press, 1941

Rauschning (Hermann), Hitler m'a dit, Paris, Coopération, 1939

Reichsgesetzblatt 1933-1945

Rollin (Henri), L'Apocalypse de notre temps. Les dessous de la propagande allemande d'après des documents inédits, Gallimard, Paris, 1939 ; rééd. Allia, Paris, 2005

(Das) Schwarze Korps. Journal de la SS – consulté à

l'Institut für Zeitgeschichte

Sources of the Holocaust, édité par Steve Hochstadt, Palgrave, New York, 1988

Trials of War Criminals before the Nuremberg Military Tribunals under Control Council Law, vol. 13-15, The Ministries Case, Nuremberg, octobre 1946-avril 1949

Wagner (Elisabeth) (éd.), Der Generalquartiermeister. Briefe und Tagebuch aufzeichnungen des Generalquartiermeister des Heeres, General der Artillerie Eduard Wagner, Munich/Vienne, 1963

Wildt (Michael) (éd.), Die Judenpolitik des SD. 1935-1938, Oldenbourg, Munich, 1998

Zelinsky (Hartmut), Richard Wagner – ein deutsches Thema. Eine Dokumenta tion zur Wirkungsgeschichte Richard Wagners 1876-1976, Medusa, Berlin, 1983

Etudes historiques

Adam (Uwe), Judenpolitik im Dritten Reich, Droste, Düsseldorf, 1972

Aly (Götz) et Roth (Karl Heinz), Die restlose Erfassung. Volkszählen, Identi fizieren, Aussondern im Nationalsozialismus, Rotbuch Verlag, Berlin, 1984

Aly (Götz) et Heim (Susanne), Die Vordenker der Vernichtung, Fischer, Francfort, 1989 ; trad. française par Claire Darmon à partir de la version anglaise (Architects of Anihilation, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 2002), Les Architectes de l'extermination, Mémorial de la Shoah/Calmann-Lévy, Paris, 2006

Aly (Götz) et Heim (Susanne), « Sozialplanung und Völkermord. Thesen zur Herrschaftsrationalität der nationalsozialistischen Vernichtungspolitik », in Schneider (Wolfgang) (éd.), « Vernichtungspolitik ». Eine Debatte über

den Zusammenhang von Sozialpolitik und Genozid im nationalsozialistischen Deutschland, Hamburger Institut für Sozialforschung, Hambourg, 1991

Aly (Götz) et Heim (Susanne), « Staatliche Ordnung und "Organische Lösung" : die Rede Hermann Görings "über die Judenfrage" vom 6. Dezember 1938 », Jahrbuch für Antisemitismusforschung, 2, 1993

Aly (Götz), « Endlösung. » Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden, Fischer, Francfort/Main, 1995

Aly (Götz), Hitlers Volksstaat, Fischer, Francfort/Main, 2005 Main ; trad. française Marie Gravey, Comment Hitler a acheté les Allemands, Flammarion, Paris, 2005

Arad (Yitzhak), The Holocaust in the Soviet Union, Nebraska University Press/Yad Vashem, Lincoln/Jerusalem, 2009

Arendt (Hannah), The Origins of Totalitarism, 3 vol., 1948-1951 ; trad. française, Les Origines du totalitarisme, rééd. en un vol. (suivi de Eichmann à Jérusalem) dans la coll. « Quarto », Gallimard, Paris, 2002

Aronson (Shlomo), Reinhard Heydrich und die Frühgeschichte von Gestapo und SD, DVA, Stuttgart, 1971

Bankier (David), The Germans and the Final Solution. Public Opinion under Nazism, Oxford University Press, 1980

Bankier (David), « Jewish Society through Nazi Eyes, 1933-1936 », Holocaust and Genocide Studies, 6, n° 2, 1991

Bardakjian, Hitler and the Armenian Genocide, The Zorian Institute, Cambridge MA, 1985

Beiträge zur nationalsozialistische Gesundheits- und Sozialpolitik, Rotbuchverlag, Berlin, 1985-1997

Ben Elissar (Eliahu), La Diplomatie du III^{e} Reich et les Juifs. 1933-1939, Seuil, Paris, 1969

Benz (Wolfgang), Dimensionen des Völkermordes, DTV,

Munich, 1991

Berding (Helmut), Moderner Antisemitismus in Deutschland, Suhrkamp, Francfort/Main, 1998 ; trad. française Olivier Mannoni, Histoire de l'antisémitisme en Allemagne, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 1991

Billig (Joseph), L'Hitlérisme et le système concentrationnaire, coll. « Quadrige », rééd., PUF, Paris, 2000

Billig (Joseph), La Solution finale de la question juive. Essai sur ses principes dans le III^e Reich et en France sous l'Occupation, Edition Serge et Beate Klarsfeld, Paris, 1977

Bloch (Charles), Le III^e Reich et le monde, Imprimerie nationale, Paris, 1986

Böhler (Jochen), Auftakt zum Vernichtungskrieg. Die Wehrmacht in Polen 1939, Fischer, Francfort/Main, 2006

Böhler (Jochen), « Tragische Verstrickung oder Auftakt zum Vernichtungskrieg ? Die Wehrmacht in Polen 1939 » in Mallmann (Klaus-Michael) et Musial (Bogdan), Genesis des Genozids, Polen 1939-1941, Wissenschaftliche Buch gesellschaft, Darmstadt, 2004

Brayard (Florent), La « Solution finale de la question juive ». La technique, le temps et les catégories de la décision, Fayard, Paris, 2004

Breitman (Richard), Secrets officiels, Calmann-Lévy et Mémorial de la Shoah, Paris, 2005

Breitman (Richard), The Architect of Genocide. Himmler and the Final Solution, Alfred A. Knopf, New York, 1991. Cité ici dans l'édition allemande de poche, Breitman (Richard), Heinrich Himmler. Der Architekt der « Endlösung », Pendo, Zurich/Munich, 2000

Breitman (Richard), Goda (Norman J.W.), Naftali (Timothy) et Wolfe (Robert), US Intelligence and the Nazis, Cambridge University Press, 2005

Broszat (Martin), « Hitler und die Genesis der "Endlösung" : Aus Anlass der Thesen von David Irving », in Broszat (Martin), Nach Hitler. Der schwierige Umgang mit unserer Geschichte, DTV, Munich, 1988

Brown (Anthony C.), La Guerre secrète. Le rempart des mensonges, Pygmalion, Paris, 2000

Browning (Christopher), The Final Solution and the German Foreign Office. A Study of Referat D III of Abteilung Deutschland, New York, 1978

Browning (Christopher), The Origins of the Final Solution, Yad Vashem, Jérusalem, 2003

Browning (Christopher), Der Weg zur « Endlösung ». Entscheidungen und Täter, Rohwolt, Reinbek bei Hamburg, 2002 (1re édition, Dietz, Bonn, 1998)

Browning (Christopher), The Path to Genocide. Essays on Launching the Final Solution, New York, 1992

Burleigh (Michael), « Nazi Europe : What if Nazi Germany had defeated the Soviet Union ? », in Ferguson (Niall), Virtual History, op. cit.

Burrin (Philippe), Hitler et les Juifs, Paris, Seuil, 1989

Burrin (Philippe), Ressentiment et Apocalypse. Essai sur l'antisémitisme nazi, Seuil, Paris, 2004

Calvi (Fabrizio) et Masurovsky (Marc), Le Festin du Reich, Fayard, Paris, 2006

Carsten (Francis L.), Fascismus in Osterreich : von Schönerer zu Hitler, Munich, 1978

Caesarini (David), Eichmann. His Life and Crimes, William Heinemann, Londres, 2002 ; trad. allemande de Klaus-Dieter Schmidt, Adolf Eichmann. Bürokrat und Massenmörder, Propyläen Verlag, Berlin, 2004

Charguéraud (Marc-André), Tous coupables ? Les démocraties occidentales et les communautés religieuses face

à la détresse juive. 1933-1940, Labor et Fides, Genève, 1998

Chickering (Roger), Germany at War ; trad. allemande, Deutschland im Ersten Weltkrieg, Fischer, Francfort/Main, 2004

Cüppers (Martin), « Auf eine so saubere und anständige SS-mässige Art. Die Waffen-SS in Polen 1939-1941 » in Mallmann (Klaus-Michael) et Musial (Bogdan), Genesis des Genozids. Polen 1939-1941, Wissenschaftliche Buchgessellschaft, Darmstadt, 2004

Cüppers (Wolfgang), Wegbereiter der Shoah. Die Waffen-SS, der Kommandostab Reichsführer-SS und die Judenvernichtung 1939-1945, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 2005

Curilla (Wolfgang), Die deutsche Ordnungspolizei und der Holocaust im Baltikum und in Weissrussland, Schöningh, Paderborn, 2006

Czichon (Eberhard), Deutsche Bank-Macht-Politik. Fascismus, Krieg und Bundesrepublik, Papy Rossa, Cologne, 2001

Dadrian (Victor), Histoire du génocide arménien, Paris, Albin Michel, 1996

Dalin (David), The Myth of Hitler's Pope. How Pie XII Rescued Jews from the Nazis, Regnery Pusblishing, New York, 2005 ; trad. française par Claude Mahy, Pie XII et les Juifs. Le mythe du pape d'Hitler, Tempora, Perpignan, 2007

Dallin (Alexander), Deutsche Herrschaft in Russland 1941-1945, Droste Verlag, Düsseldorf, 1955

Dederichs (Mario R.), Heydrich. Das Gesicht des Bösen, Piper, Munich, 2005

Delarue (Jacques), Histoire de la Gestapo, Fayard, Paris, 1962

Delpla (François), Hitler, Grasset, Paris, 2000

Delpla (François), La Ruse nazie, France-Empire, Paris,

1994

Delpla (François), Juin 1940, F.-X. de Guibert, Paris, 2003

Desbois (Patrick) et Husson (Edouard) (éd.), La Shoah par balles. Les fusil lades massives de Juifs en Ukraine (1941-1944), CDJC/Mémorial de la Shoah, Paris, 2007

Deschner (Günther), Reinhard Heydrich. Statthalter der totalen Macht, Bechtle, Esslingen, 1977

D'Onofrio (A.), « Rassenzucht und Lebensraum : Zwei Grundlagen im Blut- und Boden-Gedanken von Richard Walther Darré », in Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, 49, 2001

Döscher (Hans-Jurgen), SS und Auswärtiges Amt im Dritten Reich, Ullstein, Berlin, 1997

Feldman (Gerald), Allianz im Dritten Reich, Beck, Munich, 2002

Ferguson (Niall), Virtual History. Alternatives and Counterfactuals, Macmillan, Londres, 1998

Flachowsky (Karin), « Neue Quellen zur Abstammung Reinhard Heydrich », in VfZ, 48, 2000/2

Frei (Norbert), Le Führerstaat, Paris, Seuil, 1995

Frei (Norbert), « "Unsere Arbeiten auf anständige Art und Weise bearbeitet…". Eichmann und die Wannsee-Konferenz », in Tribüne, 1982/1

Friedländer (Saul), L'Allemagne nazie et les Juifs, t. 1, Seuil, Paris, 1997

Friedländer (Saul), Hitler et les Etats-Unis (1939-1941), Droz, Genève, 1963

Gassert (Philipp), Amerika im Dritten Reich. Ideologie, Propaganda und Volksmeinung, 1933-1945, Frank Steiner, Stuttgart, 1997

Gebwarth (Robert), Hitler's Hangmann : The Life and Dead of Reinhard Heydrich, Yale University Press, 2011

Gellatelly (Robert), The Gestapo and German Society : Enforcing Racial Policy. 1933-1945, Oxford University Press, 1990

Gerlach (Christian), Krieg. Ernährung. Völkermord. Forschungen zur deutschen Vernichtungspolitik im Zweiten Weltkrieg, Hamburger Edition, Hambourg, 1998

Gerlach (Christian), « Die Ausweitung der deutschen Massenmorde in den besetzten sowjetischen Gebieten im Herbst 1941. Uberlegungen zur Vernichtungspolitik gegen Juden und sowjetische Kriegsgefangene », in Gerlach (Christian), Krieg. Ernährung. Völkermord. Forschungen zur deutschen Vernichtungspolitik im Zweiten Weltkrieg, Hamburger Edition, Hambourg, 1998

Gerlach (Christian), « Die Bedeutung der deutschen Ernährungspolitik für die Beschleunigung des Mordes an den Juden 1942 », in Gerlach (Christian), Krieg. Ernährung. Völkermord, op. cit.

Gerlach (Christian), Kalkulierte Morde. Die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weissrussland 1941 bis 1944, Hamburger Verlag, Hambourg, 1999

Gerlach (Christian), Sur la conférence de Wannsee, Liana Lévi, Paris, 1999

Giordano (Ralph), Wenn Hitler den Krieg gewonnen hätte. Die Pläne der Nazis nach dem Endsieg, Knaur, Munich, 1991

Goda (Norman J.W.), Tomorrow the World. Hitler, Northwest Africa, and the Path toward America, Texas University Press, 1998

Gordon (Sarah), Hitler, Germans and the « Jewish Question », Princeton University Press, 1984

Gottwaldt (Alfred) et Schulle (Diana), Die « Judendeportationen » aus dem Deutschen Reich, Marix, Wiesbaden, 2005

Haffner (Sebastian), Un certain Adolf Hitler, Grasset,

Paris, 1987

Hamann (Brigitte), Hitlers Wien, Rowohlt, Reinbek bei Hamburg, 1998

Hass (Gerhart), « Zum Russlandbild der ss », in Volkmann (Hans-Erich), Das Russlandbild im Dritten Reich, Böhlau, Cologne, 1994

Hayes (Peter), « Big Business and "Aryanization" in Germany », in Jahrbuch für Antisemitismusforschung, 3, 1994

Herbert (Ulrich), Best. Biographische Studien über Radikalismus, Weltaanschauung und Vernunft. 1903-1989, Dietz, Bonn, 1996

Herbert (Ulrich), Fremdarbeiter. Politik und Praxis des « Ausländer-Einsatzes » in der Kriegswirtschaft des Dritten Reiches, Dietz, Berlin, 1985

Hilberg (Raul), The Destruction of the European Jews, 1961 ; trad. française, La Destruction des Juifs d'Europe, 2 tomes, Paris, Gallimard, 1985, réédition 2006

Hillgruber (Andreas), Hitlers Strategie. Politik und Kriegführung 1940-1941, Munich, Bernard & Graefe Verlag, 1re édition 1965, rééd. 1982

Hillgruber (Andreas), « Die "Endlösung" und das deutsche Ostimperium als Kernstück des rassenideologischen Programms des Nationalsozialismus », in VfZ, 20, 1972

Höhne (Heinz), Der Orden unter dem Totenkopf, Sigbert Mohn Verlag, Gütersloh, 1967

Hull (Isabel V.), Absolute Destructin. Military Culture and the Practices of War in Imperial Germany, Cornell University Press, Ithace, 2005

Hüser (Karl), Wewelsburg 1933 bis 1945. Kult- und Terrorstätte der SS. Eine Dokumentation, Paderborn, 1982

Husson (Edouard), « Nous pouvons vivre sans les Juifs. » Novembre 1941. Quand et comment ils ont décidé de la solution finale, Perrin, Paris, 2005

Husson (Edouard), Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et la question de l'identité allemande, PUF, Paris, 2000

Husson (Edouard), « Idée européenne, Europe allemande, Ordre nouveau nazi », in Barjot (Dominique), L'Idée européenne au XX^e siècle, Sedes, Paris, 2007

Husson (Edouard), « Le Sonderweg et le monde rural allemand » in Histoire, économie et société, 2006/2

Jäckel (Eberhard), Hitlers Weltanschauung, DVA, Stuttgart, 1969 ; trad. française par Jacques Chavy, Hitler idéologue, coll. « Tel », Gallimard, Paris, 1973

Jäckel (Eberhard), « On the Purpose of the Wannsee Conference », in Pacy (James S.) et Wertheimer (Alan P.) (s.d.), Perspectives on the Holocaust : Essays in Honour of Raul Hilberg, Boulder, 1995

Jansen (Christian) et Weckbecker (Arno), Der « Volksdeutsche Selbstschutz » in Polen 1939-1940, Oldenbourg, Munich, 1992

Jansen (Hans), Der Madagaskar-Plan. Die beabsichtigte Deportation der europäischen Juden nach Madagaskar, Herbig, Munich, 1997

Johnson (Eric A.), Nazi Terror. The Gestapo, Jews and Ordinary Germans, Basic Books, New York, 1999

Kaiser (Wolf), Täter im Vernichtungskrieg. Der Uberfall auf die Sowjetunion und der Völkermord an den Juden, Propyläen Verlag, Berlin/Munich, 2002

Kaiser (Wolf), « Die Wannsee Konferenz », Tribüne, 33/4, 1994

Kamenetsky (Ihor), Secret Nazi Plans for Eastern Europe. A Study of Lebensraum Policies, Bookman Associates, New York, 1961

Kampe (Norbert, s.d.), Die Wannsee-Konferenz und der Völkermord an den europäischen Juden – Katalog der

ständigen Ausstellung – Haus der Wannsee-Konferenz, Berlin, 2006

Kershaw (Ian), The Nazi Dictatorship. Problems and Perspectives of Interpretation, Edward Arnold, Londres, 1993 (3e édition) ; trad. française, Jacqueline Carnaud, Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation, Gallimard, Paris, 1997(2e édition)

Kershaw (Ian), Popular Opinion and Political Dissent in the Third Reich. Bavaria 1933-1945, Oxford University Press, 1983 ; trad. française Pierre-Emmanuel Dauzat, L'Opinion allemande sous le nazisme. Bavière 1933-1945, Editions du CNRS, Paris, 1995

Kershaw (Ian), Hitler, 2 tomes, Penguin, Londres, 1998-1999 ; trad. française par Pierre-Emmanuel Dauzat, Flammarion, Paris, 1999-2000

Kershaw (Ian), Hitler's « Prophecy » and the Final Solution, The Center for Holocaust Studies, The University of Vermont, Burlington, 2002

Kershaw (Ian), « Hitler's role in the "Final Solution" », in Yad Vashem Studies, 34, Jérusalem, 2006

Klarsfeld (Serge), Vichy-Auschwitz, 4 volumes, Paris, 1983-1997

Klee (Ernst), Was sie taten – was sie wurden. Artzte und andere Beteiligte am Kranken- oder Judenmord, Francfort/Main, 1986

Klein (Peter) (éd.), Die Einsatzgruppen in der besetzten Sowjetunion 1941-1942, Gedenk- und Bildungsstätte Haus der Wannsee-Konferenz, 1997

Knox (MacGregor), Common Destiny : Dictatorship, Foreign Policy and War in Fascist Italy and Nazi Germany, Cambridge University Press, 2000

Koch (Peter-Ferdinand), Die Dresdner Bank und der Reichsführer SS, Facta Oblita, Hambourg, 1987

Koch (Peter-Ferdinand), Die Geld-Geschäfte der SS, Hoffman und Campe, Hambourg, 2000

Koehl (Robert L.), « Feudal Aspects of National Socialism », in Turner (Henry A.), Nazism and the Third Reich, New York, 1970

Koehl (Robert L.), RKFDV : German Resettlement and Population Policy 1939-1945, Harvard University Press, 1957

Koehl (Robert L.), The Black Corps. The Structure and Power Struggles of Nazi SS, University of Wisconsin, 1982

Kogon (Eugen)/ Langbein (Hermann)/ Rückerl (Adalbert), Nationalsozialistische Massentötungen durch Giftgas, Fischer, Francfort/Main, 1983 ; Trad. française par Henry Rollet : Les Chambres à gaz secret d'Etat, Editions de Minuit, Paris, 1984

Krausnick (Helmut) et Wilhelm (Hans-Heinrich), Die Truppe des Weltanschauungskrieges. Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-1942, DVA, Stuttgart, 1981

Krausnick (Helmut), « Kommissarbefehl und "Gerichtsbarkeiterlass Barbarossa" in neuer Sicht », in VfZ, 25, 1977

Kulka (Otto Dov), « Die Nürnberger Rassengesetze und die deutsche Bevölkerung im Lichte geheimer NS Lage- und Stimmungsberichte », VfZ, 4, 1984

Lapide (Pinhas E.), The Last Three Popes and the Jews, 1967 ; utilisé ici dans la version allemande, trad. Jutta et Theodor Knust, Rom und die Juden, Herder, Fribourg-en-Brisgau, 1969

Laqueur (Walter), The Terrible Secret. An Investigation into the Suppression of Information about Hitler's « Final Solution », George Weidenfeld, Nicolson Ltd, Londres, 1980 ; trad. française par Antoinette Roubichou-Stretz : Le Terrifiant Secret. La « solution finale » et l'information étouffée,

Gallimard, Paris, 1981

Laughland (John), La Liberté des nations, F.-X. de Guibert, Paris, 2001

Le Cour Grandmaison (Olivier), Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial, Fayard, Paris, 2005

Lichtenstein (Heinrich), Himmlers grüne Helfer. Die Schutz- und Ordnungspolizei im « Dritten Reich », Cologne, 1990

Longerich (Peter), Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung, Piper, Munich, 1998

Longerich (Peter), Der ungeschriebene Befehl. Hitler und der Weg zur « Endlösung », Piper, Munich, 2001. Trad. anglaise, The Unwritten Order. Hitler's Role in the Final Solution, Tempus, Londres, 2003

Longerich (Peter), Die Wannsee-Konferenz vom 20. Januar 1942. Plannung und Beginn des Genozids an den europäischen Juden, Gedenk- und Bildungsstätte der Wannsee-Konferenz, 1998

Longerich (Peter), Himmler, Héloïse d'Ormesson, Paris, 2010

Lozowick (Yaacov), trad. de l'anglais par Christoph Münz, Hitlers Bürokraten. Eichmann, seine willigen Vollstrecker und die Banalität des Bösen, Pendo, Zurich/Munich, 2000

Lukacs (John), The Duel. Hitler vs. Churchill 10 mai-31 juillet 1940, Bodley Head, London, 1990

Lukas (Richard C.), The Forgotten Holocaust. The Poles under German Occupation 1939-1944, The University Press of Kentucky, 1986

Mallmann (Klaus-Michael) et Musial (Bogdan) (éds), Genesis des Genozids. Polen 1939-1941, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 2004

Manoschek (Walter), Serbien ist « judenfrei ».

Militärische Besatzungspolitik und Judenvernichtung in Serbien 1941-1942, Oldenbourg, Munich, 1993

Manoschek (Walter), « “Wo der Partisan ist, ist der Jude, und wo der Jude ist, ist der Partisan”. Die Wehrmacht und die Shoah », in Die Täter der Shoah, op. cit.

Mason (Timothy), « Intention and Explanation : A Current Controversy about the Interpretation of National Socialism », in Hirschfeld (Gerhard) et Kettenacker (Lothar), Der « Führerstaat ». Mythos und Realität, DVA, Stuttgart, 1985, pp. 23-42

Matthäus (Jürgen), Kwiet (Konrad), Förster (Jürgen), Breitman (Richard), Ausbildungsziel Judenmord ? « Weltanschauliche Erziehung » von SS, Polizei und Waffen-SS im Rahmen der « Endlösung », Fischer, Francfort/Main, 2003

Mayer (Arno), Why Did the Heavens not Darken ? The « Final Solution » in History, Pantheon Books, New York, 1991 ; trad. française : La « Solu tion finale » dans l’histoire, La Découverte, Paris, 1990

Meyer (Ahlrich), Die deutsche Besatzung in Frankreich 1940-1944 ; Wider standsbekämpfung und Judenverfolgung, Wissenschaftliche Buchgesell schaft, Darmstadt, 2000 ; trad. française : L’Occupation allemande en France, Privat, Toulouse, 2003

Milza (Pierre), Mussolini, Fayard, Paris, 1999

Minczeles (Henri), Une histoire des Juifs de Pologne. Religion, culture, politique, La Découverte, Paris, 2006

Mollin (Gerhard Th.), « 20. Januar 1942. Wannsee-Konferenz », in Blasius (Dirk) et Loth (Wilfried), Tage deutscher Geschichte im 20. Jahrhundert, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2006

Mommsen (Hans), « Hitlers Stellung im nationalsozialistischen Herrschafts system », in Mommsen

(Hans), Der Nationalsozialismus und die deutsche Gesellschaft, Rowohlt, Reinbek bei Hamburg, 1991 ; trad. française Françoise Laroche, « La place de Hitler dans le système de pouvoir national-socialiste », in Mommsen (Hans), Le National-Socialisme et la société allemande, Editions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 1997

Mommsen (Hans), « Die Realisierung des Utopischen : die "Endlösung der Judenfrage" im "Dritten Reich" », in Mommsen (Hans), Der National sozialismus und die deutsche Gesellschaft, op. cit. ; trad. française par Françoise Laroche, « La réalisation de l'utopique : La "solution finale de la question juive" sous le III^e Reich », in Mommsen (Hans), Le National-Socialisme et la société allemande, op. cit.

Mommsen (Hans), Auschwitz, 17. Juli 1942. Der Weg zur europäischen « Endlösung der Judenfrage », DTV, Munich, 2000

Moracchini (Michel), Les Troupes spéciales d'Hitler, Grancher, Paris, 2001

Müller (Rolf-Dieter) et Volkmann (Hans-Erich) (éds) Die Wehrmacht. Mythos und Realität, Oldenbourg, Munich, 1999

Nolte (Ernst), Der europäische Bürgerkrieg. Nationalsozialismus und Bolschewismus, Ullstein, Berlin, 1987 ; trad. française, La Guerre civile européenne, Editions des Syrtes, Paris, 2000, ou Perrin, coll. « Tempus », 2011

Nolte (Ernst), Der Fascismus in seiner Epoche, Piper, Munich, 1963 ; trad. française : Le Fascisme en son époque, 3 volumes, Fayard, Paris, 1970

Ogorreck (Ralf), Die Einsatzgruppen und die « Genesis der Endlösung », Metropol Verlag, Berlin, 1996 ; trad. française : Les Einsatzgruppen et les débuts de la « solution finale », Calmann-Lévy, Paris, 2007

Overy (Richard), Göring, Phoenix Press, Londres, 2000

Pätzold (Kurt) et Schwarz (Erika), Tagesordnung :

Judenmord : Die Wannsee Konferenz am 20. Januar 1942 : Eine Dokumentation zur Organisation der « Endlösung », Aufbau Verlag, Berlin, 1992

Paul (Gerhard), « Von Psychopathen, Technokraten des Terrors und "ganz gewöhnlichen" Deutschen. Die Täter der Shoah im Spiegel der Forschung », in Paul (Gerhard) (éd.), Die Täter der Shoah. Fanatische Nationalsozialisten oder ganz normale Deutsche ?, Wallstein Verlag, Göttingen, 2002

Piper (Ernst), Alfred Rosenberg. Hitlers Chefideologe, Blessing, Munich, 2005

Pohl (Dieter), Holocaust. Die Ursachen – das Geschehen – die Folgen, Herder, Fribourg-en-Brisgau, 2000

Pohl (Dieter), « Die Einsatzgruppe C », in Klein (Peter), Einsatzgruppen, op. cit.

Pohl (Dieter), « Le génocide en Galicie orientale », in Revue d'Histoire moderne et contemporaine, 47-2, 2000

Pohl (Dieter), Nationalsozialistische Judenverfolgung in Ostgalizien 1941-1944. Organisation und Durchführung eines staatlichen Massenverbrechens, Oldenbourg, Munich, 1996

Read (Anthony), The Devil's Disciples. The Lives and Times of Hitler's Inner Circle, Pimlico, Londres, 2004

Reuth (Ralf Georg), Goebbels. Eine Biographie, Piper, Munich, 1990

Richter (Timm C.), « Die Wehrmacht und der Partisanenkrieg in den besetzten Gebieten der Sowjetunion », in Müller (Rolf-Dieter) et Volkmann (Hans-Erich), Die Wehrmacht. Mythos und Realität, Oldenbourg, Munich, 1999

Rigg (Bryan Mark), Hitlers jüdische Soldaten, Schöningh, Paderborn, 2003

Roberts (Andrew), « Hitler's England : What if Germany had invaded Britain in May 1940 ? », in Ferguson (Niall) Virtual History, op. cit.

Römer (Felix), Der Kommissarbefehl Ferdinand

Schöningh, Paderborn, 2008

Roseman (Mark), Ordre du jour : Génocide. Le 20 janvier 1942, Louis Audibert, Paris, 2002

Rossino (Alexander B.), Hitler Strikes Poland : Blitzkrieg, Ideology and Atrocity, University Press of Kansas, 2003

Rossino (Alexander B.), « Nazi Anti-Jewish Policy during the Polish Campaign : The Case of the Einsatzgruppe von Woyrsch », in German Studies Review, 24, 2001

Roth (Karl Heinz), Facetten des Terrors. Der Geheimdienst der « Deutschen Arbeitsfront » und die Zerstörung der Arbeiterbewegung 1933-1938, Temmen, Brême, 2000

Roth (Karl Heinz), « “Generalplan Ost” und der Mord an den Juden. Der “Fernplan der Umsiedlung in den Ostprovinzen” im November 1939 », in 1999, Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts, 2/97

Rychlak (Ronald J.), Righteous Gentiles. How Pius XII and the Catholic Church Saved Half a Million Jews from the Nazis, Spence Publishing Company, Dallas, 2005

Safrian (Hans), Die Eichmann-Männer, Europa-Verlag, Zurich, 1993

Safrian (Hans), Eichmann und seine Gehilfen, Fisher, Francfort/Main, 1995

Safrian (Hans) et Witek (Hans), Undkeiner war dabei : Dokumente des alltäglichen Antisemitismus in Wien 1938, Picus Verlag, Vienne, 2008

Sandkühler (Thomas), « Endlösung » in Galizien. Der Judenmord in Ostpolen und die Rettungsaktionen von Berthold Beitz 1941-1944, Dietz, Bonn, 1996

Schleunes (Karl A.), The Twisted Road to Auschwitz. Nazi Policy toward German Jews, 1933-39, University of Illinois Press, Urbana, 1970

Schubert (Günther), Das Unternehmen « Bromberger

Blutsonntag ». Tod einer Legende, Bund, Cologne, 1989

Schulte (Jan Erik), Zwangsarbeit und Vernichtung : Das Wirtschaftsimperium der SS. Oswald Pohl und das SS-Wirtschafts-Verwaltungshauptamt, Schöningh, Paderborn, 2001

Sereny (Gitta), The German Trauma. Experiences and Reflections 1938-2001, Allen Lane, Londres, 2000 ; trad. allemande par Rudolf Hermstein, Das deutsche Trauma. Eine heilende Wunde, Bertelsmann, Munich, 2002

Simonnot (Philippe), Juifs et Allemands. Préhistoire d'un génocide, PUF, Paris, 1999

Soutou (Georges-Henri), L'Or et le Sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale, Fayard, Paris, 1989

Streim (Alfred), « Zur Eröffnung des allgemeinen Judenvernichtungsbefehls gegenüber de Einsatzgruppen », in Jäckel (Eberhard) et Rohwer (Jürgen), Der Mord an den Juden im Zweiten Weltkrieg. Entschlussbildung und Verwirkli chung, DVA, Stuttgart, 1985

Streit (Christian), Keine Kameraden. Die Wehrmacht und die sowjetischen Kriegsgefangenen, DVA, Stuttgart, 1978, rééd. 1997

Streit (Christian), « Ostkrieg, Antibolschewismus und "Endlösung" », in GG, 17, 1991

Sydnor (Charles), Soldiers of Destruction. The SS Death's Head Division 1933-1945, Princeton University Press, 1977

Sydnor (Charles), « Reinhard Heydrich. Der "ideale Nationalsozialist" », in Smelser (Ronald) et Syring (Enrico), Die SS. Elite unter dem Totenkopf, Schöningh, Paderborn, 2000

Ternon (Yves), Guerres et génocides au XX^e siècle. Architectures de la violence de masse, Odile Jacob, Paris, 2006

Tooze (Adam), The Wages of Destruction. The Making

and Breaking of the Nazi Economy, Allen Lane, Londres, 2006 ; utilisé dans la version allemande, trad. Yvonne Badal, Okonomie der Zerstörung. Die Geschichte der Wirtschaft im Nationalsozialismus, Siedler, Munich, 2007

Traverso (Enzo), La Violence nazie. Une généalogie européenne, La Fabrique éditions, Paris, 2002

Treue (Wilhelm), « Hitlers Denkschrift zum Vierjahresplan », VfZ, 3, 1955

Tuchel (Johannes), Am Grossen Wannsee 56-58. Von der Villa Minoux zum Haus der Wannsee-Konferenz, Publikationen der Gedenkstätte der Wannsee-Konferenz, Berlin, 1992

Vidal (Dominique), Les historiens allemands relisent la Shoah, Complexe, Bruxelles, 2002

Volkman (Hans-Erich), Das Russlandbild im Dritten Reich, Böhlau, Cologne, 1994

Wehler (Hans-Ulrich), Das deutsch Kaiserreich, Vandenhock & Ruprecht, Göttingen, 1971

Wehler (Hans-Ulrich), Gesellschaftsgeschichte, 4 volumes, Beck, Munich, 1982-2002

Weiss (Yfaat), Deutsche und polnische Juden vor dem Holocaust. Jüdische Identität zwischen Staatsbürgertschaft und Ethnizität 1933-1940, Oldenbourg, Munich, 2000

Weitbrecht (Dorothee), Der Exekutionsauftrag der Einsatzgruppen in Polen, Markstein, Filderstadt, 2001

Westermann (Edward B.), Hitler's Police Bataillons. Enforcing Racial War in the East, University Press of Kansas, 2005

Wildt (Michael), Die Generation des Unbedingten. Das Führungskorps des Reichssicherheitshauptamtes, Hamburger Edition, Hambourg, 2002

Wildt (Michael) (éd.), Nachrichtendienst, politische Elite und Mordeinheit. Der Sicherheitsdienst des Reichsführers SS, Hamburger Edition, Hambourg, 2003

Wilhelm (Hans-Heinrich), Die Einsatzgruppe A der Sicherheitspolizei und des SD, Peter Lang, Francfort/Main, 1996

Winkler (Heinrich August), Der lange Weg in den Westen. Deutsche Geschichte im XIX. und XX. Jahrhundert, 2 volumes, Beck Verlag, Munich, 2005 ; trad. française Odile Demange, Histoire de l'Allemagne XIX^{e}-XX^{e} siècle. Le long chemin vers l'Occident, Fayard, Paris, 2006

Wojak (Irmtrud), Eichmanns Memoiren. Ein kritischer Essay, Fischer, Francfort/Main, 2004

Yahil (Leni), « Madagascar-Phantom of a Solution for the Jewish Question », in Vago (Bela) et Mosse (George L.) (s.d.), Jews and Non-Jews in Eastern Europe, New York, 1974

Index

Accords de Munich 1 2
Agudat Israël 1
Allemagne 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109
Altreich 1
Anschluss 1 2 3 4 5 6 7
appeasement 1
aryanisation 1 2 3 4 5 6
aryanisations 1
Aryens 1 2 3 4
Auftragstaktik 1
Auschwitz 1
Auslandsorganisation 1
Autorité du Plan de Quatre Ans 1
Autriche 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23
Backe 1
Bade 1 2
Barbarossa 1 2
Bavière 1 2 3
Bayreuth 1
bellum christianum 1
bellum romanum 1
Belzec 1
Berlin 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26
Best 1 2 3 4
Bismarck 1

Blomberg 1
Blum 1 2 3
Bohême-Moravie 1 2
bolchevisme 1 2 3 4 5 6 7
Bormann 1 2 3 4
Brême 1
Buchenwald 1
Bücher 1
Bund 1
Bürckel 1 2 3
Chancellerie du Reich 1
Chelmno 1
Conférence d'Evian 1 2
Congrès de Nuremberg 1 2 3 4 5
Conseil Fédéral suisse 1
Cracovie 1
criminels de novembre 1
Dachau 1 2
DAF 1
Daluege 1
Darré 1 2 3
Das Schwarze Korps 1 2
de Weimar 1
Der Angriff 1 2 3
Der völkische Beobachter 1
Dollfuss 1 2
Dresdner Bank 1
Düsseldorf 1 2
Eichmann 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27
Einsatzgruppen 1
Endek 1

Entfernung 1 2 3
espace vital 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Espagne 1 2
Etats-Unis 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22
Europe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39
euthanasie 1
extermination par le travail 1
Fischböck 1
France 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Francfort 1 2 3 4 5 6 7
Frank (Hans) 1
Frankfurter 1 2
Freisler 1 2 3
Frick 1 2 3 4 5
Fritsch 1
Front populaire 1
Führer 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46
Funk 1 2
Gauleiter 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14
Gemlich 1 2
Generalplan Ost 1
Gesellschaft 1
Gestapa 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Gestapo 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25
Globke 1
Globocnik 1
Goebbels 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37
Golddiskontbank 1
Göring 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27

28 29 30 31 32 33 34 35
Grande-Bretagne 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Grodno 1
Gross 1 2
Grynszpan 1
Gürtner 1
Gustloff 1 2 3
Haeger 1
Haganah 1
Hagen 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14
Hanotea 1 2
Hartl 1
Hasselbacher 1
Hess 1 2 3
Heydrich 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89
Himmler 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43
Hitler 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198
Hitlerjugend 1 2 3
Hongrie 1 2
Hossbach 1 2

IG-Farben 1
Israelitische Kultusgemeinde 1
Italie 1 2
Jeux Olympiques 1 2 3
judenrein 1 2
judéo-bolcheviques 1
judéo-bolchevisme 1 2 3
judéocide 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20
Juifs allemands 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Juifs d'Autriche 1 2 3
Juifs d'Europe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13
Juifs de Pologne 1 2
Juifs de Wall Street 1 2
Juifs du Reich 1 2
Juifs roumains 1
Juifs soviétiques 1 2 3
juiverie financière 1 2 3
juiverie financière internationale 1
juiverie internationale 1 2 3 4 5
Kaiser 1 2
Kaiserreich. 1
Kampfbund für den Gewerblichen Mittelstand 1
Kerrl 1
Kreditanstalt 1
Kripo 1 2
Krohn 1
Krosigk 1
Kurfürstendamm 1
Lagarde 1
Lammers 1 2 3
Lénine 1
Lodz 1

lois de Nuremberg 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Londres 1 2 3 4 5 6 7
Löwenherz 1 2
Madagascar 1 2 3 4
Mein Kampf 1 2 3 4 5 6 7 8
melting-pot 1 2
Messersmith 1
Ministère de l'Air 1 2
Ministère de l'Economie 1
Ministère de l'Intérieur 1 2 3 4 5 6
Ministère de la Justice 1
Ministère des Affaires étrangères 1 2 3 4
Mischling 1 2
Moltke 1
Moscou 1 2 3
Müller 1 2
Munich 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24
Mussolini 1
Nationalsozialistische Betriebszelle Organisation 1
Neumann 1
Neurath, 1
Nuit de Cristal 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Nuremberg 1
Ordnungspolizei 1
Ostjuden 1
Palestine 1 2 3 4 5 6 7 8
Pinsk 1
Plan de Quatre Ans 1 2 3 4
pogrom 1 2 3 4 5 6 7 8 9
pogroms 1 2
Pologne 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19
Popitz 1

Prague 1
Première Guerre mondiale 1 2 3 4 5 6
Prusse 1 2 3 4
Pulverfabrik 1
Rafelsberger 1 2
Rassepolitische Amt 1
Reich 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87
Reichsfahndungsamt 1
Reichsführer 1 2 3 4 5
Reichsnährstand 1
Reichssicherheitshauptamt 1 2
Reichstag 1 2 3 4 5 6 7 8
Reichszentrale für jüdische Auswanderung 1
Ribbentrop 1 2 3
Rollin 1 2 3
Roosevelt 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Rosenberg 1 2 3
Rothenberg 1
Rothschild 1 2 3
RSHA 1 2 3 4
Rublee 1 2
Rumbold 1
Russie 1 2
Rust 1
SA 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Schacht 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18
Schuschnigg 1 2
Schwarze Korps 1
Schwerin von Krosigk 1

SD 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43
Selz 1
Shoah 1 2 3 4
Sicherheitsdienst 1 2 3 4 5 6 7 8
Sicherheitspolizei 1 2
Silésie 1 2 3
Sipo 1 2 3 4 5
Six 1
Slaves 1
Slovaquie 1
solution finale 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16
solution finale de la question juive 1 2 3 4 5 6 7 8 9
solution finale de la question juive en Europe 1
SS 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36
Staatszionistische Organisation 1
Stahlecker 1
Staline 1
Streicher 1 2 3
Stuckart 1 2 3
Stuttgart 1 2 3 4 5
Sudètes 1 2 3 4
Suisse 1 2 3 4
Tchécoslovaquie 1 2 3 4 5 6
Tsiganes 1
Union Soviétique 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
Varsovie 1
Vienne 1 2 3 4 5 6 7 8 9
Vierjahresplanbehörde 1
Vögler 1
Volk 1 2 3

Völkischer Beobachter 1
vom Rath 1 2 3 4
Waffen SS 1
Wagner (Adolf) 1
Wagner (Robert) 1
Wannsee 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21
Washington 1 2
Wehrmacht 1 2 3 4 5 6 7
Weimar 1
Weiss 1
Weltanschauung 1
Werner 1 2
Wilhelmstrasse 1
Wohlthat 1
Zbaszyn 1
Zentralstelle 1 2 3
Zentralstelle für jüdische Auswanderung 1 2
Zionistischer Landesvervand für Österreich 1